



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

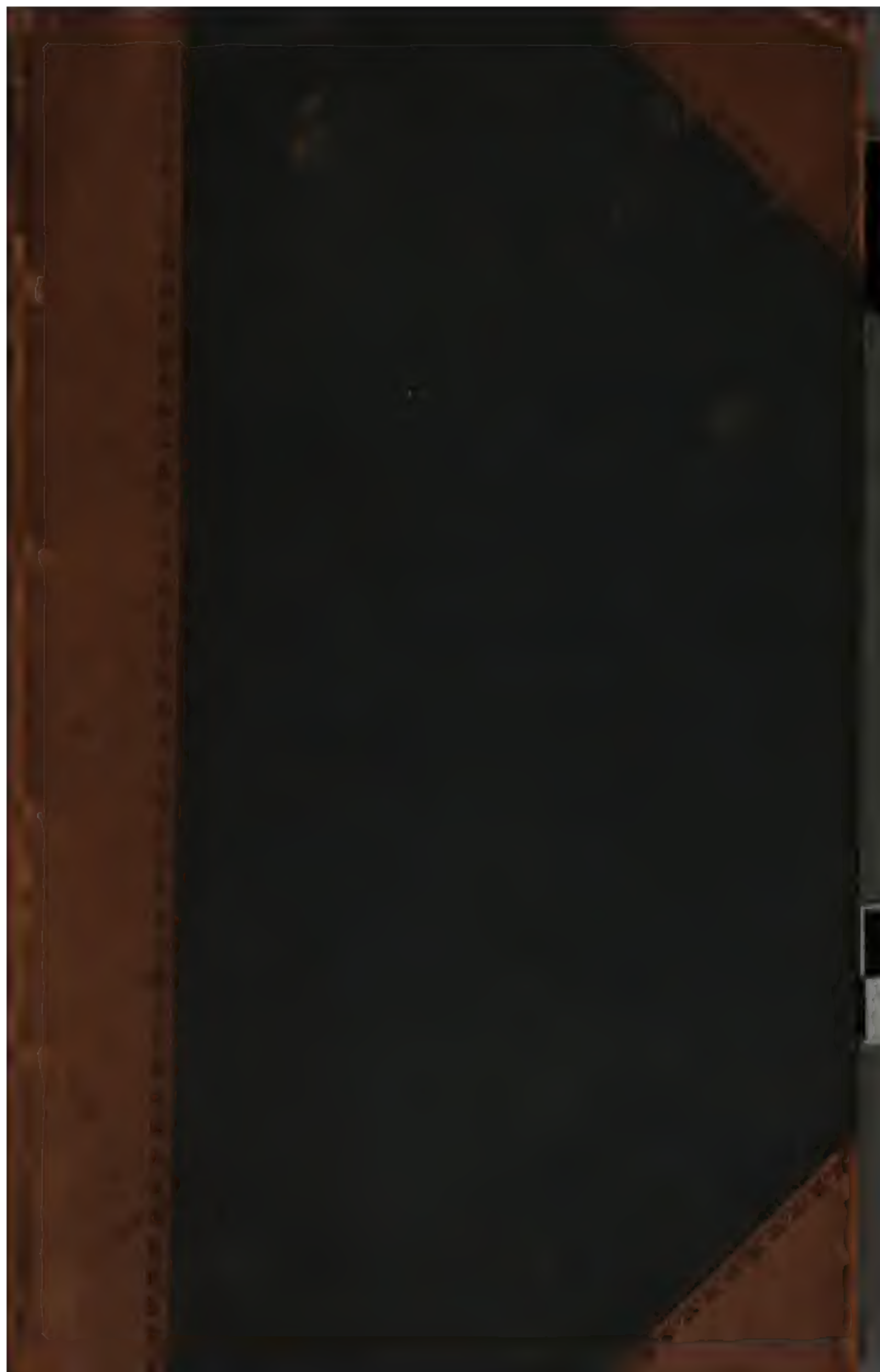
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



600002372K

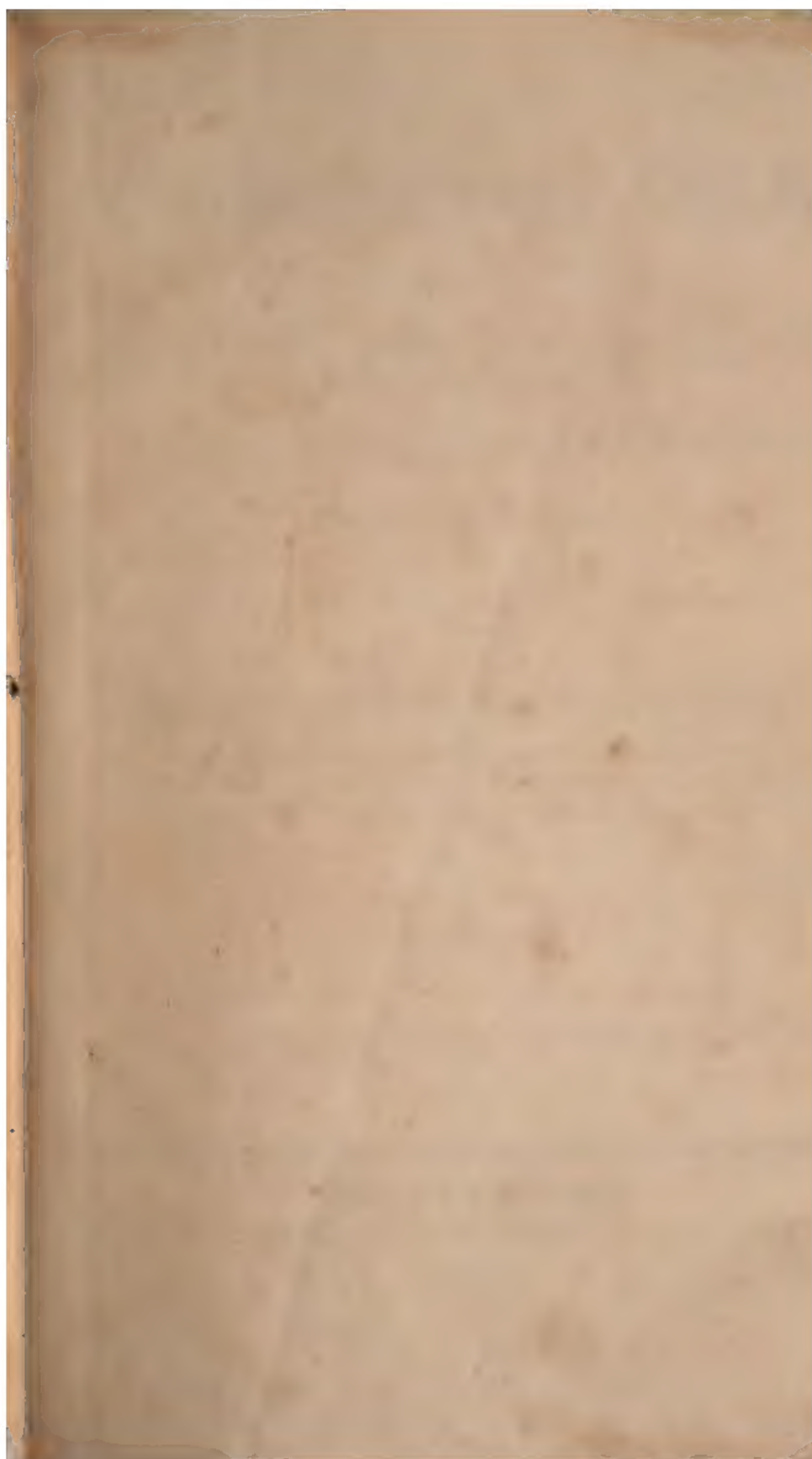
35.

608.

600002372K

35.

608.





D A S
GRIECHISCHE VOLK

IN
ÖFFENTLICHER, KIRCHLICHER UND PRIVAT-
RECHTLICHER BEZIEHUNG
VOR UND NACH DEM FREIHEITSKAMPFE
BIS ZUM 31. JULI 1834.

VON
GEORG LUDW. VON MAURER,
KÖNIGL. BAYRISCHEM STAATSRATHE, LEBENSLÄNGLICHEM REICHSRATHE,
ORDENTL. MITGLIEDE DER AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN IN MÜNCHEN,
MITGLIEDE DER NATURHISTORISCHEN GESELLSCHAFT ZU JASSY,
U. S. W.

ERSTER BAND.



HEIDELBERG.
IN DER AKADEMISCHEN BUCHHANDLUNG VON J. C. B. MOHR.
1835.

608.

200

VORREDE.

I.

An dem Tage, an welchem nach den Bestimmungen des Londoner Staatsvertrages mir, als Mitglied der Regentschaft des Königreichs Griechenland, die hohe Freude und Ehre werden sollte, mit meinen Collegen die Zügel der Regierung in die Hände seines rechtmässigen Herrschers zu legen, übergebe ich den Griechen und Griechenfreunden dieses Werk. Hierdurch gewähre ich meinem Herzen die nicht zu verwehrende Befriedigung, gleichwohl an der Feier dieses für das Wohl des Thrones und des Volkes der Griechen allerwichtigsten Tages keinen unwürdigen Antheil zu nehmen.

Möge es dem mit den schönsten Eigenschaften begabten, eben so liebenswürdigen als scharfsinnigen König gelingen, das Griechische Volk,

dem ich, durch die Gegenwart des Königlichen Jünglings ermuntert und gestärkt, mit der redlichsten Anstrengung die letzten Jahre meines Lebens gewidmet habe, durch eine lange — segensbringende Regierung mehr und mehr zu beglücken.

II.

Das Werk erscheint in drei Bänden. Der erste umfaßt die Zeit der Türkischen Herrschaft, dann die des Freiheitskampfes bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft. Der zweite Band handelt von der Regentschaftsperiode bis zum 31. Juli 1834, d. h. bis zum Tage meiner Abberufung. Der dritte Band endlich enthält interessante Urkunden und die Hauptgesetze der früheren und späteren Zeit.

Hier erlaube ich mir nur noch einige Bemerkungen über den zweiten Band zu machen. Derselbe ist nämlich nicht, wie man glauben möchte, bestimmt, eine Geschichte der alten Regentschaft zu geben. Er soll nur kurz, und ohne vieles Raisonement, darstellen, was in der kurzen Zeit, von nicht vollen 18 Monaten, für Griechenland's

Wohl geschehen ist; damit die Welt, die bisher bloß, die durch Intriguen, nicht durch die Wahrheit mächtig gewordenen Stimmen gehört, und darauf hin, ohne wahre Kenntniß der Sache, geurtheilt hat, wirklich in Stand gesetzt werde, ein gerechtes und billiges Urtheil fällen zu können.

Es mußte zwar bei dieser Darstellung der Schwierigkeiten, — also auch der Personen gedacht werden, welche diese Schwierigkeiten herbeiführen, oder wenigstens vermehren halfen. Allein auch in dieser Beziehung habe ich bloß erzählt, was ich gesehen und was ich gehört habe.

Zwar werden die Pharisäer, „von denen „ich viel zu reden habe,“ auch zu mir sagen: „Du „zeugst von dir selbst, dein Zeugniß ist nicht „wahr.“ Diesen antworte ich aber: „Weil ich „die Wahrheit sage, so glaubet ihr mir nicht.“ Denn: „wer Arges thut, der hasset das Licht!“ Evangel. Johannis. VIII, 26, 13, 45. III, 20.

In ein Raisonnement über das Gesehene und Gehörte liefs ich mich nicht ein. Eben so wenig in die Anklage gegen irgend jemand. Denn das Anklagen überlasse ich Anderen! Was ich aber,—

nachdem ich lange genug ganz geschwiegen, — erzählt habe, mußte zu meiner eigenen Rechtfertigung gesagt werden, sonst würde ich auch darüber noch geschwiegen haben. Da ich indessen selbst angeklagt worden bin, — fälschlicher Weise angeklagt worden bin, — so gebührt mir auch das Recht der Vertheidigung.

Eine Geschichte der Regenschaft selbst zu schreiben, dazu fehlte es mir jedoch für jetzt, — — und ohne weitere Veranlassung ¹⁾, — da noch zu Vieles hätte verschwiegen werden müssen, an der nöthigen Lust, theils auch an hinreichenden Materialien. Denn, um ihre Geschichte zu schreiben, hätte ich vor Allem auch eine Geschichte ihrer Bildung und ihrer Auflösung, — also auch meine und meines Freundes von Abel Zurückberufung abhandeln müssen. Allein keinem von Uns selbst ist bis jetzt noch der wahre Grund Unserer Abberufung bekannt. Wie hätte ich nun, unter solchen Umständen, ihre Geschichte schreiben können und sollen?

1) Sollte mir von irgend einer Seite die Veranlassung gegeben werden, so habe ich zu dem bereits Gesagten noch Manches hinzuzufügen.

Wir haben zwar beide — wie es Männer von Ehre sich selbst schuldig waren, — sogleich nach Unserer Rückkunft in officieller Weise, um Angabe dieser Gründe gebeten. Wir mußten um so mehr darum bitten, da Wir bekanntlich, noch während Unserer Anwesenheit in Griechenland, zu zwei verschiedenen Malen, zuletzt noch unterm 19. Mai 1834²⁾, der Königlich Bayrischen Regierung Unsere Demission angeboten hatten, und es daher nur eines Winkes bedurfte, um diese wirklich eingereicht zu erhalten. Statt dieses Winkes erhielten Wir aber eine Abberufung, und zwar auf die allereklatanteste Weise; denn es wurden sogar militärische Zwangsmaasregeln gegen uns ergriffen! — Da nun jedermann berechtigt war zu glauben, daß solche harte Maasregeln nicht ohne sehr dringende Gründe genommen worden seyn könnten, Wir aber Uns keiner sol-

2) Die Worte der, von dem Herrn General von Heideck, geheimen Legationsrathe von Abel und von mir unterschriebenen, Eingabe lauten, wie folgt: „Dieselben erklären aber zugleich wiederholt, daß sie nur einen Wink Eurer Königlichen Majestät erwarten, um die Functionen, zu welchen sie durch das Allerhöchste Vertrauen berufen worden sind, augenblicklich niederzulegen.“

chen Gründe bewußt waren, so mußten Wir zur Wahrung Unserer Ehre, um Angabe dieser Gründe in aller Ehrfurcht bitten, um sodann Unsere Vertheidigung vorbereiten zu können. — Wir thaten noch mehr! — Auf alle jene Eingaben war für die beiden Bittsteller die Königliche Huld und Gnade die allerliebste und angenehmste Erwiederung. Denn es lag darin nicht unzweideutig, daß die Königlich Bayrische Regierung nur durch unwahre Berichte zu jener Maasregel veranlaßt worden sey.

Da indessen Bayrische Blätter, unter den Augen und unter der Censur von Königlich Bayrischen Behörden, die, zumal für meine Ehre allernachtheiligsten Gerüchte zu verbreiten gesucht haben; da sie Anfangs Juli 1834, zu einer Zeit, als man im Publikum kaum noch meine Abberufung ahnte, meine Handlungsweise, wodurch diese Abberufung angeblich veranlaßt worden seyn sollte, in dem allergehässigsten Lichte dargestellt haben, in keinem öffentlichen Blatte aber bis jetzt noch eine Erklärung im gegentheiligen Sinne erfolgt ist, so glaubte ich zur Wahrung meiner eigenen Ehre, jene Wahrnehmung

veröffentlichen zu müssen. Sollte ich mich geirrt haben, so bitte ich mich eines Besseren zu belehren, und ich werde sodann auch meinerseits wieder, zu meiner Rechtfertigung, die Sache öffentlich zur Sprache bringen. Denn ich hatte im äusserlichen Interesse nichts in Griechenland zu suchen, als Mühe und Arbeit. — Ich bin nur, weil es mein König und Herr wiederholt und dringend gewünscht, dahin gegangen. — Ich wollte auch durch dieses grofse Opfer beweisen, wie sehr mir der Dienst meines Königs — das Wohl des ganzen Königlichen Hauses am Herzen liege. Allein — für die gerne dargebrachten Opfer, — für die ungeheueren Anstrengungen! — für den grofsen Verdrufs!! — — möchte ich doch wenigstens meinen Namen rein und unbefleckt auf die Nachwelt bringen.

Man sagt zwar, der Grund Unserer Abberufung sey in jenem, hinsichtlich der Repräsentationsgelder gegen den Grafen von Armansperg gemachten Schritte zu suchen. Allein dieses konnte der Grund schon um deswillen nicht seyn, weil dann auch der General von Heideck, der ja der Referent in der Sache gewesen (§. 454),

gleichfalls hätte mit abgerufen werden müssen, da man sich bei gemachten Mißgriffen doch zunächst an den Referenten zu halten pflegt. — Dafs man freilich auch jenen Schritt Seiner Majestät dem König von Bayern in einem ganz anderen — falschen — Lichte dargestellt hat, ist nur zu gewifs. Allein eine falsche Darstellung der Sache kann doch Uns Uebrigen nicht zur Last gelegt werden. —

Jener Schritt, — so eklatant er auch, durch das Benehmen des Grafen von Armansperg, geworden ist, — war dennoch kein unüberlegter Schritt. Er mußte geschehen, davon bin ich noch bis auf die jetzige Stunde, wie von meinem Leben überzeugt! — Er mußte geschehen im Interesse des jungen Königs selbst, um ihn auf die vorgehenden Intriguen aufmerksam zu machen. Daher besuchte auch König Otto seit jener Zeit nicht mehr das Gräfliche Haus! ³⁾ Er mußte

3) Ich spreche hier von dem Jahre 1834! — Sollten Se. Majestät der König Otto später dem Grafen von Armansperg wieder Ihr Vertrauen zugewendet haben, — woran ich jedoch zweifle, — so habe ich für den bestgesinnten

geschehen im Interesse der Sache. Denn die gegen Uns stattgehabten Intriguen konnten nicht besser vereitelt werden, als durch Beschränkung der bei Unserer ursprünglichen Bewilligung zu etwas ganz Anderem bestimmten, Geldmittel. Er mußte geschehen, um Unsere eigene Stellung dem Griechischen Volke gegenüber haltbar zu machen. Er mußte endlich geschehen, im Interesse Unserer eigenen Ehre, und zur Wahrung dieser Ehre für die Nachwelt. (Vergl. §. 453 ff.)

Zwar hätte von München aus Hülfe kommen können, wie Wir zuversichtlich erwarteten, nicht durch Abberufung irgend eines Mitgliedes der Regentschaft, denn diese hielten Wir für unmöglich, und der Folgen wegen auch nicht für rathsam; sondern durch gründliche Hebung der Uns bereiteten Schwierigkeiten.⁴⁾ Wir

Monarchen nur den Wunsch in meinem Herzen, daß der gewesene Regentschaftspräsident besser rathen möge, als er bisher zu handeln verstand.

4) Die Mittel zur Abhülfe waren, nach Unserer Ansicht: 1) die Anwesenheit Seiner Majestät des Königs Ludwig in Griechenland, denn Seine Majestät würden mit Ihrem tiefen Regentenblick sogleich den wunden Fleck er-

erwarteten diese Hülfe um so mehr, als der Königlich Bayrische Hof seinen Geschäftsträger in Nauplia hatte, der von Allem, was vorging, genau unterrichtet war. Dafs dieser aber das volle Vertrauen seines Oberen, des Staatsministers Freiherrn von Gise, besafs, davon habe ich selbst die Beweise in Händen! — Allein die ersuchte, und so gut wie zugesagte, Hülfe kam nicht. — Wir mußten Uns also selbst helfen. Denn es gibt Lagen im menschlichen Leben, die der Mann

kannt haben. Darum hat die Regentschaft in officieller Weise Seine Majestät um eine Reise nach Hellas gebeten. — Oder 2) die im Einverständnisse mit den drei Großmächten vorzunehmende Majorennitäts - Erklärung des Königs Otto. Diese vor Augen habend, erklärten Wir (s. oben Note 2.) Seiner Majestät dem König von Bayern, dafs Wir nur einen Wink erwarteten, um die Functionen, zu welchen Wir durch das Allerhöchste Vertrauen berufen worden seyen augenblicklich niederzulegen. — Oder 3) die authentische Interpretation des §. 6 der Uns von Seiner Majestät dem König von Bayern gegebenen Instruction hinsichtlich der Repräsentation, um welche Wir Seine Majestät gleichfalls in officieller Weise gebeten hatten (§. 454). Würden namentlich Seine Majestät in dieser Beziehung zu Unsere Gunsten entschieden haben, so hätte die Regentschaft um so ungestörter und fester ihrem Ziele entgegenschreiten können, als der Graf damals nicht nur von den Griechen sondern sogar von Seiner Majestät dem König Otto verlassen war, Uns Uebrigen also keine grossen Schwierigkeiten mehr bereiten konnte. Vergl. §. 252 — 257, 450 ff.

von Ehre nicht mehr erträgt, koste es auch, was es wolle!!!

Nach einer anderen Variante sollen Wir nur zu thätig gewesen seyn, und dadurch Unsere Abberufung veranlaßt haben. Allein dieses, seiner Zeit sehr verbreitet gewesene, Gerücht kann wohl nur durch des Herrn von Kobell unüberlegte, in Griechenland zu wiederholten Malen gemachte Aeufserungen, so wie durch das wirkliche Nichtsthun ⁵⁾ der Uns nachfolgenden zehnmonatlichen Regentschaft, veranlaßt worden seyn.

Darum wiederhole ich meine oben schon ausgesprochene Aeufserung, dafs die Königlich Bayrische Regierung nur durch un wahre Berichte zu jener Maasregel vermocht worden ist. Sollte ich irren, so bitte ich mich eines Besseren zu belehren, so wie ich sodann wieder das grössere Publikum belehren werde. Denn die Griechische Sache, so wie die darin handelnden Individuen, gehören der Geschichte an. Die

5) Vergl. z. B. den Sotir, vom Jahr 1834 No. 69 u. 91, und vom Jahre 1835 No. 9 u. 14.

Geschichte soll und muß aber dereinst über das was geschehen ist, richten, und über den Schuldigen den Stab brechen. — Zwar will ich dereinst keineswegs besser erscheinen, als ich's verdiene. Allein ich möchte doch auch — als Lohn für die gehabte Mühe und Arbeit, gelten, was ich der That und der Wahrheit nach werth bin.

Sehr unwürdiger Weise ist bisher dieser hochwichtige Gegenstand nur anonym, und in öffentlichen Blättern verhandelt worden. Zu einem so unwürdigen Kampfe wird aber, wie ich hoffe, niemand mehr zurückkehren wollen. Ich bin sogar von dem eigenen Ehrgefühle der verschiedenen Redactionen solcher Blätter aufs Innigste überzeugt, daß sie zu dem Ende ihre Spalten gar nicht wieder öffnen werden. Glaubt man mir mit Thatsachen antworten zu können, so thue man dieses auf offene Weise, — bediene man sich dann redlicher Waffen, wie es sich unter Ehrenmännern geziemt. Mit Freude werde ich darauf antworten. Denn mir ist es auch hiebei nur um Wahrheit zu thun. Wie Vieles gäbe ich darum, wenn ich Manches nicht gesehen, nicht erlebt hätte! Wenn das Gesehene und Gehörte

ein bloßer Traum, ein bloßes Mißverständniß gewesen seyn könnte! Denn die erfahrenen Täuschungen gehören mit zu meinen schmerzlichsten Erinnerungen an die Griechische Sache.

III.

Die Quellen, aus welchen der Inhalt dieses Werkes geschöpft ist, sind auch hinsichtlich des früheren Zustandes des Landes, bloß officiële Berichte, oder wenigstens officiël eingezogene, oder aus zuverlässigen Privathänden erhaltene Notizen. Ich habe dabei weniger auf die Vollständigkeit, als auf die Wahrheit gesehen, und daher nichts angeführt, über dessen Zuverlässigkeit ich mich nicht im Lande selbst versichert hatte, so viel dieses überhaupt in einem Lande, wie Griechenland, möglich ist. Wurden von mir außerdem noch andere Quellen benutzt, so habe ich sie jedesmal angeführt. Namentlich blieben die verschiedenen, in Griechenland erschienenen öffentlichen Blätter nicht unbenutzt. Für die Capodistrianische Zeit insbesondere der *Courier de la Grèce* vom 1. (13.) November 1829 bis

zum 1. (13.) Februar 1832 No. 1—59. Für die darauf folgende Zeit der Administrativcommission bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft, der *Moniteur Grec* vom 9. (21.) Juli 1832 bis zum 13. (25.) Jänner 1833 No. 1—20. Endlich für die Zeit der Regentschaft hauptsächlich die Regierungsblätter. Ich habe aber die bisher erwähnten Blätter deshalb vorzugsweise benutzt, weil in ihnen die Gesetze, Verordnungen und anderen officiellen Urkunden enthalten sind, ich aber nicht auf Partheiansichten, sondern auf öffentliche Akten hin meinen Bericht zu bauen gedachte.

Außer jenen officiellen Blättern sind die Thatsachen, während der Capodistrianischen Zeit, genommen aus einem kleinen, jedoch mit vielen Urkunden versehenen Buche: *Renseignemens sur la Grèce et sur l'administration du Comte Capodistrias par un Grec, témoin oculaire des faits, qu'il rapporte. (Moustoxides). Paris 1833.* Von pag. 139—202 enthält es *blos pièces justificatives.*

Hinsichtlich der Constituirung des Königreichs und der Bildung der Regentschaft wurde

benutzt: **Recueil des traités, actes et pièces concernant la fondation de la Royauté en Grèce, et le tracé de ses limites. Nauplie 1833.** Es enthält die wichtigsten dahin einschlagenden Urkunden, und bildet daher eine Art diplomatischen Codex über das jetzt in Griechenland geltende Staatsrecht.

IV.

Euch, sehr verehrte Hellenen, sey dieses Buch hauptsächlich gewidmet. Denn es handelt von Euren Angelegenheiten, und in seinem zweiten Bande von dem, was für Euch geschehen ist — für Euch weiter noch geschehen sollte.

Der Himmel hat Euch einen geistreichen und kräftigen König gegeben, der gleich Seinem Königlichen Vater, für Eure Sache begeistert ist, und Euch mehr liebt, wie sich selbst. Denn Er hat Euch eine ruhige und angenehme Existenz zum Opfer gebracht. Er hat Seine Königlichen Aeltern, und alles, was ihm lieb und theuer war, verlassen, um Euch den Weg zur Cultur — zur Grösse — zum Ruhme zu führen.

Mit der Freiheit habt Ihr auch die Unabhängigkeit Eurer Kirche erhalten. Benutzt sie nun, um Euch in dem Glauben Eurer Väter immer mehr und mehr zu befestigen. Benutzt dieselbe, um vor Allem Eure Geistlichkeit zu bilden, damit sie jedem Hellenen voranschreite auf dem Wege der Bildung, so wie sie Euch im Kampfe für das Höchste und Heiligste des Menschen das Kreuz vorangetragen — Eurem heiligen Kampfe die so nöthige Weihe ertheilt hat.

Ihr habt ferner eine freie Gemeindeverfassung, Gesetze für das Volksschulwesen, für wissenschaftliche Sammlungen, sodann eine geregelte Verwaltung, insbesondere auch gerichtliche Institutionen nebst den nöthigen Gesetzbüchern erhalten, wie sie seit Anbeginn des Freiheitskampfes von Euch selbst gewünscht worden sind.

Ihr habt auf diese Weise die Grundlage für eine bessere Zukunft erhalten. Wonach andere Völker seit langen Jahren vergeblich gestrebt, das habt Ihr bereits in ganz kurzer Zeit wirklich erlangt. Manches — Vieles sogar fehlt Euch

zwar noch. Enthaltet Euch aber übermäßiger Wünsche, damit Ihr nicht, im Streben nach dem vermeintlich Besten, am Ende wieder verliert, was Ihr schon Gutes besitzt.

Haltet vielmehr fest an dem bereits Errungenen, und lasset es vor Allem Wurzel fassen. Verbesserungen, wo sie nach den gemachten Erfahrungen nothwendig erscheinen, dürfen zwar nicht fehlen. Ehe Ihr jedoch auf Aenderungen sinnet, prüfet zuvor genau, was Ihr thut, damit nicht die Reue der That, wie gewöhnlich zu spät, und nur zu schnell nachfolgen möge.

Haltet zumal fest an Eurem trefflichen König. Bleibt ihm treu bis in den Tod. Schon jetzt Grieche mit ganzer Seele, wird der königliche Jüngling mit Seinem gleichfalls noch jugendlichen Volke heranwachsen zu einer Grösse, wie sie den Descendenten des grössten Volkes des Alterthumes gebührt, und wie es dessen Hohe Bestimmung erheischt.

Und, wenn Ihr dereinst — möcht' ich's zum Theil noch erleben! — jene Hohe Stufe erreicht habt, wozu Euch das Schicksal bestimmt hat,

dann gedenket auch Meiner, der wenigstens in redlicher Absicht für Euch und Euren jungen Thron gewirkt, und schon damals Eure künftige Gröfse stets vor Augen gehabt hat.

München, den 1. Juni 1835.

v. Maurer.

Inhaltsanzeige.

Einleitung. (§. 1—11.

1. Reste des classischen Alterthums. §. 2.

2. Gründe der Wiedergeburt des Griechischen Volkes:

a) Erhaltung der Griechischen Nationalität. §. 3.

b) die Gebrechen der Türkischen Verfassung. §. 4 u. 5.

c) der Verkehr der Griechen mit dem gebildeten Europa. §. 6 u. 8.

d) die Politik der Europäischen Mächte. §. 7 u. 8.

3. Die Partheiungen in Griechenland seit dem Freiheitskampfe und die Politik der Europäischen Großmächte. §. 9—11.

Erster Theil.

Von dem Zustande der Griechen in öffentlicher, kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung vor dem Freiheitskampfe.

Erster Titel.

Von dem Zustande des Griechischen Volkes überhaupt.
§. 12—16.

Auf dem Griechischen Festlande und im Peloponnes. §. 13.

Auf den Inseln. §. 14.

Geistlichkeit.- §. 15.

Adel. §. 16.

Zweiter Titel.

Von dem Verwaltungs- und Gerichtswesen.

Erstes Capitel.

Im Allgemeinen. §. 17.

Zweites Capitel.

Verwaltungs- und Gerichtswesen im Peloponnes.

I. Im Allgemeinen. §. 18.

II. Provinzialversammlungen und Provinzialrath. §. 19, 20.

III. Besondere Rechte und Verbindlichkeiten des Primaten. §. 21.

IV. Verwaltung des Pascha's. §. 22.

V. Besondere Verwaltung in der Maina. §. 23.

VI. Vertretung Morea's in Constantinopel. §. 24.

Drittes Capitel.

Verwaltungs- und Gerichtswesen auf den Inseln. §. 25.

Viertes Capitel.

*Verwaltungs- und Gerichtswesen auf dem Griechischen Festlande.
§. 26.*

Fünftes Capitel.

Kanzler oder Notare. §. 27.

Sechstes Capitel.

Dragomane. §. 28.

Siebentes Capitel.

Einfluß der Geistlichkeit auf weltliche Dinge. §. 29.

Achtes Capitel.

Verhältniß der Griechischen Behörden zu den Türkischen. §. 30.

Neuntes Capitel.

Resultat dieser Bemerkungen. §. 31.

Dritter Titel.

Von den Rechtsquellen.

Erste Abtheilung.

Von den Rechtsquellen im Allgemeinen.

Uebersicht. §. 32.

Römisches Recht. §. 33.

Kanonisches Recht. §. 34.

Griechisches Gewohnheitsrecht. §. 35 und 36.

Gesetzgebung. §. 37.

Billigkeit und Vernunftrecht. §. 37.

Türkisches Recht. §. 38 und 39.

Zweite Abtheilung.

Griechisches Gewohnheitsrecht.

Erstes Capitel.

Privatarbeiten über das Gewohnheitsrecht und die Volkssitten der Griechen.

I. Eine Uebersicht über das Gewohnheitsrecht von ganz Griechenland. §. 40 — 48.

Dessen Inhalt:

A. Von den Gewohnheiten und Gebräuchen Griechenlands, welche auf das öffentliche Recht Bezug haben. §. 41.

B. Von den Gewohnheiten und Gebräuchen Griechenlands, welche auf das Civilrecht Bezug haben:

1. Ueber die Ehen und Ehescheidungen §. 42.

2. Ueber die Dos. §. 43.

3. Von Testamenten. §. 44.

4. Von den Successionen. §. 45.

5. Von der Tutel. §. 46.

6. Von der Emancipation. §. 47.

7. Von dem Eigenthum, Kauf, Verkauf, Darlehen u. s. w.
§. 48.

II. Das Gewohnheitsrecht von Chios.

A. Einleitung. §. 49.

B. Gewohnheitsrecht von Chios vor der Revolution. §. 50.

C. Bemerkungen. §. 51.

III Das Gewohnheitsrecht auf einigen Griechischen Inseln.

A. Von Tinos. §. 52.

B. Von Syra. §. 53.

C. In anderen Theilen von Griechenland. §. 54.

IV. Von den Sitten und Gewohnheiten der Maina.

Von mir selbst gesammelte Bemerkungen. §. 55 — 59.

Ein Gedicht über die Maina aus der zweiten Hälfte des
18ten Jahrhunderts. §. 60 u. 61.

Zweites Capitel.

Officielle Berichte der Gerichte und Demogeronten über das Gewohnheitsrecht der Griechen.

Aufgeworfene Fragen. §. 62 — 64.

I. Kreis der Kykladen.

1. Andros. §. 65.

2. Mykone. §. 66.

3. Santorin. §. 67.

4. Skyros. §. 68.

5. Skopelos und Skiathos. §. 69.

6. Syra. §. 70.

7. Naxos. §. 71.

8. Siphnos. §. 72.

9. Paros. §. 73.

10. Amorgos. §. 74.
11. Kea. §. 75.
12. Jos. §. 76.
13. Tinos. §. 77.

II. Kreis Messenien.

1. Koron. §. 78.
2. Modon. §. 79.
3. Imblakika. §. 80.
4. Kalamata. §. 81.
5. Mikromani. §. 82.
6. Andrizaina. §. 83.
7. Nision. §. 84.

III. Kreis Achaja und Elis.

1. Kalavrita. §. 85.
2. Patras. §. 86.
3. Gastuni. §. 87.
4. Pyrgos. §. 88.
5. Vostizza. §. 89.

IV. Kreis Arkadien.

1. Tripolizza. §. 90.
2. Karytaina. §. 91.
3. Hagios Petros. §. 92.

V. Kreis Akarnanien.

1. Kravara und Apokuro. §. 93.
2. Anatoliko. §. 94.
3. Missolonghi. §. 95

Neu aufgeworfene Fragen. §. 96 — 98.

I. Kreis Argolis und Korinthia.

1. Nauplia. §. 99.
2. Argos. §. 100.

3. Epidauros. §. 101.
4. Poros. §. 102.
5. Hydra. §. 103.

II. Kreis der Kykladen.

1. Tinos. §. 104.
2. Anaphi. §. 105.
3. Kythnos. §. 106.
4. Amorgos. §. 107.
5. Jos. §. 108.
6. Pholegandros. §. 109.
7. Syra. §. 110.
8. Die obere alte Stadt Syra. §. 111.
9. Naxos. §. 112,
10. Paros und Antiparos. §. 113.
11. Mykone. §. 114.

III. Kreis Messenien.

1. Nision. §. 115.
2. Phanari. §. 116.
3. Kyparissia. §. 117.
4. Koron. §. 118.
5. Kalamä. §. 119.

IV. Kreis Arkadien.

1. Gortyna. §. 120.
2. Mantinea. §. 121.
3. Leondari. §. 122.

V. Kreis Lakonien.

1. Gythion. §. 123.
2. Sparta. §. 124.
3. Kitziais. §. 125.
4. Epidauros Limerä. §. 126.

VI. Kreis Achaja und Elis.

1. Patras. §. 127.
2. Aegion. §. 128.
3. Kynätha. §. 129.

VII. Kreis Akarnanien und Aetolien.

Bezirk Missolonghi. §. 130.

VIII. Kreis Lokris und Phokis.

1. Hypathe. §. 131.
2. Bezirk Doris. §. 132.

IX. Kreis Attika und Böotien.

Bezirk Lebadia. §. 133.

X. Kreis Euböa.

1. Chalkis. §. 134.
2. Karystia. §. 135.
3. Skyros. §. 136.
4. Skopelos. §. 137.

Drittes Capitel.

Officielle Berichte anderer Beamten.

Einige Bemerkungen. §. 138.

I. Gewohnheitsrecht der Inseln überhaupt. §. 139.

II. Gewohnheitsrecht von Syra. §. 140.

III. Gewohnheitsrecht von Naxos. §. 141.

Viertes Capitel.

Geschriebenes Gewohnheitsrecht.

Allgemeine Bemerkungen. §. 142.

I. Geschriebenes Recht von Syra. §. 143.

II. Geschriebenes Gewohnheitsrecht von Santorin an 1799.

Gesuch um dessen Bestätigung. §. 144.

Text des Gewohnheitsrechtes in XI Capiteln. §. 145.

Vierter Titel.

Von dem Zustande der christlichen Kirche.

Erstes Capitel.

Der Griechischen Kirche.

I. Ordination und Investitur der Geistlichen. §. 146.

II. Patriarchen. §. 147.

Patriarchen in Constantinopel §. 148.

Die Geistlichen Würdeträger und weltlichen Kleriker. §. 149.

Heilige Synode in Constantinopel. §. 150.

Einkünfte des Patriarchen. §. 151.

III. Metropolitent, Erzbischöfe und Bischöfe.

Metropolen, Erzbisthümer und Bisthümer. §. 152.

Prälaten und geistliche Würdeträger. §. 153.

Synode. §. 150 a. E. u. §. 153 a. E.

Einkünfte. §. 154.

IV. Priester und übrige Geistliche.

Im Allgemeinen. §. 155 und 156.

Cölibat. §. 157.

Einkünfte. §. 158.

Griechische Pfarrgemeinden und Kirchen. §. 159.

V. Klöster. §. 160 und 161.

Zweites Capitel.

Von dem Zustande der Lateinischen Kirche.

I. Im Allgemeinen. §. 162.

II. Bisthümer. §. 163.

III. Klöster. §. 164.

Fünfter Titel.

Von dem Zustande der Griechischen Schulen und der Griechischen Literatur.

Im 15. und 16. Jahrhundert. §. 165.

Im 17. und Anfang des 18. Jahrhunderts. §. 166.

Im 18. Jahrhundert seit dem Patriarch Samuel und Eugenius Bulgaris. §. 167.

Seit Koraïs. §. 168 — 170.

Zweiter Theil.

Von dem Zustande der Griechen in öffentlicher, kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung, während des Freiheitskampfes bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft.

Erster Titel.

Von dem Zustande des Griechischen Volkes überhaupt.
§. 171 — 174.

Vor Capodistria. §. 171.

Unter Capodistria. §. 172.

Nach dessen Ermordung. §. 173.

Zweiter Titel.

Von der obersten Staatsgewalt.

Vor Capodistria. §. 175, 176.

Unter Capodistria. §. 176.

Nach dessen Tode. §. 177.

Panhellenium und Senat. §. 178.

Dritter Titel.

Von der Verwaltung der Provinzen und Gemeinden.

Zweites Capitel.

Von der Gerichtsorganisation.

Vor Capodistria. §. 222 u. 223.

Unter Capodistria. §. 223 — 226.

Nach dem Tode Capodistria's. §. 226.

Drittes Capitel.

Von dem Strafrecht. §. 227.

Viertes Capitel.

Von dem Strafverfahren. §. 228 u. 229.

Fünftes Capitel.

Von dem Civilrecht. §. 230.

Sechstes Capitel.

Von dem Civilverfahren. §. 231.

Siebentes Capitel.

Von dem Resultat dieser gerichtlichen Einrichtungen und Gesetze. §. 232 — 234.

Einleitung.

§. 1.

Es ist eine grose Zeit, in der wir jetzt leben, denn jede Zeit der Entwicklung ist eine grose — wenn auch für die Mitwelt unangenehme — Zeit.

Eine der grosartigsten Erscheinungen in dieser Zeit ist nun aber unstreitig die politische Wiedergeburt des Griechischen Volkes, durch seine geistige Kraft des grösten Volkes in der alten Welt. Ich sage, die politische Wiedergeburt, denn geistig hat es stets fortgelebt, und mehr, als ein anderer Machthaber, hat uns Plato, Aristoteles u. s. w., durch das ganze Mittelalter hindurch, bis auf den heutigen Tag beherrscht. Dieses grossen Volkes Bildung ist ja die Grundlage der allgemeinen Bildung geworden, die man vorzugsweise die classische zu nennen pflegt.

Je mehr nun, nicht allein Europa, sondern die ganze civilisirte Welt, diesem grossen Volke an wissenschaftlicher Bildung insonderheit verdankt, desto mehr ist es Pflicht eines jeden Gebildeten, nicht nur zu dessen Reorganisation nach Kräften mit zu wirken, sondern auch Materialien zu liefern, zur Geschichte seiner Schicksale während seiner Unterdrückung, bis zu seiner wieder errungenen Freiheit. Dieses zu thun, ist schon deshalb Pflicht, um dereinst eine dieses merkwürdigen Volkes würdige Geschichte möglich zu machen, die da die Gegenwart des neu Hellenischen Volkes, wie sie ist, und warum sie so ist, erklären wird. —

Ich gebe hier, was während einer nicht volle 18 Monate dauernden amtlichen Stellung von mir erforscht und wahrgenommen worden ist, als Materialien für eine künftige Geschichte.

§. 2.

Durch dieses Werk sind jedoch noch keineswegs alle die, in jenem classischen Lande noch aufzufindenden, Materialien erschöpft. Nach allen Seiten hin finden sich vielmehr die aller interessantesten Spuren, theils des classischen Alterthums selbst, theils der Germanisch mittelalterlichen Sitten und Gebräuche. Was dem alt Hellenen das Geschlecht der Titanen gewesen, das sind dem neu Hellenen seine Altvordern.

Und noch jetzt zeigt man am Asiatischen Bosphorus das Grabmahl des riesenhaften Hellenos. — So wie im Alterthum Himmel und Erde mit einer endlosen Zahl von Genien, Dämonen und anderen geisterhaften Wesen erfüllt war, also auch heute noch, nach einem sehr verbreiteten Volksglauben, mit Geistern, Στοιχεῖά genannt. Unter Anderen mit Nereiden (Νεραιῖδα) bei Lerna, und ähnlichen Wesen mehr. — In die dunkle Höhle am Vorgebirge Tánaros (Matapan), ¹⁾ durch welche schon Herkules und andere in die Unterwelt hinabgestiegen seyn sollen, pflegt auch heute noch, nach dem Glauben der Kalovounioten, der Erzengel Michael hinabzusteigen, um die Seelen derjenigen zu erlösen, welchen Gott ihre Sünden vergeben. Bei einem christlichen Volke aber, das an kein Fegfeuer glaubt, ist diese Erscheinung nur um so wunderbarer. — Unter den Thälern des Berges Ida auf Creta führt noch bis auf die jetzige Stunde eines den Namen Zeus Thal oder Jupiters Thal (Ζούλακκον). Und bei Anrufungen um Hülfe und Beistand hört man die Worte: Zeus erhöre mich! (Ἐχοῦτέ

1) In der Mitte des 17ten Jahrhunderts erzählt von dieser Höhle de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle, p. 55. Le Vulgaire dit encore aujourd'huy par tout le Brazzo di Maina, que le Diable sort tous les jours par cette Caverne pour aller à la chasse, déguisé en chien courant.

μου Ζῶνε θεέ!). — Zur Zeit der Aerndte wird in manchen Theilen Griechenlands das Fest der Ceres heute noch gefeiert.²⁾ — Nach allen Seiten hin verbreitet findet man endlich Zauberer und volksthümliche Eskulape, ähnlich nicht allein den alt Hellenischen, sondern auch noch den Zauberern und Badern in den Ländern Germanischer Sitte.³⁾

Diese Reste und Spuren einer alten klassischen Zeit alle zu erforschen und zu constataren, fehlte es mir an der während meiner kurzen Anwesenheit nöthigen Muse, theils auch an der nöthigen Kenntniß der Sprache. Möchte sich daher recht bald ein talentvoller, mit den nöthigen Kenntnissen ausgerüsteter, kräftiger Jüngling dieser höchst interessanten und sehr

2) *Guys, voyage littéraire de la Grèce etc. 3e éd. I. p. 106.*

3) *Alexandre Soutzo, histoire de la révolution Grecque. Paris 1829 p. 158 u. 227 — 231. S. auch noch unten §. 55 u. 61. Ueber einige Erinnerungen an die Homerische Zeit vergl. Leake, travels in the Morea I. p. 448 — 450. Auch die grose Menge von Kapellen, die Sitte, ihre Heiligen tanzen zu lassen und dazu mit Trommeln und Pfeifen zu spielen, mag aus den Zeiten vor dem Christenthum herkommen. Vergl. Tournefort, Reise nach der Levante, I. p. 165. f. Ueber die aus dem Alterthum herkommenden Sitten und Gebräuche der Neugriechen ist vor Allem zu vergleichen Guys, voyage littéraire de la Grèce, ou lettres sur les Grècs anciens et modernes, avec un parallèle de leur moeurs. Paris 1783. 2 tom in 4. Hierher gehört jedoch hauptsächlich der 1. Theil. Ferner Pouqueville, voyage dans la Grèce. IV. p. 68, 405 ff. E. D. Clarke, travels in various countries of Europa, Asia etc. II, 2 p. 428 — 431.*

belehrenden Arbeit mit der nöthigen Liebe unterziehen.

§. 3.

Es war im Jahre 1453 als mit der Eroberung Constantinopels das Griechisch-Byzantinische Reich zu Ende ging. Es lag jedoch weder in der Macht, noch auch nur im Interesse des grossen Eroberers, die Griechen völlig zu vernichten. Und so hat er denn selbst, wider Wissen und Willen, den Grund zur Erhaltung Griechischer Nationalität, und damit zur Wiedergeburt des Griechischen Volkes, gelegt.

Das eigene Interesse Muhamèd's II. erheischte es nämlich, den Griechen ihre eigene angestammte Religion mit gewissen Freiheiten zu lassen, und sie nicht, wie es sonst bei Eroberungen der Osmanen gebräuchlich war, der Lehre des Propheten zuzuwenden. ⁴⁾ Die Theilnahmslosigkeit des Abendlandes an dem Untergange des Griechischen Reiches hatte offenbar in jener religiösen Spaltung zwischen der morgenländischen und abendländischen Kirche ihren Grund. ⁵⁾ Durch die religiöse Spaltung aber

4) von Hammer, Geschichte des Osmanischen Reiches. II. p. 1 — 3.

5) Sehr schön ist gerade dieser Gesichtspunct herausgehoben worden von Villemain, Lascaris an verschiedenen Stellen. Vergl. noch J. Rizo Néroulos, hist. de la Grèce, p. 30, 31 u. 47.

auch die politische zu unterhalten, ward von dem grossen Eroberer gewiss nicht unbeachtet gelassen. Mit der Griechischen Religion blieb den Griechen auch ihre einflussreiche Geistlichkeit. Durch sie, und unter der obersten Leitung des Patriarchen in Constantinopel, hat sich schon im 15. und 16. Jahrhundert um das gesamte Griechische Volk ein sehr festes religiöses Band geschlungen. ⁶⁾ Und auf diese Weise hat sich, unter dem Scheine eines religiösen, in der That auch ein nationeller Unterschied zwischen den Siegern und Besiegten erhalten.

Neben dieser religiösen, hat sich in den Gebirgsländern, so wie auf den Inseln, auch noch eine politische Unabhängigkeit erhalten. ⁷⁾ Da nämlich die Pforte nicht im Stande war, alle Theile ihres unermesslichen Reiches mit äusserer Gewalt in Abhängigkeit zu erhalten, so suchte sie die ihrer Gewalt am meisten widerstrebenden Hochländer von Makedonien, Aetolien, Albanien, Epiros, Akarnanien und Morea, daselbst insbesondere auch die Maina für sich zu gewinnen. Dies geschah dadurch,

6) Villemain, Lascaris p. 190 — 211.

7) Ueber die in den Griechischen Gebirgen, in der Mitte des 18ten Jahrhunderts herrschende Freiheit. S. Choiseul Gouffier, voyage pittoresque de la Grèce. Paris 1782. in fol. I, discours préliminaire, p. VII — IX.

dass sie, nach den Beispielen des berühmten Georg Kastriotta, (von den Türken Iskanderbeg, Skanderbey, d. h. Fürst Alexander genannt), Griechischen Heerführern unter dem Namen Armatolen,⁸⁾ oder Capitäuen, den Schutz solcher Provinzen gegen äussere Feinde anvertraute. Eben so z. B. die Vertheidigung der Engpässe bei Megara und an dem Isthmus, den dortigen Griechischen und Albanesischen Ortschaften, daher Dervena Choria genannt.⁹⁾ Andere Tapfere warfen sich, unabhängig von ihnen, so wie von der Pforte, in die Gebirge, um daselbst unter dem Namen Klephten in Freiheit und Unabhängigkeit zu leben, und beide in stetem Kampfe gegen die Osmanen zu bewähren.¹⁰⁾ — Dieses führte nach und nach zu selbstständigen und freien militärischen Korporationen, z. B. in Aetolien,¹¹⁾ in Epiros,¹²⁾ in Makedonien, Thessalien, Akarnanien u. s. w.,¹³⁾ unter deren Schutze

8) Der Name Armatoli kommt zuerst bei den Venezianern vor, welche die, zur Vertheidigung ihrer Terra Ferma geworbene, Griechische Miliz so genannt haben. Pouqueville, voyage. III. p. 234 not.

9) Pouqueville, voyage. IV. p. 128 — 130, 133, 134, 137.

10) Villemain, Lascaris, p. 275 — 280, 335 u. 336. Rizo Néroulos, hist. de la Grèce, p. 47 — 54. Pouqueville, voyage, II. p. 311 — 313, III. p. 233 — 237.

11) Pouqueville, voyage. III. p. 233 — 237.

12) Pouqueville, histoire de la régénération etc. I. p. 9 ff.

13) Pouqueville, hist. I. p. 53.

die Zeit der Wiedergeburt des Griechischen Volkes schnell und sicher heranreifen konnte. — Die tapferen Sulioten selbst sind nichts anderes, als eine solche Verbindung von in die Gebirge von Chamouri geflüchteten Griechen und Albanesen. ¹⁴⁾ — Ein Verzeichniss der ausgezeichnetsten Armatolen oder Capitäne im Anfange des Freiheitskampfes findet sich bei Rizo Néroulos. ¹⁵⁾

Neben den Gebirgsländern behaupteten aber auch die Griechischen Inseln längere Zeit ihre Unabhängigkeit. Und als sie zuletzt dennoch die Oberherrschaft der Türken anerkennen mussten, so thaten sie es wenigstens nur gegen die Einräumung besonderer Begünstigungen. Sie stipulirten sich nämlich das Vorrecht, keinen Türken unter sich dulden zu müssen, ihre eigenen Verwalter und Gemeindebeamten zu haben, Kirchen und Klöster bauen, Glocken läuten zu dürfen u. dergl. mehr. ¹⁶⁾

In den Provinzen hatten sich, unbemerkt von ihren Besiegern, manche edle Griechische Geschlechter aus früheren Zeiten her noch erhalten. Andere hatten sich durch Bücken

14) Villemain, p. 342 u. 343. Rizo, a. a. O. p. 48, f. 154—167. Pouqueville, voyage dans la Grèce. II. p. 30—53. S. vor Allem Perévos, Geschichte von Souli. Wien 1815.

15) Hist. de la Grèce, p. 167—170.

16) Rizo, histoire de la Grèce, p. 73—75. Vergl. noch §. 61, 146 u. 159.

und Krümmen, so wie durch anderes unwürdiges Hingeben an ihre Beherrscher, Macht und Reichthum erworben. Und auch diese **Primate**n, wie man sie nannte, wurden eine weitere Stütze für die Erhaltung Griechischer Nationalität. Denn sie waren die Rathgeber, Richter und steten Vertreter des Griechischen Volkes, und als solche sogar von den Türkischen Machthabern anerkannt.

Andere vornehme Griechengeschlechter hatten sich nach der Eroberung Constantinopels daselbst niedergelassen,¹⁷⁾ und sich nach und nach jene Bildung angeeignet, welche unter den neuen Verhältnissen nothwendig war, um Einfluss auf die Pforte zu gewinnen. Von ihrem Zusammenwohnen im Phanar, **Phanarioten** genannt, bildeten auch sie, zumal seit dem 17ten Jahrhundert, einen neuen Centralpunct für das Griechische Volk. Unter ihnen ragten die Julianos, Rosettos, Soutzos, Callimachis, Argyropoulos, Chantzeris, Mavrokordatos, Cantarados, Hypsilantis, Mourouzis, Caradza's und neben ihnen nur wenige hervor, welche, wie z. B. die Kantakouzenos, Paleologos u. a., an die Byzantinische Vorzeit erinnern. Ihren überwiegenden Einfluss auf die Erhaltung des Griechischen Volkes, und in neueren Zeiten auf

¹⁷⁾ von Hammer, Geschichte des Osmanischen Reiches. II. p. 4 u. 542.

dessen Befreiung, hat ganz vortrefflich geschildert Rizo Néroulos in seinem Werke über die Griechische Literatur. ¹⁸⁾

Auch die Fehler der Osmanischen Verfassung haben zur festeren Begründung der Griechischen Nationalität beigetragen. Die Unbestimmtheit der Stellung der Pascha's und anderen Statthalter, so wie der Mangel an Aufsicht hatten nämlich in vielen Provinzen Bedrückungen und Gewaltthätigkeiten veranlasst. Je mehr sich nun aber der dadurch erzeugte Druck vermehrte, desto fester und fester schlossen sich die an einem Orte zusammen wohnenden Griechen an einander an. Sie stellten einen aus ihrer eigenen Mitte erwählten Vorsteher an ihre Spitze, und wuchsen so nach und nach zu fast unabhängigen Griechischen Gemeinden heran. Ob ihnen dabei Romanisch-Byzantinische Einrichtungen ¹⁹⁾ zum Vorbild gedient, lasse ich dahin gestellt seyn, möcht' es jedoch, mit Ausnahme etwa der Inseln, bezweifeln. Noch weniger haben sie aber Venezianische Muster gelehrt, denn weder von einem Consiglio, noch von Venezianischen Magistraten ²⁰⁾ findet sich auch nur

18) J. Rizo Néroulos, cours de littérature Grecque moderne. Genève 1828 p. 77—96. Vergl. noch Villemain, Lascaris. p. 250—252.

19) Zinkeisen, Gesch. Griechenlands. I. p. 785—789.

20) Ranke, historisch politische Zeitschrift. Berlin 1836. II. p. 467—469.

die leiseste Spur. Die größte Aehnlichkeit haben diese Neugriechischen Gemeinden noch mit den Dorf- und Bauerschaften der Germanischen Volksstämme. Schon im 16ten Jahrhundert hießen ihre Vorsteher Demogeronten, Archonten und Proestoi.²¹⁾ Nur allein in Athen, in Aegina und an einigen andern Orten hießen sie die Alten oder Epitropoi. (23, 25, 26.)

Auf die angegebene Weise waren denn zwei unter sich wesentlich verschiedene, — den entschiedensten Gegensatz des Asiatischen mit dem Europäischen Leben bildende, — Nationen neben einander geblieben. Die Osmanische als die herrschende, die Griechische dagegen als die unterjochte Nation. Jede dieser, wie Feuer und Wasser geschiedenen, Nationen hat ihre eigene Geschichte. Die Geschichte des Osmanischen Reiches hat von Hammer geschrieben, den Anfang zu einer Geschichte des Griechischen Volkes haben Villemain,²²⁾ Fallmerayer,²³⁾ Emerson,²⁴⁾ vor Allen aber

21) Villemain, p. 172 u. 213.

22) Villemain, Lascaris ou les Grècs du 15e siècle, suivi d'un essai historique sur l'état des Grècs depuis la conquête Musulmane jusqu'à nos jours. Paris 1825. p. 147 — 402.

23) Joh. Phil. Fallmerayer, Geschichte der Halbinsel Morea während des Mittelalters. Stuttgart u. Tübingen 1830. Der zweite Band dieses Werkes wird nächstens erscheinen.

24) James Emerson, the history of modern Greece from its conquest by the Romans to the present time. Vol. I u. II. London 1830.

Zinkeisen ²⁵⁾ und Jacovaky Rizo Néroulos ²⁶⁾ gemacht. Auch ich meines Ortes möchte nun wenigstens Materialien zur Geschichte dieses interessanten Volkes liefern. ²⁷⁾

§. 4.

Gerettet war demnach die Griechische Nationalität. Welche Richtung sie aber nehmen werde, dies hing von Zeit und von Umständen ab. Im Laufe des 16ten u. 17ten Jahrhunderts lebte zwar in einzelnen Theilen des Landes der alte Geist der Freiheit fort, und zeigte sich in den unabhängig gebliebenen Gebirgen wenigstens durch Raub und Plünderung. Für die geistige Erhebung des Griechischen Volkes ward aber erst

25) Joh. Wilh. Zinkeisen, Geschichte Griechenlands vom Anfange geschichtlicher Kunde bis auf unsere Tage. Theil I. Leipzig 1832.

26) Histoire moderne de la Grèce depuis la chute de l'empire d'Orient. Genève 1828. Besonders wichtig für die letzte Hälfte des 18ten Jahrhunderts, so wie für das 19te, da er durch seine amtliche Stellung und Verwandtschaft mit vielen ausgezeichneten Griechen die inneren Triebfedern der Bewegungen jener Zeit besser beobachten konnte, als irgend ein Anderer. Auch finde ich, was die Griechische Revolution veranlasst und möglich gemacht hat, nirgends besser entwickelt, als von dem berühmten Verfasser, meinem sehr lieben Freunde.

27) Sehr gute Materialien findet man auch in Pouqueville, histoire de la régénération de la Grèce. Paris 1824 4 tom. Allein er beginnt seine Geschichte erst mit dem Jahre 1740, das heisst mit Ali Pascha. Und die beiden ersten Bände handeln fast von nichts, als von diesem berüchtigten Manne.

das Ende des 17ten so wie das 18te Jahrhundert von Wichtigkeit.

Die Grundfehler der Türkischen Verfassung und der dadurch erzeugte Despotismus der Pforte waren es, die das Volk der Griechen in den ersten Jahrhunderten nach der Eroberung darnieder gehalten, allein später ihm auch den Weg zur Freiheit gezeigt haben.

Unter einer Verfassung nämlich, nach welcher Alles auf die Persönlichkeit des Alleinherrschers berechnet war, vermochte zwar die Kraft und Energie der obersten Staatsgewalt Wunder zu thun. Mit ihrem Verschwinden musste aber auch das ganze Verfassungsgebäude dahin sinken. Daher genügte der Heldenarm eines Bajazet II. und Selim I., um schnell nach der Eroberung die Glanzperiode der Osmanischen Herrschaft unter Suleiman dem Prächtigen vorzubereiten. Allein Suleiman selbst, groß als Eroberer, noch größer als Ordner des Staates, (daher Canouni, d. h. der Gesetzgeber genannt) legte wieder den Grund zu dessen Untergang durch Einführung des Gebrauches, die Thronfolger bei Weibern und Verschnittenen verschlossen zu halten.²⁸⁾ Die dadurch bewirkte veränderte Lebensweise der Sultane

28) Diese bis auf unsere Tage fortdauernde Sitte ist sehr gut beschrieben von J. Rizo, hist. de la Grèce. p. 120 — 122.

machte die nächsten Nachfolger Suleimans zu Schwächlingen. Murad IV., wiewohl ein blutdürstiger und grausamer Tyrann, ²⁹⁾ war dennoch der letzte grose Beherrscher des Osmanischen Reiches. Nach ihm begann die allmächtige Regierung der Grossveziere, und so sehr auch unter diesen Muhamed und Achmet Köprili, und nach ihnen noch Mustapha Köprili Kraft mit Klugheit vereinten, so ging dennoch das Reich mit raschen Schritten seinem Verfalle entgegen. Die Katastrophe von Tschesmé führte zum Frieden von Kainardge. Dieser zum Frieden von Adrianopel. Und dieser ³⁰⁾

Mit der zunehmenden Schwäche der Sultane traten die Mängel der Verfassung immer entschiedener hervor. Mangel an Kraft und Energie bei der obersten Staatsgewalt hatte noch grössere Erpressungen und Gewaltthaten von Seiten der Statthalter in den Provinzen zur Folge. Und als dagegen kein Schutz mehr von Oben zu erwarten war, suchte jeder sich selbst zu schützen. Die Griechen insbesondere schlossen sich immer fester und fester an cinander, das Volk an seinen Bischof — an seine Primaten — an

29) von Hammer, Geschichte des Osmanischen Reiches. V. p. 287 — 294.

30) Vergl. von Hammer, Gesch. d. Osmanischen Reiches. VIII. p. 444 — 448.

seine Gemeindevorsteher. Diese wieder an den Dollmetscher des Pascha's, so wie diese ihrer Seits an den Grosdollmetscher der Pforte, an den Patriarchen und an die Phanarioten in Constantinopel. Durch festes Zusammenhalten bildete sich nach und nach ein eigener Griechischer Staat im Staate der Osmanen, mit einer eigenen, wenn auch nur factischen, Griechischen Verfassung. Der Centralpunct für diesen Griechischen Staat war in Constantinopel selbst, und von da aus verbreiteten sich die Organe desselben über das ganze Reich, und erhielten von dort ihren Impuls und daselbst die nöthige Einheit der Bewegung.

Die Tyrannei des berüchtigten Ali Pascha von Janina hat den Griechen zuerst als Vorwand gedient, ihre eigenen Streitkräfte zusammen zu ziehen, und zur grösten Freude des Sultans gegen den rebellischen Pascha zu versuchen. Im Grunde genommen war es aber nur eine Vorbereitung zum Kampfe gegen die Pforte selbst. ³¹⁾ Nach mehreren Siegen am Ende selbst besiegt, zogen aber die Griechen späterhin vor, sich mit dem listigen Pascha gegen den gemeinschaftlichen Feind zu vereinigen, und auf diese Weise schon den Kampf zu beginnen, der seit dem Jahre 1821 zur Freiheit geführt hat. ³²⁾

31) Rizo, cours de litt. p. 101 u. 102.

32) Rizo, hist. de la Grèce. p. 157 ff. 255 ff. Eine gute

§. 5.

Ein anderer Grundfehler der Türkischen Verfassung, der am Ende gleichfalls den Griechen zu Statten kam, war deren gänzliche Abschliesung. Denn abgeschlossen nach allen Seiten, nicht allein nach Aussen, sondern sogar gegen die von ihnen unterjochten Völker, und unzugänglich allem Voranschreiten, insbesondere auch den Fortschritten Europäischer Bildung, geriethen die Türken nicht sowohl durch Entartung in Verfall, sondern weil sie zurück blieben. ³³⁾

Geschichte der Regierung Ali Pascha's von einem zum Islamihm übergetretenen Französischen Officier ist : Ibrahim - Man-zour-Efendi, mémoires sur la Grèce et l'Albanie pendant le gouvernement d'Ali-Pascha. Paris 1827. 1 vol. 8. Er führt namentlich auch p. 414 an, dass Ali Pascha der einzige Pascha gewesen ist, der Griechische Truppen im Sold gehabt hat. Vergl. ferner über die Geschichte Ali Pascha's Pouqueville, voyage III. p. 204 — 436. Pouqueville, histoire de la régénération, zumal tom I u. II, aber auch die beiden letzten Bände. Vergl. noch unten §. 169 Note.

33) Der Grund des Verfalls des Osmanischen Reichs liegt weder in der Religion, noch in den Gesetzen der Osmanen, denn beide enthalten die allervortrefflichsten Bestimmungen. Daher ist auch zu dessen Erhaltung durch, dem Geist des Islam's entsprechende, Reformen wenigstens die Möglichkeit gegeben. Vergl. M. d'Ohsson, tableau général de l'Empire Othoman. Paris 1787 I, préliminaire p. IX. Eine sehr gute Abhandlung über die Gründe des Verfalls des Osmanischen Reichs von Robert Walpole, the causes of the Weakness and decline of the Turkish Monarchy, findet sich bei R. Walpole, memoirs relating to European and Asiatic Turkey. London 1817. p. 1 — 32.

Zwar wurden seit Selim III. Versuche über Versuche gemacht, durch zeitgemässe Reformen den herannahenden Untergang abzuwenden. Allein statt nach und nach durch Verbreitung Europäischer Bildung die derselben widerstrebende Asiatische zu verdrängen, und dann erst an die Einführung Europäischer Formen zu denken, wollte man Europäische Formen mit Asiatischem Wesen vereinigen, und was sich feindlich entgegen stand, durch Gewaltstreiche verbinden. Die beabsichtigten Reformen verfehlten darum sämmtlich ihren Zweck, und dienten nur dazu, die Auflösung der inneren Bande des Reiches um so schneller herbei zu führen — die gegenwärtige Krisis nur zu beschleunigen.

Je mehr sich nun der Türkische Halbmond zu seinem Untergang neigte, desto schneller stieg der Griechen Gestirn. War es nämlich das Abwenden von Europäischer Bildung, was den Türken den Untergang bereitet hatte, so war es umgekehrt bei den Griechen ihre Empfänglichkeit ³⁴⁾ für Europäisches Voran-

34) P. O. Bröndsted, voyages dans la Grèce accompagnés de recherches archéologiques etc. Paris 1826. I. préface p. XIX. — l'Inappréciable avantage qu'ils (ses Grècs) ont sur leurs oppresseurs, ce n'est pas d'être civilisés, c'est d'être susceptibles de civilisation; c'est en un mot, d'avoir l'aptitude à redevenir tout ce qu'ils ont été.

schreiten, was ihnen zum Aufschwung gedient hat. ³⁵⁾

§. 6.

Im Laufe des 16ten und 17ten Jahrhunderts waren die Griechen in tiefe Unwissenheit gesunken, denn unter einer Regierung, deren höchstes Interesse erheischte, durch Unterdrückung des Geistes zu herrschen, konnte und durfte nichts geschehen, was den Geist und die Kraft eines Volkes zu heben vermochte. Waren indessen die Griechen ein unwissendes Volk, so waren es in weit höherem Maasse noch ihre Beherrscher. Denn als Handelsleute waren seit den Kreuzzügen her die Griechen nie ausser allem Verkehr mit dem gebildeteren Abendlande gekommen. Sogar gelehrte Verbindungen hatten schon im 16ten Jahrhundert zwischen Philipp Melanchthon und Antonius Eparchus in Corfou, ³⁶⁾ ferner zwischen Melanchthon und dem Patriarchen in Constantinopel, ³⁷⁾ dann auch zwischen Constantinopel, Heidelberg und Tübingen bestanden. ³⁸⁾ Je grösser nun aber dieser Verkehr,

35) Sehr gut findet sich die allmähliche Auflösung des Türkischen Reiches und der Nutzen, den die Griechen daraus zu ziehen wussten, entwickelt bei Rizo, *histoire de la Grèce*, p. 82 — 236.

36) Martin. Crusius, *Germano-Graeciae libri*. p. 5.

37) Martin. Crusius, *Turco-Graeciae libri*. p. 484.

38) Heineccius, *Abbild. der alten und neuen Griechischen*

desto gröser ward auch die geistige Ueberlegenheit der Neugriechen über ihre Beherrscher.

Dieser grössere Verkehr begann in der Mitte des 17ten Jahrhunderts. Die Folge davon waren Griechische Handelsniederlassungen nicht nur in Constantinopel, sondern auch in Venedig, Moscow und andern bedeutenden Handelsstädten: Prevesa, Parga, Vonizza und Butrinto zumal wurden der Mittelpunkt für den Griechischen Handel in jenen Zeiten mit Venedig und dem übrigen Europa.³⁹⁾ Eine in der Mitte des 18ten Jahrhunderts von einem für die Freiheit seines Volkes begeisterten Mönche, Johann Oekonomos, gegründete Stadt, Kydonia, gelangte durch Handel und Gewerbe schnell zu grossem Reichthum.⁴⁰⁾ Entscheidend für die immer günstigere Gestaltung des Griechischen Handels wirkten aber im Laufe des 18ten Jahrhunderts die Friedensschlüsse von Kutschuk Kainardge und Jassy.⁴¹⁾ Durch sie erhielt Russland die freie Schiffarth auf den Türkischen Meeren. Unter Russischer Flagge, wie noch bis auf die jetzige Stunde in jenen Meeren,

Kirche. Leipzig 1711. Anhang p. 21—28. Villemain, Lascaris. p. 186 f. Martin. Crusius, Germano-Graeciae libri VI. Basil. 1584. p. 194 ff. Idem, Turco-Graeciae libri etc. Basil. 1584. p. 410 ff., 465 ff., 484 f., 508.

39) Rizo, hist. de la Grèce. p. 78.

40) Villemain, Lascaris. p. 291—294.

41) Der erste am 21. Juli 1774, der letzte am 6 Jänner 1792.

konnten sich nun die Griechen, begünstigt durch die stürmischen Zeiten der Französischen Revolution, in den fast ausschliesslichen Besitz des Handels in der Levante setzen.⁴²⁾ Sie konnten nun ferner, zur grösseren Sicherheit ihres Handels, eine Griechische Handelsgesellschaft und Griechische Handelshäuser errichten, nicht allein in den Hauptstädten Europas, sondern auch noch an den Stapelorten der Levante.

Auf diese Weise kam der Handel im Türkischen Reich nach und nach fast ausschliesslich in die Hände der Griechen, und zwar begünstigt durch den damaligen Grosadmiral Hussein Pascha, zumal in die Hände der Hydrioten, Spezzioten und Ipsarioten.⁴³⁾ Diese gelangtend durch zu Reichthum, Einfluss und Selbstständigkeit, mit dem erweiterten Handel aber in den Besitz einer trefflichen Marine. Die Türkischen Schiffe selbst pflegten zuletzt mit Griechischen Matrosen bemannt zu werden.⁴⁴⁾

Der vermehrte Verkehr führte aber weiter, — er führte zum Bedürfnisse einer höheren

42) Villemain, p. 344 f., 356, 364 u. 365. Rizo, hist. de la Grèce. p. 90 — 94, 125 — 127.

43) Rizo, p. 130 — 132.

44) Eine ganz vortreffliche Schilderung der seit dem Ende des 18ten Jahrhunderts eingetretenen, für die Griechen so äusserst günstigen, Wendung des Handels findet sich bei Rizo Néroulos, cours de litt. p. 105 — 112.

geistigen Bildung. Denn Handels – und geistiger Verkehr pflegen allerwärts in Wechselwirkung zu stehen. Daher finden wir schon seit der Mitte des 17ten Jahrhunderts Schulen, wo wir auch Handelsniederlassungen erblicken, z. B. in Janina, Patmos, sogar in Constantinopel selbst. Befriedigung konnte jedoch das wieder erwachte Bedürfniss nach Bildung nur im Auslande finden. Schon in der ersten Hälfte des 17ten Jahrhunderts wurden Padua und Bologna, seit dem 18ten Jahrhundert aber auch noch andere Europäische Universitäten besucht.⁴⁵⁾ Sogar Griechische Mönche waren dem allgemeinen Zuge gefolgt, und hatten die Behanntschaft mit Voltaire und Rousseau mit in die Heimath zurück gebracht.⁴⁶⁾ Auf diese Weise wurden denn die Griechen der Bildung des Abendlandes zugewendet, und zwar gerade jener Bildung, wie sie damals in Europa selbst zu finden war. Dadurch wurden aber jene Ideen über die höchsten Interessen der Menschheit, durch deren Verbreitung nicht allein Europa, sondern die ganze bekannte Welt eine völlige Umgestaltung erfahren sollte, nach Griechenland gebracht. Und auch dort fanden sie in, nach Europäischen Mustern errichteten, Schulen ihre Heimath.

⁴⁵⁾ Rizo, p. 57, 58 u. 78.

⁴⁶⁾ Von Patmos erzählt dieses Choiseul Gouffier. I. p. 102.

Dass dieser Umschwung der Dinge die aller grösste Rückwirkung auf das gegenseitige Verhältniss der Osmanen und Griechen haben musste, lag tief in der Natur der Dinge gegründet. Die Herrscher geriethen in Abhängigkeit von den Beherrschten, denn nothgedrungen musste die Pforte, bei ihren immer häufiger werdenden Berührungen mit den Europäischen Höfen, sich der gebildeteren Griechen als Unterhändler, als Dollmetscher, als Secretäre u. s. w. bedienen. Dasselbe war schon seit längerer Zeit in den Beziehungen nach Innen geschehen. Denn auch der Pascha, bis hinauf zum obersten Beamten der hohen Pforte selbst, bedurfte eines gebildeteren Griechen, als Dollmetschers, so wie als Unterhändlers für seinen Geschäftskreis.

Schon seit dem 17ten Jahrhundert befanden sich daher die Griechen im Besitze der wichtigsten und einflussreichsten Stellen des Reiches, also im Besitze der Gewalt selbst. Sie waren nicht allein Dollmetscher der verschiedenen Pascha's, sondern auch noch Grodragomanen der Kaiserlichen Flotte (des Kapudan Pascha's), ja sogar Grosdollmetscher der hohen Pforte selbst. Der erste Grieche, welcher diese einflussreichste Stelle begleitete, war schon in der ersten Hälfte des 17ten Jahrhunderts Panajotakis, und nach ihm der berühmte Alexander Mavrokordatos. Die Griechen waren ferner die diploma-

tischen Agenten bei fremden Höfen. Die Argy-
poulos z. B., die Markos, Mavrokordatos, Ralis,
Mavrojenis, Panajotakis, Théologos, Romadanis,
Negris u. A. functionirten in dieser Eigenschaft
in Wien, Berlin, London und Paris. ⁴⁷⁾ Dess-
gleichen waren sie die diplomatischen Agenten
und Consuln der fremden Mächte in den ersten
Handelsstädten der Levante, ja sogar deren Doll-
metscher bei der Pforte selbst. ⁴⁸⁾ Seit dem An-
fange des 18ten Jahrhunderts wurden sogar aus-
schliesslich Griechen (Phanarioten) zu Hospo-
daren — Woiwoden — Fürsten in der Moldau
und Wallachei ernannt. zuerst Nikolaus und
dann Constantin Mavrokordatos, der Sohn und
Enkel des berühmten Alexander Mavrokorda-
tos. ⁴⁹⁾ Und so entstanden denn auch dort unter
dem Schutze einiger einsichtsvollen Hospodare
neue Centralpuncte zur Verbreitung Europäischer
Bildung. ⁵⁰⁾ Schon Nikolaus Mavrokor-
datos, selbst ein gelehrter Fürst und ausge-
zeichneter Schriftsteller, hatte Deutsche und Grie-
chische Gelehrte um sich versammelt, und unter
seiner Regierung hat Demeter Procopius die erste

47) Rizo, hist. de la Grèce, p. 56 — 66. v. Hammer, Geschichte der Osmanen, an verschiedenen Stellen, tom. VI—VIII.

48) M. d'Ohsson, III., p. 460. f.

49) Villemain, Lascaris, p. 283 — 286.

50) Rizo, hist. de la Grèce, p. 225 — 236. Ders., cours de litt., p. 31 — 34.

Geschichte der Neugriechischen Literatur geschrieben. ⁵¹⁾

§. 7.

Auch die Politik der Europäischen Mächte kam den Griechen zu statten. Die Gründung des Osmanischen Reiches in Europa fiel nämlich in die Zeit der Entwicklung des Systemes des politischen Gleichgewichts unter den Europäischen christlichen Staaten. Im Besitze der Hauptländer des östlichen Europa's ward das Volk der Osmanen fast wider Willen und gegen seine Natur als Asiatische und nicht christliche Macht mit in jenes System hineingezogen. Durch die dadurch immer häufiger werdende Berührung mit dem gebildeteren Europa kam nun die Pforte in Widerspruch mit ihrer eigenen, jener völlig entgegengesetzten, Absonderungspolitik.

Sie musste sich am Ende sogar nothgedrungener Weise in die Arme der gebildeteren Griechen werfen, wie dies bereits schon erwähnt worden ist. So war denn diese Annäherung zur europäischen Politik den Griechen zwar von grossem Gewinn, den Osmanen dagegen hat sie, eben weil sie dem von ihnen unterjochten Volke von Nutzen war, nur um so schneller den Untergang gebracht.

Doch weit wichtiger noch, als jenes Hereinziehen in das System des politischen Gleichge-

51) v. Hammer, Gesch. des Osman. Reichs VII., p. 395.

wichtiges ward für das Griechische Volk die Zeit des Wankens jenes Systemes seit dem 18ten Jahrhundert.

Russlands geistige und materielle Interessen geben ihm eine entschiedene Richtung nach dem Süden. Schon Peter der Grose hatte dieses erkannt, und daher durch Erweiterung seiner Gränzen nach dem Süden seine eigene Macht zu begründen gesucht. Auch die ihm nachfolgenden grossen Beherrscher des unermesslichen Reiches, vor allen Catharina II., sind derselben Richtung gefolgt. Wo hätte man nun aber dem Russischen Interesse geneigtere Verbündete finden sollen, als gerade bei dem Volke der Neugriechen selbst, das durch dieselbe Religion und durch denselben Nationalhafs gegen den gemeinschaftlichen Feind der Osmanen mit Russland auf's aller Innigste verbunden war?

Aus denselben Gründen nun, warum Russland nach dem Süden strebte, mußte England — die grösste Seemacht — entgegen streben. Die von jeher bis auf die jetzige Stunde von England befolgte Politik ist in den wenigen Worten des berühmten Lords Erskine ⁵²⁾ enthalten: „Ich kann mir kein für das Glück unseres Lan-

52) Th. Erskine, a Letter to the earl of Liverpool on the subject of the Greeks. 1822, p. 26. Erskine, Sendschreiben an Lord Liverpool, p. 39.

des gefährlicheres Ereigniß vorstellen, als wenn Constantinopel die Hauptseestadt des russischen Reiches würde.“

Das entgegen gesetzte Handelsinteresse ist es, was im Orient Russland und England entzweit. So wie Russland nach dem Besitze der Dardanellen, so strebt England nach Besitzungen auf den Griechischen Inseln — vielleicht auch auf dem Griechischen Festlande. Mit dem Besitze der Jonischen Inseln hat es bereits den Anfang gemacht.

Da nun Russland an den Neugriechen einen natürlichen Alliirten gefunden hatte, so mußte England die Türken unterstützen, während des Griechischen Freiheitskampfes sogar gegen die Griechen selbst.

Eine dritte Großmacht, welche von jeher an dem Schicksale des Orients ganz besonderes Interesse genommen hatte, und als Land- und zu gleicher Zeit als Seemacht immer und ewig nehmen wird, ist Frankreich. Schon seit den Kreuzzügen hatte es das Protectorat über die lateinische Kirche im Orient übernommen, den Handel in der Levante fast ausschließlich an sich gebracht,⁵³⁾ und galt seit Franz I. als der treueste Verbündete der Pforte.⁵⁴⁾ Daher nennt

53) Riedesel, voyages, p. 374 — 380.

54) M. d'Ohsson, III., p. 447 — 451.

man noch bis auf die jetzige Stunde jeden Europäer einen Fränken (Frenk oder Efrendj), nur in öffentlichen Aktenstücken Mustémin. ⁵⁵⁾ Und in gleichem Sinne spricht man von Fränkischer Sprache, von Fränkischer Bildung, von Fränkischer Sitte u. dgl. m. Die Freundschaft der Franzosen gegen die Türken ist zwar im Laufe der französischen Revolution bedeutend erschüttert, und seit der Besitznahme von Malta durch die Engländer auch der Levantehandel ihren Händen entwunden worden. Dagegen ward aber den Griechen durch Napoleon eine neue Aussicht eröffnet. Schon während seiner Feldzüge in Italien durch seine Verbindungen mit den Mainoten, ⁵⁶⁾ später aber durch seine Expedition nach Aegypten, durch seine Besitznahme der Jonischen Inseln, durch seine Unterstützung des Ali Pascha von Janina, und durch seine Correspondenz mit diesem berühmten Manne, welche der bekannte Johannes Kolettis selbst in Händen gehabt hat. ⁵⁷⁾ Napoleon mit allen seinen ehr-

55) M. d'Ohsson, III., p. 18.

56) Alex. Soutzo, p. 8. u. 9. J. C. Hobhouse, a journey through Albania and other provinces of Turkey etc. during the years 1809 and 1810, p. 234. Nach einer in der Maina sehr verbreiteten Sage soll Bonaparte sogar der Nachkomme einer vor etwa 150 Jahren nach Corsica ausgewanderten Mainotischen Familie, Namens Καλόμερος, seyn. Leake, Morea, I. p. 314 und 451. Hobhouse, l. c. I. pag. 233. Leake, researches, pag. 417.

57) S. über die Verbindungen zwischen Napoleon mit Ali

geitzigen Planen ist zwar dahin; allein geblieben ist die von ihm der französischen Politik gegebene Richtung. Daher geniefsen seitdem der Pascha von Aegypten und auf gleiche Weise das Volk der Griechen französische Unterstützung gegen die Pforte.

Die vierte Grossmacht endlich, welche als grose Landmacht bei dem Schicksale des Orientes von jeher betheiligt war, ist der Oesterreichische Kaiserstaat. Seitdem die von den Türken drohende Gefahr verschwunden ist, ward Oesterreich, wie schon unter Kaiser Franz I., der treueste Verbündete der Pforte, jedoch aus keinem andern Grunde, als wegen des wankenden politischen Gleichgewichts, und aus angestammten Grundsätzen der Legitimität. Daher wirkte Oesterreich zu Gunsten der Griechen erst, seitdem sie in die Reihe der legitimen Nationen getreten sind.

§. 8.

Als Peter der Grose am Pruth stand, da kam den Griechen die erste Idee der Freiheit. ⁵⁸⁾

Pascha Rizo Néroulos, hist. de la Grèce, p. 150 ff. 171 ff.
J. C. Hobhouse, l. c., I. p. 119 f.

58) Die Relatione di M. Aluise Mocenigo III., ritornato da provr. general da mar, sagt von den damaligen Griechen: Credono, che la loro chiesa potesse risorgere delle presenti oppressioni. S. Ranke, a. a. O. II. p. 488. not. 2. Villemain, Lascaris, p. 280 — 283.

Der Venezianer Eroberung unter Franz Morosini, und deren 30jährige Herrschaft in Morea, indem sie dem Ansehen der Osmanen tiefe Wunden schlug, zu gleicher Zeit aber den Griechen den Weg zu Reichthum und Bildung zeigte, mochte jener Idee noch neue Nahrung gewähren. ⁵⁹⁾ Auch unter der Kaiserin Anna wurden insgeheim Verbindungen mit den Griechen unterhalten. Allein erst unter der Regierung der Kaiserin Catharina II., und durch sie veranlaßt, griffen im Jahre 1770 die Moreoten, zumal die Mainoten ⁶⁰⁾, in den Jahren 1789 und 1790 aber auch noch die Griechischen Capitäne in der Gegend von Souli zu den Waffen. ⁶¹⁾ Und trotz der wiederholten schrecklichen Täuschung ging dennoch der Glaube an die Möglichkeit der Befreiung seitdem nicht mehr ganz unter, wie alle Schriftsteller und Reisende jener Zeit versichern. ⁶²⁾

59) Eine treffliche Darstellung jener Venezianischen Herrschaft in Morea von 1685 bis 1715 von Ranke findet sich in dessen Zeitschrift a. a. O. II. p. 405—502.

60) Villemain, p. 294—335. Choiseul Gouffier, l. c. I., discours préliminaire, p. IX, u. Text p. 3—6. v. Hammer Gesch. des Osman. R. VIII. p. 355—359. Pouqueville, hist. de la régénération. I. p. 22 ff., 40 ff., 70 bis 80.

61) Rizo, hist. de la Grèce, p. 113—117.

62) Rizo, hist. de la Grèce, p. 87—97. Hobhouse, a journey through Albania etc. II. p. 588—590. Villemain, Lascaris, p. 348—352. Guys, voyage littéraire de la Grèce etc. Paris 1783. II. p. 1. ff. Tournefort, Reise nach der Levante. Aus dem Französischen übersetzt. Nürnberg 1776. I. p. 141. Pouqueville, histoire de la génération. I. pag. 42. not., er-

Der immer lebhafter werdende Verkehr mit dem viel bewegten Europa brachte die geistige Entwicklung der Griechen mit Riesenschritten voran. Mit jedem Tage ward die Kluft zwischen Osmanen und Griechen erweitert, und am Ende die Osmanische Gewaltherrschaft nicht mehr zu ertragen. ⁶³⁾ Als nun noch für Griechenlands alte Gröse begeisterte Männer auftraten, die durch Schrift und Rede mit der geistigen zu gleicher Zeit die moralische Kraft des Griechischen Volkes zu heben versuchten; als zumal der größte Neugriechische Schriftsteller Adamantios Koraïs sich in der Hauptstadt Frankreichs niedergelassen, und von dort aus mit unwiderstehlicher Stimme sein Volk zur Freiheit gerufen, — da nahte die Stunde der Entscheidung.

Die Hetärie, vom heldenmüthigen Riga gestiftet, erhielt durch dessen Märtyrertod erst die rechte Weihe. Im Jahre 1814 enthielt sie schon alles, was es in Griechenland Ausgezeichnetes gab. ⁶⁴⁾ Unaufhaltsam schritt sie voran,

zählt von einem Griechen, Namens Benaki aus Kalamata, der Russischer Generalkonsul in Corfou war. Depuis ce temps, il n'avait jamais cessé, d'entretenir le feu sacré parmi les Grecs. Vergl. auch p. 68 — 70.

63) Schon in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts hatte die Sache der Griechischen Freiheit schon so sehr gereift, dass es zum Ausbruch des Kampfes nur einer Veranlassung bedurfte. Choiseul Gouffier, I., discours préliminaire, pag. IX f. u. tom. II. p. 74.

64) J. Rizo Néroulos, cours de littérature Grecque moderne, p. 179 u. 180. Ders. hist. de la Grèce. p. 237 — 249.

und nach wenigen Jahren umfasste sie fast die ganze Griechische Nation. Unter diesen Auspicien erschien das Jahr 1821, in welchem sie zum allgemeinen Aufstande, zum heiligen Kampfe für die Freiheit des Griechischen Volkes in politischer wie in religiöser Beziehung geführt hat.

Wie schon so oft, auch diesmal von Russland getäuscht, waren die Griechen in den ersten Jahren des Kampfes auf ihre eigene Kraft hingewiesen. Die Art, wie sie aber ihre Kraft und Ausdauer bewährt, hat ihnen zuerst die Bewunderung der civilisirten Welt und seit dem Jahre 1827 auch die Theilnahme der Europäischen Politik zugewendet. Die Schlacht von Navarin und die Landung französischer Hülfsstruppen machen daher Epoche in der neuern Geschichte der Griechen. ⁶⁵⁾

§. 9.

Diese Theilnahme an dem Schicksale des Neugriechischen Volkes hat demselben die Freiheit gebracht. Da sie jedoch nicht aus reinem Gemüthe, sondern aus politischem Interesse gekommen, so wollte jede der drei Grossmächte, in deren Hände das Schicksal von Griechenland

a) Die Geschichte von Hypsilantis u. s. w. ist bekannt.

65) Das Beste, was bis jetzt über die neuere Geschichte des Griechischen Volkes bis zum Jahre 1827 geschrieben worden ist, findet sich in J. Rizo Néroulos, *hist. de la Grèce*, p. 237—543, und in Alexandre Soutzo, *hist. de la révolution Grecque*. Paris 1829. Dann in dem Werke des Obristen Gordon. Denn sie erzählen, was sie theils selbst gesehen, oder wenigstens von Augenzeugen gehört haben. Gute Beiträge

nun vorzugsweise gelegt ward, etwas für ihre Theilnahme haben. Dies führte zu Partheien im Lande, die unglückseliger Weise durch die Unthätigkeit und Ungeschicklichkeit der jetzigen Regentschaft veranlaßt, in diesem Augenblicke schroffer als je sich einander entgegen stehen, und daher grose Besorgnisse erregen.

Diese drei Partheien bildeten sich nach dem natürlichen Gang der Dinge auf nachfolgende Weise:

Russland hatte noch aus früheren Zeiten her, trotz der oft wiederholten Täuschungen, einen bedeutenden Anhang unter den Griechen. Auf ihn stützte, wenigstens in der letzten Zeit seiner unglücklichen Herrschaft, Capo d'Istria seine Regierung, denn im letzten Jahre derselben war er nichts als der Vertreter Russischer Interessen in Griechenland.

Wiewohl durch Gleichheit der Religion und durch materielle Interessen mehr gegen Russland hingezogen, gab dennoch die grose Masse des Volkes den geistigen Interessen den Vorzug und blickte nach Frankreich hin. Schon seit einem vollen Jahrhundert suchte man nämlich seine Bildung in, nach Europäischem Muster errichteten, Schulen. Hier machte man die Bekanntschaft

für die ersten Jahre des Freiheitskampfes findet man auch in Pouqueville, *histoire de la régénération de la Grèce*, im 2. bis 4. Bande.

mit den modernen Ideen über die Rechte der Menschen, als dessen wahrer Sitz Frankreich zu betrachten ist. Als nun erst noch gegen Ende des 18ten Jahrhunderts Korais in Paris zu lehren begann, so strömte Alles dorthin, um von ihm zu lernen, das Griechische Vaterland zu belehren und zu beglücken. Nimmt man dazu nun noch den Einfluß der französischen Revolution überhaupt, der sich, wie auf die übrige Welt, so insbesondere auch auf Griechenland selbst, zumal seit den vorhin erwähnten Planen Napoleons, geltend gemacht hatte, so wird es erklärbar, warum seit Anbeginn des Freiheitskampfes die ganze geistige Richtung nach Frankreich ging, zu allen Einrichtungen und Institutionen in Frankreich das Muster gesucht ward. Eine Richtung, die übrigens auch noch durch die lange Anwesenheit Französischer Hülfsstruppen, und, wahrscheinlich wider Wissen und Willen, von Capod'Istria selbst dadurch begünstigt worden ist, daß er die Französische Sprache zur Geschäftssprache erhob, und junge Leute, um ihre Bildung zu suchen, vorzugsweise nach Frankreich zu senden pflegte.

Aus den zahlreichen Anhängern dieser geistigen Richtung nun ist, als sich Alles in Griechenland zu Partheien zu gestalten begann, die sogenannte Französische Parthei hervorgegangen. Hinter ihr stand aber im Grunde genommen die ganze grose Masse des Volkes.

England hatte weder in früheren, ⁶⁶⁾ noch in späteren Zeiten in Griechenland Wurzel gefasst. Zwischen den Britten und Griechen bestand weder ein geistiges, noch materielles Band. England gehörte im Gegentheile, bis in die letzten Zeiten, zu den treuesten Stützen der Pforte. Die Schlacht von Navarin ward ja sogar noch mißbilligt! Dennoch wollte auch England seine Parthei haben, und kam dadurch auch den Wünschen mancher Hellenen entgegen. Der Englische Resident, der bekannte Dawkins, brachte eine solche zusammen, ganz in seinem Sinne, und wie sie seiner würdig war. Er versammelte nämlich um sich, ausser den in Griechenland sich aufhaltenden wirklichen Engländern, alle Wankenden und Intriguanten, also insbesondere auch die Phanarioten; und ihren Inbegriff nannte man die Englische Parthei.

§. 10.

Alle diese Partheien zu vereinigen und sie dem jungen Königsthron zuzuwenden, gehörte natürlich zu den Hauptaufgaben der Regentschaft. Bald nach den ersten festen Schritten war auch die Englische und Französische Parthei gewonnen. Sogar Viele von der Russischen oder Capod'Istria'schen Parthei haben sich aufrichtig an die

66) Sogar der Englische Handel mit der Türkei war nur sehr unbedeutend. S. Riedesel, voyages, p. 380.

königl. Regierung angeschlossen. Eine Englische und Französische Parthei bestaud demnach von jetzt an nicht mehr, und nur ein kleiner Theil der alten Russischen blieb in der Opposition. Diese, von nun an die Capodistrianische genannte, Parthei war es nun aber, welche der königl. Regierung Hindernisse jeder Art zu bereiten bemüht war, und am Ende sogar einen bewaffneten Aufstand vorzubereiten versucht hat. Durch die Verurtheilung von Theodor Kolokotronis und Colliopoulos Plapoutos ward sie jedoch auf's Haupt geschlagen, und hätte nicht am 31ten Juli Griechenland seine feste Regierung verloren, so würde auch der Rest dieser Parthei sich noch nach und nach der neuen Regierung angeschlossen haben, wie es von den Meisten bereits schon geschehen war.

§. 11.

Unter allen diesen Bestrebungen und Entgegenstrebungen hat sich nun die politische Stellung des jungen Reiches zu den Grosmächten oder vielmehr dieser Grosmächte zu jenem, auf nachfolgende Weise gestaltet.

Russland, bei seinen Bestrebungen nach Süden, und sich dabei hauptsächlich stützend auf die Gleichheit der Religion, musste in dem neu erstandenen Griechischen Volke nothwendiger Weise — wenn auch bis jetzt noch als

blosem Embryo — einen künftigen grossen Rivalen erblicken. Denn auch das Griechische Reich musste nothgedrungenener Weise weiter-, also Russland entgegenstreben. Es hatte bei diesen Bestrebungen nicht allein die Religion, sondern ausserdem auch noch die gleiche Nationalität zur Stütze. Darum ward König Otto, gleich bei seinem ersten Auftreten, — auch über den Gränzen seines Reiches — als König begrüsst. Auf den Jonischen Inseln, wie in Smyrna und in anderen Theilen des wankenden Türkischen Reiches.

Dieses erwägend, änderte jetzt Russland seine seit Jahrhunderten hinsichtlich der Griechen befolgte Politik, näherte sich seinen und der Griechen Nationalfeinden, den Osmanen. Es ward sogar — wer sollte es glauben! — deren eifrigster Alliirter, und somit der entschiedenste Gegner der Griechischen Sache. - Aus eben diesem Grunde ward die Unabhängigkeit der Griechischen Kirche mit den ungünstigsten Augen in Russland gesehen. Denn den Griechischen Patriarchen mit seiner Synode in Constantinopel konnte man leichter beherrschen, und durch beide die Herzen der Griechen, als dieses bei einer emancipirten Synode des Königreichs Griechenland der Fall war.

Zu gleicher Zeit ward aber auch noch durch jene Unabhängigkeits-Erklärung allen Griechen innerhalb und ausserhalb des neuen Reiches in

religiöser Beziehung ein neuer Centralpunct gegeben, wie er ihnen durch Errichtung des Königreiches schon in politischer Hinsicht geworden war. Und gewiss hat die scharfsichtige Russische Politik — gegenwärtig die hellsehendste unter allen Cabinetten — sehr wohl begriffen, was alles in jener Emancipation der Kirche liegt, und ihr desshalb, als ihrem Interesse widerstreitend, schon in ihrem ersten Beginne widerstrebt.

Ob nun aber bei den in der Regentschaft eingetretenen Veränderungen die durch diese politische und religiöse Freiheit bereits errungenen Vortheile gehörig benutzt und gewürdigt werden dürften, vermagerst eine spätere Zukunft zu enthüllen. Sollte dies indessen nicht geschehen, so wäre es dann freilich besser gewesen, dem Griechischen Volke nie seine Freiheit gegeben zu haben, weder in politischer, und noch weniger in religiöser Beziehung.

Ein ähnliches Bewandtniss, wie mit der Russischen, hat es auch mit der Englischen Politik.

England ist ein Handelsstaat, seine Politik daher wesentlich eine Handelspolitik. Und so wie das Handelsinteresse überhaupt klug und scharfsichtig macht, so ist es auch hinsichtlich des Englischen der Fall. Die Schwäche des Osmanischen Reiches sichert der Britischen Seemacht den Alleinhandel nicht sowohl im Mittel-

ländischen Meere, als vielmehr nach Ostindien hin. Ein kräftiger, unabhängiger, Europäisch gebildeter Handelsstaat, im Besitze der heutigen Türkei, würde nothwendiger Weise den Handel im Oriente an sich reißen. Er würde sogar neue Wege nach Ostindien eröffnen, und auf diese Weise — wenn auch erst in weiter Ferne — dem Britischen Alleinhandel Schranken setzen. Der kleine Griechische Staat erscheint daher auch der Englichen, in ihrem Egoismus sehr weit sehenden, Politik als angehender Rivale.

Blos aus diesem Gesichtspuncte ist die oft so räthselhafte Handlungsweise des Englischen Cabinettes zu erklären. Daher erklärt sich zumal die fortwährende Anwesenheit von Dawkins, als Englischen Diplomaten in Griechenland, dessen Handlungsweise der Britischen Regierung von Südamerika, Madrid und anderswoher hinreichend bekannt seyn musste. — Der ganz gewiss nicht die Wohlfarth und Gröse des jungen Reiches fördert, noch auch nur fördern will. — Der ferner, wiewohl er am 1ten Juni 1834 den König Otto persönlich beleidigt,⁶⁷⁾ und wiewohl er stets nur Zwietracht zu säen und

67) Der Rapport, den Herr Mavrokordatos — der gewiss nicht der Partheilichkeit gegen Dawkins verdächtig ist — über diesen Vorfall, der natürlicher Weise in Griechenland das allgrößte Aufsehen gemacht hat, der Regentschaft, in seiner Eigenschaft als Minister des Aeussern, erstattete, lautet wie folgt:

also das Land zu verderben bemüht ist, dennoch in jenem Lande bleibt, um es desto gewisser zu verderben. Daher erklärt sich endlich auch meine

Le premier juin, vers le soir, Monsieur le Baron d'Asch, aide-de-camp,] faisant les fonctions du maréchal de Votre cour, m'ayant fait connaître son étonnement de ce que le corps diplomatique étant admis ce matin à l'honneur de présenter ses félicitations à Votre Majesté à l'occasion de l'anniversaire du jour de Votre naissance, Mr. Dawkins, qui en sa qualité de Doyen de ce corps avait déjà dans d'autres circonstances également solennelles prit la parole au nom de ses collègues, n'en fit pas autant dans celle-ci, et que par conséquent Votre Majesté fut trouvée dans le cas d'adresser la première parole au corps diplomatique, pour le remercier des félicitations qu'elle n'avait pas reçues.

J'ai cru, qu'il était de mon devoir de m'informer des causes de cet incident etc. — Mr. de Heidenstamm, chargé d'affaires de S. M. Suédoise et Norvegienne commença par m'exprimer ses regrets d'un incident aussi fâcheux pour lui, et il m'assura qu'il croyait jusqu'au moment, où le corps diplomatique s'est présenté à Sa Majesté, que Mr. Dawkins porterait la parole en sa qualité de Doyen. Un moment après Mr. le Baron de Rouen, Ministre résident de Sa Majesté le Roi des Français, en me prenant à part, m'exprima également et ses regrets et la persuasion où il était que Mr. Dawkins porterait la parole. Il ajouta que pour lui personnellement, il s'en trouvait d'autant plus mortifié que Votre Majesté eut la bonté de lui manifester une bienveillance toute particulière dans tout ce qu'elle lui a dit ce jour. Mr. de Gasser me répéta bientôt les mêmes choses à peu près, et Mr. le comte de Lusi eut l'attention de se rendre chez moi le lendemain matin pour me donner les mêmes explications, en ajoutant, qu'il était d'autant plus persuadé que Mr. Dawkins parlerait au nom du corps diplomatique que quelques heures seulement avant l'audience, en parlant avec lui sur le compliment à adresser à Votre Majesté, Mr. Dawkins lui avait dit quelques phrases qu'il avait préparées et qui lui ont paru très convenables. Mr. de Catacazy, que je rencontrai le surlendemain, mardi 3. juin, chez Mr. de Gasser, me dit également en peu de mots, qu'il connaissait, que j'étais déjà informé par

und Abels Abberufung, Denn da wir weder in Russischen Banden, noch in Englischen Fesseln gelegen, sondern als ächte Griechen in blos Griechischem Interesse zu handeln und zu wirken gedacht haben, so verbanden sich Englisches und Russisches Interesse zur Sprengung der alten Regentschaft. Und da gerade der Schwächste von Allen zurückblieb, und sich dazu ein noch Schwächerer gesellte, so war damit England und am Ende auch Russland zufrieden. Denn mit solchen Flügeln, dachten sie, wird der Griechische Phönix nicht weit sich erheben.

Die einzigen Grosmächte, welche nach meinem, auf Thatsachen gegründeten Ermessen, als wahre Freunde der Griechischen Sache betrachte werden können, sind Frankreich und Oesterreich

ses collègues, de la peine que leur avait causé l'incident du 1er juin, et qu'il partageait tout-à-fait leurs regrets. Le langage, que je tins à chacun des membres surmentionnés du corps diplomatique etc. Dass auch dieser Rapport mit an den Lord Palmerston geschickt worden ist, um die Abberufung von Dawkins zu unterstützen, versteht sich von selbst. Dennoch blieb es bei der Entscheidung von Palmerston (§. 453.). Indessen ist doch diese Vernachlässigung S. M. des Königs Otto nicht allein auf die Rechnung des Lords Palmerston, sondern hauptsächlich auf die des Grafen von Armandsparg zu setzen. Denn nach meinem Austritte aus der Regentschaft hat derselbe sämtliche Beschwerden gegen Dawkins, also auch diese zurückgenommen, und alle gegen diesen Diplomaten gethanen Schritte für nicht gethan erklärt. Unter diesen Umständen konnte daher auch Lord Palmerston wohl die Sache auf sich beruhen lassen. Der Graf von Armandsparg aber hat jenen auffallenden Schritt wohl nur darum gethan, um einen Begriff zu geben, in welchem Sinne er eine Stütze des monarchischen Principes sey. (Vergl. §. 454.)

O e s t e r r e i c h hat sich zwar bei jenem politischen Kampfe zwischen England und Russland um die Oberherrschaft im Königreich Griechenland nicht erklärt, und weil es sich nicht erklären wollte, wie es mir scheint, so spät erst einen Diplomaten gesendet. Allein Oesterreichs grosser Diplomat gab bei mehreren Gelegenheiten nicht nnzweideutig zu verstehen, dass ihm als Landmacht das Gedeihen des Griechischen Staates nahe am Herzen liege. Eben so die Krone Frankreich, die theils als See-, theils als Landmachtnothgedrungen^{er} Weise Interesse nehmen musste.

Beide Staaten können nicht hoffen, in den Alleinbesitz des Handels zu kommen, sie haben daher kein Interesse gegen das Emporkommen eines kräftigen und selbstständigen Seestaates. Es entspricht vielmehr ihrem eigenen politischen und Handelsinteresse, einen festen Staat, sey es nun an der Stelle oder an der Seite der Türkei, begründen zu helfen, der das gestörte Gleichgewicht wieder herzustellen, das entgegen strebende Russische und Brittische Interesse gewissermaassen wieder auszugleichen vermag. ⁶⁸⁾

68) Ueber die grossen Vortheile eines freien und selbstständigen Griechenlands, und zwar für alle Grossmächte, hat schon in der Mitte des 18ten Jahrhunderts sehr wahre Worte gesprochen: Choiseul Gouffier l. c. I., discours préliminaire p. IX—XII.

Erster Theil.

Von dem Zustande der Griechen in öffentlicher, kirchlicher und in privatrechtlicher Beziehung vor dem Freiheitskampfe.

Erster Titel.

Von dem Zustande des Griechischen Volkes überhaupt.

§. 12.

Griechenland war eine von den Türken eroberte Provinz. Daher hatten die Griechen keine anderen Rechte, als nach dem Türkischen Recht alle unterworfenen Völker haben.⁶⁹⁾ Sie waren insbesondere Charadsch pflichtig, konnten jedoch Eigenthum erwerben, genossen Sicherheit der Person und des Eigenthums und, unter gewissen Beschränkungen, auch freie Religionsübung. Die Türken nannten sie Römer, Roum, denn sie hiessen schon seit den Römischen Kaisern

69) M. d'Ohsson, III. p. 8, 38 — 45, 185 u. 186, 365 u. 380.

Ρωμα Τον,⁷⁰⁾ und Constantinopel Neu Rom (*νέα ῥώμη*).⁷¹⁾

Die früheren Besitzer des Landes waren die Griechischen Kaiser, die Venezianer, und auf einigen Inseln die Genuesen. Allein außer den Venezianern und Genuesen hatten auch die Pisaner und Franzosen das Recht, Handelsniederlassungen zu gründen, erhalten, und auf diese Weise waren denn schon seit den Kreuzzügen her auch viele Italienische und Französische Familien in's Land gekommen. Diese verschiedenen Nationen erhielten sich zwar ungemischt neben einander, allein dennoch ahmte Eine die Andere nach. Und was man von einander annahm, war nicht gerade das Beste.⁷²⁾

Die Eroberung durch die Türken geschah nicht auf ein Mal. Sie wurde vielmehr nach und nach bewerkstelligt. Sogar nach der Einnahme Constantinopels im Jahre 1453 hatten sich noch

70) M. d'Ohsson, III. p. 45. J. Rizo Néroulos, cours de litt. p. 171.

71) Martin. Crusius, Turco-Graeciae libri etc. Basil. 1584. p. 45.

72) Sehr geistreich und wahr sagt in dieser Beziehung Riedesel, voyages. p. 250 f. Il paroît que les Vénitiens et les Turcs ont dénaturé ce beau sang par toute la Grèce, tandis que les Turcs ont adopté le génie perfide des Grècs, que ces derniers possèdent encore, etc. Und p. 326 — Leurs mœurs (des Grècs) et usages sont un mélange de christianisme dans le rite, et de mahométisme dans la vie civile, dans les manières et l'habillement, etc. Vergl. noch p. 327 f., 335. Vergl. auch Pouqueville, voyage III. p. 286.

mehrere Provinzen, namentlich viele Inseln und der Peloponnes nicht unterworfen. Doch auch sie unterlagen nach und nach.⁷³⁾ Und je nach dem grösseren oder minder grossen Widerstand wurden der unterworfenen Provinz härtere oder weniger harte Bedingungen gesetzt, grössere oder kleinere Freiheiten gestattet!

Daher erklärt sich denn auch die grosse Verschiedenheit im Zustande des Griechischen Volkes in den drei Hauptbestandtheilen des heutigen Königreichs Griechenland. Nämlich dem Peloponnes oder Morea. Ferner dem sogenannten Festlande Griechenlands,⁷⁴⁾ bestehend aus der Attika, Böotien, Akarnanien, Aetolien, Phokis und Lokris, wozu übrigens auch noch Euböa oder Negroponte gezählt werden muss. Und endlich den Inseln, nämlich Skiatos, Skopelos und den übrigen sogenannten Teufelsinseln sammt den Kykladen.

§. 13.

Auf dem Griechischen Festlande hatte der Sultan, den Grundsätzen des Türkischen Rechtes

73) Vergl. von Hammer, Gesch. des Osman. R., an verschiedenen Stellen, z. B. II. p. 6 — 10, 14 — 22, 32 — 45, 47 — 50, 66 — 72, 79 — 85, 98 — 101, 316 — 332.

74) Diese auf die Natur der Sache gegründete Eintheilung ist schon alt. Schon im 17ten Jahrhundert wird der *terre ferme de Grèce* erwähnt in de la Guilletiere, Athenes. p. 89.

gemäss, ⁷⁵⁾ fast allen Grund und Boden in Anspruch genommen. Mit Ausnahme weniger Städte, z. B. Athens, ⁷⁶⁾ und weniger Provinzen, z. B. der Attika, Euböa's, u. s. w. gab es daher keine Privatgutsbesitzer. Auch in Albanien gab es in früheren Zeiten freie Griechische Dörfer, Képhalochoria's genannt, d. h. Dörfer mit freiem Grundeigenthum. Unter Ali Pascha sind sie jedoch fast alle verschwunden. ⁷⁷⁾

Die ganze Griechische Bevölkerung zerfiel auf dem Griechischen Festlande in zwei Theile, in Ackersleute und Soldaten. Die Soldaten waren zwar in geringerer Anzahl vorhanden, dennoch bildeten sie den herrschenden Stand. Rumelien ist das wahre Vaterland der Palikaren. An ihrer Spitze standen die Capitäne, wie sie die Griechen nannten, oder Armatolen, wie sie die Türken zu nennen pflegten. Die Ackersleute bauten das der Türkischen Regierung oder einem Türkischen Grosen gehörige Land, im Gegensatz des freien Grundeigenthums, Tzif-

75) Nach der Multeka. S. Leipziger Lit. Zeitung vom 7. u. 9. Mai 1827. Nr. 118 u. 119. p. 939 — 946. M. d'Ohsson, III. p. 38 u. 39.

76) de la Guilletiere, Athenes ancienne et moderne p. 159. — car par le traité qu'ils firent avec Mahomet, ils furent conservez dans la possession, et dans la disposition de leurs biens.

77) Ibrahim-Manzour-Efendi, mémoires sur la Grèce etc. p. 342 — 346. Pouqueville, voyage dans la Grèce. I. p. 158, II. p. 75, 115.

lick's genannt, ⁷⁸⁾ und gaben dafür den Zehnten und andere Abgaben.

Auch im Peloponnes gehörte fast aller Grund und Boden, mit Ausnahme der Maina und sehr weniger anderer Dörfer, welche man auch hier *Kephalochoria's* zu nennen pflegte, ⁷⁹⁾ dem Sultan. Für ihn war in jedem Falle die Regel. Diese Domänen wurden von den Griechischen Bauern bearbeitet und dafür der Zehnte entrichtet.

Neben diesen Ackersleuten erhielten sich aus früheren Zeiten her auch noch freie Krieger, *Klephthen* genannt. In der Maina trug Jedermann Waffen, sogar die Priester nicht ausgenommen. Andere machten die Secretäre, Dolmetscher, Pächter oder Aerzte der reichen, im Peloponnes ansässigen, Türkischen Familien, und kamen dadurch zu Reichthum und Ansehen. Man nannte daher beide die *Primaten*. Die ersteren, da sie die Inhaber der bewaffneten Gewalt unter den Griechen waren, die *Militär-Primaten*, Capitäne oder *Odjaks*. Die letzteren dagegen, da sie sich mehr mit Civilgeschäften abgaben und mehr nach Civilämtern strebten, die *Civil-Primaten* oder *Codza-*

78) Ibrahim-Manzour-Efendi, p. 346—352. Pouqueville, voyage. I. p. 158, II. p. 115.

79) Pouqueville, voyage. III. p. 560. S. auch §. 48.

baschi's (eigentlich Codja-Baschis)⁸⁰⁾ oder auch die Primaten ohne allen Beisatz.

Jeder dieser Primaten oder Codja-Baschi's hatte selbst wieder eine Art von Hofhaltung, ähnlich der des Pascha's. Sie bestand aus einem Secretär (Grammatikos), der eigentlich die dem Primaten obliegenden Geschäfte besorgte, da dieser insgemein nicht schreiben konnte. Ferner aus einem Arzt (Kalo-Jatros). Aus einem Geistlichen und aus einer oft zahllosen Menge von Dienerschaft.⁸¹⁾

Die Militär-Primaten hatten sogar feste, mit Kanonen besetzte, Plätze; in der Maina wenigstens befestigte Thürme, in den übrigen Theilen des Peloponneses hin und wieder sogar wahre Festungen. So besass unter Anderen der bekannte Kolokotronis in Kalabrita eine mit vielen Kanonen besetzte und mit Vorräthen wohl versehene Festung, welche erst im Jahre 1833, nach der Ankunft Seiner Majestät des Königs Otto und der Regentschaft, der Königlichen Regierung übergeben worden ist.

Beide, die Odjaks und Codja-Baschi's, waren unter sich in stetem Kampfe begriffen. Nur

80) M. d'Ohsson, III. p. 383. Die Griechen nennen sie *χοιξαμπασσίδες*. Manche mit Unrecht Hodja-bashis z. B. Leake, I. p. 231, 327.

81) Vergl. J. C. Hobhouse, a journey of Albania etc. I. p. 517 u. 518.

das gemeinschaftliche Interesse vereinigte sie von Zeit zu Zeit. Beide trugen jedoch wesentlich dazu bei, den Druck der Türkischen Herrschaft nur noch mehr zu vermehren. Die ersteren durch das von ihnen geübte wahre Faustrecht. Die letzteren aber dadurch, dass sie sich zu blinden Werkzeugen für die Türkische Habsucht hergaben, und den gegen sie selbst von ihren Türkischen Machthabern geübten Druck dadurch rächten, dass sie das unter ihnen stehende niedere Volk noch mehr drückten und wahrhaft misshandelten. Alles machte sich daher in diesem Lande durch Gewalt oder durch Intrigue. Und daher erklärt sich der, leider noch fortdauernde, Zustand des Peloponneses. Was schon vor mehr als hundert Jahren *Grimani*⁸²⁾ von den Moreoten bemerkt hat, gilt noch bis auf die jetzige Stunde. „Durch keine Belehrung, lassen sie sich von dem Gewohnten abbringen. „Sie fürchten immer betrogen zu werden, alles, und jedes erweckt ihnen Verdacht, aber in demselben Maasse denken auch sie auf nichts als „Betrug. Wenden sie sich an die Staatsgewalt, „so sollte man im ersten Moment schwören, sie „hätten das vollkommenste Recht von der Welt. „In der Regel aber ist es alles Falschheit und

82) *Relatione del N. H. Franc. Grimani ritornato da provveditore gen. dell' armi in Morea. 1701. in 8. bei Ranke, Hist. polit. Zeitschrift. II. p. 439.*

„erlogenes Wesen. Nur auf Gewinn denken sie; „das ist das erste, das einzige, wozu der Sohn „vom Vater angewiesen wird. Sie leben arm- „selig, denn sie bilden sich ein, der Erwerb „hänge mehr davon ab, dass man sich schlecht „nähre, als von Fleiss und Thätigkeit. Nur so „viel arbeiten sie, als es die unvermeidliche „Nothwendigkeit gebietet. Wer es irgend ver- „mag, lässt das Land lieber bauen, als dass er „selbst Hand anlegen sollte.“

§. 14.

Eine sehr erfreuliche Ausnahme von dem im vorigen §. beschriebenen Zustande machten die Inseln im Archipelagus. Sie hatten sich der Türkischen Herrschaft eigentlich nie vollständig unterworfen. Vielmehr waren sie blos tributbar, theils der Favorit-Sultanin, welcher mehrere Inseln als Apanage zugewiesen worden sind, theils dem Kapudan Pascha, welchem die übrigen unterthänig waren. Im Uebrigen lebten die Insulaner ruhig, von ihren Türkischen Herrschern unbemerkt und unangefochten, von dem Ertrage ihres, ihnen eigenthümlich zustehenden Grund und Bodens, von ihrem Handel und ihrer Industrie.

Neben den Griechischen freien Grundeigen- thümern, Kauf- und Handelsleuten erhielten sich von den Zeiten der Kreuzzüge, der Vene-

zianischen Herrschaft und den Französisch-Genuesisch-Pisanischen Niederlassungen her, auch noch viele meist katholische Grundeigenthümer. Zumal auf den Inseln Naxos, Syra, Tinos und Santorin. Auf Syra besteht noch jetzt die Altstadt aus blos katholischen Grundbesitzern, den ursprünglichen Bewohnern der Insel, während die Griechischen Handelsleute, meist Flüchtlinge aus Chios, sich in der Neustadt, in Hermopolis selbst, angesiedelt, und im Grunde erst im Jahre 1822 diese Stadt gegründet haben. In Tinos endlich sind wenigstens zwei Drittheile der Grundeigenthümer Katholiken, das heisst Nachkommen von alten Italienischen oder Französischen Familiep.

Viele dieser Grundeigenthümer und Handelsleute wussten sich Reichthümer, und zumal durch ihre steten Handelsverbindungen und sonstigen Berührungen mit auswärtigen Völkern Kenntnisse und Bildung zu erwerben. Dadurch erhoben sie sich über das übrige Volk, gelangten zu größerem Ansehen, und dadurch zu größerem Einfluss. Aus ihnen sind die Primaten der Inseln, sowohl die Griechischen als Lateinischen Primaten,⁸³⁾ hervorgegangen. Keine Insel ist ohne

83) Im Gewohnheitsrechte von Santorin Cap. 11 a. E. werden beide, die Griechischen und katholischen oder Lateinischen Primaten in der Unterschrift genau von einander unterschieden.

solche, meist sehr brave und sehr ehrenwerthe Primaten, so auf Paros die Camartos, Dimitracopoulos, Mavros u. a., in Tinos die Mavrojéni, Sagredo, Pranimadi, Naso u. a., in Siphnos die Chrysogelos, Caïri u. a., in Naxos die Frangopoulos u. a., insbesondere in Spezzia die Mexis, Botassis, Anargyros Lebessis u. a., so wie in Hydra die Conduriottis, Tzamados, Kriezis, Boutouris, Miaoulis, Sakturis u. a. m. Mit Hydra und Spezzia hat es jedoch ein anderes Bewandniss, wie mit den übrigen Inseln.

Hydra und Spezzia heissen die beiden kahlen und nackten Felsinseln am Eingange des Meerbusens von Nauplia. Spezzia war schon seit Jahrhunderten bewohnt und bevölkert. Hydra war dagegen wohl von einigen Albanesischen Familien bewohnt, bevölkert jedoch erst seit dem unglücklichen Aufstande der Griechen im Jahre 1770. „Wie einst auf den Inseln, die das heutige Venedig bilden, vor der Wuth der Hunnen Attila's Italienische Flüchtlinge eine Freistätte suchten und den Grund zu einer nachher so stolzen und mächtigen Meeresburg legten, so wurde in der Zeit der Albanischen Gräuel das nackte Felseneiland Hydra mit einem Geschlechte flüchtiger Griechen bevölkert, das nach kurzer Zeit der Handelswelt, und in unseren Tagen den politischen Machthabern beurkunden sollte,

„alterthümliche Trefflichkeit sey in den Griechen unserer Zeit wieder erweckbar!“⁸⁴⁾

Auf beiden Inseln werden die Bewohner in drei Classen abgetheilt: in Primaten, Schiffscapitäne und Matrosen. Primaten heissen die reichsten Capitalisten auf der Insel. Ihre Würde war nicht erblich, vielmehr musste diese Würde von Jedem für seine Person errungen werden. Jeder konnte indessen darnach streben, und dieselbe erringen. War ein Schiffscapitän durch gute Handelsspeculationen reich geworden, so pflegte er gewöhnlich ein groses Haus auf der Insel zu erbauen, und sich darin häuslich nieder zu lassen. Uebergab er nun dazu noch einem anderen Schiffscapitän die Leitung seines Schiffes, so war er von nun an Primate. Nach dem Wechsel des Vermögens wechselte auch die Zahl der Primaten. Erst seit dem Befreiungskriege seit welcher Zeit der Handel bedeutend abgenommen hat, blieb das Vermögen in denselben Händen. Daher wurde auch seit dieser Zeit die Zahl der Primaten so ziemlich stationär.

Die zweite Classe nach den Primaten bildeten die Schiffscapitäne. Sie waren, da sie ge-

⁸⁴⁾ Wachsmuth, historische Darstellung aus der Gesch. der neuern Zeit. III. p. 218 u. 219. In so ferne Wachsmuth anzunehmen scheint, als habe damals erst Hydra Bewohner erhalten, hat derselbe Unrecht. S. Villemain, Lascaris. p. 332. Thiersch, II. p. 221. *Συνοπτική ιστορία των τριων ναυτικων μησηων 'Υδρα, Σπεισων και ψαρων etc. Εν μαυπλαια. 1831.*

wöhnlich kein eigenes Vermögen besaßen, sondern sich nur mit dem Gelde der Primaten bewegten, ganz abhängig von ihnen.

Noch in weit größerem Maasse war dieses mit dem übrigen Volke, mit den Matrosen, der Fall. Denn da diese auf dem steinigten Boden ihrer Insel sich nicht mit ihrer Händearbeit ernähren konnten, so mussten sie Alles von der Gunst der Reichen erwarten.

Die Primaten in Hydra und Spezzia waren demnach als die Reichen die wahren Herrn der Insel. Sehr häufig pflegten sie einem oder mehreren ihrer Söhne oder ihren nahen Verwandten die Leitung ihrer Schiffe als Capitäne anzuvertrauen. Die ärmere Verwandtschaft musste sich zum Matrosendienste bequemen. Das Schiff vom Ersten bis zum Letzten pflegte daher aus bloßen Verwandten zu bestehen. Und noch jetzt finden sich solche fahrende Familien, — solche schwimmende Clans, — in Menge. Sie tragen leider nicht wenig bei zu dem fast gänzlichen Mangel an Disciplin auf den Griechischen Schiffen.

§. 15.

Neben den Primaten und dem Volke, von beiden verschieden, stand die Geistlichkeit da. Weder Muhamed II., noch seine Nachfolger hatten weder der Griechischen noch der Römisch-katholischen Kirche ihren Grundbesitz entrissen,

durch die Freigebigkeit späterer Christen ist dieselbe vielmehr noch sehr bedeutend vermehrt, ja sogar zu sehr grosem Reichthum angehäuft worden. Wenigstens der vierte Theil von Grund und Boden des Königreichs Griechenland ist noch heute im Besitze der Kirchen und Klöster.

Durch diesen reichen Grundbesitz, noch mehr aber, als die obersten Vorsteher einer vom Staate gedrückten Kirche, erlangten die Bischöfe bis zum Patriarchen hinauf, sehr bald großes Ansehen im Staate, ja sogar einen sehr bedeutenden Einfluss auf weltliche Dinge selbst. Sie waren die geistlichen Primaten. (§. 29.)

§. 16.

Es gab demnach in Griechenland freie Bauern, in welche Classe auch in Hydra und Spezzia die Matrosen gerechnet werden müssen, ferner eine reiche und mächtige Geistlichkeit, endlich reiche, angesehene und einflussreiche Primaten. Doch eigentliche Stände gab es nicht, denn keine dieser Classen von Unterthanen hatte eigene Rechte. Ohne Standesvorrechte gibt es aber auch keinen abgeschlossenen Stand.

Zwar könnte man die Primaten, wozu auch die Capitäne auf dem Griechischen Festlande und in der Maina zu zählen sind, einen Griechischen Adel nennen. Denn sie hatten nach ihrem Einflusse, so wie nach ihrer Beschäftigung (§. 21.) eine ganz ähnliche Stellung, wie der Germani-

sche Adel in unserem Mittelalter gehabt hat. Auch liegen in ihnen in der That die Elemente zu einem Adel verborgen. Sogar erblich war ja an den meisten Orten der Stand der Primaten, so wie der Stand der Capitäne, z. B. in der Maina. ⁸⁵⁾ Allein mehr als die Elemente sind nicht vorhanden, denn es fehlt auch bei ihnen das Hauptcriterium eines Standes, ein geschlossener Stand mit besonderen Standesvorrechten.

So wenig es demnach überhaupt einen eigentlichen Stand im Umfange des heutigen Königreichs Griechenland gegeben hat, eben so wenig hat es namentlich auch einen Adel gegeben. Nur auf den Jonischen Inseln, die längere Zeit unter Venezianischer Herrschaft gestanden hatten, haben sich Venezianische Grafen und Nobili in Menge erhalten! ⁸⁶⁾ — Sie haben

85) A. Soutzo, hist. de la révol. Grecque, p. 101 not. L'ancienneté des familles est considérée parmi eux comme dans les siècles héroïques. Un jour, Pierre Mavromichalis, vieillard simple et respectable, s'étant emporté contre un homme qui ne devait son élévation qu'à l'insurrection Grecque: „Homme d'hier", lui dit il dans son indignation, „oses-tu bien te mesurer avec „celui dont l'origine est aussi ancienne que les sommets du „Taygète?"

86) Ueber diesen Venezianischen Adel Einiges, nebst vielen unreifen Reflexionen jedoch, in Saint Sauveur, voyage etc. II. p. 74 — 90., III. p. 98. Allein auch in manchen Venezianischen Besitzungen findet man Primaten, mit denselben Rechten, wie in Griechenland selbst, z. B. in Prevesa und Ithaka, nach St. Sauveur, II. p. 264, III. p. 9.

daselbst noch heute gewisse Vorrechte, unter Anderem das Recht, die Mitglieder zur gesetzgebenden Versammlung aus ihrer Mitte zu wählen.⁸⁷⁾ Sie haben daher die active und passive Wahlfähigkeit zur gesetzgebenden Versammlung. Und da diese aus bloßen Nobili besteht, so haben sämtliche Mitglieder dieser Versammlung den Titel sehr Edle, Höchst Adelige, Nobilissimi zu führen.⁸⁸⁾ Diese Nobili bilden demnach noch bis auf die jetzige Stunde auf den Jonischen Inseln einen geschlossenen Stand, eine wahre Corporation.⁸⁹⁾

Frei waren jedoch alle Primaten, Geistlichen und insbesondere auch die Bauern. Sie waren zwar alle Raja's, allein der Zustand eines Raja's involvirte noch keine Unfreiheit. Da jedoch ihre Freiheit keinen andern Schutz hatte, als die Willkühr der Türkischen Grosen, so fehlte es zu keiner Zeit an Beispielen, dass auch Griechen in die Sklaverei abgeführt worden sind! Ueberhaupt war der Despotismus der Osmanen mehr factischer Natur, als in ihren Gesetzen, Sitten oder auch nur in ihrer Religion begründet.⁹⁰⁾

87) Costituzione degli stati Uniti delle Isole Ionie vom 28. December 1817. capit. I. art. 9.

88) Costituzione cit. cap. III. sect. I. art. 2, sect. II. art. 3, 6, 7, 13.

89) Costituzione cit. cap. 9. L'Assemblea legislativa verrà eletta dal corpo dei Nobili Elettori, etc.

90) M. d'Ohsson, tom. I. préf. u. tom. III. an vielen Stellen. Le Baron de Riedesel, voyages. p. 350 ff. Vgl. oben u. §. 5 12.

Zweiter Titel.

Von dem Verwaltungs- und Gerichtswesen.

Erstes Kapitel.

Im Allgemeinen.

§. 17.

Hier ist nicht von der Verwaltung und Rechtspflege der Osmanen die Rede. Wer über die Osmanische Provinzialverwaltung Belehrung sucht, findet darüber Einiges bei M. von Ohsson.⁹¹⁾ Die Griechen aber behielten auch unter der Türkischen Herrschaft in gar mancher Beziehung ihre eigene Verwaltung und ihre eigenen Gerichte. Diese eigene Verwaltung zumal war freier an einem Orte, als an dem anderen, je nachdem die Gemeinde oder die Provinz sich freier von der Türkischen Herrschaft zu erhalten gewusst hatte. (§. 23, 25, 51.)

Diese Freiheiten konnten sie aber um so leichter bewahren, je mehr ihre damaligen Beherrscher es verachteten, Griechische Sitten und Gebräuche kennen zu lernen, es sogar verschmähten, die Sprache der Unterjochten, wiewohl es die herrschende Landessprache war, zu erlernen.

91) M: d'Ohsson, III. p. 380 — 390.

So mangelhaft und unvollkommen nun auch diese Verwaltungs- und Richtweise an und für sich gewesen ist, wie man es heut zu Tage allgemein in Griechenland zugibt und anerkennt, so wurde dennoch dadurch eine gewisse Art von Selbstständigkeit, und in jedem Falle Griechische Nationalität erhalten, ohne welche der spätere Freiheitskampf wenigstens erschwert, wo nicht ganz unmöglich gemacht worden wäre.

Auch hinsichtlich der Verwaltungs- und Richtweise erhielt sich, wie dies früher schon im Allgemeinen bemerkt worden ist, eine grose Verschiedenheit in den drei Hauptbestandtheilen des heutigen Königreichs Griechenland, in dem Peloponnese, auf dem Griechischen Festlande und auf den Inseln.

Bei der folgenden Darstellung müssen demnach diese drei Bestandtheile streng von einander geschieden werden.

Im Allgemeinen muss ich nur noch bemerken, dass diese ganze Darstellung aus officiellen Quellen geschöpft ist, wie dieses überhaupt bei allen in diesem Buche gegebenen Notizen der Fall ist. Zu vergleichen ist übrigens auch die aus Privatnachrichten geschöpfte Darstellung im §. 40 u. 41. Dann was Thiersch von den älteren Gemeinden ⁹²⁾ und Bezirksversamm-

92) II. p. 214 — 223.

lungen ⁹³⁾ erzählt. Zumal aber was der berühmte Jakovaky Rizo Néroulos ⁹⁴⁾ in dieser Beziehung erwähnt.

Zweites Kapitel.

Verwaltungs- und Gerichtswesen im Peloponnes. ⁹⁵⁾

I. Im Allgemeinen.

§. 18.

Morea oder der Peloponnes war unter der Türkischen Herrschaft, wie die übrigen Tür-

93) II. p. 228 ff.

94) Histoire de la Grèce. p. 72 — 76.

95) Recht interessante statistische Notizen über Morea zur Zeit der Venezianischen Herrschaft vom Ende des 17ten Jahrhunderts finden sich abgedruckt im Courier de la Grèce vom 15ten Juni 1830, Nr. 16, pag. 3. Danach war Morea, so weit es den Venezianern gehorchte, in 4 Provinzen, jede Provinz wieder in Territorien und diese in Städte und Dörfer eingetheilt. — Die Provinz Romania enthielt 5 Territorien. Nämlich Napoli mit 39 bewohnten und 6 zerstörten Dörfern, 11 Klöstern, 2401 Familien, 9685 Seelen und 1,380,016 Strema Land. Das Territorium Argos 30 bewohnte und 6 unbewohnte Dörfer, 1423 Familien, 6129 Seelen und 628,168 Strema Land. Korinth 113 bewohnte und 46 zerstörte Dörfer, 19 Klöster, 3219 Familien, 14,114 Seelen und 2,911,552 Strema Land. Tripolizza 62 bewohnte und 16 zerstörte Dörfer, 7 Klöster, 1598 Familien, 6979 Seelen und 661,008 Strema Land. Sanct Peter von Zacogna 11 bewohnte und 6 zerstörte Dörfer, 4 Klöster, 916 Familien, 3922 Seelen und 341,872 Strema Land. — Die Provinz Achaja bestand aus 4 Territorien. Nämlich Patras mit 99 bewohnten und 12 zerstörten Dörfern, 12 Klöstern, 7 Bisthümern, 3024 Familien, 11,918 Seelen und 1,222,544 Strema Land. Vostizza 31 bewohnte und 8 zerstörte Dörfer, 5 Klöster, 972 Familien, 4165 Seelen und 546,912 Strema Land. Kalavrita 118 bewohnte und 36 zerstörte Dörfer, 10 Klöster, 3370 Familien, 16,561 Seelen und 2,211,760 Strema Land. Ga-

kischen Provinzen, ⁹⁶⁾ eingetheilt in Provinzen, Städte, Burgen und Dörfer. Ihre Namen findet man bei Pouqueville. ⁹⁷⁾

stugni 171 bewohnte und 44 zerstörte Dörfer, 16 Klöster, 4079 Familien, 16,847 Seelen und 2,785,184 Strema Land. — Die Provinz Messenien bestand aus 9 Territorien. Nämlich Navarin mit 25 bewohnten und 4 zerstörten Dörfern, 512 Familien, 2068 Seelen und 683,456 Strema Land. Modon 51 bewohnte und 3 zerstörte Dörfer, 2 Klöster, 664 Familien, 2679 Seelen und 331,312 Strema. Koron 62 bewohnte und 6 zerstörte Dörfer, 1127 Familien, 4295 Seelen und 1,035,792 Strema. Andrussa 66 bewohnte und 10 unbewohnte Dörfer, 3 Klöster, 1600 Familien, 6642 Seelen und 1,314,592 Strema. Kalamata 24 bewohnte und 2 zerstörte Dörfer, 5 Klöster, 1228 Familien, 4801 Seelen und 307,072 Strema. Leondari 60 bewohnte und 14 zerstörte Dörfer, 2 Klöster, 1257 Familien, 4891 Seelen und 797,308 Strema. Karitana 124 bewohnte und 15 zerstörte Dörfer, 5 Klöster, 3080 Familien, 12,207 Seelen und 2,125,584 Strema. Fanari 64 bewohnte und 6 zerstörte Dörfer, 1458 Familien, 6268 Seelen und 1,142,672 Strema. Arkadia 88 bewohnte und 12 zerstörte Dörfer, 6 Klöster, 2562 Familien, 10,222 Seelen und 1,432,336 Strema. — Die Provinz Lakonien bestand aus 5 Territorien. Nämlich Malvasia mit 17 bewohnten und 13 zerstörten Dörfern, 3 Klöstern, 2067 Familien, 9003 Seelen und 1,296,256 Strema. Mistra, 158 bewohnte und 20 zerstörte Dörfer, 20 Klöster, 5928 Familien, 22,069 Seelen und 1,254,560 Strema. Bardugna 16 bewohnte und 3 zerstörte Dörfer, 440 Familien, 1726 Seelen und 325,344 Strema. Chielefa Passava 38 bewohnte und 8 zerstörte Dörfer, 2 Klöster, 1760 Familien, 7130 Seelen und 355,160 Strema. Zarnata 31 bewohnte und 6 unbewohnte Dörfer, 8 Klöster, 1522 Familien, 6332 Seelen und 457,984 Strema. — Diese 4 Provinzen bestanden also im Ganzen aus 23 Territorien, aus 1498 bewohnten und 302 zerstörten Städten und Dörfern, aus 135 Klöstern, 46,207 Familien, 190,655 Seelen und 25,959,736 Strema Land. Vergl. damit die statistischen Notizen vom Jahr 1831 und 1832 bei Thiersch, I. p. 265 ff.

96) Die Türkischen Namen sind Cazas und Nahigés. S. M. d'Ohsson, II. p. 280, III. p. 382.

97) Pouqueville, voyage. III. p. 491 — 494.

An der Spitze von ganz Morea stand ein Pascha, welcher seine Residenz zuweilen in Nauplia, im 17ten Jahrhundert in Patras, ⁹⁸⁾ in den letzten Zeiten aber in Tripolizza hatte.

An der Spitze einer jeden Provinz stand sowohl vor der Venezianischen Herrschaft, ⁹⁹⁾ als nachher, ein Türkischer Woiwode und Kadi.

Der Woiwode war der eigentliche Regent (Gouverneur) der Provinz. Er hatte zu gleicher Zeit die Einnahme der Steuern und anderen fiskalischen Einkünfte zu besorgen, und für den Vollzug der von dem Kadi gesprochenen Urtheile Sorge zu tragen. ¹⁾ Er wurde von dem Pascha ernannt, und war gewöhnlich der Pächter der Einkünfte des Paschas. ²⁾ Daher waren seine Revenüen sehr bedeutend, denn er nahm die Steuern auf eigene Rechnung ein, die er durch Erpressungen jeder Art so ergiebig als möglich zu machen pflegte. ³⁾

Der Kadi war der Türkisch geistliche Richter. Er hatte seinen Sitz im Hauptorte der Provinz. Von seiner Competenz waren alle Civil-

98) de la Guilletière, Lacedemone. p. 74.

99) Jacob Spon et George Wheler, voyage d'Italie, de Dalmatie, de Grèce et du Levant, fait aux années 1675 et 1676. Amsterdam 1679. II. p. 15, 227, 228 u. 232.

1) Spon, l. c. II. p. 16.

2) M. d'Ohsson, III. p. 381 u. 382. Leake, Morea, I. p. 342.

3) Spon, l. c. II. p. 180.

und Handelssachen, wenn sich die Partheien an ihn wendeten. Er hatte ferner die Strafgerichtsbarkeit und Polizei. Criminalsachen sollte derselbe jedoch nur dann aburtheilen, wenn er dazu vom Pascha den ausdrücklichen Befehl erhalten hatte. Die Criminalprozesse wurden übrigens auf die später (§. 21.) anzugebende Weise instruit.

Unter dem Woiwoden stand in jeder Provinz noch ein Bouloukbaschi, welcher der Chef der bewaffneten Polizeiwache, was wir heut zu Tage die Gendarmerie nennen würden, gewesen ist.

Auch jede Stadt, jede Burg, so wie jedes einzelne Dorf hatte, wie bei unsern Bauerschaften oder Dorfschaften, denen die Neugriechischen Gemeinden überhaupt nicht ganz unähnlich waren, seinen eigenen Vorstand. Diese Ortsvorstände führten häufig den Titel Demogeronten oder Archonten. An anderen Orten aber hießen sie Geronten ⁴⁾ oder auch Proestos (προεστός). Sie waren die Einnehmer der Localinkünfte, die Verwalter des Gemeindevermögens, so wie des Gemeindewesens überhaupt. Bei Civilstreitigkeiten hatten sie als Schiedsrichter zu entscheiden. Auch stand die Orts- und Feldpolizei unter ihnen. Die eigentliche Strafgerichtsbarkeit stand jedoch, wie

4) Pouqueville, voyage. IV. p. 176.

bemerkt, im Peloponese wie in den übrigen Theilen von Griechenland, dem Türkischen Kadi oder Mula zu. ⁵⁾ Diese Ortsvorsteher können demnach sehr wohl mit unseren Bürgermeistern und den französischen Maires verglichen werden. Ihre Ernennung geschah nach Mehrheit der Stimmen durch das Volk selbst. Vor ihrem Eintritt in das Amt bedurften sie jedoch der Bestätigung der Türkischen Behörden.

II. Provinzialversammlungen und Provinzialrath.

§. 19.

Die Repräsentanten des Griechischen Volkes waren die erwähnten Vorsteher der Städte, Burgen und Dörfer einer jeden Provinz.

Sie wurden jedes Jahr von dem Woiwoden zusammen berufen, konnten jedoch auch noch öfter berufen werden, wenn der Woiwode oder Pascha ihres Rathes bedurfte. ⁶⁾ Der Versamm-

5) De la Guilletière, Lacedemone ancienne et nouvelle p. 375. Ders., Athenes ancienne et nouvelle p. 157. Le Cadi y fait tout à la fois la fonction de lieutenant criminel et de juge de police. p. 158. La jurisdiction des vecchiados ne s'étend que sur les affaires civiles des chrétiens — ils agissent plutôt en mediateurs qu'en juges etc.

6) Leake, travels in the Morea, London 1830, II. p. 283 erwähnt einer Berufung aller Woiwoden und Codjabaschi's durch den Pascha zur Berathung über die beste Art, die Räuber zu verfolgen. Und tom. I., p. 327 einer Versammlung aller Codjabaschi's in Tripolizza, um sich mit dem Pascha über eine Expedition in die Maina zu berathen.

lungsort war jedes Mal der Sitz des Kadi, also nach dem Obigen der Hauptort der Provinz. Der Woiwode hatte Zutritt zu der Versammlung, und musste sogar zugegen seyn, allein das Präsidium gebührte von Rechtswegen dem Kadi.

In diesen jährlichen Provinzialversammlungen wurde zur Wahl von zwei Primaten und eines Schatzmeisters geschritten. Der eine Primate war ein Grieche und wurde insgemein der Primate ohne allen Beisatz oder auch C o d j a b a s c h i genannt, der Andere war ein Türke und führte den Namen A y a n. Diese Wahlen wurden unter dem Vorsitz des Kadi, in Gegenwart des Woiwoden und sämtlicher Ayane der Provinz von den Ortsvorständen vorgenommen, und zwar nach Mehrheit der Stimmen.

Nach beendigter Wahl hatte der Kadi an die anwesende Versammlung nochmals die Frage zu stellen, ob sie bei der stattgehabten Wahl beharre, und nach erhaltener bestätigender Antwort deren Resultat den erwählten Individuen schriftlich bekannt zu machen.

Die Amtsgewalt der erwählten Primaten, Ayane und Schatzmeister dauerte nur ein Jahr. Vor dem Antritt ihres Amtes mussten sie dem Türkischen Richter versprechen, das Interesse des Griechischen Volkes bei jeder Gelegenheit zu vertreten und zu beschützen.

§. 20.

Der Primat und der Schatzmeister mussten sich stets in der Nähe des Woiwoden aufhalten, denn sie bildeten den Provinzialrath, in welchem die Execution der Befehle des Pascha's sowohl, wie sämtliche Angelegenheiten der Provinz überhaupt berathen zu werden pflegten.

Namentlich durften ohne die Zustimmung dieses Provinzialrathes keine Steuern, weder für die Bedürfnisse des ganzen Landes, noch auch nur für die Localbedürfnisse ausgeschrieben werden. Verschieden von diesem Provinzialrathe waren die Provinzialversammlungen, bestehend aus den erwähnten Ortsvorständen sämtlicher Städte, Burgen und Dörfer. Auch ihre Zustimmung war nothwendig zur Gültigkeit der Steuern. Diese Provinzialversammlung hatte ferner die Vertheilung der bewilligten Steuern unter die einzelnen Gemeinden und Familien, nach dem Maasstabe der Mittel einer jeden derselben. In manchen Gemeinden, wie z. B. in Karytäna, pflegten die Vornehmsten im Namen der Gemeinde zur Entrichtung der Steuern Geld zu borgen, wofür sodann die ganze Gemeinde, und nicht sie persönlich, zu haften hatten. Zuweilen wurden auch in diesen Provinzialversammlungen Civilstreitigkeiten abgeurtheilt. 7)

7) Pouqueville, voyage. IV. p. 265.

Am Ende des Jahres musste der Schatzmeister der Provinz diesem Provinzialrathe sämtliche Rechnungen des abgelaufenen Jahres vorlegen. Zu ihrer Prüfung ernannte der Provinzialrath zuerst eine Commission, und berief sodann die Provinzialversammlung. Ward bei den nach einander vorzunehmenden Prüfungen irgend ein Missbrauch von Seiten des Schatzmeisters entdeckt, so machte die Provinzialversammlung ihren Bericht an den Kadi, und dieser weiter an den Pascha, welcher sodann den schuldig Befundenen zu strafen hatte.

Auch der oben erwähnte Bouloukbaschi war, wiewohl unter dem Woiwoden stehend, abhängig von dem Provinzialrathe, indem dieser das Recht hatte, ihn nach Willkühr seines Dienstes zu entsetzen. Die nothwendige Folge dieser grossen Gewalt war, dass der Chef der bewaffneten Macht der Provinz, um sich in seiner Stelle zu erhalten, die Mitglieder dieses Rathes auf jegliche Weise schonen und blind ihren Befehlen Folge leisten musste.

Dennoch waren auch die Mitglieder dieses Provinzialrathes nicht ganz unabhängig. Auch sie hatten am Ende ihres Verwaltungsjahres ihren Vollmachtgebern, den zur Provinzialversammlung vereinigten Ortsvorständen, Rechenschaft abzulegen. Waren diese mit ihrer Verwaltung unzufrieden, so ward, wie bei den

Schatzmeistern, an den Pascha berichtet und diesem die Bestrafung der Schuldigen überlassen. War die Provinzialversammlung dagegen mit ihrem Betragen zufrieden, so erstatteten sie auch darüber Bericht an den Pascha, welchem es in diesem Falle überlassen blieb, dieselben auch wieder für das folgende Jahr in ihrer Stelle zu bestätigen.

III. Besondere Rechte und Verbindlichkeiten des Primaten.

§. 21.

Der Primate war der natürliche Vertheidiger und Vertreter eines jeden verfolgten und unterdrückten Griechen. Dies galt bei Civilsachen wie in Strafsachen. Wollte ein Grieche einen Contract abschliessen, so ward ein Primate beigezogen, und von ihm die Urkunde mit unterschrieben. Derselbe wurde beim Vormundschafswesen beigezogen, und ihm dabei ein nicht unbedeutender Einfluss eingeräumt. Insbesondere sollte der Primate dem Griechen seinen Schutz angedeihen lassen, wenn dieser vor dem Kadi einen Civilprozess mit einem Türken hatte. Noch mehr war dieses aber bei Strafprozessen der Fall, denn der Kadi sollte kein Strafverfahren gegen einen Griechen ausser der Gegenwart eines Primaten einleiten und verhandeln. Bei wichtigen Strafprozessen mussten ausser dem Primaten auch noch der Ayan und der Woiwode

beigezogen werden, und Jeder von ihnen sollte der Protector des Beschuldigten seyn. Doch den Haupteinfluss übte auch hiebei der Primate, indem er sogar noch das Recht hatte, von dem gesprochenen Urtheile an den Pascha zu appelliren.

Nicht minder bedeutend war der Einfluss des Primaten auf die Provinzialverwaltung. Denn er war unter Anderem berechtigt, sich dem Vollzuge eines jeden Befehles des Woiwoden in allen den Fällen zu widersetzen, wenn er sie für zu drückend oder zu lästig für das Griechische Volk erachtete.

Entstand eine Meinungsverschiedenheit oder ein sonstiger Zwiespalt zwischen dem Woiwoden und dem Primaten, so hatte der Primate das Recht, die Ortsvorstände sämmtlicher Städte, Burgen und Dörfer zu einer Provinzialversammlung zu berufen, und dieser den streitigen Punct zur Entscheidung vorzulegen. Konnte dieselbe indessen nicht zum Ziele gelangen, so hatte sie mittelst des Organes des Kadi an den Pascha, als an den höchsten Verwaltungsbeamten, Bericht zu erstatten.

Derselbe Weg wurde bei allen schwierigen Vorkommnissen eingeschlagen.

Bei Klagen gegen Bedrückungen des Woiwoden war der Primate sogar berechtigt, gemeinschaftlich mit dem Kadi den Woiwoden

von seinem Amte zu suspendiren. In diesem Falle mussten sie jedoch auf der Stelle an den Pascha berichten, und diesem die Sache zur Entscheidung unterstellen.

Auf die geringsten Beschwerden der Primaten pflegten die Woiwoden entfernt zu werden, so dass demnach die Primaten die wahren Regenten des Landes gewesen sind. ⁸⁾

IV. Verwaltung des Pascha's.

§. 22.

Der oberste Justiz- und Verwaltungsbeamte im Paschalik war der Pascha selbst.⁹⁾ Ihm zur Seite stand, da er als Türke der Griechischen Sprache unkundig war, ein Griechischer Dolmetscher, welcher, indem alle Geschäfte durch seine Hände an den Pascha gelangten, und durch ihn alle Geschäfte besorgt worden sind, der wahre Verwalter des Paschaliks gewesen ist. Dieser Dolmetscher wurde auf den Vorschlag des Pfordolmetschers in Constantinopel von der Türkischen Regierung ernannt. Und auch in ihm wieder fand jeder Grieche einen mächtigen Beschützer und Vertreter.

Ausser diesem Interpreten stand dem Pascha auch noch ein Rath zur Seite, welcher das Grie-

8) Leake, Morea. I. p. 342.

9) Morea hatte einen Pascha von drei Rossschweifen oder einen Vezir. Leake, Morea. I. p. 45.

chische Volk im ganzen Paschalik repräsentirte. Derselbe bestand aus den Griechischen Primaten und Türkischen Ayanen, deren jede Provinz zwei zu wählen und an die Residenz des Pascha's zu senden hatte. ¹⁰⁾ Dem versammelten Rathe pflegten alle die, das Griechische Volk interessirenden, Angelegenheiten des Paschaliks zur Berathung vorgelegt, und namentlich auch die Vertheilung der Auflagen, welche der Pascha zu erheben gedachte, überlassen zu werden.

V. Besondere Verwaltung der Maina.

§. 23.

Die Mainoten, welche als grosentheils ¹¹⁾ ächte Descendenten der alten Spartaner schon im Mittelalter ihre Freiheit zu bewahren gewusst haben, ¹²⁾ unterwarfen sich auch in späteren Zeiten nicht vollständig weder der Türkischen, noch der Venezianischen Herrschaft. ¹³⁾

Nur *Mistra* (Sparta) mit seinen Umgebungen hatte sich schon längst vor der Veneziani-

10) Die *Ayane*, d. i. Notablen, wurden auch *isch-erleris*, d. i. Agenten genannt. S. M. d'Ohsson, III. p. 384.

11) Auch de la Guilletière, *Athenes ancienne et nouvelle* p. 33 nimmt schon an, dass im 15ten Jahrhundert Albanesen in der Maina eingewandert seyen. Dass indessen die Bewohner theils Albanesen, grosentheils aber Griechen sind, beweist zumal die Sprache, die daselbst gesprochen wird. Vergl. Pouqueville, *voyage*. IV. p. 176 — 178.

12) Zinkeisen, *Geschichte Griechenlands*. I. p. 769 — 777.

13) Ranke, *historisch-politische Zeitschrift*. II. p. 473 — 477. Coronelli, *mémoires de la Morée* p. 99.

schen Herrschaft in Morea den Osmanen unterworfen. Mistra mit Koron und Maluezia bildeten zusammen eine eigene vom Pascha von Morea unabhängige Provinz. An ihrer Spitze stand ein Türkischer Bey, ein Aga, ein Woiwode und ein Türkischer Mula, nämlich eine höhere Art von Kadi. In den einzelnen Griechischen Dörfern fanden sich aber jedes Jahr vom Volk gewählte Geronten, oder Vecchiadoi oder Vecchiardoi, welche die Steuern zu erheben, und als Schiedsrichter die Civilstreitigkeiten zu schlichten hatten.¹⁴⁾ Und bis in die letzten Zeiten ist in Mistra ein Türkischer Woiwode geblieben.¹⁵⁾

Die eigentliche Maina hat sich jedoch nie ganz unterworfen. Daher behielt dieses interessante Land zu allen Zeiten, bis auf unsere Tage, seine eigene und ganz eigenthümliche Verwaltung.

Vor dem Jahre 1770 bestand die ganze Abhängigkeit der Mainoten von der Türkischen Regierung darin, dass dieselben einen jährlichen Tribut von 4000 Piastern bezahlen sollten. Abgesehen nun davon, dass sie diesen Tribut sehr wahrscheinlich, in der That auch nicht ein ein-

14) De la Guilletière, Lacedemone ancienne et nouvelle. Paris 1676. p. 373 — 377.

15) R. Walpole, travels p. 88 u. 89.

ziges Mal, entrichtet haben, ¹⁶⁾ so waren sie in jedem Falle im Uebrigen völlig unabhängig, und hatten im buchstäblichen Sinne des Wortes ihre eigene Verwaltung.

Jede Stadt, jede Burg, so wie jedes Dorf hatte nämlich seinen eigenen durch das Volk gewählten Vorstand, welcher den Namen Capitän führte. ¹⁷⁾ In mehreren Theilen der Maina waren mehrere Dörfer unter einem Capitän, gewissermassen in eine Gemeinde, in eine Kapitaneei (*Καπιτανία*) vereinigt. (§. 61 Note.) Diese Capitäne hatten die ganze Civil- und Militärgewalt, insbesondere auch die Steuern zu erheben. ¹⁸⁾

Ueber diesen Stadt- und Dorfcapitänen standen wieder in manchen Theilen der Maina die Bezirkscapitäne. Die Maina soll nämlich nach Saint Sauveur in vier Bezirke oder Capitaneien eingetheilt gewesen seyn. Die Capitanei Zernata mit 14 Dörfern, Zigos mit 10 Dörfern, Kakovoulia, wo es nach Saint Sauveur keine Dörfer, sondern nur isolirte Wohnungen, nach dem Mainotischen Dichter aber auch Dörfer gibt, ¹⁹⁾ endlich die Capitanei Skoutari. ²⁰⁾

16) Leake, travels in the Morea. London 1830. I. p. 316.

17) Saint Sauveur, voyage. III. p. 368. Vgl. unter §. 61.

18) Saint Sauveur, III. p. 368. Vgl. auch §. 61 Note.

19) Saint Sauveur, III. p. 368. und unten §. 61.

20) Saint Sauveur, III. p. 367 u. 368.

Nach Leake soll es sieben solcher gröseren Capitäne gegeben haben, G. Kapitanákis, P. Trupákis, K. Kristéa, K. Nikorákis, G. Kyvelákis, A. Venitzanákis, und D. Gligorákis.²¹⁾ Nach Pouqueville sollen aber noch viel mehr solcher Capitaneien bestanden haben.²²⁾ Das Richtige an der Sache scheint aber dieses zu seyn, dass nicht die ganze Maina in solche Bezirke, oder grössere Capitaneien eingetheilt gewesen ist, dass vielmehr manche Stadt- und Dorfcapitäne direct unter dem Bey gestanden haben, andere sogar ganz frei und unabhängig — sogar von dem Bey, gewesen sind.

Jede dieser gröseren oder kleineren Capitaneien bildete übrigens ein geschlossenes Ganze, und zwar in aller und jeder Beziehung das vollkommene Bild eines Schottischen Clans.²³⁾

Die aus der ganzen Maina versammelten Capitäne bildeten den Landrath der Maina, welcher sämtliche Angelegenheiten des Landes zu berathen und zu entscheiden hatte. An der Spitze dieses Landrathes stand ein Capitän, welcher nach Stimmenmehrheit von den versammelten Capitänen gewählt zu werden, und den

21) Leake, Morea, I. p. 315 u. 316.

22) Pouqueville, voyage. III. p. 492.

23) Moritt, account of a journey through the district of Maina bei R. Walpole, memoirs relating to European and Asiatic Turkey, p. 39 und 40.

Titel Chef der Capitäne oder der oberste Capitän zu führen pflegte. — Der Grosvezier Mustapha Köprili war der Erste, der, um die Mainoten gegen die Venezianer für sich zu gewinnen, ihnen im Jahre 1690 einen Mainoten, Liberius Geratschari, als Bey der Maina vorsetzte. ²⁴⁾

Nach dem unglücklichen, durch die Kaiserin Katharina II. gegen die Türken erregten Aufstände der Griechen in den Jahren 1769 und 1770, wurde Manches in der Verwaltung geändert. Der jährlich an den Türkischen Schatz zu bezahlende Tribut ward auf 15,000 Piaster gesteigert. Der vorhin erwähnte oberste Capitän sollte vom Sultan auf Lebenszeit unter den Eingebornen ernannt werden, und den Titel Bey (Fürst) führen. ²⁵⁾ Diese Ernennung von Seiten der Pforte war jedoch nichts anderes, als eine bloße Bestätigung, denn nach wie vor erwählten die Mainoten ihren obersten Chef, und unterwarfen sich keinem anderen, als einem

24) Cantemir, histoire de l'empire ottoman, II. §. 24. — Le nommé prince de Maina ou des Mainottes à l'exemple des despotes de Valaquie et de Moldavie quoique revêtu d'une moindre autorité. Vgl. v. Hammer, Gesch. des Osman. Reichs. VI. p. 552.

25) Ueber die verschiedenen Bey's. S. Leake, Morea. I. p. 316 — 318.

von ihnen freiwillig anerkannten Oberhaupten.
(§. 57 und 61.) ²⁶⁾

Der neue Fürst fügte gewöhnlich seinem Taufnamen den neu erworbenen Titel hinzu. Daher die Namen der Tzanétobey's, der Petrobey's u. a. m. Seines Amtes war es, die für die Landesbedürfnisse nothwendigen Steuern zu erheben, davon regelmässig jedes Jahr die 15,000 Piaster an den Kapudan Pascha nach Constantinopel einzusenden, für Ruhe und Ordnung im Lande zu sorgen, und daher der oberste Anführer der bewaffneten Gewalt zu seyn. (Vgl. §. 56 und 61.)

Der letzte Fürst der Maina wurde bekanntlich aus der berühmten Familie der Mavromichalis genommen. Noch lebt Derselbe, der auch im Befreiungskampfe oft genannte Petrobey. Er brachte 56 ganz nahe Verwandte dem Vaterlande zum Opfer, und dennoch steht der würdige Greis noch bis auf die jetzige Stunde rüstig und ungebeugt da. Er ist gegenwärtig Staatsrath Seiner Majestät des Königs Otto, bezieht eine bedeutende Pension, und gilt als eine der Hauptstützen des jungen Thrones.

Was nun schliesslich noch die Justizpflege in der Maina betrifft, so wurde von Seiten des

26) Noch in einer Urkunde vom Jahr 1828 heist es: „Uebrigens bekennen Wir, dass Wir als Unser Haupt zuerst das Haus des Bey anerkennen.“ S. §. 219.

Staates dafür gar nichts gethan. Sie war und blieb reine Privatsache, bloße Familienangelegenheit. Hatte nämlich Einer Etwas gegen den Andern, und wollte er nicht lieber zu den Waffen greifen, so wurde der Familienrath der streitenden Theile versammelt, um die Partheien zu versöhnen oder zu richten.

Dies geschah nicht allein in Civil-, sondern sogar in Strafsachen. ²⁷⁾ Noch zur Zeit, als ich in Griechenland waltete, im Jahre 1834, wurde von einem solchen Familienrathe ein Todesurtheil gesprochen, und unmittelbar nach dem Spruch auch wirklich vollzogen!

VI. Vertretung Morea's in Constantinopel.

§. 24.

Der Peloponnes pflegte zwei bis drei Primaten nach Constantinopel zu senden, um daselbst in der Eigenschaft als Bevollmächtigte ihrer Provinz zu residiren. Diese Primaten übten durch ihre Verbindungen mit einflussreichen Personen, sehr großen Einfluss auf die Verwaltung ihrer Heimath. Ihr Aufenthalt in der Hauptstadt des Reiches setzte der Habsucht und den Erpressungen der Pascha's Gränzen, deren mehrere auf die Vorstellungen dieser bevollmächtigten Vertreter der Morea sogar ihres Amtes entsetzt worden sind.

27) Die Mainoten gestatteten nämlich keinem Türkischen Beamten, also insbesondere auch keinem Kadi den Zutritt. Und der Kadi war es ja, der in den übrigen Provinzen die Strafgewalt auszuüben hatte.

Drittes Kapitel.

Verwaltungs- und Gerichtswesen auf den Griechischen Inseln. ²⁸⁾

§. 25.

Auch die Inseln des Griechischen Archipelagus befanden sich in einer ähnlichen Lage, wie die Maina. Ihre Bewohner haben sich nie ganz der Türkischen Herrschaft unterworfen, sie erhielten grose Freiheiten, ²⁹⁾ sie waren bloß tributpflichtig, ³⁰⁾ und liesen die Türken nie festen Fuss auf ihren Inseln fassen.

28) Es versteht sich von selbst, dass auf den Inseln, welche unter Venezianischer Herrschaft geblieben sind, auch Venezianische Einrichtungen sich erhalten haben. So findet sich z. B. in Tinos während dieser Zeit ein Venezianischer Statthalter (Proveditore). S. Tournefort, Beschreibung einer Reise nach der Levante. Aus dem Französischen übersetzt. Nürnberg 1777. II. p. 68 ff. Späterhin kam auch Tinos unter Osmanische Herrschaft, und hatte dann seinen eigenen Aga. S. Riedesel, voyages etc. p. 248. — Desgleichen bestanden auf den Jonischen Inseln Venezianische Einrichtungen, Generalproveditoren in Corfou, Proveditoren in Kephalaria, Zante, Cerigo u. s. w. Vergl. Saint Sauveur, voyage. II. p. 56 ff., III. p. 97, 249, 365. — Im folgenden §. ist aber von den Inseln die Rede, welche unter der Herrschaft der Osmanen gestanden haben.

29) Von den Privilegien der Einwohner von Chios S. Choiseul Gouffier, I. p. 88 ff.

30) Der von ihnen an den Kapudan Pascha zu leistende Tribut war zwar auch ein Charatsch. Allein er war für die Insulaner ein für alle Mal bestimmt, also weniger drückend. Er pflegte dazu noch von den Griechen selbst erhoben, und dem Kapudan Pascha eingehändigt zu werden. S. Choiseul Gouffier, I. p. 15.

Ein nicht unbedeutendes Privilegium war es schon, dass diese Inseln keinen Pascha über sich hatten, sondern unmittelbar unter dem entfernten Türkischen Grosadmiral, dem Kapudan Pascha, standen. Eine Ausnahme hievon machten nur die Inseln Tinos und Andros, denn beide Inseln gehörten der jedesmaligen Favorit-Sultanin, welcher dieselben als Apanage zugewiesen worden waren. Die Sultanin pflegte auf eine jede dieser Inseln einen Türkischen Aga zu senden, um durch ihn die Functionen eines Woiwoden ausüben zu lassen. Auch dergleichen Aga's pflegten jedes Jahr in Constantinopel die Einkünfte der Insel pachtweise an sich zu bringen.³¹⁾

Alle übrigen Inseln gehörten, wie bemerkt, zur Statthalterschaft des Kapudan Pascha's, und auf ihnen bestanden folgende Einrichtungen.

Am Anfange eines jeden Jahres versammelten sich, an einem dazu festgesetzten Orte, sämtliche Primaten einer jeden Insel, um zur Wahl ihrer Vorsteher zu schreiten. Man nannte sie hie und da Proestoi (§. 111.), insgemein aber Archonten, in Aegina und Milos Epitropi oder die Alten,³²⁾ und in Tinos Geron-

31) Vom Aga von Chios bemerkt dieses Choiseul Gouffier, I. p. 88 u. 89. Auch in Samos wurden die Functionen eines Woiwoden durch einen Aga ausgeübt. S. Tournefort, II. p. 149.

32) Ἐπίτροποι, d. i. Mandatare, Intendanten, Vorsteher,

ten oder die Alten (*οἱ γέροντες*).³³⁾ Die Anzahl dieser Gemeindevorsteher war verschieden an den verschiedenen Orten. In Samos z. B. wurde in manchen Dörfern einer, in anderen aber zwei erwählt. In Kora, Vati und Karlovassi daselbst zwei Geistliche, denen jedoch vier Bürger an die Seite gestellt zu werden pflegten.³⁴⁾ In den meisten Gemeinden jedoch, zumal in den Dörfern, zwei, z. B. in Chios, Nikaria, Patmos etc.³⁵⁾ Auf vielen Inseln drei Gemeindevorsteher, z. B. auf Skyros, Milos u. s. w.³⁶⁾ In der Stadt Chios sogar vier.³⁷⁾ Die abgehenden Ortsvorsteher vom vorigen Jahre hießen hie und da die Alten (*Vecchiardoi*), und auch ihnen ward auf manchen Inseln noch ein Antheil an der Verwaltung eingeräumt, z. B. in Milos. Auf den Dörfern in Chios pflegten 4 solcher Alten beigezogen zu werden, und in der Stadt Chios acht.³⁸⁾

Bei den Wahlen dieser Gemeindevorsteher wurde nach Mehrheit der Stimmen entschie-

oder *Vecchiardoi*. S. Sponet Wheler, II. p. 206. Tournefort, I. p. 228.

33) Choiseul Gouffier, I. p. 46.

34) Tournefort, II. p. 149.

35) Tournefort, II. p. 104, 140, 203.

36) Tournefort, II. p. 223 u. 228.

37) Tournefort, II. p. 104.

38) Tournefort, I. 226, II. p. 104.

den. Die Wahl selbst galt aber immer nur für ein Jahr.

Die erste Sorge, nachdem die neuen Archonten ihr Amt angetreten hatten, bestand darin, dass sie von ihren Vorgängern im Amte Rechnungsablage über die im vorhergehenden Jahre gemachten Ausgaben beehrten, dass sie zu gleicher Zeit eine Uebersicht über die nothwendigen Ausgaben des nächstfolgenden Jahres herstellten, und sodann Commissäre nach Constantinopel sendeten, um daselbst den verlangten Tribut auszahlen zu lassen. Erst nach der Rückkehr dieser bevollmächtigten Commissäre, da man nun erst den wahren Betrag der Bedürfnisse kennen konnte, wurden die Einnahmen und Ausgaben fürs nächste Jahr, eine Art Budget, definitiv festgesetzt. Die gewöhnlichen Ausgaben wurden aus den Gemeindekassen bestritten. Die Gemeindecinnahmen bestanden in Zehnten und in Zöllen, welche jede Gemeinde auf eigene Rechnung zu erheben pflegte. Da jedoch die gewöhnlichen Einnahmen für die insgesamt sehr bedeutenden Ausgaben in Constantinopel nicht hinreichten, so wurden zur Deckung des Deficits in den Ausgaben für das laufende Jahr ausserordentliche Steuern ausgeschrieben. Die Vertheilung dieser Steuern geschah durch die Archonten nach Verhältniss des Vermögens einer jeden steuerpflichtigen Familie.

Auser dem erwähnten, dem Türkischen Schatze oder vielmehr dem Kapudan Pascha zu leistenden, hergebrachten Tribute mussten die Inseln zur Kriegszeit dem Kapudan Pascha auch noch Matrosen und Transportschiffe, so viele er begehrte, liefern.

Die Archonten waren, auch auf den Inseln, die einen Kadi hatten, die Richter in Civilsachen (§. 41). Sie waren indessen blose Schiedsrichter, und man konnte von ihren Sprüchen an den Interpreten der Inseln appelliren, der auch auf ihnen dieselbe wichtige Rolle spielte, wie der Dollmetscher des Pascha's im Peloponnes. Ueberhaupt waren die Insulaner verbunden, allen und jeden Anordnungen ihrer Archonten Folge zu leisten.

Ueber diesen Gemeindebeamten stand auf den meisten Inseln ein Woiwode als oberster Administrativbeamter. In früheren Zeiten pflegte jede Insel, oder wenigstens mehrere Inseln zusammen, einen Türkischen Woiwoden und einen Kadi zu haben. Allein schon im 17ten Jahrhundert haben manche Inseln, z. B. Aegina, Poros und Koulouri, beim Kapudan Pascha diese, wegen der stattgehabten Erpressungen, so lästigen Aemter losgekauft.³⁹⁾ In späteren Zeiten pflegten nur diejenigen Inseln noch, welche es aus-

39) Spon et Wheler, II. p. 201.

drücklich begehrten, vom Kapudan Pascha einen Woiwoden zu erhalten, und zwar insgemein einen von den Insulanern selbst vorgeschlagenen Griechen. Ein Kadi kommt aber auch in späteren Zeiten noch vor, z. B. in Milos, Santorin, Chios, Samos, Lesbos, Patmos u. s. w.⁴⁰⁾ Er war hie und da, z. B. in Paros, ein Grieche.⁴¹⁾ Der Kadi sollte jedoch nie ohne die Gemeindevorsteher zu Gericht sitzen, welche zu gleicher Zeit eine Aufsicht über ihn führten, z. B. in Milos.⁴²⁾ Der Woiwode erhielt gewöhnlich von Seiten der Pforte eine schriftliche Instruction,⁴³⁾ deren ganzer Inhalt jedoch insgemein nur in dem Auftrage bestand, die unter den Griechen entstandenen Streitigkeiten gemeinschaftlich mit den stets beizuziehenden Archonten, und zwar nach den Gebräuchen und Gewohnheiten des Landes, zu schlichten. Dieser Woiwode war zu gleicher Zeit der Pachter der Einkünfte des Kapudan Pascha's.⁴⁴⁾ Er war also der Einnehmer, der Verwalter und, wo es keinen Kadi gab, auch der Richter der Griechen, z. B. in Milos.⁴⁵⁾

40) Tournefort, II. p. 99, 102, 121, 140, 149, 223. I. p. 227, 230, 421.

41) Tournefort, I. p. 312.

42) Tournefort, I. p. 230.

43) Auf den Inseln, die einen Kadi hatten, pflegte dieser diese Instructionen zu erhalten.

44) M. d'Ohsson, III. p. 382.

45) Tournefort, I. p. 227.

Viertes Kapitel.

Verwaltungs- und Gerichtswesen auf dem Griechischen Festlande.

§. 26.

Das Verwaltungs- und Gerichtswesen des Griechischen Festlandes war in gar vieler Beziehung dem des Peloponneses sehr ähnlich. Wie dort, so stand nämlich auch hier an der Spitze der meisten Provinzen, in früheren und späteren Zeiten, ein Türkischer Woiwode oder Unterbaschi, z. B. in Lepanto (Naupactos), Arachova, Livadia, Theben, Athen, Megara, Euböa u. s. w.⁴⁶⁾ Nur in Rumelien war es ein Boulukbaschi, wie ihn die Türken nannten, oder nach der Benennung der Griechen ein Capitän.⁴⁷⁾ Zuweilen wurden jedoch auch sie Unterbaschi genannt,⁴⁸⁾ und in Arta Woiwode.⁴⁹⁾

Die Woiwoden, oder Unterbaschi's und Boulukbaschi's, hatten dieselben Functionen, wie

46) Spon et Wheler, voyage etc. fait aux années 1675 et 1676. II. p. 23, 29, 55, 65, 72, 102, 180, 220. Walpole, mémoires. p. 145. Derselbe, travels. p. 291. Clarke, travel etc. II. 2. p. 776, 784, 785. II. 3. p. 2. de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle. p. 157. Hobhouse, a journey through Albania etc. I. p. 518.

47) Hobhouse, l. c. I. p. 159 f.

48) Ibrahim-Manzour-Efendi, p. 348 u. 349.

49) Pouqueville, voyage. II. p. 98.

die Woiwoden in Morea und auf den Inseln. Sie waren die Verwaltungsbeamten und hauptsächlich die Einnehmer der öffentlichen Einkünfte, welche sie auf eigene Rechnung gepachtet hatten, und gewöhnlich den Pachtschilling zu verdoppeln wusten.⁵⁰⁾ Ihre Ernennung gebührte demjenigen, der die Revenüen des Bezirkes zu beziehen hatte. Daher ward z. B. der Woiwode von Athen von dem Kizlar Aga, d. h. von dem Chef der Eunuchen, ernannt.⁵¹⁾

Auch Türkische Kadi's fand man in allen Theilen von Festgriechenland, z. B. in Arta⁵²⁾ u. s. w.,⁵³⁾ insbesondere auch in Athen.⁵⁴⁾ Sie hatten auch hier, wie in den anderen Theilen von Griechenland, die ausschliesliche Gerichtsbarkeit in Criminal- und Polizeisachen.⁵⁵⁾

Ebenso gab es auch in Rumelien A y a n e,⁵⁶⁾ wahrscheinlich mit denselben Functionen, wie im Peloponnese.

50) Pouqueville, voyage. II. p. 114, u. 115. de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle. p. 157 u. 175.

51) Richard Chandler, voyages dans l'Asie mineur et en Grèce, dans les années 1764, 1765 et 1766 etc. Paris 1806. tom. III. p. 17 u. 20. Spon et Wheler, II. p. 102 u. 180.

52) Pouqueville, voyage. II. p. 99, 114, 115.

53) Pouqueville, II. p. 325 u. 326, III. p. 26.

54) Spon, et Wheler, II. p. 181, 228, 233.

55) de la Guilletiere, Athenes. p. 157.

56) Pouqueville, II. p. 337, 341, 346. Ibrahim-Manzour-Efendi, mémoires etc. 404.

Desgleichen fand man allenthalben Griechische Gemeinden mit Griechischen Gemeindevorstehern, Demogeronten und Archonten genannt (S. §. 41). Spon hielt die Archonten zwar nicht für Gemeindebeamte, sondern glaubte, dass darunter die angesehenen und vornehmen Leute (die Primaten) verstanden worden seyen.⁵⁷⁾ Allein da die Primaten insgemein die Archonten gewesen sind, so war eine solche Vermengung der Begriffe sehr leicht in der Art möglich, dass man die Einen und die Anderen Archonten nannte. Auf gleiche Weise hiesien die Gemeindevorsteher in Rumelien und Albanien sehr häufig auch Primaten oder Codja-Baschi's, oder Khodgia-Baschi's.⁵⁸⁾ Und in Smyrna heissen noch bis auf die jetzige Stunde die Gemeindevorsteher und zu gleicher Zeit alle reichen und angesehenen Leute Archonten (vgl. noch §. 150). Nur allein in Athen hiesien die Gemeindevorsteher Epitropoi oder die Alten (Vecchiardoi oder Vecchesiardi). Nach Spon sollen ihrer acht gewesen und diese alle 6 Monate aus den Primaten der acht Kirchspiele (des huit paroisses) erwählt worden seyn.⁵⁹⁾ Dass in Athen ein aus 84 Mitgliedern bestehender Rath der Alten bestanden

57) Spon et Wheler, II. p. 64 u. 182.

58) Ibrahim-Manzour-Efendi, mémoires sur la Grèce et l'Albanie etc. p. 35, 264, 316, 349.

59) Spon et Wheler, II. p. 181.

habe, hat wenigstens Villemain⁶⁰⁾ und Guilletiere mit dem Zusatze erzählt, dass ihr Amt lebenslänglich gewesen sey und der Rath sich immer selbst wieder durch freie Wahl ergänzt habe.⁶¹⁾ Chandler endlich hat sogar nur zwei Epitropi in Athen gefunden.⁶²⁾ In den freien Griechischen Dörfern, deren Bewohner Grundeigenthümer waren, und die daher den Titel Képha-lochoria's zu führen pflegten, stand gleichfalls ein Codja-Baschi an der Spitze. Und obwohl solche Gemeinden grössere Freiheiten zu haben pflegten, so standen sie dennoch unter der Aufsicht eines Unterbaschi's.⁶³⁾

Auch einen Provinzialrath gab es auf dem Griechischen Festlande. In Rumelien wurden jedoch die Primaten auf ganz eigenthümliche Weise gewählt. Es gab nämlich daselbst keine directe Wahlen, wie im Peloponnes und auf den Inseln, vielmehr pflegte zuerst jede Stadt, jede Burg und jedes Dorf einen Primaten zu ernennen. Die auf solche Weise erwählten Primaten vereinigten sich zu einer Generalversammlung, um hier die Primaten für den Provinzialrath, das heist den Codja-Baschi für

60) Villemain, Lascaris. p. 261.

61) de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle. p. 157 — 159.

62) R. Chandler, III. p. 22.

63) Pouqueville, voyage. II. p. 75.

die Provinz ⁶⁴⁾, nach Mehrheit der Stimmen zu erwählen. Die ernannten Primaten waren in manchen Theilen der Provinz lebenslängliche Mitglieder dieses Provinzialrathes, in anderen Gegenden sogar erbliche, an noch anderen Orten dagegen nur für zwei bis drei Jahre.

Diese Primatenwahlen waren ganz frei, und weder eine Administrativ- noch eine Gerichtsstelle sollte sich in dieselben einmischen. Nur zur Zeit der Herrschaft des berüchtigten Ali Pascha kamen, wie so viele andere, so auch Eingriffe in diese Wahlfreiheit der Griechen vor.

In diesen Provinzialversammlungen wurden die öffentlichen Angelegenheiten der Provinz verhandelt. Namentlich auch kirchliche Angelegenheiten, Prozesse, Steuerangelegenheiten u. dergl. m. ⁶⁵⁾ Die Auflagen, welche den Bewohnern des Griechischen Festlandes gemacht worden sind, waren in der That fast unerschwinglich. Dennoch pflegte keine Steuer, ohne den Consens der Primaten, erhoben zu werden. Daher kam Alles auf diese Primaten an. In den Provinzen nämlich, in denen ehrliche und brave Primaten das Land zu berathen hatten, war die Verwaltung erträglich, und die Vexationen der

64) Ibrahim-Manzour-Efendi mémoires etc., p. 301 u. 302.

65) Pouqueville, voyage. II. p. 347 — 349.

Pascha's minder bedeutend. In den meisten Provinzen liebten jedoch diese Primaten leider mehr ihren Beutel, als ihr Volk und ihren guten Ruf, und in solchen Provinzen waren sie dann feile Instrumente für die Missbräuche und Erpressungen des jedesmaligen Pascha's. Darum folgten hier Auflagen auf Auflagen, Frohnden auf Frohnden, und dennoch konnte die Habgier dieser Tyrannen und ihrer Satelliten kaum befriediget werden.

Ueberhaupt waren die Bewohner von Rumelien weit übler daran, wie die Griechische Bevölkerung im Peloponnes und auf den Inseln. Denn die Letzteren genossen gar manche Freiheiten, welche den Rumelioten gänzlich mangelten. Namentlich pflegten die Primaten des Peloponneses sich regelmässig ein bis zwei-Mal im Jahre am Wohnsitze des Pascha's zu versammeln, um die Angelegenheiten ihres Landes zu berathen und zu besorgen. Und ausserdem hatten sie noch in Constantinopel selbst ihre bevollmächtigten Vertreter, deren Anwesenheit und Einfluss in dieser Hauptstadt des Türkischen Reiches eine Menge von Missbräuchen von Seiten der Pascha's verhinderte. Die Bewohner des Griechischen Festlandes dagegen genossen keines dieser Vorrechte. Sie waren ohne Vertreter und hingen daher ganz von der Willkür ihrer Pascha's ab. Dies erzeugte einen Druck, der unter dem berücktigten

Ali Pascha fast unerträglich geworden ist, und in so fern nicht wenig zur Griechischen Freiheit beigetragen hat.

Dennoch fehlt es auch auf dem Griechischen Festlande nicht an Beispielen, wonach auf Betreiben der Griechischen Primaten die Türkischen Behörden entsetzt worden sind. Allein hier geschah es mehr auf dem Wege der Intrigue. Schon Spon erzählt ein solches Beispiel von Athen aus dem Ende des 17ten Jahrhunderts.⁶⁶⁾

Fünftes Kapitel.

Kanzler oder Notare.

§. 27.

Es scheint, dass der Gebrauch der Notare oder der Kanzler, wie man sie gewöhnlich zu nennen pflegte, mit dem geistlichen Rechte zusammen hängt. Die Griechischen Bischöfe hatten von jeher ihre Kanzler, welche die Testamente und anderen weltlichen Urkunden abfassen und mit unterschreiben mussten. (§. 153.)⁶⁷⁾ Eben so hatten auch die Katholi-

66) J. Spon, voyage de Grèce. II. p. 102 u. 103.

67) Epistola Metrophanis, Metropolitae aus der Mitte des 16ten Jahrhunderts bei Martin Crusius, Turco Graeciae libri VIII. Basil. 1584. p. 288 — ut sibi notarii munus mandaretur sive scribae, ut scribere posset, et notare, quaecunque incidere ecclesiastica negotia, ac caeteras politicas res, et contractus.

ken auf den Inseln schon im 16ten Jahrhundert ihre eigene katholische Notare. ⁶⁸⁾ Und in den letzten Zeiten der Türkischen Herrschaft pflegte jeder Griechische und katholische Bischof z. B. in Santorin, ⁶⁹⁾ in Syra (§. 53, 143 Nr. 8.) u. s. w., seinen eigenen Griechischen und katholischen Kanzler zu haben.

Späterhin scheinen auch die Griechischen Gemeinden solche Kanzler angenommen zu haben. Zumal auf den Inseln waren sie sehr verbreitet, denn jede Gemeinde soll daselbst in den letzten Zeiten ihren eigenen gehabt haben. Auf dem festen Lande dagegen finde ich nur in Athen eines Notars Erwähnung gethan. Diese Kanzler pflegten vom Volke erwählt zu werden. (§. 44, 141.)

Sie hatten die Contracte, Testamente, Eheverträge, die Inventare bei hinterlassenen Erbschaften und die sonstigen Urkunden abzufassen und in öffentliche Bücher einzutragen (§. 112 Note); dann diese Bücher und Urkunden zu bewahren; und die zu deponirenden Gelder, wenn sie der Gegner nicht annehmen wollte, in Verwahrung zu nehmen. Namentlich in Naxos (§. 141),

Id vero muneris, iampridem a magna Dei ecclesia donatum et concessum fuit Joanni Zygomalae, ejusdem Naupliensis civitatis rhetori etc. Ein anderer Brief ähnlichen Inhaltes von 1560. *ibid.* p. 248.

68) Villemain, Lascaris p. 214.

69) Gewohnheitsrecht von Santorin cap. 11.

Syra (§. 143 No. 8.), Santorin cap. 1 u. 10, u. s. w. (§. 44, 48.)

Sechstes Kapitel.

Dragomane.

§. 28.

Bei einer Nation, wie die Türkische, welche die Sprache der von ihr unterworfenen Völker zu erlernen verachtete, mussten die Dollmetscher nothwendiger Weise eine grose Rolle spielen.

Jeder Türkische Beamte, welcher vermöge seines Amtes mit Griechen zu verkehren hatte, pflegte einen solchen an der Seite zu haben, der dann im Grunde genommen die Geschäfte besorgte. Die einflussreichsten Dragomane waren die des Pascha's, von denen schon die Rede gewesen ist (§. 22.), dann der Grosdragoman des Kapudan Pascha's, vor Allen aber der Grosdollmetscher der Pforte selbst, über welche nun noch Einiges bemerkt werden soll.

Die Inseln standen direct unter dem Kapudan Pascha. Der Dollmetscher, den er zur Seite hatte, führte den Titel eines Grosdragomanen der kaiserlichen Flotte. Er war der Stellvertreter der Insulaner beim Kapudan Pascha. An ihn hatten sich daher die Griechischen Inseln mit ihren Anliegen zu wenden. An ihn gin-

gen insbesondere auch die Appellationen von den Archonten. (§. 25.) Und da auf seinen Bericht alles entschieden wurde, so war er der wahre Regent der Griechischen Inseln. Er wird namentlich auch der Bewahrer der Griechischen Gesetze genannt, und da er in dieser Beziehung kaiserliche Vollmacht hatte, so wendeten sich die Bewohner von Santorin an ihn, um von ihm die Bestätigung ihres Gewohnheitsrechtes zu erhalten. (§. 144.)

Welche Gewalt derselbe in Händen gehabt, und in welchem Ansehen er gestanden haben muss, geht schon aus der submissen Schreibart und aus dem demselben gegebenen Titel Erlaucht hinreichend hervor.

Auch die Grosdollmetscher der Pforte hatten ursprünglich nur zu übersetzen. Allein sehr bald wurden sie die einflussreichsten Rathgeber der Pforte, machten Theil des Ministeriums, insbesondere des Reis Effendi oder des Ministers des Aeusern, und waren im Besitze groser Begünstigungen und Privilegien. ⁷⁰⁾

Der erste Grieche, der Grosdollmetscher der Pforte war, ist Panajotakis in der ersten Hälfte des 17ten Jahrhunderts. Er hatte vorher Medizin und Philosophie in Italien studirt. Nach

70) Rizo Néroulos, hist. de la Grèce, p. 58 — 64.

ihm Alexander Mavrokordatos, der gleichfalls Medizin in Italien studirt hatte. ⁷¹⁾

Da diese Grosdollmetscher in alle Geheimnisse des Serails eingeweiht waren, so führten sie, schon seit dem berühmten Alexander Mavrokordatos bis zum Ausbruche des Freiheitskampfes, den Titel eines Vertrauten der Geheimnisse des Reichs, ⁷²⁾ oder eines geheimen Rathes und des Erlauchtesten (ἐξ' ἀπορρήτων und ἐκλαμπρότατος). ⁷³⁾

Siebentes Kapitel.

Einfluss der Geistlichkeit auf weltliche Dinge.

§. 29.

Schon nach dem neueren Römischen Recht, welches ja auch in Griechenland galt, hatte die Geistlichkeit eine schiedsrichterliche Gewalt in Civilsachen erhalten. ⁷⁴⁾ Diese Gewalt konnte unter der Türkischen Herrschaft, unter welcher die Griechische Religion ein Hauptanhaltspunkt zur Erhaltung Griechischer Nationalität geworden ist, nicht anders als steigen. Daher übten

71) Rizo l. c. p. 56—58, von Hammer, Gesch. des Osm. Reichs. VII. p. 5 u. 6.

72) Rizo, l. c. p. 58. Ders. cours de litt. p. 30.

73) von Hammer, Gesch. des Osman. Reichs. VII. p. 6.

74) G. L. Maurer, Geschichte des altgermanischen Gerichtswesens §. 209 p. 316.

die Griechischen Bischöfe bis zum Patriarchen hinauf allenthalben, zum Theil neben, theils mit den Primaten, eine Art Gerichtsbarkeit bei Civilstreitigkeiten unter Griechen, jedoch immer nur als Schiedsrichter (§. 44, 46) aus. Die Ehe- und Testamentsstreitigkeiten zogen sie, den Bestimmungen des kanonischen Rechtes gemäs, und mit ausdrücklicher Erlaubnis des Sultans, ⁷⁵⁾ ganz vor ihr Forum. In dieser Beziehung waren sie daher nicht blose Schiedsrichter, und die Appellation von ihrem Urtheile ging an die Synode und an den Patriarchen in Konstantinopel. In vielen Theilen Griechenlands kamen die Bischöfe sogar in den ausschlieslichen Besitz aller Civilgerichtsbarkeit (jedoch immer nur als Schiedsrichter) so dass neben ihnen andere griechische Richter gar nicht bestanden. Dies war namentlich der Fall in Nauplia, auf einem grossen Theile der Inseln und in einigen Gegenden von Lakonien. Ihr Hauptbestreben ging dahin, die Partheien zu vergleichen, und auf diese Weise zu verhindern, dass die Sache nicht vor den Kadi gelangte. ⁷⁶⁾ Denn nirgends hatten die Bischöfe das Recht erlangt, in letzter Instanz solche Streitigkeiten zu schlichten. Vielmehr war es allenthalben erlaubt, von ihnen an die Türkischen

75) M. d'Ohsson, tableau général de l'Empire Othoman, III, p. 52.

76) R. Chandler, voyages etc. et en Grèce, III. p. 22. f.

Gerichte zu appelliren, oder, was seiner Wirkung nach dasselbe war, die Klage vor dem geistlichen Gerichte liegen zu lassen, und sich an den Türkischen Richter zu wenden. (§. 44, 46, 139 Nr. 2.)

Zwar hatte diese geistliche Gerichtsbarkeit eine Menge von Misbräuchen zur Folge. Ein Hauptübel unter Anderm war die Käuflichkeit der Justiz, denn sie diente der armen Geistlichkeit zur Hauptrevenue. Dennoch stand dieselbe in grosem Ansehen, denn man betrachtete sie als einen sehr wohlthätigen Schutz. Und in der That waren die damit verbundenen Misbräuche weit erträglicher, als die schrankenlose Willkühr der Türken!

Auser der Gerichtsbarkeit übten aber die Bischöfe auch noch auf andere weltliche Angelegenheiten einen grosen überwiegenden Einfluss. In allen wichtigen Angelegenheiten des Lebens pflegte nämlich jeder Grieche sich an seinen Bischof um Rath und Beistand zu wenden. Wollte der Grieche einen Verkauf oder einen sonstigen Contract abschliessen, so wendete er sich an seinen Bischof, lies von ihm die Urkunde abfassen und zur gröseren Beglaubigung mit unterschreiben. Sollte ein Minderjähriger einen Vormund haben, die Vormundschaft über die gesetzliche Zeit hinaus verlängert, Rechnung von dem Vormund gestellt, oder sonstiger Rath in Vormund-

schaftsangelegenheiten ertheilt werden, so wendete man sich an seinen Bischof. Wegen Abfassung von Testamenten ging man zum Kanzler oder Notar des Bischofs. Kurz keine Handlung von irgend einer Wichtigkeit ward vorgenommen, ohne vorherige Berathung mit dem Bischofe. Und in der Noth, an wen anders hätte man sich wenden sollen? — Ja sogar zum Raub pflegte der Seeräuber oder Strasenräuber einen Caloger oder Papas mitzunehmen, um nach vollbrachter That die ihm nöthige Absolution zu erhalten! ⁷⁷⁾ — Auch zu den Gemeinde- und Bezirksversammlungen hatte der Bischof Zutritt, und übte auch daselbst grossen Einfluss. ⁷⁸⁾ Fand sich ferner von Seiten des Griechischen Volkes eine gegründete Beschwerde, sey es gegen einen einzelnen Primaten, oder gegen ein Mitglied des Provinzialrathes oder gegen den Woiwoden selbst, so wendete man sich damit an den Bischof, welcher die angebrachte Beschwerde im ersten Falle dem Woiwoden empfahl, im letzten aber dem Pascha selbst. Kurz die Bischöfe waren die Rathgeber, Beschützer, ja sogar die wahren Beherrscher des Griechischen Volkes zur Zeit seiner Unterdrückung. Sogar neue Gevohnheitsrechte sind von ihnen ausgegangen.

77) Choiseul Gouffier I., p. 101. Pouqueville, histoire, II. p. 593. vgl. §. 245, und §. 57.

78) Pouqueville, voyage, II., p. 348. IV. p. 265.

Ihr ganzer groser Einflus, ihre ganze Gewalt beruhte jedoch auf freiwilliger Unterwerfung des Griechischen Volkes. Denn mehr als ein Mal ward es der Geistlichkeit eingeprägt, sich nicht ohne Noth und nie unaufgefordert in weltliche Angelegenheiten zu mischen, oder gar weltlichen Versammlungen beizuwohnen. ⁷⁹⁾

Wegen des grosen Ansehens, in welchem die Geistlichen standen, so wie wegen des Einflusses, welchen sie besasen, wurden ihnen zuweilen auch weltliche Aemter übertragen. Namentlich waren sie sehr häufig Notare oder Kanzler. Hin und wieder auch Gemeindevorsteher oder Codja Baschi's, z. B. in Rumelien, ⁸⁰⁾ und auch auf den Inseln. ⁸¹⁾

Achtes Kapitel.

Von dem Verhältniss der Griechischen Behörden zu den Türkischen.

§. 30.

So wie die Griechen den Türken überhaupt, so waren auch die Griechischen Behörden den Türkischen in aller und jeder Beziehung unterworfen. Die Gemeindevorsteher durften sogar

79) Santorin, cap. 6.

80) Pouqueville, II. pag. 75.

81) Tournefort, II. p. 149.

im Peloponnese (§. 18), in Athen ⁸²⁾ und anderswo ihr Amt, erst nach erfolgter Bestätigung ihrer Wahl durch den Kadi, antreten.

Gegen ihren Willen durfte nichts geschehen, und sehr häufig war die Zustimmung der Türkischen als Oberaufsichtsbehörde nothwendig. So hatten unter Anderem die Türkischen Behörden die von den Griechen auf gesetzliche Weise ernannten Tutoren und Curatoren zu bestätigen (§. 46). Sollte ein Ehecontract (§. 42), eine Adoption (§. 42), ein Kauf oder Verkauf über einen wichtigen Gegenstand (§. 116 No. 10, 121 No. 10, 127 No. 10) insbesondere eine Veräuserung von Gütern eines Minderjährigen (§. 124 No. 3), oder von Immobilien auch von Grosjährigen (§. 48, 127 No. 10), oder ein sonstiger wichtiger Act über alle Zweifel erhoben seyn, so musste er vor dem Türkischen Richter vorgenommen oder von ihm bestätigt worden seyn. ⁸³⁾

War ein Woiwode, Pascha bis hinauf zum Sultan unzufrieden mit dem, was die Primaten und Demogeronten in administrativer Beziehung verfügt hatten, so konnten sie es abändern. Denn der Sultan war sogar Herr über Leben und Tod der Griechen, so wie über ihr Vermögen, das

82) de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle p. 159.

83) de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle p. 159. Le Cadi ratifie le contract.

er nach Willkühr nehmen konnte, wann und wo er wollte.

Namentlich zeigte sich diese völlige Abhängigkeit auch beim Gerichtswesen. Einentheils waren die Griechischen Behörden, so wie die Bischöfe selbst, in dieser Beziehung bloße Schiedsrichter, deren Entscheidung man sich zwar unterwerfen konnte, wenn man wollte, der man sich aber nicht unterwerfen musste. Daher konnte man jeden Augenblick die bei Griechischen Behörden anhängige Klagen aufgeben und sich an den Türkischen Richter wenden. Desgleichen konnte man von der Entscheidung den Griechischen Behörden an die Türkischen Gerichte appelliren, z. B. in Milos, ⁸⁴⁾ in Mistra und Messenien, ⁸⁵⁾ in Athen, ⁸⁶⁾ so wie in den übrigen Theilen des heutigen Griechischen Reiches (§. 44, 46 und 139 No. 2).

Zwar liebten es die Griechen nicht, sich an die Türkischen Gerichte zu wenden (§. 44 und 118 No. 3). Denn einentheils war die Prozedur vor dem Türkischen Kadi sehr theuer, indem derselbe berechtigt war 10 pCt. von jeder an ihn gebrachten Civilsache zu erheben. Andernteils

84) Tournefort, I. p. 230.

85) de la Guillotiere, Lacedemone ancienne et nouvelle p. 377.

86) de la Guillotiere, Athenes ancienne et nouvelle, p. 158.

musten die Griechen befürchten, dass wenn ihre Reichthümer den Türkischen Herrn bekannt würden, sie dieselben ganz verlieren könnten. In welch schlechtem Credit die Türkischen Gerichte bei den Griechen gestanden haben, beweist unter Anderem die Bestimmung des Gewohnheitsrechtes von Santorin cap. 6, wonach diejenigen, welche jemanden ungerechter und falscher Weise vor das kaiserliche Gericht, das heist vor den Kadi geladen, und ihm dadurch Schaden und Strafe verursacht hatten, in Schadensersatz verurtheilt und bestraft werden sollten. Daher ging auch das Hauptbestreben der Bischöfe und Gemeindevorsteher dahin, die Partheien zu vergleichen, um sie dadurch zu verhindern, ihre Sache vor den Kadi zu bringen.⁸⁷⁾ Nichts desto weniger bestand jedoch das Recht, es thun zu können, und das Interesse mancher erheischte es sogar, dieses zu thun.

Wegen dieser Abhängigkeit der Griechischen Gerichte von den Türkischen, welche man die Gerichte der hohen Pforte oder die Kaiserlichen Gerichtshöfe zu nennen pflegte, wurden die griechischen die niederen Gerichte genannt. Z. B. in Santorin (§. 144).

War nun ein unter Griechen bestehender Civilprozess an die Türkischen Gerichte gebracht

⁸⁷⁾ de la Guillotiere, Athenes ancienne et nouvelle p. 158. Chandler III. p. 221.

worden, so sollten zwar, nach den denselben in ihrem Anstellungsdecrete ertheilten Auftrage, die Prozesse nach Griechischem Rechte entschieden werden. Manche gewissenhafte Kadi's und Woiwoden (§. 25) pflegten auch diesem Befehle nachzukommen, und sich vor ihrer Entscheidung nach der Landessitte genau zu erkundigen. Allein die Wenigsten nahmen sich diese Mühe, verachteten es wohl auch, das Recht eines Rajas zu erforschen. Sie wandten vielmehr Türkisches Recht auf Griechen an, und waren sogar in vielen Fällen gehalten, kein Anderes als ihr Türkisches Recht zur Anwendung zu bringen.

Im Resultate war es demnach immer Türkische Willkühr, welche in letzter Instanz zu Recht erkannte. Auch abgesehen davon, dass die von einem Muselmännischen Richter anhängigen Prozesse unter zwei Griechen, insgemein mit dem Ruin beider Partheien zu endigen pflegten.⁸⁸⁾ Und vollends bei Streitigkeiten zwischen Türken und Griechen, oder gar bei Verbrechen, war es immer der Raja, der bei dem klarsten Rechte unterlag, — der die Zeche bezahlen musste.⁸⁹⁾

88) Choiseul Gouffier, I. p. 34. C'est la terreur des juges Musulmans, qui ne finissent jamais un procès élevé entre des chrétiens qu'en ruinant les deux parties.

89) Guys, voyage littéraire de la Grèce etc. II. p. 28 u. 29.

Neuntes Kapitel.

Resultat dieser Bemerkungen.

§. 31.

Aus dem bisher Bemerkten geht denn von selbst hervor, dass die Griechen grose Freiheiten genossen. Sie wählten ihre Oberen und ihre Repräsentanten selbst. Sie hatten ihre eigene Verwaltung, ihre eigene Gerichte. Sie legten sich selbst Steuern und andere Leistungen auf, und hatten die aufgelegten selbst unter sich zu vertheilen. Sie hatten ihre Repräsentanten nicht bloß bei den Woiwoden und Pascha's, sondern auch in der Hauptstadt des grosen Reiches selbst. Vom Dorfprimaten an bis hinauf zum Pforten-Dolmetscher hatten sie ihre Vertreter und Schutzherrn bei allen und jeden Behörden. Die Geistlichkeit selbst diente zu diesem Ende, sogar bis hinauf zu dem Patriarchen in Constantinopel, denn bei ihm fanden alle ihren gemeinschaftlichen Vertreter. Dennoch lebte das Volk der Griechen unter hartem Druck, denn keines jener an und für sich sehr grosen Privilegien war ihnen gesichert. In letzter Instanz herrschte immer die Willkühr des Pascha's bis hinauf zum Sultan.

Die Griechen genossen demnach nur einen Schatten von Freiheit. Unter diesem Schatten konnten sich jedoch jene Knospen entwickeln,

welche seit dem Jahre 1821 ihre Blüthen entfaltet und sehr bald reife Früchte bringen werden.

Dritter Titel.

Von den Rechtsquellen.

Erste Abtheilung.

Von den Rechtsquellen im Allgemeinen.

§. 32.

Es kann hier meine Absicht nicht seyn, eine Geschichte der im heutigen Griechenland geltenden Rechte zu geben. Dazu ist es noch viel zu früh. Meine Absicht ist vielmehr hier, so wie in diesem ganzen Buche, nur die, Beiträge zu einer künftigen Geschichte des Griechischen Reichs und Rechtes zu liefern.

Die vor dem Freiheitskampfe bestandenen Rechtsquellen waren Römisches Recht, kanonisches Recht, Gewohnheitsrecht, Gesetzgebung und endlich Türkisches Recht.

Ueber eine jede dieser Rechtsquellen erlaube ich mir nun in den folgenden §§. einige Bemerkungen zu machen.

§. 33.

Hinsichtlich des Römischen Rechtes darf wohl als bekannt vorausgesetzt werden, dass das Justinianeische Recht in der Praxis seit dem 11ten Jahrhundert nach und nach von

den Basiliken verdrängt worden ist.⁹⁰⁾ Dasselbe Schicksal hatten späterhin auch die Basiliken und die Novellen der Byzantinischen Kaiser, indem dieselben durch, zum praktischen Gebrauch eingerichtete, kurze Handbücher zuerst verdrängt, und am Ende ganz vergessen worden sind. Dieses geschah anfangs durch das bekannte Prochiron des Basilus, und die Ekloga des Kaisers Leo,⁹¹⁾ ganz vorzüglich aber durch das Handbuch von Harmenopoulos.

Constantin Harmenopoulos, zuletzt Oberichter in Thessalonich unter Johann Kantakzenos und Johann V., überarbeitete nämlich in der Mitte des 14ten Jahrhunderts das Prochiron, und vermehrte es theils aus den Basiliken, theils sogar aus den Novellen Justinians selbst, und gab dasselbe unter dem Titel *ἐξαβίβλος* oder *πρόχειρον των νομῶν* heraus. Es ist oft gedruckt, und schon früh ins Lateinische, ja sogar ins Deutsche übersetzt worden. Ich besitze selbst eine altdutsche Uebersetzung von dem berühmten Justinus Göbler, dessen oft wiederholten Abdrücke seinen häufigen Gebrauch hinreichend bezeugen.⁹²⁾ Erst in neueren Zeiten erschien

90) Fr. A. Biener, Geschichte der Novellen Justinians p. 142—156.

91) Biener p. 131—133.

92) Dessen Titel ist: Handbuch und Auszug Kayserlicher und Burgerlicher Rechten, an sechs unterschiedliche Bücher,

jedoch eine gute Ausgabe des Griechischen Textes mit einer lateinischen Uebersetzung von Ruhnken und Reitz. ⁹³⁾)

Dieses Rechtbuch von Harmenopoulos nun erhielt bald Einfluss in der Praxis, und seit der Türkischen Herrschaft hat es allein sich erhalten. Die Basiliken und die Novellen der Byzantinischen Kaiser dagegen sind fast gänzlich in Vergessenheit gerathen, in der Art sogar, dass im heutigen Griechenland kaum mehr als ein einziges Exemplar existiren dürfte.

Der Grund, warum sich Harmenopoulos im Gebrauch erhalten hat, ist folgender: Die Geist-

durch den Gottseligen, christlichen, hochverstendigen Herrn Constantinum Harmenopulum, der Rechten Verwaltern und Richtern zu Thessalonich, anfänglich in griechischer Sprach beschrieben, darnach durch den hochgelehrten Doctorn Bernharden von Rey in das Latein gebracht und jetzt durch Herrn Justinum Göbler von Sanct Gewer, der Rechten Doctorn, und Burgern zu Franckfort, in gemeine Teutsche Sprach verwandelt. Jetzund zum drittenmal, von neuem nach dem Original, mit sonderm Fleiss ersehen und corrigirt. Getruckt zu Franckfort am Mayn 1576. in fol. 409 pag. — Die erste Ausgabe dieser Uebersetzung erschien zu Franckfort am Mayn an. 1564. Da nun in einem Zeitraume von 12 Jahren drei verschiedene Ausgaben erschienen sind, so folgt daraus von selbst, dass es auch in Deutschland häufig studirt und wahrscheinlich auch bei Gericht gebraucht worden ist, wofür insbesondere noch einige Aeußerungen in der Vorrede, so wie auf dem Titelblatte, sprechen, wo es heisst: »Hofrichtern, Räthen, Amptleuten, »Verwaltern, Vögten, Advocaten, Procuratoren, Notarien, Schuldtheissen, Schöffen, Statt- und Gerichtsschreibern — nöthig »und nützlich zu lesen und zu wissen.«

93) Im supplementum novi thesauri juris civilis et canonici ex collectione et museo Meermanniano. Hag. Comit. 1780 in fol.

lichkeit hatte, wie im Occident, so auch im Orient, stets nach Römischem Recht, ⁹⁴⁾ hier nach den Basiliken und späterhin nach dem Harmenopoulos gelebt. Nach der Eroberung Griechenlands durch die Türken wurde nun mit der Griechischen Religion auch die Griechische Geistlichkeit anerkannt und ihr stillschweigend ihr altes Recht, also auch Harmenopoulos gelassen. Daher wurde derselbe von je her als Recht der Kirche betrachtet (§. 41, 45 u. 128 No. 3). Und die Geistlichkeit lebte danach auch unter der Türkischen Herrschaft, bis zum Ausbruch der Griechischen Revolution (§. 99 u. 115). Da derselbe unter den Byzantinischen Kaisern abgefasst worden war, so pflegte man ihn zuweilen auch das Byzantinische Recht oder die Byzantinischen Gesetze zu nennen (§. 41). Wurde nun die Geistlichkeit, wie dieses sehr häufig geschah, als Schiedsrichter angegangen, so wendete dann diese den von ihr selbst befolgten Harmenopoulos auch bei Streitigkeiten unter anderen Griechen an. Auf diese Weise ward denn Harmenopoulos als Gewohnheitsrecht des gesamten Griechischen Volkes erhalten. Dass aber die Erhaltung des Harmenopoulos der Geistlichkeit zu verdanken ist, geht schon daraus hervor, dass derselbe immer nur von den Geistlichen ange-

94) Biener, p. 161 ff.

wendet zu werden pflegte, während die Primaten und Gemeindevorsteher mehr nach den hergebrachten Gewohnheiten und nach billigem Ermessen urtheilten.

In jedem Falle galt Harmenopoulos nur als Gewohnheitsrecht. Daher sagen denn die Demogeranten und Friedensrichter, bei Gelegenheit der Constatirung des ungeschriebenen Gewohnheitsrechtes (§. 65, 66 ff.), ganz richtig, unser Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetz, d. h. mit Harmenopoulos überein, oder es stimmt das Gesetz mit dem Gewohnheitsrecht überein. Denn das Gesetz galt ja selbst nur als Gewohnheitsrecht. Eben daher erklärt es sich ferner, warum Harmenopoulos, wiewohl derselbe an den meisten Orten, z. B. in Chios (§. 50), Nauplia (§. 99), Nision (§. 115), u. s. w. Gesetzeskraft hatte, dennoch an manchen Orten ohne alle Gültigkeit war, wie z. B. in Chalkis (§. 134), hie und da in Chios (§. 50) u. s. w. Oder was dasselbe ist, warum an manchen Orten das geltende Recht, unter Anderm in Jos (§. 108) schwankend gewesen ist. Oder warum gar reine Willkühr, oder, was dasselbe ist, sogenanntes Vernunftrecht, gegolten hat, wie dieses z. B. in Tinos hinsichtlich des Eigenthums und der Servituten (§. 104 No. 11 und 13), und in Aegion beim Vormundschafswesen (§. 128 No. 3) der Fall gewesen ist.

Harmenopoulos galt demnach nur als Gewohnheitsrecht, und so weit derselbe durch Gewohnheit recipirt worden war. Da er indessen schriftlich abgefasst gewesen ist, so wurde derselbe, wie in Frankreich das Römische Recht überhaupt, im Gegensatz des ungeschriebenen Gewohnheitsrechtes, das geschriebene Recht genannt, namentlich in Chios (§. 50).

Zum bequemerem Gebrauch wurde derselbe, jedoch nicht ohne Fehler, in das Neugriechische übersetzt, und im Anfang des 19ten Jahrhunderts mehrmals in Venedig gedruckt.

Wiewohl nun die Basiliken und Novellen der Byzantinischen Kaiser sammt den verschiedenen Compendien über das Byzantinische Recht, durch Harmenopoulos ganz verdrängt worden, ja sogar in gänzliche Vergessenheit gerathen sind, so blieben diese dennoch die Quelle für ihn. Denn er ist aus ihnen, zunächst aus dem Prochiron des Basilios hervorgegangen. Daher sind die neueren Bestrebungen Deutscher Juristen hinsichtlich des Byzantinischen Rechtes auch für Griechenland von Wichtigkeit, und sogar von praktischem Nutzen. Unter Anderen die Arbeiten eines Suarez und Pohl,⁹⁵⁾ sodann von Hau-

95) Suarez notitia Basilicorum rec. et observat. auxit Pohl Leipz. 1804.

bold, ⁹⁶⁾ Heimbach, ⁹⁷⁾ Biener, ⁹⁸⁾ Witte ⁹⁹⁾ und von Blume. ¹⁾

§. 34.

Es bedarf kaum einer Erwähnung, dass auch in der Griechischen Kirche das ältere, vor der Trennung der beiden Kirchen, bekannte kanonische Recht befolgt worden ist. Die Orientalische Kirche hatte ja sogar ihre eigenen Quellensammlungen, und ihre eigene Literatur darüber.

96) Haubold, manuale Basilicorum Lips. 1819, 4.

97) G. E. Heimbach, de Basilicorum origine, fontibus, hodierna conditione atque nova edit. adornanda. Lips. 1825. Idem Basilicorum cum Jure Justiniano vallatorum specimen I. Jenae 1828. Idem, observationum juris Graeco-Romani liber primus. Anonymi librum de actionibus adhuc ineditum ex tribus Codd. Mss. edidit prolegomenisque instruxit. Lips. 1834. Derselbe in der Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft von Savigny, Eichhorn und Göschen. VIII. H. 1. p. 81 ff. Auch hat die von ihm angekündigte neue Ausgabe der Basiliken schon begonnen, in Leipzig zu erscheinen.

98) Ausser der schon angeführten Geschichte der Novellen Justinians, Biener in der Tübinger kritischen Zeitschrift II. 1, p. 48. Dann über die Novellen der Byzantinischen Kaiser, insbesondere derselbe in der Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft l. c. VIII. H. 2. p. 263 — 279.

99) Witte, Basilicorum titulus de diversis regulis juris. Vratislaviae. 1829, 4. Derselbe über einige Byzantinische Rechtsscompendien des 9ten und 10ten Jahrhunderts, im Rheinischen Museum für Jurisprudenz von Blume, Hasse etc. II. p. 275 — 291, III. p. 23 — 79. Derselbe über die Novellen der Byzantinischen Kaiser in der Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft l. c. VIII., H. 2. p. 153 — 224.

1) Ueber einige das Byzantinische Recht betreffende Handschriften im Rheinischen Museum l. c. IV. p. 225 — 232.

Schon in den ersten Jahrhunderten der christlichen Zeitrechnung gab es nämlich Griechische Privatsammlungen der Canones. Späterhin die Sammlungen von Johannes Scholasticus und einigen Unbekannten. Seit dem 11ten Jahrhundert die Arbeiten und Sammlungen von Michael Psellus, Zonaras, Arsenius, Blastares u. a. m. Hauptsächlich aber die Arbeiten der beiden größten Griechischen Canonisten, des berühmten Patriarchen Photius und von Theodorus Balsamon. Im 18ten Jahrhundert endlich das *πηδαλιον*, das im Jahre 1800 in Leipzig gedruckt worden und in Griechenland selbst bis jetzt nirgends zu finden ist. ²⁾

Allein nicht blos als Gesetz der Orientalischen Kirche galt das canonische Recht, es ward auch bei Entscheidungen von Civilstreitigkeiten von der Geistlichkeit auf ganz gleiche Weise angewendet, wie dies von Harmenopoulos bemerkt worden ist. Daher erhielt dasselbe auch in weltlichen Dingen Gesetzeskraft, besonders in Ehe – und Testamentssachen (§. 42). Hin und wieder auch noch in anderen Dingen, als z. B. beim Vormundschaftswesen in Aegion (§. 128 Nr. 3).

2) (Spittler) Geschichte des kanonischen Rechts bis auf die Zeiten des falschen Isidorus. p. 73 ff, 83 ff, 102 ff, 178 ff. Biener, Geschichte der Novellen. p. 165 — 222. Vor allen aber Fr. Aug. Biener, de collectionibus canonum ecclesiae Graecae. Berol. 1827. §. 1 — 8. p. 9 — 43.

§. 35.

Durch die Einwanderungen nordischer Völkerstämme, theils Germanischer, theils Slavischer Abkunft, kam zu dem alt Griechischen und Römischen Elemente noch ein neues, das dem alt Griechischen verwandte Germanische und das Slavische hinzu. Die Germanen sowohl, als die Slaven brachten natürlich auch ihre Sitten und Gewohnheiten mit in das eroberte Land. Und unter anderen Umständen würde sich aus ihrer Vermischung mit dem vorgefundenen alt Griechischen Elemente auf gleiche Weise, wie in den Germanischen Staaten Europens, neben dem Römischen Recht auch ein Griechisches Gewohnheitsrecht gebildet haben. Der Anfang dazu war auch wirklich gemacht, allein eine vollständige Entwicklung und Ausbildung verhinderte der Mangel Griechischer Volksgerichte. Die Griechen hatten zwar in den Primaten, Gemeindevorstehern und Bischöfen ihre eigene Griechische Gerichte. Allein die Bischöfe wendeten, wenn sie zu entscheiden hatten, statt des Gewohnheitsrechtes den Harmenopoulos an. Alle waren aber, die Primaten, wie die Bischöfe und Gemeindevorsteher, bloße Schiedsrichter. Sie hatten also kein Zwangsrecht, und von ihrem Spruch konnte man sich erst wieder an die Türkischen Behörden wenden, welche also in letzter Instanz zu Recht erkann-

ten. Daher kommt es, dass auch von den Türkischen Gerichten die Bildung eines Griechischen Gewohnheitsrechtes erschwert, und in manchen Bezirken und Gemeinden sogar ganz verhindert werden konnte. Dieses war namentlich der Fall in Chalkis (§. 134) und in Kythnos (§. 106), welche der Türkischen Gewalt und dem Türkischen Recht vollständig unterworfen worden sind.

Die alt hergebrachten Gewohnheiten liegen indessen der menschlichen Natur zu nahe, als dass die Bildung eines eigenen Gewohnheitsrechtes gänzlich hätte verhindert werden können. Es bildeten sich in den meisten Provinzen und Gemeinden, grosentheils aus Germanischen Elementen, eigene Gewohnheitsrechte. Und zwar nach dem im Mittelalter geltenden und im Grunde bis auf die jetzige Stunde in Griechenland gebliebenen Systeme der Individualisirung, bildeten sich nicht allein eigene Gewohnheitsrechte in den verschiedenen Provinzen, Bezirken und Inseln, sondern auch in den einzelnen Städten und Dörfern. Unter Anderen in folgenden Städten, in Missolonghi (§. 95), in Modon (§. 79), in Alt Syra, (§. 111) Naxos (§. 112 No. 4), u. s. w. Aber auch in folgenden Dörfern, z. B. im Bezirk Gortyna (§. 120 Nr. 3), auf der Insel Andros, (§. 65 No. 1) im Bezirk Modon (§. 79), zu Philia im Bezirk Kalavrita (§. 85),

auf der Insel Syra, (§. 110, 111) und Naxos (§. 112 No. 4), im Bezirk Patras, (§. 127 No. 13) zu Glossa auf der Insel Skopelos (§. 139 No. 1) u. s. w.

Für die Fortbildung dieses einmal gebildeten Gewohnheitsrechtes fehlte es zwar an dem Hauptbildungsmittel, an Griechischen Volksgerichten. Allein dennoch blieb die weitere Ausbildung desselben nicht völlig ausgeschlossen. Die Fortbildung ging theils von den Bischöfen aus, z. B. in Poros, (§. 139 No. 4) theils wurde sie durch eine Art von autonomischer Gesetzgebung bewerkstelligt, wovon im §. 37 noch Einiges bemerkt werden soll.

Es lag übrigens in der Natur der gegebenen Umstände, dass sich nicht an allen Orten ein festes und beständiges Gewohnheitsrecht ausbilden konnte. In vielen Bezirken und Gemeinden blieb dasselbe im Gegentheile, wie z. B. in Jos (§. 108) nach Zeit und nach Umständen veränderlich. Sehr häufig ward es von den Mächtigen übertreten, von dem Türkischen Recht aber entkräftet. (§. 139 a. E.) Oder es wurde von der Türkischen Willkühr sogar völlig abhängig gemacht, z. B. in Kythnos. (§. 106)

§. 36.

Das Griechische Gewohnheitsrecht war ursprünglich dem bloßen Gedächtnisse der Griechen anvertraut, wie das Germanische Recht dem

Gedächtnisse der Altgermanen. Dies erzeugte sehr häufig Streitigkeiten unter den Partheien, überhaupt Unsicherheit des Rechtes. Noch zur Zeit der Regentschaft war die Existenz mancher Gewohnheiten unter den Bürgern von Tinos streitig, und man kam darüber nicht zur Vereinbarung. (§. 104 No. 14) Diese Unsicherheit des Rechtes war, am Ende des 18ten Jahrhunderts, sogar das ausgesprochene Motiv für die Bewohner von Santorin, ihr Gewohnheitsrecht schriftlich abfassen zu lassen. (§. 144)

Bei dieser schriftlichen Abfassung des Gewohnheitsrechtes von Santorin wurde mit größter Sorgfalt zu Werk gegangen. Es wurden nämlich die Bischöfe, — der Griechische wie der katholische, — ihre beiderseitigen Kanzler, die Griechischen und Lateinischen Primaten nebst Deputierten aus den Hauptorten der Insel beigezogen, von ihnen allen die Urkunde unterschrieben, und sodann das Gemeindesiegel beigesdruckt. (§. 145 a. E.) Ausserdem wurde es auch noch zur Bestätigung des Grosherrn, oder vielmehr zur Bestätigung des Grosdragomanns, im Namen des Grosherrn, nach Constantinopel eingesendet. (§. 144)

Dieses Griechische Gewohnheitsrecht war indessen gültig, nicht allein vor den Griechischen, sondern auch, wenigstens der Theorie nach, bei den Türkischen Gerichten. Die Grie-

chen, zumal die freieren Insulaner, beziehen sich nämlich bei jeder Gelegenheit auf die von der hohen Pforte erhaltenen Privilegien, wodurch ihnen ihre Rechte und Freiheiten (§. 3, 12 u. 41), ja sogar ihr Gewohnheitsrecht ausdrücklich zugesichert worden sey. (§. 144) Und die Türkischen Richter pflegten in ihren Anstellungsdecreten selbst auf die Beobachtung dieser Gewohnheiten hingewiesen zu werden. (§. 25, 30, 44).

§. 37.

Es ist schon bemerkt worden, dass es auch eine Art von Gesetzgebung gegeben hat, wodurch das Gewohnheitsrecht weiter ausgebildet, oder auch zum Theil abgeschafft worden ist. Dergleichen Gesetze waren aber im Grunde weiter nichts, als Uebereinkünfte oder Verträge unter den Bewohnern einer Gemeinde. Dies war unter Anderen in dem Dorfe Glossa auf der Insel Skopelos (§. 139 No. 1.) der Fall. Oder es waren Verträge unter den Bewohnern eines ganzen Bezirkes oder einer ganzen Insel, wie dieses z. B. in Polegandros (§. 109.), in Naxos (§. 71.) u. a. O, der Fall war.

Fehlte es an einer positiven Norm, so sollten die Griechischen Richter nach Billigkeit sprechen, z. B. in Santorin (§. 145 cap. 8.). Oder sie sollten erkennen nach dem eigenen billigen Ermessen, wie z. B. in Tinos (§. 104 No. 13.).

Oder es sollte gar, wahrscheinlich jedoch erst seit der Bekanntschaft mit den seit dem 18ten Jahrhundert aufgekommenen Naturrechten, nach Vernunftrecht erkannt werden, wie dies z. B. in Aegion (§. 128 No. 3.) vorgeschrieben war.

Ob die Griechischen Gerichte auch das Türkische Recht bei Streitigkeiten unter Griechen zur Anwendung gebracht haben, konnte nicht constatirt werden, dürfte aber dennoch zu bezweifeln seyn. Allein die Türkischen Gerichte brachten dasselbe natürlicher Weise zur Anwendung, und davon soll noch im folgenden §. gehandelt werden.

§. 38.

Die Türken lebten, wie sich dieses von selbst versteht, von jeher nach Türkischem Recht, und so wie die in Griechenland eingewanderten Germanen und Slaven, so behielten auch sie nach ihrer Eroberung des Landes ihr alt hergebrachtes Türkisches Recht bei, und bildeten dasselbe nach ihrer Weise durch Kanun's, Aadet's und Urf's noch weiter aus. Bei Streitigkeiten unter Türken sprachen die Türkischen Gerichte nach keinem andern Recht.

Allein nicht blos auf die Türken, auch auf die Griechen, welche ihr Recht vor dem Türkischen Kadi suchten, ward dasselbe gar vielfältig zur Anwendung gebracht.

Es ist schon bemerkt worden (§. 30.), dass manche gerichtliche und ausergerichtliche Handlungen vor den Türkischen Richtern vorgenommen, oder wenigstens von ihnen bestätigt werden mussten. Auserdem ward das Türkische Recht selbst an vielen Orten auf einzelne Rechtsmaterien zur Anwendung gebracht. Unter Anderem auf das Vormundschafswesen in A e g i o n (§. 128 No. 3.), wiewohl die Türkische Regierung im Ganzen sich nicht viel um die Minderjährigen selbst zu bekümmern pflegte (§. 100.). In A r g o s wurde der Termin der Volljährigkeit nach Türkischem Recht bestimmt (§. 100.). An vielen Orten ward der Unterhalt, welcher der Ehefrau im Heirathsvertrag festgesetzt zu werden pflegte, darnach beurtheilt (§. 42). Desgleichen und ganz vorzüglich die Güterverhältnisse, insbesondere der Eigenthumsübertrag z. B. in Kalamä, (§. 119, No. 10.). Die Verjährung von Grund und Boden z. B. in Patras (§. 127 No. 9.). Der Erwerb von Servituten z. B. in M a n t i n e a (§. 121 No. 12.). Die ganze Materie von den gesetzlichen Servituten z. B. in A e g i o n (§. 128 No. 12.), ferner die testamentarischen Verfügungen (§. 44.). Oder an manchen Orten auch das ganze Erbrecht (§. 44, 139).

In vielen Bezirken und Gemeinden endlich bekam das Türkische Recht ganz die Oberhand, und ward auf alle und jede Rechtsverhältnisse

der Griechen zur Anwendung gebracht. Dies ist namentlich in einzelnen Theilen von **M o d o n** (§. 79.), **K y t h n o s** (§. 106.) und in **C h a l k i s** (§. 134.) der Fall gewesen.

§. 39.

Der Inhalt des Türkischen Rechtes ist bekanntlich theils religiöser, theils weltlicher oder politischer Natur.

Die religiöse Gesetzgebung ist gegründet auf den **K o r a n**, auf die **S u n n a** oder **H a d i s s**, d. h. die Ueberlieferung von **M u h a m e d s** Wort und Schrift. Dann auf die **I d s c h m a a** oder die allgemeine Uebereinstimmung der Jünger und ersten Nachfolger der Propheten. Endlich auf die **K i a s** oder Analogie, d. h. auf die Entscheidungen der **I m a m e** und **D o c t o r e n** des Islams im Geiste der drei so eben genannten Quellen. Der Inbegriff dieses allgemeinen Gesetzes des Islams heisst **S c h e r y**, d. i. das Gesetz. Dasselbe enthält nicht bloß alle religiösen, sondern auch noch sämtliche bürgerliche Gesetze, wie sie im Geiste und aus den Quellen des Islams von den vorzüglichsten **I m a m e n** und **D o c t o r e n** der ersten Jahrhunderte der **H e d s c h i r a** zusammen getragen worden sind.

Aus allen diesen Quellen wurden zu verschiedenen Zeiten verschiedene Werke zusammen getragen. Die Namen der sieben bekann-

testen finden sich bei Mouradgea von Ohsson³⁾ und von Hammer⁴⁾. Sie sind noch alle im Gebrauche. In ganz vorzüglichem Ansehen steht jedoch die Multeka, eine Art Türkischer Pandecten, die, wie alle Gesetzeswerke der Türken, in Arabischer Sprache abgefasst, und im Jahre 1824 in zwei Bänden gros Folio in Constantinopel gedruckt worden ist.⁵⁾ Auser diesen 7 Werken war aber auch noch ein anderes, Dureri Gourer oder die eclatanten Perlen, in Griechenland im Gebrauch, wovon ich selbst einige Auszüge besitze.

An diese Werke, welche insgemein das ganze System der Islamitischen Rechtsgelehrsamkeit umfassen, schliessen sich die Sammlungen der Fetwas an. Sie enthalten die immer nur sehr kurz abgefassten, gewöhnlich sogar nur in Ja oder Nein bestehenden, Entscheidungen der Mufti's.

Das weltliche oder politische Recht umfasst alle Gesetze und Gewohnheiten, welche den Staat und dessen Bewohner, so wie solche

3) Mouradgea d'Ohsson, tableau général de l'empire Ottoman etc. Paris 1787. I. introduction p. 7 ff.

4) Die Staatsverfassung und Staatsverwaltung des Osmanischen Reiches etc. Wien 1815. I. p. 6 — 11.

5) S. Leipziger Lit. Zeitung vom 7ten und 8ten Mai 1827 Nr. 118 u. 119, p. 937 — 946. Ueber den Inhalt der bürgerlichen Gesetze der Multeka vergl. M. d'Ohsson a. a. O. tom. III. Paris 1820.

Gegenstände betreffen, die von der religiösen — eigentlich der bürgerlich-religiösen — Gesetzgebung nicht berührt und bestimmt worden sind. Dahin gehören die von dem Fürsten gegebenen Staatsgrundgesetze, Kanun. Ferner das Herkommen, Aadet, welches zur Anwendung kommt, so oft das Gesetz (Schery) oder das Kanun über einen Fall schweigt. Endlich die Willkühr des Fürsten, Urf, wodurch die Verfügungen des Kanun und des Aadet abgeändert werden können. ⁶⁾

Dass dieses weltliche Recht der Türken auch auf die Griechen zur Anwendung kam, versteht sich von selbst, denn die darin auch über das Finanz-, Straf- und Polizeiwesen u. s. w. enthaltenen Bestimmungen mussten nothwendiger Weise alle Bewohner des Reiches verbinden. Dieselbe Anwendbarkeit auf die Griechen hatte auch das in dem Gesetze (Schery) enthaltene Civil- und Strafrecht. Nur das rein-religiöse sollte bloß die Bekenner des Islams binden. ⁷⁾ Einige wenige Kapitel der Multeka

⁶⁾ v. Hammer, I. p. 29 — 33.

⁷⁾ M. d'Ohsson, III. p. 16 u. 17. l'étranger en pays mahométan est soumis, comme le sujet tributaire, à toutes les lois civiles et pénales de l'islamisme.

C. Mais il n'est soumis à aucune des lois relatives aux dogmes et au culte public. Il n'est punissable pour aucun délit moral, tel que l'ivresse ou l'incontinence, à moins que des personnes lésées ou offensées ne le poursuivent criminellement.

handeln sogar ausschliesslich von den unterworfenen Völkern, also namentlich auch von den Griechen. Insbesondere von deren Charadschpflichtigkeit (Kharadjrououssy), von deren Grundbesitz, von ihren ehelichen Verhältnissen und dergl. mehr. ⁸⁾)

Ueber den Inhalt des Türkischen Rechtes noch etwas hinzu zu fügen, ist jedoch hier, wo blos von Griechischen Dingen die Rede seyn soll, nicht der Ort. Da dasselbe indessen noch fast gänzlich unbekannt ist, so werde ich darauf vielleicht bei einer anderen Gelegenheit wieder zurück kommen, und dann dem Publikum mittheilen, was in dieser Beziehung zu meiner Kenntniss gekommen ist.

⁸⁾ M. d'Ohsson, III. p. 38—45, 76—78. Vergl. noch p. 8, 185, 186, 363 u. 380 ff.

Zweite Abtheilung.

Von dem Griechischen Gewohnheitsrechte.⁹⁾

Erstes Kapitel.

Privatarbeiten über das Gewohnheitsrecht und die Volkssitten der Griechen.

I. Eine Uebersicht über das Gewohnheitsrecht von ganz Griechenland.

§. 40.

Ich verdanke diese Arbeit einem sehr unterrichteten Griechen, welcher seiner Nation auch als Schriftsteller bekannt ist. Er war schon unter dem Grafen von Capo d'Istria angestellt, und ist es in diesem Augenblicke noch. Da einige Anzüglichkeiten in dem Aufsätze vorkommen, so verschweige ich dessen Namen, werde ihn aber nennen, wenn er es selbst wünschen sollte.

Ich gebe den Aufsatz unverändert, wie ich ihn erhalten habe. Der gebildete Leser wird sogleich zu unterscheiden wissen, was richtiges oder unrichtiges bloßes Raisonnement ist. Auf die angegebenen Thatfachen über die Gewohnheiten selbst kann man sich jedoch verlassen. Der Aufsatz ist in Französischer Sprache abgefaßt, ich gebe ihn aber in Deutscher Uebersetzung.

9) Einiges über das Gewohnheitsrecht auf den Inseln von Hawkins findet man bei R. Walpole, travels in various countries of the East etc. p. 392 — 402.

A. Von den Gewohnheiten und Gebräuchen Griechenlands, welche auf das öffentliche Recht Bezug haben.

§. 41.

Nachdem die Griechen unter die Türkische Herrschaft gefallen waren, konnten sie dennoch einige Trümmer von ihren politischen Rechten erretten. Sie waren verschieden von einem Lande zu dem anderen sowohl der Anzahl als der Wichtigkeit nach. Dieses rührte von der Art her, wie jedes Land unterworfen worden war.

Die nach einander folgende Herrschaft von verschiedenen Völkerschaften, welche im Mittelalter schwer auf dem Orient ruhte, hatte die Zerstückelung des Griechischen Reiches und die Eintheilung Griechenlands in mehrere kleine Staaten zur Folge. Sie wurden beherrscht nach dem Systeme jener barbarischen Zeiten der Feudalität.

Alle diese kleine Staaten, da sie ihre Freiheit mit eigenen Kräften vertheidigen sollten, mussten nothwendiger Weise die Beute eines stärkeren Feindes werden. Durch die häufigen Einfälle und die nach einander folgenden Kriege wurden die Ebenen entvölkert und verwüstet, und die Eingebornen fanden nur noch in den Gebirgen ein Asyl. Hatten sie sich einmal daselbst fixirt, so konnten sie von dort aus ihre Freiheit viel länger und leichter vertheidigen gegen diejenigen, welche kamen sie anzugreifen.

In diesem Zustande der Zerstückelung, wie in alten Zeiten, befand sich Griechenland, als die Mohamedaner kamen, um nach und nach alte diese verschiedenen Theile unter dem eiser-
nen Scepter ihrer Sultane zu vereinigen und daraus ein neues Reich zu bilden.

Die Türken hatten damit begonnen, das offene Land und die Ebenen zu erobern, und sich daselbst niederzulassen. Die Gebirgsbewohner fuhren jedoch fort die Feinde zu necken und zu befehlen, sahen sich indessen am Ende dennoch gezwungen, die Oberherrschaft des Sultans (*la suzeraineté du Sultan*) anzuerkennen. Sie unterwarfen sich durch Verträge, welche ihnen mehrere sehr wichtige Privilegien garantierten. Es wurde ihnen namentlich das Recht sich selbst zu regieren, zugestanden, so wie das Recht, die Ordnung im Lande aufrecht zu erhalten. Sie hatten ferner dem Sultan einen jährlichen, aber im Voraus bestimmten Tribut zu bezahlen.

Auf diese Weise ist es gekommen, dass die Bewohner des Olymps, des Pelion's, des Pin-
dus, von Agrafa, von der Seleide, der Maina und anderer Orte sich zu Gemeinheiten vereinigen, eine gewisse politische Existenz genießen, und unter einem oder mehreren Civil- und Militäρχefs von ihrer Wahl eine eigene Local-Regierung haben konnten.

Es war eine Art von aristokratischer Regierung. Die ältesten Notabeln der Gemeinde wurden Demogeronten oder Civilchefs, und Capitäne, welche die bewaffnete Macht zu commandiren hatten. Sie erhoben die Steuern, schlichteten die unter den Griechen entstandenen Händel, überwachten die Aufrechthaltung der guten Ordnung, und bemühten sich, um einertheils die der Türkischen Regierung gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, und anderentheils ihre Rechte und Privilegien unangefochten zu bewahren. Es war der berüchtigte Ali Pascha, der diese Gemeinheiten zerstörte. Aus den zerstörten Gemeinden ist eine grose Anzahl von Capitänen hervorgegangen, welche im Unabhängigkeitskriege für die Freiheit Griechenlands gestritten haben.

Auch die Bewohner der kleinen Inseln des Archipelagus, auf denen sich die Türken nie festsetzen konnten, erhielten Privilegien, indem sie sich mittelst Verträge unterworfen hatten. Sie hatten Proéstoi von ihrer eigenen Wahl, und einen Griechischen Woiwoden, der sehr häufig ein Eingeborner, aber, da die Inseln unter dem Kapudan Pascha standen, von diesem Türkischen Grosadmiral mit seiner Gewalt investirt war.

Dieser Woiwode mit dem Proestos übte daselbst die ganze Civilgewalt aus und nahm den

Tribut für die Admiralität ein. In Criminalsachen durfte der Woiwode kein Urtheil sprechen, sondern er sollte nur die Schuldigen verhaften und an die Admiralität in Constantinopel überliefern. Dahin wurde auch, wenn eine Parthei mit dem Spruch nicht zufrieden war, von den Civilurtheilen appellirt, welche von dem Woiwoden und den Proestoi gesprochen worden waren. In diesem Falle wurde von Seiten der Admiralität ein *Tzaousse* an Ort und Stelle gesendet, unter dem Vorwande die Sache zu untersuchen und die Ungerechtigkeit zu redressiren. Diese *Tzaousse*, so wie die Abgeordneten zum Empfange der Steuern, pflegten gewöhnlich die allerempörendsten Vexationen und Ungerechtigkeiten zu begehen.

Durch die Gewalt der Dinge gezwungen mussten die Türken auch denjenigen Griechen einige politische Privilegien zugestehen, welche mit ihren Unterdrückern gemischt oder auch getrennt von ihnen in abgesonderten Dörfern wohnten, allein unmittelbar der Türkischen Herrschaft unterworfen waren.

Die Griechen hatten zu allen Zeiten freie Religionsübung. Es ist wahr, dass diese Freiheit ihnen theuer zu stehen kam, und grosentheils illusorisch war. Sie mussten auch in dieser Beziehung sich grose Erniedrigungen gefallen lassen, und die empörendsten Vexationen erdulden.

Sie durften weder Kirchen bauen, noch auch nur repariren. Wenn sie jedoch enorme Summen bezahlten, so konnten sie in aller Stille und ohne Aufsehen zu machen, ihre Religion üben, und alles thun, was auf ihren Gottesdienst Bezug hatte. Ein Gesetz von Mahomed II. befiehlt den Türken, allen Ungläubigen, welche sich der Türkischen Herrschaft unterworfen hätten und ihr tributbar wären, die freie Ausübung ihrer Religion zu gestatten. Daher hatte denn auch schon Mahomed II. den Patriarchen von Constantinopel als das Haupt der Griechischen Kirche anerkannt. Dasselbe thaten seine Nachfolger, die ihm, so wie den übrigen Griechischen Bischöfen in den Provinzen, auch noch eine gewisse Civilgewalt über das Griechische Volk zugestanden. Der Patriarch war demnach nicht allein der geistliche Vorstand, sondern auch noch der Lenker und Repräsentant der Griechischen Nation.

Die Griechen hatten eine von ihren Erobern verschiedene Religion, Sprache, verschiedene Sitten und Gebräuche, und dabei noch einen unversöhnlichen Hass gegen dieselben. Diese dagegen konnten unmöglich Gleichheit der Rechte und der Gewalt denjenigen einräumen, welche sich nicht zur Religion Mahomed's bekannten. Sie glaubten vielmehr, dieselben unterdrücken, hassen und verachten zu müssen. Diese beiden Nationen, bei so entgegengesetzten Elementen,

konnten unmöglich zu einem Körper verschmolzen, zu einer politischen Gesellschaft constituirt werden. Sie mussten ewig getrennt bleiben, nach der Lage einer jeden, als Herrn und Knechte. Allein wie sollten die wechselseitigen Beziehungen zwischen beiden Völkern unterhalten werden? Die Herren waren nicht in hinreichender Zahl vorhanden, um gemeinschaftlich mit den Unterworfenen das ganze grose und ausgedehnte Reich zu bewohnen, und auf diese Weise die Hand der Regierung unmittelbar auf dieselben zu halten. Sie kannten dazu noch weder die Sprache noch die Gewohnheiten des Landes. Es blieb ihnen deshalb kein anderes Mittel übrig, als Einige als Chiefs in den Gemeinden anzuerkennen; diese als Mittelsleute zwischen ihnen und dem Griechischen Volke zu behandeln, nicht allein zum Zwecke der Ausübung ihrer Gewalt, sondern zu gleicher Zeit auch noch als Gewehrsmleute des Gehorsams des unterjochten Volkes.

Im Peloponnes hatte jedes von Griechen bewohnte Dorf seinen Proestos, und jede Provinz ihren Codjabaschi oder Primaten, welcher von der Türkischen Regierung selbst als Chef anerkannt worden war. Ohne ihre Zuziehung konnte die Regierung weder im Fache der Steuer Erhebung, noch hinsichtlich der Verwaltung des Landes irgend etwas thun.

Auf diese Weise hatte die Griechische

Bevölkerung sowohl im Peloponnes als an jedem andern Orte ihre Mittelspersonen zwischen ihr und der Gewalt. Die Bischöfe, Codjabaschi's, Proestoi, Demogeronten, oder wie sie alle hießen, waren die auserwählten Vertheidiger der Unterdrückten bei ihren Unterdrückern. Sie hatten die Gewalt, alle zwischen den Griechen entstandenen Civilstreitigkeiten zu entscheiden, und die Türkischen Autoritäten respectirten ihre Entscheidungen in allen den Fällen, in welchen sie dieselben überreden konnten, ihre Sprüche nach den Grundsätzen der christlichen Religion erlassen zu haben. Sie pflegten nach den Landesgewohnheiten und den durch die Kirche erhaltenen Byzantinischen Gesetzen Recht zu sprechen.

Diese verwirrten und disparaten Gesetze, diese von Provinz zu Provinz verschiedenen Gewohnheiten, diese hochmüthigen und dennoch unter dem Schwerdte der Paschas zitternden Codjabaschi's, endlich diese nicht fixirten, nicht garantirten, noch durch irgend ein Gesetz regulirten Systeme von Proestoi und Demogeronten waren in der That und Wahrheit sehr precäre Institutionen. Unter der Willkühr wilder und argwöhnischer Herrn, in Mitte der allgemeinen Corruption der Unterdrücker und der Verachtung der Unterdrückten, war es nicht möglich, etwas sicheres, regelmäsiges und beständiges zu ha-

ben. Diese Codjabaschi's, Proestoi und Bischöfe, welche sämmtlich als die Vertheidiger der Griechischen Bevölkerung betrachtet worden sind, konnten dieselbe leicht unterdrücken, ja noch willkührlicher vexiren, als ihre Tyrannen selbst. Indem sie sich um dieses Amt unter sich stritten, oder sich in die Intriguen der Paschas mengten, ruinirten diese Primaten das Griechische Volk durch das Uebermaas der Auflagen, welche die unerhörtesten Erpressungen zur Folge hatten. Indessen war denn doch ein Recht der Ueberwundenen durch die Autorität der Sieger selbst anerkannt und geheiligt, und es hing nur von den Griechen selbst ab, durch wohlwollende, zu der Stelle eines Primaten erhobene Männer, von diesem Rechte einen nützlichen Gebrauch zu machen. Das Griechische Volk, nachdem es das Recht, einem bei seinen Tyrannen accreditirten Vertheidiger zu haben, erlangt hatte, fühlte seine Lage erträglicher, es konnte sich wenigstens vor den Verfolgungen und Vexationen der Türken sichern und bewahren. Es konnte wenigstens durch diese Proestoi Tausend Umwege einschlagen; wenigstens einen Theil der Früchte seiner täglichen Arbeit genießen; weniger Erniedrigungen bei Ausübung seines Gottesdienstes erdulden; einige Schulen errichten, mittelst welcher es seiner politischen Wiedergeburt entgegen zu gehen vermochte; endlich zu jener grossen Anstren-

gung den Grund legen, welche dasselbe zur Wiedererlangung seiner Unabhängigkeit gemacht hat.

B. Von den Gewohnheiten und Gebräuchen Griechenlands, welche auf das Civilrecht Bezug haben.

1. Ueber die Ehen und Ehescheidungen.

§. 42.

Das **k a n o n i s c h e** Recht regulirt die Ehen und Ehescheidungen in ganz Griechenland.

Man findet im **H a r m e n o p o u l o s** die Verwandtschaftsgrade, welche als Ehehindernisse betrachtet werden, desgleichen die Gründe, aus welchen die Ehen wieder aufgelöst werden können.

Die **K i r c h e** erlaubt nur die erste, zweite und dritte Ehe. Wenn man Menschen finden sollte, welche auch noch eine vierte Ehe eingegangen sind, so geschah dieses aus Misbrauch. Die **K i r c h e** darf eine solche vierte eheliche Verbindung nicht einsegnen. Sie betrachtet dieselbe als unerlaubt, und die Eingehenden haben geistliche Strafen verwirkt.

Das **k a n o n i s c h e** Recht erlaubt nicht die Heirath unter Blutsverwandten bis zum siebenten Grade. Dennoch gibt es Ausnahmefälle, in welchen das kirchliche Oberhaupt berechtigt ist, die Erlaubniss dazu zu ertheilen.

Die **G e i s t l i c h k e i t** war bis jetzt die **c o m p e t e n t e** Gerichtsstelle in Allem, was die Ehen und Ehescheidungen betraf. Sie bezog

davon eine sehr bedeutende Revenue. Seit der ersten Periode des Befreiungskrieges bis zur Ankunft des verstorbenen Präsidenten, des Grafen von Capodistria, konnte die Geistlichkeit weder eine Ehe einsegnen, noch eine Ehescheidung aussprechen, ohne die Theilnahme der Civilgewalt. Um jedem Misbrauch vorzubeugen wäre es sehr nützlich, wenn irgend ein Gesetz den Grundsatz und die Art dieser Theilnahme aussprechen und zugleich Zeit die übrigen, diese Materie berührende, Punkte, in Uebereinstimmung mit dem kanonischen Rechte, reguliren wollte.

Sowohl in dem Peloponnes wie auf dem Griechischen Festlande verheirathet man gewöhnlich die Töchter zwischen dem 13ten bis zum zurückgelegten 15ten Jahre, und die Knaben zwischen dem 16ten bis zum 20sten Jahre.

Weder das Gesetz noch das Gewohnheitsrecht kennt natürliche Kinder.

Auch kennt man in Griechenland nicht den Gebrauch von Maitressen oder Concubinen. Es würde für die größte Schmach gehalten werden, wer sich eine Frau als Concubine halten oder mit derselben in unerlaubtem Umgang leben wollte. Während der Anarchie hat man einige Individuen gesehen, welche auf diese Weise Türkische Frauen hielten; allein auch damit endigten, dieselben zum Christenthum zu bekehren, und sie sodann nach dem Gesetze zu

heirathen. Es sind jetzt nur noch zwei bis drei von unseren grossen Männern übrig geblieben, welche, indem sie mit Griechischen Frauen auf ungesetzliche Weise zusammen leben, hier in Nauplia selbst seit langer Zeit öffentlichen Scandal geben. Allein sie sind Fremdlinge in Griechenland. Sie sind an dem Hofe von Ali Pascha, oder unter der Venezianischen Herrschaft corruptirt worden.

Die Adoptionen sind allenthalben im Gebrauch. Insgemein adoptirt man Kinder, deren Aeltern entweder in tiefem Elende, oder die ganz älternlos, oder von ihren Aeltern verlassen sind. Im ersten Falle wird die Adoption durch einen schriftlichen, von beiden Partheien und Zeugen unterschriebenen, Contract vorgenommen.

Die Adoption wird heut zu Tage durch eine vor Zeugen vorzunehmende kirchliche Einsegnung beendet. Allein zur Zeit der Türken reichte dieses nicht hin, um dem Adoptivsohne das unbestreitbare Recht, das Vermögen seines Adoptivvaters erben zu können, zu ertheilen. Zu diesem Ende musste der Adoptivvater vorerst eine desfallsige Erklärung vor dem Kadi machen, und dieser ihm eine schriftliche Urkunde darüber, so wie über die vorgenommene Adoption ausstellen.

Der Ehemann, welcher sich von seiner Frau scheiden lässt, ist verbunden, derselben ihre

Dos, sammt der ganzen Mitgabe und den Brautgeschenken, welche bei Eingehung der Ehe gegeben worden waren, wieder heraus zu geben. Auch hat derselbe die Kinder aus der Ehe zu sich zu nehmen. Will er sie der geschiedenen Ehefrau überlassen, so muss er ihr die Unterhaltungskosten bezahlen.

Das Türkische Gesetz verpflichtet den Ehemann, der sich von seiner Frau scheiden lassen will, ihr für jeden Tag eine bestimmte Summe für ihren Unterhalt zu bezahlen. Diese Summe wird bei den Türken zu Gunsten der Ehefrau vor dem Kadi festgesetzt, und zwar schon an dem Tage, an welchem man vor eben diesem Beamten seine Erklärung, sich heirathen zu wollen, abgibt. Die Summe war gewöhnlich dem Vermögen des Mannes und den guten Eigenschaften der Frau angemessen.

Eine verheirathete Frau kann in eigenem Namen keinen Contract eingehen, denn sie steht unter der Gewalt ihres Mannes. Dieser verwaltet das Vermögen seiner Frau, wie sein eigenes, und verfügt über die Einkünfte desselben. Allein veräußern darf er es nicht ohne die Zustimmung seiner Ehefrau.

Zu Tinos und auf einigen anderen Inseln im Archipelagus darf die Ehefrau Geld borgen, und für die Schulden ihres Mannes Gewährschaft leisten und ihre Unterschrift beifügen. Die

Gläubiger begehren diese Garantie desswegen, weil der Ehefrau gewöhnlich das Haus und die Grundstücke gehören, ihr insgemein als Dos gegeben worden sind.

Nach einer sehr verbreiteten Handelsgewohnheit kann weder die Dos der Ehefrau, noch ihr sonstiges Vermögen, oder was etwa auf ihren Namen inscribirt worden ist, für die Schulden des Mannes von dessen Gläubigern in Anspruch genommen werden, weil man in Griechenland in der Regel die Gütergemeinschaft zwischen Ehegatten nicht kennt.

2. *Von der Dos.*

§. 43.

Nach einer durch ganz Griechenland verbreiteten Sitte muss jede verheirathete Tochter dotirt werden. Gewöhnlich werden derselben im Heirathscontract einige Mobilien und Immobilien der Aeltern, so wie einige Kleidungsstücke zugesichert.

Auf einigen Inseln ist der Vater sogar verpflichtet, jeder Tochter ein ganz möblirtes und mit dem nothwendigen Hausrath versehenes Haus als Dos zu geben. Daher kommt es, dass man auf den Inseln viele Häuser trifft, bei denen die erste Etage einer anderen Familie gehört, als die zweite.

Auf manchen Inseln erhält die älteste Tochter alles, was ihre Mutter von ihren Aeltern und sonstigen Verwandten als Dos erhalten hatte. Auf Mykone ging man noch weiter. Man pflegte daselbst der ältesten Tochter nicht allein die Dos ihrer Mutter zu geben, sondern auch noch das älterliche Haus sammt dem ganzen Vermögen ihres Vaters, weil die Aeltern gewöhnlich bei dieser Tochter wohnten, von ihr gepflegt wurden und daselbst ihre Tage endigten.

Auf den Inseln Hydra und Spozzia geschah gerade das Gegentheil. Der jüngste Sohn erhält gewöhnlich das älterliche Haus. Für die übrigen Söhne sucht der Vater gleichfalls Häuser zu erbauen, und dieselben so gut als möglich zu etabliren. Die Töchter erhalten als Dos nichts als Kleider und baares Geld. (Vergleiche darüber noch, was weiter unten über die Succession bemerkt werden wird.)

Die Aeltern verhandeln und entscheiden gewöhnlich über die künftige eheliche Verbindung ihrer Kinder. Daher ereignet es sich sehr oft, dass die jungen Leute, deren Verbindung bereits schon entschieden ist, sich gar nicht einmal kennen, und dennoch sind die Beispiele sehr selten, dass sich Kinder geweigert hätten, sich dem Willen ihrer Aeltern zu fügen.

Nachdem die beiderseitigen Aeltern über den Heirathscontract und insbesondere über die

zu gebende Dos enig geworden sind, pflegen sie ihr und der künftigen Eheleute Eheversprechen mittelst Ringewechseln, so wie mittelst Ueberreichung einiger Geschenke, sehr häufig auch noch mittelst der kirchlichen Einsegnung zu heiligen, welche Einsegnung man die Verlobungs-Einsegnung (*bénédiction des fiançailles*) zu nennen pflegt.

Ungeachtet dieser priesterlichen Einsegnung ist dennoch die Ehe für die contrahirenden Theile noch nicht verbindlich. Die Ehe selbst darf nicht eher realisirt werden, als bis der Ehecontract pünktlich exequirt worden ist, und nicht eher als gesetzlich und definitiv abgeschlossen betrachtet werden, als die Hochzeit gefeiert worden ist. Erst nach dieser feierlichen religiösen Ceremonie wird die eheliche Verbindung für heilig gehalten, und erst nachher kann zur ehelichen Beiwohnung geschritten werden, welche vorher in keinem Falle erlaubt war.

Im Peloponnes sind die Sitten vor der Revolution so streng gewesen, dass der Bräutigam das Haus seiner Braut nicht betreten, ja sogar dieselbe nicht einmal anderswo in seiner Nähe sehen durfte.

3. *Von den Testamenten.*

§. 44.

Jeder Mann und jede Frau, welche entweder

emancipirt waren, oder das 25te Jahr zurück gelegt hatten, waren von je her berechtigt, ein Testament zu machen, und darin nach Willkühr über ihr Vermögen zu verfügen.

Der Erblasser kann jedem seiner Kinder oder seiner nächsten Anverwandten so viel er will hinterlassen. Er ist berechtigt, seine Neigung und Dankbarkeit eben so wohl, wie seine Abneigung zu zeigen, indem er einem seiner Kinder mehr als dem anderen hinterlässt, oder indem er sogar das entartete Kind enterbt, dessen üble Aufführung das väterliche Herz revoltirte. Er darf ferner die Testamentsexecutoren, desgleichen die Tutoren seiner minderjährigen Kinder ernennen. Die letzten werden gewöhnlich unter den nächsten Verwandten oder unter den befreundeten Familiengliedern ausgesucht.

Indem der Erblasser über sein Vermögen verfügt, pflegt derselbe gewöhnlich Legate in Geld oder Grundstücken den frommen Stiftungen als da sind Kirchen, Klöster oder Schulen seines Landes zu hinterlassen.

Starb jemand ohne ein Testament gemacht zu haben, so waren dessen Erben von je her verbunden, vor der Theilung der Masse einen Theil davon auszuscheiden, und die ausgeschiedene Summe für das Seelenheil des Verstorbenen zu verwenden. Gewöhnlich ward ein Theil die-

ser Summe den Armen, ein anderer Theil aber den Priestern für Seelenmessen gegeben.

Dasjenige Kind, welchem sein Vater entweder gar nichts in seinem Testamente hinterlassen hatte, oder nur einen geringeren Antheil als seinen übrigen Kindern, war nach dem Türkischen Gesetze berechtigt, das Testament anzugreifen und annulliren zu lassen.

Dennoch wurde das Testament, ja sogar schon der mündlich vor seinen versammelten Kindern oder vor einigen Freunden erklärte letzte Wille, als heilig und unverletzlich betrachtet. Dasjenige Kind, welches nach Türkischem Recht solche Verfügungen dennoch angegriffen hätte, musste demnach ein sehr übel berüchtigtes Individuum seyn, und es war in jedem Falle in der öffentlichen Meinung seiner Mitbürger unwiderruflich und für immer verloren. Ueberhaupt recurrirten die Griechen wegen unter sich gehabten Civilstreitigkeiten nur sehr selten an die Türkischen Gerichte, denn einentheils hatten sie eine unüberwindliche Abneigung gegen ihre Unterdrücker; anderentheils fürchteten sie zu sehr die Habsucht, als dass sie ihnen gerne einen Blick auf ihre Vermögensverhältnisse erlaubt hätten; endlich waren sie auch noch verbunden, zehn per Cent für jede an die Gerichte gebrachte Sache zu bezahlen. Daher zogen sie in der Regel vor, sich von ihren Bischöfen und den Primaten

ihres Landes richten zu lassen, deren Sprüche von der Türkischen Behörde selbst respectirt zu werden pflegten. Die Kadi's und Woiwoden erhielten sogar den, in dem über ihre Ernennung ausgefertigten Befehle enthaltenen, ausdrücklichen Auftrag, wenn sie über Raja's zu Recht erkannten, auf die Landessitte Rücksicht zu nehmen. Daher kommt es, dass die Kadi's selbst, ehe sie über Civilrechtsstreitigkeiten unter Raja's zu Recht erkannten, sehr häufig zuvor den Bischof oder einen Primaten nach der in dieser Beziehung geltenden Landesgewohnheit fragten und dessen Meinung dabei zu Rath zogen.

Nach dem Türkischen Gesetze haben die männlichen Descendenten das Recht, zwei Drittheile von dem Nachlass ihrer Verwandten zu sich zu nehmen, die weiblichen Descendenten dagegen nur ein Drittheil. Die Wittve war berechtigt, von dem Vermögen ihres verstorbenen Ehemannes diejenige Summe zu nehmen, welche dieser ihr vor dem Kadi versprochen hatte, und ausserdem noch ihre Dos.

Das Griechische durch die Kirche erhaltene Civilrecht erkennt nur die Gleichheit bei Vertheilung des Vermögens unter die Kinder an. Dennoch achtete es den letzten Willen des Testators, wenn er sogar unter seinen Kindern ungleiche Theile angeordnet haben sollte. Und

nur sehr selten sah man diese, dem letzten Willen ihrer Aeltern nicht nachkommen.

Das Vorzugsrecht des Aeltesten (*le droit d'aînesse*) im eigentlichen Sinne des Wortes ist in Griechenland nicht bekannt. Dennoch gewährte von je her auf den Inseln, wo das Feudalsystem längere Zeit gedauert hat, die Achtung der jüngeren Brüder gegen den Aeltesten diesem gewisse Vortheile, welche dem Interesse der Familie durchaus keinen Nachtheil brachten. Diese Vortheile darf der Vater auch einem anderen Sohne zuwenden und diesen dem Aeltesten vorziehen. Allein dies muss sodann noch bei Lebzeiten des Vaters geschehen oder in seinem Testamente angeordnet seyn. (S. das Weitere unten bei dem Successionsrecht.)

Die Testamente waren entweder heimliche oder öffentliche.

Heimliches Testament nannte man dasjenige, welches jemand, der keine Kinder hatte, oder im Begriffe war in die Fremde zu gehen, aus Vorsicht und bei noch gesundem Leibe machte. Ein solches Testament musste vom Erblasser eigenhändig geschrieben und unterschrieben seyn.

Das öffentliche Testament pflegte vor dem Beichtvater des Testators und vor Zeugen, welche dasselbe mit unterschreiben mussten, gemacht zu werden. Wenn der Erblasser selbst

nicht schreiben konnte oder ausser Stand es zu thun war, so musste einer seiner Freunde oder seiner nächsten Verwandten dasselbe statt Seiner unterzeichnen, und es ward davon Erwähnung gethan.

• An manchen Orten lies man das auf diese Weise abgefasste Testament auch noch von dem Landesbischof unterzeichnen, um ihm grössere Gültigkeit zu verschaffen.

Auf den Inseln des Archipelagus hatte man Notäre, Kanzler genannt, vor welchen die Testamente, Eheverträge u. s. w. abgefasst wurden. Diese Notare pflegten vom Volke erwählt zu werden. Sie waren zu gleicher Zeit die Depositare der von ihnen verfertigten Urkunden. Auch führten sie die Register, in welche das Grundeigenthum und die damit vorgegangenen Veränderungen einregistriert zu werden pflegten.

In A t h e n hatte man gleichfalls einen Notar, welcher etwa dieselben Functionen zu erfüllen hatte.

Die Streitigkeiten unter den Miterben wurden vor den Landesbischof, oder vor die Primaten und Demogeronten (die vom Volke gewählten Gemeindevorstände) gebracht. Diese entschieden jede Art von Civilstreitigkeiten als Schiedsrichter, und diejenige Parthei, welche mit ihrem Spruch nicht zufrieden war, konnte

ihren Rekurs an die Türkischen Gerichte nehmen.

4. *Von den Successionen.*

§. 45.

Nach dem Gesetze der Kirche oder nach Harmenopoulos wurde der Nachlass unter die legitimen Kinder zu gleichen Theilen vertheilt. Nach Ortsgebrauch traten aber viele Ausnahmen von dieser Regel ein.

Im Peloponnes hatten die verheiratheten Töchter, welche von ihrem Vater dotirt worden waren, keinen Antheil mehr an der Succession. Ueber den Grund dieser Sitte ist dasjenige nachzusehen, was weiter unten über die Emancipation bemerkt werden wird.

Die männlichen Descendenten pflegen an anderen Orten den Nachlass ihrer Väter zu gleichen Theilen zu vertheilen, nachdem sie ihre minderjährigen oder noch nicht verheiratheten Schwestern etablirt oder versorgt haben.

Eine bemerkenswerthe, durch ganz Griechenland vorherrschende Sitte ist die, dass die Brüder, deren Vater mit Hinterlassung nicht verheiratheter Töchter gestorben ist, ihre Schwestern versorgen, und dieselben, wenn sich kein hinreichender Nachlass vorfindet, sogar mit dem Ertrag ihrer Händearbeit etabliren. Sie genießen keine Achtung im Lande, wenn sie nicht diese

heilige Pflicht der Natur erfüllen. Es dürfte sich unter dem Volke nur sehr selten ein Beispiel finden, wonach ein junger Mann, der eine mannbare Schwester zu versorgen hat, sich selbst verheirathete, ehe er seine Schwester etablirt hätte.

In Andros erbt der älteste Sohn das Vermögen seines Vaters, und die älteste Tochter erhält die ganze Dos ihrer Mutter. Alle übrigen Kinder erhalten blos das Vermögen ihrer beiden Aeltern, welches diese nach der ehelichen Verbindung ihrer ältesten Kinder erst noch erworben haben. Diesen Nacherwerb theilen sie aber zu gleichen Theilen.

Diese barbarische Sitte, welche nun angefangen hat, auser Gebrauch zu kommen, zwingt die jüngeren Kinder von armen Aeltern zu dem geistlichen Stande überzutreten, oder anderswo ihr Glück zu versuchen.

Auf anderen Inseln geht das Vermögen, welches vom weiblichen Geschlechte herrührt, von Rechtswegen unter dem Titel Dos auf dasselbe Geschlecht über. Dasselbst nimmt die einzige Tochter sogar dann die ganze Dos ihrer Mutter zu sich, wenn diese das ganze Vermögen der Familie umfassen sollte. Nur die Kapellen machen davon eine Ausnahme, denn, wenn sie auch zur Dos einer einzigen Tochter gehören sollten, so müssen sie definitiv doch der Erbtheil eines männlichen Descendenten werden.

Der Ehemann, dessen Ehefrau stirbt und ihm ein Kind aus der Ehe hinterlässt, bleibt im Besitze der von seiner Frau erhaltenen Dos. Allein er kann dieselbe nicht veräussern, weil sie dem Kinde eigenthümlich zugehört. Dasselbe gilt von der Ehefrau, welche ihren Mann überlebt, wenn ein Kind von ihm noch am Leben ist, so lange sie nicht zu einer zweiten Ehe schreitet. Sollte jedoch dieses Kind später sterben, so darf die überlebende Wittwe nur den dritten oder vierten Theil von dem Nachlass ihres Mannes behalten, und der Rest kehrt an die Verwandten des verstorbenen Ehemannes zurück.

In Mykone bleibt im Gegentheil der ganze dem Kind angefallene Nachlass, nach dem später erfolgten Tode des Kindes, seinem überlebenden Vater oder Mutter.

Auf den Inseln macht man auch Heirathsverträge, nach welchen der überlebende Mann der Erbe seiner verstorbenen Frau, und die überlebende Ehefrau umgekehrt der Erbe ihres verstorbenen Mannes dann werden soll, wenn keine Kinder aus der Ehe vorhanden sind. Wenn jedoch der Vertrag nicht ausdrücklich unter diesen Bedingungen eingegangen worden ist, so geht sodann das Vermögen des Vorstorbenen auf seine nächsten Erben über.

Im letzten Falle nimmt jedoch an manchen

Orten, wie z. B. in Paros, die Wittwe den siebenten Theil von dem Vermögen ihres verstorbenen Ehemannes.

Wieder an anderen Orten theilt man den Nachlass des Verstorbenen in drei gleiche Theile. Der eine ist für den überlebenden Ehegatten, der andere für dessen nächste Verwandten, und der dritte Theil für dessen Seele.

Die überlebenden Aeltern, sowohl Vater als Mutter, erben das Vermögen ihres ohne Kinder verstorbenen Sohnes, und wohnen mit der verwitweten Sohnsfrau zusammen. Will diese eine neue Ehe eingehen, so darf sie ihre Dos und alle ihr von ihrem verstorbenen Manne gemachten Geschenke mit sich nehmen.

Im Peloponnes, wo die Familienväter gewohnt sind, ihre Sohnsfrauen zu sich in ihre Wohnung aufzunehmen, und mit ihren verheiratheten Söhnen zusammen zu wohnen, kommt es sehr selten vor, dass die Sohnsfrau, welche einmal mehrere Jahre mit ihren Schwiegerältern zusammen gewohnt hat, eine neue Ehe eingehen und diese Wohnung verlassen will. Sie pflegt vielmehr daselbst zu bleiben und wie eine Adoptivtochter in der Familie ihres verstorbenen Mannes zu leben.

Die Dos, einer Wittwe, so wie alles, was ihr verstorbenen Mann ihr vor oder nach der Ehe, als Brautgeschenk, als Arrha, als Schen-

kung oder unter irgend einem anderen Titel gegeben hat, wird als heilig betrachtet, und niemand kann ihr dasselbe entziehen.

Wenn man eine Wittwe, welche aus erster Ehe keine Kinder hat, oder welche eine zweite Ehe eingehen will, aus dem Hause ihres verstorbenen Ehemannes entlässt, so sind die Erben des Verstorbenen verbunden, derselben alle Kleider heraus zu geben, welche ihr als Dos gegeben oder im Heirathsvertrag zugesichert worden sind, sogar diejenigen, welche sie zu Lebzeiten ihres Mannes schon verbraucht hat.

Im Peloponnes und auf dem Griechischen Festlande bleibt gewöhnlich der älteste Sohn unter dem väterlichen Dach. In Hydra erhält dagegen der jüngste Sohn diesen Vorzug.

Auf der zuletzt genannten Insel, desgleichen zu Spezzia, geniest jeder Bruder als volles Eigenthum, was ihm sein Vater zu seinen Lebzeiten gegeben, oder ihn hat erwerben lassen. Die übrigen Brüder vertheilen als väterlichen Nachlass nur dasjenige, was ihr Vater zurück behalten, und im Augenblicke seines Todes noch besessen hat. Die Töchter erben blos ihre Dos.

5. *Von der Tutel.*

§. 46.

Die Verwandten desjenigen, welcher gestorben war ohne ein Testament zu verfertigen, oder ohne sich auf seinem Todesbette über die Tutoren seiner Kinder ausgesprochen zu haben, hatten von je her das Recht, gemeinschaftlich mit den Primaten des Landes, den hinterlassenen Waisen Tutoren oder Curatoren zu ernennen. Man nahm sie gewöhnlich unter den nächsten Verwandten des Verstorbenen. In den grossen und volkreichen Städten, oder in Handelsstädten, in denen sich Türkische Behörden vorfinden, nahmen diese an der Ernennung der Tutoren Antheil, oder, richtiger zu sagen, confirmirten dieselben die von den Verwandten der Waisen, oder vom Verstorbenen selbst in seinem Testamente getroffene Wahl.

Man kennt im Allgemeinen in Griechenland nur Curatoren, welche das Vermögen der minderjährigen Kinder zu verwalten haben. Die nächsten Verwandten üben eine Art factischer Tutel aus.

So lange der überlebende Ehegatte nicht zur zweiten Ehe schreitet, wird derselbe als der natürliche Tutor seiner Kinder und als der Curator ihres Vermögens betrachtet.

Wenn der Vater, nachdem er zur zweiten Ehe geschritten, fortfährt, das Vermögen seiner

Kinder aus erster Ehe zu verwalten, so muss er denselben nach erlangter Grosjährigkeit, in Gegenwart eines Familienrathes und der Gemeindevorstände, Rechnung stellen, und ihnen sodann ihr ganzes Vermögen heraus geben.

Die wieder verheirathete Mutter kann diese Tutel nicht beibehalten. Die nächsten Verwandten nehmen die Kinder des Verstorbenen zu sich und übernehmen die Verwaltung ihres Vermögens. Diese Verwandten haben auch beim Vater dasselbe Recht, wenn dieser, nachdem er zur zweiten Ehe geschritten, seine Kinder aus erster Ehe misshandeln oder ihr Vermögen verschleudern sollte.

Die Wittve pflegt das Vermögen ihrer Kinder gemeinschaftlich mit dem Familienrath oder mit einem nahen Verwandten des verstorbenen Mannes zu verwalten. Sie darf das Vermögen ihrer Kinder nicht veräußern, ausgenommen wenn es aus der Nothwendigkeit, sich Unterhalt zu verschaffen, geschehen muss. Sie macht sodann diese Veräußerung mit Zustimmung der nächsten Verwandten des Verstorbenen und der Gemeindevorsteher.

Auch die Curatoren haben in ähnlichen Fällen das Recht, diese Veräußerung vorzunehmen; und der Pupille, nachdem derselbe grosjährig geworden, kann diesen Act nur dann angreifen, wenn dabei Betrug statt hatte.

Die grosjährigen Brüder sind die Tutoren und Verwalter des Vermögens ihrer minderjährigen Brüder. Sobald der älteste Bruder heirathet, überläßt derselbe seinem jüngeren Bruder die Verwaltung des Vermögens seiner minderjährigen Brüder.

Die nahen Verwandten sind berechtigt, die Mutter oder die Brüder und die Curatoren zu überwachen, wenn sie sich bei Führung der Angelegenheiten ihrer Pupillen Missbräuche zu Schulden kommen lassen.

Die Curatoren sind befugt, ihren Pupillen, sogar vor ihrer gesetzlichen Grosjährigkeit, die Verwaltung ihres Vermögens zu überlassen, wenn sie sehen, dass sie geschickt und fähig sind, dieselbe selbst besorgen zu können. Die Töchter treten von Rechtswegen in den Besitz ihres Vermögens, wenn sie zur Ehe schreiten.

Wenn die Brüder den Nachlass ihrer Aeltern vertheilen, oder die Tutoren ihren Pupillen ihr Vermögen aushändigen, so müssen sie diese Handlungen in Gegenwart der Verwandten und Primaten vornehmen.

Die Responsabilität der Tutoren und Curatoren ist durch kein Gesetz fest bestimmt. Sie sind in jedem Falle wegen grober Versehen und wegen Betrugs verantwortlich.

Die Bischöfe und die Primaten des Landes schlichteten von je her als Schiedsrichter alle

Streitigkeiten, welche sich hinsichtlich des Vermögens, so wie hinsichtlich einer anderen Civilsache, erhoben haben. Nur sehr selten wendeten sich die Partheien an das Gericht des Kadi.

6. *Von der Emancipation.*

§. 47.

Nach dem Türkischen Gesetz war nach zurückgelegtem 13ten Jahre, jedes Kind für alle seine Handlungen vor Gericht verantwortlich, ohne dass es deswegen aus der väterlichen Gewalt entlassen worden wäre. Die Griechische Gewohnheit war auf das Römische Recht gebaut.¹⁰⁾ Sie variirte von einem Lande zum anderen.

Auf vielen Inseln im Archipelachus wurde der Sohn nach zurückgelegtem 25sten Jahre für grosjährig gehalten; an anderen Orten schon nach zurückgelegtem 20sten; und an noch anderen Orten, wenn er sich verheirathete.

Im Peloponnes, wo die Jünglinge sich zwischen dem 16ten und 20sten Jahre heirathen und sodann bei ihrem Vater wohnen bleiben, verlängert sich die Minderjährigkeit noch mehr. Der Sohn wird erst dann als von der väterlichen Gewalt emancipirt betrachtet, wenn er seine Ar-

10) Diese Bemerkung ist nur theilweise richtig, denn die Aufhebung der väterlichen Rechte durch separirte Oekonomie, durch Heirath und durch Abfindung der Kinder hat offenbar im Germanischen Rechte ihren Grund.

beit und Wohnung von der übrigen Familie separirt erhält. Vor dieser Separation kann er nicht über die kleinste Sache ohne Zustimmung seines Vaters disponiren.

Der Sohn wird, so lange er mit seinem Vater arbeitet, als Genosse des väterlichen Hauses betrachtet, und er ist es in der That, weil er daselbst seit seiner Kindheit arbeitet. Aus diesem Grunde erhalten nach dem Tode des Vaters die verheiratheten Töchter, welche bei der Verheirathung ihre Dos erhielten und das väterliche Haus verliesen, keinen Antheil mehr an dem väterlichen Nachlass, indem dieser natürlicher Weise die Vermuthung für sich hat, durch die Arbeit ihrer Brüder vermehrt worden zu seyn.

7. *Von dem Eigenthum, Kauf, Verkauf, Darlehen u. s. w.*

§. 48.

Das Grundeigenthum in den von den Türken beherrschten Ländern gehörte entweder Privatleuten, oder der Krone, z. B. die Brunnen, oder öffentlichen Anstalten und milden Stiftungen, als z. B. Moscheen, Klöster, u. s. w. Die letzten hies man Vakouf.

Alle diese Grundstücke waren dem Zehnten unterworfen.

Der Zehnte wurde von dem jährlichen Ertrag in Natur bezahlt, durch die Spahi's erhoben, und von dem Sultan entweder jemanden

als Apanage hingegeben, oder zum Unterhalt eines festen Platzes u. s. w. bestimmt. Diese Schenkungen waren wie Lehen, und wurden Timari, Spathi, (Degen) und Iltisame genannt. Die letzteren, welche von dem Ertrage des Zehntens von den Vakoufs und den Apanagen herrührten, wurden jährlich zur Perception an die Spahi's verkauft. Die übrigen Zehnten wurden an Aga's oder Militärchefs, entweder auf Lebenszeit, oder sogar erblich, überlassen. Die Erben solcher Aga's mussten, um in den Besitz dieser Erbschaft eintreten zu können, an die Pforte eine gewisse Summe bezahlen, und den Bérat oder die Papiere, welche diesen Besitz constatirten, nehmen.

Unter der Türkischen Herrschaft war das Eigenthum sehr precär. Dieses kam nicht daher, dass das Gesetz keinen Schutz gewährt oder das Eigenthum nicht gehörig constatirt hätte, sondern weil das Gesetz nicht geachtet worden ist. Der Sultan wurde als unumschränkter Herr und oberster Arbiter über das Leben und Vermögen seiner Unterthanen betrachtet, desgleichen als der Vertheiler aller Gunstbezeugungen und Belohnungen. Wenn seine Unterthanen einiges Vermögen besaßen, so verdankten sie dessen Erhaltung, so wie ihr Leben selbst, nur der Grosmuth und Toleranz ihres Herrn und Meisters. Er allein war daher der wahre und ein-

zige Eigenthümer. Er erbte das Vermögen desjenigen, welcher, ohne Kinder zu hinterlassen, starb. Er confiscirte das Vermögen derjenigen, welche unter dem Gewichte ihres Zornes fielen, und beschenkte damit nach Gefallen (*selon son bon plaisir*) einen anderen, gerade so, wie zur Zeit der Eroberung seine Vorfahren die Revenuen der eroberten Ländereien an die Groswürdenträger als Lehen verschenkt hatten.

Die *Vakouf's*, da sie für heilig galten, konnten niemals confiscirt noch unter die Herrschaft der Krone gebracht werden. Diese Güter bestanden in Häusern, Boutiquen und Grundstücken, deren Ertrag zur Unterhaltung der milden Stiftungen diente. Daher kam es, dass viele Privatgrundeigenthümer, welche keine Kinder oder eine Verfolgung zu besorgen hatten, ihr Vermögen den Moscheen oder Klöstern vermachten. Sie verwandelten dadurch ihr Vermögen in *Vakouf's*, und blieben dennoch im Besitze ihres Vermögens mittelst einer kleinen Abgabe, welche sie jährlich an diese milden Stiftungen zu leisten pflegten.

In den Ländern, welche durch Verträge der Türkischen Herrschaft unterworfen waren, so wie in den Gegenden oder Dörfern, welche nicht von Türken bewohnt waren, gehörte das Grundeigenthum gewöhnlich den Griechen. Auch war das Grundvermögen daselbst mehr geachtet und

gesichert. Da die Griechen ihre Gemeindevorsteher und Primaten hatten, so konnten sie durch deren Dazwischenkunft sich vor den Vexationen (avanies) und Confiscationen schützen, und von Zeit zu Zeit zu Gunsten ihres Grundeigenthums einige Freiheiten oder Privilegien der Pforte oder der Pascha's entreissen. So verordnet unter Anderem ein T ü r k i s c h e s G e s e t z, dass das Vermögen jedes ohne männliche Kinder verstorbenen Mannes zu den Domänen der Krone, zu dem Miri, geschlagen werden solle. Davon waren jedoch die Raja's im Peloponnesse ausgenommen. Das Vermögen desjenigen, der ohne männliche Kinder zu hinterlassen gestorben war, ging vielmehr auf die Töchter oder anderen nahen Verwandten über. Ein Chati-Cherif eines Sultans hatte dieses Privilegium dem Lande eingeräumt.

Auf den Inseln des Archipelachus, wo keine Türken zu wohnen pflegten, waren die Ländereien theils im Eigenthume von Privatleuten, theils der daselbst gegründeten Klöster.

Im Peloponnesse und auf dem Griechischen Festlande waren es Griechen, welche gewöhnlich den Grund und Boden bebauten, Handel und Gewerbe trieben. Allein sie waren nicht alle die Eigenthümer des Grundes, den sie bebauten.

Man pflegte die von Griechen bewohnten Dörfer, welche die Häuser, die sie bewohnten,

und die Ländereien, die sie bebauten, im Privat-eigenthum hatten, *Kephalochoria's* zu nennen. Sie waren im vollen Besitz dieses Grundeigenthums, und konnten darüber nach Willkühr verfügen, dasselbe verkaufen, auf ihre Erben übertragen u. s. w. Sie bezahlten davon den *Spahi's* den Zehnten in Natur, nach dem Maasstabe von Eins bis Sieben, oder von Eins bis Acht.

Diejenigen Ländereien dagegen, welche man *Zeugolatia's* oder *Tziflicks* ¹¹⁾ zu nennen pflegte, gehörten keineswegs den Ackersleuten, sondern grossen Türkischen oder Griechischen Grundeigenthümern. Die Bauern, welche sich darauf niedergelassen hatten, bebauten dieselben, ohne auch nur einen Zoll breit von dem Grund und Boden selbst zu besitzen.

Zuweilen besaßen die Bauern die Häuser und die daran stosenden kleinen Gemüsegärten; oder es gehörte ihnen auch zuweilen das ganze Dorf als Eigenthum, während die dasselbe umgebenden Felder, welche sie zu bebauen hatten, im Besitz der grossen Grundbesitzer waren.

11) Im Zweibrückischen, eine halbe Stunde von der Stadt, liegt ein kleines mit Mauern umgebenes Landgut, welches den Namen *Schifflick* führt. Man pflegt dem Namen gar mancherlei, zum Theil sehr abentheuerliche Deutungen zu geben, ihn z. B. von *Schuh flick*, weil König Stanislaus auf seiner Flucht daselbst seine Schuhe geflickt habe, herzuleiten. Sollte derselbe aber nicht weit eher eine bloße Türkische Reminiscenz enthalten? —

Die Anbauer solcher Tziflick's waren keine Leibeigenen. Sie liesen sich daselbst nieder und arbeiteten unter Bedingungen, über welche sie mit dem Eigenthümer von Grund und Boden übereinkamen. Sie blieben auf solchen Gütern, so lange sie ihren Vorthail dabei hatten, und sie durften sich wieder entfernen, wann sie wollten. Bei weitem die Meisten fixirten sich darauf indessen für immer, eben weil sie dabei ihr Interesse fanden. Und die Grundstücke, welche sie bauten, gingen unter denselben Bedingungen und unter denselben Abgaben auf ihre Kinder über.

Die Eigenthümer solcher Tziflick's waren verbunden, den Bauern für ihre Wohnung eine Hütte, und auserdem noch ein kleines, der Wohnung nahe gelegenes Grundstück als Garten und den nöthigen Saamen zu geben. Einige pflegten auch noch die Ochsen zu geben.

Der Bauer gab, nach Abzug dessen, was derselbe für die Einärntung den Schnittern und Dreschern in Natur gegeben, oder als Zehnten und als nöthigen Saamen zurückbehalten hatte, von dem Ueberreste des Ertrages dem Eigenthümer Drei von Zehn, oder, wenn ihm die Ochsen nicht gehörten, von dem reinen Ertrag die Hälfte. Auserdem hatte der Bauer Frohnden jeder Art zu leisten. Die lästigste von Allen war diejenige, welche man Para-Spori zu nennen pflegte. Darnach war er nämlich verbun-

den, zum ausschliesslichen Vorthail des Eigenthümers, einen grossen Theil des fruchtbarsten, und zu diesem Ende eigens vorbehaltenen Grund und Bodens zu bebauen. Er musste ihn einsäen, ärndten, die Früchte bereiten und ganz an den Eigenthümer abliefern, ohne etwas für die Unkosten abziehen zu dürfen. Nur allein den Zehnten bezahlte der Eigenthümer den Spahi's.

Die Bauern nahmen sehr häufig zu solchen Tziflick's oder zu Vakouf's gehörigen Grund und Boden, um darauf Wein- oder andere Pflanzungen zu machen, oder um darauf zu bauen, unter der Bedingung, dafür jährlich eine kleine Summe zu bezahlen. Der Pflanze war berechtigt, den ganzen Ertrag dieser Anpflanzung wie sein Privateigenthum zu genießen, auch durfte er dieselbe unter denselben Bedingungen verkaufen, oder auf seine Erben übertragen. Wenn jedoch die Pflanzung von dem Anpflanzer verlassen oder sonst ruinirt worden war, so sollte sie wieder an den ersten Besitzer des Grund und Bodens zurückfallen. Eine grosse Anzahl von solchen Ländereien existirt noch bis auf die jetzige Stunde. Da der Grund und Boden ursprünglich Türkisches Eigenthum war, so ist derselbe nun National-Eigenthum geworden, allein die Pflanzung gehört dem Pflanze. Daher pflegt man heut zu Tage solches Eigenthum Privat-National-Eigenthum (*ιδνικοιδιόκτητα*) zu nennen.

Mehrere Buden, Häuser, Mühlen und Bauplätze waren *Vakouf's*, welche unter verschiedenen Bedingungen als Privateigenthum verkauft worden sind. Eine Hauptbedingung war immer die, dass der Käufer jährlich eine bestimmte Summe an die öffentliche Anstalt, welcher der Grund und Boden geweiht war, bezahlen sollte. Solche, unter diesen Bedingungen erworbene, Grundstücke nannte man *Zédik's*, und man verstand darunter stets solches Grundeigenthum, dessen Grund selbst einer öffentlichen Anstalt oder einem anderen Eigenthümer eigenthümlich zugehörte, während der Bau selbst einem anderen Privatmanne als volles und ganzes Eigenthum zustand. Die Bedingungen, unter welchen der Bau gekauft worden war, existirten aber eben so lang als der Bau selbst. Allein diese Bedingungen mussten wieder erneuert werden, wenn der Bau verbrannt oder sonst ruinirt worden war, zuweilen sogar schon dann, wenn derselbe nur vergrößert werden sollte.

Wenn jemand ein unangebautes Landstück haben wollte, so musste er es von dem *Spahis* kaufen, indem er dafür einen *Tapis* nahm. Unter *Tapis* versteht man eine Urkunde des Inhalts, dass der Grund und Boden ihm, um denselben zu cultiviren, abgetreten worden sey.

Jedes culturfähige, und einem Privatmanne gehörige, Grundstück sollte, wenn es während

7 Jahren ununterbrochen unangebaut liegen gelassen worden war, durch den Spahis confiscirt und an einen anderen verkauft werden.

Jedes bepflanzte oder angebaute Grundstück musste vor dem Kadi verkauft werden. Die Urkunde, durch welche der Rechtstitel des Erwerbers constatirt ward, hies Chozéti, und wurde vom Kadi ausgefertigt.

Auch die Verkäufe von Grundstücken unter Privatleuten wurden vor dem Kadi abgeschlossen. Dieser hatte sie einzuregistriren und dafür 10 per Cent zu nehmen. — Auf den Inseln im Archipelagus wurden diese Käufe vor den Notären abgeschlossen, welche gleichfalls die Einregistrirung zu besorgen hatten.

Im Peloponnes pflegten die Käufe und Verkäufe unter den Griechischen Dorfbewohnern unter Privathandschrift und vor Zeugen abgeschlossen zu werden. Der Verkäufer gab dem Käufer den in Türkischer Sprache geschriebenen Tapis oder Chotzéti über das zu verkaufende Eigenthum, wenn er einen hatte, und einen in Griechischer Sprache geschriebenen Kaufcontract, welcher von Zeugen und den Primaten des Landes unterschrieben seyn musste. Man that dieses sehr häufig, um nicht jedes Mal den Türken die Einregistrirungs- und Mutationsgebühre bezahlen zu müssen.

Sehr oft wurden diese Schriften, so wie

jede andere Art von Contracten, vor den Bischöfen gemacht. Diese pflegten sodann, entweder allein oder gemeinschaftlich mit den Primaten, die Urkunde zu unterschreiben. Dergleichen Contracte waren eben so gültig, wie die vor den Kadi's eingegangenen.

Wenn man Geld lieh, so gab man darüber Quittungen, welche von demjenigen, der das Anleihen gemacht hatte, und von Zeugen unterschrieben wurden. Auf den Inseln pflegte man dergleichen Quittungen eben so wohl, wie alle übrigen Contracte, vor Notaren abzufassen.

Wenn jemand nicht schreiben konnte, so pflegte er auf die Quittungen, so wie auf die Contractsurkunden das Zeichen des Kreuzes oder den Abdruck seines Fingers zu setzen. Durch einen Anderen wurde aber dessen Name beigefügt und zu gleicher Zeit Erwähnung gethan, warum dieses Zeichen oder dieser Abdruck beigefügt worden sey.

Auf den Inseln Hydra, Spezzia, Ipsara und an noch einigen anderen Orten bestand vor der Revolution die Sitte, dass die Schiffscapitäne, wenn sie Geld empfangen, oder ganze grose Summen zum Transport erhielten, oder sogar dann, wenn sie für ihre eigene Rechnung Geld liehen, keine Quittung über das Empfangene gaben. Vielmehr notirten sie blos den Empfang in ihren Büchern, und lieferten das Erhaltene

mit der grösten Genauigkeit wieder ab, oder vollzogen mit der grösten Treue, was sie blos mündlich versprochen hatten. So sehr hielten sie an dem, was sie versprochen, an dem, wozu sie sich verbindlich gemacht hatten. Noch heute findet man, zumal auf dem Lande, Männer im Volke mit so einfachen Sitten, dass sie sich für beleidigt halten würden, wenn man ihnen in ähnlichen Fällen eine Quittung oder eine andere Garantie abfordern wollte. Sie würden dieses für Mistrauen halten und glauben, man halte sie für Unzuverlässige oder gar für Spitzbuben (fripons).

Bei Anleihen kennt man gewöhnlich nur den einfachen Zins, welchen man jährlich bezahlt. Das Türkische Gesetz kennt keine Zinsen, und zwingt niemals den Schuldner, solche zu bezahlen.

In Tinos, so wie auf einigen anderen Inseln, wurden die während 10 Jahren nicht bezogenen Zinsen, wenn sie dem Capitale gleich kamen, als verjährt betrachtet, und der Schuldner brauchte nur das Doppelte des Capitaless zu bezahlen, wenn dieses längere Zeit in seinen Händen geblieben seyn sollte.

Auf den Inseln pflegten die Männer, welche einige Reputation hatten, keine Quittung über das von ihnen geliehene Geld zu geben, zumal wenn es nur kleine Summen betraf. Sie notirten dieselben vielmehr blos in ihr Buch,

und dieses galt statt der Quittung. Die Erben weigerten sich nie, das dargeliehene Geld wieder zurück zu erstatten.

Man leiht auf Hypotheken, allein es besteht kein gutes Hypothekensystem, wodurch Misbräuche abgeschnitten würden. Daher ziehen die Darleiher vor, Mobilien, z. B. Juwelen und dergleichen mehr als Faustpfand anzunehmen.

Der Zinsfuß betrug vor der Revolution in den Handelsstädten 10 oder 12 per Cent, allein in Griechenland stand er immer höher. Jetzt besteht derselbe gewöhnlich in 24 per Cent jährlich, wegen des grossen Misstrauens, welches den Griechen durch die Ereignisse eingeflösst worden ist.

Jedermann, der auch nur den aller kleinsten Handel treibt, führt wenigstens ein einfaches Buch, in welches derselbe sein Kapital, seine Schulden, seine Ausstände und die Verkäufe und Händel, welche er täglich macht, notirt.

Die Bäcker, Spezereihändler und andere Kleinhändler haben, wenn sie jemand beständigen Credit geben, die Sitte, sich zu dem Ende etwas dicker Stöcke zu bedienen, welche der Länge nach gespalten, jedoch in der Art zubereitet sind, dass sie, wenn man sie zusammen hält, vollkommen auf einander passen. Auf beide Theile nun, wenn sie zusammen gefügt worden sind, pflegt man die Zahl der Piaster

oder das Maas über die gelieferte Quantität Waaren einzuschneiden. Sodann behält die eine Hälfte des Stockes der Gläubiger selbst und die andere Hälfte wird dem Schuldner übergeben. Diese Art sich zu berechnen ist jedoch heut zu Tage nicht mehr sehr gebräuchlich.

Die Krämer und Handelsleute pflegen gleichfalls ihre Bücher zu halten; die ersteren einfache, die letzteren aber doppelte Bücher, gerade so wie die Europäer auch.

Das Französische Handelsgesetzbuch ist bei Uns in Gültigkeit. Schon vor der Revolution ist dasselbe von den Handelsleuten in Constantinopel und Smyrna angenommen worden und durch sie auch in Griechenland in Gebrauch gekommen. Später ist dasselbe von Unseren gesetzgebenden Versammlungen angenommen worden. Wir besitzen von diesem Gesetzbuch zwei Uebersetzungen, und jetzt kündigt man Uns noch eine dritte an.

II. Das Gewohnheitsrecht von Chios.

§. 49.

Der folgende Aufsatz ist mir von einem jetzt in Syra ansässigen Chioten, und zwar in Französischer Sprache, mitgetheilt worden. Ich habe daran nichts geändert, als die Sprache.

A. E i n l e i t u n g.

Die Gemeinde von Hermoupolis in Syra besteht aus denen, welche sich während der Revolution dahin geflüchtet haben, und aus solchen, welche der Handel dahin gezogen hat. Der Anzahl nach am bedeutendsten sind die Chioten; nach ihnen folgen die Smyrnaer; und den geringsten Theil machen die Kydoneer, so wie einige Andere aus noch anderen Ländern aus.

Da diese Gemeinde erst neu errichtet und aus den Mitgliedern von sehr verschiedenen Gemeinden zusammen gesetzt ist, so hat sich bis jetzt daselbst noch kein allgemeines, allgemein geltendes, Gewohnheitsrecht gebildet.

Da indessen die in Syra etablirten Chioten bei weitem die Hälfte aller Einwohner ausmachen, und da, vor jener bekannten Katastrophe in ihrem Geburtslande im Jahre 1822, die Chioten sich unter den übrigen Griechischen Gemeinden durch die Trefflichkeit ihrer Sitten und Gebräuche auszeichneten, so wird es nicht ohne Interesse seyn, eine summarische Uebersicht über ihre Gewohnheiten zu geben.

B. Gewohnheitsrecht von Chios vor der Hellenischen Revolution.

§. 50.

1. *Von dem Erbrecht.*

Wenn jemand ab intestato starb, so wurde dessen Nachlass unter seine Kinder in der Art

vertheilt, dass die Töchter einen Theil erhielten, die Söhne aber das Doppelte.

Auf die angegebene Weise pflegte man über sein Vermögen zu verfügen, nachdem vorher abgezogen worden waren die Legate zum Vortheile der frommen Stiftungen und der öffentlichen Anstalten, als z. B. der Waisenhäuser, Spitäler, Schulen u. s. w.

Diese Sitte, wiewohl dem Naturrecht zuwider, hat in folgenden Gründen ihren Ursprung:

1) weil, wenn ein Familienvater in seinem Alter arm wurde, seine Söhne ihm aus ihrem eigenen Vermögen den nöthigen Unterhalt verschaffen mussten;

2) weil die Söhne, wenn sie nach dem Tode ihres Vaters dessen Schulden bezahlten, diese aus ihrem eigenen Vermögen tilgen mussten, ohne dass dabei die Töchter mit angezogen zu werden pflegten;

3) weil nöthigenfalls die Söhne für ihre dürftigen Schwestern sogar die Erziehung und Aussteuer im Falle der Heirath besorgen mussten;

4) weil, wenn ein sterbender Vater bei seinem Tode nur ein sehr mässiges Vermögen hinterlies, welches, wenn es nach der erwähnten Gewohnheit unter die Söhne und Töchter vertheilt worden wäre, nicht hingereicht haben würde, den Töchtern als hinreichende Dos zu

dienen, in diesem Falle die Söhne ihren Antheil auszuschlagen, und den ganzen Nachlass ihren mannbaren Schwestern zu überlassen pflegten.

2. *Von der Falcidia.*

Die Aeltern, welche 4 und mehr Kinder hatten, machten, ausser den unerlässlichen Legaten, Schenkungen über den dritten oder vierten Theil ihres Vermögens, nach dem geschriebenen Gesetz, welches auch in Chios im Gebrauch war.

3. *Von den Intestaterben.*

Die Kinder sowohl, wie die Verwandten, erbten das Vermögen desjenigen, der ab intestato gestorben war. Wenn er keine Descendenten hatte, so ging die Erbschaft an die Ascendenten und Seitenverwandten über. Waren keine solche vorhanden, so bemächtigte sich die T ü r k i s c h e Behörde seines ganzen Nachlasses.

Die Ephoren der öffentlichen Anstalten pflegten diejenigen, welche keine Erben hatten, zu überreden, zu ihren Gunsten über ihr Vermögen zu verfügen. Daher kam es, dass die T ü r k i s c h e Behörde nur sehr selten Nutzen davon zog.

4. *Von der kinderlosen Ehe.*

Wenn keine Kinder aus der Ehe vorhanden waren, und nun der Mann oder die Frau starb,

so erbte der überlebende Ehegatte die Hälfte des Vermögens des Verstorbenen. Die andere Hälfte gehörte den Erben.

Dieses galt jedoch nur dann, wenn der Verstorbene ab intestato gestorben war.

5. *Von der Dos.*

Die verheirathete und dotirte Frau konnte, wenn sie wollte, nach dem Tode ihrer Verwandten, ihr richtiges Quantum von der Erbschaft, ihre Dos natürlich einbegriffen, begehren. In diesem Falle wurde dann das Vermögen nach der später zu erwähnenden Gewohnheit unter die Brüder und Schwestern in der Art vertheilt, dass die Söhne zwei Theile, die Töchter dagegen nur einen Theil erhielten. Dieser Fall ereignete sich jedoch nur sehr selten.

Die Dos wurde als ein unveräusserliches, dem Manne, der Frau und den in der Ehe erzeugten Kindern gemeinschaftlich gehörendes Gut betrachtet.

Wenn der Ehemann Handel trieb und Faillit machte, so gebührte der Dos eine gesetzliche wiewohl stillschweigende Hypothek auf das ganze Mobilien- und Immobilien-Vermögen.

6. *Vom Kauf und Verkauf.*

Der Verkauf von Immobilien musste vor Notar gemacht werden. Jeder andere Privatverkauf war ungültig.

7. *Von den Hypotheken.*

Jeder Hypotheken-Act musste vor Notar gemacht, und die Verbindlichkeit, um jeden Betrug von Seiten des Schuldners zu vermeiden, in das *Inscriptions-Register* eingeschrieben werden.

8. *Von dem Pachtcontracte und der Emphyteuse.*

Alle öffentlichen Güter wurden auf 1, 2 oder 3 Generationen für einen jährlich bestimmten Preis verpachtet. Jeder Schaden musste von dem Pächter getragen werden, mit einziger Ausnahme der unvorhergesehenen Fälle und des reinen Zufalls.

9. *Von der Arrha und deren Zurückforderung bei der Ehe.*

Die Einwilligung der unabhängigen Kinder, so wie der Verwandten für ihre minderjährigen Kinder, ferner die Festsetzung der Dos vermittelt Unterhändler, alles dieses galt als wesentlicher Theil des Ehecontractes, welcher durch einen Notar abgefasst werden musste.

Der erste Besuch, welchen der Bräutigam in der Familie seines Schwiegervaters machte, war für ihn noch nicht verbindlich. Allein, wenn derselbe nach dem zweiten Besuche auf den Ehecontract verzichtete, so ging, zur Strafe für die Uebertretung des Contractes, die Arrha zu Gunsten des jungen Mädchens verloren, und es

war dem jungen Manne für immer verboten, mit irgend einer anderen Familie in dem Lande in eine eheliche Verbindung zu treten. Dem jungen Mädchen dagegen und ihren Verwandten stand es immer frei, den Vertrag wieder aufzuheben. Allein dann musste das Mädchen alle Arrhen, so wie alle Geschenke, welche der Ehe vorhergegangen waren, zurückgeben.

10. *Von den Testamenten.*

Das ganze Volk von Chios war verbunden, die Testamente zu respectiren. Man durfte nichts dagegen thun.

11. *Von den Tutoren.*

Die Tutoren hatten eine sehr grose Verantwortlichkeit auf sich, zumal im Falle der üblen Verwaltung des Vermögens der Pupillen. Dieses Amt wurde gewöhnlich reichen und entschieden rechtlichen Leuten von ihren Verwandten, oder, wenn sie keine solche hatten, von der Demogerontie anvertraut.

12. *Allgemeine Bestimmungen.*

Ueber Miethe, Niesbrauch und Ackergesetze gab es nur sehr wenige Gewohnheiten. Der Codex des Harmenopoulos hatte fast allenthalben Gültigkeit.

C. Bemerkungen.

§. 51.

Diese Sitten und Gebräuche hatten vor der Katastrophe von Chios im Jahre 1822 Gesetzeskraft. Die Verwaltung von Chios, eine Art von aristocratischer Demokratie (aristo - democratie), welche fast ganz unabhängig von der Türkischen Auctorität war, und das Land ganz in seiner Gewalt hatte, wachte sehr strenge auf die Erhaltung dieser Gewohnheiten. Und wenn die Türkische Behörde sich manchmal einen Eingriff in dieselben erlaubte, so that die Landesverwaltung Alles, was in ihrer Gewalt stand, opferte sogar beträchtliche Geldsummen, um zu verhindern, dass auch nur die allergeringste Gewohnheit aufgehoben würde.

Als nach der erwähnten Katastrophe von Chios der größte Theil der Chioten sich in Syra niederliess, so konnten sie ihr Gewohnheitsrecht nicht nach seiner ganzen Ausdehnung ins Leben setzen, indem dieselben nun einer fremden, ganz verschiedenen Verwaltung, unterworfen waren.

III. Das Gewohnheitsrecht auf einigen Inseln des Archipelagus.

§. 52.

Der Verfasser der nachfolgenden Skizze ist ein Grieche aus Tinos. Er war unter der

Herrschaft Capodistria's Präsident eines Gerichtes. Derselbe ist ein sehr guter katholischer Christ, daher hebt er (§. 53 No. 4.) die katholische Kirche heraus, und eifert später gegen die Griechische (§. 54 No. 5.).

Sein Aufsatz ist in Italienischer Sprache verfasst; ich gebe ihn aber in Deutscher Uebersetzung.

A. T i n o s.

1. In Tinos hat sich von alten Zeiten her das Gesetz erhalten, dass wenn die Interessen (zu 10 per Cent) dem Capital binnen 10 Jahren gleichkommen, der Darleiher nicht mehr als das Doppelte verlangen konnte, wenn auch mehr als 10 Jahre verflossen waren.

2. Wenn nur ein Monat oder noch weniger vom Jahr abgelaufen war, so bewilligte man nur 1 per Cent, und noch mehr bewilligte man, wenn es für Seeunternehmungen geliehen worden war.

3. Jedes Document, sey es Testament oder Ehecontract, oder Schenkung, gegen die Anforderungen des Gesetzes ausgefertigt, wurde annullirt, zumal die Schenkungen auf den Todesfall (*donationes mortis causa*) wurden nicht beachtet.

4. Wenn der Mann oder die Frau ohne Söhne und ohne ein Testament zu machen (*ab intestato*) gestorben war, so trat der überlebende Theil mit den Verwandten als Miterbe in den Nachlass

des Verstorbenen ein, und wenn er auch Söhne kinterlassen hatte, welche aber vor dem Alter der Mündigkeit gestorben waren, so erbte der überlebende Vater mit den anderen Söhnen oder Verwandten den Sohn zu gleichen Theilen.

5. Der Nachlass des Verstorbenen wurde, wenn der Erblasser ohne Söhne gestorben war, in drei Theile getheilt: den einen bekam die Seele des Verstorbenen, einen die Verwandten, und den dritten die überlebende Gattin.

6. Wenn ein Erblasser starb, ohne einen seiner Söhne im Testament zum Erben einzusetzen, und darin nicht erwähnte, warum er ihn nicht zum Erben haben wolle, so war das Testament ungültig; eben so wenn ein Bruder bei seinem Absterben nicht einen seiner Brüder einsetzte.

7. Beim Verkauf eines väterlichen Gutes hatte der Vater und die Brüder den Vorzug, nicht aber die Neffen (nepoti). Die letzteren schloss die öffentliche Versteigerung aus. Dieses Recht stand jedoch auch den Seitenverwandten in dem Falle zu, wenn der Verkauf durch einen Privatact gemacht worden war.

8. Bei Gütern, welche mit 30 per Cent Schaden verkauft worden waren, war der Erwerber zu Schadensersatz verbunden; wenn aber der Schaden die Hälfte überstieg, so hing es von der

Willkühr des Erwerbers ab, die Sache zurück zu geben.

B. S y r a.

§. 53.

1. Wenn auch der Vater alle seine Güter einem Kinde hinterlässt, und den Uebrigen nur etwas Weniges vermacht, so sind die Testamente gültig.

2. In der Ehe sind die Güter gemeinschaftlich, und die Frau nimmt eben so wohl an dem Erwerb, als an den Schulden des Gatten Theil.

3. Die Güter des verstorbenen Theils gehen auf dessen Erben über, ohne dass der überlebende Ehegatte etwas davon erhält.

4. Die Ehecontracte sind gültig, wenn sie bei den Lateinern mittelst der bischöflichen Canzlei verfertigt worden sind.

5. Mehr als das ausgeliehene verdoppelte Capital darf nicht begehrt werden.

6. Immobilien können nicht verkauft werden, ehe die Verwandten davon in Kenntniss gesetzt worden sind, und wenn der Verkauf während der Abwesenheit eines solchen geschehen ist, so hat derselbe nach seiner Rückkehr das Recht der Wiedereinlösung.

7. Ueber acquirirte Güter kann man, sogar zu Gunsten von Fremden, verfügen.

8. Die Brüder und Erben von Brüdern, und eben so die Neffen haben nicht das Recht einzutreten.

9. Mündliche Testamente haben keine Gültigkeit; wenn sie aber für fromme Zwecke gemacht worden waren, hielt man sie aufrecht in so weit, als der Erblasser für das Wohl seiner Seele verfügt hatte.

C. In vielen anderen Theilen von Griechenland.

§. 54.

1. Es war erlaubt, mehr als 10 per Cent Zinsen zu nehmen, ja man konnte sogar die Zinsen für so viele Jahre fordern, als man sie schuldig war.

2. Die Ehecontracte wurden immer für heilig gehalten.

3. Die Errungenschaft wurde an manchen Orten dem Manne überlassen, an anderen dagegen zu gleichen Theilen zwischen Mann und Frau vertheilt.

4. Während des Wittwenstandes hat der überlebende Ehegatte den Genuss des Vermögens des verstorbenen Ehegatten, zumal beobachtet man dies bei der Wittwe.

5. Die Ehescheidung, sogar ohne Angabe eines Grundes, ist nach dem Griechischen Ritus erlaubt, wobei es den geschiedenen Ehegatten gestattet ist, wieder zu einer zweiten Ehe zu

schreiten. In solchen Fällen hat jedoch das Geld mehr Macht, als das Gesetz.

6. Bei Gütern, welche man mala fide besessen hat, kommt die 30jährige Verjährung zur Anwendung.

IV. Von den Sitten und Gewohnheiten der Maina.

§. 55.

Noch existiren eine grose Menge von Sitten und Gebräuchen in den verschiedenen Theilen von Griechenland, deren Wurzel zum Theil bis ins höchste Alterthum hinaufreicht. Insbesondere bei einzugehenden Ehen, unter Anderem das Ringewechseln. Die Krönung der Braut. Das Herumführen der beiden Brautleute in der ganzen Gemeinde unter Begleitung der Familie und der Freunde, so wie unter Voraustritt einiger Zitterspieler. Ferner die Ausschmückung der Braut mit allen Hochzeits- und Brautgeschenken. Dann die Ausgrabung der Knochen des verstorbenen Ehegatten, und deren neue Einsegnung, wenn eine Wittwe oder ein Wittwer zur zweiten Ehe zu schreiten gedenkt u. s. w. Aehnliche Gebräuche haben bei Todesfällen statt, z. B. das Wehklagen, auch durch dazugedungene Frauen. Das Bartwachsenlassen während der Trauer u. drgl. mehr. Namentlich pflegte man auch bei anderen Unglücksfällen, z. B. bei Verhaftungen, den Bart wachsen zu lassen, bis

das Unglück abgewendet oder Rache geübt worden war. Dann die Aufbewahrung des Weines in Bocksfellen und andere Sitten mehr. ¹²⁾

Allein einentheils gehört die Constatirung solcher Sitten und Gebräuche nicht zu der mir vorgesetzten Aufgabe, welche hauptsächlich den öffentlichen und Privat-Rechtszustand zum Gegenstande hat. Anderentheils war mein Aufenthalt in Griechenland zu kurz, um auch alle diese Dinge genau erforschen zu können, oder durch andere glaubwürdige Personen unter meiner Leitung erforschen zu lassen. Das Weitere erwartet daher einen anderen künftigen Forscher, dem mehr Muse vergönnt seyn wird, um die Sitten dieses interessanten Landes, das nun kaum erst für Europa und die Welt geöffnet worden ist, genauer kennen zu lernen und zu beschreiben.

Nur über das Volk der Mainoten, über diesen interessantesten aller Griechischen Volksstämme, kann ich nicht umhin, noch Einiges hier zu bemerken. ¹³⁾ Die von mir in den folgenden

12) Vrgl. Tournéfort I. p. 186 — 197. Guy's, voyage littéraire de la Grèce etc. tom. I. an vielen Stellen. Chandler, voyages etc. III. p. 58 — 61. Pouqueville, voyage dans la Grèce, II. p. 576 f., 583 f., IV. p. 130, 422 — 424. Saint Sauveur, voyage. II. p. 41 — 56.

13) Vrgl. Leake, Morea, tom. I. an verschiedenen Stellen, wo er gleichfalls von den Sitten der Mainoten spricht. Dann Choiseul Gouffier, I. p. 7. Sehr anziehende Bemerkungen über die Sitten der Mainoten findet man zumal bei

§§. mitgetheilten Bemerkungen beruhen auf eigenen im Lande selbst eingezogenen Erkundigungen.

§. 56.

Das Volk der Mainoten zählte zur Zeit des Ausbruchs der Griechischen Revolution im Jahre 1821 kaum 20,000 Mann. Dennoch hat sich dasselbe auch seit der Vertreibung der Venezianer, nicht vollständig unter das Joch der Osmanen gebeugt. Seine Armuth hauptsächlich, so wie die Unfruchtbarkeit seines steinigen Bodens waren die unübersteiglichen Bollwerke seiner Freiheit. Wer wäre wohl auch thöricht genug gewesen, diese armen Gebirgsleute, welche, wie Gemen, von Felsen zu Felsen springend, sich jeder Verfolgung mit leichter Mühe entzogen haben würden, in ihrem eigenen Lande anzugreifen?

Die nothwendige Folge dieser Isolirung war, dass die Mainoten dem übrigen Europa, ja ihrem eigenen Griechischen Vaterlande, völlig fremd geblieben sind, ihre alten Sitten und Gebräuche

Moritt, account of a journey throug the district of Maina, mit Zusätzen von Dr. Sibthorp in R. Walpole, memoirs, p. 39 ff. Ferner bei Saint Sauveur, voyage III. p. 367 — 374. Und schon aus dem 17ten Jahrhundert bei de la Guilletiere, Lacedemone ancienne et nouvelle, p. 100 — 107, wo auch eine Beschreibung ihrer Wohnungen und Thürme zu finden ist. Dann bei de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle, p. 30 — 51, wo nebst manchem Anderen auch von den Calogern und ihrem Dienste bei Seeräubereien, die Rede ist.

bis auf die jetzige Stunde bewahrt haben, wie vielleicht kein anderer Volksstamm in Europa. Sie sind daher in jedem Falle das einzige Volk in Europa, welches mittelalterliches Wesen und mittelalterliche Sitte ganz unversehrt bis auf unsere Tage zu bringen gewusst hat.

Die Beschreibung ihrer Sitten und Gebräuche erinnert ganz unwillkürlich einentheils an die Beschreibung alt-Germanischer Sitten durch Tacitus, anderntheils aber auch an alt-Griechische. Dass aber alt-Germanische und alt-Griechische Sitte sich nicht ganz fremd waren, haben schon vor längerer Zeit, namentlich Englische Geschichtsforscher, bemerkt.¹⁴⁾

§. 57.

Der freie Mainote kannte keine andere Abhängigkeit, als die von seinem eingebohrnen Fürsten, seinem Bey. Diesem gehorchte er aber mehr aus Zuneigung, als wegen irgend eines äusseren Zwanges, und blos in Sachen der öffentlichen Ordnung (§. 61). In seinem Hause und über die Seinigen war der Mainote unbeschränkter und völlig unabhängiger Herr. Jede Familie wohnte allein, ohne irgend jemand über die Art, wie sie lebte, Rechenschaft zu geben.

Hinsichtlich der Lebensart selbst wurde aber das Volk von jeher in zwei Classen, wenn man

14) Selden, historical discours, lib. I. chap. 41.

will, in zwei Stände abgetheilt. Die Einen hießen Famegi, die andern Buluxi. Die Ersteren, vielleicht von familia, famiglia, ¹⁵⁾ famigli oder famegi genannt, waren dasselbe, was bei den Alten die freigelassenen Heloten, oder die Lakedämonier im Gegensatz der Dorischen Spartaner gewesen sind. ¹⁶⁾ Die Buluxi dagegen können mit den alten freien Spartanern verglichen werden. Ihr Name kommt aus dem Türkischen und bedeutet einen Chef der bewaffneten Gewalt. Eine grössere oder kleinere Anzahl von Famegi (famuli) pflegte sich an einen solchen Bulux anzuschliesen, unter seiner Anführung zum Ranb oder in die Familienfehde, oder in einen sonstigen Kampf auszuziehen, und ihn als seinen unmittelbaren Oberen, als seinen Capitän zu betrachten. Diese Buluxi waren demnach ganz buchstäblich die Häuptlinge, principes, die seniores, seigneurs, oder der Adel im Sinne unseres Deutschen Mittelalters.

Die Einen, wie die Anderen, waren berechtigt, Waffen zu tragen. Die Buluxi hatten aber

15) Die Sprache der Mainoten war von jeher weit corrumpirter, als die Sprache der übrigen Griechen. Und wegen ihres häufigen Handels mit den Italienern und Spaniern hatten sich namentlich schon früh Italienische Ausdrücke eingeschlichen. Vergl. de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle, p. 35.

16) W. Wachsmuth, Hellenische Alterthumskunde. I. 1. p. 160 ff. u. F. Hermann, Lehrbuch der Griechischen Staatsalterthümer §. 19 p. 41.

große Vorrechte. Während nämlich die Famegi in einer Höhle oder in einer kleinen Hütte zu wohnen pflegten, wohnten die Buluxi in Thürmen, welche entweder mit Mauern, oder wenigstens mit, mittelst auf einander gelegten Steinen gemachten, Einfassungen umgeben waren.^{16a)} Diese Senioren hatten sogar nur allein das Recht, solche Thürme zu erbauen. Nach der Anzahl dieser Häuptlinge richtete sich daher die Zahl der in der Maina bestehenden Thürme. Noch im Jahre 1834 zählte man ihrer etwa 800. Ausserdem hatten diese Seigneurs auch noch das Recht, große Hunde zu halten, zur Bewachung ihrer kleinen Festungen, welche der Schrecken für alle diejenigen waren, welche, ohne zur Familie selbst zu gehören, der Feste zu nahen wagten.¹⁷⁾

Die Buluxi waren demnach die Vollfreien mit allen Rechten der freien Mainoten. Die Famegi dagegen die Gemeinfreien, denn auch sie waren, wie bemerkt, berechtigt, Waffen zu tragen.

16a) Eine Beschreibung dieser Wohnungen aus dem 17ten Jahrhundert, wie sie aber noch bis auf die jetzige Stunde bestehen, findet sich bei de la Guilletiere, Lacedemone ancienne et nouvelle p. 100 u. 101.

17) Ueber die Schönheit dieser, auch schon im Alterthume berühmten (... Spartanos, genus est audax avidumque ferae etc. Seneca) Hunde der Mainoten, S. de la Guilletiere, Lacedemone. p. 88, 199—209, 413 ff.

Zu den Freien gehörte natürlich auch die Geistlichkeit. Daher pflegte auch der Geistliche mit Pistolen und einer Flinte bewaffnet in der Kirche zu erscheinen, und nur während der Messe die Waffen neben dem Altare niederzulegen. Sogar zum Raube und in den Kampf zog gewöhnlich ein bewaffneter Priester mit. Theils um den nöthigen Segen zu spenden, theils um durch seine Gegenwart zum Kampfe oder zum Raube zu ermuntern. Kein Mainotisches Raubschiff war ohne seinen Priester, und noch im Jahre 1834 fiel ein mitkämpfender Priester im Kampfe gegen die Königlichen Truppen. Viele Caloger bewohnten sogar die zahlreichen Höhlen an dem Meere hin, um von hier aus die ankommenden Schiffe zu beobachten. Hatten sie eines erblickt, so stiegen sie herab, in das nächste Dorf, um auf die sich nahende Beute aufmerksam zu machen. ¹⁸⁾

§. 58.

Die Jünglinge pflegten im 18ten Jahre schon sehr kräftig und völlig ausgewachsen zu seyn, dennoch heiratheten sie erst nach zurückgelegtem 25sten Jahre.

Der Vater verheirathete gewöhnlich seine Tochter, ohne diese zuvor wegen ihren Neigungen zu fragen. Waren die beiderseitigen Ael-

18) de la Guilletiere, Athenes p. 34.

tern einig über die einzugehende Verbindung, so fragte dann der Vater der Braut den Bräutigam nach dem Tage der Heirath. Besaß dieser Vermögen genug, um eine Familie unterhalten zu können, so antwortete derselbe, dass seine Aeltern ihren Consens zur Ehe nicht gegeben haben würden, wenn sie ihm nicht zu gleicher Zeit die zur Unterhaltung einer Familie nöthigen Mittel bewilligt hätten. Hierauf wurde der Hochzeitstag bestimmt und zur Ehe selbst geschritten.

Fehlten dem Bräutigam die nöthigen Mittel, so unterblieb entweder die Ehe ganz, oder die Hochzeit wurde zwar gefeiert, der Vater behielt aber einstweilen seine Tochter bei sich im Hause, bis der Bräutigam eine eigene Wohnung sammt dem nöthigen Unterhalt gefunden hatte. Dauerte dies dem Vater zu lang, so hob er auch wohl die Verbindung, kraft eigener Machtvollkommenheit, wieder auf und verheirathete seine Tochter an einen Anderen.

Die Frau brachte in der Regel ihrem Manne keine Dots zu. Der Bräutigam musste vielmehr dem Vater seiner Braut eine kleine, nie drei Thaler übersteigende Summe, und ausserdem noch drei bis vier Ziegen geben. Diese Geschenke wurden für die Erlaubniss, seine Braut sehen zu dürfen, und daher immer dann gegeben, wenn der Bräutigam seiner Braut den ersten Besuch machte. Nur bei den sehr angesehenen und mäch-

tigen Familien pflegte auch eine Dos vorzukommen. In den Dörfern am Vorgebirge Matapan (Kakavoulia) erhielt die Braut, wenn sie das älterliche Haus verlies, einige Geschenke, welche diese aber auf ihrem eigenen Rücken bis zur Wohnung ihres Bräutigams tragen musste. Der Bräutigam durfte das Haus seiner Braut nie allein, sondern immer nur in Begleitung eines Anderen betreten, sonst wurde der Ehevertrag für null und nichtig gehalten.

Bei der Geburt eines Kindes strömten alle Bekannten und Freunde in die Wohnung der Wöchnerin, um Glück zu wünschen. Man lärmte, schoss, erhielt und ass Kuchen und Nudeln. Alles war voller Fröhlichkeit.

Bei der Taufe pflegte der Priester dem Kinde mit einer Schere einige Haare abzuschneiden, sie zusammen zu wickeln, und dieselben dann in das Taufwasser zu werfen. ¹⁹⁾

Die Knaben blieben bis zum zurückgelegten 7ten Jahre unter der Aufsicht und Leitung der Mutter. Nach diesem Alter übernahm der Vater die weitere Erziehung seiner Söhne, welche indessen in nichts Anderem, als im Waffentragen und in Waffenübungen bestand. Daher pflegte auch der Vater nicht von seinen Söhnen

19) Eine ähnliche Gewohnheit bei den Schypetars in Albanien. Pouqueville, voyage dans la Grèce. II. p. 580. f.

zu sprechen, er pflegte nicht zu sagen: ich habe zwei bis drei Söhne, sondern ich habe so viele Waffen. In dem Alter von 9 Jahren wurde den Söhnen gewöhnlich die Bewachung des Thurmes anvertraut. Einentheils um sie auch daran zu gewöhnen. Anderntheils aber wegen der bestehenden Blutrache, um zu verhindern, dass dieselben den Familienfeinden begegnen und von ihnen getödtet werden möchten. Hiermit war aber die ganze Erziehung vollendet. — Wer denkt dabei nicht ganz unwillkührlich an die Erziehungsweise der alten Spartaner?!

Die Frauen standen dem Hauswesen vor, besorgten alle häuslichen Arbeiten, bestellten die Felder, und hatten die Aufsicht über die Töchter und deren Erziehung. Wiewohl nun die eigentliche Bestimmung der Frauen das Haus und Feld gewesen ist, so sah man sie doch auch nicht selten bewaffnet, den Fehden und Raubzügen folgen.²⁰⁾

Starb eine Ehefrau, so mussten alle von ihrer Familie erhaltenen Braut- und Hochzeitsgeschenke wieder zurück gegeben werden. Starb dagegen der Ehemann, so hatte die Wittwe, während des Wittwenstandes, den Niesbrauch am gesammten Nachlasse ihres Mannes.

Die Ehescheidung hatte nur in zwei Fällen

20) Beispiele bei de la Guilletiere, Athenes p. 40—42.

statt, wegen bekannter und notorischer Unverträglichkeit des Characters, dann wegen bösslichen Verlassens, wenn die Abwesenheit des Ehemannes 7 Jahre lang gedauert hatte. Wäre jedoch die Ehefrau im letzten Falle zu einer zweiten Ehe geschritten, so war dieselbe entehrt, und der etwa zurückkehrende Ehemann berechtigt, den neuen Ehemann zu befehlen und Rache an ihm zu üben.

Wenn eine Ehefrau unfruchtbar gewesen ist, so konnte der Mann seine Frau und deren Vater bitten, ihm die Ehescheidung erlauben zu wollen. Wurde dieselbe, wie dieses gewöhnlich der Fall war, gestattet, so durfte der Mann zu einer zweiten Ehe schreiten. Er musste jedoch seiner ersten Frau jährlich hundert Ocka Getraide geben. Gewöhnlich wohnte dann die erste Ehefrau der Feier der zweiten Ehe bei, und nicht selten sah man sie sogar in der Wohnung ihres früheren Mannes zurück bleiben, um die Kinder aus der zweiten Ehe zu erziehen.

§. 59.

Beim Tode der beiden Ehegatten fiel das Wohngebäude, wenn kein Testament gemacht worden, und keine Kinder aus der Ehe vorhanden waren, an die Verwandten.

Die Testamente wurden bald schriftlich, noch häufiger aber blos mündlich gemacht. Ge-

wöhnlich pflegte der Sterbende anzuempfehlen, die angethanen Beleidigungen nicht zu rächen, sondern der Vergessenheit zu übergeben.

Entstandene Streitigkeiten wurden sehr häufig durch zwei Schiedsrichter geschlichtet (§. 220). Sehr oft war es aber auch die zu einer Art Familienrath versammelte Familie, die entschied, sogar über Leben und Tod. Denn Gerichte hatten die Mainoten noch keine gesehen.

Ehestreitigkeiten pflegten von dem Bischof, ohne weitere Förmlichkeit, entschieden zu werden.

War ein Schuldner zu exequiren, so wurde auf sein Vermögen dadurch Beschlag gelegt, dass die Gläubiger auf die vier Ecken des Grundstücks ihres Schuldners Steine hinsetzten. Eine solche Beschlagnahme war unverletzlich, und konnte nur durch Bezahlung des Schuldners, oder, wenn er dazu stark genug war, mittelst Waffengewalt wieder aufgehoben werden.

Es galt nämlich in der Maina ganz vollständiges Faustrecht (§. 219 u. 220). Sogar der Todtschlag war unter gewissen Bedingungen erlaubt. Derselbe konnte nämlich mit Geld versöhnt werden, oder man gestattete, wenn die Beleidigung zu gros war, oder der Beleidigte sich mit Geld nicht zufrieden stellen lassen wollte, dem Beleidigten ein, zwei bis drei Morde. Das heisst, die Familie des Beleidigers gestattete der

Familie des Beleidigten dadurch Rache zu nehmen, dass er ungestraft einen, zwei oder drei ihrer Verwandten mordete. Der zum Mord Berechtigte pflegte dann jede Gelegenheit zu ergreifen, um von seinem Rechte Gebrauch zu machen. Sogar gegen unschuldige Kinder, zumal männlichen Geschlechts, pflegte man die Blutrache zu üben. Deshalb gerade pflegte man die Söhne zu Haus zu behalten, und hauptsächlich zur Vertheidigung der Thürme zu verwenden, um sie auf diese Weise gegen die Blutrache zu schützen. Daher kommt es, dass manche Kinder ihre älterliche Wohnung erst im späteren Mannesalter verliessen, weil sie dann erst im Stande waren, Gewalt mit Gewalt zu vertreiben. Beispiele von ähnlichen Sitten findet man heut zu Tage, wenigstens im civilisirten Europa, nur noch in Corsica.

Man ging in der Maina sogar so weit, dass man eigene schriftliche Contracte über diese Blutrache abschloss. Wenn nämlich jemand den Anderen beleidigt und dafür noch keine Genugthuung erhalten hatte, oder dem Anderen eine Geldsumme geborgt oder einen sonstigen Dienst geleistet und dafür noch keine Gegenleistung erhalten hatte, so pflegte darüber eine schriftliche Urkunde aufgesetzt und darin für den Fall, dass der Schuldner die schuldige Summe nicht bezahlen, oder die stipulirte Ge-

genleistung nicht erfüllen würde, der Gläubiger zu einem, zwei und mehreren Morden autorisirt zu werden. Das heisst mit anderen Worten, der Gläubiger wurde berechtigt, in einem solchen Falle Blutrache an der Familie des Schuldners zu üben, und dieser ein, zwei und mehrere Verwandte ungestraft tödten zu dürfen.

Wenn aber auch im Falle der unerlaubten Blutrache ein Todtschlag begangen, und der Todtschläger von den Verwandten des Getödteten belagert worden war, so konnte der Thäter sein Leben dadurch retten, dass er sich seinen Feinden übergab. Denn dann erheischte es Pflicht und Ehre, ihm das Leben zu schenken. In einem solchen Falle pflegte sogar der Vater des Getödteten sehr häufig den Todtschläger zu umarmen, und ihn, wenn er selbst keinen Sohn hatte, als solchen zu adoptiren.

Der lange Bart war das Zeichen der noch nicht geübten Rache, so wie das Zeichen einer jeden Trauer. Daher ward der Bart erst dann wieder geschoren, wenn die Blutrache vorüber oder die Trauer zu Ende war. ²¹⁾

21) Dieses in der Maina geübte Faustrecht ist sehr gut von einem Augenzeugen beschrieben bei Saint Sauveur, voyage III. p. 369. — Si un Mainote tue un autre, tous les parens du mort se réunissent pour le venger. On laisse croître la barbe jusqu'à ce que l'on ait une entière satisfaction. On assiège l'assassin et toute sa famille dans sa propre maison. Les maisons sont toutes bâties en pierre, et propres à résister à des attaques.

Zu den ehrwürdigen Gebräuchen der Mainoten gehörte von je her auch die Hospitalität. Sie wurde heilig gehalten. Daher verrieth der Mainote seinen Gast gar nie. Er leistete ihm im Gegentheil Hülfe und Beistand, wo dieser es bedurfte oder verlangte. Und wer selbst der Gastfreundschaft genossen hatte, erinnerte sich derselben jederzeit und betrachtete sie als eine heilige Pflicht.

§. 60.

Die Mainoten hatten von je her auch grose Neigung zur Poesie. Unter anderen existirt noch ein altes Gedicht, welches, für die Kenntniss der Maina nicht uninteressant, hier gleichfalls eine Stelle verdient.

Der Verfasser hiess, wie er es am Ende des Gedichtes selbst sagt, Nikitas. Ein noch jetzt in Griechenland bekannter Name. Er soll, nach einer in Lakonien sehr verbreiteten Ansicht, selbst ein Mainote gewesen seyn, und etwa vor

On conserve la mémoire d'une famille qui se défendit pendant plusieurs années. Les assiégés ne pouvant sortir pour aller chercher des provisions, vivoient des secours que leurs amis leur procuroient d'une manière très-adroite. Trop foibles par leur petit nombre pour les aider ouvertement, sans l'exposer au ressentiment de leurs ennemis, il se mêloient avec ceux-ci pendant la nuit, et feignant d'être de leur parti, au lieu de lancer des pierres, ils jetoient des petits pains, des morceaux de fromage, des fruits.

70 Jahren, also in der Mitte des vorigen Jahrhunderts, gelebt haben. Allein gegen diese Ansicht lassen sich sehr bedeutende Zweifel aus dem Gedichte selbst erheben.

Hinsichtlich der Zeit der Abfassung des Gedichtes muss nämlich bemerkt werden, dass in demselben schon von dem bekannten Tzanet-Bey die Rede ist, der sogar der Held des Gedichtes zu seyn scheint. Da nun aber Tzanetbey erst nach dem bekannten Aufstande im Jahre 1770 regiert hat, so kann der Verfasser nicht vor der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts geschrieben haben.

Schwieriger ist die Frage des Vaterlandes des Dichters. Die gewöhnliche Ansicht wird unterstützt durch das Ende des Gedichtes, wo der Verfasser von sich selbst sagt, dass er sein Vaterland beklage, dass er es in der Fremde zugleich anklage und beklage.

Allein auch gegen dessen Mainotisches Vaterland sprechen sehr triftige Gründe, welche aus dem Gedichte selbst zu entnehmen sind. An einer Stelle sagt er nämlich: auch ich würde mich zum Mainoten machen, wenn etc. An einer anderen Stelle spricht er von Eurem Vaterlande. An vielen Stellen tadelt und persifliert derselbe die Sitten und Gebräuche der Mainoten auf eine so schonungs-

lose Weise, wie es wohl kaum von einem Eingebornen des Landes anzunehmen seyn dürfte. Das Ende des Gedichtes, wo er selbst von seinem Vaterlande spricht, könnte man aber sehr wohl auf das Gesamtvaterland der Griechen, auf ganz Griechenland, beziehen.

In jedem Falle ist die Sache zweifelhaft. Und da ich nicht in der Lage bin, der Wahrheit näher auf den Grund gehen zu können, so wage ich nicht, mich definitiv zu entscheiden.

Wie dem nun aber auch sey, so verdient denn doch der Verfasser vollen Glauben. Denn da die Sprache, in welcher das Gedicht geschrieben, die der Mainoten ist, wie diese das Griechische sprechen, so muss der Verfasser in jedem Falle längere Zeit in der Maina gelebt haben. Das Ganze konnte auch ohne längere Beobachtung der Mainoten und ihrer Sitten gar nicht geschrieben werden. Sein Gedicht ist daher kein unbedeutender Beitrag für die Sitten und die Geographie jenes interessanten Landes im vorigen Jahrhundert. ²²⁾

22) Eine noch frühere Beschreibung der Territorien von Lakonien, und der Maina insbesondere, zur Zeit der Venezianischen Herrschaft, von Franz Muazzo, findet sich noch in den Archiven von Venedig. *Estesa delle ville e case per villa tenevano nel 1695 dentro la provincia di Laconia in Morea separati li territorii.* S. Ranke a. a. O. II. 413. Und eine Beschreibung der Maina, wie sie im Jahr 1795 war, von Morrit, *account of a journey through the district of Maina*, mit Bemerkungen von Dr. Sibthorp, bei R. Walpole, *memoirs etc.* p. 33—63.

Nach langem Suchen fand ich es endlich bei dem Herrn Oekononos, einem sehr gebildeten jungen Griechen. Derselbe war damals Secretär der Nomarchie Lakonien, und hat mir mit grösster Bereitwilligkeit eine Abschrift davon mitgetheilt.

Ich gebe hier eine gut gelungene Deutsche Uebersetzung, welche ich der Güte des Herrn Dr. und Professor Ulrichs verdanke. In der Beilage theile ich aber auch den Griechischen Text mit. Leake ²³⁾ hat zwar schon einen Auszug davon geliefert. Allein eben der Umstand, dass er einen bloßen Auszug geliefert, der dazu noch in mancher Beziehung von meinem Text abweicht, macht eine vollständige Mittheilung nicht überflüssig. Mein Manuscript hat Herr Resser mit dem Auszuge bei Leake auf's Genaueste verglichen und in den Noten die Varianten bemerkt.

§. 61.

Geschichte der Maina, ihrer Sitten, Ortschaften und Einkommen.
(In Alexandrinischen Versen.)

Auf Morea ist ein groser Berg im Lakonischen Lande, wir Pieria, Taygetos nannten ihn die alten Spartaner, und Makrino-Elia nennen ihn die Maniaten; es sind noch mehr kleinere Berge vom Kap Matapan bis nahe dorthin. Auf

23) Leake, travels in the Morea. I. p. 332 — 339.

diese Berge flohen die armen Spartiaten ²⁴⁾, und das sind sie, so heut zu Tage Maniaten heissen. — Um Leben und Freiheit zu retten, bauten sie Städte auf die Berge und viele Dörfer. Ihre Natur widersetzte sich, Sklavenknechte zu seyn, sie wollten frei seyn, denn sie waren rechtmässige Söhne. Waren nicht die Unglücklichen Sparta's eingeborne Söhne, freie Erzeugte und Kampfkundige. Darum bauten sie Städte und Dörfer auf die Berge, und leben in Freiheit bis auf diesen Tag.] Von diesen will ich schreiben die Geschichte, beschreiben ihre Städte, Sitten und Produkte. Sieben und Zehn und Hundert sind alle Dörfer, welche Waffen tragen und die Freiheit. ²⁵⁾ Ohne sie zu theilen ist es schwer, sie zu beschreiben. Und dessentwegen thut Noth, dass wir Maina in drei Theile theilen. Der östliche Theil heisst Niedermaina; die anderen zwei westlichen Theile heissen äussere Maina und Mittelmaina. Nun also wollen wir von einem jeden beschreiben Produkte, Städte und Sitten und Alles, Eins um's Andre. Wir wollen mit der Untermaina anfangen; viel Baumwolle zeugt es und viel Eichel; und hat vier Städte

24) Es hat sich demnach sogar eine alte Sage unter den Mainoten erhalten, wonach sie Descendenten der alten Spartaner seyn sollen.

25) Das Recht, Waffen zu tragen, galt ihnen als Recht des freien Mannes. Daher war jeder freie Mainote auch berechtigt, Waffen zu tragen.

und viermal zehn; das sind ihre Namen: Zikalia, Kalonii, Pachianika und Lagia; wie große und schöne Städt', viel gut und heilig. Liontarki, Dimaristika, Driali und Niphi wie eine unglückliche Braut. Gonea, Bata, Kotrona, und eine Phlomochori, dann Kaltzolianika und Riganochori; Luckadika und Kabalos, Chimara und Skutara; diese leuchtet unter den übrigen Dörfern, wie der Mond. Bachos und Paliokalyba; Parasiros, Karea und Zeroba, Kryone-ron kalt wie der Nordwind. Skipghanika und Poloba und Siderokastritä. Miniakoba und Kavki und Politzarabitä. Maratea, Manitza, Skamnaki und Niochori, Pilala, Turkazanika und Karbelochori; Limni und Limperdo, Trinisa und Melisi. Lagiu, jetzt Tzanetupolis in Marathonisi. Das sind die Dörfer alle von Untermaina. Alle erkennen Einen für ihren Herrn, den Tzanet-Bey, den Wunderbaren, der Melisi baute und eine schöne Stadt in Marathonisi. Sein väterlich Geschlecht nannte sich Grigorakis und dessen väterliche Würde war das Kapitanat.²⁶⁾ Nun gehen wir weiter auch zum andern Maina, und dann wollen wir wieder von der Untermaina reden. Von Kelepha und von da gen Kalamata, Zygos, Milia, Andrubista und ganz Zarnata; und bis zum heiligen Sion heisst es Ae-

26) Diese Stelle liefert den untrüglichsten Beweis, dass das Kapitanat eine Würde, und zwar eine erbliche gewesen ist

sere Maina, hat Seide, Oel und viel Steineichel, schauerliche Engpässe und wilde Thäler, auch Städte hat es, wundersame und mächtige Dörfer. Sechs und vierzig sind dort Städt' und Dörfer; ich will jetzt ihre Namen sagen. Pigadia und Selitza, Mantiniä hat es zwei, Trikotzoba und Doli, von diesen wieder zwei. Barusi, Campo, Gastitzä, auch Malta noch, Printa und Neroba sind alle in Zarnata. Tseria und Kalybos, Xechori, Skardamula, Prastiu und Liasinoba und auch all Baidinitza. Diese und Andrubista und ganz Pulia sind am Fusse des hohen Elias. Von da sodann und weiterhin will ich anfangen aufzuzählen die Städte von Sygos und Melinko. Leutros ist weiter vorn, daneben auch Niochori, Pyrgos, Phoradopistos, Olossa, Aniphori. Von da ist Riglia und die Stadt Bazio, Kotroni wiederum und Losna und die grose Stadt. Mitten in Zygos heisst es Platza. Ein Wunder ist, wie viel sie da Krütze, (Suppe aus Mehl, Oel und Wasser). Sie preisen, sie essend, sich selig. Nomitzis, das gesetzlose, Perano und Pareki und noch dabei Kutupharis. Lankada weiter vorne, auch nicht weit; und Poliana; von dort hinweg Bötylos in der nördlichen Maina. Auf der Spitze steht Kelepha, diese hat auch ein Castel; übrigens aber ist sie einsam, unfruchtbar, und hat nichts. Das sind die Städte und Dörfer von Zygos. Nun

müssen wir von Milia sprechen. Ich will gleich mit Hyzina beginnen, und auf Theusa steigen, um mich zu ergötzen. Ich will auch ihre Stadt beschreiben, Kastania ist ihr Name, und sobald ich von ihr herauskomme, um zu fliehn, nah bei ihr, komm ich nach Arachoba, der vielverrufenen. Von da kommen wir zu den Lykopaten, den Zikleinstehlern und Nachtwandlern. Wir wollen ihre Stadt beschreiben, die Stadt der Zikleinfresser, Höhlenbewohner, ²⁸⁾ der Maulthierdiebe und der Ziegenmörder. Sie ist dreieinig und heisst Milea. Ungefähr eine Viertelstunde von dort ist Giarpelea.

Folgendes sind Milias westliche Dörfer; die andern sind nördlich in den hinteren Theilen vor-
nen liegt Kastaniza, berühmt in den Schlachten; sogar in der Türkei hört man ihren Namen, wenn sie auch berauscht ist. ²⁹⁾ Das arme Selegudi, die rothen Riemen, Sanct Nikolaus und zwei andere Dörfer; Maltzina heisst das Eine, Archontiko das Andere. Bis daher — es gibt kein Anderes mehr. Und die äussere Maina hat vier Eparchien, fünf Bisthümer und sieben

28) Das arme und niedere Volk wohnt noch jetzt in, zum Theil sehr schönen, von der Natur selbst gebildeten, Höhlen.

29) Da die Maina nie einem Türken den Zutritt im Lande gestattet hat, so konnte der Dichter wohl von der Türkei, wie von einem ganz fremden Lande, reden.

Kapitaneien.³⁰⁾ Zarnata und Andrubista, und einer in Milia und Malzinis von Zygos, es gibt keinen andern mehr. In Zarnata sind zwei Kapitaneien, oder richtiger zu sagen, Tyraneien,³¹⁾ die eine in Trikotzoba, wo Kapitän Georgaki, die andere in Kytriä, wo Herr Kamunturaki. Und eine in Andrubista, wo Kapitän Christaki; eine andere in Zygos, wo Kapitän Christaki. Und drei sind in Milia, die eine

30) Die Maina war also schon damals in Eparchien *ἐπαρχίαι*, das heisst in Bezirke für die Verwaltung eingetheilt. Ob die Eparchie einen andern Vorstand als den Kapitän gehabt habe, ist hier zwar nicht mit Bestimmtheit gesagt, man sollte es aber aus dieser Stelle fast schliessen. Dennoch scheint dieses nach den von mir eingezogenen Erkundigungen und officiellen Berichten nicht der Fall gewesen zu seyn. Die Kapitäne scheinen vielmehr die Civil- und Militärgewalt in ihrer Person vereinigt zu haben. Die Militärgewalt war ja in der Maina ohnedies die Hauptsache! — Von den Kapitaneien (*Καπιτανίαι*) so wie sie hier beschrieben werden, umfassten Einige mehrere Dörfer. An der Spitze einer jeden stand immer ein Kapitän. Ob nun jedem Dorfe noch ein eigener Kapitän vorgesetzt, und dieser wieder dem Bezirkskapitän untergeordnet gewesen ist, kann mit Bestimmtheit weder bejaht, noch verneint werden. Wahrscheinlich ist es jedoch nicht. Vielmehr glaube ich, dass jede Stadt und jedes grose Dorf seinen eigenen Kapitän gehabt hat, dass aber mehrere unbedeutendere Orte vereinigt unter einem einzigen Kapitän gestanden haben. Alle diese Kapitäne standen aber wohl in gleicher und gleich directer Abhängigkeit unter dem Bezirkskapitän da, wo es einen solchen gegeben hat, oder direct unter dem obersten Kapitän, dem Bey. Vrgl. §. 23.

31) Die Kapitäne waren fast allenthalben eine wahre Landplage, wegen ihren Vexationen, wegen des von ihnen verbreiteten Druckes, und wegen der von ihnen geübten Gewalt. Daher werden sie auch hier Tyrannen genannt. Ueber die Tyranei der Kapitäne im übrigen Morea s. §. 13.

jede ihren Hauptmann hat, und andere zwei sind in der Untermaina. Kibelos ist in Milia, Durakis in Kastania; Benetzanakis steht in klein Kastania, und alle diese erkennen als ihren Obersten und ersten Heerführer und als ihren Besten den T z a n e t b e y, den Helden, den wunderbaren Mann,^{3 2)} als feste Stütze des Vaterlandes und als Vater der Waisen.^{3 3)} In der ganzen Maina und in ganz Lakonien muss er erster Feldherr seyn, dass er die Heeresführung habe. Er ist gastfreundlich und großer Freund der Alten. In der Maina thut er Dinge, die kein anderer thut. Er hat eine Glocke in seinem Palast, die läutet Abends zum Essen, ich sah sie mit meinen Augen, das ist keine Lüge.^{3 4)}

32) Hieraus geht hervor, dass der Fürst der Maina erstlich und hauptsächlich der Oberfeldherr der freien Mainoten gewesen ist. In einem Lande, wie in der Maina, wo Alles Waffen trug, wo Alles kriegerisch war, musste nothwendiger Weise der Krieg die Hauptsache seyn, und daher der oberste Befehlshaber der Krieger oben anstehen. Ferner geht aus dieser Stelle auf das aller Unzweideutigste hervor, dass die Mainoten mehr aus Zuneigung und aus freiem Entschlusse dem Bey gehorchten, wiewohl es die Pforte war, die ihn ernannte. Daher erklärt sich die immer noch fortdauernde gewiss ganz freiwillige Unterwürfigkeit der Mainoten unter ihren ehemaligen Fürsten, den berühmten jetzt noch lebenden Petrobey, den jetzigen Staatsrath Mavromichalis, der bis auf die jetzige Stunde noch fortfährt, eine wahre Herrschaft über einen grossen Theil der Maina zu üben.

33) Hieraus ergibt sich die weitere Zuständigkeit des Fürsten der Maina. Neben dem Oberbefehl der bewaffneten Macht hatte er auch für Wittwen und Waisen zu sorgen, kurz die Ordnung im Lande zu bewahren.

34) Da die Osmanen den Griechischen Kirchen, die Inseln

Und welche sie hören, gehen schnell dahin und essen an seiner Tafel und gehen gesättigt weiter. Arme und Fremdlinge liebt er, und schützt den Ort; die Schlechten jagt er weg und löst sie auf wie Salz; ³⁵⁾ und dessenwegen gehorchen ihm die Alten und die Jungen, ganz Maina mit den Kapitänen. ³⁶⁾ Auser ihm ist nur der Herr Kumunturakis, der sich gefällt in seiner Provinz zu seyn, wie ein Falke: ³⁷⁾ er tyrannisirt die Ar-

ausgenommen, den Gebrauch der Glocken verboten hatten (Rizo Neroulos, cours de litt. p. 55. Derselbe, hist. de la Grèce p. 75. Tournefort, L p. 166, 168 u. 169. Pouqueville, voyage dans la Grèce. I. p. 382), so waren die Glocken in Griechenland sehr selten. Nur auf den Inseln fand man ihrer, und findet sie heute noch in Syra, Tinos, Naxos etc. Dagegen gibt es noch bis auf die jetzige Stunde keine Glocken auf dem Griechischen Festlande, Nauplia ausgenommen, wo zur Zeit der Regentschaft im Anfange des Jahres 1834 eine Stadthuhr öffentlich aufgestellt worden ist. Und wie selten die Glocken zur Zeit des Dichters gewesen sind, beweist dessen Furcht, man möchte ihn für einen Lügner halten. Dennoch waren die Glocken, wenigstens der Geistlichkeit in der Maina nicht unbekannt, denn schon im 17ten Jahrhundert versprochen die Türken ihnen den Gebrauch der Glocken, wenn sich sodann die Mainoten unterwerfen wollten. S. de la Guilletiere, Athenes p. 45.

35) Man übersehe nicht diese und ähnliche schöne Vergleiche, welche an die Orientalische Bildersprache erinnern, z. B. oben den Vergleich Niphi's mit einer unglücklichen Braut. Ferner von Skutara, diese leuchtet unter den übrigen Dörfern, wie der Mond. Ferner weiter unten: und vor Furcht füllte er die weiten Hosen aus.

36) Auch diese Stelle ist wieder ein neuer Beweis von der freiwilligen Unterwürfigkeit der Mainoten unter ihren Bey.

37) Dieser Kamunturakis scheint der einzige Kapitän in der Maina gewesen zu seyn, der den Fürsten der Maina nicht als sein Oberhaupt anerkannt hat. Er rivalisirte vielmehr mit dem-

men, und nimmt ihnen die Habe, um sie mit seiner Matrone zu essen, und der Ort seufzet. Auch die übrige Maina gedenkt er zu unterwerfen, dass er ihr Oehl nehme und raube ihre Seide, auch in Milea hoffte er einzudringen, um es zu knechten. Auch Marathonisi gedachte er zu nehmen. Mit der Türkei gedachte er Maina zittern zu machen und alle ihre Obrigkeiten sich zu unterwerfen. Er führte Truppen zu Land und zur See eine Flotte heran, und von Andrubista begann er und von da weiter. Doch aber kamen ihm mnthige Jünglinge entgegen und furchtbare Hauptleute zogen gegen ihn aus. Er ging nach Skardamula, dort trafen sie zusammen und sprangen wie die Löwen auf sie. Einer jagte Hundert, Hundert jagten Tausend, und jagten sie wie Wind die Spreu und machten sie elendiglich. ³⁸⁾

selben, und wollte sich selbst an dessen Stelle setzen. Ein neuer Beweis, wie gering der Einfluss der Türken in der Maina gewesen ist.

38) Diese Beschreibung der Schlacht, ausserdem dass sie höchst poetisch ist, bezeichnet zu gleicher Zeit ganz vortrefflich den Griechischen Charakter, wie er immer gewesen ist; wie er noch im 17ten Jahrhundert war, nach de la Guilletiere, Athenes p. 35 u. 36 — *je connus bien à leur vanité, qu'ils étoient de véritables Grecs, et qu'ils tenoient de leurs pères l'art d'embellir toutes leurs actions; und wie er noch bis auf die jetzige Stunde beschaffen ist. Die Griechen, zumal denn auch die Mainoten, sind tapfer wie Löwen. Allein bei aller Tapferkeit sind sie doch noch grössere Prahler. Jeder, wenn auch der aller unbedeutendste Grieche hat das Vaterland wenigstens einmal gerettet, sein Gut und Blut geopfert und verlangt dafür wie billig vollen Ersatz. Ein ganz gewöhnlicher Matrose unter Ande-*

Er fürchtete sich und floh mit dem Landheer und verliess am Meere den unglücklichen Seraskier. Und sein Schenkel zitterte, bis er in die Barke stieg, und vor Furcht füllte er die weiten Hosen aus. Hierauf, wenn Tzanetbey sich hätte ein wenig rühren und ihn nicht vernachlässigen wollen; so hätte Kumunturos nicht in Kytriä, noch auch in Zarnata, nicht einmal in Kalamata sich halten können, sondern er wäre aufs Neue gefallen, aufs Neue ein Sklave geworden, wie damals, als er ihn ins Bad geworfen mit Gewalt. Aber er hatte Mitleid mit ihm und sagte: was nützt es uns? entlasset ihn an seinen Ort, er thu dort, was er wolle. So beschaffen in den Waffen ist die Untere und äussere Maina. Für die Freunde stirbt sie, die Feinde aber beist sie. Aber wollte Gott, dass sie nicht zankten der Eine mit dem Anderen, dass der Kleine erkannte, fürchtete den Großen, ³⁹⁾ und dass nicht Mord geschehe, Seeraub und Diebstahl, dass sie nicht zerstörten die Häuser und die Kirchen, sondern für ihr Vaterland und für die Freiheit schnell sich vereinigten und liefen wie die Thiere.

ren erzählte mir mit der ernsthaftesten Miene, dass er allein 500 Türken getödtet habe! Und ähnliche Beispiele könnte man in groser Menge erzählen.

39) Auch hier werden zwei Classen von Menschen in der Maina unterschieden, Kleine und Grose, oder Hohe und Niedere, oder, wie oben bemerkt worden ist, Gemeinfreie und Vollfreie.

O Mainotische Brüder, wenn ihr thätet Eines, auch ich würde mich zum Mainoten machen, ⁴⁰⁾ ich gäbe euch es schriftlich! wenn ihr errichten möchtet in eurem Ort eine oder zwei Schulen. Diese können gemacht werden ohne Schwierigkeit, dass lernen eure Priester und von den Augen sich nehmen die Finsterniss, damit sie das Volk belehren und es die rechten Wege leiten; ⁴¹⁾ dass sie ihre Hauptleut lehren, damit sie die Andern regieren, ⁴²⁾ und damit die Kleinen den ersten gehorchen und den Großen; und dann sollt ihr sehen, wie leicht und welchen nützlichen Gewinn euch die Schulen geben. Auf dass euer Ort geachtet sey, die Städte dass sie ruhen, und Friede haben die Dörfer und die Uebel vertilgen, damit auch ihr überall genannt werdet

40) Nach einer in Lakonien verbreiteten Sage hält man den Dichter selbst für einen Mainoten. Allein aus dieser Stelle scheint im Gegentheile hervorzugehen, dass er nicht in der Maina gebürtig war. Vielmehr scheint das ganze Gedicht, insbesondere auch die vielen Rügen über die Sitten und Ansichten der Mainoten zu beweisen, dass er das Land bloß bereist hat. Wie hätte er sonst am Ende des Gedichtes von ihrer Freiheit als von einer Narrheit reden können?!! Man sollte wenigstens glauben, dass ein gebohrner Mainote sich auf diese Weise nicht geäußert haben würde.

41) Es waren also damals die Priester eben so unwissend, wie man sie in frühern Zeiten, und heute noch findet. Interessant ist das schon in jenen Zeiten gefundene Streben, Schulen zu errichten, und das Verlangen nach einer gebildeteren Geistlichkeit.

42) Aus dieser Stelle folgt auf das aller Bestimmteste, dass die Kapitäne zu gleicher Zeit auch die Civil-Obrigkeit gewesen sind.

und geachtet seydt, wenn ihr aber nicht wollet, geht ihr zu Grunde. Ich bin sehr betrübt und gehe traurig weg, und von eurem Vaterlande gehe ich weinend fort. ⁴³⁾)

Mit tiefer Trauer in der Seele und Furcht im Herzen geh' ich nach Theura und nach Kakabulia. Und dass ich sein Vaterland beschreibe, und keine Zeit zu verlieren, und die Geschichte zu erzählen der Städte, Dörfer, ihrer Sitten und Produkte, so will ich schnell beginnen ohne Zaudern. Sechs und zwanzig sind es Städt' und Dörfer. Die erste ist Tzimoba, eine schöne Stadt und gros, sie hat auch einen Kapitän, einen Karamichali. Und oberhalb noch am Fulse des Berges ist ein anderes Dorf und heisst Kuskuni, Krilianika, Skyphianika, Pyrgos, Charia, Driali, Paliochora und Germos und Bampaka das Andre. Ein Andres heisst Mprigki, Kafiona und Karina, Kulumi heissen sie ein anderes und ein anderes ist wieder Mina. Das vielthürmige Kitza ⁴⁴⁾) und Nomia ihm ähnlich. Stavri und Kechrianika und ein anderes heisset Kunoß, Unter- und Ober Bulari, Dri und Kipula, Batha und Alyka, diese sind es alle. Mittelmaina heisst und ist nach der Reihe: Ortikia und Frankosika ihr

43) Auch diese Stelle wieder scheint einen neuen Beweis zu liefern, dass der Verfasser nicht aus der Maina gebürtig ist.

44) *πολύπυργος*, weil es viele feste Thürme enthielt. An Kirchthürme darf dabei nicht gedacht werden.

erstes Produkt: Baum, Holz, Ast ist auch nicht einer, Schatten ist da nicht, dass die armen Leute darunter stehen könnten. Wasser quillt nirgends in ganz Mittelmaina; Früchte nur Fasolen und trockne Gerste hat es. Diese säen die Weiber, die Weiber ärnten sie, Weiber sammeln die Garben auf die Tenne, Weiber dreschen sie mit nackten Füßen, ⁴⁵⁾ die Weiber allein würfeln sie mit Händen. Weiber auf ihren Schultern, nackt, tragen sie wie Rosse; sie legen die goldnen Kleider weg, um sie nicht zu verderben. Vor großer Hitze, und dem Brande der Sonne, bewegen

45) In der Maina wird das Getreide von den Frauen dadurch gedroschen, dass sie, nachdem es auf der Erde ausgebreitet worden ist, auf demselben herumtreten. Im übrigen Griechenland dagegen bedient man sich zu diesem Ende der Ochsen und Esel. Diese Thiere werden nämlich an eine lange Stange gebunden, welche mitten auf der unter freiem Himmel befindlichen Tenne horizontal eingeschlagen ist. Dann lässt man sie nach Belieben auf dem Getreide herumtreten und auf diese Weise die Frucht ausdreschen. Das Seil, womit sie festgebunden sind, ist gerade so lang, — nicht länger und nicht kürzer — dass der Ochs oder Esel alle Theile der Tenne betreten, aber sich nicht aus diesem Raume entfernen kann. Diese Thiere pflegen gewöhnlich immer im Kreis herum zu wandern. Dadurch schlingt sich das Seil um die Stange. Die Folge davon ist, dass dasselbe mit jedem gemachten Schritte kürzer wird, das dreschende Thier also einen anderen Platz betritt, und am Ende kein unbetreter Platz übrig bleibt. Höchst komisch und nicht sehr Appetit erregend ist es nun, diese thierischen Drescher auf dem umhergestreuten Getreide herumwandern, ihre Nothdurft verrichten oder ihre Mahlzeit halten und nach gethauer Arbeit ihrer Ruhe pflegen zu sehen. Denn ganz buchstäblich gilt hier noch der biblische Spruch: Du sollst dem Ochsen, der da drischt, nicht das Maul verbinden. 5. Mos. 25, 4. — 1. Corinth. 9, 9. — 1. Timoth. 5. 18.

sie ihre Zunge, wie ein lechzender Hund. Ihre Hände und ihre Füße sind voll Schrunden und verhärtet wie die der Schildkröte. Nachts ziehen sie, kreisen sie die Handmühl und weinen, mahlen die Gerste und singen Trauerlieder. Morgens, halbnackt, gehn sie mit den Körben aus und laufen zu den Gruben, wegen des Thierkoths gehen sie aus, dorthin, wo ihre Thiere gehn zur Tränke, und über Mittag weilen und ihren Koth lassen. Dorthin eilen jene, und sammeln den Mist; denn mit diesem kochen sie die Nudel, die sie essen. Du siehst sie dann weisser, als die Schweine, auch saubrer, als die Säue. Denn mit ihren Händen kneten sie den Mist, formen ihn wie Ochsen-Todten-Füße und breiten sie in die Sonne, und wenn sie getrocknet sind, sammeln sie sie in das Haus. Und einen Theil davon geben sie den Waisen und den Wittwen. O wunderbare Wohlthat, die sie thun! sollt haben dafür ihren Segen; den Mist vertheilen sie für ihre arme Seele. Die Männer gehen umher auf Diebstahl und Seeräuberei, und andre führen gen ander Krieg und machen Verräthereien. Jeder geht wo anders hin, zu finden, dass er stehle. Und einer passt dem andern auf, damit er ihn erwürge. Einer hält Wache auf seinem Thurne, dass ihm ihn nicht ein anderer nehme. Und Einer jagt den Andern, und den Andern wieder ein Anderer; und Nachbar den Nachbar, Gevatter

den Gevatter, Bruder den Bruder, er schaut ihn an, wie den Tod. Und Einer ist des Mordes ein Schuldner, und der Andere dessen Gläubiger. ⁴⁶⁾ Dem Einen versprechen sie Freundschaft, dem Andern werden sie untreu. Einer sucht Rache wegen seines ermordeten Bruders, ein Anderer seines Vaters, der eine rächet seinen Grossvater, ein anderer seinen Urgrossvater, ein Anderer seinen Vetter, seinen Neffen ein Anderer, ein Anderer einen anderen Verwandten, und einer seinen Sohn. Denn so viele ermordet gehen zur Unterwelt, und sie nicht rächen, sind verdammt, ⁴⁷⁾ und sie scheeren den Bart nicht, wenn sie nicht Rache finden (für den Ermordeten); Du siehst sie mit langen Bärten und schmutzigem Gewande, wie wilde Vampiere und immer bewaffnet.

46) Diese Stelle bezieht sich auf die oben (§. 59) erwähnten Contracte, wonach der Schuldner seinen Gläubiger autorisirt, in diesem oder jenem Falle einen oder mehrere seiner Verwandten ungestraft morden zu dürfen.

47) Es bestand und besteht noch in der Maina die religiöse Ansicht, dass der ungerächte Verwandte nicht zur ewigen Ruhe kommen, nicht selig werden könne. Ganz unwillkürlich wird man dabei an die Ansicht der Alten erinnert, nach welcher der Verstorbene gleichfalls erst dann seine Ruhe erlangte, wenn er von seinen Freunden und Verwandten gehörig beweint und begraben worden war. Vrgl. Homers Odyssee, XI, 51—78, XII, 10—15. Homer, Ilias. V, 561, 610. Sophokles, Antigone. 31 bis 33, 209 u. 210. Dann Oedipus in Theben, 188 u. 189. Ferner Ajax 1314—1328. Desgleichen Oedipus in Kolonos, 1475, 1476 u. 1502.

Du siehst Greise von 80 Jahren und darüber mit Waffen, die sie bei sich tragen. ⁴⁸⁾

Ihr Blick ist wild hässlich anzusehen, sie haben rothe Augen, und Nägel wie Thiere. Wenn einer ungemordet stirbt, beweinen sie ihn; ungetödtet, nicht mit Blut bespritzt, ungerächt nennen sie ihn. Sie beweinen ihn und entschuldigen ihn, denn sie können und hoffen nicht, dass sie je den Tod finden, um ihn zu morden und sich zu rächen, um ihr Recht zu nehmen, und sich zu trösten. Für die kleinen Kinder, wenn sie geboren werden, theilen sie Kuchen aus, damit sie von ihnen gesegnet werden. Alle laufen zu den Thüren hinein und schiessen; sie erwarten von ihnen Nudel, um sie zu essen. Dorthin laufen auch die Wittwen und gehn beglückt weiter, damit sie ihm Glück wünschen und Kuchen essen. Die glückseligen Mädchen sagen: willkommen! es soll leben! Es soll gut werden in den Waffen und die Feinde vertilgen! Die Wittwen aber stehn wie abgetödtete. Auch diese Unglücklichen segnen es: einen Mann haben wir nicht, dass er es Euch erschiesse, Gott allein, der es dir gegeben, mag es dir erschliessen.

48) Diese ganze Beschreibung des Faustrechtes, der Blutrache, der Beschäftigung der Männer und der Frauen, erinnert sie nicht auf der Stelle an Tacitus Beschreibung der Altgermanen? Könnte man sie nicht für einen, etwas poetisch beschriebenen, Commentar zu Tacitus halten? —

Wenn Fremdlinge ungefähr in ihren Ort kommen, machen sie dieselben zu Gevattern und laden sie zu Tisch ein. Und wenn der Fremdling scheiden will, halten sie ihn auf und reden ihm als Freunde zu und geben ihm Ermahnung: Gevatter, sagen sie, schau, wir wollen dir gut, präge das, so wir dir sagen, tief in dein Gehirn; zieh' die Jacke aus, Gilet und deinen Gürtel, auch deine Hosen, dass kein Feind sie dir nehmen kann, denn wenn Feinde dich berauben und andre sie dir nehmen, bringst du uns Schaden und grose Schande. Derowegen mein Gevätterlein, um dir es rund zu sagen: wir wünschten, dass du auch Fess ⁴⁹⁾ und Hemde dalassest, und die Schuhe — zieh' sie aus, was nützen sie dir; — jetzo bist du sicher und hast keinen zu fürchten. So ziehen sie den unglücklichen Fremdling aus bis auf die Haut, die Unbarmherzigen, und lassen ihn laufen. ⁵⁰⁾

Wenn es sich ereignet, dass einmal ein Schiff scheitert, wenn es seiner Sünden wegen an ihre Küsten geworfen wird, sey es ein Französisches, Spanisches, Englisches oder ein an-

49) So heisst bekanntlich die rothe Mütze, welche jeder Grieche zu tragen pflegt.

50) Wäre der Verfasser ein Mainote gewesen, würde er sich dann erlaubt haben, ein solches Bild von seinem Vaterlande zu entwerfen? Sogar wenn die Sache wahr gewesen wäre, würde er, sollte ich meinen, dieselbe in milderer Form erzählt haben.

deres, ein Türkisches oder Russisches, ⁵¹⁾ klein oder auch gros, so will — mein Sohn — ein jeder seinen Theil davon. Sie theilen es in Brettern, das kümmert sie wenig. Vor Menschen schämen sie sich nicht und Gott fürchten sie nicht, mit den Armen haben sie kein Mitleid, die Fremdlinge bedauern sie nicht. Sie haben viel Grausamkeit und thierischen Sinn und haben keine Aehnlichkeit mit Menschen. Sie beflecken den Ort, wo sie hintreten; denn sogar den Teufel halten sie nah bei ihnen. Diese machen verrufen den Namen von Maina, und wo sie hingehn, beflecken sie den Namen derselben.

Weiber, Männer, Greise, und die kleinen Kinder, haben nicht den Charakter ⁵²⁾ eines Menschen an sich. Wer mit diesen isst, beschmutzt sich unfehlbar, er verdammt seine Seele, ohne es zu wissen. Es soll sie nicht einmal einer grüssen, sondern sie fliehn wie Schlangen. ⁵³⁾

51) Hieraus ergibt es sich, mit welchen Ländern in damaligen Zeiten Griechenland, insbesondere die Maina, im Verkehr gestanden hat. Mit den Spaniern haben die Mainoten schon seit dem Anfange des 17. Jahrhundert in geheimer Verbindung gestanden; S. Ranke, a. a. O. II. 474. Mit den übrigen Völkern aber in Handelsverbindung, was sogar auf ihre Sprache Einfluss gehabt hat. S. de la Guilletiere, Athenes p. 35.

52) Eigentlich heisst es Geruch, *μυρωδία*.

53) Sollte wohl ein Mainote auf diese Weise von seinen Landsleuten reden? Ich halte vielmehr auch diese Beschrei-

Nur die Tzimobioten sind gute Menschen, ihre Sitten beweisen es, und ihre gute Art. Öffentlich sind sie Kaufleute, heimlich Seeräuber, gros und klein soll Wind und Staub sie verjagen! Doch all' das kommt von ihrem Ungehorsam; dieser wieder von ihrer Unwissenheit. Von dieser entspringt aber die Zwietracht, und der verfluchte Aberglaube. Sogar diess, dass sie die alte Freiheit sich erhalten, ist nichts Anderes, als eine grose Narrheit. Und derowegen wollen sie sich den Anderen nicht unterwerfen, und folgen nie einstimmig den Grosen. Wenn aber ein Fremdling ihrer Religion (*ἄλλοφυλος*) in ihr Vaterland kommen wollte, sie zu bekriegen, dann harmoniren sie geschwind und rennen wie die Thiere, ihre Mannheit zu zeigen und ihre frische Tapferkeit.

Ein Lobewohl des Nikitas, oder dessen Wehklage durch politische Verse, die eine Bestimmung haben, durch die er sein Vaterland beklagt, dessen Unwissenheit und Barbarei, welche seine Zwietracht, Kämpfe, Mord, Zerstörungen und seinen ganzen beweinenswerthen Zustand veranlassen, er in der Fremde zugleich anklagt und beklagt.

Heute war meine Abreise und auf mei-

bung für einen Beweis, dass der Verfasser kein Mainote gewesen ist.

ner Reise werde ich jammern und wehklagen vor brennendem Schmerz.

So weit diese interessante Beschreibung der Maina aus dem vorigen Jahrhundert. Eine ähnliche, für die Sitten der Mainoten sehr interessante Beschreibung enthält ein neueres Mainotisches Gedicht vom Jahr 1834. (S. den Anhang.)

Zweites Kapitel.

Officielle Berichte der Gerichte und Demogeronten über das Gewohnheitsrecht der Griechen.

§. 62.

Seit meinem ersten Auftreten in Griechenland ging mein stetes Bestreben und meine fortwährende Sorge dahin, zu erforschen und zu constatiren, was denn eigentlich bisher Rechtens gewesen sey. Wie viele Mühe es aber kostet, um in Griechenland irgend eine Wahrheit zu erfahren, kann nur derjenige gehörig würdigen, der selbst in jenem Lande in den Geschäften gewesen ist.

Privatleute und Beamte wurden von mir gebeten, Aufschlüsse zu ertheilen. Allein Monate lang erfolgte nichts. Daher wurde der damalige Justizminister, Herr Clonaris, veranlasst, über die Hauptpunkte, worüber Gewohnheiten be-

stunden, Fragen zu entwerfen, und diese den Gerichten und Gemeinden officiell zur Beantwortung zu überschicken. Diese Fragen, so wie sie von Clonaris abgefasst worden sind, waren die im folgenden § angegebenen.

§. 63.

Fragen,

die Oertlichen Gewohnheiten betreffend.

a. *Von der Erbschaft.*

1te Frage.

Das Gesetz will, dass wenn Jemand ab intestato stirbt, seine Kinder ihn gleichmässig beerben, ohne Unterschied zwischen männlichem und weiblichem Geschlechte, zwischen älteren und jüngeren.

Was bestimmt die Gewohnheit Eures Landes? Wenn kein Testament da ist, wie erben die Geschwister nach ihr? Nehmen Knaben und Mädchen gleichen Theil? oder erben jene mehr und diese weniger? oder jene erben mehr und diese weniger?

Ausserdem ist es vielleicht in Ihrem Bezirke Gewohnheit dass die älteren Geschwister einen grösseren Theil erben als die andern? oder umgekehrt. Haben die jüngeren dieses Recht, oder erben alle Geschwister, ohne Unterschied des Alters gleichen Theil?

2te Frage.

Das Gesetz will, dass die Eltern, wenn sie eins bis vier Kinder haben, ihnen nothwendig in ihrem Testamente, wenigstens den dritten Theil ihres Vermögens hinterlassen sollen; im Falle dass sie mehr als vier Kinder haben, wenigstens die Hälfte ihres Vermögens.

Wie ist die Gewohnheit Ihres Bezirkes? stimmt sie mit dem Gesetze überein, oder gibt sie den Aeltern das Recht ihr ganzes Vermögen wenn sie wollen, an andere entferntere Verwandte oder auch fremde zu vermachen? oder müssen sie ihren Kindern das ganze Vermögen oder einen Theil davon, und wie 'gros hinterlassen?

3te Frage.

Nach dem Gesetze, wenn Jemand ab intestato stirbt, beerben ihn seine Verwandten in absteigender Linie, nämlich seine Kinder, Enkel u. s. w. Wenn er keine Nachkommen hat, beerben ihn seine Verwandten in aufsteigender Linie, nämlich Aeltern, Großväter oder Großmütter u. s. w. Wenn er aber in aufsteigender Linie keine Verwandte hat, so beerben ihn die Lateralen, nämlich Geschwister und ihre Nachkommen. Wenn er endlich keine Verwandte hat, so erbt der Staat.

Beobachtet ihre örtliche Gewohnheit diese

Bestimmung des Gesetzes oder hat sie verändert, viel oder wenig, und in welcher Hinsicht?

4te Frage.

Nach dem geschriebenen Gesetze, wenn die Gatten kinderlos sind, und einer derselben ab intestato stirbt, beerben ihn seine legitimen Verwandten nach der Bestimmung der 3ten Frage und nicht der überlebende Gatte.

Hat Ihre Orts-Gewohnheit diese Bestimmung beobachtet oder hat sie dieselbe verändert? nämlich wenn die Frau kinderlos stirbt, wer erbt ihre Ausstattung? oder ihr Vermögen? die Verwandten, der überlebende Gatte oder eine andere Person? und wieder wenn der Mann kinderlos stirbt, und die Frau ihn überlebt, wer beerbt ihn?

5te Frage.

Das Gesetz will, dass alle Kinder beide Aeltern gleichmässig beerben und jeder den ihm zukommenden Theil von dem Vermögen des einen und des andern der Aeltern nehme.

Stimmt die Gewohnheit Ihres Ortes mit dem Gesetze überein oder bestimmt sie, dass einige Kinder den einen und andere den andern der Aeltern beerben, z. B. die Söhne den Vater und die Töchter die Mutter?

b. *Von der Ausstattung.*

6te Frage.

Nach dem geschriebenen Gesetze kann die ver-

heirathete Frau, welche ihre Ausstattung erhalten hat, wenn sie will, nach dem Tode ihrer Aeltern diese Ausstattung zu der gemeinen Masse der Erbschaft beitragen und diese Erbschaft gleichmässig mit den übrigen Geschwistern theilen.

Wie ist die Gewohnheit Ihres Ortes? verstatet sie der verheiratheten Tochter ihre Ausstattung beizutragen und gleichmässig mit den Geschwistern zu beerben, oder verpflichtet sie, sich mit ihrer Ausstattung zu befriedigen? oder bestimmt sie anders darüber.

7te Frage.

Wenn die Tochter nach dem Tode ihrer Eltern verheirathet wird, so nimmt sie nach dem geschriebenen Gesetze den ihr zukommenden Theil des Vermögens und die Brüder dürfen sie nicht mit einem kleineren Theil ausstatten.

Was bestimmt Ihre örtliche Gewohnheit? wenn die Aeltern sterben und ledige Töchter hinterlassen, gibt die Gewohnheit den Brüdern das Recht, wie die Aeltern die Töchter auszustatten? oder theilen sie alle unter sich das Vermögen als Erben? oder hat es eine andere Bewandtniss damit und welche?

8te Frage.

Das geschriebene Gesetz betrachtet die Mitgabe fast als ein unveräusserliches Eigenthum der Ehe; mit andern Worten, die Mitgabe, so

lange die Ehe dauert, gehört nicht.blos der Frau zu, sondern sie ist gemein für sie, für den Mann und für die ehelichen Kinder. Der Mann hat zwar die Verwaltung der Mitgabe, allein weder er noch die Frau, die sie in das eheliche Haus gebracht hat, kann sie veräussern, d. h. verkaufen oder verschenken.

Was bestimmt Ihre örtliche Gewohnheit? betrachtet sie die Habe als unveräusserliches Gut? oder verstattet sie der Frau, die sie gebracht hat, oder dem Manne, der sie verwaltet, sie zu veräussern? Und wenn sie dieses verstattet, wessen Wille wird dazu erfordert, des Mannes oder der Frau? oder bedarf es der Zustimmung beider? und endlich reicht es hin, dass die Gatten es wollen, oder der eine von ihnen, und geschieht die Veräusserung der Mitgabe ohne weitere Untersuchung, oder wird sie gestattet blos wegen dringender Bedürfnisse der Ehe und wegen welcher?

c. *Allgemeine Bestimmungen.*

Wenn in Ihrem Bezirke auch andere Gewohnheiten ausser den in den 8 Fragen angeführten existieren, so werden Sie sie genau und detaillirt aufzeichnen und sie an das Ministerium schicken.

Bei der Abfassung Ihrer örtlichen Gewohnheiten werden Sie die vornehmsten und kundig-

sten Männer Ihres Bezirkes zu Rathe ziehen, damit Ihre Arbeit vollständig und genau ausfalle.

Bei jeder Gewohnheit werden Sie mit Sorgfalt folgende zwei Punkte bemerken :

1. Seit welcher Zeit (wie lange) besteht in Eurem Bezirke diese Gewohnheit?
2. Wie weit verbreitet sie sich, in dem ganzen Bezirke (Insel), in einer Gemeinde oder in einem Dorfe?

Wenn die Gewohnheiten Ihres Ortes geschrieben sind, so ist davon eine genaue Abschrift zu schicken.

§. 64.

Es vergingen Monate und es kamen keine Antworten. Erst nach mehreren officiellen Erinnerungen erschienen folgende wenige Aufschlüsse. Sie sind das Resultat der Berichte der Friedensrichter und der verschiedenen Demogerontien.

Ich gebe dieselben, so wie ich sie in der Uebersetzung aus dem Justizministerium selbst erhalten habe. Man wird sogleich auf den ersten Blick entnehmen, dass noch am Tage meiner Abreise aus Griechenland manche Kreise und Bezirke im Rückstande waren. Denn mehr war bis dahin nicht eingelaufen, als ich nun und späterhin anführen werde.

I. Kreis der Kykladen.

1. Andros.

§. 65.

a. Von der Erbschaft.

ad 1ste Frage.

Die Töchter erben das mütterliche Vermögen und die Söhne das väterliche, und dazu erhielt noch der Erstgeborne einen gröseren Theil, ausser seinem Antheile nämlich noch das Haus. Aber diese Gewohnheit hat abgenommen, (ist ausser Gebrauch gekommen) und besteht nur noch im Dorfe Amolopo. Dasselbst erben die Töchter zwei Theile von ihrem mütterlichen Vermögen und einen Theil von ihrem väterlichen, während umgekehrt die Söhne zwei Theile von ihrem väterlichen, und nur einen Theil von ihrem mütterlichen Vermögen erhalten.

ad 2te Frage.

Die Aeltern können nur über einen kleinen Theil ihres Vermögens zum Vortheile Anderer verfügen. Uebrigens dürfen sie Einem ihrer Kinder mehr, dem Anderen weniger vermachen, doch nicht in dem Verhältnisse, dass ein Sohn z. B. 10 Theile, der Andere aber nur 2 Theile erhalten solle.

ad 3te Frage.

Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze. Indessen existirt kein Beispiel,

dass Jemand ohne Verwandte zu hinterlassen gestorben wäre.

ad 4te Frage.

Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 5te Frage.

Die Antwort ist dieselbe wie auf die erste Frage.

b. Von der Ausstattung.

ad 6te Frage.

Die ausgestattete Tochter darf ihre Mitgabe nicht in die Masse einwerfen, also auch nicht mit den übrigen Geschwistern theilen.

ad 7te Frage.

Sie wird beantwortet wie die erste.

ad 8te Frage.

Die Mitgabe der Ehefrau darf wegen dringender Bedürfnisse veräussert werden.

c. Besondere Gewohnheiten.

Der Handelsverkehr geschieht sehr häufig ohne schriftlichen Contract und blos mittelst Einschreiben in die Bücher und dennoch hat es vollen Glauben.

Es findet keine Verjährung statt.

Die Zinsen werden zu 10 per Cent gerechnet, es müsste denn durch den Vertrag etwas Anderes bestimmt worden seyn.

Den Verwandten ist es nicht verboten, sich als Zeugen in den Urkunden zu unterzeichnen.

Wenn auf Hypothek geliehen wird, und die Einkünfte die Zinsen nicht decken, so bekommt der Gläubiger nicht mehr. Uebersteigen die Einkünfte aber die Zinsen, so wird, nachdem das Ganze bezahlt ist, der Ueberschuss an den Schuldner herausgegeben.

Das verhypothecirte Gut haftet auch den übrigen Gläubigern.

Schriftliche Schenkungen an Taufkinder, Enkel und Andere, und während der Mahlzeit, sind in vielen Dörfern rechtsgültig.

Bei der Veräusserung werden Verwandte und Nachbarn vorgezogen.

Mönche erben nicht.

Die letzte Ausstattung bezahlt die Schulden der Aeltern, und wenn sie nicht hinreicht, so kommt die vorhergehende u. s. w. rückwärts, wenn diese nicht hinreichen sollte.

2. M y k o n e.

§. 66.

a. *Von der Erbschaft.*

ad 1ste, 3te, 4te und 5te Frage.

Das Gewohnheitsrecht stimmt im Ganzen mit dem Gesetze überein. Ad 3 und 4 wird jedoch beigefügt, dass, so lange der Gatte nach dem Tode des verstorbenen Ehegatten unverheirathet bleibt, er den Nutzen des Vermögen des Verstorbenen behalten darf.

ad 2. Die Aeltern dürfen nur über einen kleinen Theil ihres Vermögens zu Gunsten eines Anderen verfügen. Unter ihren Kindern können sie dem Einen mehr, dem Anderen weniger vermachen; doch nicht in der Art, dass sie dem Einen 10 Theile, dem Anderen aber nur 2 Theile vermachen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter hat kein Erbrecht. Sie braucht aber auch ihre Aussteuer nicht einzuwerfen.

ad 7. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 8. Wegen dringender Schulden darf die Aussteuer der Frau veräussert werden.

c. Besondere Gewohnheiten.

Der Vater ist berechtigt, auch seine Söhne auszusteuern. In diesem Falle erhält der Vater Zeit Lebens die Hälfte der Einkünfte und trägt selbst die Hälfte der Schulden.

Die Ausstattung schliesst immer von der folgenden Erbschaft aus.

Der Verkauf der Grundstücke muss öffentlich geschehen.

Die inländischen Gläubiger werden den ausländischen vorgezogen.

Handelsstreitigkeiten werden durch Schiedsrichter entschieden.

3. S a n t o r i n.

§. 67.

a. Von der Erbschaft.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Die Aeltern müssen die Güter, welche sie geerbt haben, nothwendig ihren Kindern hinterlassen. Nach Belieben können sie jedoch dem Einen Mehr, dem Anderen Weniger hinterlassen.

ad 3. Stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 4. Der überlebende Ehegatte behält, so lang er Wittwer bleibt, den Nutzen der vorigen gemeinen Besitzthümer.

ad 5. Stimmt mit dem Gesetz überein.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die Tochter kann ihre Mitgabe nicht beitragen, um dadurch ein Erbrecht zu erlangen.

ad 7. Stimmt überein mit dem Gesetze.

ad 8. Es ist gestattet, wegen dringender Bedürfnisse die Mitgabe der Frau zu veräussern.

c. Besondere Gewohnheiten.

Die Verjährung findet statt nach 15 Jahren, bei kirchlichen Gütern aber erst nach 30 Jahren.

Berge und Schluchten sind Gemein-Eigenthum.

Es wird eine Abschrift des schriftlichen Gewohnheitsrechts der Insel beigelegt, welches im Jahre 1799 abgefasst worden ist. Ich werde da-

von weiter unten eine vollständige Uebersetzung mittheilen (S. §. 144 u. 145.).

4. S k y r o s.

§. 68.

Das Gewohnheitsrecht soll, nach dem Berichte der Demogerontie und des Friedensrichters, mit dem Gesetze übereinstimmen.

Zu gleicher Zeit wird auf Abschaffung folgender beiden Gewohnheiten angetragen:

1) dass Häuser und Magazine zur Ausstattung gegeben werden;

2) dass die erstgeborenen Töchter fast mit allen Besitzungen ausgestattet werden, so dass für die Uebrigen sehr häufig gar nichts übrig bleibt.

5. Skopelos und Skiathos.

§. 69.

Auch auf diesen Inseln stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze überein.

Nur auf Skopelos besteht die Gewohnheit, den Töchtern Häuser zur Ausstattung zu geben, um deren Abschaffung gebeten wird.

Von Skiathos wird bemerkt, dass die Verlobung eben so rechtskräftig ist, wie die Ehe selbst. Daher wird nicht geduldet, aus anderen Gründen von der Verlobung zurück zu treten, als weswegen auch die Ehescheidung gestattet ist.

6. S y r a.

§. 70.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Der Vater durfte nur den zehnten Theil an Fremde vermachen, unter den Söhnen jedoch ungleiche Theile im Testamente bestimmen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter ist von der Erbschaft ausgeschlossen, sie braucht daher ihre Mitgabe nicht zur gemeinen Erbschaft beizutragen. Dieses gilt auch dann, wenn die Ausstattung von ihren Brüdern herkommt; dann ist die Schwester auch von der Erbschaft ihrer Brüder ausgeschlossen.

ad 7. Die Brüder müssen für die Verheirathung ihrer Schwestern sorgen. Thun sie es nicht, so erhalten dann die Schwestern gleichen Erbantheil.

ad 8. Zur Veräußerung der Dos wird immer erfordert eine dringende Noth der Gatten und die Zustimmung der Frau.

c. Besondere Gewohnheiten.

In Ermangelung von Erben in absteigender Linie wurden bei der Succession in den Nachlass des Mannes nicht nur die Verwandten des

Mannes, sondern auch alle Verwandte der Ehefrau, gerufen. Dafür war aber auch die Frau verpflichtet, nach dem Tode ihres Mannes dessen Schulden mit ihrer Mitgabe zu bezahlen.

Streitigkeiten, die aus Testamenten und Heirathsverträgen entstanden, wurden in erster Instanz vom Bischof und in letzter Instanz vom Pabste abgeurtheilt. ⁵⁴⁾)

Von den Demogeronten wird auch eine Abschrift ihres geschriebenen Gewohnheitsrechtes beigelegt, wovon ich unten gleichfalls eine Uebersetzung mittheilen werde (S. §. 143).

7. N a x o s.

§. 71.

a. *Von der Erbschaft.*

ad 1, 3, 4 und 5 wird bemerkt, dass die Gewohnheit mit dem Gesetz übereinstimme und nur beigelegt, dass so lange der Ehegatte nach dem Tode seines Gatten unverheirathet bleibe, er den Nutzen des Vermögens des Verstorbenen behalte.

54) Syra war vor der Griechischen Revolution bloß von Katholiken bewohnt. Was daher in Beziehung auf Aburtheilung bemerkt worden ist, gilt bloß von den katholischen Bewohnern, von dem katholischen Bischof daselbst, so wie von dem Pabste in Rom. Erst seit dem Jahre 1822 haben sich auch Griechen von dem Griechischen Ritus in Syra angesiedelt, und mit ihnen auch Griechische Bischöfe. So z. B. brachten die Chioten einen eigenen Bischof für die Chioten mit. Diese Griechischen Bischöfe standen nun aber natürlich nicht unter Rom, und eben so wenig ihre Testaments- und Ehestreitigkeiten unter dem katholischen Bischof.

ad 2. Die Aeltern können nur über einen kleinen Theil ihres Vermögens zum Vortheile Anderer verfügen. Unter ihren Söhnen dürfen sie auch dem Einen Mehr, dem Anderen Weniger vermachen, doch nicht in dem Verhältnisse, dass ein Sohn 10 Theile, der andere aber nur 2 erhalte.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Mit der Ausstattung verliert die Tochter ihr Erbrecht. Sie braucht dagegen aber auch nicht ihre Aussteuer einzuwerfen.

ad 7 wird bemerkt, dass das Gewohnheitsrecht nicht gegen das Gesetz sey.

ad 8. Die Mitgabe der Frau darf veräussert werden, jedoch nur wegen dringender Schulden.

c. Besondere Gewohnheiten.

Der Vater kann auch seine Söhne ausstatten, und dann erhält er auf Lebenszeit die Hälfte der Einkünfte. Dafür muss er aber auch die Hälfte der Kosten tragen.

Der Verkauf der Grundstücke muss öffentlich geschehen.

Es wird noch eines ungültigen Gesetzes vom Jahre 1810 erwähnt, dessen Inhalt aber nicht angegeben.

8. S i p h n o s.

§. 72.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5 stimmt Gewohnheitsrecht und Gesetz überein.

ad 2. Der Vater konnte nur den 10ten Theil seines Vermögens an Fremde vermachen. Unter seinen Söhnen durfte er jedoch ungleiche Theile im Testamente bestimmen.

Auch können die Aeltern nur über einen kleinsten Theil zur Abbüßung ihrer Sünden verfügen.

Im Falle der Armuth können die Aeltern von dem, was sie zur Ausstattung ihrer Kinder gegeben haben, wieder so viel zurücknehmen, als nothwendig ist, dass sie leben können.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter ist von der Erbschaft ihrer Aeltern ausgeschlossen, und daher nicht gehalten, ihre Aussteuer zur Erbmasse hinzugeben. Dieses gilt auch dann, wenn sie von ihren Brüdern ausgestattet worden ist.

ad 7. Stimmt Gewohnheit und Gesetz überein.

ad 8. Um zur Veräußerung der Aussteuer schreiten zu können, wird eine dringende Noth der Ehegatten und die Zustimmung der Frau erfordert.

c. Besondere Gewohnheiten.

Die Frau ist berechtigt, während der Abwesenheit ihres Mannes Schulden zu machen. Bei seiner Anwesenheit kann sie Caution für ihn leisten.

Die Mitgabe der Frau dient zur Zahlung der

Schulden des Mannes, wenn er kein Kaufmann ist. Sonst muss die Frau Bürgschaft für ihn geleistet haben.

Bei der Veräusserung der Güter werden die Verwandten vorgezogen.

Bei einem Banquerotte werden immer die inländischen Gläubiger den fremden vorgezogen.

9. P a r o s.

§. 73.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5 stimmt die Gewohnheit mit dem Gesetze überein. Hinsichtlich der 4ten und 5ten Frage wird jedoch noch die Bemerkung beigefügt, dass der überlebende Ehegatte, so lange er nicht zur zweiten Ehe schreite, den Genuss des Vermögens des verstorbenen Ehegatten behalte.

ad 2. Zum Vortheile Fremder dürfen Aeltern nur über einen kleinen Theil ihres Vermögens verfügen. Unter ihren Söhnen dürfen sie aber ungleiche Theile machen, jedoch nicht in der Art, dass dem Einen 10 Theile, dem anderen dagegen nur 2 Theile vermacht würden.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter verliert ihr Erbrecht, sie hat daher auch nicht ihre Aussteuer einzuwerfen.

ad 7. Gewohnheit und Gesetz stimmen überein.

ad 8. Wegen dringender Schulden darf die Mitgabe der Frau veräussert werden.

c. Besondere Gewohnheiten.

Es wird bemerkt, dass der Fall niemals eingetreten sey, dass der Staat jemanden beerbt habe.

Bei der Veräusserung der Güter habe der Mehrbietende immer und ohne alle Ausnahme den Vorzug.

10. A m o r g o s.

§. 74.

a. Von der Erbschaft.

ad 1. Die Töchter nehmen das mütterliche Vermögen, die Söhne das väterliche. Der Erstgeborene erhält aber immer mehr, als die übrigen Kinder, welche unter sich gleichmässig theilen.

ad 2. Zu Gunsten Fremder dürfen die Aeltern nur über einen kleinen Theil ihres Vermögens verfügen. Unter ihren Söhnen können sie ungleiche Theile machen, jedoch nicht in dem Verhältnisse, dass dem einen Sohn 10 Theile, dem anderen aber nur 2 Theile vermacht werden.

ad 3 u. 4 stimmen Gesetz und Gewohnheit überein.

ad 5. Der Vater kann auch den Töchtern etwas vermachen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die dotirte Tochter hat kein Erbrecht, braucht aber auch ihre Mitgabe nicht in die Masse einzuschiessen.

ad 7. Es bleibt bei den Brüdern, die Schwester auszustatten, aber willkürlich. ⁵⁵⁾)

ad 8. Wegen dringender Schulden kann die Aussteuer der Ehefrau veräussert werden.

11. K e a.

§. 75.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3 und 4. Gewohnheit und Gesetz stimmen überein. ad 4 wird jedoch bemerkt, dass der überlebende Ehegatte, so lange er unverheirathet bleibe, den Gebrauch des Vermögens des verstorbenen Ehegatten behalte.

ad 2. Gewöhnlich hinterlassen die Aeltern Alles ihren Kindern.

ad 5. Mädchen erben das mütterliche, Knaben das väterliche Vermögen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter braucht ihre Aussteuer nicht einzuwerfen, hat aber auch kein Erbrecht.

ad 7 wird von der Demogerontie und dem Friedensrichter geantwortet, wie ad 5.

ad 8. Die Mitgabe der Ehefrau darf wegen dringender Schulden veräussert werden.

55) Dies heisst wohl so viel: es bleibt der Willkühr der Brüder überlassen, ob sie ihre Schwestern dotiren wollen oder nicht.

a. Von der Erbschaft.

ad 1. Die Mädchen, als der schwächere Theil, nehmen auf dieser Insel mehr.

ad 2. Zum Vortheile fremder Personen können die Aeltern nur über einen kleinen Theil ihres Vermögens verfügen. Unter ihren Söhnen können sie jedoch ungleiche Theile anordnen, indessen nicht in der Art, dass ein Sohn 10 Theile, der andere aber nur 2 Theile erhalten soll.

ad 3. Die Brüder werden in Ermangelung der Aeltern den Grossältern vorgezogen. Auch werden die Neffen von ihnen ausgeschlossen.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht und das Gesetz stimmen überein.

ad 5. Die Töchter erben das mütterliche Vermögen, die Söhne das väterliche.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die dotirte Tochter ist von der Succession ausgeschlossen, sie braucht aber ihre Aussteuer auch nicht in die Masse einzuwerfen.

ad 7 stimmt Gewohnheit und Gesetz überein.

ad 8. Nur wegen dringender Schulden darf die Mitgabe veräussert werden.

c. Besondere Gewohnheiten.

Wenn nach dem Tode eines der Gatten auch

die Brüder sterben, ⁵⁶⁾ so wird das Vermögen des verstorbenen Ehegatten in drei Theile getheilt, wovon den einen Theil der überlebende Ehegatte erhält, die beiden anderen Theile aber an die Verwandten des Verstorbenen fallen. — Die sogenannte Trimörie (τριμοιρία).

Halbbürtige Geschwister, sogenannte uterini, beerben sich nur so weit, als das Gut von dem gemeinsamen Vater oder von der Mutter abstammt.

13. T i n o s.

§. 77.

Es sind zwei Berichte über die gegebenen acht Fragen eingelaufen, der eine unterschrieben von mehreren Bürgern, und der andere von der Demogerontie. Die eine Parthei beschuldigt die andere, dass sie die Wahrheit verfehlt habe. Der Nomarch bemerkt aber, dass beide Theile sich von der Wahrheit entfernt und dasjenige für Gewohnheitsrecht angegeben haben, was mit ihrem Interesse übereinstimmte, und mit den richterlichen Sprüchen während der T ü r k i s c h e n Herrschaft gleichlautete.

Welches nun aber das wahre Gewohnheitsrecht sey, wird nicht angegeben.

56) Das heisst, wenn auch die Kinder aus dieser Ehe, oder respective die Brüder und Schwestern, sterben. Vergl. insbesondere das Gewohnheitsrecht von Hagios Petros §. 92.

II. Kreis Messenien.

1. K o r o n .

§. 78.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 2, 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetz überein. Hinsichtlich der 3ten Frage wird jedoch die Bemerkung hinzugefügt, dass anstatt des Staates die Kirche, der Bischof und die Armen das Vermögen unter sich theilen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter braucht ihre Mitgabe nicht in die Erbschaftsmasse beizutragen, sie ist aber auch von der Erbschaft ausgeschlossen.

ad 7. Die Brüder haben dafür zu sorgen, dass ihre Schwestern verheirathet und ausgestattet werden. Wenn sie es unterlassen, so erhält sie sodann gleichen Antheil an der Erbschaft, wie die Brüder.

ad 8. Nur bei dringender Noth und wenn die Ehefrau zustimmt, darf die Aussteuer veräussert werden. Ausserdem ist der Ehemann nur dann ermächtigt, die Aussteuer seiner Frau zu veräussern, wenn er die veräusserten Güter sogleich durch andere, welche den veräusserten gleich an Werth sind, wieder ersetzt.

c. Bemerkungen.

Diesen Bemerkungen der Demogeronten und des Friedensrichters wird hinzugefügt, dass diese

Gewohnheiten sich über den ganzen Bezirk verbreiteten, und dass sie seit der Zeit des Aufstandes bestehen. ⁵⁷⁾

2. M o d o n.

§. 79.

Es wird ein Unterschied zwischen der Stadt und den Dörfern gemacht.

a. *Von der Erbschaft.*

In der Stadt ist hinsichtlich der 1sten, 2ten, 4ten und 5ten Frage die Gewohnheit mit dem Gesetze übereinstimmend.

In den Dörfern nehmen die Töchter einen kleineren Theil an der Erbschaft, als die Söhne. Und wenn die Söhne über 15 Jahre alt sind, werden sie als Mitbesitzer des Vaters betrachtet, da sie an dem Erwerb mitarbeiten. Vater und

57) Die letzte Bemerkung beruht offenbar auf einem Irrthume. Denn seit dem Beginne der Revolution fehlte es theils an der nöthigen Zeit, theils sogar an dem nöthigen guten Willen, um irgend ein Gewohnheitsrecht zu begründen. Diese Zeit, wie gewöhnlich zur Zeit von Revolutionen, zeichnet sich im Gegentheile durch eine Art von Feindseligkeit gegen alles hergebrachte Gewohnheitsrecht aus. So wie alles neu geschaffen werden sollte, so wollte man insbesondere auch ein neues besseres Recht schaffen. Da nicht geläugnet werden kann, dass der Rechtszustand der Griechen zur Zeit der Türkischen Herrschaft ein eben nicht sehr empfehlenswerther gewesen ist, so ist diese üble Ansicht von dem alt hergebrachten Rechte sehr erklärbar. Dennoch ist jene Bemerkung nicht unwichtig, indem daraus wenigstens ganz unzweideutig hervorgeht, dass auch seit dem Befreiungskampfe jene alt hergebrachten Gewohnheiten im Gebrauch geblieben sind. Vielleicht sollte auch durch jene Bemerkung bloß angedeutet werden, dass seit dem Befreiungskampfe jene Gewohnheiten allenthalben beobachtet werden, während früher manche sich den Türkischen Gesetzen unterworfen haben.

Sohn können, ein jeder nur über seinen Antheil, frei verfügen.

ad 3. Anstatt des Staates vertheilen die Kirche, der Bischof und die Armen das Vermögen unter sich in drei Theile.

b. Von der Ausstattung.

ad 6 — 8. In der Stadt beobachtet man das Gesetz, auf den Dörfern nicht. ⁵⁸⁾

c. Bemerkungen.

Zum Schlusse wird die Bemerkung beigelegt: wie lange diese Gewohnheiten bestehen, kann man nicht sagen, denn während der Türkischen Herrschaft waren sie nicht in voller Wirkung, und viele unterwarfen sich der Türkischen Jurisdiction. ⁵⁹⁾ Seit der Revolution sind sie in volle Kraft getreten.

3. I m b l a k i k a.

§. 80.

a. Von der Erbschaft.

ad 1. Die Töchter müssen mit dem Theile zufrieden seyn, den ihnen die Brüder einräumen wollen.

ad 2. Die Aeltern können nur zum Vortheile der Kirche und der Armen über einen Theil ihres Vermögens verfügen.

ad 3, 4 und 5, stimmt die Gewohnheit mit dem Gesetz überein.

58) Welches Gewohnheitsrecht in den Dörfern gilt, wird nicht gesagt.

59) Und also auch dem Türkischen Recht, welches von den Kadi's insgemein ausschliesslich angewendet zu werden pflegte.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Eine ausgestattete Tochter braucht ihre Mitgabe nicht zur Erbschaft beizutragen, ist aber auch von der Erbschaft ausgeschlossen. Auch wenn die Brüder ihre Schwester ausgestattet haben, ist sie von der Erbschaft dieser ausgeschlossen.

ad 7. Die Brüder sind verbunden, für die Verheirathung und Ausstattung ihrer Schwestern zu sorgen. Unterlassen sie es, so erhalten die Schwestern sodann gleichen Erbantheil mit ihren Brüdern.

ad 8. Wenn die Ehegatten übereinstimmen, so können sie die Mitgabe veräußern.

c. Bemerkungen.

Dieses Gewohnheitsrecht ist übrigens alt.

4. K a l a m a t a.

§. 81.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Der Vater kann einem Kinde schriftlich mehr vermachen, als dem Anderen, und ohne die Kinder ganz erblos zu machen, kann der Vater auch an andere Fremde oder Verwandte einen unbestimmten Theil seines Vermögens vermachen. ⁶⁰⁾

60) Welche vage und vieldeutige Bestimmung! Offenbar liegt aber Römisches Recht zu Grund. Die Richter werden daher am Besten thun, das ganze reine Römische Recht zur Anwendung zu bringen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Wenn die Mutter nach dem Tode ihres Ehegatten sich von neuem verheirathet, so kann sie ihre Mitgabe zu der gemeinsamen Erbschaft beitragen, und sodann miterben.

ad 7. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetz überein.

ad 8. Zur Veräußerung der Mitgabe wird die Zustimmung der Ehefrau erfordert.

c. Besondere Gewohnheiten.

Es gilt die Trimöria. ⁶¹⁾

Die consanginei und uterini beerben ihre Geschwister zu gleichen Theilen hinsichtlich der Güter, die von dem gemeinschaftlichen Vater herkommen.

Diese Gewohnheiten sind alt.

5. M i k r o m a n i.

§. 82.

a. Von der Erbschaft.

ad 1. Die Töchter erhalten nur die Ausstattung, über welche man mit dem Bräutigam übereingekommen ist.

ad 2. Die Aeltern können nichts zum Nachtheil der Kinder verfügen, ausgenommen etwas für die Kirche.

ad 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

61) Was darunter zu verstehen ist, s. oben §. 76.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Durch die Ausstattung verliert die Tochter ihr Erbrecht, und braucht ihre Mitgabe zu der Erbschaft nicht beizutragen. Haben ihre Brüder sie ausgestattet, so ist sie von der Erbschaft dieser ausgeschlossen.

ad 7. Die Brüder sind verpflichtet, für die Ausstattung ihrer Schwestern zu sorgen. Thun sie es nicht, so succediren sodann die Schwestern zu gleichen Theilen mit ihren Brüdern.

ad 8. Die Veräusserung der Mitgabe ist nur dann gültig, wenn dringende Noth der Ehegatten vorhanden, und die Zustimmung der Ehefrau erfolgt ist.

c. Bemerkungen.

Zum Schlusse wird von den Behörden hinzugefügt: dass, da sie zweifeln, über welche andere Gewohnheiten Aufschlüsse verlangt werden, sie besonderen Auftrag erwarteten, um weiter antworten zu können. ⁶²⁾

6. A n d r i z a i n a.

§. 83.

a. Von der Erbschaft.

ad 1. Die Töchter erben nichts, denn sie müssen entweder vor oder nach dem Tode ihrer Aeltern ausgestattet werden.

62) Hieraus folgt wenigstens so viel, dass noch andere Gewohnheiten existiren.

ad 2. Die Aeltern können ihren Kindern nichts von ihrem Vermögen entziehen. Nur zu Gunsten der Kirche oder der Armen dürfen sie etwas Weniges vermachen.

ad 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetz überein.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter verliert ihr Erbrecht und hat ihre Mitgabe nicht einzuwerfen. Dasselbe gilt hinsichtlich der Erbschaft ihrer Brüder, wenn diese ihre Schwester ausgestattet haben.

ad 7. Die Brüder müssen ihre Schwester ausstatten, geschieht es nicht, so erbt sie, zu gleichen Theilen mit ihren Brüdern.

ad 8. Ohne die Zustimmung der Ehefrau darf die Aussteuer nicht veräussert werden.

c. Bemerkungen.

Die Gewohnheit ist alt.

7. N i s i o n.

§ 84.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetz überein.

ad 2. Die Aeltern verfügen blos zum Vortheil der Kinder.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die dotirte Tochter verliert ihr Erb-

recht und braucht ihre Aussteuer nicht beizutragen. Wurde sie von ihren Brüdern ausgestattet, so ist sie von der Erbschaft ihrer Brüder ausgeschlossen.

ad 7. Die Brüder sind zur Ausstattung ihrer Schwester verpflichtet. Haben sie es unterlassen, so hat die Schwester gleiches Erbrecht mit ihren Brüdern.

ad 8. Nur die Ehefrau hat das Recht, ihre Mitgabe zu veräußern.

c. Bemerkungen.

Dieses Gewohnheitsrecht, obgleich ungeschrieben, besteht seit undenklichen Zeiten.

III. Kreis Achaja und Elis.

1. Kalavrita.

§. 85.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetz überein.

ad 2. Das Gewohnheitsrecht will, dass der Vater, so viel er Kinder haben mag, ihnen zwei Drittheile seines Vermögens hinterlasse.

ad 4. Wenn die Frau nach dem Tode ihres Mannes unverheirathet bleibt, so behält sie den Nutzen des Vermögens, und erst nach ihrem Tode kommen die Verwandten des Mannes zu der Erbschaft.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Durch die Ausstattung ist die Toch-

ter von der Erbschaft ausgeschlossen, und hat ihre Mitgabe zu der gemeinen Erbschaft nicht beizutragen. Desgleichen wird sie, wenn die Brüder sie ausgestattet haben, von ihrer Erbschaft ausgeschlossen.

ad 7. Die Brüder sind verpflichtet, für die Verheirathung ihrer Schwester zu sorgen. Thun sie es nicht, so erhält sie dann den ihr zukommenden gleichen Antheil an der Erbschaft.

ad 8. Zur Gültigkeit der Veräußerung der Mitgabe wird immer erfordert die Zustimmung der Frau und eine dringende Noth der Ehegatten.

c. Besondere Gewohnheiten.

1. **Eigenhändige Testamente**, wenn sie auch keine Zeugen enthalten, und von der competenten Obrigkeit nicht beglaubigt sind, werden nach dem Gewohnheitsrecht als rechtsgültig betrachtet.

2. Viele **Mönche** haben gesucht, Theil an der Erbschaft ihrer Aeltern zu nehmen, aber das Gewohnheitsrecht hat sie immer ausgeschlossen.

3. **Kinder**, welche nicht aus einer legitimen Ehe entstanden sind, stehen den ehelichen gleich, und erben gleichmässig. Ausgenommen, wenn der Vater im Testamente anders bestimmt.

Das Dorf **Philia** insbesondere hat folgendes Gewohnheitsrecht:

1) Stirbt die Frau nach dem Tode ihres Mannes, ohne einen adoptirten Sohn zu hin-

terlassen, so fällt die eine Hälfte des Vermögens ihres Ehemannes an die Kirche und die andere Hälfte nehmen seine Verwandten. Hinterlässt sie aber einen adoptirten Sohn, so erbt dieser das Ganze.

2) Stirbt die Frau beim Leben des Mannes, so wird ihre Habe in drei Theile getheilt, und davon nimmt die Kirche, der Mann und die Verwandten der Frau jedes seinen Theil.

3) Bei der Veräußerung der Güter werden zuerst die Verwandten gefragt, und wenn sie denselben Preis biethen, den auch die Fremden bothen, werden sie vorgezogen.

4) Güter, die den Klöstern gewidmet sind, können ihnen nie entzogen werden. Auch werden bei ihrem Verkaufe die Verwandten nie vorgezogen.

2. P a t r a s.

§. 86.

a. Von der Erbschaft.

ad 1 bis 5. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die Tochter, wenn sie ausgesteuert worden ist, braucht ihre Mitgabe nicht beizutragen, hat aber auch kein Erbrecht.

ad 7. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 8. Die Zustimmung der Ehegatten ist zur Veräußerung der Mitgabe immer nöthig.

c. Bemerkungen.

Jede Urkunde musste von den Demogeronten beglaubigt seyn, wenn sie auch Verwandte wären. ⁶³⁾

Diese Gewohnheiten bestehen seit uralten Zeiten.

3. G a s t u n i.

§. 87.

Der Friedensrichter versichert, dass das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze übereinstimme, und dass in diesem Bezirke keine, auch nur im geringsten abweichende, Gewohnheit bestehe.

4. P y r g o s.

§. 88.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze.

ad 2. Es besteht kein Beispiel, dass die Aeltern ihre Kinder enterbt hätten.

ad 4. So lange die Wittve unverheirathet bleibt, behält sie den Genuss des Vermögens ihres verstorbenen Ehemanns. Erst nach ihrem Tode kommen die Verwandten ihres Mannes zur Erbschaft.

63) Soll wahrscheinlich den Sinn haben, dass die Urkunden auch dann von den Demogeronten beglaubigt werden mussten, wenn die Contrahenten mit den Demogeronten verwandt waren.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Durch die Ausstattung ist die Tochter von der Erbschaft ihrer Aeltern ausgeschlossen, und hat die Mitgabe in die Masse nicht beizutragen. Dasselbe gilt von der Erbschaft der Brüder, wenn diese ihre Schwester ausgestattet haben.

ad 7. Die Brüder sind zur Ausstattung ihrer Schwester verpflichtet. Hätten sie es unterlassen, so erbte dann die Schwester zu gleichen Theilen mit ihren Brüdern.

ad 8. Zur Gültigkeit der Veräußerung der Aussteuer gehört die Zustimmung der Ehefrau, und dringende Noth der Ehegatten.

c. Bemerkungen.

Es existiren keine andere Gewohnheiten, und diese sind alt und bestehen im ganzen Bezirk.

5. V o s t i z z a.

§. 89.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Die Aeltern dürfen nur der Kirche etwas vermachen, alles Uebrige bleibt den Kindern.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 7. Der erstgebohrne Bruder tritt an die Stelle des Vaters und stattet seine Schwester aus.

Erst im Falle der Weigerung wird er gerichtlich dazu gezwungen.

ad 8. Bei dringenden Bedürfnissen der Gatten kann die Aussteuer veräußert werden, allein es gehört dazu die Zustimmung der Frau.

c. Besondere Gewohnheiten.

Bei der Veräußerung von Grundstücken werden zuerst die Verwandten, und dann die Nachbarn vorgezogen. Wird das Gut aber öffentlich verkauft, so findet kein Vorzug statt, ausgenommen bei Abwesenheit eines Verwandten, der dann jedoch binnen zwei Jahren erscheinen muss.]

IV. Kreis Arkadien.

1. Tripolizza.

§. 90.

a. Von der Erbschaft.

ad 1 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze.

ad 2. Der Vater hat das volle Verfügungsrecht.

ad 3. Wenn keine Erben vorhanden sind, so fällt dann das Vermögen an die Kirche, und an die Klöster, Schulen und an die Armen.

ad 4. Die Wittwe behält, so lange sie unverheirathet bleibt, den Nutzen des Vermögens, und erst nach ihrem Tode kommen die Verwandten ihres Mannes zur Succession.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter verliert ihr Erbrecht, und hat ihre Aussteuer nicht einzuwerfen. Wurde sie von ihren Brüdern ausgestattet, so verliert sie ihr Erbrecht auf den Nachlass der Brüder.

ad 7. Die Töchter erben zu gleichen Theilen mit den Brüdern. Dennoch sind die Brüder verpflichtet, in Ermangelung ihre Schwester auch aus ihrem Vermögen auszustatten.

ad 8. Zur Gültigkeit der Veräußerung der Aussteuer gehört die Zustimmung der Ehefrau, und eine dringende Noth der Ehegatten.

c. Besondere Gewohnheiten.

Die Adoption geschieht, indem der Vater das Kind mit einem Hemde überzieht. Die Adoption, welche schriftlich geschah, bedurfte keiner amtlichen Bestätigung.

2. K a r y t a i n a.

§. 91.

a. Von der Erbschaft.

ad 1 und 5. Das Gesetz und die Gewohnheit stimmen überein.

ad 2. Der Vater hat das volle Verfügungsrecht über sein Vermögen.

ad 3. Der ganze Nachlass fällt an die Kirche, an die Klöster, Schulen und Armen, wenn keine Erben existiren.

ad 4. Während ihres Wittwenstandes behält

die Wittwe den Nachlass ihres verstorbenen Mannes im Genuss. Derselbe fällt erst nach ihrem Tode an die Erben des Mannes.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die von ihren Aeltern oder Brüdern ausgestattete Tochter verliert ihr Erbrecht auf den Nachlass desjenigen, der sie ausgestattet hat.

ad 7. Wiewohl die Töchter gleiches Erbrecht mit ihren Brüdern haben, so sind die Brüder dennoch verpflichtet, ihre Schwestern aus ihrem eigenen Vermögen auszusteuern, wenn der Nachlass ihrer Aeltern nicht hinreichen sollte.

ad 8. Die Veräusserung der Dos ist nur dann gültig, wenn die Ehefrau eingewilligt hat, und bei dringender Noth der Gatten.

c. Besondere Gewohnheiten.

Die Vornehmsten der Gemeinde borgten unter ihrer Unterschrift, jedoch im Namen der Gemeinde, Geld zur Entrichtung der Steuern. Für die Zurückbezahlung dieser Schulden hafteten sie nicht persönlich, sondern vielmehr die ganze Gemeinde.

Jede Gemeinde stellte Guardiane an für die Behüthung ihrer Früchte und Weingärten. Sie bekamen eine schriftliche Erlaubniss, die schädlichen Thiere, wie Schweine und Hunde zu tödten, und die anderen einzuschliesen, und von 40 Lepta bis zu einem Drachmen Geldstrafe zu nehmen.

In dieser Darstellung ist der Friedensrichter ganz einstimmig mit den Demogeronten.

3. S a n c t P e t e r.

(Hagios Petros.)

§. 92.

a. *Von der Erbschaft.*

ad 1 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Der Vater kann frei über sein ganzes Vermögen verfügen.

ad 3. In Ermangelung von Erben succediren die Kirche, die Klöster, Armen und Schulen.

ad 4. Die Wittwe hat den Genuss des ganzen Vermögens ihres gestorbenen Ehemannes, und erst nach ihrem Tode, oder wenn sie zur zweiten Ehe schreitet, fällt der Nachlass des Mannes an dessen Verwandte.

b. *Von der Ausstattung.*

ad 6. Die ausgestattete Tochter braucht ihre Mitgabe nicht beizutragen, denn durch die Ausstattung verliert sie ihr Erbrecht. Dasselbe gilt hinsichtlich des Erbrechtes auf den Nachlass ihrer Brüder, wenn sie von diesen dotirt worden ist.

ad 7. Die Brüder müssen, wenn kein väterliches Vermögen vorhanden ist, ihre Schwester aus ihrem eigenen Vermögen ausstatten. Zu gleicher Zeit haben die Schwestern gleiches Erbrecht mit ihren Brüdern.

ad 8. Die Aussteuer kann nur mit Zustimmung der Frau und bei dringender Noth der Ehegatten veräussert werden.

c. Besondere Gewohnheiten.

Wenn nach dem Tode eines der Aeltern auch noch die Kinder sterben, so nimmt der überlebende Ehegatte den dritten Theil von dem Vermögen des Verstorbenen, und der übrige Theil geht an die Verwandten des verstorbenen Ehegatten über.

Die Demogeronten fügen noch die Bitte hinzu: dass man die vom Jahre 1821 bis 1828 stattgahabten Verkäufe bestätigen möge. In diesen Jahren seyen nämlich viele Grundstücke verkauft worden, weil sich die Verkäufer in dem grössten Bedürfnisse befanden, und niemand seines Besitzes gewiss war, wegen des unbekannten Schicksales des Krieges. Wenn nun jetzt, nach Herstellung der Ruhe, die Verwandten und Nachbarn das Recht des Vorzugs geltend machen wollten, da sie unter jenen Umständen nicht befragt werden konnten, so entstünde daraus eine grose Ungerechtigkeit für die Käufer. Daher trägt die Demogerontie auf Bestätigung solcher Verkäufe an. ⁶⁴)

64) Hieraus folgt, dass daselbst der Familienretract und die Nachbarlosung gegolten haben, und dass die Verwandten und Nachbarn denselben auch nach langen Jahren noch geltend machen konnten, wenn ihnen das zu verkaufende Grundstück nicht schon vor der Veräusserung angeboten worden ist.

V. Kreis Akarnanien.

1. Kravara und Apokuro.

§. 93.

Die Demogeronten von beiden Bezirken antworteten auf völlig übereinstimmende Weise.

a. *Von der Erbschaft.*

ad 1 bis 5. Stimmt im Ganzen die Gewohnheit mit dem Gesetze überein.

Indessen ad 1. Die Töchter müssen, wie vor dem Tode, so auch nach dem Tode ihrer Aeltern, ausgestattet werden.

ad 2. Die Aeltern müssen ihr Vermögen den Kindern hinterlassen, ausgenommen, wenn sie erblos erklärt worden sind. ⁶⁵⁾

b. *Von der Ausstattung.*

ad 6. Die ausgestattete Tochter braucht ihre Aussteuer nicht in die Masse beizutragen, dagegen ist sie aber von der Erbschaft ausgeschlossen. Dasselbe gilt von dem Erbrecht in das Vermögen der Brüder, wenn diese die Ausstattung ihrer Schwester besorgt hatten.

ad 7. Die Brüder müssen für die Ausstattung ihrer Schwester sorgen. Unterlassen sie es, so erbt die Schwester zu gleichen Theilen mit ihren Brüdern.

65) Dieses setzt offenbar das Römische Recht über die Enterbung voraus. Daher werden wohl die Enterbungsgründe auch aus dem Römischen Recht in der Praxis ergänzt werden müssen.

ad 8. Die Dos kann nur dann mit Gültigkeit veräußert werden, wenn die Ehefrau zustimmt und dringende Noth der Ehegatten vorhanden ist.

c. Besondere Gewohnheiten.

Wenn ein Bürger sich 15 bis 20 Jahre von seiner Heimath entfernt hat, so werden seine Besitzungen für die öffentlichen Schulden verkauft. ⁶⁶⁾

2. A n a t o l i k o.

§. 94.

Die Demogeronten versichern, dass ihr Gewohnheitsrecht in Beziehung auf alle acht Fragen mit dem Gesetze übereinstimmen.

3. M i s s o l o n g h i.

§. 95.

a. Von der Erbschaft.

ad 1, 3, 4 und 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Die Aeltern können einem jeden ihrer Kinder so viel vermachen, als sie wollen.

b. Von der Ausstattung.

ad 6. Die ausgestattete Tochter ist von der Erbschaft ausgeschlossen., wenn sie von ihren Aeltern dotirt worden, von der Erbschaft ihrer

66) Ob dieses auch dann der Fall ist, wenn die Frau und Kinder des Abwesenden im Orte wohnen und anwesend sind, wird nicht gesagt, und ist auch nicht wahrscheinlich.

Aeltern, wenn sie von ihren Brüdern ausgestattet wurde, von der Erbschaft ihrer Brüder. In keinem Falle braucht sie ihre Aussteuer in die Erbschaftsmasse einzuwerfen.

ad 7. Die Brüder haben für die Ausstattung ihrer Schwester zu sorgen. Vernachlässigen sie diese Pflicht, so erbt sodann die Schwester zu gleichen Theilen mit ihren Brüdern.

ad 8. Die Veräusserung der Aussteuer ist nur dann gültig, wenn eine dringende Noth der Ehegatten und die Zustimmung der Ehefrau vorhanden ist.

c. Besondere Gewohnheiten.

Die Verlobung (das pactum nudum) ist gültiger als die Ehe, denn bei der Verlobung unternehmen die Eheleute keine Ceremonien. ⁶⁷⁾

Das Gewohnheitsrecht ist nicht geschrieben und besteht blos in der Gemeinde ihrer Stadt.

§. 96.

Andere Aufschlüsse, als die so eben in den §§. 65 — 95 mitgetheilten, sind auf die gegebenen acht Fragen nicht ertheilt worden. Dieselben erschienen höchst nothdürftig. Aus manchen gelegentlichen Aeusserungen selbst ging auf's aller

67) Dieses ist wohl etwas zu scharf ausgedrückt, denn gültiger als die Ehe kann wohl die Verlobung nicht seyn. Die Demogeronten und der Friedensrichter wollten wohl sagen: eben so gültig.

Klarste hervor, dass noch andere Gewohnheiten existirten, die man sich aber erst abfragen lassen wollte. Daher wurden durch den mittlerweile neu eingetretenen Justizminister, Herrn Constantin Schinas, neue Fragen veranlasst, und diese durch den damaligen Ministerialrath', Herrn Dr. Geib, entworfen.

Ich theile dieselben im folgenden §. mit, wörtlich so, wie dieselben an die Friedensrichter und Demogeronten gerichtet worden sind.

§. 97.

a. Von der Tutel.

1. Sind die Functionen des Tutors, wie das Gesetz vorschreibt, unentgeltlich (gratis), oder kann derselbe eine Art jährlichen Honorars von dem Vermögen des Minderjährigen begehren?

2. Kann die Tutel zu gleicher Zeit mehreren Personen übertragen werden, z. B. wie es die Gesetze vorschreiben, zu gleicher Zeit allen grosjährigen Brüdern, oder besteht die Gewohnheit, dass ein Minderjähriger nicht mehr als einen einzigen Tutor haben kann?

3. Die Gesetze schreiben vor, dass in wichtigen Angelegenheiten, unter Anderem, wenn von der Erziehung des Minderjährigen oder von der Veräusserung seiner Immobilien die Rede ist, der Tutor nicht ohne die Autorisation des zu-

ständigen Richters handeln kann. Entspricht nun auch das Gewohnheitsrecht diesen gesetzlichen Bestimmungen, oder besteht vielleicht in solchen Fällen die Sitte, einen Familienrath zu berufen, welcher die Zweckmässigkeit der von dem Tutor vorgeschlagenen Maasregeln zu erkennen hat?

4. Die Gesetze machen, hinsichtlich der Tutel, einen Unterschied zwischen mündigen und unmündigen Kindern, das heisst, sie unterscheiden die Minderjährigen in solche, die das 14te Jahr zurückgelegt haben, und in solche, welche noch unter 14 Jahren sind, und schreiben vor, dass blos die Letzteren in vollständiger Abhängigkeit vom Tutor seyen, während die Ersteren viel freier und in vielen Fällen sogar ohne Autorisation des Tutors handeln können. Uebrigens geben die Gesetze blos der Vormundschaft über die Unmündigen den Namen Tutel, während die Vormundschaft über die Mündigen Curatel genannt wird, und die Gesetze schreiben vor, dass am Ende der Ersteren, das heisst nach zurückgelegtem 14ten Jahre, derjenige, der bis dahin die Functionen eines Tutors gehabt hatte, von Neuem zum Curator ernannt, oder durch einen anderen Curator ersetzt werden solle. Vielleicht kennt das Gewohnheitsrecht diese Unterscheidungen nicht, sondern hat vielmehr diesen gesetzlichen Unterschied zwischen Tutel und Curatel abgeschafft, indem dasselbe den Minder-

jährigen unter 14 Jahren dieselben Rechte wie denen über 14 Jahre einräumte, und die gesetzliche Regel, wornach dem Minderjährigen nach zurückgelegtem 14ten Jahre ein anderer Tutor oder vielmehr ein Curator ernannt werden soll, abschaffte?

b. Von der väterlichen Gewalt.

5. Die Ausübung der väterlichen Gewalt ist von dem Gesetze ausschliesslich dem Vater übertragen und der Mutter durchaus keine Theilnahme dabei eingeräumt; allein es wäre möglich, dass dieses durch das Gewohnheitsrecht abgeändert worden ist, indem vielleicht ein Theil der Rechte des Vaters auf die Mutter übertragen, oder diese Gewalt in der Art unter beide vertheilt worden ist, dass dieselbe während der Ehe ausschliesslich durch den Vater, nach dessen Tode aber von der überlebenden Mutter ausgeübt werden sollte?

6. Die Gesetze schreiben vor, dass das gesamte Vermögen der Kinder, sogar wenn sie grossjährig sind, dem Vater gehört, und dass die Personen, deren Väter noch am Leben sind, nur ausnahmsweise unter dem Namen Peculium etwas besitzen können, während in der Regel ihr ganzer Erwerb ihren Aeltern gehört. Hat nun das Gewohnheitsrecht diesen Grundsatz angenommen oder abgeändert, in dem es vielleicht vorschreibt, dass das Vermögen und aller Er-

werb der Kinder blos bis zu einer bestimmten Epoche, z. B. bis zur Grosjährigkeit, den Vätern gehören, nach dieser Epoche aber freies Eigenthum der Kinder seyn solle?

7. Wie lange dauert die väterliche Gewalt? Die Gesetze schreiben vor, dass sie erst durch den Tod des Vaters, allein weder durch die eingetretene Grosjährigkeit, noch die Heirath der Kinder beendigt werde, so dass demnach der Vater nicht blos seine Kinder, sondern sogar alle seine Descendenten in seiner Gewalt habe. Hat nun die Gewohnheit diesen Grundsatz abgeändert, und vielleicht vorgeschrieben, dass die väterliche Gewalt mit der Grosjährigkeit der Kinder oder mit ihrer Heirath zu Ende gehen solle, oder stimmt die Gewohnheit mit dem Gesetze überein?

8. Kann die väterliche Gewalt auch durch Adoption erworben werden, und welches sind in diesem Falle die Rechte des Adoptirenden über den Adoptivsohn, sind sie denen des Vaters gleich, oder wenigstens ähnlich, oder von welcher Natur sind sie? Ist es ferner vom Gewohnheitsrecht vorgeschrieben, dass man jemanden nur als Kind adoptiren kann, oder erlaubt die Gewohnheit auch jemanden als Brüder oder Schwester zu adoptiren?

c. Von dem Besitz.

9. Die Gesetze schreiben vor, dass man

den Besitz einer Sache durch die Detention derselben, verbunden mit dem Willen, sie als Eigenthümer zu besitzen, erwerbe, und sie verlangen nicht, dass dieser Besitz, um eine possessorische Klage anstellen zu können, eine bestimmte Zeit, z. B. ein oder mehrere Jahre, gedauert habe. Hat nun auch das Gewohnheitsrecht diesen Grundsatz angenommen, oder verlangt dasselbe vielleicht zum Erwerb des Besitzes den Ablauf einer gewissen Zeit, so dass z. B. der Besitzer vor Ablauf dieses Jahres die Vortheile des Besitzes nicht geniessen und eben so wenig vorher sich durch possessorische Klagen vertheidigen kann?

d. Von dem Eigenthum.

10. Zum Erwerb des Eigenthums begehren die Gesetze nur den Consens der Partheien und die reelle Tradition der Sache selbst. Da nun dieser Grundsatz grose Nachtheile bringt, indem z. B. ein Dritter niemals weiss, wer der wahre Eigenthümer einer Sache ist, so wäre es leicht möglich, dass das Gewohnheitsrecht in dieser Beziehung einige Modifikationen eingeführt, und unter Anderem den in den übrigen Europäischen Gesetzgebungen vorgeschriebenen Grundsatz angenommen hätte, wonach keine Veräusserung gültig seyn soll, welche nicht in ein öffentliches dazu speciell bestimmtes Buch transcribirt worden ist. Welches nun aber auch die

Verfügungen des Gewohnheitsrechtes seyn dürfen, so sollen dieselben im Detail angegeben werden.

11. Zur Gültigkeit des Erwerbs des Eigenthums ist es nach den Gesetzen nothwendig, dass der frühere Besitzer wahrer Eigenthümer der veräußerten Sache gewesen ist; wäre er nun aber nicht der wahre Eigenthümer gewesen, so ist jeder, der bessere Rechte an der Sache hat, berechtigt diese Sache aus den Händen des gegenwärtigen Besitzers zu vindiciren, ohne sogar verbunden zu seyn, diesem den bezahlten Kaufpreis wieder zu ersetzen. Da nun dieser Grundsatz, in seiner Anwendung auf Mobilien, für den Handel sehr grose Nachtheile bringt, indem man niemals hinreichende Sicherheit hat, dass eine Sache, die man so eben z. B. auf einer Messe oder auf einem Markt gekauft hat, nicht wenige Stunden nachher wieder vindicirt wird, so ist es wahrscheinlich, dass das Gewohnheitsrecht einige Veränderungen eingeführt, und vielleicht auch den grosen von anderen Gesetzgebungen eingeführten Grundsatz, wonach bei beweglichen Sachen der Besitz die Stelle des Eigenthums vertritt (*en fait de meubles la possession vaut titre*) oder mit anderen Worten die Regel angenommen hat, dass der Erwerber eines Mobiliargegenstandes nicht zum Beweis genöthigt werden kann, dass derjenige, aus dessen Händen er gekauft hat, wahrer

Eigenthümer der Sache gewesen ist, sondern nur beweisen muss, dass sein Erwerb auf eine rechtliche Weise bewerkstelligt worden ist, so dass demnach, wenn die Sache z. B. gestohlen war, der ursprüngliche Eigenthümer sich nicht an den gegenwärtigen Besitzer, sondern blos und ausschliesslich an den Dieb selbst zu halten hat. Ueber diesen Gegenstand erwarte ich die detaillirtesten Aufschlüsse.

e. Von den Servituten.

12. Dieselbe unter Nr. 10 hinsichtlich des Eigenthums aufgeworfene Frage entsteht auch bei den Servituten. Ich frage Sie daher, ob ihr Gewohnheitsrecht in dieser Beziehung dem geschriebenen Recht entspricht, welches zum Erwerb der Servituten nur den Consens der Partheien erfordert, oder ob das Gewohnheitsrecht einige Beschränkungen eintreten lässt, unter Anderem diese, dass jeder Erwerbungsakt einer Servitut, um Dritten gegenüber vollständige Gültigkeit zu haben, in ein öffentliches, speciell dazu bestimmtes, Buch transscribirt werden muss?

13. Die Gesetze ordnen, im Interesse des öffentlichen Wohles, oder auch sogar zu Gunsten der Privatleute, eine ziemlich grose Anzahl von Servituten an, welche man, weil sie ohne Zuthun eines Menschen durch das Gesetz selbst bestimmt sind, gesetzliche Servituten zu nennen pflegt. Die hauptsächlichsten Servituten dieser

Art beziehen sich auf die Aussicht auf des Nachbars Grundeigenthum, auf die Dachtraufe, auf das Durchgangsrecht u. dergl. mehr. Ich stelle daher an Sie die Frage, ob das bestehende Gewohnheitsrecht vielleicht auch das Weiderecht als solche gesetzliche Servitut eingeführt hat, so dass etwa die Bewohner eines Dorfes oder einer bestimmten Gegend berechtigt sind, ihr Vieh in dieser Gegend weiden zu lassen, ohne deshalb eines ausdrücklichen Vertrages zu bedürfen?

f. Von den Privilegien und Hypotheken.

14. Die bestehenden Gesetze geben jedem die volle Freiheit, sein Vermögen nach Willkühr mit Hypotheken zu belasten, und, da sie jeder heimlichen Hypothek die Kraft geben, auch in den Händen Dritter verfolgt zu werden, so setzen sie Dritte Personen in die Unmöglichkeit zu wissen, ob ein Gut verhypothecirt ist oder nicht, und zu gleicher Zeit in die Unmöglichkeit, sich gegen die daraus entspringenden grossen Nachteile sicher zu stellen. Wenn nun das Gewohnheitsrecht in dieser Beziehung einige Modifikationen eingeführt, und z. B. vorgeschrieben haben sollte, dass alle Hypotheken in ein öffentliches Buch einzuschreiben seyen, dass jedermann das Recht habe, Einsicht von diesem Buche zu nehmen, um sich zu überzeugen, ob dasselbe mit Hypotheken belastet ist oder nicht; wenn das Gewohnheitsrecht diese oder andere Modifika-

tionen eingeführt haben sollte, so werden Sie mir darüber mit der grösten Genauigkeit Bericht erstatten.

15. Die Gesetze erlauben, ohne allen Unterschied, Mobilien und Immobilien verhypotheciren zu dürfen. Stimmt damit das Gewohnheitsrecht überein, oder kennt dasselbe bloß die Hypotheken von Immobilien?

16. Die Gesetze erkennen viele Privilegien, das heisst solche Forderungen an, welche den Gläubigern ein Vorzugsrecht vor allen übrigen einräumen. Solche privilegierte Forderungen haben z. B. die Ehefrauen wegen ihrer Dos auf das Vermögen ihres Ehemannes; die Minderjährigen und Interdicirten auf das Vermögen des Tutors; diejenigen, welche zum Ankauf von Immobilien Gelder geliehen haben; der Staat auf das Vermögen der Einnehmer oder sonstigen rechnungspflichtigen Verwalter u. s. w. Hat nun das Gewohnheitsrecht auch diese Privilegien angenommen, oder hat dasselbe andere Grundsätze aufgestellt, unter Anderem die Regel, dass der Vorzug unter den Gläubigern sich bloß nach der Priorität des Datums zu richten habe?

§. 98.

In den folgenden §§. werde ich nun die von den Friedensrichtern und Demogeronten eingelaufenen Antworten so geben, wie mir deren

Berichte aus dem Justizministerium zugekommen sind. Diese, auf solche Weise erhaltenen, Aufschlüsse sind nun aber um so interessanter, je mehr Mühe die Behörden zur Constatirung des Gewohnheitsrechtes angewendet haben. So z. B. hat die Demogerontie in Syra, ehe sie ihren Bericht niederschrieb, sich zuvor mit den kundigen Personen benommen und berathen (§. 110, pr. u. Nr. 13.) In Kalavrita dagegen wurden auch noch die Notablen von der Demogerontie beigezogen (§. 129.).

I. Kreis Argolis und Korinthia.

1. N a u p l i a .

§. 99.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Vormundschaft ist gratis.

ad 2. Es müssen jedes Mal drei Vormünder seyn, wovon Einer der ältere volljährige Bruder, oder derjenige seyn soll, dessen Auf-
führung die beste ist.

ad 3. Was die Erziehung der Mündel und die Veräusserung ihrer Güter betrifft, so können die Vormünder ohne Beistimmung des Familienrathes nicht agiren.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater hat die Ausübung der väterlichen Gewalt, jedoch nur über seine eigenen Kinder. Nach seinem Tode übt sie die Mutter.

ad 6. Das Gewohnheitsrecht will, dass der minderjährige Sohn, wenn er getrennt vom Vater lebt, auch den Genuss seines Erwerbes allein hat.

ad 7. Die väterliche Gewalt endigt mit der Volljährigkeit oder mit der Heirath der Kinder.

ad 8. Die Rechte des Adoptirten werden immer durch den Vertrag bestimmt.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht erfordert keinen bestimmten Zeitlauf, um die Rechte des Besitzes zu erwerben.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die das Eigenthumsrecht betreffenden Akte gelten, wenn sie auch in öffentliche Bücher nicht eingetragen sind. Im Uebrigen stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze überein.

ad 11. Das Gewohnheitsrecht gestattet, dass der rechtliche Eigenthümer, ohne Unterschied, ob die Sache eine bewegliche oder unbewegliche ist, sie zu vindiciren, und der Käufer hat sich an den Verkäufer zu halten.

e. Von den Servituten.

ad 12. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Oeffentliche Akte sind darüber nicht erforderlich.

ad 13. Man lässt ungehindert seine Schafe auf dem Acker des Anderen weiden. Für das grössere Vieh hat man indessen einen gemeinschaftlichen Ort, Livadi genannt, wo sie zu einer bestimmten Zeit ihr Vieh weiden lassen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Es sind keine Maasregeln getroffen, um jeden Betrug dabei zu vereiteln.

ad 15. Bewegliche Sachen sowohl als unbewegliche werden als Unterpfand gegeben.

ad 16. Das Gewohnheitsrecht kennt blos die Privilegien des Staates, der Ehefrauen und der Minderjährigen.

g. Allgemeine Bemerkungen.

Unter der Türkischen Herrschaft wurden die Rechtsstreitigkeiten meistens von der Kirche entschieden, und zwar nach dem Harmenopoulos, den die Geistlichkeit befolgte.

2. A r g o s.

§. 100.

a. Von der Tutel

ad 1. Es blieb immer die Mutter, so lange sie Wittwe war, der einzige und unbeschränkte

vollmächtige Vormund, der die Verwandten ihres Mannes, so wie ihre eigenen Verwandte zu Rathe zog. War auch keine Mutter da, so übernahmen die nächsten Verwandten von selbst und gratis die Vormundschaft. Wurden sie aber auch von diesen verlassen, so ging ihr Vermögen wegen Mangel an Verwaltung zu Grunde, denn die Türkische Regierung kümmerte sich gar nicht darum.

ad 2. Es können auch mehrere Verwandte zugleich Vormünder seyn. Das Gewohnheitsrecht fordert nur, dass sie die reichsten und rechtschaffensten seyn sollen. Nach dem Ausbruch der Revolution hat für die meisten Waisen Niemand Sorge getragen.

ad 3. Die Erziehung der Waisen blieb dem Vormund überlassen. Allein es wurde keine Veräusserung, sondern eine bloße Verpfändung gestattet, und auch diese nur mit Beistimmung der anderen Verwandten.

ad 4. Kein Unterschied besteht zwischen Unmündigen und Minderjährigen. Der Waise wurde aber oft mit dem 14ten Jahre volljährig (denn die Türkische Gesetzgebung bestimmt die Volljährigkeit mit dem 14ten Jahre) und erhielt dann die freie Verwaltung seiner Güter.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater hat, jedoch bloß über

seine eigenen Kinder, die väterliche Gewalt. Nach seinem Tode erhält sie die Mutter.

ad 6. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Erst nachdem der Sohn aus dem väterlichen Hause getreten war, wurde Alles, was er erwarb, sein Eigenthum.

ad 7. Die väterliche Gewalt dauert, so lange der Sohn mit dem Vater zusammen lebte, aber auch nach der Trennung wurde der Sohn nicht frei von der väterlichen Gewalt, wenn ihn der Vater nicht als solchen erklärte.

ad 8. Durch die Adoption erhielt der Adoptirende auf den Adoptirten die Rechte des Vaters und umgekehrt.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Das Gewohnheitsrecht stimmt auch in dieser Beziehung mit dem Gesetze überein. Es existiren keine öffentlichen Bücher für die Aufnahmen von Urkunden.

ad 11. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

d. Von den Servituten.

ad 12. Das Gewohnheitsrecht hat sich streng an das Gesetz gehalten. Es fehlen aber auch dafür die öffentlichen Bücher.

ad 13. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Es fehlen öffentliche Bücher. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 15. Die unbeweglichen Güter pflegte man zu verpfänden.

ad 16. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Die Frau hatte jedoch wegen ihrer Ausstattung gegen ihren Ehemann und die Waisen gegen ihren Vormund ein Privilegium auf die Güter ihrer Schuldner.

3. Epidaurus.

§. 101.

a. Von der Tutel.

ad 1. Jeder Vormund übernimmt aus Mitleid und gratis die Verwaltung der Güter seines Mündels.

ad 2. Die Waisen werden in ihrer eigenen Familie gepflegt, und nur wenn der ältere Bruder volljährig wird, bekömmt er die Vormundschaft über seine Geschwister.

ad 3. Die Veräußerung der Güter ist verboten.

ad 4. Es gibt keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater hat die väterliche Gewalt

über seine eigenen Kinder, nach seinem Tode die Mutter. Die Mutter darf jedoch keine Güter veräußern.

ad 6. bis 8. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 15. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 16. Das Gewohnheitsrecht ertheilt denjenigen ein Privilegium, deren Rechte älter sind, und nicht den Gläubigern. ⁶⁸⁾

4. P o r o s.

§. 102.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

68) Die Berichte lauten ganz wörtlich so. Wahrscheinlich soll es so viel heissen: Das Gesetz gibt keinem Gläubiger, wegen seiner persönlichen Eigenschaft, z. B. weil er eine Ehefrau, ein Minderjähriger u. s. w. ist, ein Privilegium, sondern es stellt nur den Grundsatz der Priorität der Forderungen auf.

ad 2. Es kann nur die Mutter oder der ältere Sohn Vormund werden.

ad 3. Der Vormund bedarf in wichtigen Sachen der Beistimmung des Familienrathes.

ad 4. Unmündige, wie auch Minderjährige bedürfen gleichfalls der Genehmigung des Vormundes. ⁶⁹⁾

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Bei Lebzeiten des Vaters hat dieser die väterliche Gewalt über seine Kinder, nach seinem Tode die Mutter.

ad 6. Nach der Volljährigkeit erhält der Sohn die Gewalt über sein Vermögen.

ad 7. Uebereinstimmend mit dem Gesetze.

ad 8. Der Adoptirte hat nicht gleiche Rechte mit dem Sohne, und nach dem Tode des Adoptivvaters erhält er nur, was ihm im Testament vermacht worden ist.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

69) Wörtlich nach den Berichten. Was damit gesagt werden soll, ist nicht ganz klar. Vergleicht man jedoch die Frage selbst mit dieser Antwort, so wollte wohl nichts Anderes gesagt werden, als es gibt keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen, der Eine ist geualten, wie der Andere.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 bis 16. Gewohnheit und Gesetz stimmen überein.

5. H y d r a.

§. 103.

a. Von der Tutel.

ad 1. Uebereinstimmend mit dem Gesetze.

ad 2. Alle volljährigen Brüder sind Vormünder, der ältere hat jedoch ein Uebergewicht.

ad 3. Die Vormundschaft ist hier immer durch Testament oder durch mündliche Verordnung des Sterbenden gegeben worden, und der Vormund muss sich an seine schriftlichen oder mündlichen Verfügungen halten, welche er ohne andere zu fragen in Wirkung setzt.

ad 4. Man hat in Ansehung der Vormundschaft bis am Ende Gebrauch von der Gewalt gemacht, welche die Verfügungen des Testaments eingeräumt haben. Ohne die Verordnung, welche das Gesetz verfügt, und nicht nur bis an das 12te und 14te Jahr, sondern noch bis an das 17te und darüber noch, da die Gewohnheit die 14jährigen Erben nicht als sichere Verwalter ihres Eigenthums betrachtet. ⁷⁰⁾

70) Der Bericht lautet wörtlich so, wie ich ihn gegeben habe. Vergleicht man diese confuse Antwort mit der Frage, so ergibt sich daraus, dass man sagen wollte, es gebe keinen Unterschied zwischen Mündigen und Unmündigen. Dass der Vormund vom Anfange der Vormundschaft an bis zu deren Ende nach den Verfügungen des Testaments zu verfahren habe. Endlich dass vor dem 17ten Jahre die Vormundschaft nicht zu Ende gehe.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Dem Vater gebührt, so lange er lebt, die väterliche Gewalt, nach seinem Tode aber der Mutter.

ad 6. Was die Kinder (Söhne) erwerben, das wird ihr Eigenthum.

ad 7. Die väterliche Gewalt dauert auch nach der Volljährigkeit der Kinder fort, und hört erst mit der Heirath der Kinder auf, wenn diese nicht bei dem Vater wohnen.

ad 8. Alle Adoptionen sind hier nur von solchen gemacht worden, die kinderlos waren.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Es gibt darüber keine Gewohnheit auf der Insel.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Erst seit einiger Zeit ist es Gewohnheit geworden, die Veräußerung der unbeweglichen Güter in öffentliche Bücher einzutragen.

ad 11. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

e. Von den Servituten.

ad 12. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 13. Auf dieser dünnen Insel gibt es keine Weidefelder, deswegen weidet das Vieh, das sich auf der Insel befindet, überall.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Keine Regel über die Oeffentlichkeit der Hypotheken.

ad 15 und 16. Uebereinstimmend mit dem Gesetze.

II. Kreis der Kykladen.

1. Tinos.

§. 104.

Dass sich die Bürger und Behörden von Tinos über die zuerst gesetzten 8 Fragen nicht vereinigen konnten, ist schon oben (§. 77) bemerkt worden. Die neueren Fragen wurden aber einstimmig von der Demogerontie und dem Friedensrichter auf folgende Weise beantwortet.

a. Von der Tutel.

ad 1. Der Vormund verwaltet gratis das Vermögen seines Mündels, den Fall ausgenommen, wenn ihm der Testator etwas vermachte.

ad 2. Existiren volljährige Brüder, so führen sie die Vormundschaft.

ad 3. Der Vormund darf keine unbeweglichen Güter veräußern ohne die Beistimmung der näheren Verwandten. Führt aber der überlebende Ehegatte oder ein Bruder die Vormundschaft, so steht es in ihrer Gewalt, auch unbewegliche Güter zu veräußern und alles unmittelbar zu unternehmen ohne vorläufige Erlaubniss des Richters.

ad 4. Der Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen ist unbekannt, und es blieb bis an das Ende der Vormundschaft derselbe Vormund.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater übt die väterliche Gewalt aus, und nur auf seine eigene Kinder. Nach seinem Tode erhält sie die Mutter.

ad 6. Nach der Volljährigkeit werden die Kinder freie Eigenthümer ihres Vermögens; bis dahin gehört die Nutzniessung den Aeltern.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf mit der Volljährigkeit oder mit der Heirath der Kinder, und beschränkt sich blos auf die Kinder.

ad 8. Die Adoption ist ungeregelt geblieben, und ziemlich unbekannt. Der Adoptirte erwarb nicht die Rechte des eigentlichen Sohnes, ausgenommen, wenn der Adoptirende einen Akt darüber abfasste. Die adoptive Bruderschaft existirt nicht.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Diese Frage, als unverständlich, ist unbeantwortet geblieben.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Um das Eigenthumsrecht zu erwerben ist die Einwilligung und die wirkliche Tradition hinreichend. Der erste Besitzer muss aber der wahre Eigenthümer seyn, sonst kann die Sache in Anspruch genommen werden, und der Käufer verliert den Kaufpreis. Was die unbeweglichen Güter betrifft, so entschied der Richter immer nach den Umständen.

e. Von den Servituten.

ad 12. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 13. Was die gesetzlichen Dienstbarkeiten betrifft, so stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze überein; dasselbe rechnet darunter auch das Weiderecht. Ein bestimmter Termin für die Verjährung war nicht festgesetzt, sondern es hing von dem Belieben des Richters ab.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Es entstand darüber ein Streit unter den Bürgern, und die übrigen haben vorgegeben, dass sie nichts darüber wissen.

ad 15. Die Hypothek gilt nur hinsichtlich der unbeweglichen Güter.

ad 16. Nur die Frauen haben ein Privilegium. Die übrigen Privilegien aber sind unbekannt.

2. A n a p h i.

§. 105.

a. Von der Tutel.

ad 1. Wenn dem Vormund im Testament nichts bestimmt worden ist, so hat derselbe das Vermögen gratis zu verwalten.

ad 2. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 3. Die Veräußerung der unbeweglichen Güter geschah immer unter Zuziehung des Familienrathes.

ad 4. Einstimmend mit dem Gesetze.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die väterliche Gewalt, jedoch blos über seine Kinder, übt der Vater aus, nach seinem Tode aber die Mutter.

ad 6. Bis zur Volljährigkeit der Kinder gebührt den Aeltern der Genuss des Vermögens ihrer Kinder, nach erlangter Volljährigkeit aber werden die Kinder freie Eigenthümer ihres Vermögens.

ad 7. Mit der erreichten Volljährigkeit oder mit der Heirath der Kinder hört die väterliche Gewalt auf.

ad 8. Durch die Adoption erhält der Adoptirende die väterliche Gewalt, wie über seine eigene Kinder.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 11. Ist eine Sache gestohlen, so erhält sie der Eigenthümer zurück; sonst muss der Käufer den Verkäufer vorweisen. ⁷¹).

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

71) Es gelten offenbar die Bestimmungen des Römischen Rechtes.

ad 13. Was das Weiderecht betrifft, so muss eine ausdrückliche Uebereinkunft vorangehen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Mit dem Gesetze übereinstimmend. Es gibt keine öffentliche Bücher, in welche die Hypotheken eingetragen werden.

ad 15. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 16. Bloss die Frauen und Mündel haben auf unserer Insel ein Privilegium.

3. K y t h n o s.

§. 106.

Es wird auf sämtliche 16 Fragen geantwortet, dass in dieser Beziehung kein beständiges Gewohnheitsrecht bestanden, sondern Alles von der Türkischen Gewalt abgehangen habe.

4. A m o r g o s.

§. 107.

a. Von der Tutel.

ad 1. Der Vormund verwaltete gratis.

ad 2. Nicht nur Einer, sondern auch Mehrere, eben sowohl Fremde als Brüder können Vormünder werden.

ad 3. Ohne Zustimmung des Familienrathes durften keine Immobilien der Minderjährigen veräussert werden.

ad 4. Es gab keinen Unterschied zwischen Minderjährigen und Unmündigen, vielmehr blieb

dieselbe Person Vormund bis zur Volljährigkeit des Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Dem Vater gebührt die Ausübung der väterlichen Gewalt, jedoch blos über seine Kinder; nach seinem Tode aber der Mutter.

ad 6. Während der Minderjährigkeit der Kinder haben die Aeltern den Genuss des Vermögens ihrer Kinder, nach erreichter Volljährigkeit sind aber die Kinder freie Eigenthümer ihres Vermögens.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf mit der Heirath der Kinder oder nach erreichter Volljährigkeit.

ad 8. Die Adoption ertheilt dem Adoptirenden dieselbe väterliche Gewalt, wie über seine eigenen Kinder. Eine adoptive Bruderschaft ist aber nicht erlaubt.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht verlangt einen bestimmten Zeitraum, um die aus dem Besitze entstehenden Rechte erwerben zu können. ⁷²⁾

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Zur Erwerbung der Dienstbarkeiten ist die Einwilligung hinreichend.

⁷²⁾ Wie gros dieser Zeitraum seyn soll, wird nicht gesagt.

ad 13. Das Gewohnheitsrecht rechnet unter die gesetzlichen Dienstbarkeiten auch das Weiderecht, so dass alle das Recht haben, auf öffentliche bestimmte Grundstücke ihr Vieh weiden zu lassen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Gewohnheit stimmt überein mit dem Gesetze. Es verlangt nicht, dass die Hypothek in öffentliche Bücher eingetragen werden soll.

ad 15. Die Hypothek findet auch bei beweglichen Dingen statt.

ad 16. Das Gewohnheitsrecht räumt den ältern Gläubigern ein Vorrecht ein.

5. J o s.

§. 108.

Es wird hinsichtlich der 16 Fragen bemerkt, dass das Gewohnheitsrecht dieser Insel nicht beständig gewesen sey, dass es sich vielmehr nach Zeit und Umständen verändert habe.

6. P h o l e g a n d r o s.

(Polykandro.)

§. 109.

Auf die gegebenen Fragen wurde nicht geantwortet, sondern nur eine Urkunde vom 16ten August 1808 angeführt, welche eine Uebereinkunft der Bewohner dieser Insel enthält, wonach bei Veräusserungen von unbeweglichen Gütern die näheren Verwandten zuerst befragt wer-

den sollen, ob sie nicht die Sache kaufen wollen. Den Abwesenden wird zu dem Ende ein Zeitraum von 5 Jahren bewilligt.

7. S y r a.

§. 110.

Die Demogeronten bemerkten zuerst im Allgemeinen, dass ein Vergleich des Gewohnheitsrechtes mit dem Gesetze um deswillen schwer sey, da die Einwohner der Insel die verschiedenen Sitten ihres ehemaligen Vaterlandes beibehalten haben. Nachdem sie jedoch die Kundigen über die gestellten Fragen zu Rath gezogen hatten, antworteten sie auf folgende Weise:

a. *Von der Tutel.*

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein, und der Vormund verwaltet jedesmal gratis die Güter seiner Unmündigen.

ad 2. Das Gewohnheitsrecht will, dass die Vormundschaft mehreren zugleich, und sehr selten einer einzigen Person anvertraut werden solle.

ad 3. Das Gewohnheitsrecht steht dem Vormünder nicht entgegen, ohne das Zulassen des competenten Gerichtes etwas zu unternehmen, allein in Betreff der Veräußerung der unbeweglichen Güter dürfen sie ohne Beistimmung des Familienrathes nichts unternehmen.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht macht keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minder-

jährigen, ungeachtet, meint die Demogerontie, die Aenderung der Vormünder nach 2 bis 3 Jahren ihrer Einsetzung nöthig sey, damit etwa die möglichen Missbräuche von ihrer Seite vermieden oder reparirt würden. Das Gewohnheitsrecht kennt ebenfalls die Curatoren der Minderjährigen nicht, sondern betrachtet beide unter derselben Ansicht. Die Minderjährigen verwalten aber, bevor sie noch volljährig werden, frei ihr Vermögen, treiben Handel und leiten Schiffe.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Das Gewohnheitsrecht folgt hierin dem Gesetze, und die Mutter erhält erst nach dem Tode des Vaters die Gewalt über die Kinder.

ad 6. Da das Gewohnheitsrecht, wie ad 4 bemerkt wurde, keine Volljährigkeit bestimmt kennt, so kann der Sohn auch unter der väterlichen Gewalt erwerben, und über sein Vermögen nach Belieben disponiren. Erst nach seinem Tode erhält der Vater das Eigenthumsrecht.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört mit der Volljährigkeit oder der Heirath der Kinder auf. Er hat auch über seine Enkel, so lang der Sohn lebt, keine Gewalt.

ad 8. Die Rechte der Adoptirten sind nach dem Gewohnheitsrechte geringer, als die der eigenen Kinder, ausgenommen, wenn der Vater es anders verordnet hat. Die adoptive Bruderschaft kennt das Gewohnheitsrecht nicht.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die vielfachen Rechte der Paröken (Ansässige, Ankömmlinge) dieser Insel hat die, während der Regierung von Capodistria eingesetzte, gemischte, aus vier Mitgliedern bestehende Commission zu Gunsten der Inländer definitiv entschieden.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Was das Eigenthumsrecht betrifft, so stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze überein, und erkennt alle Privathandlungen als gültig an, so fern sie keinen Betrug enthalten.

ad 11. Auch hierin ist das Gewohnheitsrecht übereinstimmend mit dem Gesetze, mit dem Unterschiede, dass auch bei den Mobilien keine Entschädigung für den Käufer statt findet, sobald die Sachen als gestohlen erwiesen werden.

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Dienstbarkeit wird bloß durch die Einwilligung beider Theile erworben. Dass die Contracte in die Protokolle der Notarien eingetragen werden, kennen wir nicht.

ad 13. Das Weiderecht betreffend hat die Demogerontie keine andere Informationen erhalten können, als dass die Ansässigen auf dieser Insel, welche Schlachtvieh auf unbebauten Grundstücken weiden lassen, mit den Grundeigenthümern darüber überein kommen müssen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Es ist noch gar nicht lange, dass man angefangen hat, die Hypotheken in die Protokolle der Notarien einzutragen. Eine Hypothek besteht auch durch Privaturkunden, und solche sind häufig, wenn der Schuldner Credit hat.

ad 15. Auch hierin stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze.

ad 16. Das Gewohnheitsrecht räumt blos der Frau ein Privilegium auf das ganze Vermögen ihres Gatten ein. Ausserdem kennt das Gewohnheitsrecht kein anderes Privilegium.

8. Eigentliches Syra,
oder die obere oder alte Stadt.

§. 111.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Tutoren, wenn sie Fremde waren, bekamen jährlich eine Vergütung für die Sorge, die sie trugen; waren sie Verwandte, so bekamen sie selten eine Belohnung.

ad 2. Nach dem Tode der Aeltern erhielt bei mehreren Kindern der ältere Sohn mit Zustimmung des Bischofs und der Verwandten die Vormundschaft. War aber auch der ältere Sohn unmündig, so wählte der Bischof einen Vormund aus den Verwandten, und bei deren Mangel einen Fremden.

ad 3. So lange Eines der Aeltern am Leben war, trug dieses Sorge für die Unmündigen. Der

Vormund durfte kein Gut ohne die Zustimmung des Bischofs oder des Proestos (Vorstehers) veräußern.

ad 4. Es wird kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen gemacht. Als Unmündige wurden alle Waisen bis zu ihrem 16ten Jahre betrachtet, und so lange bestand auch ihre Vormundschaft. Hernach erhielten sie absolute Freiheit für sich und ihre Güter. Daher kennt das Gewohnheitsrecht keine Curatoren.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Da durch die Ehe eine Gesellschaft gebildet wird, deren Gewinne und Verluste der Familie gemein sind, so übten beide Aeltern gleiche Gewalt auf ihre Kinder bis zu ihrer Volljährigkeit, aber nach dem Tode eines der Gatten wurde immer ein Vormund eingesetzt.⁷³⁾ Dann wurde das ganze hinterlassene Vermögen, nachdem erst der Theil des Mannes und die Ausstattung der Frau herausgenommen war, in zwei Theile getheilt. Den einen Theil bekam der überlebende Ehegatte, den anderen die Kinder. Ueberdies hatte der überlebende Gatte auf das Vermögen seiner Unmündigen das Nutzungsrecht.

ad 6. Das Gewohnheitsrecht kennt die so-

73) Hier besteht ein kleiner Widerspruch mit der Antwort ad 3; wonach der überlebende Ehegatte für die Unmündigen Sorge tragen, das heisst wohl nichts anderes, als dessen Vormund seyn sollte.

genannte peculia nicht, und was die Kinder durch Geschenke oder sonst erwerben, bleibt ihnen nach ihrer Volljährigkeit.

ad 7. Nach dem Gewohnheitsrecht hört die väterliche Gewalt nach dem 16ten Jahre des Alters der Kinder auf.

ad 8. Der Adoptirende erhält blos ein Nutzungsrecht auf die Güter des Adoptirten, der Adoptirte aber erbt blos diejenigen Güter, mit welchen ihn der Adoptirende bei der Adoption gleichsam ausgestattet hat, und diese müssen auch von ihm erworbene Güter seyn. Väterliche Güter kehren zurück, oder gehen an seine Blutsverwandten über.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Nach dreissigjährigem Besitze eines unbeweglichen Gutes wird das Eigenthumsrecht erworben. Eine Ausnahme tritt dann ein, wenn der Eigenthümer in die Slaverei gerathen ist. Dasselbe gilt auch in Ansehung der Dienstbarkeiten.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Unser Gewohnheitsrecht forderte immer, dass die Veräusserung, wenn sie gültig seyn sollte, von einem Notar aufgenommen, und öffentlich bekannt gemacht werde.

ad 11. Das Gewohnheitsrecht stimmt in Allem mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Um eine Dienstbarkeit zu erwerben, ist es nothwendig, dass der Akt von einem Notar aufgenommen werde, aber öffentlich wird dieser Akt nicht bekannt gemacht.

ad 13. Das Weiderecht gehörte sonst zu den legalen Servituten und die Schäfer lieferten jährlich an die Gemeinde-Behörde dafür die Milch ihrer Heerde von einem Tage und ein Lamm. Jetzt aber ist man davon abgekommen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Nach dem Gewohnheitsrechte gilt eine Hypothek auch unter Privaturkunde, aber die Rechte eines Dritten können dadurch nicht verletzt werden. In diesem Falle musste die Urkunde von einem Notar aufgenommen werden.

ad 15. Die beweglichen Güter werden nach dem Gewohnheitsrecht bloß verpfändet. ⁷⁴⁾

ad 16. Aus dem ad 5 angegebenen Grunde hatte die Frau kein Vorrecht auf das Vermögen ihres Mannes, sondern aus ihrer Ausstattung wurde die Hälfte genommen, um die Verluste zu bezahlen. Im Uebrigen stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze überein.

74) Soll wohl heissen, sie werden bloß als Faustpfand hingegeben.

9. N a x o s.

§. 112.

a. *Von der Tutel.*

ad 1. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Nach dem Gewohnheitsrechte übernehmen die näheren Verwandten die Vormundschaft der unmündigen Waisen unentgeltlich.

ad 3. Der verwandte Vormund hat keine Befugniss, unbewegliche Güter der Unmündigen zu veräußern, sondern blos bewegliche, wozu er keiner gerichtlichen Erlaubniss bedarf.

ad 4. Da nach dem Gewohnheitsrechte keine Curatoren gegeben werden, so besteht auch kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen. In der Stadt sind sie volljährig mit dem 18ten Jahre ihres Alters, in den Dörfern mit dem 14ten. Dann erhalten sie volle Freiheit.

b. *Von der väterlichen Gewalt.*

ad 5. Nur der Vater, so lange er lebt, übt diese Gewalt allein aus, erst nach seinem Tode bekömmt sie die Mutter. Ueber die Kinder ihrer Kinder haben sie keine Gewalt.

ad 6. Wenn die Söhne nach ihrem 18ten Jahre aus dem älterlichen Hause getreten sind, erwerben sie für sich; so lange sie aber im älterlichen Hause bleiben, erwerben sie für die Aeltern, ausgenommen die Erbgüter, deren

Benutzung die Aeltern behalten. Vom peculium weiss unser Gewohnheitsrecht nichts.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf mit der Heirath, und sie beschränkt sich blos auf die eigenen Kinder.

ad 8. Das Gewohnheitsrecht kennt keine Adoption, und eben so wenig eine adoptive Bruderschaft.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Es bedarf eines Besitzes von 30 Jahren, um die Benutzung zu erwerben. ⁷⁵⁾

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Veräusserung unbeweglicher Güter muss in öffentlichen Büchern aufgenommen oder durch Privaturkunde bewiesen werden. Kurz jede Veräusserung ohne schriftlichen Akt ist ungültig.

ad 11. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Was die unbeweglichen Güter betrifft, wenn sie öffentlich verkauft werden, so bleibt der Käufer ungestört; sonst muss er sich an den Verkäufer wenden.

e. Von den Servituten.

ad 12. Zur Erwerbung einer Dienstbarkeit wird die Genehmigung nicht erfordert, sondern sie wird gültig durch die lange Zeit. Die Akten

75) Soll wohl heissen, um das Eigenthum zu verjähren.

darüber werden gar nicht in öffentlichen Büchern aufgenommen.

ad 13. Was das Weiderecht betrifft, so können, wenn das Grundstück der Gemeinde oder dem Staate gehört, alle ohne vorläufige Uebereinkunft ihr Vieh darauf weiden.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Alle Hypotheken werden schriftlich in öffentlichen Büchern ⁷⁶⁾ oder in Privaturkunden aufgenommen. Daher kann man nicht wissen, ob ein Gut auf einen Andern in Hypothek gegeben ist. Wer aber durch den Besitz von einiger Zeit ein verpfändetes Gut benutzt, der hat auch ein gültiges Recht darauf. ⁷⁷⁾ Wer aber heimlich ein Unterpfand nimmt, der verliert alle Rechte auf das Gut.

ad 15. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 16. Nur die Frau hat ein Vorrecht. Was die Unmündigen betrifft, so hat sich kein Beispiel ergeben. Diejenigen, welche Geld auf den Ankauf eines Gutes vorgeschossen, haben kein Vorrecht. Auch von dem Vorrechte des

76) Die Notare mussten nämlich die vor ihnen eingegangenen Urkunden in eigene, dazu bestimmte Bücher eintragen, daher bedeutet eine in öffentliche Bücher eingetragene Urkunde nichts anderes als eine Notariatsurkunde.

77) Also erwirbt man auch durch Verjährung eine Hypothek.

Staates weiss das Gewohnheitsrecht nichts. Alle Gläubiger geniessen dieselben Rechte ohne Unterschied, welche älter sind. Nur derjenige, welcher ein verpfändetes Gut besitzt, hat vor allen Anderen ein Vorrecht.

10. *Paras und Antiparos.*

§. 113.

a. Von der Tutel.

ad 1. Dem Gewohnheitsrechte zufolge bekommen die Vormünder 4 per Cent aus den Einkünften ihrer Mündel, wenn sie anders diese nicht den Waisen schenken wollen.

ad 2. Das Gewohnheitsrecht erlaubt nur einen Tutor, den klügsten und rechtschaffensten.

ad 3. Das Gewohnheitsrecht erlaubt den Tutoren, die Güter ihrer Mündel zu veräussern, ohne die Verwandten zu Rathe zu ziehen.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht macht keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen, eben so wenig kennt es den Namen Curator.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Das Gewohnheitsrecht räumt der Mutter eine Gewalt über ihre Kinder erst nach dem Tode des Vaters ein.

ad 6. Das Gewohnheitsrecht erlaubt den Aeltern die Benutzung von dem, was die Kinder erworben haben, nur mit der Genehmigung der Letzteren.

ad 7. Dem Gewohnheitsrechte zufolge hört die väterliche Gewalt nach der Heirath der Kinder auf.

ad 8. Das Gewohnheitsrecht rechnet mit den übrigen Kindern auch den Adoptirten zusammen. In Ermanglung der Kinder erbt er gleichen Theil mit den anderen Erben. Das Gewohnheitsrecht kennt keine adoptive Bruderschaft.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht verlangt eine geraume Zeit, um die Rechte des Besitzes erwerben zu können.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Es bestehen nach dem Gewohnheitsrechte für die Veräußerung der Güter blos Privaturkunden.

ad 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 13. Das Weiderecht wird nicht zu den gesetzlichen Dienstbarkeiten gerechnet, wenn das Grundstück eigen ist.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Hypotheken werden nicht in

Bücher eingetragen. Daher ist es mehrmals vorgekommen, dass ein und dasselbe Gut Mehreren verpfändet worden ist.

ad 15. Das Gewohnheitsrecht erlaubt die Hypotheken bei den unbeweglichen, wie bei den beweglichen Sachen.

ad 16. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze und gibt demjenigen den Vorzug, (Vorrecht) dessen Rechte älter sind.

11. M y k o n e.

§. 114.

a. *Von der Tutel.*

ad 1. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Das Gewohnheitsrecht erlaubt, dass auch die Brüder in Ermänglung eines Testaments die Vormundschaft führen. Es kann auch ein Einziger Tutor seyn. Wenn kein Testament da ist, so führt in der Regel die Mutter die Vormundschaft, so lange sie keine zweite Ehe eingeht. Sonst nehmen sich die nächsten Verwandten der Waisen an.

ad 3. Bei wichtigen Sachen legten der Vormund sammt den Verwandten des Mündels der Gemeinde-Obrigkeit alle Maasregeln zur Genehmigung vor, und ohne ihre Beistimmung durften sie nichts unternehmen, viel weniger, wenn es sich um Veräusserungen handelte.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen. Die Vormundschaft besteht bis zur Volljährigkeit.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die väterliche Gewalt gehört dem Vater allein, nach seinem Tode bekommt sie die Mutter.

ad 6. Der Vater behält die Nutzniessung des Vermögens seiner Kinder, so lange sie unmündig sind. Wenn aber der unmündige Sohn im Stande ist zu erwerben, so kann er auch darüber verfügen. Dies wird *χρηματιον* (peculium) genannt.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf mit der Volljährigkeit oder der Heirath der Kinder.

ad 8. Es gibt kein Gewohnheitsrecht, die Adoption betreffend. Es wird indessen bemerkt, dass, wenn ein solcher Fall eintritt, der Adoptirte nicht einmal miterben kann.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Der Nutzniesser erwirbt das Recht des Genusses bloß durch den Besitz, ohne Verlauf von einer Zeit, und durch die Genehmigung des Eigenthümers. Dies Recht ist aber für den Nutzniesser nicht dauerhaft, denn der Eigenthümer kann nach Verlauf des Jahres,

für welches er die Niessung erlaubt hat, einem Anderen abtreten, wenn keine andere Privatübereinkunft entgegensteht. ⁷⁸⁾

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Akten über die Proprietät wurden immer in öffentliche Bücher eingetragen. Es gelten aber auch Privaturkunden. Die Einwilligung der Partheien muss aber bewiesen, und die Tradition wirklich erfolgt seyn.

ad 11. Das Gewohnheitsrecht stimmt ganz mit dem Gesetze.

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Akten über die Dienstbarkeiten sind gültig, wenn sie auch nicht in öffentlichen Büchern eingetragen sind, das heisst, sie bestehen durch Privaturkunden, so wie auch durch die Einwilligung der Partheien.

ad 13. Ja das Weiderecht wird zu den gesetzlichen Dienstbarkeiten gerechnet. Wenn aber die Gemeinde das Vieh von einem Orte, welcher besäet werden soll, wegtreiben lassen will, so kann sie es von Jahr zu Jahr thun.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Das Gewohnheitsrecht erlaubt einem Jeden, seine Güter zu verpfänden, und darü-

78) Diese sonderbare Antwort beweist zur Genüge, dass man die Frage gar nicht verstanden hat.

ber eine öffentliche oder Privaturkunde aufnehmen zu lassen.

ad 15. Die Hypothek ist auch für die beweglichen Güter erlaubt.

ad 16. Das Gewohnheitsrecht erkennt folgende Privilegien an:

- 1) der Ehefrau für ihre Ausstattung,
- 2) der Gläubiger mit Hypothek,
- 3) der Mündel auf das Vermögen des Tutors,
- 4) auch des Gläubigers, der sich befleissigt, ein unbewegliches Gut bei der Gemeinde-Obrigkeit zu sequestriren.

III. Kreis Messenien.

1. N i s i o n.

§. 115.

Der Friedensrichter und die Demogeronten berichten: während der Türkischen Herrschaft war der Bischof Richter, und er befolgte das Gesetzbuch von H a r m e n o p o u l o s. Daher hat kein anderes Gesetz und keine Gewohnheit Kraft, als dieses Gesetzbuch.

2. P h a n a r i.

§. 116.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Es können auch mehrere, sowohl Verwandte als Fremde zu Tutoren ernannt werden.

ad 3. Die Tutoren dürfen unter keinen Umständen unbewegliche Güter veräussern.

ad 4. Curatoren wurden nicht ernannt. Der ältere Sohn, wenn er 15 Jahre alt wurde, erhielt die Aufsicht über das Vermögen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt überein mit dem Gesetze.

ad 6. Das Vermögen bleibt dem Willen des Vaters unterworfen.

ad 7. Mit der Heirath hört die väterliche Gewalt auf.

ad 8. Es ist in unserem Bezirke niemals eine Adoption vorgenommen worden.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Kaufbriefe mussten bei der Türkischen Obrigkeit abgefasst werden.

ad 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13 stimmt das Gewohnheitsrecht mit dem Gesetze überein.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Jedermann konnte sein Gut sowohl heimlich wie öffentlich unterpfänden. ⁷⁹⁾

79) Diess heisst wohl so viel, als durch öffentliche und Privaturkunden verpfänden.

ad 15. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 16. Ehefrauen und Mündel haben allein ein Vorrecht.

3. K y p a r i s s i a.
(Arkadia.)

§. 117.

a. *Von der Tutel.*

ad 1, 2 und 3 stimmt die Gewohnheit mit dem Gesetze.

ad 4. Es wurde kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen gemacht.

b. *Von der väterlichen Gewalt.*

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode aber bekommt sie die Mutter.

ad 6. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Vom peculium weiss man aber nichts in unserem Bezirke.

ad 7. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Eine Ausnahme macht, wenn die Söhne (Kinder) sich von dem Vater getrennt haben.

ad 8. Die Adoption geschieht immer durch besondere Uebereinkunft zwischen beiden Partheien. Wir kennen kein Beispiel von adoptiver Bruderschaft.

c. *Von dem Besitz.*

ad 9. Keine Antwort.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. stimmt mit dem Gesetze überein.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Es hat sich aber kein Beispiel einer zweiten heimlichen Unterpfändung ergeben.

ad 15. stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 16. Nur die Frau für ihre Ausstattung und niemand anders hat ein Vorrecht.

4. K o r o n.

§. 118.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Entweder wird der Vormund in dem Testamente gegeben, oder die Anverwandten führen die Vormundschaft, einer sowohl, wie auch zwei oder drei.

ad 3. Da die Griechen sich sehr selten an die Türkischen Behörden wendeten, so versammelten sich die Verwandten bei dem Bischofe, und bildeten dort einen Familienrath, in welchem der Bischof seine Stimme hatte.

ad 4. Kein Unterschied zwischen Tutoren

und Curatoren, wie auch zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Es trifft sich aber, dass Mann und Frau einstimmig oder zusammen über die Erziehung ihrer Kinder entscheiden.

ad 6. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein, jedoch nur so lange, als sich die Söhne nicht von dem Vater getrennt haben.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf mit dem Austreten des Sohnes aus dem väterlichen Hause, wenn auch dieser Austritt in dem 10ten Jahre seines Alters geschehen sollte, und der Vater ist nicht mehr verantwortlich für den Sohn.

ad 8. Es bleibt bei dem Adoptirenden, seine Liebe gegen den Adoptirten zu beweisen, und ihm so viel zu vermachen, als er will.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Die Besitznahme muss aber auf rechtlichen Grund gestützt seyn. Sonst kann der Eigenthümer seine Sache zurücknehmen, auch nach Verlauf von langer unbestimmter Zeit.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze. Es gab keine öffentlichen Bücher.

ad 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 13. Alle diese Dienstbarkeiten werden als gültig betrachtet, wenn sie seit undenklichen Zeiten gedauert haben ⁸⁰⁾, oder durch Einwilligung begründet sind. Was aber das Weiderecht betrifft, so weidet, wenn der Grund und Boden Staatseigenthum ist, das Vieh aller Einwohner des Dorfes darauf, wenn es aber Privateigenthum ist, so muss eine Uebereinkunft vorhergehen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 bis 16. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

5. K a l a m ä.
(Kalamata.)

§. 119.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 2. Der Vater ernennt im Testament den Vormund. Hat er es unterlassen, so wählen die Verwandten den Fähigsten.

ad 3. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

80) Offenbare Spur der bekannten Theorie nach Römischen Recht über unvordenkliche Verjährung.

ad 4. Kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Vater und Mutter üben zu gleicher Zeit die väterliche Gewalt aus. Nach dem Tode des Vaters übt sie die Mutter mit dem Vormunde, wenn einer vorhanden ist, oder mit ihren volljährigen Söhnen.

ad 6. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf, wenn sich die Söhne vom Vater getrennt haben.

ad 8. Kein Gewohnheitsrecht über die Adoption. Alles hängt von dem Willen des Adoptirenden ab.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Ueber jede Veräußerung musste eine Urkunde abgefasst werden, welche in das dazu bestimmte Buch, Singili genannt, eingetragen wurde. Während der Türkischen Herrschaft wurden alle Urkunden, welche in jenes Buch nicht eingetragen worden waren, als ungültig betrachtet. Das Gewohnheitsrecht will, dass alle von Zeugen unterzeichneten Urkunden dieselbe Kraft haben.

ad 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 13. Das Vieh der Gemeinde kann ohne alle Uebereinkunft weiden, ausgenommen ist nur das Vieh, welches die Früchte beschädigt.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Ein jeder kann sein Gut entweder heimlich oder öffentlich unterpfänden. Wurde für die Hypothek ein Termin festgesetzt, so blieb sie nach Ablauf des Termines ungültig.

ad 15. Die Gewohnheit war mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 16. Die Frau und der Staat haben allein ein Vorrecht.

IV. Kreis Arkadien.

1. G o r t y n a. (K a r y t ä n a.)

§. 120.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Wenn die volljährigen Brüder ihr Vermögen in Gemeinschaft mit den Unmündigen haben, und mit ihnen zusammen wohnen, so führen sie sämmtlich die Vormundschaft. Wenn aber die Volljährigen bei dem Tode der Aeltern nicht mehr unter der väterlichen Gewalt stehen,

so führt einer oder zwei von ihnen die Vormundschaft über die Unmündigen. Sind aber alle Kinder unmündig, so führen zwei Anverwandte, einer von der Seite der Mutter, und der andere von Seiten des Vaters, die Vormundschaft bis zur Volljährigkeit des älteren Bruders.

ad 3. Wegen Bedürfnisse der Unmündigen können die Tutoren auch unbewegliche Güter veräußern, allein nur mit Beistimmung des Familienrathes. In einigen Dörfern führt die Mutter die Vormundschaft, wenn sie Wittwe bleibt. Bei Veräußerung unbeweglicher Güter muss sie aber jedesmal die Zustimmung der Verwandten ihres Mannes erhalten.

ad 4. Es wird kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen gemacht. Mit dem 18ten Jahre werden die Söhne volljährig. Die Mädchen aber bleiben unter der Vormundschaft bis zu ihrer Heirath.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode des Vaters erhält sie die Mutter.

ad 6. So lange der Vater lebt, erwerben die Söhne für ihn, und bei der Vertheilung des väterlichen Vermögens bekommt ein jeder seinen Theil.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört erst mit

dem Tode des Vaters auf, ausgenommen, wenn die Söhne sich von ihm losmachen wollen.⁸¹⁾

ad 8. Wer eigene Kinder hat, darf keine adoptiren.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Veräußerungen werden durch schriftliche und bezeugte Kaufbriefe gemacht.

ad 11. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

e. Von den Servituten.

ad 12. Nach Verlauf von 10 Jahren wird die Dienstbarkeit erworben.

ad 13. Die Bauern lassen ihr Vieh in dem Gebiete der umliegenden Dörfer ohne vorläufige Uebereinkunft weiden. Die Wiesen aber sind ausgenommen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Man kann seine Güter durch Privatschreiben verpfänden, da kein Notar vorhanden ist. Bei zweien gleichzeitigen Unterpfändern hat die erste Hypothek den Vorzug.

ad 15. Es können unbewegliche wie bewegliche verpfändet werden.

81) Dies geht offenbar auf die Trennung von dem väterlichen Hause, und auf die Einrichtung einer separirten Oekonomie.

ad 16. Der Gläubiger, der das Pfand bei sich hat, wird vorzugsweise bezahlt.

2. Mantinea. (Tripolizza.)

§. 121.

a. *Von der Tutel.*

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Allein die Ernennung von Tutoren geschieht selten.

ad 2. Die volljährigen Brüder führen die Vormundschaft über die Unmündigen. Zuweilen ernannten aber auch die Anverwandten einen anderen ausser den Brüdern.

ad 3. Um über die Pupillen und die Veräusserung ihrer Güter zu entscheiden, muss der Familienrath berufen werden.

ad 4. Kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. *Von der väterlichen Gewalt.*

ad 5. Der Vater allein übt die väterliche Gewalt aus. Bleibt die Mutter nach seinem Tode Wittwe, und ist kein Sohn volljährig, so hat sie sodann die väterliche Gewalt auszuüben.

ad 6. Arbeiten und erwerben die Söhne ausser dem väterlichen Hause, so erwerben sie für sich.

ad 7. Die väterliche Gewalt erstreckt sich auch über alle Descendenten, und hört erst mit dem Tode auf.

ad 8. Die Rechte des Adoptirenden zu dem Adoptirten sind wie die zu den eigenen Kindern. Nur der Kinderlose darf jedoch adoptiren. Die adoptive Bruderschaft ist unbekannt.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Es gibt bei uns keine Verjährung, deswegen kann nichts durch den Besitz, wenn er auch noch so lang gedauert haben sollte, erworben werden.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Die Einwilligung musste aber schriftlich, durch ein Privatschreiben, gegeben werden. Sehr oft wurden auch diese Urkunden bei der Türkischen Obrigkeit abgefasst.

ad 11. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend, und der Käufer muss sich an den Verkäufer wenden.

e. Von den Servituten.

ad 12. Dienstbarkeiten wurden durch die Einwilligung erworben. Darüber galt aber das Türkische Recht, Kademi genannt.

ad 13. Jede Gemeinde kann ihr Vieh frei auf ihrem Gebiete weiden lassen. Fremdes Vieh durfte nicht unentgeltlich weiden.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Es wurden keine öffentlichen Bücher gehalten.

ad 15 und 16. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

3. L e o n d a r i. •

§. 122.

a. *Von der Tutel.*

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Wider ihren Willen konnten aber die Tutoren nicht zur Annahme der Vormundschaft gezwungen werden.

ad 2. Die Vormünder wurden nach dem Willen des Testators ernannt. ⁸²⁾ Auch der volljährige Bruder mit der Mutter konnten die Vormundschaft führen.

ad 3. Die Veräußerung der unbeweglichen Güter war erlaubt, aber die Pupillen konnten nach ihrer Volljährigkeit die Sache wieder in Anspruch nehmen gegen Erstattung des Preises.

ad 4. Mit der Mannbarkeit der Pupillen hörte die Vormundschaft auf.

b. *Von der väterlichen Gewalt.*

ad 5. Die Söhne wurden nach ihrer Volljährigkeit frei von der väterlichen Gewalt.

ad 6. Das Eigenthum der Kinder stand unter der Aufsicht der Aeltern bis zu ihrer Volljährigkeit. Hernach erhielten die Kinder selbst die Gewalt über dasselbe.

ad 7 stimmt mit dem Gesetze überein.

82) Soll wohl heissen: der Testator kann einen solchen in seinem Testament ernennen.

ad 8. Es schien, dass die väterliche Gewalt sich auch auf die adoptirten Kinder erstreckte; allein nicht in der ganzen Kraft des Gesetzes.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt überein mit dem Gesetze.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12 stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 13. Man konnte in dem Bezirke seines Wohnortes frei weiden lassen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Es existirten keine öffentlichen Bücher.

ad 15 stimmt überein mit dem Gesetze.

ad 16. Die Frau hatte ein größeres Vorrecht, als alle Privatgläubiger.

V. Kreis Lakonien.

1. G y t h i o n.

§ 123.

a. Von der Tutel.

ad 1 und 2. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 3. Da die Gerichte mangelten, so bedurfte

der Vormund des Familienrathes, um über die Veräusserung der Güter zu entscheiden.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt keine Curatoren.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater übt die väterliche Gewalt, jedoch blos über seine Kinder aus. Nach seinem Tode erhält sie die Mutter.

ad 6. Der Vater behält die volle Gewalt über sein ganzes Vermögen bis zur Heirath der Kinder. Hernach werden die Söhne freie Eigenthümer, und dem Vater wird blos eine jährliche Summe zur Ernährung bestimmt bis zum Tode.

ad 7 und 8. Die Gewohnheit stimmt überein mit dem Gesetze.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht weiss nichts in dieser Hinsicht, sondern unmittelbar mit der Besitznahme wird auch das Recht der Nutznießung erworben.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 11. In dieser Hinsicht ist der Käufer einer beweglichen Sache blos verpflichtet zu beweisen, dass er rechtmässiger Weise gekauft habe.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die heimlichen Hypotheken werden bei uns nicht verfolgt.

ad 15 und 16. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

2. S p a r t a (M i s t r a.)

§. 124.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. In Ermangelung eines Testamentes übernahmen die älteren Brüder oder einer der nächsten Verwandten die Vormundschaft.

ad 3. Der Vormund sorgte sehr wenig für die Erziehung der Mündel. Er war verpflichtet, auch die Verwandten zu Rathe zu ziehen. Aber jede Veräußerung musste, wenn sie gültig bleiben sollte, von der T ü r k i s c h e n O b r i g k e i t bestätigt werden.

ad 4. Der Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen ist unbekannt, und es bleibt bis ans Ende der Vormundschaft derselbe Vormund.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater hatte, jedoch nur über seine eigenen Kinder, die väterliche Gewalt, nach seinem Tode die Mutter.

ad 6. Der Erwerb der Kinder gehörte dem Vater bis zu ihrer Scheidung ⁸³⁾ oder Heirath.

ad 7. Mit der Volljährigkeit oder Heirath hörte sie auf.

ad 8. Die Kinderlosen pflegten zu adoptiren; der Adoptirte konnte aber nur Testamentserbe werden. Die adoptive Bruderschaft war sehr selten.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Wegen der Entschädigung im Falle einer vindicatio musste überdies der Verkäufer einer unbeweglichen Sache eine Caution leisten.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Die öffentlichen Bücher mangelten.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 15. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 16. Nur die Frau, die Mündel und derjenige, der Geld für den Ankauf einer Sache vorgeschossen hat, haben ein Privilegium. Von

83) Das heisst Scheidung aus dem väterlichen Hause.

den anderen Gläubigern aber derjenige, welcher den anderen zuvorkommt.

3. K i t z i a i s.

(Im Bezirke Oetylos.)

§. 125.

a. *Von der Tutel.*

ad 1 und 2. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 3. Nur zur Bezahlung der väterlichen Schulden ist die Veräußerung der Güter gestattet, und dies mit der Zustimmung des Familienrathes.

ad 4. Kein Unterschied zwischen Tutoren und Curatoren. Mit dem 14ten Jahre wurden die Söhne volljährig.

b. *Von der väterlichen Gewalt.*

ad 5. Ueber seine Kinder steht dem Vater die väterliche Gewalt zu, und nach seinem Tode der Mutter.

ad 6. Der Erwerb der Kinder kommt dem Vater zu. Nach ihrer Volljährigkeit aber vertheilt ihnen der Vater sein Vermögen, und behält nur so viel, als ihm hinreicht.

ad 7. Nur mit dem Tode hört die väterliche Gewalt auf; allein sie erstreckt sich nicht auch auf die ihnen vertheilten Güter.

ad 8. Die Rechte des Adoptivvaters sind dieselben, wie die des eigentlichen. Die adoptive Bruderschaft ist erlaubt.

c. Vom Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Uebereinstimmend mit dem Gesetze. Oeffentliche Bücher mangeln.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend. Sie rechnet zu den gesetzlichen Dienstbarkeiten auch das Weiderecht.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 15. Das Gewohnheitsrecht ist übereinstimmend mit dem Gesetze. Die heimlichen Hypotheken sind verboten.

ad 16. Nur die Ehefrau und die Pfandgläubiger haben ein Vorzugsrecht. Da aber früher keine Steuereinnehmer u. s. w. da waren, so weiss das Gewohnheitsrecht nichts vom Privilegium des Fiscus.

4. Epidauros Limerä.

§. 126.

a. Von der Tutel.

ad 1 und 2. Das Gewohnheitsrecht ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 3. Der Vormund bedarf der Beistimmung des Familienrathes.

ad 4. Der Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen ist unbekannt. Derselbe Vormund bleibt bis zum Ende der Tutel.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5 bis 7. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

ad 8. Der Adoptirte kann nur so viel erben, als ihm im Testamente vermacht worden ist.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11, übereinstimmend mit dem Gesetze.

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Mit dem Gesetze übereinstimmend.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Hypothek heisst bei uns dasjenige Gut, dessen Einkünfte von dem Gläubiger benutzt werden. Daher kann es auch nicht einem Anderen verpfändet werden.

ad 15. Die Hypothek der beweglichen Güter heisst Pfand und ist erlaubt.

ad 16. Nur die Frau und die Mündel geniessen ein Vorzugsrecht.

VI. Kreis Achaja und Elis.

1. P a t r a s.

§. 127.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Es wurden wenigstens zwei Vormünder ernannt.

ad 3. Ohne Erlaubniss der kirchlichen oder äusserlichen gerichtlichen Gewalt durften sie kein Gut veräussern.

Söhne standen bis zu ihrem 18ten Jahre unter der Vormundschaft, Töchter aber bis zu dem 14ten. Die Dauer der Vormundschaft wurde auch bis zum 25ten Jahre verlängert, wenn der Mündel sich schlecht aufführte. In diesem Falle geschah die Verlängerung von der kirchlichen oder äusserlichen richterlichen Gewalt. — Es bestand kein Unterschied zwischen Vormund und Curator, eben so wenig zwischen Unmündigen und Minderjährigen. Die Mutter, wenn sie nicht wieder heirathete, und sich gut aufführte, konnte Vormund ihrer Kinder werden, oder mit Anderen die Vormundschaft mitführen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Vater und Mutter theilten sich in die väterliche Gewalt. Sie ging aber gänzlich auf die Mutter erst nach dem Tode des Mannes über, wenn sie Wittwe blieb und sich gut aufführte.

ad 6. Aeltern besitzen ihre Güter, ohne dass die Kinder irgend ein Recht auf sie haben. Kinder aber verfügen frei über ihre Erwerbungen.

ad 7. Die väterliche Gewalt hört auf mit der Volljährigkeit oder der Heirath der Kinder.

ad 8. Da die Adoption hier sehr selten ist, so sind auch die Rechte des Adoptirenden gegen den Adoptirten unbekannt. Die adoptive Bruderschaft ist unbekannt.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Um den Besitz erwerben zu können, reichte nicht die Occupation hin, sondern man bedurfte auch eines schriftlichen Vertrages. ⁸⁴⁾ Nach einem T ü r k i s c h e n G e s e t z e war aber vorgeschrieben, dass derjenige, der beweisen konnte, dass er sieben Jahre nach einander das Feld eines Anderen in seinem Besitz gehabt habe, den Boden erwerben sollte, gegen Entrichtung der aufgelegten Gebühren.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Um das Eigenthumsrecht auf ein unbewegliches Gut zu erwerben, wurde immer ein schriftlicher Akt erfordert. Diese Akten wurden immer bei der kirchlichen Gewalt vorgenommen, und der Bischof unterzeichnete sie jedes Mal, weil sonst keine öffentliche Bücher da waren. Wenn aber das Gut ein A c k e r war, so musste der Akt bei dem Einnehmer des Zehntens ausgefertigt werden. War es aber ein R o s i n e n g a r t e n oder sonst ein anderes Gut,

84) Dieses ist eine offenbare Verwechslung mit dem Eigenthums-Erwerb.

so wurde der Akt bei der Türkischen richterlichen Gewalt abgefasst. Vorher aber musste allemal die Urkunde bei der kirchlichen Gewalt abgefasst werden.

ad 11. Was die beweglichen Dinge betrifft, wenn sie gestohlen waren, so musste sich der Eigenthümer, wenn die Sache öffentlich gekauft worden war, an den Dieb selbst wenden.

e. Von den Servituten.

ad 12. Dienstbarkeiten werden durch die lange Zeit erworben oder durch Privaturkunden.

ad 13. Unter die gesetzlichen Dienstbarkeiten wurde auch das Weiderecht gerechnet, allein blos in den Dörfern.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Man konnte seine Güter verhypotheciren, es wurde aber dazu immer eine Privaturkunde erfordert.

ad 15. Die Hypothek ist eben sowohl bei den beweglichen wie bei den unbeweglichen Gütern erlaubt.

ad 16. Frauen, Mündel und der Staat hatten allein ein Vorrecht.

2. A e g i o n.

(Vostizza.)

§. 128.

a. Von der Tutel.

ad 1 und 2. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 3. Darüber gibt es kein Gewohnheitsrecht. Allein die Vernunft, das kirchliche ⁸⁵⁾ und Türkische Recht leitete uns in diesen Fällen.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt keinen Unterschied zwischen Vormündern und Curatoren, und setzt eben sowohl Unmündige als Minderjährige unter die ersten.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater hat die väterliche Gewalt, die Mutter bekommt sie nach seinem Tode, wenn sie Wittwe bleibt, und der Vater im Testament nichts anderes verordnet hat.

ad 6 bis 8. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht verlangt keine Zeitfrist, um die aus dem Besitze hervorgehenden Rechte erwerben zu können.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Nach dem Gewohnheitsrechte war jede Privaturkunde, durch welche das Eigenthumsrecht übertragen wurde, gültig.

ad 11. In diesem Falle muss sich der Käufer an den Verkäufer wenden, um den entrichteten Preis der Sache zurück zu erhalten.

85) Darunter ist offenbar der Harmenopoulos, welcher das Recht der Kirche enthielt, zu verstehen. Denn das kanonische Recht selbst handelt bekanntlich gar nicht von diesen Dingen.

e. Von den Servituten.

ad 12. In Ansehung der gesetzlichen Dienstbarkeiten galt das **Türkische Recht**, **Kademi** genannt. Es existirten keine öffentlichen Bücher, und die Dienstbarkeit, welche durch eine Privaturkunde erworben wurde, galt immer.

ad 13. Das Weiderecht musste durch eine schriftliche Einwilligung erworben werden.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 15. Das Wort Hypothek ist vor kurzer Zeit bekannt geworden, und es werden sowohl bewegliche als unbewegliche Sachen verhypothecirt unter dem Ausdruck **Amaneti** (*ἀμανέτι*).

ad 16. Das Vorrecht der Frau geht vor jedem andern, insbesondere auch vor demjenigen des Staates. Der Gläubiger, welcher ein Unterpfand hat, geht vor allen andern.

3. Kynäthä.

(Kalavrita.)

§. 129.

Antwort der Demogeronten und Notabeln.

a. Von der Tutel.

ad 1. Wenn der Vormund kein Verwandter ist, so bekommt er eine Belohnung nach Ueber-einkunft, sonst nichts.

ad 2. Es führt einer der volljährigen Brüder die Vormundschaft.

ad 3. Um über die Erziehung der Pupillen

und die Veräußerung ihrer Güter zu entscheiden, muss der Familienrath berufen werden.

ad 4. Kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater allein übt sie aus. Bleibt aber die Mutter nach seinem Tode Wittwe, und ist kein volljähriger Sohn vorhanden, so übt sie sodann die Gewalt aus.

ad 6. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 7. Die väterliche Gewalt erstreckt sich auch auf die Enkel, wenn die Söhne gestorben sind.

ad 8. Die Rechte des Adoptirenden zu dem Adoptirten sind wie die zu den eigenen Kindern. Nur der Kinderlose darf adoptiren. Die adoptive Bruderschaft ist unbekannt.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Man muss aber den Preis zurückerstatten.

e. Von den Servituten.

ad 12. mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 13. Auch das Weiderecht wird zu den gesetzlichen Dienstbarkeiten gerechnet.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Mit dem Gesetze übereinstimmend. Es musste aber darüber eine schriftliche Urkunde abgefasst werden.

ad 15. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 16. Zuerst hat das Vorrecht der Ehefrau den Vorrang, dann das der Pupillen, und zuletzt das des Staates.

VII. Kreis Akarnanien und Aetolien.

Bezirk Missolonghi.

§. 130.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Es kann nur der ältere Sohn Vormund werden, und nicht die unmündigen Brüder. Es führt auch die Mutter die Vormundschaft, so lange sie Wittwe bleibt. Sind aber alle Kinder unmündig, so wird die Mutter allein zum Vormund.

ad 3. Das Gewohnheitsrecht räumt dem Vormund die Befugniss ein, für die Erziehung der Unmündigen, auch ohne die Beistimmung des Familienrathes oder des Gerichtes, Güter zu veräussern. Wenn aber die die Vormundschaft führende Mutter für ihre Wünsche Güter veräussern wollte, so wurde sie von den Verwandten abgehalten.

ad 4. Es wird kein Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen gemacht.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode des Vaters bekommt die Mutter die väterliche Gewalt.

ad 6. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

ad 7. Das Gewohnheitsrecht räumt dem Vater kein Eigenthumsrecht auf die Erwerbungen der Kinder, viel weniger auf die der Enkel ein.

ad 8. Wenn nach dem Gewohnheitsrecht der Vater kein Eigenthumsrecht auf die Erwerbungen seiner eigenen Kinder hat, wie kann er es auf die des Adoptirten haben? — Er kann nicht adoptiren, wenn er eigene Kinder hat.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Ueber diesen Gegenstand gibt es kein Gewohnheitsrecht.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Sie betrachtet alle Veräußerungsakte als gültig, wenn sie auch nicht in öffentliche Bücher eingetragen sind.

ad 11. stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Ueber diesen Gegenstand gibt es kein Gesetz.

ad 13. Gesetzliche Dienstbarkeiten kennt

das Gewohnheitsrecht keine andere, als blos diejenigen, welche die Wege, Dächer und Durchgänge betreffen. Desgleichen das Weiderecht, nämlich alle Einwohner haben gleiches Recht, ihr Vieh weiden zu lassen ohne vorläufige Uebereinkunft.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Gewohnheit stimmt überein mit dem Gesetze. Allein das Gewohnheitsrecht räumt, in Ermangelung öffentlicher Bücher, dritten Personen, welche nicht im Stande sind, auszumitteln, ob ein Gut verpfändet ist oder nicht, das Recht ein, ihre Rechte durch eine Hypothek zu sichern.

ad 15. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 16. Kein anderes Vorrecht kennt das Gewohnheitsrecht, als blos das der Frau. Also weder Gläubiger noch Mündel erfreuen sich eines solchen Vorrechtes.

VIII. Kreis Lokris und Phokis.

1. Hypathe oder Nea Patra.

§. 131.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze.

ad 2. Ja es konnten auch mehrere Vormünder zugleich ernannt werden. Gab es aber einen

volljährigen Bruder, so führt er die Vormundschaft.

ad 3. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 4. Sie macht keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen, eben so wenig zwischen Tutoren und Curatoren.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Der Vater hat die väterliche Gewalt, und nach ihm die Mutter.

ad 6. So lange die Kinder unter der väterlichen Gewalt stehen, haben sie kein Eigenthum, und erst nach der Volljährigkeit werden sie freie Eigenthümer.

ad 7. stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 8. Ueber die Adoption gibt es kein Gewohnheitsrecht. Adoptive Brüder gibt es wohl, allein diese Adoption räumt gar kein Vorrecht ein.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Das Gewohnheitsrecht ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

e. Von den Servituten.

ad 12. stimmt mit dem Gesetze überein. Es existiren keine öffentlichen Bücher.

ad 13. Alle Einwohner haben dasselbe Recht,

in dem Bezirke ihres Dorfes ihr Vieh weiden zu lassen. Eine Ausnahme trat nur dann ein, wenn man besondere Felder oder Grundstücke als Wiesen gebrauchen wollte.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 15. Das Wort Hypothek war vor der Revolution nicht bekannt, sondern das Türkische Wort *Amaneti*⁸⁶⁾. Es wurden ohne Unterchied sowohl bewegliche als unbewegliche Sachen verhypothecirt.

ad 16. Das Vorrecht, welches vor allen Anderen ging, war das der Türkischen Regierung, so dass auch die Ausstattung der Frau, wenn das Vermögen des Mannes nicht hinreichte, um seine Schulden an die Regierung zu bezahlen, mit dazu genommen wurde.

2. B e z i r k D o r i s.

§. 132.

a. Von der Tutel.

ad 1. Es werden keine Vormünder ernannt, sondern der nächste Verwandte trägt Sorge für die Güter der Unmündigen, und dies gratis.

86) Dieses Wort *amaneti* ist in jedem Falle ins Neugriechische aufgenommen. Ob dasselbe aus der Türkischen Sprache entlehnt ist, mögen Andere beurtheilen, die der Türkischen Sprache kundig sind.

ad 2. Nach dem Gewohnheitsrechte führt der ältere Bruder die Vormundschaft.

ad 3. Das Gewohnheitsrecht fordert, dass der Familienrath berufen werde.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht macht keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen, sondern der Familienrath besorgt Alles. ⁸⁷⁾

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode des Vaters erhält die Mutter die väterliche Gewalt.

ad 6 und 7. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze übereinstimmend.

ad 8. Nur der Kinderlose kann adoptiren.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Gewohnheit stimmt mit dem

87) Man ersieht aus dieser Antwort, dass weder der Friedensrichter noch die Demogerontie den Sinn der Frage verstanden haben, denn der Familienrath hat offenbar nichts mit dem Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen zu thun.

Gesetze überein. Es existirten gar keine öffentlichen Bücher.

ad 13. Das Weiderecht wird nicht unter die gesetzlichen Dienstbarkeiten gerechnet.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 bis 16. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

IX. Kreis Attika und Böotien.

Bezirk Lebadia (Livadia).

§. 133.

Das Antwortschreiben ist zwar nicht unterzeichnet, allein der Nomarch hat es als Antwort des Friedensrichters und der Demogeronten eingeschickt.

a. Von der Tutel.

ad 1. Da die Verwandten die Vormundschaft führen, so erhalten sie keine Belohnung.

ad 2. Der ältere Bruder bekommt die Vormundschaft.

ad 3. Der Vormund sorgt für die Erziehung des Mündels, und veräußert bewegliche Güter mit Beistimmung des Familienrathes. Unbewegliche Güter darf er nur im Nothfalle veräußern.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt keinen Unterschied zwischen Unmündigen und Minderjährigen. Mit dem 15ten Jahre hörte die Vormundschaft auf, bei den Mädchen aber, sobald sie verlobt wurden.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode des Vaters bekommt die Mutter die väterliche Gewalt, wenn sie Wittwe bleibt.

ad 6. Der Vater ertheilte seinen Söhnen, wenn er sie verheirathete, den ihnen zukommenden Theil von seinem Vermögen. Geschah dieses nicht, so erhielten sie ihn nach seinem Tode.⁸⁸⁾

ad 7. Die väterliche Gewalt hörte mit der Heirath der Kinder auf.

ad 8. Die Adoption geschah unter der Bedingung, dass der Adoptirte unter der Gewalt des Adoptirenden stehe, um ihn nach seinem Tode erben zu können.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Wenn Jemand, wegen seiner Entfernung, sein Grundstück unbebaut lässt, so kann es sein Mitbürger bebauen, und die Früchte einziehen. Nach der Rückkunft des Grundeigenthümers aber muss dieser ihm wieder sein Eigenthum abtreten. Die Früchte aber werden nicht zurück erstattet.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Die Urkunde wurde nicht in öffentliche Bücher eingetragen.

⁸⁸⁾ Auch dieses wieder ist keine Antwort auf die gestellte Frage.

ad 11. Der Dieb entschädigt allemal den Eigenthümer. Der Käufer aber muss in gutem Glauben seyn.

e. Von den Servituten.

ad 12. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Die Urkunde ward nie in öffentliche Bücher eingetragen.

ad 13. Die Einwohner können in dem Bezirke ihres Dorfes ihr Vieh ungehindert weiden lassen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 16. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 15. Bewegliche und unbewegliche Güter wurden unterpfändet.

X. Kreis Euböa.

1. Chalkis.

§. 134.

Der Friedensrichter antwortet, dass während der Türkischen Herrschaft alle Streitigkeiten nach dem Türkischen Gesetze entschieden worden seyen, und sehr selten nach dem Harmenopoulos. Ein eigenes Gewohnheitsrecht haben sie nicht gehabt.

2. Karystia (Karystos.)

§. 135.

a. Von der Tutel.

ad 1. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Der ältere volljährige Bruder ist der Vormund, und in Ermangelung dessen wird ein anderer ernannt.

ad 3. Die Veräußerung der Güter des Pupillen geschah mit Zustimmung des Familienrathes.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt blos Tutoren.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 6. Die Kinder bleiben Eigenthümer ihrer Güter, so lange der Vater lebt. ⁸⁹⁾

ad 7. Mit der Heirath treten die Kinder aus der väterlichen Gewalt.

ad 8. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein, und kennt keine adoptive Bruderschaft.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Nach einem Besitze von 10 Jahren wird man Eigenthümer der in Besitz genommenen Sache.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. ● ●

e. Von den Servituten.

ad 12 und 13. Wir wissen nicht, was das

89) Diese sonderbare Antwort beweist abermals, dass man die Frage nicht verstanden hat.

Wort *δουλεία* (Dienstbarkeit) bedeutet. Ob nämlich darunter ein Vertrag zwischen Bauern und Grundeigenthümern, zwischen Dienern und Herren, oder wohl gar die Sklaverei verstanden werden soll. Daher bitten wir um eine Erklärung, um antworten zu können.⁹⁰⁾

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 16. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein. Es existiren keine öffentlichen Bücher.

ad 15. Sowohl bewegliche als unbewegliche Güter wurden unterpfändet.

3. S k y r o s.

§. 136.

a. Von der Tutel.

ad 1. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

ad 2. Es wird nur ein Vormund gegeben, wenn keine Brüder die Vormundschaft führen.

ad 3. Bei dringender Noth der Mündel wird immer der Familienrath zusammen berufen.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht kennt bloß Tutoren.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode des Mannes bekommt die väterliche Gewalt die Mutter.

90) Aus dieser Antwort scheint sich wenigstens so viel zu ergeben, dass man keine gesetzlichen Dienstbarkeiten kannte.

ad 6. Die Gewohnheit ist übereinstimmend mit dem Gesetze.

ad 7. Mit der Heirath hört die väterliche Gewalt auf.

ad 8. Das Gewohnheitsrecht kennt keine Regel darüber.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Das Gewohnheitsrecht ist mit dem Gesetze übereinstimmend. Es existiren keine öffentlichen Bücher.

e. Von den Servituten.

ad 12. Uebereinstimmend mit dem Gesetze.

ad 13. Alle Einwohner der Insel sind berechtigt, ihr Vieh weiden zu lassen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14 und 15. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Es wurden keine öffentlichen Bücher gehalten.

ad 16. Nach dem Gewohnheitsrechte hatte derjenige ein Vorrecht, dessen Rechte älter waren.

4. S k o p e l o s.

§. 137.

a. Von der Tutel.

ad 1, 2 und 3. Der Vormund musste sich immer an das Testament halten.

ad 4. Das Gewohnheitsrecht macht keinen

Unterschied zwischen Tutoren und Curatoren, eben so wenig zwischen Unmündigen und Minderjährigen.

b. Von der väterlichen Gewalt.

ad 5 und 6. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein. Nach dem Tode des Vaters geht die väterliche Gewalt auf die Mutter über.

ad 7. Mit der Heirath der Kinder hört sie auf.

ad 8. Da die Adoption auf unserer Insel selten ist, so gründet sie sich auf die schriftliche Uebereinkunft der Partheien.

c. Von dem Besitz.

ad 9. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

Die Demogeronten fügten noch bei, dass die Eigenthümer der Felder und Aecker, welche an den felsigen oder mit Wald bedeckten Theilen der Berge liegen, sich auch des übrigen Gebirges bemächtigen wollen, und es sich zueignen, ohne ihre Eigenthumsrechte beweisen zu können. Deswegen bitten sie im Namen ihrer Gemeinde um Abschaffung dieses Missbrauches.

d. Von dem Eigenthum.

ad 10 und 11. Die Gewohnheit stimmt mit dem Gesetze überein.

e. Von den Dienstbarkeiten.

ad 12. Keine Dienstbarkeit kann auf der Insel bestehen, wenn sie nicht durch eine schriftliche Urkunde begründet ist.

ad 13. Die Gewohnheit ist mit dem Gesetze in Uebereinstimmung. Da aber die bewachsenen Gebirge der Gemeinde angehören, so kann jeder überall sein Vieh weiden lassen.

f. Von Privilegien und Hypotheken.

ad 14, 15 und 16. Das Gewohnheitsrecht stimmt mit dem Gesetze überein.

Die Demogeronten bitten noch um Abschaffung der schlechten und verderblichen Gewohnheit, die Töchter mit Häusern und Magazinen auszustatten.

Drittes Kapitel.

Officielle Berichte anderer Beamten.

§. 138.

Ausser den obigen Berichten der Friedensrichter und Demogeronten habe ich auch noch andere Berichte erhalten, welche, wiewohl nicht von der Regentschaft veranlasst, und wiewohl an mich persönlich und nicht an die Regentschaft gerichtet, ich dennoch officiële Berichte nenne, weil sie Wahrnehmungen enthalten, welche diese Beamten Kraft ihres Amtes gemacht haben.

Der eine im §. 139 enthaltene Bericht ist von meinem Freunde Georg Athanasios, welcher unter Capodistria Gerichtspräsident auf den Inseln

gewesen ist, und in dieser Eigenschaft seine Wahrnehmungen gemacht hat. Er ist seit der Königlichen Regierung Ministerialrath im Justizministerium.

Die andere in den §§. 140 und 141 gegebene Arbeit rührt von einem anderen, mir sehr lieben Freunde, Herrn von Lastic Vigouroux her. Er war zur Zeit der Arbeit Kreisdirector auf den Kykladen, und beobachtete daher in Syra und Naxos in amtlicher Eigenschaft. Dazu ist derselbe noch aus Naxos gebürtig, war also in doppelter Eigenschaft in der Lage, die Gewohnheiten seines Geburtsortes kennen zu lernen. Er stammt von einer alt Französischen Familie ab, welche sich, wie so viele andere, in früheren Zeiten auf den Griechischen Inseln niedergelassen hat. Sein Vater ist noch jetzt Französischer Consul in Naxos.

Herr Athanasios spricht hauptsächlich von den Inseln, die er vorzüglich kennt, und erklärt sich über die acht im §. 63 erwähnten Fragen.

Herr von Lastic gibt das Gewohnheitsrecht von Syra und von Naxos.

Ich werde daher diese drei Theile von einander trennen.

1. Gewohnheitsrecht der Inseln überhaupt.

§. 139.

Herr Georg Athanasios drückt sich auf folgende Weise aus:

Ich beschränke mich blos auf einige Inseln, wie Skopelos, Skiathos, Skyros, und einige andere, die ich jedesmal namentlich anführen werde.

ad 1ste Frage.

Auf den Inseln trägt man im Ganzen grössere Sorge für das weibliche Geschlecht; deswegen nehmen die Töchter, nach dem Tode ihrer Aeltern, damit sie verheirathet werden, sehr oft die ganze Erbschaft zur Ausstattung, wenn der Bräutigam sich nicht mäsiger zeigt. Und die Brüder bringen ihrer Schwester, damit sie nicht ansarte, gerne dieses Opfer dar.

Auch beim Leben des Vaters erhält die Tochter, wenn sie verheirathet werden soll, die ganze mütterliche Erbschaft.

Wenn mehrere Töchter da sind, wird keine Proportion beobachtet, sondern je nachdem man mit dem Bräutigam über die Ausstattung einig werden kann. Daher geschieht es sehr oft, dass die jüngeren Töchter weniger bekommen.

In Skopelos wird als nothwendiger Theil zu einer Ausstattung auch das Haus betrachtet. Deswegen sollen daselbst die Häuser so schlecht seyn, denn der Mann unternimmt keine Ausbesserung im Hause der Frau, da er sich genöthigt sieht, dasselbe nach wenigen Jahren seiner Tochter abzutreten.

Ich habe selbst ein solches Beispiel gesehen,

wo der Schwiegervater aus dem Hause ziehen musste, ungeachtet der Bräutigam ein anderes von seinen Aeltern und der Schwiegervater noch eine andere Tochter hatte, für welche er kein zweites Haus mehr besass.

In G l o s s a aber, einem Flecken auf der südlichen Seite von S k o p e l o s, hat ein gewisser Alexander Sideris, Primat und Friedensrichter daselbst, alle seine Mitbürger zu dem Entschlusse gebracht, dass sie sich durch einen Akt verbunden haben, keine Häuser mehr zur Ausstattung zu geben, und so haben sie diese Gewohnheit abgeschafft.

Ein Primat aus P o r o s hat mich versichert, dass sie eben so mit den Mädchen handeln, nur dass bei ihnen nicht nothwendig ein Haus zu einer Ausstattung gehöre.

In A n d r o s soll aber das Recht der E r s t g e b u r t gelten. Wie aber, und in wiefern? —

ad 2te Frage.

Mehrere, die ich darüber gefragt habe, schienen keinen rechten Begriff von der Sache zu haben. Sie wussten nur so viel, dass die Aeltern überhaupt die Freiheit haben über ihr Vermögen zu disponiren, und im Falle einer rechtlichen Ursache das Kind erblos zu erklären. ⁹¹⁾ Doch

91) Dieser Gewohnheit liegt offenbar Römisches Recht zu Grunde.

meinten sie, dass man immer etwas Unbedeutendes dem Sohne hinterlassen solle, damit das Testament auch nach dem Türkischen Rechte Kraft habe. Denn sehr oft suchte eine Parthei, wenn sie mit dem Spruche des Bischofs oder der Primaten unzufrieden war, ihr Recht bei den Türkischen Gerichten.

ad 3te Frage.

Wenn jemand erblos gestorben war, so trat die Gemeinde oder die Kirche ein, und die Verlassenschaft wurde im letzten Falle den Klöstern oder den Bischöfen zu Theil.

ad 4te Frage.

Die Gewohnheit folgt gerade dem Gesetze.

Wenn der Mann stirbt, so behält die Frau blos die Geschenke, die ihr der Mann vor der Hochzeit gemacht hat.

Haben sie aber Nachkommen, und nach dem Tode eines der Ehegatten stirbt auch noch ein Kind, so wird die Erbschaft in 3 Theile getheilt, wovon der dritte für die Kirche gerechnet wird.

In P o r o s soll, wie mich A. Manessi, einer der dortigen Primaten, versichert hat, diese Gewohnheit erst vor 20 Jahren durch einen Bischof eingeführt worden seyn. Sonst erbte der überlebende Ehegatte.

Der Contreadmiral Colandrouzo aus Spezzia

hat mich versichert, dass bei ihnen auch in diesem Falle die Erbschaft an den Großvater und an die Seitenverwandten zurückzukehren pflege.

ad 5te Frage.

Die Töchter haben immer einen Vorzug, wie schon bemerkt worden ist, damit sie verheirathet werden können. Die Knaben theilen sich jedoch zu gleichen Theilen in die Erbschaft.

In Hydra soll eine Verschiedenheit obwalten. Da der Vater die älteren Söhne und Töchter verheirathet und frühzeitig auszustatten sucht, so bleibt alles unbewegliche Gut dem jüngsten Sohne, das baare Geld aber soll er mit den anderen Brüdern gleich vertheilen.

ad 6te Frage.

Die Mädchen müssen sich mit ihrer Ausstattung begnügen. Nur wenn die Aeltern ihnen freiwillig noch etwas dazu im Testamente vermachen wollen, um eine Ausgleichung der Theile dadurch zu bewirken, erhalten sie mehr.

ad 7te Frage.

Die Tochter ist auch in dieser Beziehung von der Gewohnheit immer begünstigt; nirgends aber, ausgenommen etwa in Andros, beeinträchtigt, namentlich auch nicht in Spezzia und Hydra.

ad 8te Frage.

Die Einwilligung der Ehefrau wurde bei der Veräußerung der Aussteuer immer erfordert. Bei der Veräußerung selbst findet man jedoch keine feste Vorsichtsmaasregel. Es gab nicht allenthalben einen Notar, und die Partheien waren nicht allenthalben verpflichtet, sich vor der örtlichen Demogerontie vorzustellen. Es finden sich sogar solche Verkaufsurkunden, welche blos von zwei Privatpersonen unterschrieben waren, welche dazu noch nicht einmal bei dem Vollzuge des Vertrages gegenwärtig gewesen sind, wie ich dieses z. B. in A e g i n a gesehen habe.

Besondere Bemerkungen.

Im Ganzen kann man sagen, dass man nirgends eine feste Gewohnheit findet, und dass sie auch da, wo eine solche bestand, von den Mächtigeren übertreten, oder durch das Türkische Recht entkräftet wurde. Auch haben die bis jetzt in Griechenland bestandenen Gerichte keine Rücksicht auf das Gewohnheitsrecht genommen, so dass eine Gleichförmigkeit der Gesetzgebung für die Zukunft einzuführen eine wünschenswerthe, und leicht einzuführende Sache ist, denn auch auf dem Festlande wird sich keine bedeutende Verschiedenheit finden.

In S k o p e l o s besteht die Gewohnheit, dass die einmal Verlobten, wenn der Bräutigam

in das Haus der Braut eingeführt worden ist, sich nicht mehr scheiden dürfen, sondern dass die Ehe unbedingt abgeschlossen werden muss.

In Hydra und Spezzia besteht diese Sitte nicht. In Spezzia darf der Bräutigam sein Mädchen vor der Trauung gar nicht besuchen, denn die Mädchen lassen sich dort gar nicht sehen. In Hydra dagegen sind mehrere Verlobungen aufgelöst worden, und eben dieses soll die Ursache seyn, warum sich daselbst mehrere Häuser anfeinden, wie unter Anderem z. B. das Haus Conduriotti und das Haus Tzamados.

II. Gewohnheitsrecht von Syra.

§. 140.

Die Aeltern hatten die Verbindlichkeit, in ihrem Testamente ihr ganzes Vermögen ihren Kindern zu hinterlassen, mit Ausnahme von zehn per Cent, worüber sie nach Willkühr verfügen durften. Dabei war es jedoch den Aeltern erlaubt, ihr Vermögen in ihrem Testamente nach Willkühr unter ihre Kinder zu vertheilen. Wenn sie z. B. ein Vermögen von 100,000 Piaster und 5 Kinder hatten, so konnten sie dem Einen 40,000, dem Anderen 30,000, und einem jeden der Anderen nur 10,000 hinterlassen. Eine solche testamentarische Verfügung war unangreifbar.

Das dotirte Kind hatte kein Recht mehr auf den künftigen Nachlass seiner beiden Aeltern.

Es musste sich vielmehr mit seiner Ausstattung begnügen, und dieses sogar dann, wenn die Aeltern bei ihrem Tode ein dreifach grösseres Vermögen als sie zur Zeit der Ausstattung des Kindes besaßen, hinterlassen haben sollten.

Im Uebrigen ist zu bemerken, dass die Dos des Kindes frei von allen seit dem Ehevertrage gemachten Schulden der beiden Aeltern gewesen ist. Waren dagegen die Schulden älter, als die Dos, so haftete auch sie bei Bezahlung der älteren Schulden.

Ohne gegenseitige Zustimmung der Eheleute durfte die Dos auch nicht einmal für gegenseitige Bedürfnisse veräußert werden.

Alle von dem Tage der Heirath an bis zum Tode eines der Ehegatten erworbenen Mobilien und Immobilien waren gemeinschaftlich, fielen in die eheliche Gemeinschaft der Güter.

Ehestreitigkeiten und Testamentsstreitigkeiten wurden in erster Instanz von dem Bischof in Syra, in der Appellinstanz von dem Erzbischof in Naxos, und in letzter Instanz vom Römischen Hofe entschieden.⁹²⁾ Die von diesen geistlichen Behörden gesprochenen Urtheile pflegten ohne Aufschub von der weltlichen Lokalbehörde in Vollzug gesetzt zu werden.

92) Die alten Bewohner von Syra gehörten sämmtlich der katholischen Religion an.

III. Gewohnheitsrecht von Naxos.

§. 141.

Ueber den fünften Theil ihres Vermögens durften die Aeltern nach Willkühr in ihrem Testamente verfügen, ohne Unterschied, ob sie das Vermögen während der Ehe errungen, oder durch Erbschaft erhalten hatten. Die vier anderen Theile gehörten von Rechtswegen ihren ehelichen Kindern, die Aeltern konnten jedoch dieselben nach Belieben unter ihre Kinder vertheilen, und dem Einen sogar mehr als dem Anderen zutheilen.

Der Nachlass der ab intestato und ohne Kinder verstorbenen Brüder wurde zu gleichen Theilen unter die Brüder und Schwestern vertheilt. Die Seitenverwandten kamen erst dann zur Succession, wenn die Brüder ohne Kinder, ohne Geschwister und ohne ein Testament zu hinterlassen, gestorben waren. Ueber die Frage, wie es beim Tode eines ohne alle Verwandte gestorbenen Erblassers gehalten werden solle, existirte kein Gewohnheitsrecht, indem ein Beispiel dieser Art gar nie vorgekommen ist.

Wenn eines der Aeltern, ohne Kinder zu hinterlassen und ab intestato, starb, so wurde der ganze Mobiliar- und Immobiliarnachlass des Verstorbenen durch den Kanzler der Gemeinde und die nächsten Verwandten verzeichnet und constatirt. Allein das Vermögen blieb in der

Gewalt des überlebenden Ehegatten, so lange dieser nicht zu einer zweiten Ehe schritt, allein er durfte nichts von dem Nachlasse weder verkaufen, noch sonst veräussern. Wenn der überlebende Ehegatte zu einer zweiten Ehe schritt, so setzten sich sodann die nächsten Verwandten in den Besitz des Vermögens des Verstorbenen, in Gemässheit des darüber verfertigten Verzeichnisses. Insbesondere mussten auch alle Mobilien an die Erben des verstorbenen Ehegatten herausgegeben werden, mit einziger Ausnahme der Kleidungsstücke und Juwelen, so wie des zum Gebrauche des überlebenden Ehegatten unentbehrlichen Hausrathes.

Wenn weder im Testamente, noch durch eine Schenkung auf den Todesfall etwas Anderes verfügt worden war, so erbten die Söhne das Vermögen und die Geräthschaften ihres Vaters, die Töchter dagegen das Vermögen sammt Kleidungsstücken der Mutter.

Wenn von mehreren Kindern einige dotirt, Andere aber noch nicht ausgesteuert worden waren, so hatten blos die nicht Dotirten Anspruch auf den Nachlass ihrer verstorbenen Aeltern, welchen sie zu gleichen Theilen unter sich vertheilten, die schon dotirten Kinder waren aber von der Succession gänzlich ausgeschlossen.

Der Mann durfte das Vermögen seiner Ehefrau weder verkaufen, noch als Dos hingeben,

noch auf sonstige Weise veräußern, ohne deren Zustimmung, und ohne dass die Veräußerungs-Urkunde von derselben unterschrieben worden wäre. Aber auch die Ehefrau durfte nicht einseitig ohne Zustimmung ihres Mannes über ihr Vermögen verfügen. Nichts desto weniger haftete der Mann für die, von seiner Frau für ihren und ihrer Kinder Unterhalt, in Abwesenheit des Mannes contrahirten Schulden. Und wenn die Eheleute, durch die Noth gezwungen, einen Theil ihres Vermögens oder ihr ganzes Vermögen verkaufen mussten, so waren sie verpflichtet, mit dem Vermögen des Mannes den Anfang zu machen, und erst dann zur Veräußerung des Vermögens der Frau zu schreiten, wenn das Erstere nicht zureichte.

War die Dos der Frau veräußert worden, so musste der Mann, wenn er hinreichendes Vermögen besass, ein hinreichendes Aequivalent als Ersatz geben.

Wenn Jemand ein Grundstück veräußerte, so hatte der Nachbar und Verwandte immer den Vorzug bei der Veräußerung, es müsste denn die Veräußerung in einer öffentlichen Versteigerung geschehen seyn. Bei der Concurrenz mehrerer Verwandten hatte immer der nächste Verwandte den Vorzug.

Viertes Kapitel.

Geschriebenes Gewohnheitsrecht.

§. 142.

Der geschriebenen Gewohnheitsrechte gab es nur sehr wenige. Ich habe deren nur zwei gefunden, in Syra und Santorin. Die officiellen Berichte erwähnen beider (§. 67, 70). Und von beiden soll nun eine Uebersetzung gegeben werden. Das Gewohnheitsrecht von Santorin, so wie es von meinem sehr lieben Freunde, Herrn Dr. Constantin Schinas, ins Deutsche übersetzt worden ist. Das Gewohnheitsrecht von Syra aber in der Uebersetzung, die ich von Herrn von Lastic Vigouroux erhalten habe, die ich jedoch in Deutscher Sprache gebe, während sie ursprünglich in Französischer Sprache abgefasst war.

I. Geschriebenes Recht von Syra.

§. 143.

Geschriebenes Gewohnheitsrecht von Syra vom 13. Juni 1695.

1. Derjenige, der ein Grundstück verkaufen will, muss vorher durch drei Publikationen diese seine Absicht zu erkennen geben, um den Verwandten, welche bei Veräusserungen ein Vorzugsrecht haben, die Gelegenheit zu geben, dieses Vorzugsrecht gegen fremde Erwerber geltend machen zu können. Die Verwandten, welche

auf der Insel anwesend sind, haben zu diesem Ende einen Termin von 10 Tagen, und diejenigen, welche sich anderswo aufhalten, den Termin von einem Jahre. Wer sich in der Sklaverei befindet, behält dieses Recht bis zur Rückkehr ins Vaterland, und kann sodann das Grundstück schätzen lassen und dasselbe zu diesem Preise behalten.

2. Eine leichtfertige Ehefrau, welche die eheliche Treue verletzt, verliert alle ihre Rechte auf den Mann, und die Syndicen haben das Recht, dieselbe zu bestrafen. Jeder Mann, welcher einer Frau Gewalt anthut, wird in die Galeeren geschickt.

3. Wenn einer der Ehegatten stirbt, so erhält der überlebende Ehegatte, so lange er nicht zur zweiten Ehe schreitet, den Niesbrauch an dem gesammten Vermögen des Verstorbenen, unter der Verbindlichkeit jedoch, die Kinder zu erziehen. Schreitet der überlebende Ehegatte aber zur zweiten Ehe, so muss derselbe den Kindern erster Ehe nicht allein den ganzen Nachlass des verstorbenen Ehegatten herausgeben, sondern auch noch den dritten Theil seines eigenen Vermögens hinzufügen.

4. Wenn die Ehegatten ohne Kinder sterben, so sind sie verbunden, ihr Vermögen ihren Verwandten zu hinterlassen, mit Ausnahme des zehnten Theiles, worüber sie nach Willkühr

verfügen können. Wenn sie während der Ehe Vermögen errungen haben, so muss von dieser Errungenschaft dieser zehnte Theil, worüber sie verfügen können, genommen werden.

5. Die Kleidungsstücke der Mutter gehören den Töchtern, die Kleidungsstücke des Vaters den Söhnen, und nur die Juwelen werden unter beide zu gleichen Theilen vertheilt.

6. Wenn diejenigen, welche im Streite mit einander begriffen sind, während 30 Jahren keinen Prozess anfangen, so sind ihre Rechte verjährt.

7. Kein Tausch von Immobilien kann annullirt werden.

8. Jede testamentarische Verfügung, wenn sie gültig seyn soll, muss von dem Kanzler des Bischofs aufgenommen werden. Nur in dem einzigen Falle, wenn der Kranke dieser Gewohnheit nicht mehr nachkommen kann, reicht es hin, die letzten Verfügungen seinem Beichtvater anvertraut zu haben, denn auch solche Dispositionen werden exequirt, in sofern sie ihrem Inhalte nach mit dem Gewohnheitsrechte des Landes übereinstimmen. Bei plötzlich eingetretenen Todesfällen oder zur Pestzeit ist es erlaubt, vor Zeugen seinen letzten Willen zu erklären. Auch das autographische Testament war von jeher gültig.

9. Immobilien dürfen nur durch öffentliche Versteigerung nach vorgängiger dreimaliger Pu-

blication veräussert werden, und der Zuschlag hat immer an den Meistbietenden zu geschehen. Der Verwandte des Versteigerers hat stets den Vorzug vor dem fremden Ansteigerer, in sofern er sich noch vor dem Ende der Versteigerung präsentirt. ⁹³⁾

II. Geschriebenes Gewohnheitsrecht von Santorin von 1799.

§. 144.

Dem glorreichsten und erlauchten Herrn, dem Grosdragomann der kaiserlichen Flotte, ⁹⁴⁾ Herrn Herrn Constantin Hantzeris, die gebührende Unterthänigkeit.

Es ist unbestritten, dass man immer die alten Gewohnheiten an jedem Orte, gleich nach den Kaiserlichen Verordnungen, beobachtete, und ihnen Gesetzeskraft beilegte. Dieses war besonders mit solchen Gewohnheiten der Fall, welche an sich billig und gerecht waren, das heisst solchen, die nicht zum Umstossen des Gesetzes, sondern zum allgemeinen Nutzen des Volkes eingeführt worden; und niemand wird läugnen können, dass diese bei den Kaiserlichen Ge-

93) Diese Verfügung steht einigermaassen im Widerspruch mit der Verfügung unter Nr. 1 dieser geschriebenen Gewohnheiten.

94) Es ist schon früher im §. 25 bemerkt worden, dass die Inseln direct unter dem Kapudan Pascha standen, sie mussten sich demnach an den Dragomann des Grossadmirals wenden.

richtshöfen sowohl, als bei den niederen Gerichten in Ausübung gesetzt worden sind.

Da aber diese Gewohnheiten, obgleich uns von den Vorfahren überliefert, grötentheils ungeschrieben sind, so geben sie oft Veranlassung zu manchem Wortwechsel, zu mancher Streitigkeit unter den Bürgern. Daher ist es zweckmässig, dieselben niederzuschreiben und sorgfältig aufzubewahren, damit sie künftig den richterlichen Sprüchen und dem bürgerlichen Verkehr zur Richtschnur dienen.

Aus diesen wohlüberlegten Gründen hat uns Ewer Erlaucht, als der Bewahrer unserer Gesetze, und als ein gerechter Herr, befohlen, unsere Gewohnheiten zum allgemeinen Nutzen und zur Sicherung des Friedens auf dieser Insel niederzuschreiben. Da wir nun seit längerer Zeit denselben Wunsch hegen, um unsere Beherrscher ⁹⁵⁾ mit den täglichen Streitigkeiten eines jeden von uns nicht zu belästigen, so haben wir sorgfältig unsere Gewohnheiten, so wie wir dieselben durch Ueberlieferung erhalten, und sie durch die von der hohen Pforte uns gnädig ertheilten Allerhöchsten Privilegien bestätigt worden, gesammelt, und sie in der beiliegenden Epitome zusammengefasst, welche wir, um einige Ordnung zu beobachten, in 11 Kapitel, nach

95) Die Grosen des Ottomanischen Reiches.

dem Stoff eingetheilt haben. Gültigkeit und Gesetzeskraft werden sie aber erst nach der Bestätigung Ewrer Erlaucht erhalten.

Mögen Ewre Erlaucht diesen Ihnen gewidmeten Auszug wohlwollend und gnädig aufnehmen und ihn Kraft der Höchstderselben anvertrauten Kaiserlichen Vollmacht bestätigen, damit derselbe in der Zukunft unwiderruflich und genau von allen Einwohnern der Insel, den treuen Unterthanen der hohen Pforte und Ewrer Erlaucht beobachtet werde. 1797. ⁹⁶⁾

Ewrer glorreichen Erlaucht

Unterthänigste

(Nun folgen dieselben Unterschriften, wie am Ende des Gewohnheitsrechtes selbst.)

Text des Gewohnheitsrechtes.

§. 145.

Kapitel I.

Vom Kauf und Verkauf.

Damit der Kauf der unbeweglichen Sachen sicher und unwiderruflich sey, muss er durch

96) Es scheint, dass im Jahre 1797 die wirkliche schriftliche Abfassung des Gewohnheitsrechtes statt hatte, dass dasselbe in demselben Jahre an den Grosdragomann der kaiserlichen Flotte zur Bestätigung übersendet worden ist, dass dasselbe jedoch erst im Jahre 1799 seine Bestätigung wirklich erhalten hat. Denn nach §. 67 ist in dem officiellen Berichte dieses Jahr der Abfassung angegeben worden. In der Urkunde selbst findet sich keine Spur von einem Datum.

eine vom Eigenthümer selbst unterschriebene Urkunde geschehen. Ist aber dieser letztere nicht im Stande, selbst zu schreiben, so soll die Urkunde von einem Stellvertreter nebst zwei Zeugen unterzeichnet werden.

Der Verkauf der unbeweglichen Sachen muss durch öffentliche Versteigerung statt finden, um jedermann bekannt zu seyn. Unter unbeweglichen Sachen verstehen wir die Häuser, die Weinberge, die Aecker, die Windmühlen, Cisternen, Magazine und Wohnungen.

Die Versteigerung ist gültig, bis ihre Frist vorüber ist; ⁹⁷⁾ nach dem Verfließen der Frist und nach vollendetem Verkauf haben die Verwandten und die Nachbarn des Verkäufers noch binnen 3 Tagen das Recht vorgezogen zu werden, wenn sie denselben Preis, wofür die Sache dem Käufer zugesprochen, anbieten wollen.

Wenn bei einem Kaufe dolus statt findet, das heisst, wenn der Verkäufer in der That einen anderen Preis für die verkaufte Sache genommen als den, welcher im Kaufscheine genannt wird, mit der Absicht, die Verwandten und Nachbarn vom Kaufe abzuhalten, so sollen diese letzteren auch nach Entdeckung der Wahrheit denselben Preis bezahlen, den der Verkäufer

97) Unter dieser Frist scheinen mir die Publikationsfristen verstanden werden zu müssen.

wirklich empfangen und keineswegs den, welcher im Kaufscheine vorkommt.

Wenn der Verkauf nicht durch öffentliche Versteigerung geschehen ist ⁹⁸⁾, so sollen die Verwandten und die Nachbarn den Vorzug haben, das heisst, bis die Verwandten davon benachrichtigt würden, im Falle dass dolus stattgefunden hat.

Die Verwandten haben den Vorzug vor den Nachbarn.

Unter Verwandten gleichen Grades werden diejenigen vorgezogen, von deren gemeinsamen Stammvater das zu erwerbende Gut herrührt.

Die Kinder des Verkäufers werden seinen älteren Geschwistern vorgezogen.

Wenn die Kinder abstehen, so werden seine Aeltern vorgezogen, und wenn diese Verzicht leisten, so haben die Geschwister den Vorzug vor den übrigen, und so weiter die Neffen; die rechten Vetter und ihre Kinder, nicht aber die Vetter zweiten Grades (die Nachgeschwisterkinder) und noch weniger die entfernteren.

Wenn die abwesenden Verwandten des Verkäufers zum erstenmal nach unserem Lande zu-

98) Weiter oben ist vorgeschrieben, dass Immobilien immer mittelst öffentlicher Versteigerung verkauft werden sollen. Durch diese Stelle wird aber jene Vorschrift dahin modificirt, dass, wenn die Versteigerung nicht öffentlich war, dann die Verjährung des Retractes erst mit der Notifikation des Verkaufes beginnt.

rückkehren, so kommt auch ihnen, nach der oben erwähnten Reiheordnung das Vorzugsrecht in der Zurücknahme des verwandtschaftlichen Gutes durch Bezahlung des Kaufpreises zu, und zwar binnen 20 Tagen nach ihrer Ankunft. Wenn nun der Käufer sich weigert, den Kaufpreis zurückzunehmen und das Gekaufte wieder herauszugeben, so soll der angekommene Verwandte genannten Kaufpreis bei der K a n z e l e i niederlegen, die ihn in seine Rechte einsetzen wird. Wenn aber acht Tage vorüber sind, und inzwischen weder die Sache gefordert, noch das Geld dafür bei der K a n z e l e i niedergelegt ist, so verliert er sein Verwandtschaftsrecht und der Käufer bleibt ungestört.

Leute, deren verwandtschaftliche Güter bei ihrer Abwesenheit aus dem Lande verkauft worden sind, behalten, wenn sie binnen 15 Jahren zurückkommen, das Vorzugsrecht; nach Verlauf der 15 Jahre verlieren sie dieses Recht.

Die Verwandten, die nach ihrer Rückkehr das verwandtschaftliche Gut wieder erhalten, müssen ihrerseits alle die Ausgaben erstatten, die der Käufer gemacht hat; z. B., wenn das Verkaufte ein Haus ist, und der Käufer daran gebaut und ihm sonst unbewegliche Verschönerungen beigefügt hat, so muss der Verwandte alle die Kosten nebst dem gegebenen Kaufgelde bezahlen. Eben so wenn es ein Acker ist, und der

Ankäufer ihn mit Weinstöcken bepflanzt, sich aber noch nicht vom Ertrage bezahlt gemacht hat, so ist der Verwandte verpflichtet, ihn dafür zu entschädigen. Gleichfalls, wenn der Käufer ausser den gewöhnlichen Unterhaltungsausgaben noch andere ausserordentliche für die Verschönerung und die bessere Einrichtung eines Weingartens oder Ackers gemacht hat, so soll sie der ankommende Verwandte nebst den Zinsen des Jahres erstatten.

Der Verwandte, der binnen des ersten Jahres nach dem Kauf zurückkehrt, ehe der Käufer die Früchte gesammelt, ist verpflichtet, diesem letzteren die Zinsen des Kaufgeldes sowohl als die nach dem Kaufe geschehenen Ausgaben zu erstatten.

Der Käufer soll das Recht haben, die Ausgaben, die er zur Verschönerung und Verbesserung der Sache gemacht hat, vor dem vorgezogenen Verwandten nur für einen Zeitraum von 5 Jahren, seitdem er die Sache in Besitz genommen hat, zurückzufordern, nach Verlauf dieser Zeit kann er die Verzinsung dieser Ausgaben nicht fordern, wegen der Früchte, die er inzwischen daraus gezogen, wohl aber die gewöhnlichen jährlichen Kosten; weil der Verwandte die Früchte und die Zinsen desselben Jahres beziehen wird.

Die Familienkinder, d. h. die Minder-

jährigen, die bei ihren Aeltern leben, haben nicht das Recht, die von ihren Verwandten, oder selbst von ihrem eigenen Vater verkaufte Sache sich anzukaufen; nur die volljährigen und die abwesenden Kinder haben das Recht, ihr verwandtschaftliches oder väterliches Gut zurückzunehmen.

Die Verwandten, die in einem anderen Lande verheirathet sind, haben kein Recht auf die verkauften väterlichen oder verwandtschaftlichen Sachen, sie sowohl als ihre Kinder sind dieses Verwandtschaftsrechtes auf immer verlustig.

Die Verwandten, die in einem anderen Lande verheirathet sind, und wünschen nach unserer Insel zurückzukehren, und sich hier mit ihrer Familie wieder anzusiedeln, oder solche, die nach dem Tode ihrer ausländischen Frau zurückgekehrt sind, sollen nicht das Recht haben, die in ihrer Abwesenheit verkauften verwandtschaftlichen Sachen zurückzufordern. Erst, nachdem sie im Lande wieder gewohnt und auch sie jährlich Kopfsteuer (den Charatz) und die übrigen Abgaben bezahlt haben werden, sollen sie künftig den Vorzug für die verkauften väterlichen Sachen haben.

Wenn die im Auslande verheiratheten Verwandten Kinder haben, und diese bei uns heirathen wollen, so haben sie auch kein Recht,

auf die verkauften verwandtschaftlichen Sachen, nicht einmal auf die von den Ahnen ererbten und als Mitgift gegebenen Sachen ihrer Aeltern.

Wenn einer unserer Landsleute, der im Auslande verheirathet ist, auf Santorin Sachen besitzt, die er entweder als Mitgift oder durch Kauf erworben hat, z. B. Häuser, Weinberge, oder Aecker, und diese entweder von ihm selbst bei seinen Lebzeiten, oder nach seinem Tode von seiner Frau und seinen Kindern verkauft worden sind, so behalten die Kinder der Letztgenannten auf die erwähnten Sachen kein Vorzugsrecht (und folglich können sie dieselben den Käufern nicht entreissen), wohl aber die Verwandten, die sich auf unserer Insel befinden.

Die Nachbarn haben nach den Verwandten dasselbe (Verwandtschafts- oder Vorzugs-) Recht.

Die Nachbarn, die sich ausserhalb unserer Insel aufhalten, haben das Recht, die neben ihnen (in ihrer Nachbarschaft) verkaufte Sache zurückzunehmen, wenn sie zum erstenmal wiederkehrend, binnen 8 Tagen sie zurückfordern, und den Kaufpreis sowohl als die gemachten Kosten, dem Verwandtschaftsrechte gemäss, erstatten.

Die Nachbarn, bei deren Abwesenheit Sachen in ihrer Nachbarschaft verkauft worden sind, erhalten den Vorzug, wenn sie binnen

einem Jahr nach dem Verkaufe zurückkommen.

Unter den Verwandten wird derjenige vorgezogen, der zuerst den Kauf verlangt hat, das heisst, wenn ein Verwandter etwas kauft, kann ein anderer Verwandter desselben Grades es nicht zurück verlangen.

Unter Nachbarn in Weingärten und Aeckern werden die unterhalb gelegenen oder oberhalb oder seitwärts gelegenen vorgezogen.

Die Nachbarn, deren Grundstück dem nahe liegenden (benachbarten) Weingarten oder Acker eine Servitut schuldig ist, werden den übrigen Nachbarn und selbst den unterhalb gelegenen vorgezogen.

Unter den Nachbarn eines Hauses werden die unterhalb gelegenen den seitwärts gelegenen vorgezogen.

Die Klostersachen sind denselben Gesetzen der Verwandtschaft und der Nachbarschaft nicht unterworfen.

Wenn Klostersachen verkauft werden, so werden ihre weltlichen Nachbarn vorgezogen.

Das verkaufte Vieh kann von demselben an den Verkäufer zurückgegeben werden, nicht aber, nachdem es bei dem Käufer übertagt (übernachtet) hat.

Die Klostersachen, die mit dem Siegel des Klosters und mit der Genehmigung des zeitlichen

Abtes und der übrigen Väter einmal verkauft sind, soll kein späterer Abt oder Bruder des Klosters zurücknehmen können.

Wie es aus dem oben Gesagten erhellt, soll unter den *Nacharn*, sey es von Häusern oder von Weinbergen und Aeckern, derjenige vorgezogen werden, dem am meisten Schaden geschieht. Dieses wird übrigens dem Gutachten der Vorsteher anheim gestellt.

K a p i t e l II.

Von der Erbschaft.

Es steht den Aeltern frei, ihre Kinder abzufinden, indem sie jedem, sowohl männlichen als weiblichen Kinde, dasjenige geben, was ihnen gutdünkt.

Bei der Erbschaft eines Vaters, der ohne Testament gestorben, haben die abgefundenen Kinder nichts zu verlangen.

Die illegitimen oder unehelichen Kinder haben kein Erbschaftsrecht.

Wenn Jemand bei seinen Lebzeiten ein Recht auf eine Erbschaft hat, und er gestorben ist, ehe er sie in Empfang genommen hat, so geht sein Recht durchaus nicht verloren, sondern es wird auf seine Kinder übertragen, oder auch es kann von ihm für irgend einen seiner Erben nach Gutdünken bestimmt werden.

Dasselbe ist gemeint, wenn Jemanden eine Erbschaft zugedacht ist und er stirbt, ehe er sie

empfangen hat; es sollen dann seine Erben dieselbe erhalten.

Wenn ein Ehegatte ohne Testament stirbt, so erbt eine Frau nicht das Vermögen ihres Mannes, kann aber dasselbe für das Bedürfniss ihrer Kinder, und mit der Zustimmung der Verwandten ihres verstorbenen Ehegatten verkaufen, auch ihren Kindern zur Mitgift geben, so lange sie ihren Mann ehrt. ⁹⁹⁾ Dasselbe gilt vom Manne.

Die hinterlassene Frau ist nicht die Erbin ihres ohne Testament verstorbenen Mannes, ihre Kinder dagegen sind Erben des hinterlassenen väterlichen Vermögens.

Wenn ein einzig gebornes Kind als Erbe des einen oder des anderen von beiden Aeltern bleibt, und dasselbe entweder ohne Testament oder in seiner Minderjährigkeit sterben sollte, so erbt der lebende Ehegatte das Vermögen des Verstorbenen, als angeblicher Erbe seines hingschiedenen Kindes, sonst erben es die Verwandten des verstorbenen Ehegatten. Wenn aber das Kind seine Volljährigkeit erreicht, so hat es das Recht, über das Vermögen nach Gutdünken zu disponiren, und dann haben die Verwandten des Verstorbenen kein Recht darauf.

Wenn ein verheiratheter Mann ohne Kinder stirbt, so fällt Alles, was er besessen hat, ent-

99) Das heisst, so lange sie keinen andern Mann heirathet.

weder als Mitgift oder durch eigenen Erwerb nicht seiner Frau, sondern seinen Verwandten anheim.

Die Kinder, sowohl männliche als weibliche, theilen sich gleich in das Vermögen des Vaters und der Mutter, wenn diese ohne Testament sterben sollten.

Wenn der Vater ohne Testament stirbt, so erben nicht die abgefundenen Kinder, sondern die beim Tode des Vaters unverheiratheten und nicht abgefundenen. Wenn sie nun heirathen und Kinder erzeugen, so bleiben die Erbschaften in der Gewalt von diesen; wenn sie aber unverheirathet bleiben und ohne Kinder sterben, so soll ihr ganzes von den Aeltern ererbtes Vermögen in drei Theile getheilt werden, von denen der eine für ihre Seele ausgegeben wird, die beiden andern aber den Verwandten anheim fallen.

Wenn vor dem Tode des Vaters oder der Mutter alle die Kinder ihren Theil schon erhalten haben, so haben Alle gleiches Recht auf die Erbschaft, und wenn eins davon schon gestorben ist, so geht sein Recht auf seine Kinder über.

Wenn ein Onkel, das heisst, sowohl ein Vaters-, als ein Mutterbruder, ohne Testament stirbt, so erben gleich alle seine Neffen und Nichten, die verheiratheten sowohl als die un-

verheiratheten. Wenn aber der Verstorbene noch Aeltern und Geschwister hat, oder auch, wenn das Vermögen noch nicht bestimmt ist, so sollen nicht so viel Erbtheile werden, als Neffen und Nichten da sind, sondern diese sollen nach Stämmen erben (*καὶ ἀπονομὴν κατὰ τὰ πρόσωπα τῶν γονέων τοῦς*).

Wenn das Vermögen eines Verstorbenen unbestimmt oder auch bestimmt ist, so fällt es an die Verwandten, und zwar so, dass die lebenden Verwandten und gleichfalls die Kinder ihres verstorbenen Bruders oder eines Verwandten gleiche Rechte mit den ebenfalls hingeschiedenen Verwandten haben, diese Letzteren aber anstatt ihres Vaters oder ihrer Mutter erben sollen.

Die rechten Neffen und Nichten (d. h. Bruder- und Schwesterkinder) erben gleich mit den Geschwistern, aber so, dass sie den ihren Aeltern zukommenden Theil erhalten.

Alles, was Jemand aus eigenem Erwerb besitzt, hat dieser das Recht, in seinem Testament, wenn er will, zuzudenken, zu schenken, oder als Mitgift auszugeben.

Ueber die Erbschaft, die Jemand ohne besondere Bestimmung erhalten, kann dieser nach Gutdünken schalten und walten.

Die unverheiratheten und nicht abgefundenen Kinder, die ihren Aeltern etwas gegeben,

oder Schulden ihrer Aeltern bezahlt haben, können nach dem Tode derselben deswegen nichts verlangen.

Wenn eines von beiden Aeltern seinem Kinde etwas hinterlässt, unter der Bedingung, dass es eine bestimmte Summe ausgeben oder für das Heil der Seele des Verstorbenen sorgen soll, ohne es ihm als volles Eigenthum zu bestimmen, so kann dieses Kind, wenn es will, dasjenige, was es für genannte Sache ausgegeben, wieder verlangen, und das Uebrige den Verwandten zurückgeben.

K a p i t e l III.

*Ueber die Sachen, die einer geistlichen Anstalt
geschenkt oder geweiht werden.*

Die Sachen, die den Kirchen oder Klöstern geweiht werden sollen, müssen wegen grösserer Gültigkeit mit der Genehmigung des Bischofs oder des Erzbischofs und durch einen auf der Kanzlei ausgefertigten Akt übertragen werden.

Die Weihungs- oder Schenkungsakten haben grössere Kraft und Gültigkeit als der Kaufschein, vorausgesetzt, dass kein Dolus obwaltet. Die Verwandten und die Nachbarn haben kein Recht auf die geweihten Sachen.

Wenn bewegliche oder unbewegliche Sachen schriftlich einer geistlichen Anstalt unter einer

gewissen Bedingung zugeschlagen werden, und diese Bedingung nicht erfüllt worden ist, so hat auch diese keine Gültigkeit.

Wenn jemand ein Testament macht, wodurch er nach seinem Tode Einem eine Erbschaft zudenkt, und er selbst dieses Testament später widerruft, so hat dasselbe keine Gültigkeit mehr.

Wenn Jemand Einem Etwas bestimmt, und der Beschenkte früher stirbt, so bleibt es wieder in der Gewalt des Schenkers, wenn dieser es dem Beschenkten nicht schon durch eine schriftliche Akte übertragen hatte.

Wenn die Schwiegertochter ohne Kinder oder ohne Testament stirbt, so werden die Geschenke, die ihr gemacht wurden, nicht von Jemanden geerbt, sondern für das Heil ihrer Seele verwendet.

Alles, was der Mann seiner Frau geschenkt, fällt nach ihrem Tode wieder dem Manne oder auch seinen Erben zu; nur die Kleider, die der Mann seiner Frau gegeben, werden für das Heil ihrer Seele verwendet.

Wenn die Frau zu einer zweiten Ehe schreitet, so werden die ihr von ihrem verstorbenen Manne oder seinen Verwandten gemachten Geschenke seinen Kindern, wenn er solche hat, oder, wenn keine Kinder da sind, seinen Verwandten zurückgegeben. Bleibt aber die Frau

der Ehre ihres verstorbenen Ehegatten treu, ¹⁾ da bleiben auch die genannten Geschenke in ihrer Gewalt.

Kapitel IV.

Ueber die Mitgift betreffende Kontrakte. (προικοσύμφωνα.)

Dieser Kontrakt hat solche Kraft und Gültigkeit, dass er nicht einmal von dem Dotirenden annullirt werden kann.

Alles, was der Frau als Mitgift gegeben wird, kann ihr nicht entzogen werden, wenn sie keine Kinder hat, das heisst es ist eisenköpfig, sondern es bleibt sogar nach ihrem Tode in der Gewalt des Mannes, so lange er seiner verstorbenen Gattin treu bleibt. Dasselbe gilt auch von der Frau.

Die Frau kann sich nichts, so lange ihr Mann lebt, weder durch ihre eigene Mühe und Arbeit, noch durch Kauf erwerben, sondern Alles gehört dem Manne, es sey denn, dass der Mann ihr Etwas von dem Erwerb seiner Arbeit geben wollte.

Wenn Eines von beiden Aeltern seine Kinder ausgestattet hat, so können diese von Rechtswegen nichts mehr verlangen, als was er ihnen gegeben.

Die Bedingungen, denen die Aeltern die

1) Das heisst, wenn sie Wittwe bleibt.

Ehekontrakte ihrer Kinder oder ihr eigenes Testament unterworfen haben, behalten ihre Gültigkeit, und die Kinder können sich nicht dagegen widersetzen.

Wenn ein Kind mit einer rechtmässigen Sache dotirt ist, und diese ihm wieder entzogen wird, so hat es nicht das Recht, dieselbe Sache von seinen Aeltern zurückzuverlangen, sondern erhält nur das Kaufgeld.

Wenn einem Kinde eine Sache gegeben wird, die von dem Geber der Dos an einen Gläubiger verpfändet war, so hat dieser das Recht, die nämliche Sache zu verlangen, bis zur gänzlichen Bezahlung der Schuld, und das nur, wenn der Vater oder die Mutter keine andere Sache besitzt. Wenn er aber im Stande ist, auch auf andere Weise seine Schuld zu decken, so bleibt das Kind im ungestörten Besitz der als Mitgift gegebenen Sache. Sollte aber derselbe keine Sachen haben, um dadurch seine Schuld abzutragen; dann verlangt der Gläubiger von demselben Kinde die Bezahlung der Schuld, und zwar innerhalb einer Frist von 6 Monaten nach der Hochzeit. Wenn dagegen diese Frist vorüber ist, ohne dass der Gläubiger inzwischen seine Forderung gemacht, so bleibt das Kind ungestört im Besitze der Sache.

Wenn Jemand in dem Testament schreibt, dass er sich etwas für seine Lebzeiten als Alterstheil vorbehält, so kann er, wenn eine

gesetzliche Nothwendigkeit da ist, ein Drittel davon verbrauchen oder verpfänden, im Falle nämlich, dass er keine andere Sache besitzt. Was aber davon unverbraucht oder schuldenfrei (das heisst unverpfändet) bleibt, geht nach dem Tode des Dotirenden auf den Dotirten über.

Wenn ein Vater ein *Alterstheil* aus dem Vermögen seiner Frau seinem Kinde zudenkt, und er später, nachdem seine Frau gestorben, zu einer zweiten Ehe schreitet, so fällt der *Alterstheil* an das Kind, welchem es zugeschrieben ist, zurück, weil der Mann der ehgattlichen Ehre nicht treu geblieben ist; aus demselben Grunde werden ihm alle Sachen seiner verstorbenen Frau entzogen.

Alterstheil (*γερουτομύρια*) heisst nicht nur das, was der Schenker sich selbst zugedacht, sondern auch anderen Leuten.

Damit ein Vater ein Kind von dem *Brudertheile* enterben könne, muss er einen gesetzlichen Grund haben, und ihn im Testament angeben.

Die Inventarien, die vor dem Ehekontrakt gemacht werden, haben dieselbe und gleiche Kraft mit dem Ehekontrakt, was die darin enthaltenen Conditionen betrifft.

Wenn man in der Absicht, später einen Ehekontrakt zu machen, Inventarien veranstaltete, die keine Bedingung enthalten, und darauf kin-

kinderlos bleibt, ehe noch der Ehekontrakt gemacht worden ist, so fallen die darin enthaltenen Sachen an die Verwandten zurück, nachdem mit Billigkeit, nach einem der Quantität der Mitgift angemessenen Verhältnisse ein Theil abgesondert worden ist, um für das Heil der genannten Kinderlosen verwendet zu werden.

Wenn ein Vater sein Kind ausstattet, und neben dem, was er ihm gibt, auch das hinzufügt, was das Kind selbst erworben hat, so soll er, wenn das Kind seine Zustimmung gibt, alles gleich bedingen. Wenn aber das Kind nicht will, dass sein Erwerb bedingt werden soll, so bleibt es unbestimmt nach dem Willen des Kindes.

Wenn ein Vater sein Kind ausstattet, und es kinderlos bleibt, so hat der Vater das Recht, das Geschenke demselben frei zu überlassen, oder dasselbe einem anderen nach Gutdünken zu bestimmen.

Kapitel V.

Vom Testament.

Damit das Testament gültig und unangefochten sey, muss es vom Kanzler oder vom Testator selbst oder von einem anderen achtungswürdigen Mann geschrieben und von glaubwürdigen Zeugen mit unterschrieben werden.

Wenn Jemand die Zeit nicht gehabt hat, über sein Vermögen schriftlich zu verfügen und

sterbend seinem Beichtvater mündlich erklärt, was aus seinem Vermögen werden soll, so muss der Beichtvater zuvor glaubwürdige Zeugen dazu ziehen, damit diese Erklärung gültig sey; sonst hat das Zeugniß des Beichtvaters keine Kraft.

Wenn Jemand ohne Testament stirbt, so müssen seine Verwandten und Erben einen Theil für die Seele des Verstorbenen, und zwar nach Verhältniß des hinterlassenen Vermögens bestimmen.

Wenn die Frau ohne Testament stirbt, so behält ihr Mann das Vermögen der verstorbenen, so lange er ihr treu bleibt, und kann es ihren gemeinschaftlichen Kindern bestimmen.

Wenn der Mann sterbend Schulden hinterlässt, so kann die Frau die Sachen ihres Ehegatten verkaufen, entweder um seine Schulden dadurch zu bezahlen, oder um ihre Kinder zu unterhalten.

Jedermann darf über die Sachen, die er eigenthümlich besitzt, nach Gutdünken verfügen, nur diejenigen ausgenommen, die man ihm mit Bedingungen als Mitgift gegeben.

Wenn ein Ehepaar kinderlos bleibt, und in Noth kommt, so wird zuerst das Vermögen des Mannes angegriffen, dann das der Frau. Sollte dieses Letztere der Bedingung unterworfen seyn, dass es an die Verwandten zurückfallen muss, so

wird es doch angegriffen, wenn ein gesetzliches Bedürfniss da ist.

K a p i t e l VI.

Von den Rechten.

Wenn Jemand ein Recht auf eine Sache hat, und es binnen 15 Jahren nicht geltend macht, so verliert er dieses Recht, wenn die Sache eine weltliche ist; ist sie aber eine geistliche, so geht sein Recht erst nach 30 Jahren unter.

Wenn Jemand 15 Jahre hindurch eine Sache besitzt, ohne dass sie von Jemanden verlangt wird, und erst nach diesem Zeitraum jemand sich zeigt, der sie zurückverlangt, so hat dieser kein Recht mehr, wenn auch sein Recht darauf begründet wäre.

Wenn der Besitz einer Sache 15 Jahre hindurch unangefochten bleibt, so ist er künftig unbestreitbar.

Wer aus Bosheit einem ohne Gesetz und Recht schadet, und ihn ungerechter und falscher Weise vor das Kaiserliche Gericht oder vor den Kadi laden und ihm Schaden und Strafe verursachen würde, soll, wenn er bekannt wird, verpflichtet werden, den zugefügten Schaden dem Beeinträchtigten zu ersetzen, und zu gleicher Zeit von jedem gerechten Gericht als ein Uebelthäter und Verräther für seine Bosheit verdienter Mäßen bestraft werden.

Die Geistlichen sollen sich² nicht in die Streitigkeiten der Gemeinde mischen und den weltlichen Versammlungen beiwohnen; es sei denn, dass es eine dringende Nothwendigkeit fordert, dass sie eigends eingeladen werden.

K a p i t e l VII.

Ueber den Tausch oder das Antigium.

Der Tausch hat mehr Kraft als der Kauf.

Damit der Tausch unumstösslich sei, sollen die unbeweglichen Sachen ebenfalls gegen unbewegliche vertauscht werden, und wenn der Preis der einen Sache durch den der anderen nicht vollkommen aufgewogen wird, so kann dann der Vertauschende noch eine Summe dazu geben zur gänzlichen Bezahlung der vertauschten Sache.

Beim Tausch haben die Verwandten und die Nachbarn kein Recht, es sei denn, dass dolus dabei stattgefunden hätte.

Der Tausch, der mit dolus geschehen, und zwar in der Absicht, dem Verwandten oder dem Nachbar das ihm zustehende Recht zu nehmen, ist ungültig, wenn die Sache entdeckt wird.

Die geistlichen oder die Kloster-Sachen können an jedermann durch Tausch veräussert werden, aber immer mit Zustimmung des Prälaten oder des Abtes.

K a p i t e l VIII.

Ueber die Lagen und Gränzen.

Das Recht ist verschieden von spanzio. Manchmal gehört das Recht einem, und das spanzio einem anderen. Bei den Häusern und Teehäusern, sowohl denen, die am Rande, als denjenigen, die seitwärts gelegen sind, hat man darauf kein spanzio und kein Recht, wenn der oberhalb liegende Platz einem andern gehört.

Der Nachbar eines Hauses darf nicht Raum gewinnen dadurch, dass er die Grundlagen des Nebenhauses beschädigt.

Wenn ein Haus an der öffentlichen Strasse liegt, und Gefahr läuft, zu fallen, und dadurch die Strasse zu beschädigen, so ist der Eigenthümer verpflichtet, dasselbe entweder auszubessern oder es der Gemeinde zu übergeben.

Wenn das unterhalb liegende Haus baufällig ist, und um seinetwillen auch das oberhalb liegende in Gefahr schwebt, so kann der Eigenthümer dieses letzteren gegen seinen Nachbar protestiren, damit er sein Haus entweder ausbessern oder ihm räumen soll. Dasselbe gilt für die seitwärtsliegenden Nachbarhäuser.

Keiner soll können Weinstöcke oder andere Bäume pflanzen über Häusern und Cisternen, in sofern diesen ein Schaden dadurch geschieht.

Niemand darf die öffentlichen Strassen durch Bauten sehr verengen, sondern jeder soll mit

Behutsamkeit verfahren, damit die Strassen breit genug bleiben.

Wenn jemand Steine oder Erde in den Strassen auswirft, soll er sie gleich reinigen, oder wenn aus Baunothwendigkeit dieses Auswerfen geschehen muss, so soll er wenigstens unverzüglich suchen, dass die Strasse gereinigt und in vorigen Zustand gesetzt werde.

Wenn ein Acker oder ein Weingarten an der öffentlichen Strasse liegt, so kann der Eigenthümer keinen Durchweg durch die oberhalb, unterhalb oder seitwärts liegenden Nachbársgrundstücke verlangen.

Die Eigenthümer der schon bestehenden Windmühlen können verlangen, dass ihre Nachbarn kein Haus bauen und keinen Baum pflanzen sollen, wodurch der Wind abgeschnitten werden könnte.

Wer spanzio hat, hat auch Wind, das heisst, er kann ein Haus bauen und ein Fenster öffnen, aber mit Berücksichtigung der daraus entstehenden Folgen, worüber die Primaten nach der Gerechtigkeit (Billigkeit) und der Unbeschädlichkeit der streitenden Theile entscheiden sollen.

Die steilen Orte und die Berge sind respublicae und niemand hat ein besonderes Recht darauf.

Wenn jemand an einem steilen Orte wohnt, so darf er niemanden abhalten, Steine darin zu brechen, oder den Weg hierdurch erschweren,

wenn kein anderer Durchweg möglich ist, auch soll der Steinbruch ohne Schaden für die benachbarten Häuser geschehen.

K a p i t e l IX.

U e b e r d i e S c h u l d e n.

Die Kinder sind nicht verpflichtet für die Schulden ihrer Aeltern zu stehen, wenn sie es nicht versprochen, oder wenn sie keine Erbschaft von diesen ihren Aeltern angetreten haben. Auch die Frau ist nicht verpflichtet, für die Schulden ihres Mannes zu haften, wenn sie im Schuldschein oder dem Kadernon nicht mitversprochen hat. Wenn aber der Mann an den Häusern der Frau oder an ihren übrigen Besitzungen allgemein bekannte Kosten gemacht, die sich auf eine höhere Summe belaufen, als die Besitzungen selbst werth sind, so ist die Frau verpflichtet, diese Kosten den Gläubigern ihres Mannes zu bezahlen.

So lange die Kinder das gesetzliche Alter nicht erreicht haben, können sie nicht Bürgschaft für die Schulden ihrer Aeltern leisten.

Der Mann ist verpflichtet, die Schulden zu bezahlen, die seine Frau bei seiner Abwesenheit für gesetzmässige Ausgaben des Hauses gemacht hat. Stirbt aber der Mann, so müssen sie aus seinem Vermögen bezahlt werden. Für die Schulden, welche die Hauskinder gemacht ha-

ben, haften die Aeltern nicht, wenn sie nicht gerade sich dazu verpflichtet haben.

Die Schulden, welche eine Frau nach dem Tode ihres Mannes für die Erhaltung ihrer Kinder macht, sind aus dem Vermögen des Mannes zu bezahlen.

Die Landschuldscheine werden den Seeschuldscheinen, und die Schulden des Kadernon denen der Sak vorgezogen.

Wenn jemand stirbt und Schulden hinterlässt, so wird zuerst aus seinem Vermögen die Bezahlung des Arztes und der Leute, die dem Verstorbenen dienten, abgezogen, und was noch übrig bleibt, wird unter die Gläubiger vertheilt.

Bei den Seeschulden werden diejenigen unter den Gläubigern vorgezogen, die ihr Geld für Waaren der allerletzten Fahrt geliehen haben, und deren Waaren sich noch vorfinden.

Die Schuldscheine, die mit der erforderlichen Sicherheit auf unserer Insel aufgestellt sind, werden den im Auslande ausgestellten vorgezogen, und sollen aus dem in unserem Lande befindlichen Vermögen des Schuldners vor den übrigen getilgt werden.

Wenn die Gläubiger sich einstimmig des Vermögens des Schuldners bemächtigen, um sich damit bezahlt zu machen, so hat diese Besitznahme die ganze Kraft eines vollkommenen Kaufes, und die Verwandten sowohl

als die N a c h b a r n haben auf genanntes Vermögen kein Recht, es sei denn, dass sie die Schulden jenes binnen einem Monat vollständig bezahlen würden.

Wenn eine verpfändete Sache anders, als durch öffentliche Versteigerung veräußert wird, so haben die Gläubiger das Recht es zurückzunehmen, sobald sie davon benachrichtigt worden sind. Wenn die unverheiratheten und noch nicht abgefundenen Kinder Schulden von ihren Aeltern bezahlt haben, so können sie später nicht verlangen, dass sie dafür von ihren Aeltern oder dem Vermögen derselben entschädigt werden sollen.

K a p i t e l X.

U e b e r d i e P f ä n d e r.

Wenn jemand, um Geld aufzunehmen, Wein- gärten oder Aecker zum Pfand gibt, und in einem Zeitraum von 15 Jahren weder das Verpfändete zurückfordert, noch seine Schuld abträgt, so soll dann das Pfand in der Gewalt des Gläubigers (für immer) bleiben.

Wenn jemand, um Geld aufzunehmen, Häuser, Wohnungen oder Magazine verpfändet, und in einem Zeitraum von 10 Jahren weder das Verpfändete zurückverlangt, noch seine Schuld nebst den Zinsen bezahlt, so bleibt das Pfand in der Gewalt des Gläubigers.

Wenn jemand, mittelst Verpfändung von Gold, Silber, Kleidern oder auch ähnlichen

Sachen, Geld aufnimmt, und in einem Zeitraume von 5 Jahren diese Sachen nicht zurückverlangt, indem er zugleich seine Schuld nebst den Zinsen bezahlt, so bleiben die Pfänder in der Gewalt des Gläubigers.

Wenn die oben angezeigte Zeit vorüber ist, und inzwischen der Schuldner seine Schuld nicht abgetragen und seine Pfänder nicht zurückverlangt hat, dann soll der Gläubiger das Recht haben, das Pfand schätzen zu lassen, oder zu verkaufen, den Ueberschuss jenem Schuldner zurückzustellen, und wenn dieser es nicht annehmen will, bei der Kanzlei niederzulegen, wornach er nun ungestört (*ἀνενοχλητος*) bleibt.

K a p i t e l X I.

U e b e r d i e W a a r e n.

Wenn vom Auslande verschiedene Waren, Proviant oder auch Gegenstände des Handels nach unserem Lande kommen, so soll kein Kaufmann oder Inhaber eines Kaufladens hingehen, und die Waaren im Grosen (*en gros*) ankaufen dürfen, sondern es soll zuerst 3 Tage hindurch an das arme Volk verkauft werden, und erst nach dieser Zeit ist einem jeden erlaubt; die genannte Waare zum Behufe seines eigenen Handels zu kaufen. Wenn aber jemand es wagt, vor den 3 Tagen einen Theil davon zu nehmen und ihn wieder zu verkaufen, so soll er dafür bestraft

werden, und wer bei einem solchen Wiederverkäufer etwas von der nämlichen Waare kauft, der soll es ihm so bezahlen, wie es im Hafen bezahlt wurde.

Das sind die von Alters hergebrachten Gewohnheiten unserer mehrerwähnten Insel Santorin, nach welchen sich auch künftig jeder (nämlich Gros und Klein, Richtender und Gerichteter) zu richten hat, damit die Ruhe und die Ungestörtheit unseres Vaterlandes im Ganzen sowohl als im Einzelnen erhalten werde.

Deswegen haben hierbei unsere Bischöfe, der griechische sowohl als der katholische, auch unsere gemeinschaftlichen Kanzler, und die Primaten jedes Castells diese Gewohnheiten bestätigt, und zur allgemeinen Bekanntmachung das Siegel unserer Gemeinde darauf gedruckt.

(L. S.)

Gabriel, Erzbischof von Santorin.
Die Primaten der Burg.
Nicolaos Langadas.
Nicolaos Sigalas.
Georg Langadas.
Peter Dacoronia.
Angelettos Langadas.
Constantin Denaxos.
Georg Gavallas.
Peter Gavallas.
Johann Langadas.
Nicolaos Gavallas.
Anton Gavallas.

Peter (katholischer) Bischof zu Santorin.
Die lateinischen Primaten.
Anton Delentas.
Wilhelm Dacoronias.
Wilhelm Darzentas.
Lazar Alpis.
Nicolaos Alpis.
Joseph Detzigalas.
Anghelos Sigalas.
Lucas Dacoronias.
Nicolaos Delentas.
Der Deputirte der Lateiner.

Angelettos Sigalas.

Anton Langadas.

Der Deputirte der Burg.

Die Griechischen Primaten der Festung.

Georg Tzanes.

Marinos Gisis.

Marcos Denarxas.

Marinos Barbarigos. ²⁾

Johann Roussos.

Anton Nomicos.

Jacob Sorotos.

Anton Barbarigos.

**Die Primaten der Ep-
no - Meria. ³⁾**

Peris Platis.

Nicolaos Sigalas.

Michel Lamgadas.

Andreas Platis.

Johann Manolessos.

Anton Alaphousos.

Tzanettos Saris.

Demetrios Alaphousos.

Anton Saris.

Marcos Dacoronias.

Georg Venieris.

Marcos Sigalas.

Deputirter der Ep-ano-Meria.

**Johann Belonia, Kanz-
ler.**

**Auch folgende sind
Griechen der Festung.**

Nicolaos Gavellas.

Gerasinos Metaxas.

Anastasios Balsamakis.

Johann Nomicos.

Christodoulos Mathas.

Der Deputirte der Griechen.

**Die Primaten von Em-
porion.**

Hatzi Costas Drosos.

Matthias Mavrommatis.

Marcos Sprigos.

Nicolaos Scorditis.

Anghelos Caramolengos.

Johann Argyros.

Hatzi Manolios Drosos.

**Anton Lamgadas, Kanz-
ler.**

2) Diese und ähnliche Namen sind offenbar die Namen Venezianischer Familien, welche aus den Zeiten der Venezianischen Herrschaft her noch in Griechenland an-
sässig sind.

3) Das heisst des oberen Theils der Insel.

Vierter Titel.

Von dem Zustande der christlichen Kirche. ⁴⁾

Erstes Kapitel. *Griechische Kirche.*

I. Ordination und Investitur der Geistlichen.

§. 146.

Nach der Einnahme von Constantinopel durch die Türken ward jedes Mittel versucht, den Uebertritt zum Islamism zu befördern, und viele Griechen, sogar von der edelsten Abkunft, wurden aus Eigennutz zum Abfall verleitet. Dennoch liess der stolze Sieger Muhamed II. aus den bereits erwähnten politischen Gründen (§. 3.) und gemäss den Gesetzen des Islams ⁵⁾, den Griechen die Religion ihrer Väter, und somit auch ihre Patriarchen, Metropolitens, Erzbischöfe,

4) Die hier über die Griechische und Lateinische Kirche mitgetheilten Bemerkungen beruhen auf in Griechenland selbst eingezogenen Erkundigungen, mit wenigen Ausnahmen, wo ich sodann meine Quellen angeführt habe. Einige Notizen finden sich auch von einem ungenannten Bischof im *Courier de la Grèce* vom December 1829 bis zum Februar 1830 Nr. 4—6. Und nach diesem in Fr. Thiersch, II. p. 178 ff. Vrgl. ferner Rizo, *hist. de la Grèce* p. 30 — 47. Derselbe, *cours de littérature grecque moderne* p. 173 — 175. Pouqueville, *voyage etc.* IV. p. 446 — 462. C. Fr. Stäudlin, *kirchliche Geographie und Statistik*. Tübingen 1804. II. p. 586 bis 610, 634, 635, 637, wo es jedoch manches zu berichtigen und hinzuzufügen gibt. Tournefort, I. p. 139 — 211.

5) M. d'Ohsson, *tableau gen. de l'Empire Othomane*. Paris 1820. III. p. 44. *Les sujets non Musulmans ne doivent pas*

Bischöfe, Priester bis herab zum Thürhüter. Er gestattete der Griechischen Kirche zu gleicher Zeit die Wahl und Ordination ihrer Geistlichen, wie diese hergebracht war. ⁶⁾ Doch durfte vor erhaltener Grosherrlicher Bestätigung kein Patriarch, Metropolit, Erzbischof oder Bischof sein Amt antreten. Diese ward ertheilt durch einen Bestätigungsbrief, durch einen sogenannten Berat oder Barath, wovon sich für Bischöfe eine Formel bei Heineccius, ⁷⁾ für Patriarchen aber eine solche vom 30ten Juni 1789 bei M. von Ohsson ⁸⁾ vorfindet. In dem Berat pflegten alle Rechte und Verbindlichkeiten des Patriarchen, Metropoliten und Bischofs ge-

être gênés dans l'exercice de leur culte; il ne leur est cependant pas permis d'élever de nouveaux temples.

C. A cet égard, on doit observer ces paroles sacrées: il n'est permis de construire chez nous ni synagogues, ni églises, ni temples nouveaux, mais bien de réparer les anciens, et de les rebâtir, pourvu que ce soit sur le même sol. On ne doit même employer que la même terre, les mêmes pierres, et mêmes matériaux. Vrgl. noch *ibid.* p. 46 und 52. Erst im Frieden von Kutschuk Kainardge im Jahre 1774 wurde zu Gunsten der Griechen die Erlaubniss, ihre alten Kirchen ohne alle Beschränkung repariren, und neue erbauen zu dürfen, stipulirt, von der Pforte selbst aber diese Stipulation nicht weiter beobachtet. M. d'Ohsson *l. c.* p. 445. Vrgl. 52..

6) M. d'Ohsson, III. p. 49, 50 und 51. Martin Crusius, *Turco Graeciae libri*. Basil. 1584 pag. 131 ff.

7) Heineccius, *Abbildung der alten und neuen Griechischen Kirche*, Leipzig 1711, Th. II. cap. 8 p. 386 — 388. Vrgl. noch M. d'Ohsson, III. p. 51 und 54.

8) M. d'Ohsson, III. p. 48 — 55.

nau aufgezählt zu werden. Derselbe gab namentlich auch die Befugniss, die ihnen von den Griechen schuldigen Emolumente beizutreiben u. drgl. m. ⁹⁾ Dieser Berat musste indessen durch Erlegung einer im Voraus bestimmten sehr bedeutenden Geldsumme erkaufte werden.

Nach erhaltenem Berat geschah die Einsetzung der Metropolitens, Erzbischöfe und Bischöfe durch den Patriarchen. Die Investitur des Patriarchen zu Constantinopel dagegen durch den Sultan selbst mittelst Uebergabe des Bestätigungsbriefes, des Patriarchenstabs, des violet blauen Patriarchenhuts, der schwarzen Kappe, des Mantels, des geblümten Unterrocks und eines weissen Pferdes. ¹⁰⁾

Nur scheinbar war jedoch der Geistlichkeit die Wahl ihrer Patriarchen und Bischöfe überlassen worden. In der That ernannte sie der jedesmalige Sultan oder der Grosvezier für eine gewisse Geldsumme, ¹¹⁾ und entliess sie nach Gutdünken wieder ihres hohen Amtes. ¹²⁾ Wie viele

9) d'Ohsson, l. c. Pouqueville, voyage dans la Grèce, II. p. 98.

10) Heineccius, Th. II. cap. 8 pag. 386, Th. III. cap. 1 p. 50.

11) Tournefort, Reise nach der Levante, I. p. 141 — 144.

12) Bei dergleichen Entsetzungen eines Patriarchen ward jedoch, wenn auch nicht immer, doch in der Regel, die Form eingehalten, nämlich die Synode, zur Entsetzung ihres Patriarchen, durch mancherlei Mittel vermocht, oder der Patriarch selbst zur Renunciation gezwungen. Eine solche Entsetzungs-

Patriarchen und Bischöfe wurden nicht in früheren und späteren Zeiten ohne weiteres entsetzt, verbannt oder sogar enthauptet? ¹³⁾ Wer erinnert sich nicht noch der schauderhaften Hinrichtung des würdigen Patriarchen Gregorius mit dem Erzbischof Eugen und 80 anderen Bischöfen und Exarchen beim Beginne des Griechischen Freiheitskampfes?!

•
II. P a t r i a r c h e n.

§. 147.

Neben dem Patriarchen von Constantinopel blieben noch aus früheren Zeiten her die Patriarchen von Alexandrien, Antiochien und von Jerusalem. Auch der Erzbischof von Cyprien und der Erzbischof (eigentlich Abt mit dem erzbischöflichen Titel) des auf dem Berge Sinai gelegenen Klosters, waren dem Patriarchen von Constantinopel nicht unterworfen. Dennoch gebührte dem Patriarchen von Constantinopel unter allen diesen Patriarchen und Erzbischöfen der Primat. Er allein führte den Titel öku-

formel aus dem 16ten Jahrhundert findet sich bei Martin Crusius, *Turco Graeciae libri* p. 170—174. S. auch *Courier de la Grèce*, ¹/₁₃ Jänner 1830 Nr. 5, p. 3.

13) M. d'Ohsson, III. p. 47 und 49. Hobhouse, *a journey through Albania etc.* II. p. 534. Von Hammer, *Gesch. des Osman. R.*, an verschiedenen Stellen, z. B. VI. p. 15, VIII. p. 154.

menischer (allgemeiner) Patriarch, und hatte sogar den Titel eines Pascha's von drei Rossschweifen.

Ausser jenen Patriarchen und Erzbischöfen, welche unabhängig vom Patriarchen in Constantinopel gewesen sind und manche Privilegien genossen haben, ¹⁴⁾ führte aber auch noch der Metropolit der Kirche zu Moscow, und der Metropolit zu Acrida in Bulgarien den Titel eines Patriarchen. Diese beiden jedoch nur als bloßen Titel.

Der Patriarch von Constantinopel war nämlich in früheren Zeiten, mit wenigen Ausnahmen, nicht blos das Haupt der Griechischen Kirche im Türkischen Reiche, sondern auch noch in der Moldau und Walachei, in Bulgarien, in Klein-Russland oder im Russischen Polen, so wie im unermesslichen Reiche der Moscovitischen Czare.

Schon im Jahre 1595 kam es jedoch im Lande der Reussen zur Spaltung. Viele vereinigten sich damals mit der Römischen Kirche. Andere, welche man die unirten Griechen zu nennen pflegt, erkennen den Pabst zwar als

14) Der Erzbischof von Cypern war z. B. im Besitze des grossen Vorrechtes, mit scharlach rothen Buchstaben unterzeichnen zu dürfen. — Der Patriarch in Constantinopel selbst pflegte die Synodal-Rescripte mit einer silbernen Feder, oder mit einem Persischen Rohr (*calamus orientalis*) zu unterzeichnen. S. Pouqueville, voyage. IV. p. 356.

Oberhaupt, und das Tridentinische Concilium als Glaubensnorm an, behielten aber im Uebrigen die Gebräuche der Griechischen Kirche bei. Alle anderen Griechen blieben treu der Religion ihrer Väter, und daher auch dem Patriarchen von Constantinopel. Daher kommt es, dass noch bei der im Jahre 1642 zu Constantinopel gehaltenen Synode fünf Reussische Bischöfe zugegen waren, von denen der Erste, Peter Mogilas, sich Erzbischof, Metropolitan zu Kiow und Halicz und in ganz Reussen, Exarch des heiligen Apostolischen Stuhls Constantinopel schrieb. ¹⁵⁾

Und auch diese Abhängigkeit schwand späterhin, seit der gänzlichen Unabhängigkeit der Russischen Kirche vom Patriarchen in Constantinopel.

Nämlich auch die Russische Kirche stand bis ins 16te Jahrhundert unter dem Patriarchen von Constantinopel, welcher den Metropolitens von Russland, der gleichfalls den Titel eines Patriarchen führen durfte, zu ernennen hatte.

Als aber der im Jahre 1589 von dem Patriarchen Jeremias zu Constantinopel ernannte Patriarch von Moscow, Namens Jakob, sich herausgenommen hatte, den damaligen Czar zu bestrafen, so wurde derselbe in's Gefängniss ge-

15) Heineccius, Th. I. cap. 2. p. 44.

worfen, und von nun an der Moscovitische Patriarch von der Russischen Geistlichkeit unter dem Einflusse des Czars erwählt. ¹⁶⁾

Dennoch wurde noch nicht ganz mit dem Patriarchen von Constantinopel gebrochen. Die Czare pflegten demselben vielmehr jährlich ein Geschenk von 500 Ducaten zu übersenden. Bei zweifelhaften Glaubenssachen und Kirchengebräuchen suchten die Moscovitischen Patriarchen selbst in Constantinopel Rath und Belehrung; zuletzt noch im Jahre 1655 über 37 von ihnen an den dortigen Patriarchen gestellte Fragen. ¹⁷⁾

Dieser Zustand der Dinge dauerte bis zu Peter dem Großen. Nachdem nämlich der Patriarch Hadrian gestorben war, blieb die patriarchalische Würde 20 Jahre lang unbesetzt, und ward sodann, da die religiöse Verehrung für sie sich mittlerweile vermindert hatte, ganz abgeschafft. Statt des Patriarchen wurde im Jahre 1721 eine heilige Synode eingesetzt, bestehend aus einem Präsidenten, zwei Vicepräsidenten, vier Räthen, vier Beisitzern und einem obersten Prokurator. ¹⁸⁾ Dieser Synode sind jedoch bei weitem nicht alle Rechte des früheren

16) Heineccius, Th. I. pag. 44.

17) Heineccius, Th. I. cap. 2. p. 44 und 45.

18) King, die Gebräuche und Ceremonien der Griechischen Kirche in Russland. Aus dem Englischen übersetzt. Riga 1773. gr. 4. p. 397, 398, 410 und 411.

Patriarchen eingeräumt, sondern vielmehr mit dem Czar selbst getheilt worden. Namentlich sollte die Synode von dem Czar völlig abhängig seyn, ¹⁹⁾ der oberste Prokurator eine verneinende Stimme in allen Angelegenheiten haben, ²⁰⁾ der Czar selbst sogar als das Haupt der Kirche betrachtet werden. Peter der Grose hat sogar in einem Anfälle von Heftigkeit einigen Mitgliedern der Synode, welche auf die Wiederbesetzung des Patriarchates drangen, sich auf die Brust schlagend, erklärt: „Hier ist euer Patriarch.“ ²¹⁾

§. 148.

Der Patriarch in Constantinopel steht an der Spitze der Griechischen Kirche seiner Diöces, wozu auch das heutige Königreich Griechenland gehörte. ²²⁾ Er ist der Präsident der ständigen

19) Der von den Mitgliedern der Synode zu leistende Eid lautet, wie folgt: *Je jure d'être fidèle et obéissant serviteur et sujet de mon naturel et véritable souverain..... Je reconnais qu'il est le juge suprême de ce collège spirituel.* P. Ch. Levesque, *histoire de la Russie*. 4e édit. revue par Malte - Brun et Depping. Paris 1812. V. pag. 89 f. *Statutum Canonicum Petri Magni*. Petropoli 1785 in 4. pag. 98. — *promittent, se fore fideles Regiae Majestati etc.* Vrgl. King a. a. O. p. 398.

20) King, p. 398. •

21) Levesque, a. a. O. p. 89 — 91. Vrgl. über die Griechisch-Russische Kirche auch nach Stäudlin, I. p. 268 — 289.

22) Der Patriarchen Titel ist bekanntlich von den Juden entlehnt. Diese nannten nämlich die Stammväter eines jeden Geschlechtes Häupter der Väter. Diesen Titel übersetzten

in Constantinopel versammelten heiligen Synode. Er hat die Oberaufsicht über sämtliche Metropolitnen, Erzbischöfe und Bischöfe seiner Diöces. Er hat das Recht, sie zu discipliniren und die Ordination derselben vorzunehmen. Er entscheidet, allein oder mit der Synode, die etwa in der Kirche entstandenen Streitigkeiten, und spricht den Kirchenbann aus. Ihm liegt ob die Handhabung der Kirchenzucht, die Abschaffung der etwa eingeschlichenen Missbräuche, so wie die Erhaltung der guten Ordnung in der Kirche. Zu gleicher Zeit ist derselbe der Protektor und Vertreter aller Griechen bei der Pforte, und sucht durch vernünftige und bescheidene Vorstellungen die ihnen drohende Gefahr abzuwenden. Sogar die Patriarchen von Alexandrien, Antiochien und Jerusalem pflegen sich zu dem Ende an den Patriarchen zu Constantinopel zu wenden.

Endlich ist derselbe auch noch berechtigt, heilig zu sprechen. Da indessen dazu nach den Gesetzen der Griechischen Kirche das Zeugniß von tausend Zeugen, welche das Mirakel selbst gesehen haben, gehört, so finden sich in der Griechischen Kirche nicht viele Beispiele einer solchen Canonisation. Der jedesmalige Patriarch

nun die 70 Dollmetscher ἄρχοντες πατριῶν oder πατριάρχας. So dass demnach Patriarch Haupt der Kirchenväter, oder Haupt der Kirche selbst bedeutet.

war zu gleicher Zeit Bischof des Bisthums Constantinopel, und hatte als solcher noch die Rechte eines jeden anderen Bischofs.

§. 149.

Der Patriarch hat eine Menge Officialen um sich, welche, wenn er selbst in der Kirche administrirt, um ihn den Chor bilden. ²³⁾

Den Chor zur Rechten bilden 15 Beamten. Die Wichtigsten derselben sind:

Der Gros-Logothetes oder Erzkanzler des patriarchalischen Thrones.

Der Gros-Oekonom (ὁ μέγας οἰκονόμος) hat hauptsächlich die Verwaltung der Kirchengüter und des Kirchenvermögens überhaupt.

Der Oberaufseher über die Mönchsklöster (ὁ μέγας σακελλάριος) hat die Mönchsklöster zu visitiren, ihr Einkommen zu sich zu nehmen und über die Aufführung der Mönche Bericht zu erstatten.

Der Oberaufseher über die Sakristei (ὁ μέγας σκευοφύλαξ) ist der Verwalter des Kirchengeräthes, welches beim Gottesdienst gebraucht wird.

Der Groskanzler (ὁ μέγας χαρτοφύλαξ) hat die Protokolle zu führen und die vorgebrachten Streitigkeiten zu schlichten.

Der Oberaufseher über die Non-

23) Heineccius, Th. III. cap. 1. p. 54 — 58.

nenklöster (ὁ σακελλίς) hat hinsichtlich der Nonnenklöster dieselben Verrichtungen, wie der Gros-Sakellarios bei den Mannsklöstern.

Dann folgt der Protonotar, der Kleideraufseher, der Siegelbewahrer, Schreiber bis herab zum Lehrer, der bei der Messe das Evangelium zu erklären hat.

Den Chor zur Linken bilden 17 verschiedene Beamten.

Der Vornehmste unter ihnen ist der Oberpriester (πρωτοπαπᾶς), dann der Kirchenvorsteher, Reisepriester, Vorsänger, bis zum Thürkürer und Lampenträger herab.

Diese geistlichen Würdeträger, Kleriker (κληρικοὶ) genannt, waren mit Ausnahme des Gros-Oekonomos, des Protopapas, des Sakellarios und des Sakelliou, schon seit der Einnahme Constantinopels durch die Türken, L a y e n aus den vornehmsten Familien der Hauptstadt. Daher war in früheren Zeiten das Wort Klerikos gleichbedeutend mit Adelig.

Diese weltlichen Kleriker nun schlugen in der Nähe des Patriarchen selbst ihre Wohnungen auf. Und da dieser neben der patriarchalischen Kirche an einer Pforte wohnte, welche seit den Byzantinischen Kaisern die Pforte des Phanars genannt worden ist (Πύλη τοῦ φαναρίου), so wurde nach und nach das ganze Quartier der Phanar, die daselbst wohnenden angesehenen

Kleriker – Familien aber Phanarioten genannt. ²⁴).

Diese weltlichen Kleriker besorgten alle weltlichen und geistlichen Angelegenheiten der Griechen in der Hauptstadt. Sie waren die Beisitzer, wenn der Patriarch zu Gericht sass, und wurden in früheren Zeiten wenigstens bei Wahlen und Entsetzungen von Patriarchen beigezogen. ²⁵) Nach und nach ist jedoch der Einfluss derselben in geistlichen Dingen bedeutend gesunken. Geblieben sind ihnen jedoch die von Alters hergebrachten Einkünfte, bestehend hauptsächlich in den jährlichen Abgaben mancher Griechischer Gemeinden und Klöster, die Rechte des Exarchates genannt.

§. 150.

Die heilige Synode in Constantinopel bestand in den letzten Zeiten aus 10 bis 12 Metropolitcn, deren Diöcesen der Hauptstadt am nächsten liegen, nämlich aus den Metropolitcn von Heraklea, Nikomedia, Cizycus, Calcedonia, Nicea, Cesarea, Larissa, Thessalonich, Andrianopel, Smyrna, Ephesus und Dereon. Acht

24) Rizo Néroulos, hist. de la Grèce, p. 44 — 46. Derselbe, cours de litt. p. 78 — 80, und 180 — 182. In späteren Zeiten pflegte man alle Griechen aus Constantinopel Phanarioten zu nennen. Vrgl. §. 171.

25) Rizo, hist. de la Grèce, p. 32, 45 und 46. Vrgl. auch Le Courier de la Grèce, ¹/₁₃, Jänner 1830, Nr. 5. p. 3.

von ihnen halten sich immer in Constantinopel auf. Sie werden insgemein die V o r n e h m s t e n (ἐγκριτοι) genannt, ihnen das Prädikat Ehrwürden beigelegt, und als heilige Alten (ἅγιοι γέροντοι) angeredet.

Von den weltlichen Klerikern hat heut zu Tage nur allein der Gros Logothetis zu dieser Synode Zutritt. Ausser ihm aber auch noch die sogenannten Archonten, d. h. die Griechen, welche bei der Osmanischen Regierung höhere Aemter bekleiden, und die angesehensten Groshändler.

Die heilige Synode hat die oberste Gerichtsbarkeit über den Klerus der morgenländischen Kirche, und ist die Appellinstanz für die von den Bischöfen gesprochenen Urtheile. Sie hat ferner den Patriarchen zu wählen und nöthigenfalls auch wieder zu entsetzen. Sie hat die Metropoliten, Erzbischöfe und Bischöfe zu ernennen. Sie hat endlich die geistlichen Abgaben, insbesondere auch die sogenannten Hofschulden zu reguliren und zu vertheilen, und in allen geistlichen Angelegenheiten den Patriarchen zu berathen. Zum Vollzuge der meisten Synodalbeschlüsse ist jedoch ein Grosherrlicher Berat oder Firman nothwendig.

Ausser dieser allgemeinen Synode steht dem Patriarchen, wie es bei jedem Bischof der Fall seyn sollte, auch noch ein besonderes, aus

den geistlichen Würdeträgern und den Notablen seiner eigenen Diöces bestehende Synode zur Seite. Derselbe hat die Gerichtsbarkeit über alle in der Diöcese befindlichen Griechen, und zu dem Ende jede Woche zwei öffentliche Gerichtssitzungen zu halten, so wie alle auf das Bisthum von Constantinopel Bezug habenden Geschäfte zu besorgen.

Auch diese Diöcesansynode wird vom Patriarchen selbst präsidirt, bei dessen Verhinderung aber von einem Protosynkellos.

§. 151.

Die Einkünfte des Patriarchen sind sehr bedeutend. Sie bestehen in den Erbschaften der Erzbischöfe und Bischöfe, so wie der unverheiratheten Priester und Mönche. In den oft sehr reichen Legaten. In den Ordinationsgebühren der Metropolit, Erzbischöfe und Bischöfe. In den Bezügen von der Geistlichkeit, so wie von den Hochzeiten, Beerdigungen u. s. w. in seiner Eigenschaft als Bischof von Constantinopel. In den jährlichen Steuern sämmtlicher Bischöfe der patriarchalischen Diöces. Endlich in der alle drei Jahre von jeder Griechischen Familie zu erhebenden Abgabe. — Alle diese Einkünfte werden in die sogenannte Allgemeine Kasse eingeworfen. Da diese Kasse grose Ressourcen besass, so hatte sie auch grosen Credit. Viele Griechen und Türken placirten hier ihre Gelder,

oder machten hier, wenn sie bedrängt waren, Anlehen. Diese Kasse war daher ein Hauptgrund des der Griechischen Kirche von Seiten der Pforte ertheilten Schutzes.

Trotz dieses sehr bedeutenden Einkommens, mehrten sich die Schulden der patriarchalischen Kirche mit jedem Tage, hauptsächlich veranlasst durch die unerschwinglichen Abgaben an die hohe Pforte selbst.

Im Gegensatz der Privatschulden des Patriarchen nannte man diese, auf der patriarchalischen Hofhaltung haftenden, und jeden Nachfolger bindenden Schulden die Hofschulden. (τό κρέος ἀυλικόν.)

Um nun wenigstens die Zinsen dieser Hofschulden zu decken, musste jeder neu ernannte Bischof sich, neben den übrigen Abgaben, auch noch verbindlich machen, eine bestimmte Summe zu diesem Ende jährlich einzusenden. Ueber das Schuldbekenntniss musste derselbe einen sogenannten Hofschuldschein (αυλικὰ ὁμολογία) ausstellen, und von der versprochenen Summe jährlich die Zinsen bezahlen. Die Hofschuldscheine selbst gingen aber, wie Papiergeld, von einer Hand in die andere, und hatten sogar grossen Credit, da Griechen und Türken es vorzogen, auf diese Weise ihr Vermögen anzulegen, statt durch Ankauf von Immobilien die Augen einer habsüchtigen Regierung auf sich zu

ziehen. Weiß über eine Million Türkischer Piaster haftete von dieser Schuld, zur Zeit des Ausbruchs des Freiheitskampfes, auf den Bischöfen, welche die Diöcesen des heutigen Königreichs inne hatten.

III. Metropolen, Erzbischöfe und Bischöfe.

§. 152.

Wir besitzen noch jetzt ein von Nilus Doxopatrius verfertigtes Verzeichniss aller Metropolen, Erzbisthümer und Bisthümer aus dem 11ten Jahrhundert, und wieder ein anderes aus dem 17ten und 18ten Jahrhundert von Thomas Smith und von Paul Ricaut. ²⁶⁾

Ihre Anzahl wechselte sehr, war daher verschieden zu den verschiedenen Zeiten. In der zweiten Hälfte des 17ten Jahrhunderts z. B. gab es in Morea nur vier Metropolen, namentlich in Korinth, Patras, Nauplia und Mistra. ²⁷⁾ Später neun Metropolen. ²⁸⁾

Nach eingezogenen Erkundigungen war der Bestand der im heutigen Griechenland befindlichen Metropolen, Erzbisthümer und Bisthümer in den letzten Zeiten vor dem Freiheitskampfe folgender:

Im Peloponnes 10 Metropolen, näm-

26) Heineccius, Th. I. cap. 2. p. 31 — 43.

27) Spon et Wheler, voyage etc. II. p. 14.

28) Pouqueville, voyage, IV. p. 459 — 461.

lich Korinth, Monembasia, Lakedämon, Alt Patras, Tripolizza, Nauplia, Rhéontas und Pras-tos, Olénos oder Gastouni, Christianoupolis oder Arkadia, endlich Dimizzana. Desgleichen 10 Bisthümer, nämlich Damala, Androussa, Tzernata, Elos, Maina, Bresthena, Modon, Koron, Tzernizza und Akova.

Auf dem Griechischen Festlande fanden sich vor vier Metropolen, nämlich Athen, Theben, Lepanto und Neu Patras. Dann 6 Bisthümer, nämlich Talanti, Salona, Poudounizza, Lidoriki, Zeitouni und Arta.

Auf den Griechischen Inseln sechs Metropolen: Negropont, Aegina, Andros, Kea, Siphnos und Paros-Naxos (Paronaxia). Dann zwei Erzbisthümer: Tinos und Santorin. Endlich drei Bisthümer: Skyros, Karystos und Skopelos.

Also im Ganzen 20 Metropolen, 2 Erzbisthümer und 19 Bisthümer.

Die kirchliche Eintheilung war keinem bestimmten Verhältnisse unterworfen, und entsprach fast nirgends der politischen Eintheilung. Perachora z. B. in der Provinz Megaris gehörte zur Metropolitankirche von Korinth; Kalamata zur Metropolitankirche von Monembasia. Während der Metropolitan von Kea nur noch Kythnos unter sich hatte, wurden von dem Metropoliten von Siphnos zwölf Kykladen geistlich verwaltet. Das Bisthum Arta erstreckte sich von dieser

Stadt bis nach Naupaktos hin. Und der Metropolit von Lakedämon endlich übte im Bezirke Akova, in der Provinz Karytäna, sogar die Rechte eines Exarchen.

§. 153.

Die Bischöfe, Erzbischöfe und Metropoliten hatten das Kirchenregiment in ihrer Diöcese zu führen. Sie hatten daher die Aufsicht über die Kirche und über das Lehramt. Dann die Ernennung und Ordination der Priester. Endlich die geistliche Gerichtsbarkeit.

Ausserdem sollten die Metropoliten und Erzbischöfe die Oberaufsicht über die Bischöfe ihrer Diöces führen. Da jedoch die meisten Metropoliten und Erzbischöfe keine Bischöfe unter sich hatten, und auch die Bischöfe, deren Diöces in irgend einer Metropolitan- oder Erzbischöflichen Diöces lagen, sich nicht viel um ihre Oberen zu bekümmern pflegten, so hatten die Metropoliten und Erzbischöfe vor den Bischöfen ausser dem Titel und Rang weiter nichts voraus. Daher war schon der im Anfange des Freiheitskampfes hingerichtete Patriarch Gregorius darauf bedacht, alle Prälaten einander gleich, und direct unter den patriarchalischen Stuhl zu stellen.

So wie der Patriarch, so sollte auch jeder Metropolit, Erzbischof und Bischof seine Offi-

cialen haben. ²⁹⁾ Allein in den letzten Zeiten war keine einzige bischöfliche Kirche im heutigen Griechenland mehr im Stande, mit solchem Pompe aufzutreten.

Doch kam fast allenthalben ein Oekonomos, ein Sakellarios, ein Kanzler und, wo es Nonnenklöster gab, auch ein Sakelliou vor.

Besonders wichtig war das Amt des bischöflichen Kanzlers, da er neben den Protokollen in kirchlichen Angelegenheiten, auch noch die Testamente und anderen weltlichen Urkunden zu redigiren hatte.

Diese geistlichen Würdeträger bildeten gemeinschaftlich mit den Primaten und Notablen des Landes eine Synode, welche die geistlichen Angelegenheiten der Diöcese zu besorgen, und die an sie gebrachten Civilstreitigkeiten zu entscheiden hatte.

Diese Synode war daher für die Diöcese, was die heilige Synode in Constantinopel für die ganze morgenländische Kirche gewesen ist.

Der Bischof war der Präsident dieser Synode, in seiner Abwesenheit oder Verhinderung aber ein Protosynkellos.

§. 154.

Die Einkünfte der Metropolitane, Erzbischöfe und Bischöfe hatten sehr verschiedenartige Quel-

29) Heineccius, Th. III. cap. 1. pag. 54 — 58.

len. Jede Kathedralkirche hatte nämlich ein mehr oder weniger großes Einkommen von Kirchengütern. Die Kirche von Korinth z. B. ein jährliches Einkommen von etwa 1500 Spanischen Thalern (Kolonaten, der Kolonat zu 6 Drachmen). Die Kirche von Lakedämon hat etwa 800. Die von Christianoupolis etwa 800. Die von Santorin blos an Wein etwa 1000 Spanische Thaler.

Dergleichen Einkünfte gehörten von Rechtswegen dem Bischof.

Ein viel bedeutenderes Einkommen bildeten nun aber die Casualien der Bischöfe, welche man die bischöflichen Rechte zu nennen pflegte. Unter diesem Titel erhob jeder Bischof jährlich folgende Revenüen: Von jedem Dorfe seiner Diöcese für eine von Rechtswegen zu haltende Messe 50 bis 60 Türkische Piaster und einen Widder; für Seelenmessen, Prothesis genannt, 10 bis 50 Piaster; für Seelenmessen, Sarantalitourgon genannt, 50, 100 bis 200 Türkische Piaster. Zur Zeit von Capodistria sollen in einem solchen Falle einmal sogar 2000 Piaster erhoben worden seyn.

Bei Erbfällen bezog der Bischof nach vielen Gewohnheitsrechten sogar den dritten Theil des ganzen Nachlasses, um auch dafür Seelenmessen zu lesen. (§. 423 — 426.)

Dazu kamen noch viele Messen, wozu sie

aus freiem Antriebe der Gläubigen eingeladen wurden, und wofür sie sich stets nach Willkühr bezahlen liessen.

Unter dem Vorwande, die Erlaubniss zum Heirathen zu geben, bezogen sie von der 1sten Ehe 5, 10 bis 15 Türkische Piaster; von der 2ten Ehe 25 bis 50; von der 3ten Ehe 50, 100 bis 200.

Fanden sie irgend einen Verhinderungsgrund, wegen Verwandtschaft u. s. w., so verlangten sie für die Dispens, was sie wollten, zuweilen sogar ganz enorme Summen.

Ausserdem bezogen sie auch noch für die Einsegnung der Ehe 15 bis 30 T. Piaster. Eben so viel für eine jede Taufe. Für die Begleitung einer Leiche 15 Piaster. Für jede Ehescheidung nach Willkühr.

Ausserdem nahmen sie jährlich von jeder Griechischen Familie 10 Para's in Geld, und dazu noch in Natur ein bestimmtes Maas Korn, Oel, Wein, Seide und andere Produkte.

Jedes Jahr pflegten die Bischöfe zwei Collecten für sich anstellen zu lassen, eine auf Ostern, und die andere auf das Fest der Erscheinung Christi (Epiphania) am 6ten Jänner. Auf einigen Griechischen Inseln zogen, am Feste der Epiphania, die Bischöfe von Haus zu Haus, um mit geweihtem Wasser die Häuser einzusegnen. Diese Einsegnung allein pflegte dem Erzbischof von Santorin 4000 T. Piaster einzutragen.

Die bisher aufgezählten Casualien wurden bloß von den Pfarrkindern erhoben. Ausserdem wurde aber auch noch von der Geistlichkeit der Diöcese selbst eine sehr bedeutende Revenue bezogen.

Jeder Priester musste seinem neuen Bischof ein Geschenk in Geld, *Philotimon* genannt, machen, bestehend in einem vorher bestimmten Goldstücke, oder wenigstens in einem Spanischen Thaler. Dazu noch hatte derselbe auf Epiphanie ein Geschenk in Geld, und auf Ostern ein Lamm zu geben.

Für das Recht sein Amt in seinem Pfarrsprengel ausüben zu dürfen, welches man *Batiki* zu nennen pflegte, für jede Griechische Familie wenigstens 20 Para's. — Auf den Griechischen Inseln gibt es viele Kirchen, welche Privateigenthum (§. 159) sind. Für dergleichen Kirchen brauchte der Priester kein *Batiki* zu bezahlen. War jedoch der Priester nicht selbst Eigenthümer der Kirche, so musste er eine kleine Abgabe an den Eigenthümer geben.

Als Vorsteher der Kirche sind die Bischöfe berechtigt, die Priester und übrigen Geistlichen zur Strafe von ihrem Amte zu suspendiren, und sie wieder von dieser Strafe zu absolviren. Auch diese Absolution geschah für Geld und war in den Händen der Bischöfe ein Mittel, um sehr viel Geld zu erpressen.

Für die Ordination eines jeden Priesters pflegten sie nach Willkühr 100 bis 500 Türkische Piaster zu nehmen. Waren diese verheirathet, so beehrten sie dafür gewöhnlich eine noch weit grössere, zuweilen sogar ganz exorbitante, Summe.

Auch von den in ihrer Diöcese befindlichen Klöstern bezogen die Bischöfe sehr bedeutende Summen. Diese Klöster waren von zweierlei Art. Die Einen standen unter der Aufsicht der Diöcesanbischöfe und hiessen Evoriaka (εὐοριακά). Sie pflegten jedes Jahr besteuert zu werden. Die Anderen, Stavropigia (Σταυροπήγια) genannt, standen direkt unter der Patriarchalischen Kirche in Constantinopel. Sie brauchten dem Bischof, in dessen Diöcese sie lagen, nur einmal, bei dessen Ernennung ein Philotimon zu reichen.

Um alle diese Casualien zu erheben, und zu gleicher Zeit ihren Pfarrkindern den christlichen Segen zu spenden, pflegten die Bischöfe jedes Jahr eine Rundreise in ihrer Diöcese zu machen. Zumal die erste Rundreise eines neu eingesetzten Bischofes pflegte sehr ergiebig zu seyn. Ihr Ertrag belief sich nicht selten auf das Doppelte des jährlichen Einkommens.

Nach dem Ertrag dieser Casualien können die Bisthümer in 4 Klassen eingetheilt werden. Die erste Klasse mit einem Einkommen von ungefähr 80,000 Türkischen Piastern. Die zweite Klasse von 60,000. Die dritte Klasse von 40,000.

Die vierte Klasse von 25,000. Und hiebei sind erst die aus dem Grundbesitz eines jeden Bisthums gezogenen Revenuen noch nicht mitbegriffen.

IV. Priester und übrige Geistliche.

§. 155:

Zu der Geistlichkeit gehörten noch die Priester, Diakonen, Unterdiakonen, Anagnosten, Sänger und Thürhüter.

Die Priester haben die Messe zu lesen, zu predigen, Beichte zu hören, zu copuliren, zu taufen, das Krankenöl zu reichen und die übrigen Sacramente zu administriren; mit einziger Ausnahme der Priesterweihe, welche zu den Amtsverrichtungen der Bischöfe gehört.

Die Diakonen dienen dem Priester während der Messe mit Räuchern, Beten und anderen ähnlichen Verrichtungen. Insbesondere haben sie während der Messe das Evangelium zu lesen.

Die Unterdiakonen, Hypodiakonen (*ὑποδιάκονοι*), oder auch zuweilen noch von Alters her *ὑπηρέται* genannt, haben den Kirchenornat und die heiligen Geräthe auf dem Altar zu besorgen, die Lichter anzustecken und dergl. mehr.

Die Leser, Vorleser oder Anagnosten (*ἀναγνώσται*) lesen die Psalmen und Evangelien

in der Kirche vor, was während der Messe die Diakonen zu thun haben. Bei der Unwissenheit der Geistlichkeit stand der Titel Anagnostis sehr hoch, und wurde öfters sogar dem Taufnamen vorgezogen.

Die S ä n g e r (*ψάλται κανονικοὶ*) oder V o r s ä n g e r singen die Psalmen und Lobgesänge in der Kirche vor.

Die T h ü r h ü t e r endlich (*θυρωροὶ* oder *πυλωροὶ*, oder *ὁστιάριοι*), welche ursprünglich an der Thür stehen und die Ungläubigen von dem Eintritt abhalten sollten, versehen das Amt eines Küsters, und tragen bei der Procession in der Messe die Wachskerzen voran. Daher werden sie auch Fackelträger (*λαμπαδάριοι*) genannt.

§. 156.

Nach der Ordination durch den Bischof gilt der P r i e s t e r als geistlicher Vater seiner Gemeinde und wird deshalb auch von seinen Pfarrkindern insgemein Vater (*πάπας*) genannt.

Er soll ausser einer besonderen Tracht, welche Heineccius sehr gut beschrieben hat ³⁰⁾, einen Bart und einen Stock tragen. Den Bart, einentheils als besondere Zierde, indem die Griechen von jeher viel auf den Schmuck der Haare gehalten haben und noch halten, anderentheils

30) Heineccius, Th. III. cap. 1. pag. 61—65.

zum Unterschiede von den Lateinischen Priestern. Den Stab aber wahrscheinlich deswegen, weil die Priester nach den alten Kirchengesetzen beim Gottesdienste stehen mussten, also einer Stütze bedurften. Daher kommt es, dass auch noch die heutigen Priester- und Bischofstäbe der Griechen zwar grose, übrigens aber ganz einfache, Stäbe sind, welche mit den Hirtenstäben der katholischen Geistlichkeit auch nicht die aller entfernteste Aehnlichkeit haben.

§. 157.

Wie schon früher bemerkt worden, ist der Cölibat den Priestern nicht gebothen, das Schreiten zur Ehe jedoch in mancher Beziehung beschränkt.

Seitdem nämlich das Mönchsleben zu gröser Achtung gelangt war, was im Orient schon seit dem vierten Jahrhundert der Fall gewesen ist, wählte man gewöhnlich die Bischöfe aus jenem Stande. Eine Sitte, die sich bis auf den heutigen Tag noch erhalten hat.

Alle übrigen Priester, Diakone, Subdiakone und andere Geistlichen durften aber verheirathet seyn, und sind es grosentheils noch bis auf die jetzige Stunde. Man nennt die Frauen der Priester — der Papas — *παπαδιάς*, und die Frauen der Diakonen Diakonissen (*διακονίσσας* oder *διαρίσας*). Nur verlangt die Kirche, dass die

Geistlichen zur Ehe schreiten, ehe sie die Ordination erhalten. Wollte ein schon ordinirter Geistlicher heirathen, so unterliegt derselbe der geistlichen Disciplin. Sollte aber einem verheiratheten Priester späterhin seine Frau sterben, so kann er zwar wieder zur zweiten Ehe schreiten, allein die Sakramente darf er dann nicht mehr administrieren. Wollte endlich ein verwittweter Diakon oder Subdiakon zur zweiten Ehe schreiten, so soll er zwar im Amte bleiben, allein nicht mehr zu einer höheren Stelle befördert werden. ³¹⁾

Noch im heutigen Griechenland sind fast alle Priester auf dem Lande verheirathet. Sie sind insgemein fleissiger als die unverheiratheten Priester, und stehen bei ihren Pfarrkindern in grösserem Ansehen. Auch die Kirche gibt ihnen bei Anstellungen den Vorzug, und der vor Kurzem abgesetzte Patriarch Constantios in Constantinopel gab sogar der Griechischen Regierung den Rath, im Interesse der Kirche selbst, keine anderen als verheirathete Priester zuzulassen.

Sie tragen, zum Unterschiede von den unverheiratheten Priestern, niedere, oben ganz runde Mützen.

31) Heineccius, Th. II. cap. 8. pag. 388 — 390. Vrgl. noch Tournefort, I. p. 148 und 149.

§. 158.

Das Einkommen der Priester ist verschieden in den verschiedenen Provinzen. Manche Kirchen haben nämlich Grundbesitz, andere nicht. Eine bedeutende Einnahme gewährt allen Kirchen der darin regelmässig vorgenommene Verkauf von Kerzen. Die Hauptrevenueu sind jedoch allenthalben die Casualien für ihre Amtsverrichtungen. Aber auch diese sind wieder durch die jedesmalige Ortssitte verschieden bestimmt, verschieden nach der Art, Zeit und Quantität der Gabe.

In den meisten Orten pflegen die Priester zu erheben: für die Einsegnung einer Ehe 3, 5 bis 10 Türkische Piaster. Für eine Taufe 3 bis 5 Piaster. Für eine Beerdigung gleichfalls 3 bis 5. Für die Seelenmessen, welche man Sarantali-tourgon zu nennen pflegt, 6 bis 10 Piaster. Auch für andere Messen muss bezahlt werden. Desgleichen für Gebete für Kranke. Eben so für den Haghiasmos oder für die jeden Monat vorzunehmende Weihung des Wassers. (*ὁ ἁγιασμός.*)

Ausserdem ist es allgemein verbreitete Sitte, dass von jeder Familie an Sonnabenden, so wie an den grossen Festtagen dem Priester ein Brod dargebracht wird. Ferner pflegen 4 bis 5 Mal im Jahre an den grossen Festtagen in der Kirche Collecten für die Geistlichen veranstaltet zu werden. Endlich wird auch in den Häusern collec-

tirt, und von jeder Familie Oehl, Wein, Korn, Seide und andere Produkte genommen. Zu diesem Allem kommen noch die nur zu ergiebigen Excommunicationsgelder (§. 231.)

Von den so eben erwähnten Collecten für die Ortsgeistlichen durchaus verschieden sind die Collecten zur Erbauung und Unterhaltung der Kirchen und öffentlichen Anstalten. Sie werden gleichfalls an Sonn- und Festtagen vorgenommen, und pflegen, bei dem Wohlthätigkeitssinne der Griechen, gewöhnlich sehr ergiebig zu seyn.

§. 159.

Die Griechischen Pfarrgemeinden waren nie fest bestimmt. Eben so wenig waren es die Pfarrerstellen und die Anzahl der Pfarrer selbst. Daher hatten viele Dörfer gar keine Priester, andere dagegen wieder den größten Ueberfluss.

In Morea z. B. und auf dem Griechischen Festlande bildeten sehr häufig 7, oft sogar nur 3 Häuser ein Dorf, hatten daher eine Kirche und bedurften eines Priesters. Da nun aber weniger als 50 Familien einen Priester nicht wohl ernähren können, so blieben die meisten Kirchen ohne Dienst und entbehrten der geistlichen Fürsorge eines Priesters.

Auf den Griechischen Inseln dagegen, zumal auf Andros, war noch bis in die allerletzten Zeiten großer Ueberfluss. Es soll nämlich auf

den Inseln des Aegäischen Meeres innerhalb des heutigen Königreiches, bei einer Griechischen Bevölkerung von etwa 17,000 Familien, 502 Kirchen und 630 Priester gegeben haben. Demnach wäre auf je 26 bis 27 Familien ein Priester gekommen. Ein Hauptgrund dieser zahllosen Menge von Kirchen ist in den größern Freiheiten der Inseln zu suchen. Die Insulaner waren nämlich hinsichtlich der Erbauung und Reparatur ihrer Kirchen nicht so beschränkt, wie dieses in den übrigen Theilen des Reiches der Fall war (§. 3, 146).³²⁾ Diese Freiheit benutzten sie nun, um nicht allein in den Städten und Dörfern Kirchen zu bauen, sondern auch noch auf den Feldern eine zahllose Menge von sogenannten Feldkirchen. Auf der kleinen Insel S k y r o s z. B. fanden sich in der Mitte des 18ten Jahrhunderts 365 solcher Feldkapellen.³³⁾ Auch im Peloponnes und auf dem Griechischen Festlande findet man indessen sehr viele Kapellen. Denn der Griechische Priester entschliesst sich nicht leicht, in der Kirche eines Anderen eine Messe zu lesen. Er würde dieses für eine

32) Pouqueville, voyage dans la Grèce etc. IV. p. 371. Um das Verboth, neue Kirchen zu erbauen, zu umgehen, haben die Griechen sehr häufig ihre Kirchen in Höhlen verlegt. Daher fand man schon im 17. Jahrhundert in den Höhlen des Taygetus und anderswo Kirchen. Vrf. de la Guilletiere. Lacedemone ancienne et nouvelle. p. 76 u. 77. Und heute noch findet man viele Kirchen in solchen Höhlen, z. B. in der berühmten Lerneischen Höhle, eine Stunde von Argos.

33) Choiseul Gouffier, I. p. 78.

der von geschickten Handen kamen. — 41 —
zu einem andern Kloster. — 42 —
aus verschiedenen Klöstern von Mönchen.

Es waren Priester abgeworfen, als ein
der von Hunsdörfer, seine Klöster nachhelfen
dem Wittenberg zu stehen. Diese Seite war
zuletzt auf den Inseln sehr verbreitet. Der K-
geschickter pflegte seinen, sehr häufig wenig
wenig, selbst der Priester zu sein, diese Kapel
auf seine mündlichen Nachkommen zu vererben
(S. 45), von denen gewöhnlich der Nachbarn
auch in der Priesterwürde nachfolgte (S. 154).

V. Klöster

— 154 —

Die Mönche in der Türkei befolgten von je
her nur zweierlei Regeln. Die Mönche auf der
Berge Sinai und Libanon, so wie an einigen an-
deren Orten, die Regeln des heiligen Antonin.
Die Mönche im heutigen Griechenland dagegen
die Regel des heiligen Basilus.

Die letzteren sind wieder von dreierlei Art.
Die Einen führen ein gemeinschaftliches Leben
im Kloster. Sie heissen Mönche (zocro, ζουζο).
Andere führen kein gemeinschaftliches Kloster-
leben, sondern wohnen auf ihre eigene Kosten
entweder in einem Kloster oder in einem andern

24) Vgl. Tournesort, I. p. 164 u. 165.

Hause. Sie heissen **A n a c h o r e t e n**, ἀναχωρή-
ται oder ἰδιοῤῥιθμοί. Wieder andere endlich
leben an einsamen Orten, auf Bergen, in Höh-
len oder in kleinen Hütten. Sie heissen **E r e -**
miten oder ἀσκήται.

Der eigentlichen M ö n c h e gab es von jeher
im heutigen Griechenland sehr viele. Die Mön-
che eines Klosters stehen unter einem Abt (ἡγούμε-
νος), den man zuweilen auch Archimandrit
(ἀρχιμανδρίτης) nennt. Die Aebte pflegten in den
letzten Zeiten weder durch Wahl der Mönche,
noch mit Erlaubniss des Bischofes, noch auch
nur mit Vorwissen der Regierung ernannt zu
werden. Vielmehr pflegte der erste beste Mönch,
wenn er sich nur des Schutzes des Primaten der
Provinz zu erfreuen hatte, der übrigens nicht
schwer zu erkaufen war, sich eigenmächtiger
Weise an die Spitze des Klosters zu stellen, und
die Einkünfte des Klosters zu seinem eigenen
Nutzen zu verwenden. —

Unter den Mönchen gibt es **P r i e s t e r**,
ἱερομόναχοι oder καλογῆροι (das heisst heilige,
ehrliche, alte Leute) genannt. Andere sind **D i a -**
k o n e, ἱεροδιάκονοι, oder heilige Diakone ge-
nannt. Alle übrigen heissen Mönche (μόναχοι)
ohne allen Beisatz.

Die **F r a u e n** hatten, wenige Klöster, z. B.
Hagios Stephanos bei Trikala u. a. ausgenom-

den ursprünglichen Einrichtungen und Gebräuchen ⁴⁰⁾ der christlichen Kirche treuer geblieben ist, als die Römisch-katholische Kirche, welche seit dem neunten Jahrhundert nach und nach den Bischof von Rom zum Oberhaupt der katholischen Christenheit erhoben hat.

Die Orientalische Kirche, welche gleichfalls, und zwar noch bis auf die jetzige Stunde, den Titel apostolisch-katholische Kirche führt, setzte sich gegen die Bestrebungen der Römisch-katholischen Kirche. Schon in den ersten Jahrhunderten des Christenthums waren wegen des Opferfestes, wegen des Primates und wegen des Bilderdienstes ⁴¹⁾ Streitigkeiten entstanden. Zumal aber seit dem 9ten und 10ten Jahrhundert war es zwischen der Römisch-katholischen und der Griechisch-katholischen Kirche zu einem wüthenden Kampfe

40) Dahin gehört z. B. das sogenannte Kolyva Opfer (*κόλυβων προσφορά*), welches 9 Tage nach der Leiche zur Erinnerung an die Auferstehung der Todten von den Griechen gefeiert zu werden pflegt, nach den Worten von Christus im Evangelium. S. Johannis, 12, 24. Die Kolyva (*κόλυβα*) besteht in einer grossen Schüssel mit gekochten Waizenkörnern, geschälten Mandeln, Rosinen, Granatäpfeln, Sesam und Brasilienkraut. Diese Kolyva wird nebst zwei Flaschen Wein und zwei Körben mit Früchten auf das Grab gesetzt, und dann von dem Papas ein Todtenamt gehalten. S. Tournefort, I, p. 193 u. 194. Vrgl. auch §. 405.

41) Fr. Christ. Schlosser, Geschichte der bilderstürmenden Kaiser des Oströmischen Reichs. Frankfurt a. M. 1812. p. 158 ff.

gekommen, welcher im 11ten Jahrhundert zur völligen Trennung beider Kirchen geführt hat.

Zwar bediente sich der Römische Hof sehr geschickt auch noch der Kreuzzüge, um mittelst ihrer wenigstens den Versuch zu machen, eine Wiedervereinigung zu Stande zu bringen. Ja bis ins 15te Jahrhundert fehlte es nicht an öfters, zuletzt noch zu Florenz, wiederholten Unionsversuchen. Doch vergebens! — Die Griechen und Lateiner, wie man die Römisch-Katholischen im Gegensatz der Griechischen Katholiken zu nennen pflegt, hassten und verfolgten sich gegenseitig mit noch weit größerem Eifer, als die Christen die Juden.

Das einzige Resultat dieser, Jahrhunderte hindurch dauernden, Bestrebungen war die Errichtung mehrerer Lateinischen (Römisch-katholischen) Bisthümer und eines Erzbisthums in Rhodus. Sie waren bestimmt für die Franken, Venezianer und anderen aus dem Occident gekommenen Familien, welche sich in jenen Gegenden niedergelassen hatten. Sie wurden errichtet zuerst unter dem Schutze der Johanniter Ritter, später aber unter dem Schutze der Französischen Könige.

Seitdem keine Hoffnung mehr bestand zur Wiedervereinigung der Griechischen Kirche mit der Römischen, suchten sich die beiderseitigen Bischöfe zu nähern. Sie besuchten einan-

der, und vermieden auf's Sorgfältigste jeden Conflict. Daher bestand zwischen Griechen und Lateinern ziemlich gute Harmonie bis zum Ausbruch des Griechischen Freiheitskampfes. Sogar gemischte Ehen zwischen Griechen und Lateinern waren nicht selten. Auch die Lateiner feierten mit Erlaubniss des Papstes ihre Feste nicht nach dem Gregorianischen, sondern mit den Griechen nach dem Julianischen Kalender. ⁴²⁾ Und viele Kirchen dienten den Griechen und Lateinern gemeinschaftlich zum Gottesdienst. In Tinos pflegte sogar zu gleicher Zeit und in derselben Kirche die Griechische und Lateinische Messe gelesen zu werden. Nachdem nämlich der Lateinische Diakonus die Epistel gesungen, so pflegte sie auch der Griechische Dignitar in Griechischer Sprache zu singen. Und wenn der Lateinische Diakonus das Evangelium gesungen, so sang es auch der Griechische Priester in Griechischer Sprache. ⁴³⁾ Nur in Santorin, wo in früheren Zeiten gleichfalls Griechen und Lateiner in einer Kirche die Messe gehört hatten, soll vor etwa 100 Jahren ein Griechischer Erzbischof, Namens Gabriel, in seinem religiösen Eifer die Lateiner wieder aus seiner Kathedral-

42) Die Erlaubniss dazu war zuerst von einem Adeligen aus Corfu für diese Insel in Rom sollicitirt, vom Papste aber für alle Lateinischen Kirchen im Orient gegeben worden. St. Sauer, voyage hist. litt. etc. I, p. 334 u. 335.

43) Tournefort. II, p. 71.

hirche vertrieben haben. Umgekehrt suchten aber auch die Lateiner in Santorin ihre Herrschaft auszudehnen, und sich in Griechische Kapellen einzudrängen, wie dieses von Choiseul Gouffier ⁴⁴⁾ bemerkt hat.

II. B i s t h ü m e r.

§. 163.

Nachdem im Jahre 1522 Rhodus durch die Türken erobert, und die Johanniter Ritter von der Insel vertrieben worden waren, verlegte man den erzbischöflichen Sitz von Rhodus nach Naxos. Seit jener Zeit blieb der Erzbischof von Naxos im ruhigen Besitze des Bisthums Naxos und Paros, zu gleicher Zeit war er aber auch noch Metropolitane aller Lateinischen Bisthümer im Ägäischen Meere. Solcher Bisthümer gab es vier, zu Syra, Tinos, Santorin und Chios. Nur die drei ersten gehören zum heutigen Königreich Griechenland.

Die Wahl der Bischöfe geschah gemeinschaftlich von dem französischen Hofe, als dem Protector der Lateinischen Kirche im Orient, mit der Römischen Curie; die Ordination aber von der Letzteren allein. Kein Bischof durfte jedoch sein Amt antreten, vor erlangter Grosherrlicher Investitur. Diese geschah, wie bei den Griechi-

44) Voyage de la Grèce, I, p. 43.

schen Bischöfen, mittelst Uebergabe des Berat's von Seiten des Sultans. Er musste, wie sich dieses von selbst versteht, gegen Erlegung einer gewissen Geldsumme, eingelöst werden. Das Formular eines solchen dem Lateinischen Bischof in Chios ertheilten Bestätigungsbriefes findet sich bei Heineccius. ⁴⁵⁾

Nichts desto weniger hatten in der Regel zwischen den Türkischen Behörden und den Lateinischen Bischöfen keine anderen Berührungen, als die der gewöhnlichen Höflichkeit statt. Denn die Bischöfe wurden, da sie unter Französischem Schutze standen, als Franzosen betrachtet, und besorgten daher jede officiële Korrespondenz mit einer Türkischen Behörde durch den Kanal der Französischen Agenten oder Consuln. In ausserordentlichen Fällen schritt die Pforte jedoch auch gegen die Lateinischen Bischöfe und Priester ein, bestrafte sie und entsetzte sie sogar ihres Amtes. Ein solches Beispiel der Entsetzung des Bischofs von Syra, und der Verbannung vieler Priester in der Mitte des 18ten Jahrhunderts, führt Choiseul Gouffier an. ⁴⁶⁾

Dagegen waren die Berührungen der Lateinischen Bischöfe mit der Römischen Curie direct und sehr enge. Die Kirchenzucht wurde ganz

45) Heineccius l.c. Th. II, c. 8, p. 386 — 388.

46) Choiseul Gouffier, voyage pittoresque de la Grèce. I, p. 48.

nach Römisch-katholischen Grundsätzen, also in letzter Instanz von dem Römischen Hofe gehandhabt. Vor die Kirche gebrachte Streitigkeiten, auch weltliche Streitigkeiten nicht ausgenommen, wurden in erster Instanz vor die Bischöfe, in zweiter vor den Erzbischof von Naxos, und in letzter Instanz vor den Pabst in Rom gebracht. (§. 70, 140.)

Wegen der Häufigkeit der vor die Kirche gebrachten Civilsachen hatte jeder Bischof seinen Kanzler. Derselbe pflegte auch weltliche Urkunden abzufassen, deren Rechtsgültigkeit von Niemand, weder von der Türkischen, noch von einer anderen Behörde bestritten worden ist.

Die Bischöfe genossen einen kleinen, von den Französischen Königen gereichten Gehalt. Ausserdem zogen sie in ihren Diöcesen die gewöhnlichen Casual-Gebühren, so wie die Einkünfte des Kirchenvermögens. Ziemlich beträchtlichen Grundbesitz hatte die erzbischöfliche Kirche zu Naxos, zumal aber die bischöfliche Kirche in Santorin.

Auch Kanonikate gab es, welche die Bischöfe zu vergeben hatten. Waren keine wirklichen Kanoniker vorhanden, so pflegten sie diese Pfründen an einfache Priester zu verleihen.

III. Klöster.

§. 164.

Auch an Römisch-katholischen Klöstern

war das heutige Griechenland schon zur Zeit der Türkischen Herrschaft nicht arm.

Naxos, — das im Alterthum, wie in der Geschichte des Mittelalters, gleich berühmte Naxos, — welches unter Anderem auch das Grab des berühmten Apostels der Kreuzzüge, Peters von Amiens, besitzt, hatte allein vier Klöster. Eines der Lazaristen nebst sehr bedeutendem, grosentheils von der französischen Krone, zum Theile aber auch von Privatleuten gegebenem, Grundbesitze. Ein Hospitz der Capuziner, ohne alles Grundeigenthum, dessen Mönche jedoch von Frankreich eine Pension beziehen. Ein Ursuliner Nonnenkloster mit einigem Grundbesitze. Endlich noch ein anderes Mannskloster, welches jedoch, weil es nicht hinreichende Revenuen zum Unterhalte der Mönche hatte, in späteren Zeiten von dem Erzbisthum eingezogen worden ist.

Syra besass zwei Klöster: ein Kapuziner- und ein Jesuitenkloster. Die Capuziner wurden von Frankreich, die Jesuiten von Rom aus unterstützt.

Desgleichen fanden sich zwei Klöster in **Santorin** vor. Ein Nonnenkloster von dem Orden der Dominikanerinnen, und ein ziemlich reich dotirtes Mannskloster der Lazaristen.

In **Tinos** endlich befand sich ein Jesuitenkloster.

Zur Zeit, als in Frankreich die Lazaristen

gewissermassen an die Stelle der Jesuiten getreten waren, machte man auch den Lazaristen in Griechenland die Zumuthung, die Missionen der Jesuiten in Syra und Tinos zu übernehmen. Da diese jedoch daselbst sehr arm gewesen sind, so haben sie es stets und hartnäckig verweigert.

F ü n f t e r T i t e l.

Von dem Zustande der Griechischen Schulen und der Griechischen Literatur. 47)

§. 165.

Seit dem 14ten und 15ten Jahrhundert flohen vor dem Todfeinde der Christenheit Griechische Gelehrten ins christliche Europa, und zündeten daselbst das längst erloschene Licht der Wissenschaften wieder an. Wer kennt nicht die Namen eines Barlaam und Leontius Pilatus, den Lehrer Petrarca's und Boccacio's, eines

47) Interessante Notizen über die Neu-Griechische Literatur. S. auch bei Hobhouse, a journey throug Albania etc. II, p. 540 — 583, 1054 — 1107. E. D. Clarke, travels etc. II, 2. p. 811 — 814. von Hammer, Gesch. des Osman. R., an verschiedenen Stellen, z. B. über Alexander und dessen Sohn Nikolaus Mavrokordatos. VII, p. 5, 6 u. 395. Fabricius, bibliotheca Graeca tom. XI. Leake, researches in Greece. London 1814. p. 77 — 96. Bei ihm auch noch sehr interessante Bemerkungen über die Neu-Griechische Sprache, Dialekte und Literatur, p. 1 ff., 52 ff., 97 ff., 196 ff.

Johann und Emanuel Chrysoloras, eines Johannes Argyropulos, eines Theodorus von Gaza, eines Bessarion, eines Kallistus, den Lehrer Reuchlin's, eines Andronicus, eines Demetrius Chalkokondylas, eines Johannes und Constantinus Laskaris und so vieler anderer mehr?!⁴⁸⁾

Im Griechischen Vaterlande dagegen ward es in den ersten Jahrhunderten nach der Einnahme Constantinopels durch die Türken dunkel, denn ein unwissendes Volk war von einem noch unwissenderen unterjocht worden.

Zwar findet man auch während dieser traurigen Zeit noch einzelne hell sehende Griechen — noch einzelne Gelehrte. Auch hatte sich im 16. Jahrhundert noch, wahrscheinlich veranlasst durch die nach Europa geflohenen Griechen selbst, einige Verbindung zwischen Griechenland mit Italien, zumal aber mit Deutschen Gelehrten erhalten. Unter Anderen mit Philipp Melanchton, Martin Crusius u. a. in Heidelberg und Tübingen (§. 6). Auf der Universität Tübingen suchten auch schon in jenen Zeiten, manche Griechen

48) Recht interessante Notizen über diese Zeit findet man in *Villemain, Lascaris, ou les Grecs du quinzième siècle*. Paris 1825. p. 1 — 143. Für das 16te Jahrhundert aber hauptsächlich in *Martinus Crusius, Turco-Graeciae libri octo*. Basileae. 1584 1. in fol. und in *Martinus Crusius, Germano-Graeciae libri sex*. Basileae. 1584. 1. in fol.

ihre Bildung. ⁴⁹⁾ In V e n e d i g bildeten sich Griechische Niederlassungen, welche fortwährend, wenigstens einige Verbindung mit dem Mutterlande unterhielten. Ebendasselbst liessen auch in dieser Zeit schon Griechische Gelehrte ihre Werke drucken. ⁵⁰⁾ Aehnliche Verbindungen mit den in Sicilien, Calabrien und anderen Theilen Italiens, im 16ten Jahrhundert in groser Menge vorhandenen, Griechen mögen noch eine Zeit lang bestanden, und das Besuchen der Italienischen Universitäten veranlasst haben. ⁵¹⁾ Auch hatten sich im Griechischen Mutterlande, im 16ten Jahrhundert noch, bei einigen Griechischen Kirchen und Klöstern, Schulen erhalten. Namentlich in Constantinopel und Chios. In Athen sogar eine Art von Schule des wechselseitigen Unterrichts. ⁵²⁾ Desgleichen haftete auf dem katholischen Kloster der Lazaristen in Naxos die Verbindlichkeit, eine Schule zu unterhalten. Allein in diesen Schulen wurde weiter nichts gelehrt, als was man in der Kirche bei der Messe gebrauchte, etwa die Psalter und noch irgend ein Gesang- oder Gebetbuch zu lesen. An einen wissenschaftlichen Unterricht selbst

49) Martinus Crusius, Turco-Graeciae libri. p. 248.

50) Martin. Crusius, Germano-Graeciae libri. p. 5 und 242.

51) Vrgl. Martin. Crusius, Turco Graeciae libri p. 538.

52) Villemain, Lascaris p. 199, 215, u. 263. Martin. Crusius, Turco graeciae libri p. 216.

ward von niemand gedacht. Wer hätte ihn auch ertheilen sollen? Etwa die unwissende Geistlichkeit selbst?! ⁵³⁾ Wer sich weiter unterrichten wollte, reiste nach Rom in das dortige Griechische Seminarium. Oder er besuchte eine Italienische Universität. Oder gar die Jesuiten zu Galata bei Constantinopel. Oder endlich eine der anderen seit dem Ende des 16ten Jahrhunderts in Smyrna, Naxos, Santorin, Thessalonich und an anderen Orten von katholischen Missionaren errichteten Schulen. ⁵⁴⁾

Die wenigen Gelehrten dieser Zeit waren hauptsächlich Aerzte und Philologen. ⁵⁵⁾

§. 166.

Erst im 17ten Jahrhundert begann es auch in der Heimath des Lichtes wieder zu tagen. ⁵⁶⁾

53) Ueber die Unwissenheit der Griechischen Geistlichen, die Mönche auf dem Berge Athos nicht ausgenommen. S. Villemain p. 208, 209 u. 223. Ueber den dürftigen Zustand der Bibliotheken auf dem Berge Athos. S. Dr. Hunt, an account of the monastic institutions and the libraries on the Holy Mountain bei R. Walpole, memoirs. p. 202 ff. Nur wenige Bischöfe, im 16ten Jahrhundert, unter Anderen der Bischof Arsenios in Monembasia, hatten einige Kenntnisse im Altgriechischen. S. Martin. Crusius, Germano-Graeciae libri etc. p. 5. Erst seit dem 17ten Jahrhundert findet man wieder unterrichtete Bischöfe, und in Kallinikos einen beredten Patriarchen. Villemain. p. 254 u. 263.)

54) Villemain p. 187, 287 — 289. Heineccius a. a. 0 Th. III. cap. 3. p. 142 u. 143. Martin. Crusius, Turco-Graeciae libri p. 205 u. 246.

55) Martin. Crusius, Turco graeciae libri p. 132 und 497 u. 489. Idem, Germano Graeciae etc. p. 5.

56) Auf den von den Venezianern längere Zeit besessenen

Die ersten Strahlen einer wiederkehrenden Sonne erkennt man in den Arbeiten der beiden Dragomanne Panajotakis und Alexander Mavrokordatos, und des Gelehrten Theophilos Corydaleus aus Athen. Doch der Hauptanstoss kam durch den neubelebten Handel. — Um die Mitte des 17ten Jahrhunderts nämlich errichteten mehrere Einwohner von Janina Handelsniederlassungen in Constantinopel, Venedig und Moscow. Noch häufiger wurden aber diese Handelsniederlassungen der Griechen seit dem 18ten Jahrhundert, zumal seit den Friedensschlüssen von Kutschuck Kainardge und Jassy. Durch den Handel entstanden Berührungen mit fremden Völkern, und dadurch das Bedürfniss der gröseren Bildung. Zu gleicher Zeit gab der Handel die für wissenschaftliche Anstalten unentbehrlichen Geldmittel.

Schon unter Muhamed IV., in der zweiten Hälfte des 17ten Jahrhunderts, errichtete ein

Inseln, wie z.B. in Candia, finden sich, wegen der daselbst zwischen Italienern und Griechen eingetretenen Mischung, auch unter den Griechen schon am Ende des 16ten und im Anfange des 17ten Jahrhunderts einige Spuren von geistiger Thätigkeit. S. Villemain p. 225 — 231. Noch weit mehr war dieses der Fall auf den Jonischen Inseln. Daselbst gab es im 16ten Jahrhundert einzelne Gelehrte, z. B. Antonius Eparchus und Alexius Rarturi. S. Martin. Crusius, Germano-Graeciae libri VI. Basil. 1584. p. 5. Und im 17ten Jahrhundert fanden sich daselbst schon viele Gelehrte und in Corfou eine gelehrte Akademie. Spon et Wheeler, voyage d'Italie, de Grèce etc. I, p. 95 ff., 116. Vrgl. auch §. 170 Note.

reicher Kaufmann, Manolakis, auf eigene Kosten die erste Lehranstalt im Phanar zu Constantinopel. Sie wird gerühmt und vom Fürsten Kantemiris eine Akademie genannt. Jokann Karyophilos, Skoevophylax, Antonios Sebastos, Alexander Mavrokordatos u. a. berühmte Männer waren hier Lehrer. Der berühmte Fürst Kantemiris, Theotokis, Jakovaky Rizo, Archyropoulos u. a. aber Schüler dieser hochgefeierten Anstalt. ⁵⁷⁾

Bald nachher, um das Jahr 1690, ward auf Kosten des Mano Giurma eine Hellenische Schule in Janina errichtet, welche unter mehreren berühmten Lehrern, sämmtlich aus Janina selbst, eine lange Reihe von Jahren hindurch in groser Blüthe stand. Der Erste war Bessarion Makris, dessen Grammatik noch vorhanden ist. Dann Georg Sugdures, welcher zuerst in Griechenland Logik lehrte. Ferner der Geistliche Anastasius Papa Basilion, der die Anfangsgründe der Geometrie vortrug. Und nach ihm einer der gelehrtesten Griechen seiner Zeit, Methodius Anthnakitus, welcher daselbst Mathematik lehrte.

Das Beispiel von Janina blieb nicht ohne Nachahmung. Im Jahre 1730 errichtete die thä-

57) Villemain, Lascaris p. 252 — 254. J. Rizo Néroulos, cours de litt. p. 31. Der Verfasser des zuletztgenannten Werkes ist der Sohn des obengenannten Jakovaky Rizo.

tige und reiche Zunft der Pelzhändler in Patmos⁵⁸⁾ eine Hellenische Schule. Gerasimos aus Candia, nach ihm aber seine Schüler Makarius, und nach diesem Daniel Keramnus, standen dieser Schule vor.

Auch in Athen wird schon im 17ten Jahrhundert einer Schule gedacht von Guilletiere, der zumal drei berühmte Griechische Schulen, ausser Athen zu Constantinopel und Sinope am schwarzen Meere erwähnt. Auch Philosophie soll in allen drei vorgetragen worden seyn.⁵⁹⁾

§. 167.

Einen neuen Anstoss gab gegen die Mitte des 18ten Jahrhunderts der Patriarch Samuel. Er zuerst stellte wieder Ordnung in der Griechischen Kirche her, ermunterte die Jugend zum Studium, veranlasste Uebersetzungen von neueren classischen Werken, und war selbst Schriftsteller. Leider sind aber seine im Manuscript vorhanden gewesenen Werke in den Stürmen der Griechischen Revolution zu Grunde gegangen.⁶⁰⁾

58) Im Kloster St. Johann zu Patmos befand sich auch eine Bibliothek mit Manuscripten. Edward Daniel Clarke, travels in various countries of Europe, Asia and Africa. II, 2. p. 344 — 352.

59) de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle. Paris 1676 p. 240.

60) Rizo, cours de litt. p. 31, 36 — 40, 175 u. 176.

der Neugriechischen Sprache. Es schrieb in ihr für alle Classen von Griechen leicht verständliche Bücher über Sprache, Sitte, über den Ruhm der alten Hellenen und andere Dinge mehr. Er übersetzte Beccaria über Verbrechen und Strafen, und andere Werke ins Neugriechische. ⁶¹⁾ Durch seine begeisterten Schriften entzückte und entzündete er das gesammte Griechische Volk. Er veranlasste die Errichtung von neuen Lehranstalten und von Bibliotheken. Die Abfassung von Zeitschriften, Wörterbüchern und anderen Schriften. Und auf diese Weise bereitete er mehr, als irgend ein anderer, den heiligen Kampf für die Wiedergeburt des ihm theuren Vaterlandes vor.

In dem Sinne von Korais, zum Theil sogar von ihm angeregt, wirkten Dorotheus Proios als Lehrer der Mathematik und Physik in den Schulen zu Constantinopel und zu Couroutzesme. Dann dessen ausgezeichnete Schüler Dounkas Paisios Karapatas und der Erzbischof Platon. Ferner Johann Selepis, wenn auch nicht an Talent, doch gewiss an Kenntnissen dem Proios überlegen, als Lehrer der Mathematik in Chios. Dann Benjamin aus Lesbos, als Lehrer der Physik an der Schule in Kydonia.

61) Das Verzeichniss eines Theiles seiner vielen Werke Leake, researches in Greece. p. 92. u. 93. Doch fehlen Vieles z. B. Coray, mémoire sur l'état actuel de la civilisation de la Grèce. Paris 1801 in 8. Dessen Appel aux Grecs. Paris 1821. u. a. m.

welche derselbe aus Beiträgen der Kydonier, zumal der reichen Familie der Saltellis, selbst errichtet hatte. Weiter Konstantin Michael Koumas, theils als Verfasser und Uebersetzer von Wörterbüchern und anderen philosophischen, historischen und mathematischen Werken, theils als Lehrer der Philosophie und Mathematik, zuerst in Ampelakia, dann in Smyrna, zuletzt in Constantinopel. Ferner Anthimus Gazis als erster Herausgeber einer rein literarischen Griechischen Zeitschrift, des gelehrten Merkurs (*ὁ λόγιος ἐρμῆς*); dann als spätere Redactoren dieser Zeitschrift K. Kokinakis und Theoklitus Pharmakides. Weiter Constantin Bardalachos als Lehrer der Physik und Philologie in Bukarest und Chios, so wie als Verfasser mehrerer Abhandlungen über Physik und Rhetorik. Dann Neophytus Bambas, theils als Vorstand der berühmten Schule in seinem Vaterlande Chios, theils als Uebersetzer der Chemie von Thenard, endlich als Verfasser vieler Schriften über Metaphysik, Rhetorik und Grammatik. Sodann die beiden Brüder Oekonomos als Lehrer in Smyrna und als Verfasser mehrerer philologischer Werke. Ferner Theophilus Kaïris aus Andros, als würdiger Nachfolger Benjamins an der Schule zu Kydonia. Endlich Asopios, Jatropoulos, Polychroniades, Piccolo und andere mehr, namentlich

auch in dieser Zeit schon mein sehr verehrter Freund, Jakovaky Rizo Néroulos.

Auch die Gegner von ~~Er~~ais, zumal Neophytus Doukas, dann Catardzis mit den Anhängern seines Systems, Daniel Philipides, Athanasius Christopoulos u. a.; endlich auch Stephanus Komitas trugen nicht wenig zu den neu entstandenen wissenschaftlichen Bestrebungen bei. Theils durch den Eifer, mit welchem sie den Kampf begannen und fortführten, theils durch Verfertigung und Uebersetzung nützlicher Bücher, theils endlich durch mündliche Vorträge selbst.

§. 169.

In allen Theilen des Türkischen Reiches, wo Griechen sich vorfanden, wurden nun, wenigstens in der Hauptstadt der Provinz, Hellenische Schulen errichtet, anfangs ohne Wissen und Willen der Pforte, zuweilen sogar gegen ihren Willen, und erst seit Selim III. mit Wissen und Willen des Sultans. So entstanden nach und nach Schulen zu Dimitzana in Morea, in Zagori auf dem Pelion, zu Thessalonich, zu Vathopedi auf dem Berge Athos, in Jassy, Couroutzesmé, Athen, Missolunghi u. s. w. ⁶²⁾ Auch die in früheren Zeiten schon errichteten Schulen zu Patmos etc. bestanden nach wie vor, sogar während der

62) Villemain, p. 346 f. Riedesel, p. 294. Rizo, cours de litt. p. 50 — 57, 125 ff.

Herrschaft des berüchtigten Ali Pascha, die Schule in Janina unter ihrem würdigen Vorstande Psalidas, ein Schüler von Kant.⁶³⁾ Die berühmtesten Schulen waren jedoch die Schulen zu Bukarest, wo zuerst der berühmte Lampros Photiades, und nach ihm dessen noch berühmterer Schüler Neophitus Doukas und dessen Freund Stephanus Komitas, ferner Athanasius Vogorides u. a. lehrten, ferner zu Constantinopel, zu Kydonia, Smyrna und zu Chios.

Allenthalben wurden aus dem gebildeten Europa neue bessere Lehrmethoden, geographische Charten, Globen, chemische und physische Apparate eingeführt, Bibliotheken und Buchdruckereien errichtet. Hin und wieder wurden auch sogar die körperlichen Uebungen der Schüler

63) Janina, eigentlich *Ioannina*, war in damaligen Zeiten ein wahrer Musensitz. Es befand sich daselbst eine grose Bibliothek, ein physisches und chemisches Cabinet, und andere Sammlungen. Und nach und nach lebten hier berühmte Griechische Schriftsteller: Meletios, Balanos der ältere, Sokdoris, Cosmas, Balanos, Triphon, Lambros, Photiadis, Psalidas u. a. m. S. Pouqueville, voyage dans la Grèce. I. p. 120 f. Ueberhaupt liegt die wahre Geschichte Ali Pascha's von Janina, trotz der vielen Bücher, welche von ihm handeln, noch so ziemlich im Dunkeln. Und auch dieser, so sehr verschrieene Mann erwartet noch seinen gerechten und unpartheiischen Biographen. Denn so wenig die Klephten in jenem Lande mit unseren Straßenräubern zu vergleichen sind, eben so wenig kann auf jenen Tyrannen der Maasstab Europäischer Begriffe zur Anwendung kommen.

nicht vergessen. In Constantinopel z. B. ward zu dem Ende ein groser Hof und Garten mit der Lehranstalt verbunden. Aus ~~dem~~ wurden auch noch für die armen und unbemittelten Zöglinge Sorge getragen.

Doch nirgends geschah in damaligen Zeiten mehr, als in Chios. Die dortige Schule stand unter der Leitung von vier Geistlichen, Schulordner (*ἐνταξίας*) genannt. Sechs Unterlehrer trugen den mechanischen Theil der Griechischen Grammatik nach den improvisirten Gedanken (*ἀντροσχέδιοι στοχασμοί*) von Korais vor. Constantin Bardalachos lehrte den kritischen Theil derselben, indem er die Schönheiten der classischen Dichter und Redner entwickelte. Der Philhellene Julius David, Sohn des berühmten Malers, und nach ihm der, in der polytechnischen Schule in Paris erzogene, Manduzes lehrte die Französische und Lateinische Sprache. Der Geistliche Papanones die Anfangsgründe der Mathematik. Johann Selepis die höhere und angewandte Mathematik. Neophitus Bambas die Chemie, Physik, Metaphysik und Ethik. Constantin Bardalachos endlich auch noch Geographie, Rhetorik und Logik. Es waren im Ganzen 14 Professoren, unter ihnen, ausser den Genannten, auch Nikolaus Piccolo u. a. berühmte Männer. Mit diesem Gymnasium war noch verbunden,

in einem eigenen Gebäude, ein Apparat für chemische Versuche, eine von Barbakis geschenkte reiche Büchersammlung und eine Buchdruckerei. Die Anzahl der auch von anderen Orten herbei strömenden Jugend überstieg acht Hundert. Zur Aufmunterung derselben wurden jedes Jahr in Gegenwart der Primaten der Insel Prüfungen angestellt, und bei dieser Gelegenheit Reden gehalten und Preise vertheilt.

§. 170.

So entstand denn wieder ein reges, geistiges Leben in jenem classischen Lande der Geister! ⁶⁴⁾

Doch nicht blos im Innlande suchte man Bildung, immer häufiger und häufiger besuchte man von nun an auch Italiänische und Deutsche, am häufigsten aber, durch Korais dahin gezogen, Französische Lehranstalten. In Venedig, Livorno, Wien und Odessa wurden sogar Griechische, von Griechen selbst geleitete Schulen errichtet. Und Griechische Buchdruckereien verbreiteten, was berühmte Lehrer gelehrt. Die berühmtesten Professoren in Triest waren Asopios, nach ihm aber Koumas. In Venedig Spyridion Blomdis. In Livorno Pana-

64) Eine Uebersicht über die Hauptwerke der Neugriechischen Literatur findet man bei Rizo Néroulos, cours de litt. p. 137—167. Einige biographische Notizen s. in Poesies nouvelles des frères Soutzo, Nauplie 1833, p. 17—20.

giotis Pallis, Patrino, Spaniolakis u. a. In Wien die Gebrüder Capétanakis Alexandrides, Anthimos Gazis, Cokinakis, Athanasios von Stagira u. a. m. Endlich waren auch die in Corfou errichteten Lehranstalten den Griechen im heutigen Griechenland von Nutzen. Zumal die im Jahre 1807 unter der Französischen Herrschaft errichtete Jonische Akademie, und noch weit mehr die von dem grossen Philhellenen Lord Guilford im Jahre 1823 gestiftete Jonische Universität. ⁶⁵⁾

Am meisten beschäftigte man sich in damaligen Zeiten mit den Naturwissenschaften, zumal mit Medizin, auch wohl mit Philosophie. In der Regel aber nicht mit Jurisprudenz, denn diese war damals noch in der Türkischen Heimath ohne allen praktischen Nutzen. Daher kommt es, dass, so wie schon im 17ten und 18ten Jahrhundert ein Panajotakis, Alexander Mavrokordatos u. a. m., so auch heute noch viele Griechische Beamte, sogar von dem aller ersten Range, existiren, welche in früheren Zeiten Medizin studirt,

65) In Corfou bestanden schon in früheren Zeiten Unterrichtsanstalten, wenn auch nur sehr dürftige. Schon im 16ten Jahrhundert ward daselbst auch schon der Versuch, eine Akademie zubilden, gemacht, die jedoch nicht von langem Bestande war. S. Saint Sauveur, voyage historique, littéraire et pittoresque dans les isles et possessions ci-devant Vénitiennes du Levant. I. p. 353, II. p. 181 — 189. Vrgl. noch §. 166 Note.

und dieselbe auch praktisch geübt haben. Dahin gehören insbesondere Zografos, Klarakis und viele Andere. Sogar mein sehr werther Freund, Johann Kolettis, wiewohl erst im Freiheitskampfe durch seine Führung der Palikaren berühmt, hatte in Italien die Medizin studirt, und als Leibarzt am Hofe des berühmten Ali Pascha von Janina eine große, jedoch stets ehrenwerthe, Rolle gespielt. ⁶⁶⁾

Der Anstoss zu diesem Aufschwung der Geister kam, nach dem vorhin Bemerkten, von Korais und seinen gelehrten Zeitgenossen. Genährt und möglich gemacht ward derselbe durch den seit dem Ende des 18ten Jahrhunderts schnell empor gekommenen Griechischen Handel, dann durch die damals sehr kritische Lage Europas und der Türkei insbesondere. Handelsleute, unter ihnen vor Allen Barbakis und die Gebrüder Zosimas, — Priester, bis hinauf zum Patriarchen, — Fürsten der Moldau und Wallachei, — die ganze Griechische Nation selbst strebte nach einem einzigen hohen Ziele. Riga's Märtyrertod, weit entfernt, den empor streben-

66) Es ist bekannt, dass auch der Graf Johann Capodistria ursprünglich Arzt in Corfou gewesen ist. Der Stand der Aerzte und der Advokaten gehörte in Corfou überhaupt von je her zu den aller geachteten Ständen. Sie spielten auch in politischer Beziehung daselbst eine Rolle (S. Saint Sauveur, voyage etc. II. p. 184 f.), und versuchten in neueren Zeiten auch in Griechenland eine Rolle zu spielen.

den Geist niederzudrücken, gab ihm sogar einen noch größeren Aufschwung. Viele in Europa gebildete Griechen verliessen jetzt ihre Europäische Muse, um in ihrem Vaterlande zu lehren und ihre Landsleute nur desto rascher ihrem Ziele entgegen zu führen. ⁶⁷⁾ Und das Resultat der dadurch hervorgerufenen Begeisterung war der Aufstand vom Jahre 1821. ⁶⁸⁾

67) Rizo Néroulos, cours de litt. p. 45—50, 57 und 58.

68) Eine ganz vortreffliche Schilderung der damals der geistigen Erhebung des Griechischen Volkes so günstigen Zeit findet sich bei Rizo, cours de litt. p. 97—134.

Zweiter Theil.

Von dem Zustande der Griechen in öffentlicher, kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung während des Freiheitskampfes, bis zur Ankunft des Königs. Von 1821 bis 1833.

Erster Titel.

Von dem Zustande des Griechischen Volkes überhaupt.

§. 171.

Dieselben Stände, wie vor dem Freiheitskampfe, blieben auch seit und während dieses, die glänzendsten Thaten der Hellenischen Vorzeit wieder zurückrufenden, Kampfes. Alle hatten zu den Waffen gegriffen gegen den gemeinsamen Feind. Alle hatten Wunder der Tapferkeit gethan. In mehr als einer Beziehung erinnern die Heldenthaten jener grossen Zeit an die alt Homerischen Helden!

• Doch den wahren Nutzen von diesen heldenmüthigen Anstrengungen zog niemand anders als die Primaten. Das arme Volk, so sehr es auch ein besseres Loos verdient hätte, ward nach wie vor gedrückt und unterdrückt.

Die Primaten traten gewissermassen an die Stelle der Türkischen Herrschaft. ⁶⁹⁾ Sie nahmen, so viel es ihnen beliebte, Türkisches Grundeigenthum in Besitz, sie bemächtigten sich der Kostbarkeiten und übrigen Reichthümer der Türken. Die Einnahme von Tripolizza allein machte Theodor Kolokotronis zum reichen Mann.

Zu den Primaten gesellten sich sehr bald die Phanarioten, diese sogenannten Prinzen und Fürsten des Phanars. ⁷⁰⁾ Beide stritten sich um die oberste Herrschaft im Staate, und theilten sich zu gleicher Zeit in die Provinzen des noch sehr kleinen, von der Türkischen Herrschaft befreiten, Gebietes.

So lange die Militär- und Civil-Primaten

69) Von vielen Primaten gilt ganz buchstäblich, was Pouqueville, voyage dans la Grèce IV. p. 404, sagt: On entendra cette espèce d'hommes parler de liberté, non pour améliorer le sort de leurs concitoyens, mais afin de se substituer aux Turcs. Vrgl. auch Tacitus, annal. lib. XVI. c. 22. Ut imperium evitant, libertatem praeferunt, si perverterint, libertatem ipsam aggredientur.

70) *φανάρη* heisst heut zu Tage (Vrgl. §. 149) dasjenige Stadtviertel in Constantinopel, in welchem die Griechen wohnen. Phanarioten heissen demnach alle Griechen aus Constantinopel. — Da aus ihnen die Pforte-Dolmetscher und andere einflussreiche Beamte genommen zu werden pflegten, diese Stellen aber nur durch Intriguen zu erlangen waren, so ist der Phanar von je her die Schule der Intrigue gewesen. — Da seit dem 17ten Jahrhundert insbesondere die Fürsten der Moldau und Walachei aus ihnen genommen zu werden pflegten, und nachher die ganze Familie den blos des Amtes wegen persönlich verliehenen Titel, wiewohl mit Unrecht, zu führen pflegte, so finden sich im Phanar so viele angeblich fürstliche Familien.

(die Odjaks und Codjabaschi's) gemeinschaftliches Interesse miteinander hatten, so lange war das Land ruhig. Waren sie aber unter sich uneins, und nahmen sie eine feindliche Stellung gegeneinander an, so war Griechenland bewegt, und man berief eine Nationalversammlung, theils um sein Betragen zu rechtfertigen, theils um eine neue Regierung im Sinne der stärkeren Parthei zu schaffen. Die Nationalversammlungen von Astros im Jahr 1823 und die zweite zu Epidaurus im April 1826, noch mehr aber die zwiespältigen Versammlungen zu Hermione und Aegina im Laufe der Jahre 1826 und 1827 glichen daher mehr stürmischen Schlachtfeldern, auf welchen sich Intriguanten bekämpften und um die oberste Gewalt schlugen, als einem Berathungsorte über die damals so ernsten Angelegenheiten des Landes.

So kam es denn, dass Alexander Mavrokordatos, Demetrius Hypsilantis, Theodor Negris, Peter Mavromichalis, Theodor Kolokotronis, Georg Conduriottis, Andreas Zäimis u. a. m. schnell hinter einander an der Spitze der Regierung erschienen, und eben so schnell wieder verschwanden; verdrängt durch irgend einen andern Primaten, durch einen andern Phanarioten.

Als diese Partheiführer keine hinreichende Stütze mehr im Inlande fanden, suchten sie eine solche im Auslande, ähnlich auch darin den Alt-

hellenen. (§. 237.) Den Anfang machte Mavrokordatos. Bei Gelegenheit des Anlehens und, unterstützt durch den Englischen Schiffskapitain Hamilton, gelang es ihm, um sich selbst zu halten und zu heben, eine sogenannte Englische Parthei zu bilden. Er redigirte sogar im Jahre 1825 jene famöse Akte, wodurch Griechenland unter den ausschliesslichen Schutz von England gestellt werden sollte.⁷¹⁾ Im Gegensatz von dieser Englischen Parthei ward durch den Doktor Bailly, den General Roche, Jourdain u. a. eine sogenannte Französische Parthei zusammen gebracht. An ihrer Spitze standen Johann Kolettis, Karäiskakis, Gouras u. a. Eine Russische Parthei bestand ohnedies schon seit den ersten Anfängen des Freiheitskampfes; ihr sichtbares Haupt war Theodor Kolokotronis.

Während diesen Partheiungen und Befehdungen im Inneren, dauerte der Kampf nach Aussen gegen die Türkische Herrschaft fort. Vor Athen fiel Karäiskakis, für das junge Hellas ein unersetzlicher Verlust! Und im Peloponnes erschien Ibrahim Pascha. Verheerend durchzog er das Land, sogar die Oel- und anderen Fruchtbäume wurden nicht geschont; und zu Tausenden die Peloponnesier nach Aegypten geschleppt!

71) Alexandre Soutzo, histoire de la révolution Grecque. Paris 1829, pag. 375 — 379.

In diesem Zustande der Dinge erschien der Graf Johann von Capodistria in Griechenland.

§. 172.

Als rettender Engel wurde Capodistria von Hohen und Niederen empfangen, und mit dem größten Vertrauen warf sich zumal das bis dahin gedrückte und misshandelte Volk in seine Arme. Seine ersten Schritte waren versöhnend, beruhigend und daher wohlthätig. Er schien sich hauptsächlich auf das Volk, nicht aber auf die Primaten stützen zu wollen. Um die Gewalt der Codjabaschi's und Odjaks zu brechen, unterstützte der Graf vor Allem den Ackerbau und den Handel, so wie diejenigen, welche sich damit nährten. Er gab, wenn auch nur kleine, Summen zur Unterstützung; den Peloponnesiern zum Ankaufe von Saatfrüchten und Ochsen; den Insulanern aber, um ihre Handelsschiffe wieder auszurüsten zu können. Die Militäre, welche sich um das Vaterland verdient gemacht hatten, sollten zur Belohnung Grund und Boden erhalten. Den flüchtigen Candioten ward zu Niederlassungen Land versprochen. Türken, welche die christliche Religion annehmen, und sich in Griechenland etabliren wollten, sollten einen Theil ihrer Familien-Besitzungen zurückerhalten. ⁷²⁾ Die dem Staate gehörigen Weinberge, Gärten und

72) Verordnung vom 23sten September (4ten October 1830.)

Baumpflanzungen sollten auf lange Jahre verpachtet werden. In Tyrinth wurde sogar eine Musterwirthschaft errichtet.

Der Graf wollte ferner, um die Civil- und Militär-Gewalt aus den Händen der Codjabaschi's und Odjaks zu winden, die Verwaltung der Provinzen und Gemeinden reguliren und Gerichte schaffen. Zur Bildung des Volkes wollte er Schulen errichten, die unwissende Geistlichkeit bilden, eine Land- und Seemacht begründen, die Finanzen ordnen.

Doch das Meiste hievon blieb nur frommer Wunsch! — Der Graf war wohl ein trefflicher Diplomat. Allein zum Gesetzgeber, Verwalter und Finanzmanne war er nicht geboren und noch weniger erzogen. Und was der Geistlichkeit, so wie dem Unterrichtswesen vor Allem Noth that, davon hatte er durchaus keine klare Idee. Daher musste er diese wichtigsten Zweige der Staatsregierung, also gerade die Hauptsache bei der Reorganisation eines erst zu begründenden Staates, anderen zur Besorgung überlassen. Und ein ungünstiges Geschick wollte, dass diese nicht gerade die Tüchtigsten und Besten waren.

Dazu kam noch das Jahr 1830, — die Juliusrevolution! — Dieses Weltereigniss scheint auch Capodistria's bis dahin verfolgte Politik geändert zu haben. Er stützte sich von nun an wieder auf Primaten, und warf sich ganz aus-

schliesslich einer auswärtigen Macht in die Arme. Die ganz natürliche Folge davon waren Rivalitäten im Inlande, und Eifersuchten im Auslande. ⁷³⁾

Die drei im vorigen §. bezeichneten Partheien, die Englische, Französische und Russische, traten wieder schärfer hervor; eine jede geschützt und geschirmt von den betreffenden Diplomaten. Sogar die vom Grafen gehobenen Primaten selbst waren nicht zufrieden. Er verschwendete Geld, so lange er selbst hatte, und Ehren an seine Anhänger. Kolokotronis ward sogar zum General-Feldmarschall des Peloponneses ernannt! Dennoch war auch er nicht zufrieden.

Es wurden von Zeit zu Zeit Strassenräuber losgelassen, um die Regierung zu schrecken und zu noch grösseren Concessionen zu nöthigen. Jeder Grieche kennt die Namen der mit manchen Primaten aufs Innigste verbündeten Räuber. —

Die Macht des Grafen wankte! Um sie zu stützen, ward nach Corfiotischer Weise eine geheime Polizei errichtet. ⁷⁴⁾ Es wurden Gewaltsmaas-

73) Auf diese letztere Regierungsperiode ist, was Friedrich Thiersch, *de l'état actuel de la Grèce etc.* Leipzig 1833, I. p. 1 ff. von Capodistria erzählt, meistentheils zu beschränken.

74) Saint Sauveur, *voyage etc.* II. p. 97. *L'inquisition de Venise entretenait, dans les îles, une infinité d'espions secrets, chargés de veiller non-seulement la conduite des insulaires, mais même celle des membres du gouvernement. Le nombre de ces vils agens est le thermomètre le plus sûr de la corruption, de la foiblesse et de la décadence d'un gouvernement.*

regeln ergriffen, Mavromichalis und andere eingekerkert, die einflussreichsten Männer, unter Anderen auch Kolettis, Mavrokordatos und Trikoupis entfernt. Dies führte zu einer heftigen, ja zügellosen Presse, und beides zusammen zur Ermordung des Grafen.

§. 173.

Wäre es möglich gewesen, dass gleich nach Ermordung des Grafen die neue königliche Regierung hätte auftreten können, so würde alles noch gut gegangen, — viel Unheil verhütet, — und das arme Land nicht bis an den Rand des Abgrundes gestürzt worden seyn!

Allein leider zogen sich die deshalb nothwendigen Unterhandlungen lange Zeit hinaus, und erst nach einem Jahre und einem Tag erfolgte die Ankunft des Königs und der Regentschaft. — Mittlerweile folgte eine schwache Regierung auf die andere. Mit Riesenschritten schwand alles Ansehen der Regierung dahin, und sogar die gesellschaftlichen Bande wurden auf eine schreckliche Weise gelöst.

Unter dem Schutze und auf Betreiben fremder Diplomaten gestaltete sich alles zu Partheien, im Interesse einer der drei Großmächte, Englands, Russlands oder Frankreichs. Der Staatsregierung selbst blieb keine Parthei, keine Stütze mehr im Innern des Landes. Sie sass verlassen und unbeachtet in Nauplia unter dem Schutze fremder

Bajonette. Die Diplomaten spielten von jetzt an die Herren und Meister. — Unglücklicher Weise befand sich unter ihnen Einer, dessen ganzes Talent in nicht all zu groser Liebe der Wahrheit bestand. Er hatte dieses sein Talent, wie man sagt, schon hinreichend beurkundet in Südamerika, zu Madrid und an noch einigen anderen Orten. Dieser jedem Griechen hinreichend bekannte Mann bemächtigte sich nun hauptsächlich der Leitung der Griechischen Angelegenheiten, um das Land an den Rand des Abgrundes zu bringen.

Von keinem wahren Verstande zeugt es, dass er Leute seiner eigenen Parthei durch seine Rathschläge dem öffentlichen Spotte und der Verachtung Preis gab; während derselbe auf der anderen Seite die verschiedenen Partheien nach Laune bald zu vereinigen, bald wieder zu trennen, und auch auf diese Weise Freund und Feind zu compromittiren suchte. So wurden, nachdem die Französische Parthei unter Kolettis ihm zu mächtig geworden war, Leute der Englischen Parthei, wie Zaïmis, Trikoupis, Zografos u. a. vermocht, der Russischen Parthei die Hände zu reichen; umgekehrt aber die von Russisch Gesinnten, als z. B. von Andreas und Constantin Metaxas, Aenian u. a. dargebotene Hand nicht bloß zu ergreifen, sondern sogar Freundschaft zu heucheln. Nachdem ihm aber, durch eine

für die damalige Lage der Dinge so unnatürliche Verbindung, die Russische Parthei über den Kopf gewachsen war, so musste auf sein Betreiben wieder die alte Feindschaft beginnen.

Die nothwendige Folge dieses Bindens und Lösens der Partheien, dieses Verwandelns der Feinde in Freunde, und der Freunde wieder in Feinde, war eine totale Auflösung aller moralischen, so wie aller gesellschaftlichen Bande im Lande. Und diese, verbunden mit der durch Capodistria's geheime Polizei verbreiteten Unsittlichkeit, musste die schrecklichsten Folgen haben.

Unter solchen Umständen konnte keine Regierung mehr gehen, — faktisch bestand sie schon lange nicht mehr! Eine ihrer letzten Kraftäusserungen war der unterm $8/_{20}$ sten October 1832 gefasste Beschluss, dass alle Gerichte im Lande als völlig erfolg- und nutzlos geschlossen seyn sollten!

Nun galt kein anderes Recht mehr, als die Faust. Jede Parthei griff zu den Waffen, und fand offenen Schutz und Unterstützung bei der Flotte ihres Protectorates. Die Palikaren überschritten den Isthmus und überschwemmten den Peloponnes. Raub und Plünderung bezeichneten den Weg der sich bekämpfenden feindseligen Brüder. Verheerte Felder nebst in Schutthäufen verwandelten Dörfern sind noch bis auf die jetzige Stunde die sprechenden Zeugen der Hel-

denthaten jener Tage. Aerger, wie gegen den gemeinsamen Feind der Türken, waren nun Hellenen gegen Hellenen ergrimmt. (Vrgl. §. 237.) Und mit weit grösserer Wuth, ja mit wahrer Lust, ward nun Alles zerstört und vernichtet.

Dies war die Lage von Hellas, als am 30sten Jänner 1833 die Flotte, welche den König und die Regentschaft trug, auf der Rhede von Nauplia Anker warf.

§. 174.

Während dieser ganzen Zeit, vom Anfange des Freiheitskampfes an bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft, behielt jedes der drei grossen Bestandtheile des heutigen Griechenlands, der Peloponnes, das Griechische Festland (Rumelien) und die Inseln, sein eigenes seit Jahrhunderten begründetes Lokalinteresse. Dieses sehr verschiedenartige Interesse hatte im Laufe der Zeit so tiefe Wurzeln geschlagen, dass man es bei jeder Gelegenheit zu berücksichtigen gezwungen war, so sehr man auch im Ganzen geneigt gewesen wäre, diese verschiedenen Theile in ein Ganzes zusammen zu schmelzen. Man bestrebte sich daher bei jeder Veranlassung, das Lokalinteresse aller drei Theile zu befriedigen, und insbesondere bei Bildung von Staatskörpern allen drei Theilen ihre Repräsentanten in denselben zu geben. Dies geschah nicht allein bei Bildung der obersten Staatsregierung, sondern

auch bei den Wahlen zu Mitgliedern des gesetzgebenden Körpers, des Panhelleniums, des späteren Senates, bei Ernennungen endlich von Staatssecretären und anderen Beamten. Ja sogar bei der, im September 1832 an die Könige von Bayern und Griechenland gesendeten Deputation ward auf jene geographische Eintheilung Rücksicht genommen, denn in Miaoulis wurden die Inseln, in Koliopoulos der Peloponnes und in Botzaris Rumelien repräsentirt.

Diese Territorial-Eintheilung pflegte man Themata (θέματα) zu nennen, und daher von thematischen Interessen, von thematischen Proportionen bei Wahlen u. dgl. mehr zu sprechen.

Zweiter Titel.

Von der obersten Staatsgewalt und Staatsregierung.

§. 175.

Es war eine nothwendige Folge des begonnenen Freiheitskampfes, dass in den verschiedenen insurgirten Provinzen Lokalregierungen errichtet wurden, theils zur Besorgung der Landesangelegenheiten, theils zur Leitung des begonnenen Kampfes selbst.

So erhielt schon im Laufe des Jahres 1821 Hydra einen Senat mit gesetzgebender Gewalt.⁷⁵⁾ Paros eine Gêrusia⁷⁶⁾. Messenien eine Art von Senat in Kalamata.⁷⁷⁾ Später der ganze Peloponnes, damals in 24 Cantone eingetheilt, eine Centralregierung unter dem Namen Gerusia (Senat), anfangs in Tripolizza, dann in Argos.⁷⁸⁾ Das Griechische Festland erhielt aber durch den bekannten Negris einen Areopag⁷⁹⁾ und so weiter. Zwanzig an verschiedenen Orten errichtete provisorische Lokalregierungen und Juntten entstanden schnell nach einander. Allein ohne allen Centralpunkt, und bestehend bloß aus herrsch- und ränkesüchtigen Civil- und Militärprimaten dienten dieselben nur dazu, einander zu hindern, und wechselseitig zu befehlen.⁸⁰⁾

In diesem Zustande der Dinge ward die erste Nationalversammlung nach Epidaurus — eigentlich nach Pétala bei Epidaurus — berufen, und daselbst die Errichtung einer Centralregierung beschlossen. Sie sollte aus einem Präsidenten und 4 anderen Mitgliedern bestehen, den Titel

75) Soutzo, a. a. O. p. 109 — 112.

76) Pouqueville, histoire, III. p. 402 ff.

77) Pouqueville, histoire, II. p. 344, 353, 585, III. p. 108 f.

78) Pouqueville, histoire, III. p. 265. Soutzo, p. 118 und 119.

79) Soutzo, p. 135.

80) Soutzo, p. 165.

executive Gewalt führen, und unter sich die Staatssekretäre, die Land- und Seemacht, so wie alle Beamten des Staates haben. ⁸¹⁾ Alle bis dahin bestandenen Lokalregierungen sollten der neu eingesetzten obersten Staatsregierung der executiven Gewalt, unterworfen seyn. ⁸²⁾

Die damals am meisten hervorragenden Partheiführer erhielten für ein Jahr lang die ersten Stellen nach der hauptsächlich durch ihren Einfluss zu Stand gekommenen Verfassungsurkunde. Demetrius Hypsilantis ward Präsident des gesetzgebenden Körpers, Alexander Mavrokordatos Präsident der executiven Gewalt, und Theodor Negris Erzkanzler des kaum gebornen Reiches, und somit Lenker der auswärtigen Angelegenheiten.

Der Sitz dieser Centralregierung sollte nach der Constitution von Epidaurus in Korinth seyn. Allein schon unterm 18ten Jänner 1823, und nachher noch einmal unterm 2ten März 1824 alten Styls, wurde deren Verlegung nach Nafplia decretirt. Allein erst unter dem Regimente Georg Conduriotti's ward sie auch wirklich zu Stande gebracht.

§. 176.

Unter stetem Kampfe der Partheien, oder

81) Constitution von Epidaurus vom $\frac{1}{13}$ Jänner 1822, Art. 9
10. 18 — 22, 52 — 84.

82) Die angf. Constitution, Art. 94.

vielmehr der Primaten und der Phanarioten; während unter Anderem Mavrokordatos den berühmten Demetrius Hypsilantis und Theodor Negris befehdete, und sich dann wieder mit dem einen und dem anderen befreundete; während Mavrokordatos, Caradja und Cantakuzenos einander anfeindeten, und die beiden letzteren das Land wieder verlassen mussten; während Negris und Ulysses sich anfangs bekämpften, später sich aber wieder gegen Mavrokordatos verbündeten; während Mavrokordatos mit Kolokotronis im Kampfe lag, und später sich wieder mit ihm vereinigte; während Kolettis und Mavrokordatos sich bekämpften u. s. w. ⁸³⁾ wurden noch zwei Nationalversammlungen, eine zu Astros und eine zweite in Epidaurus gehalten, und auf der ersteren die Macht der executiven Gewalt wieder in etwas beschränkt. Unter solchen Auspicien nahte das Jahr 1826, in welchem der Kampf zwischen Zaïmis mit den beiden (Lazarus und Georg) Conduriottis zuerst zu den zwei Nationalversammlungen zu Hermione für die Parthei der Conduriottis, und zu Aegina für die Parthei von Zaïmis und sodann der Kampf zwischen diesen beiden zwiespältigen Nationalversammlungen zur Berufung Johann Capodistria's führte. ⁸⁴⁾ Diese

83) Diese Intriguen und Partheikämpfe sind am besten beschrieben von Alexander Soutzo, in seiner *histoire de la révolution Grecque* an den betreffenden Stellen.

erfolgte durch die Nationalversammlung zu Trözen, wohin sich die beiden feindseligen Versammlungen von Hermione und Aegina im Laufe des Jahres 1827 begeben, und daselbst eine neue Constitution gegeben hatten.

Unter dem Titel eines Präsidenten (*πρῶτος*) übte derselbe die Rechte der bisherigen executiven Gewalt aus, und zwar von seiner am 6/18ten Januar 1828 erfolgten Ankunft an, bis zu seiner Ermordung im Herbste 1831.

• §. 177.

Nach dem Tode des Grafen Johann stellte sich dessen Bruder, der Graf Augustin Capodistria an die Spitze der Regierung, zuerst als Präsident einer aus drei Gliedern — ausser ihm noch aus Kolokotronis und Kolettis bestehenden — Regierungs-Kommission, später aber ganz allein. ⁸⁵⁾ Er ward jedoch in Folge des unterm 7ten März 1832 in London unterzeichneten Protokolls, schon unterm 28. März 1832 altem Styls zur Abdankung genöthigt. ⁸⁶⁾

Nach einigen vergeblichen Versuchen, zuerst eine 5gliederige und dann eine 7gliederige Re-

84) Soutzo, p. 435 — 444.

85) Le Courier de la Grèce du 1/13 octobre et du 15/27 décembre 1831, Nr. 50 und 55.

86) Fr. Thiersch, a. a. O. I. p. 63 ff. Le Moniteur Grec du 9/21 juillet 1832 Nr. 1. pag. 1 und 2.

gierungs-Commission zu bilden, wobei auch die Namen Theodor Kolokotronis, Boudouris, Tricoupis, Zografos u. a. figurirten, wurde endlich anfangs April von dem Senate eine aus 7 Mitgliedern bestehende Regierungs-Commission wirklich eingesetzt. Die Mitglieder waren Georg Condiriottis als Präsident, Demetrius Hypsilantis, A. Zäimis, A. Metaxas, J. Kolettis, Koliopoulos Plapoutas und Costa Botzaris. Die neue Regierung ergriff, unter dem Namen einer Administrativ-Commission, unterm 7ten April 1832 alten Styls die Zügel der Regierung.⁸⁷⁾ Ein sonderbareres, aus noch heterogeneren und noch feindseligeren Elementen bestehendes, Gemisch aller Partheien wäre wohl nicht möglich gewesen zusammenzubringen. Im Kampfe mit sich selbst, und daher ohne Kraft im Innern, wie nach Aussen, schleppte sich diese Missgeburt einer verkehrten Politik, als ein wahres Schattenbild einer Regierung dahin, bis sie auch noch der Form nach die Zügel der Regierung aus der Hand legen konnte. Dieses geschah am 25sten Januar (6ten Februar) 1833.

Doch vorher noch, als Seine Majestät der König von Bayern schon längst den Griechischen Thron angenommen und dieses Ereigniss durch einen Kurier der Griechischen Nation angekün-

87) Fr. Thiersch, a. a. O. I. p. 107 ff. Le Moniteur Grec du 9/2, juillet 1832 Nr. 1, pag. 2 und 3.

digst hatten, ward noch im December 1832, — also zu einer Zeit als schon König Otto und die Regentchaft sich auf der Reise nach Griechenland befanden, — von einem Theile des, zuerst nach Astros und dann nach Spezzia geflüchteten, Senates decretirt, den Russischen Admiral Ricord auf den Präsidenten-Stuhl von Griechenland zu erheben. Die Namen jener flüchtigen Senatoren verdienen auf die Nachwelt gebracht zu werden. Sie sind: Demetrius Zamados aus Hydra, Demetrius Perroukas aus Argos, Georg Aenian aus Patradziki, Georg Carapaulas aus Koron, Anastasius Sotiris Charalampos aus Calavrita, Anastasius Colandroutzo aus Spezzia, Johann Genovelis aus Prevesa, Georg Mavrommatis aus Xeromeron, Georg Maurogenis aus Mykone und J. Antonopoulos aus Phanari.

§. 178.

An der Seite der Staatsregierung, der executiven Gewalt, stand seit den ersten Zeiten des Griechischen Freistaates ein gesetzgebender Körper, Panhellenium genannt. Der Graf Johann Capodistria ersetzte das Panhellenium durch Ordonnanz vom 23sten Januar 1828 (alten Styls) durch ein blos berathendes Collegium, Senat oder Gerusie genannt. Diesen Senat theilte er in drei Sectionen, in die der Finanzen, des Innern und des Krieges. Und ernannte zu deren Mitglie-

dern Georg Conduriottis, A. Zaïmis, Peter Mavromichalis, Hypsilantis u. a. mehr.

Der National-Congress von Argos bestätigte die Abschaffung des Panhelleniums und die vom Grafen getroffenen Anordnungen, und verordnete, dass der Senat theils berathend, theils, zumal bei finanziellen Gegenständen, entscheidend seyn sollte.

Das zweite Decret dieses National-Congresses vom 22ten Juli (3ten August) 1829 verordnet in dieser Beziehung:

Art. 2. Das Panhellenium ist durch ein anderes, gleichfalls aus 27 Mitgliedern bestehendes Collegium ersetzt, welches den Titel Senat (Gerusie) führt.

Art. 3. Ein und zwanzig Senatoren sollen aus einer, von dem Congress zu verfertigenden Liste von 63 Candidaten ausgewählt werden. Die Ernennung der 6 anderen Mitglieder des Senates steht dem Präsidenten ganz allein zu.

Art. 5. Der Senat hat seine Meinung über alle nicht rein administrative Decrete abzugeben. Zu diesem Ende sollen die Entwürfe solcher Decrete, ehe sie erlassen werden, demselben mitgetheilt werden. Solche Decrete haben provisorisch Gesetzes Kraft.

Art. 6. In dem Falle, dass der Senat anderer Meinung als die Regierung seyn sollte, kann das

Decret dennoch exequirt werden, allein dann ruht die ganze Verantwortlichkeit dem Nationalcongress gegenüber auf der Regierung.

Art. 7. Eine Ausnahme von dem vorhergehenden Art. tritt nur dann ein, wenn von Verfügungen über die Nationaldomänen oder über sonstige Finanzquellen des Staates die Rede ist. Kein Decret über einen dieser Gegenstände kann vollzogen werden, ehe der Senat seine Zustimmung gegeben hat.

Dieser so organisirte Senat ward nun aus fast lauter Creaturen des Präsidenten gebildet, und dennoch konnte er den Grafen vom Untergange nicht retten.

Nach der Ermordung des Grafen Johann Capodistria's riss der Senat, auf Betreiben der Residenten, die constituirende Gewalt an sich. Er ernannte am 27sten September (9ten Oktober) 1831 den Grafen Augustin Capodistria zum Präsidenten, nach dessen Abdankung aber Anfangs April 1832 die Mitglieder der neuen Staatsregierung, die sogenannte Administrativ-Commission. Bald nachher wurde derselbe indessen, durch das dritte Decret der Nationalversammlung von Pro-nia unterm 27sten July 1832 (alten Styls) selbst aufgehoben.

Diese Aufhebung des Senates rief einen für das Wohl des Landes sehr nachtheiligen Kampf zwischen Nationalversammlung und Senat ins

Leben. Denn dieser wollte sich den ihm zugemutheten politischen Tod nicht gefallen lassen, und ward darin von den Residenten unterstützt. Während des Kampfes entwich am 8ten November 1832 (alten Styls) ein Theil des Senates, die im vorigen §. genannten Mitglieder desselben; nach Astros, um sich mit dem daselbst schon eingetroffenen Kolokotronis wegen eines zu organisirenden bewaffneten Widerstandes zu bereden. Sehr bald mussten sie aber noch weiter, nach Spezzia, fliehen. Daselbst decretirten sie nun, wie schon bemerkt worden ist, einen neuen Präsidenten, und harreten sodann bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft.

Dritter Titel.

Von der Verwaltung der Provinzen und Gemeinden.

§. 179.

Nachdem die Centralregierung bestellt war, dachte man auch an die Organisation der Provinzen und Gemeinden. Der Grund dazu wurde gelegt durch eine Verordnung der provisorischen Regierung in Korinth vom 30sten April 1822 (alten Styls). Bestätigt und zum Theil genauer bestimmt wurden diese Anordnungen durch den Nationalcongress zu Astros im Jahre 1823, so wie durch zwei Decrete des Präsidenten vom April 1828.

Die Verfügungen dieser Gesetze und Verordnungen blieben in Wirksamkeit bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft.

§. 180.

Das ganze von der Türkischen Herrschaft befreite Gebiet ward in Provinzen, diese wurden in Districte und diese wieder in Gemeinden, bestehend theils aus Städten, theils aus Dörfern und Burgen, eingetheilt.

Capodistria änderte blos den Namen der Provinzen in Departemente und den Namen der Districte in Provinzen.

An der Spitze der Provinz oder des Departementes sollte ein Eparch oder Präfect, seit Capodistria ausserordentlicher Commissär genannt, stehen. An der Spitze des Districtes oder der Provinz aber ein Antieparch oder Unterpräfect, von Capodistria Gouverneur genannt.

Sie sollten die eigentliche Verwaltung in ihren gröseren oder kleineren Bezirken führen, und erhielten zu dem Ende von Capodistria im Jahre 1828 eigene Instructionen.

Die Antieparchen oder Gouverneure standen unter den Eparchen oder ausserordentlichen Commissären, und diese ihrerseits wieder unter dem Staatssecretär des Innern.

Diese Anordnungen sind jedoch nie vollständig in Vollzug gesetzt worden. Sehr viele

Districte oder Provinzen waren ohne Antieparch oder Gouverneur.

§. 181.

An der Spitze einer jeden Gemeinde, einerlei ob Stadt, Dorf oder Burg, sollten Demogeronten stehen. Die Anzahl dieser Lokal-Demogeronten wechselte nach Zeit und nach Umständen. Ursprünglich sollten ihrer überall drei, nach den Anordnungen Capodistrias aber, nach Verhältniss der Anzahl der Familien, mehr oder weniger seyn. Es sollte nämlich jede Gemeinde von 100 Familien einen, von 200 Familien zwei, von 300 drei, von 400 und mehr aber vier Demogeronten haben. Um Wähler zu seyn, musste man 25 Jahre, um aber selbst gewählt werden zu können, 35 Jahre alt, und einer von den Höchstbesteuerten seyn. ⁸⁸⁾

Auch jede Provinz sollte eine Central-Demogerontie, Provinzial-Demogerontie genannt, haben, und diese aus 3 oder 5 Mitgliedern bestehen. Im ersten Falle sollten 2 von ihnen aus der Hauptstadt der Provinz und einer aus den Dörfern, im letzten Falle aber drei aus der Stadt und zwei aus den Dörfern seyn.

Ehe zur Wahl der Lokal-Demogeronten geschritten wurde, sollten von dem ausserordentlichen Commissär oder von seinem

88) Decret vom April 1828, Art. 5, 6 und 8.

Stellvertreter, gemeinschaftlich mit den alten Demogeronten, für jede Gemeinde zwei Listen verfertigt werden. Eine Liste, enthaltend die Namen der Wähler, und eine andere, welche die Namen der Wahlfähigen enthalten sollte. Hierauf wurden sämtliche Wähler einer Gemeinde zur Wahlversammlung berufen, und diese unter Vorsitz des ausserordentlichen Commissärs oder seines Stellvertreters und unter dem Mitvorsitze der alten Demogeronten abgehalten. Die Versammlung begann damit, dass die beiden Listen vorgelesen, und die versammelten Wähler gefragt wurden, ob keine Erinnerung dagegen zu machen sey. Ward eine Reclamation erhoben, so hatte darüber der ausserordentliche Commissär zu entscheiden. War aber keine Reclamation erhoben oder diese entschieden worden, so sollte sodann zur Wahl selbst geschritten werden. Bei der Wahl galt Mehrheit der Stimmen. ⁸⁹⁾

War die Wahl vorüber, so versammelten sich die gewählten Lokal-Demogeronten an dem Hauptorte der Provinz, um hier unter Vorsitz des ausserordentlichen Commissärs zur Wahl der Provinzial-Demogeronten zu schreiten. Dabei wurden dieselben Formen, wie bei der Wahl der Lokal-Demogeronten eingehalten.

Die Attribute dieser Demogeronten waren sehr einfach.

89) Decret vom April 1828, Art. 7.

Die Lokal-Demogeronten hatten, unter der Oberaufsicht der Provinzial-Demogeronten und der ausserordentlichen Commissäre, die ganze Lokal-Verwaltung zu besorgen.

Die Provinzial-Demogerontien standen gleichfalls unter den ausserordentlichen Commissären, und bildeten dessen Provinzialrath. ⁹⁰⁾ Sie waren in zwei Sectionen abgetheilt, wovon die eine die Lokalverwaltung der Stadt, wo sie ihren Sitz hatte, besorgen, die andere dagegen die Aufsicht über die Verwaltung der ganzen Provinz führen sollte.

Beide Demogerontien hatten die Weisungen der ausserordentlichen Commissäre zu vollziehen, die durch dieselben erhaltenen Instruktionen einzuhalten, und die Gesetze und Lokalgewohnheiten streng zu beobachten.

Ausserdem sollten die Provinzial-Demogerontien noch die Oberaufsicht über die Kirchen, Klöster, Spitäler, Schulen und anderen öffentlichen Anstalten führen. Und wenn z. B. ein öffentliches Gebäude einer Reparatur bedurfte, so gehörte auch ihre Besorgung zu den Obliegenheiten dieser Demogeronten.

Um alle desshalb nothwendigen Auslagen bestreiten zu können, hatte die Staatsregierung

⁹⁰⁾ Decret vom April 1828, Art. 2 und 3.

manche Lokaleinkünfte zur Verfügung der Demogeronten gestellt.

§. 182.

Da die im vorigen §. erwähnten Demogeronten den Wünschen und Absichten des Präsidenten nicht entsprachen, so dachte derselbe auf neue Einrichtungen.

Unterm 18ten October 1829 (alten Styls) machte er dem Senate Vorschläge und bald nachher erschien eine Ordonnanz. Nach dieser sollten die Lokaldemogeronten aus 12 Mitgliedern bestehen, und, bis zum Erscheinen eines Wahlgesetzes, direct von der Regierung aus einer zur Hälfte von den Lokalbehörden, zur anderen Hälfte dagegen vom Senate zu verfertigenden Liste ernannt werden. Von diesen 12 Demogeronten sollten immer nur drei im Dienste seyn, diese aber nach drei Monaten wieder von drei anderen abgelöst, und jedesmal die drei Dienstthuenden von der Regierung bezahlt werden. Einer dieser Dienstthuenden Demogeronten sollte die Aufsicht über die Lebensmittel, der zweite die über die Staatsdomänen, und der dritte die Constatirung der Geburten und Todesfälle zu besorgen haben. Versammlungen zur Berathung über die ihrer Competenz anvertrauten Gegenstände sollten die Demogeronten nur unter Vorsitz des Gouverneurs halten dürfen.

Diese im December 1829 erschienene Ordonnanz des Präsidenten ⁹¹⁾ ist jedoch nie in Vollzug gesetzt worden.

Vierter Titel.

Von dem Kirchen- und Schulwesen.

Erstes Kapitel.

Zustand der Griechischen Kirche.

§. 183.

Als in Griechenland der Ruf zur Freiheit erscholl, war die Griechische Geistlichkeit nicht zurück geblieben. Mit höchster Begeisterung hatte sie sogar den Impuls zum Kampfe gegeben, denn es galt ja nicht bloße politische Freiheit!!

Im Jahre 1817 wusste ein einfacher Priester, Papa Georgi, binnen zwei Monaten in Constantinopel selbst 15000 Hetäristen zusammen zu bringen. — Der Erzbischof Germanos ist der Erste gewesen, der im ewig denkwürdigen Jahre 1821, und zwar zu Kalavrita mitten im Peloponnes, die Fahne des Aufruhrs öffentlich

91) Décret du 22 novembre (4 décembre) 1829 im Courier de la Grèce vom $\frac{1}{13}$, Februar 1830 Nr. 7.

aufgesteckt hatte. ⁹²⁾ — Die gesamte Geistlichkeit bis hinauf zum Patriarchen selbst ist im Einverständnisse gewesen. — Allenthalben war die Geistlichkeit voran!

Daher jenes Schauer erregende Blutbad in Constantinopel und in anderen Theilen des Türkischen Reichs, wo binnen ganz kurzer Zeit der Patriarch Gregorius nebst mehr als 80 Bischöfen, Erzbischöfen und Exarchen erdrosselt, erhängt und enthauptet worden sind.

Die Prälaten und Mönche, welche dem Blutbad entgangen waren, entflohen — nach dem von der Türkischen Herrschaft befreiten Griechenland. Allein wie viele Vorsteher der Kirche wurden nicht auch da noch in Ketten und Banden geworfen, von denen die Narben noch bis auf die jetzige Stunde sichtbar sind?! Oder sie erduldeten gar den Märtyrertod selbst!!

Daher gestaltete sich der Freiheitskampf zu einem wahren Religionskriege, zu einem Kampfe nicht bloß um politische, sondern zu gleicher Zeit auch um religiöse Freiheit.

Faktisch war bereits, seit dem ersten Beginne des Freiheitskampfes, die Griechische Kir-

92) Eine sehr schöne Charakteristik dieses ausgezeichneten Prälaten, und eine Darstellung seiner ersten Schritte für die Griechische Freiheit, bei Pouqueville, *histoire*, II. p. 318 — 337.

che frei, nicht blos von der Hohen Pforte, sondern auch von dem Patriarchen, der ja selbst nur eine Creatur des Sultans war, und, wenn er seinen Kopf behalten wollte, es nothwendiger Weise seyn musste. Kein von dem Patriarchen und der Synode ernannter Bischof wurde mehr angenommen auf dem von der Türkenherrschaft befreiten Gebiete. Keine der hervorgebrachten Steuern und Abgaben, auch die Zinsen und Beiträge zu den Hofschulden nicht ausgenommen, wurde mehr von den Griechischen Kirchen und Klöstern an die Patriarchalische Kirche übersendet. Sogar nicht einmal für den Patriarchen ward mehr in der Kirche gebetet, sondern statt der bisherigen Formel, die bei den drei anderen Patriarchenstühlen und bei den unabhängigen Kirchen übliche Formel: Herr gedenke jeder rechtgläubigen Kirche, eingeführt.

§. 184.

Als der Graf Johann Capodistria an die Spitze der Griechischen Regierung getreten war, machte im Februar 1828 der Patriarch und die Synode von Constantinopel einen Versuch, das alte Verhältniss zum patriarchalischen Stuhle wieder herzustellen. Beide adressirten sich zu dem Ende an die Griechische Geistlichkeit, an die Primaten, so wie an die übrigen Griechischen Christen, ja an Capodistria selbst. Es er-

schien sogar eine aus dem Vikar des Patriarchen, und noch drei anderen Bischöfen, bestehende Deputation bei dem Grafen. ⁹³⁾ Allein auch er, der damals noch die nationale Bahn ging, lehnte diese Zumuthung auf eine sehr feine, wahrhaft diplomatische Weise ab. Das von ihm an den Patriarchen und an die Synode in Constantino-
pel übersendete Antwortschreiben verdient auf die Nachwelt gebracht zu werden.

Es lautet wörtlich, wie folgt:

*Réponse du Gouvernement Grec à la Lettre
du Patriarche, et du Synode de Constan-
tinople.*

La Lettre que Votre Sainteté, conjointement avec le Saint Synode, a adressée dans le mois de Février aux Primats, au Clergé, aux Grecs notables, ainsi qu'à tout le reste des Chrétiens habitans du Péloponnèse et des Iles de la Mer Egée, de tout rang et de toute classe, avait déjà paru dans les feuilles publiques de l'Europe entière, sans en excepter celles de la Grèce, lorsqu'en dernier lieu les Archevêques Métropolitains de Nicée, de Calcédoine, de Larisse et de Jannina, ainsi que le Grand Vicaire de l'Eglise Patriarchale sont venus à Poros, où nous nous trouvons actuellement.

Le lendemain de leur arrivée ils ont été in-

⁹³⁾ Sotir 20. April 1834, Nr. 25, p. 103 und 104.

vités à se rendre auprès de nous, et notre entrevue a eu lieu le 22 Mai (3 Juin) en présence des officiers supérieurs des forces navales que les puissances Alliées tiennent en station dans ces parages.

Quelques pénibles que fussent nos présentimens, cependant combien notre douleur ne s'est-elle pas encore accrue, nous ne saurions le dissimuler à Votre Sainteté, quand nous avons enfin acquis la certitude que la mission de ces Prélats n'avait pour but que de nous remettre la lettre du mois de Février, et de nous exhorter en même tems de la manière la plus pressante à leur faire au moins espérer que la nation Grecque se conformerait aux conseils que Votre Sainteté lui donne.

En recevant cette lettre de leurs mains nous leur avons exposé avec une entière franchise les motifs pour lesquels la démarche qu'ils venaient de faire ne pouvait avoir aucune suite, et moins encore de résultat analogue aux vœux que forme Votre Sainteté.

Les Archevêques dépositaires de Votre confiance nous ayant exprimé le désir d'être porteur d'une réponse écrite, nous n'hésitons pas à la leur donner dans les présentes. Elles renfermeront scrupuleusement les observations que nous avons articulées de vive voix dans l'entrevue du 22 Mai (3 Juin).

Nous sentons trop profondément tous les égards que nous devons à la situation de l'Eglise, et à V. S. pour nous permettre de résumer le contenu de sa lettre, et pour discuter les conditions, dont l'accomplissement ferait entrevoir à V. S. en faveur de la Grèce un avenir tel que l'exigent ses longues calamités, un avenir surtout qui lui offrirait des garanties de repos et de sécurité.

Nous nous bornerons à appeler l'attention de V. S. et du St. Synode sur celles de ces garanties que la Grèce a déjà obtenues de la justice, et de la bienveillance chrétienne de LL. MM. I. et R^{ms}. le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi de France et l'Empereur de Russie.

Nous la priérons aussi d'arrêter dans un pieux recueillement ses saintes méditations sur les miracles par lesquels le Seigneur dans sa miséricorde a, de tout tems, et notamment dans ces dernières années, a sauvé ce peuple.

Cerné et attaqué d'un côté par des armées formidables, séduit de l'autre par tous les prestiges à l'aide desquels la malveillance et la perfidie égarent la faiblesse humaine; livré aux conseils de l'inexpérience, poussé souvent jusqu'au bord de l'abyme, ce peuple existe encore, et il n'existe que parceque Dieu lui a accordé la grâce de trouver dans sa foi chrétienne la force de combattre, le courage de souffrir avec persévérance, et la détermination de périr plutôt que de se sou-

mettre au joug que ces pères ont subi, mais qu'ils n'ont jamais accepté.

Le sort de la Grèce est donc l'œuvre de la Providence. Les hommes ne doivent que respecter ses décrets. Les Grecs en sont convaincus, aujourd'hui plus encore que jamais, puisqu'ils touchent au terme de leurs infortunes, et que leurs vœux et leurs espérances vont s'accomplir.

Cette conviction est unanime et universelle. Ni les Primats, ni le Clergé, ni les Notables, ni le peuple auxquels V. S. s'adresse, n'en ont, et ne peuvent en avoir une autre sans se dénaturer, sans cesser d'être hommes et chrétiens.

Trop de sang a été versé, trop d'existences ont été détruites durant les 8 années de guerre, et de désastres qui ont désolé ce pays pour qu'il soit jamais possible d'y rétablir un ordre de choses quelconque qui ait pour base le passé.

Il en eût été autrement si le martyr du St. Patriarche Grégoire, de plusieurs Pères du St. Synode et des hommes les plus distingués de la nation n'avait donné à la Grèce la mesure de ce qu'elle se devait à elle-même pour se soustraire à l'extermination dont elle a été menacée depuis le mois de mai de l'année 1821 jusqu'au 6 Juillet de l'année dernière.

Le désespoir lui a prêté des armes, et elle

s'est défendue. Ses ennemis ont conjuré sa perte, et toutes leurs combinaisons n'ont fait que contribuer à son salut. Son arrêt de mort allait être signé, parcequ'en se conformant aux lois impérieuses de sa situation, elle avait contracté devant Dieu et les hommes l'engagement sacré de vivre libre sous la sauvegarde de ses droits, et enfin le traité de Londres a donné une sanction solennelle à cette engagement inviolable.

Il nous serait superflu d'entrer ici dans d'autres explications. Le témoignage des faits, qui sont sous les yeux de tout le monde, nous en dispense.

Nous devons, au nom et de la part de la nation qui nous a confié la direction de ses intérêts, prier V. S. de nous accorder ses bénédictions, et de nous croire invariablement attachés aux principes de notre Sainte religion.

Nous nous estimerons heureux toutes les fois qu'il plaira à Dieu de mettre V. S. dans une position où elle puisse nous faire jouir des biens qu'elle doit à tous les fils de la Sainte Eglise, dont elle est le chef.

Nous remettons les présentes aux Archevêques Metropolitains de Nicée, de Calcédoine, de Larisse, et de Jannina, ainsi qu'au Grand Vicaire de l'Eglise Patriarchale, et nous finissons en exprimant encore une fois les regrets que nous éprouvons de ne pouvoir rendre fructueux les

efforts qu'ils ont fait pour exécuter les ordres dont V. S. les a chargés.

Poros le 28 Mai (9 Juin) 1828.

Le Président J. A. Capodistrias.

Le Secrétaire d'Etat S. Tricoupis.

§. 185.

Nach dem bisher Bemerkten war die Griechische Geistlichkeit faktisch von dem Patriarchalischen Stuhle unabhängig, sie hatte aber selbst noch kein Oberhaupt. Daher kam während des Kampfes gegen die Türkische Herrschaft, und, nachdem die Türken besiegt worden waren, im Kampfe gegen die eigenen Hellenischen Brüder, die Kirchenzucht in gänzlichen Verfall. Viele Bisthümer waren verwaist, von Constantinopel nahm man aber keinen Prälaten mehr an. — Die Mönche verliessen ihre Klöster und zogen, gegen ihre Ordensregel, gegen das abgelegte Gelübde, im Lande herum. Zu ihnen gesellte sich noch eine zahllose Menge von nach Griechenland geflüchteten Bischöfen und Mönchen jeder Art, die nun sämmtlich auf Kosten des ohnedies schon sehr armen Griechischen Volkes ihr Leben fristeten. — Die Unwissenheit der Geistlichkeit war gröser als je, denn während des Freiheitskampfes waren Schulen und Unterrichtsanstalten in gänzlichen Verfall gerathen. — Auch die althergebrachte Sitte, sich

wegen Civilstreitigkeiten an die Bischöfe zu wenden, ward als Mittel benutzt, grose Summen zu erpressen. Die Justiz war dadurch wie käuflich geworden.

Allen diesen Missbräuchen und Unordnungen zu steuern, war dringendes Bedürfniss geworden.

§. 186.

Kapodistria, wie Diplomaten so häufig, nur halben Maasregeln geneigt, ergriff auch jetzt wieder nur eine halbe Maasregel. Er setzte eine provisorische, aus drei Bischöfen bestehende, geistliche Commission nieder, zur Besorgung der geistlichen Angelegenheiten im Lande.

Die vakanten Bisthümer und Metropolen wurden grosentheils besetzt, jedoch nur mit Vikarien, wozu man aus der Türkei entflohene Prälaten wählte. Oder es wurden mehrere Bisthümer mit einander vereinigt. Auch einige neue Bischofsitze wurden geschaffen, unter Anderem zu Navarin, Calavrita, Patradgik, Salamis und Syra. Andere Metropolen erhielten eine neue Benennung, z. B. Tripolizza den Namen Tegeatis und Mantinea, Neo Patras aber den Namen Naupaktos und Missolonghi.

Der Zustand der Griechischen Bisthümer vor Ankunft des Königs und der Regentschaft war folgender.

Im Peloponnese ward der Metropolit

von Larissa geistlicher Vikar zu Olene; der gewesene Metropolit von Theben Vikar zu Patras; der Bischof von Charioupolis Vikar zu Lakedämon; der Bischof von Bamphile Vikar zu Elos; wieder ein anderer zu Dimizzana; der Bischof von Eläa Vikar zu Navarin; endlich der Bischof von Moschonision Vikar zu Kalavrita.

Vom Patriarchen noch in früheren Zeiten eingesetzte Prälaten befanden sich nur noch in den Metropolen zu Korinth, zu Rheon und Prastos; ferner in den Bisthümern von Damala, Androussa, Bresthena und Tzernata.

Der Bischof von Damala endlich ward zu gleicher Zeit Vikar in Nauplia.

Alle übrigen Bisthümer und Metropolen im Peloponnese blieben unbesetzt. Manche Prälaten wurden sogar entsetzt, z. B. der Bischof von Tegeatis und Mantinea.

Auf dem Griechischen Festlande ward der Bischof von Hagon Vikar zu Patradgik; der Bischof von Poudounizza Vikar von Salona; und der Bischof von Talanti zu gleicher Zeit Vikar der Metropole von Athen.

Vom Patriarchen noch vor dem Freiheitskampfe eingesetzte Prälaten fanden sich nur noch in den Metropolen zu Theben, zu Naupaktos und zu Missolonghi, endlich zu Lepanto; ferner in den Bisthümern zu Talanti und zu Zeitouni.

Die übrigen Metropolen und Bisthümer auf dem Griechischen Festlande blieben unbesetzt.

Auf den Griechischen Inseln blieben alle Metropolen, Erzbisthümer und Bisthümer mit den alten, noch vom Patriarchen bestellten, Prälaten besetzt. An den neu errichteten Bischofsitzen zu Syra und Salamis wurden jedoch bloße Vikare angestellt: In Syra der Metropolit von Chios und der Bischof von Mirene; und zu Salamis der Bischof von Peristera.

Durch die getroffenen Einrichtungen wurde leider ein Unterschied zwischen kanonischen und nicht kanonischen Bischöfen hervorgerufen. Kanonische nannte man diejenigen, welche noch vom Patriarchen in ihre Diöcese eingesetzt worden waren. Ihrer sind es 22 an der Zahl gewesen; 11 Metropoliten, 2 Erzbischöfe und 9 Bischöfe. Der bloßen Vikare, oder der sogenannten nicht kanonischen Bischöfe gab es aber 12. Beide befehdeten sich auf gar vielfache Weise, denn die kanonischen dünkten sich mehr und besser zu seyn, als die nicht kanonischen.

Um die Verwirrung vollständig zu machen, kamen zu den erwähnten kanonischen und nicht kanonischen Prälaten noch etwa 20 andere Metropoliten und Bischöfe ohne alles Amt, welche sich theils in das befreite Griechenland geflüchtet, theils auf sonstige Weise ihr Amt verloren hatten. Auch sie verlangten Stel-

len und Brod, und durchzogen mit den übrigen Unzufriedenen das Land, da sie, was sie begehrten, nicht erlangen konnten.

§. 187.

Die Mönche, welche aus der Türkei entflohen waren, wollte Capodistria wieder aus dem Lande schaffen. Eine zu dem Ende günstige Gelegenheit kam, als die Vorsteher der Klöster vom Berge Sinai, Athos u. a. die Ihrigen zu wiederholten Malen zurückriefen. Allein die desfalls vom Präsidenten ergriffenen Maasregeln kamen nicht zur Ausführung.

Um die unwissende Geistlichkeit zu unterrichten, sollte mit grosem Pompe in Poros ein geistliches Seminarium errichtet werden. Was aber wirklich geschah, war mehr eine Satyre auf eine solche Anstalt. Auch löste sich dieselbe sehr bald wieder von selbst auf.

Um den Erpressungen der Geistlichkeit bei Gelegenheit der Schlichtung von Civilstreitigkeiten zu steuern, sollten Gerichte errichtet, diesen die Entscheidung über alle Civilstreitigkeiten zugewiesen, der Geistlichkeit aber nur noch die Schlichtung der rein geistlichen Angelegenheiten, wohin auch die ehelichen Angelegenheiten gezählt wurden, überlassen werden. Allein den meisten Bischöfen sagten diese Anordnungen nicht zu. Die Einen suchten dieselben zu umge-

hen, die Anderen sie sogar offen und in erklärter Opposition, zu bekämpfen. Leider wurden die Bischöfe in diesem Widerstande gegen die weltliche Gewalt von vielen Primaten insgeheim, oder auch auf offene Weise, unterstützt.

§. 188.

Um nun der Staatsregierung die nöthigen Mittel zur Verbesserung des Zustandes der Kirche, der Schulen und der damit aufs Innigste zusammenhängenden Druckereien, an die Hand zu geben, erliess am $2/_{14}$ ten August 1829 der National-Congress von Argos ein im Anhange mitgetheiltes Decret. Danach war der Präsident autorisirt, zu Gunsten der Kirche, der Schulen und der Staatsdruckereien, nicht allein über die, den mit den milden Stiftungen vermachten, Legate, sondern auch noch über die Einkünfte der Kirchen und Klöster zu verfügen. Aus dem Ertrage der in Anspruch genommenen Revenuen sollte eine unter der Aufsicht des Staates stehende Kasse errichtet werden.

Noch in demselben Jahre dieses Decretes wurden zwei geistliche Commissionen, bestehend aus Erzbischöfen und Bischöfen, ernannt. Die Eine sollte den Peloponnes, die Andere aber die Griechischen Inseln bereisen, um die Kirchen und Klöster zu inspiciren, theils zur Constatirung ihres Vermögens, theils zur Abstellung so

mancher anerkannter Missbräuche. Die Reise hatte statt, es wurde jedoch nur ein Theil des Peloponneses und die Inseln des Aegäischen Meeres bereist, und der Zustand der Klöster nur sehr unvollständig beschrieben. Dazu noch wurden nicht mehr als 246 Klöster beschrieben.

Auch geschah im Uebrigen nichts weiter zum Vollzuge jenes Decretes. Wie so Vieles Andere, was in jenen Zeiten decretirt und angeordnet worden ist, blieb auch dieses Decret unvollzogen.

Zweites Kapitel.

Zustand der Lateinischen Kirche.

§. 189.

Bei dem Ausbruch des Freiheitskampfes erwachte auch wieder der alte Groll zwischen Griechen und Lateinern, der in den letzten Zeiten vorher so glücklich versöhnt worden war (§. 162.). Genährt und gesteigert ward derselbe dadurch, dass die Lateiner nicht nur keinen Antheil am Kampfe nahmen, sondern, wie sie wenigstens von Seiten der Griechen allgemein beschuldigt werden, sogar mit der hohen Pforte heimlich zusammen hielten.

Das Rechtsverhältniss der Lateinischen Kirche blieb aber im Ganzen das Alte. Drei

Bisthümer zu Santorin, Syra und Tinos unter dem Erzbischof zu Naxos, und sie alle direct unter der Römischen Curie.

Zu diesen drei Bisthümern und einem Erzbisthum für eine Bevölkerung von höchstens 15—20000 Katholiken kam, wenigstens faktisch, noch ein weiteres Bisthum hinzu. Dem katholischen Bischof von Zante ward nämlich von Rom aus der ganze Peloponnes, in welchem sich auch jetzt noch, die Philhellenen mit einbegriffen, keine 50 Katholiken befanden, zugetheilt. Diese Anordnung wurde jedoch von der damaligen Staatsgewalt weder bestätigt, noch verboten, vielmehr gar keine Notiz davon genommen. Die ganze Wirksamkeit dieses fünften Lateinischen Bischofs in Griechenland beschränkte sich indessen nur darauf, einen Capuciner als Missionär nach Patras zu schicken.

Auch unter Französischem Schutze blieb nach wie vor die Lateinische Kirche. Daher pflegte man noch immer bei feierlichen Gelegenheiten die Französische Flagge aufzustecken.

So wie die Griechischen Bischöfe, so sollten auch die Lateinischen auf die Entscheidung rein geistlicher Gegenstände beschränkt werden. Allein auch bei ihnen gleicher Widerspruch, gleiche Widersetzlichkeit! Und hin und wieder wurden sie sogar vom Volke, das heisst, von ihrer katholischen Gemeinde, unterstützt; unter

Anderen in Syra, wo das Volk blos das geistliche Forum anerkennen, von dem weltlichen aber nichts wissen wollte.

D r i t t e s K a p i t e l .

Zustand des Schul- und Unterrichtswesens, dann der Griechischen Literatur.

§. 190.

Hatten, nach dem früher Bemerkten, die wissenschaftlichen Bestrebungen der Griechen seit dem Ende des 18ten Jahrhunderts den Ausbruch des Freiheitskrieges nicht wenig vorbereitet, so brachte nun der Kampf selbst, für's Erste wenigstens, allen jenen Bestrebungen den Untergang.

In der Wallachei, wo der Kampf zuerst begonnen hatte, fiel die ganze heilige Schaar bei Dragachan, bestehend aus mehr als 300 studirenden Jünglingen.⁹⁴⁾ Die berühmten Schulen in Kydonia und Chios wurden mit den beiden Städten selbst ein Raub der Flammen, dergleichen die Bibliotheken und anderen Sammlungen daselbst. Im Peloponnes und wo sonst der Krieg wüthete, z. B. in Janina, Missolonghi u. s. w. wurden die Schulen geschlossen, hin und wieder sogar zerstört. Die berühmten Bi-

94) Pouqueville, histoire, II, p. 486—488

bibliotheken in Smyrna, auf dem Berge Athos, so wie an verschiedenen Orten im Peloponnes, verschwanden. Ein groser Theil der Bücher ward zu Patronen verwendet. Sogar Manuscripte wurden zum Heitzen der Backöfen verbraucht, z. B. in den Klöstern, wo im 18ten Jahrhundert Björnstahl (§. 245.) noch solche gefunden. ⁹⁵⁾ In Constantinopel wurden die zahlreichen Bibliotheken der Griechen nach dem Pfunde verkauft, und damit Türkische Bäder geheizt. ⁹⁶⁾ Berühmte Lehrer endlich und grose Schriftsteller, wie Anthimus Gazis, Neophytus Bambas, Benjamin von Lesbos, Georg Génadius und Andere verliessen den Lehrstuhl und Schreibtisch, und wurden Apostel der Freiheit!

Mitten unter den Stürmen und Kämpfen jener Zeit verlor sich jedoch nicht der wiedererwachte Geist der Alten. Kaum vom auswärtigen Feinde befreit, dachte schon der Nationalcongress von Astros im Jahre 1823 wieder an die Schulen. Es ward beschlossen, den wechselseitigen Unterricht einzuführen, und den gelehrten Constantas als Inspector an die Spitze des Unterrichtswesens zu stellen.

Anfangs fehlte es an Geld, da gab der rei-

95) Pouqueville, voyage III, p. 24.

96) Pouqueville, histoire, II, p. 451.

che Barbakis aus Ipsara 600,000 Türkische Pia-ster zur Errichtung einer Lancaster'schen Schule in Argos. Und nachdem das Brittische Anleihen vom Jahre 1824 einigen Wohlstand verbreitet hatte, so wurden in der Moschee in Tripolizza, zu Nauplia, zu Athen, zu Tinos, zu Andros und auf einigen anderen Inseln des Aegäischen Meeres, Schulen, in Nauplia und Hydra aber Buchdruckereien errichtet. Georg Génadius stellte sich an die Spitze der Schule in Athen, und Kléoboulos mit Anthimus Gazis wurden zu Professoren in Tinos ernannt.

In dieser Lage der Dinge übernahm der Graf Johann Capodistria die Zügel der Regierung. ⁹⁷⁾

§. 191.

Der Nationalcongress von Argos, von dem sehr richtigen Grundsätze ausgehend, dass die Erziehung die Basis für eine künftige Regeneration Griechenlands sey, hatte unterm $\frac{2}{14}$ ten August 1829, in seinem 11ten Decret, dem Präsidenten die nöthigen Fonds bewilligt. Sie sollten verwendet werden zur Errichtung theils von Volksschulen, zur Belehrung des Volkes, theils von Normalschulen, zur Bildung von Lehrern, endlich von höheren Unterrichtsanstalten zur

⁹⁷⁾ Vergl. über die Leistungen des Grafen Fr. Thiersch II, 120 ff.

Pflanzschule von Beamten und Geistlichen. Zu eben diesem Ende hatte Capodistria, in früheren und späteren Zeiten, auch noch von wohlthätigen Griechen, im Inn- und Auslande, viele Geschenke und Legate erhalten. Ein noch nicht einmal ganz vollständiges Verzeichniss davon findet sich im Griechischen Regierungsbl. vom 27sten März und 29sten September 1834. ⁹⁸⁾ Es galt demnach nur, das grose Werk in's Leben zu rufen.

Da der Präsident auch dazu in sich selbst nicht die nöthige Kraft fühlte, so wendete er sich an seinen gelehrten Freund, den Russischen Staatsrath **Alexander Sturza**. Dieser unselige Momus der Deutschen Universitäten entwarf einen Plan für das Griechische Unterrichtswesen, welcher in dem Archive des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens noch heute vorhanden seyn muss. Er rieth zur Errichtung von Lancaster'schen und Normalschulen nach der Façon von **Sarazin**. Ferner zur Bildung einer Kriegsschule, eines geistlichen Seminars und einer höheren Schule der Staatswissenschaften. Aus der Letzten sollten die Diplomaten, Verwalter, Einnehmer, gerichtlichen Redner, Richter und die künftigen Gesetzgeber hervorgehen. Alle philosophischen, naturhistorischen und die so-

98) Regrgbl. 1834 Nr. 12 u. 33, pag. 91, 253 — 255.

genannten schönen Wissenschaften, welche die Alt-Hellenen gros und unsterblich gemacht hatten, sollten, nach seinem Lehrplane, als unnütz und sogar schädlich ausgeschlossen bleiben. Denn er sagte: — „Der Geist des Volkes neigt sich „zur Scheinliebe, seine Einbildungskraft ist un- „gestümm, es liebt Sophismen und träumt von un- „gezügelter Freiheit. Wir haben zur Belehrung „das Beispiel Russlands, welches die Folgen ei- „nes politischen Widerspruchs erfährt, da sein „geistvoller Hersteller die Früchte des Baumes „der Bildung zu früh zur Reife brachte und Aka- „demien errichtete.“

§. 192.

Der Rath des Freundes wurde befolgt, mit einziger Ausnahme der höheren Schule, welche, als noch zu frühzeitig, auf einen passenderen Zeitpunkt verschoben, oder vielmehr in die sogenannte Centralschule in Aegina verwandelt worden ist.

Um die Bildung von Schulen für den wechselseitigen Unterricht vorzubereiten, wurde noch im Jahre 1829 eine Commission niedergesetzt, bestehend aus den Herren Dutrône, J. Kokonis und Nikitopoulos. Nach dem von ihnen vorgelegten Organisationsplane, wurden noch in demselben und in dem folgenden Jahre Lancastersche Schulen im Peloponnes, auf den

Inseln und auf dem Griechischen Festlande errichtet. Am Ende des Jahres 1830 bestanden, nach den damals eingelaufenen Berichten, im Peloponnese 38 Lancastersche Schulen, auf den Inseln und dem Griechischen Festlande zusammen aber nur 48. Die meisten von ihnen waren von den Gemeinden und auf deren Kosten errichtet. Unter den Lehrern befanden sich aber sehr viele unwürdige und unwissende Männer. Nach einer vom Grafen noch im Jahre 1829 unter Nr. 700 erlassenen Verordnung sollten Gegenstände des Unterrichtes seyn: „Die unumgänglich nothwendigen Kenntnisse für den geselligen Menschen, das Lesen, Schreiben, Rechnen, der Religionsunterricht, und die Belehrung über religiöse und gesellige Pflichten etc.“

Im Juli 1830 ward in Aegina auch eine Musterschule errichtet. Ihr Zweck war Bildung von Lehrern des wechselseitigen Unterrichtes nach dem Systeme von Sarazin. Doch ein wirklicher Lehrer ward hier niemals gebildet.

§. 193.

Auch Hellenische Schulen wurden hie und da von einzelnen Gemeinden und Privaten errichtet, denn der Präsident kümmerte sich wenig um sie. Es sollen ihrer im Peloponnese 19, und auf den Inseln nebst dem Griechischen Festlande 18, also zusammen 37 bestanden haben.

Unter den Lehrern kannten jedoch nur wenige die alt Hellenische Sprache, und fast keiner eine gute Lehrmethode.

Es wurde ferner am $1/_{13}$ ten November 1829 in Aegina eine Art von Gymnasium, unter dem Titel einer Centralschule, errichtet. Zum Vorstand ward Andreas Mustoxides, zu Lehrern aber Georg Génadius, Chortakis und Johann Benthyllos ernannt. Lehrgegenstände sollten seyn: die altgriechische und französische Sprache, Geographie, griechische Geschichte und die Anfangsgründe der Mathematik. ⁹⁹⁾

Dieses Gymnasium nun, das erste seit der Befreiung des Landes, bedurfte der sorgfältigsten Pflege, denn es war den vor dem Freiheitskampfe bestandenen Schulen zu Chios, Kydonia und Smyrna noch bei weitem nicht ebenbürtig. Statt der Pflege wurden aber die Lehrer argwöhnisch bewacht, und die Lehrfreiheit auf jegliche Weise beschränkt. Im Unmuthe über eine solche Behandlung gab Benthyllos seine Entlassung.

§. 194.

Diese, in den beiden vorhergehenden §§. erwähnten Unterrichtsanstalten nun, so dürftig

99) Decret vom $1/_{13}$. November 1829 art. 2.

sie auch waren, hatten dennoch einen nur sehr kurzen Bestand.

Im Jahre 1831 nämlich wankte schon Capodistria's Herrschaft. Die Staatskassen waren leer, die Kassen der Gemeinden und Privaten erschöpft, die Lehrer daher schon längere Zeit ohne Gehalt. Eine Schule nach der anderen wurde geschlossen. Nur wenige Lehrer, aus Liebe zur Wissenschaft und zu ihrem Vaterlande, blieben auf ihrer Stelle und hofften auf bessere Zeiten. Statt dieser erfolgte aber im Jahre 1832 die allervollständigste Anarchie.

Die Administrativ-Commission verordnete zwar unter Nr. 50, auf Antrag des trefflichen Jakovsky Rizo Néroulos, dass die rückständigen Besoldungen der Lehrer aus den örtlichen Einkünften jeder Stadt oder Eparchie, in welcher die Schule bestände, bezahlt werden sollten. Allein — es blieb bei der gutgemeinten Verordnung. Und die Schulen blieben geschlossen, bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft.

§. 195.

In einem Kloster zu Poros wurde ein geistliches Seminarium unterm 6/18ten März 1830 errichtet. Nach der amtlichen Ausschreibung unter Nr. 243 strömten die Schüler von allen Seiten herbei und wurden grosentheils

auf Staatskosten unterhalten. Aus der Staatskasse aber wurden 6 Lehrer besoldet. In der Wirklichkeit waren jedoch die geringen Einkünfte des kleinen Klosters der lebendigen Quelle (*τῆς Ζωοδόχου πηγῆς*) in Poros für diesen grossen Zweck bestimmt. Davon wurden zwei Lehrer und 12 bis 15 Schüler nothdürftig unterhalten, und blos im Altgriechischen, so wie in den Mönchsregeln unterrichtet; bis auch diese wenigen Lehrer und Schüler im Anfange des Jahres 1832 auseinander liefen, von Hunger und Elend heimgesucht, und verscheucht durch den schlechten Unterricht.

Bei weitem am Besten war die Militärschule der Evelpiden in Nauplia gelungen. Sie wurde schon im Jahre 1828 von dem General v. Heideck, meinem sehr verehrten Freunde, organisirt. Lehrgegenstände waren, ausser der altgriechischen und französischen Sprache, Elementar-Mathematik, descriptive Geometrie, taktische Befestigungskunst und militärisches Planzeichnen. So lange der Französische Capitain P a u z i é diesem Institute vorstand, machten die Schüler die grössten Fortschritte, und alles ging ganz vortrefflich. Späterhin, zumal während der Anarchie im Jahre 1832, riss auch hier Mangel und Elend ein. Dennoch wusste der neue Vorstand, Oberst Reineck, diese treffliche Anstalt, wenn auch nur nothdürftig, bis zur An-

kunft des Königs und der Regentschaft, zu erhalten.

§. 196.

Auch ein Waisenhaus, das Orphanotroph, wurde in Aegina errichtet. Es sollte dadurch die heilige Schuld des Vaterlandes, für den Heldentod so vieler dahingeschiedener Griechen, an deren unglückliche Waisen abgetragen werden. Die Einen sollten nützliche Handwerke, die Anderen Sprachen erlernen, und wieder Andere die Wissenschaften studiren, alle aber nützliche Bürger werden. — Die Idee war gewiss schön und gut, die Ausführung aber desto schlechter. Auf der Strasse und in den Feldlagern wurden die Knaben zusammen gelesen, oder aus der Aegyptischen Gefangenschaft losgekauft. Allein die gewesenen Diener der Officiere, diese sogenannten Adoptivsöhne (*ψυχυιοί*) der Palikarchefs, woraus die Palikaren selbst erzogen zu werden pflegen, und die Aegyptier brachten Krankheiten, zumal ansteckende Augenkrankheiten, und Laster jeder Art mit in die Anstalt. Wiewohl daher die erste Gründung, nach Capodistria's eigener Angabe bei dem Nationalcongress in Argos, 568,359 Französische Franken gekostet, und die, nach dem Tode des einen und nach der Verjagung des anderen Grafen, eingesetzte Administrativ-Commission, um der Anstalt aufzuhelfen, viel verordnet und angeordnet

hatte, so ging dennoch weder ein Handwerker, noch ein Gelehrter aus derselben hervor. Vielmehr traf sie der König und die Regentschaft im allergrösten Verfall, die meisten Kinder der Anstalt entlaufen, die zurückgebliebenen aber dem schauderhaftesten Sittenverderbnisse ergeben, oder leidend an Aegyptischen Augenübeln.

§. 197.

Zur Erhaltung der alten nationalen Denkmähler wurde schon in den ersten Jahren des Freiheitskampfes in Nauplia, unter dem Namen Philomuse, eine Privatgesellschaft gebildet, unter dem Grafen Johann Capodistria aber zu eben dem Ende ein Museum in Aegina gegründet. Bei der Ankunft des Königs und der Regentschaft fanden sich in diesem Museum Griechenlands, ausser einigen sehr schönen Vasen, nur einige Inschriften, zerbrochene Köpfe, verstümmelte Bildsäulen und andere unbedeutende Bildwerke. Das Beste von der Sammlung war während der Direction von A. Mustoxides entwendet, und zu dessen Wiedererlangung unterm $\frac{6}{18}$ ten Juli 1834 das Geeignete angeordnet worden. ¹⁾

Eine Staatsbibliothek endlich, bestehend aus Geschenken von Neophytus Doukas, Korais, Nikolaos Zosimas, Komitas Stephanos,

1) S. das Griechische Regierungsblatt vom 8. September 1834 Nr. 31.

und anderen Vaterlandsfreunden, befand sich gleichfalls in Aegina, wiewohl unzugänglich und daher unbenutzt. Die Administrativ-Commission öffnete zwar deren Gebrauch einem jeden, bei dem anarchischen Zustande jener Zeiten war aber der Zudrang zu ihr dennoch nicht gros.

§. 198.

Trotz dieser für wissenschaftliche Bestrebungen so ungünstigen Zeiten blieb dennoch der wieder erwachte Sinn und die Neigung dafür. Viele lernbegierige Jünglinge verliessen das Vaterland, um im Auslande Bildung und dadurch das Mittel zu suchen, ihrem Vaterlande nützlich werden zu können. Sehr viele suchten diese Bildung, auch in diesen Zeiten noch, in Frankreich, z. B. die Gebrüder Skouphos, Demetrius Soutzo, Michel Schinas, Klonaris u. a. mehr. Einige Wenige suchten sich in Wien zu bilden, unter Anderen Georg Athanasios. Doch die Meisten besuchten berühmte Deutsche Universitäten. Benthyllos, Psillas und andere studirten in Leipzig, Klarakis, Mavros, Pólyzoïdes u. a. theils in Göttingen, theils in Leipzig; Constantin Schinas endlich, der gelehrteste von Allen, in Berlin und Bonn.

Unter solchen Umständen konnte unmöglicher Weise die Literatur ganz brach da liegen. Der schon früher erwähnte Neophytus Dou-

kas fuhr fort in seiner Bearbeitung der alten Classiker, und gründete zu dem Ende auf eigene Kosten eine Druckerei in Aegina. Der unermüdliche und gelehrte Skarlatos Byzantios brachte sein Griechisches Wörterbuch der Vollendung wenigstens schon sehr nahe. Es erschienen nach einander die Schriften des berühmten Korais, von denen einige dieser Periode noch angehören. Das Wörterbuch von Koumas. Die verschiedenen Werke von Michel Schinas, Athanasios von Stagira, G. Theocharopoulos, Polyzoides, Kokonis, Panagiotis Soutzo u. a. mehr. Insbesondere auch die Geschichte Souli's von dem muthigen Perévos. Und wer kennt nicht die Werke der als Historiker, wie als Dichter gleich ausgezeichneten Jakovsky Rizo Néroulos ²⁾ und Alexander Soutzo? Sogar Griechische Damen finden wir in den Reihen der Schriftsteller! Im Jahre 1826 erschien unter dem Titel *Νικήρατος* das treffliche Gemählde jener furchtbaren Katastrophe von Missolonghi, von der berühmten Schwester des noch berühmteren Kairis, Namens Evandia. — Grose Philhellenen blieben auch in dieser Beziehung nicht zurück. Der jetzige königlich

2) Ein, wiewohl nicht ganz vollständiges, Verzeichniss der zahlreichen Werke von Rizo findet sich in dessen *Cours de litt. préface. p. XV — XXIII.*

Griechische Oberst Gordon schrieb eine Geschichte der Griechischen Revolution. Jourdain aber wenigstens historische und militärische Memoiren vom Jahre 1822 bis zur Schlacht von Navarin im Jahre 1828.

Doch die meiste literarische Thätigkeit ging in die Tagesblätter über, deren mehrere seit den ersten Zeiten des Freiheitskampfes erschienen sind. — Von literarischen Blättern erschien auch in dieser Periode noch der früher erwähnte Merkur, später die *Aeginea* (*ἡ Αἰγιναία*). — Weit zahlreicher waren aber durch Philhellenen empfohlen ³⁾ die politischen Blätter. Schon seit den ersten Zeiten des Kampfes erschienen der Freund des Gesetzes, und die allgemeine Zeitung der Hellenen, in Missolonghi aber die Hellenische Chronik. Unter Capodistria hauptsächlich der Kurier von Griechenland, als Blatt der Regierung und redigirt von A. Mustoxides. Ferner

3) Mit welchem Widerwillen die Journale in den ersten Zeiten des Freiheitskampfes in Griechenland aufgenommen worden sind, beweisen unter Anderem die Aeusserungen jenes Spartaners im Rathe zu Kalamata, bei Pouqueville, *histoire*, II, p. 585 u. 586. Un des membres du sénat de Calamata, le Laconien Krevata, vêtu du costume des pâtres du mont Taygete, brisa le talisman en répondant à ceux qui parlaient de faire des journaux, „que les Ancêtres des Grecs n'avaient pas eu besoin d'éphémérides pour transmettre à la postérité le souvenir des journées de Marathon, de Salamine, de Platée et de Mycale, et qu'il fallait vaincre avant de discourir.“

unter der Redaction von Antoniadès die Aurora, und unter der Firma von Polyzoides der Apollo. Die beiden letzten Blätter von republikanischer Tendenz. Unter der Administrativ-Commission endlich die Minerva von demselben Antoniadès, mit derselben Tendenz. Der Spiegel von Razis, als Partheiblatt der Capodistriener. Die Nationalzeitung von Chrysides; und der Griechische Moniteur, in seiner besseren Zeit von meinem Freunde Constantin Schinas, als Blätter der Regierung.

Fünfter Titel.

Von dem Kriegs- und Seewesen.

Erstes Kapitel.

Kriegswesen.

§. 199.

Zur Zeit der Türkischen Herrschaft gab es natürlich kein Griechisches Heer. Die Einzigen, welche damals den kriegerischen Stand der Griechen bildeten, und daher einiger Massen mit unseren Soldaten verglichen werden konnten, sind die Klephten mit ihren Palikaren. ⁴⁾

4) Gute Bemerkungen über diese Albanesische Miliz und deren Geschichte, bei Pouqueville, voyage dans la Grèce, II, p. 592 — 606.

Unter Klephten, auch Capitäne genannt, versteht man diejenigen freien Griechen, welche sich nie unter das Türkische Joch gebeugt, sondern sich vielmehr bewaffnet, wie sie immer waren, in die Gebirge zurückgezogen hatten, um von hier aus ihre Freiheit gegen etwaige Angriffe der Türken zu vertheidigen. Der Name kommt von *κλεπτης* im Altgriechischen und *κλήφτης* im Neugriechischen, das heisst Dieb, Räuber. Denn wie unsere alten Raubritter, und nach dem Vorbilde der Althellenen selbst, ⁵⁾ pflegten sie es bei ihrem Ultrafreiheitssinne mit dem Mein und Dein eben nicht gar zu streng zu nehmen. Waren diese Klephten von der Türkischen Regierung als Militärchefs anerkannt und zu dem Ende mit einem Diplome versehen worden, so wurden sie von den Türken *Armatolen*, von den Griechen aber *Capitäne* genannt (§. 3 und 245). Durch ein Grosherrliches Rescript selbst waren die Klephten von Makedonien, Thessalien, Akarnanien und Aetolien in 14 Kapitaneien von Armatolen eingetheilt und auf diese Weise förmlich anerkannt worden. ⁶⁾

Die Leute und das Gefolge dieser Klephten und Armatolen bildeten die *Palikaren*. π

5) Viele Stellen bei Hugo Grotius, *de jure belli ac pacis* lib. II, c. 15. Nr. 415 f. Pouqueville, *voyage dans la Grèce*, II, p. 572.

6) Pouqueville, *histoire etc.* I, p. 53.

παλικάρι heisst Knabe, wie im Altdeutschen Bube, oder noch heute im Bayerischen Gebirg und in anderen Gegenden des südlichen Deutschlands der Bue. Diese Palikaren nun, deren eigentliche Heimath Rumelien ist, zu denen aber auch noch die Mainoten gezählt werden können, sind in mehr als einer Beziehung ähnlich den alt Homerischen Helden, nicht allein in Wuchs und Gang, sondern auch in Tracht und Sitte, ⁷⁾ in ihrem Thun und Treiben. ⁸⁾ Wie die Alten, so lieben sie unter Anderem auch heute noch gymnastische Uebungen, zumal den Discus und Wettlauf. Berühmte Capitäne der neueren Zeit noch, wie Gouras u. a. liebten es, sich in solchen Uebungen auszuzeichnen.

Diese Klephtes nun sammt den Palikaren, welche nie die Waffen abgelegt hatten, bildeten seit dem Freiheitskampfe den Kern des gegen die Türken aufgebottenen Heeres. Und um sie zur Fortsetzung des Kampfes zu bewegen, ausser ihnen aber auch noch andere zur Ergreifung der Waffen zu ermuntern, wurde einem jeden Strei-



7) Eine gute Abbildung einiger Albanesischen Palikaren findet man bei Choiseul Gouffier, I, p. 6.

8) de la Guilletiere, Athenes ancienne et nouvelle p. 89. beschreibt sie schon im 17ten Jahrhundert mit folgenden Worten: Ils sont naturellement braves, déterminés, et infatigables; grands voleurs, et justement dans la terre ferme de Grèce ce que les Magnottes sont sur mer. Die Mainoten waren nämlich von je her als Seeräuber bekannt.

ter, für die Zeit des glücklich beendigten Freiheitskrieges, eine Entschädigung in Grund und Boden zugesichert. Dieses geschah zuerst in der Constitution von Epidaurus im Jahre 1822, ⁹⁾ und später noch in einer eigenen langen Verordnung vom 7ten Mai 1822 (alten Styls).

§. 200.

Neben den, so eben erwähnten unregelmässigen Truppen, suchte man schon seit den ersten Zeiten des Freiheitskampfes auch regelmässige Truppen nach Europäischer Weise zu bilden.

Eine aus 40 Artikeln bestehende Verordnung vom 1sten April 1822 (alten Styls) enthält die Formation des regelmässigen Heeres nach einem für das damalige Griechenland bei weitem zu grosartigen Maasstabe. Darnach sollten die regelmässigen Truppen aus: 1) Linieninfanterie, 2) leichter Infanterie, 3) Belagerungs-Artillerie, 4) Feldartillerie, 5) schwerer Cavallerie, 6) leichter Artillerie, und 7) aus einem Geniecorps, und jedes dieser verschiedenen Corps wieder aus Regimentern bestehen. ¹⁰⁾ Bis zur Bekanntmachung eines nationalen Militärgesetzbuches sollten die Französischen Militärgesetze und Ver-

9) Constit. vom 1/13. Jänner 1822 art. 101.

10) art. 1 — 4.

ordnungen gelten; ¹¹⁾ eine Verfügung, welche sich bis in die neuesten Zeiten erhalten hat. Die Truppen sollten auf Europäische Weise gekleidet werden, ¹²⁾ was freilich mit dem, was man heut zu Tage so oft wiederholen hört, gar sehr contrastirt.

Neben diesem regelmässigen Griechischen Heere, das freilich immer nur auf dem Papiere existirt hat, sollte auch noch ein Bataillon von Philhellenen ¹³⁾ und eine Germanische Legion ¹⁴⁾ gebildet werden. Und zu allen diesen Verfügungen kam unterm 10ten September 1825 noch ein schon früher versprochenes ¹⁵⁾ Gesetz über die Conscription.

Auch berühmte Philhellenen bestrebten sich, regelmässige Truppen, sogenannte taktische Corps, zu bilden, zumal General Normann, Oberst Fabvier, General von Heideck u. a. mehr.

Allein sey es, dass man die Sache nicht gehörig anzugreifen, oder ihr nicht den nöthigen Nachdruck zu geben wusste, oder dass die Abneigung gegen regelmässiges Streiten, oder das Widerstreben der Militärprimaten noch zu gross war, immerhin blieb die militärische Stärke der

11) art. 10 u. 11.

12) art. 23.

13) Verordnung vom 29ten April 1822 art. 1 — 10.

14) Vero. vom 14ten Jänner 1823 art. 1 — 23.

15) Vero. vom 1ten April 1822 art. 7.

Griechen bei den sogenannten unregelmässigen Truppen, und die meisten der erwähnten Verordnungen und Anordnungen blieben ohne allen Erfolg.

Daher erklärt sich das fortdauernde grosse Ansehen, in welchem nach wie vor die Militärprimaten standen. Sie, verbunden mit den Civilprimaten, spielten die Herrn im Lande. Zum Zeichen ihrer Macht waren sie stets umgeben von einer grossen Anzahl von bewaffneten Palikaren, ihren Getreuen, auch in dieser Beziehung ähnlich unseren Germanischen Vorfahren im Mittelalter. Um eine kleine Idee von der Ausdehnung solcher militärischen Gefolge zu geben, führe ich aus einem in Griechenland erschienenen Blatte an, wie der bekannte Kolokotronis auf dem Nationalcongress in Argos im Jahre 1829 aufgetreten ist. Le 28 juin: Le général Colocotroni, député de Cariténa, est arrivé hier à Argos, avec un diminutif de sa suite ordinaire; cependant ce diminutif ne laisse pas de produire un effet assez étrange en égard au temps et à la circonstance; il a établi ses tentes dans la plaine, et est venu aujourd'hui ici pour voir le président. ¹⁶⁾

§. 201.

Als Capodistria die Zügel der Regierung

16) Courier d'Orient du 14 juillet 1829 Nr. 17.

ergriffen hatte, suchte auch er, in diesen, für das Bestehen des jungen Staates so wichtigen, Zweig Ordnung zu bringen. Allein es galt auch in dieser Beziehung nichts Geringeres, als den Militärprimaten die Militärherrschaft zu entreissen.

Zu dem Ende ward die Bildung von 4 Bataillonen regelmässiger Infanterie, von 2 Escadronen regelmässiger Reiterei und eines Bataillones Artillerie angeordnet. Ausserdem sollte ein Muster-Bataillon, das sogenannte bataillon-mo-dèle, und aus den bisherigen unregelmässigen Truppen 20 Bataillone leichter Infanterie und eine Escadron leichter Cavallerie gebildet werden. Die Disciplin und Verwaltung sollte für die regelmässigen, wie für die leichten Truppen, gleich seyn, und auf diese Weise, wie man sagt, die Zusammenschmelzung beider in ein einziges Corps vorbereitet werden.

Der Nationaleongress in Argos gab dem Präsidenten, zum Zweck der Organisation eines Heeres, sogar neue erweiterte Vollmachten, und trug ihm insbesondere auf, das Conscriptionsgesetz vom 10ten September 1825 in Vollziehung zu setzen. ¹⁷⁾ Auch ward, wie in früheren Zeiten schon so oft, beschlossen, Grundeigenthum zu vertheilen, einentheils zur Belohnung

17) 4tes Decret vom 26ten Juli 1829 art. 1 und 2.

der schon geleisteten Dienste, welche damals schon auf 54 Millionen Türkische Piaster angeschlagen worden sind, anderntheils aber auch zur Belohnung der noch weiter zu leistenden Dienste. ¹⁸⁾

Rasch rückte nun die Organisation des Heeres voran, bis durch die veränderte Politik des Präsidenten wieder Alles vereitelt ward. Seitdem sich derselbe nämlich in die Arme der Primaten geworfen hatte, wurden diese zwar reich, allein die Armee darbte an Allem. Die Chiefs bezogen zwar fortwährend grose Summen für ihre Truppen, allein die Corps selbst schrumpften mit jedem Tage mehr zusammen. Die Soldaten standen nur noch auf dem Papiere, und der für sie erhaltene Sold blieb in den Taschen der Chiefs. Um aber bei Soldzahlungen und Revuen die nöthige Anzahl Soldaten nachweisen zu können, pflegte, wie vordem am Hofe Ali Pascha's von Janina, wo dieser Betrug seine eigentliche Heimath hat, ¹⁹⁾ Einer dem Anderen seine Leute zu borgen; oder man liess zu diesem Ende Bauern figuriren, was um so eher anging, da das Militär keine eigene Tracht hatte. Zu glei-

18) 4tes Decret des Nationalcongresses zu Argos art. 3, und besonders das 5te Decret vom 29ten Juli (10ten August) 1829 art. 1 — 5.

19) Ibrahim-Manzour-Efendi, mémoires etc. p. 412 und 413.

cher Zeit erregte diese Begünstigung der einen Primaten die Eifersucht der anderen, denn es ist bei dem Griechischen Nationalcharakter weit besser, Niemand zu begünstigen, als nicht allen Gleichgestellten auf gleiche Weise zu geben.

Schon war der Knoten geschürzt, als auch noch, unter den meuchelmörderischen Streichen des Sohnes eines tief verletzten Primaten, der Graf selbst fiel.

§. 202.

Nach der Ermordung Capodistria's erhoben sich von Neuem die Codjabaschi's sammt den Militärprimaten. Die Ersteren, verbunden mit den Phanarioten, begannen wieder ihre alten Intriguen, die Letzteren dagegen umgaben sich wie zuvor mit ihrem Anhang, ihren alten getreuen Palikaren.

Um den Gordischen Knoten zu zerhauen, berief man einen neuen Nationalcongress nach Argos. Allein die Zeit der ruhigen Berathung war vorüber. Die verschiedenen Partheien, veranlasst durch die im December 1831 stattgehabte Katastrophe, trennten sich sehr bald. Die Einen blieben in Argos und später in Nauplia, die Anderen kamen in Perachora und Megara zusammen. Und das Schwert sollte über des Landes Zukunft entscheiden. ²⁰⁾

20) Fr. Thiersch I, 70 ff.

Jede der nun bestehenden beiden Regierungen, sowohl die in Nauplia, als die neue in Megara, suchte, ausser ihrer alten Parthei, auch noch unter den Truppen der bisherigen Regierung, einen Anhang. Von diesen schlugen sich die Einen zu den Machthabern in Megara, die Anderen blieben der Regierung in Nauplia ergeben. Das Resultat dieses Zwiespaltes war völlige Auflösung der regelmässigen, wie der sogenannten leichten Bataillone. Um nun aber noch mehr anzuziehen, und zu gleicher Zeit auf eine wohlfeile Weise seine Anhänger zu belohnen, begann man, in Ermangelung des baaren Geldes, militärische Grade zu ertheilen. Der Anfang damit ward in Megara gemacht, sehr bald fand aber das gute Beispiel auch Nachahmung in Nauplia selbst. Nun wurde der gemeine Soldat Corporal oder auch sogleich Lieutenant, der Lieutenant ward Capitän, der Capitän aber Oberst oder gar General. Bei solchen Aussichten verliessen sogar Bauern den Pflug, und Handwerker ihr Gewerbe, um auf diese schnellere und bequemere Weise zu Geld und Ehre zu kommen. Binnen ganz kurzer Zeit sollen über 12,000 solcher Diplome vertheilt worden seyn.

Als aber auch jene vielbesprochene Fusion der Partheien zur Einsetzung der Administrativ-Kommission, und somit zur fortwährenden Confusion, geführt hatte, fuhr

noch fort, Diplome zu ertheilen. Allein ein Heer kam darum dennoch nicht zu Stand. Daher fanden der König und die Regentschaft, bei ihrer Ankunft in Nauplia im Anfange des Jahres 1833, zwar viele Tausende herumziehender und das Land verheerender Palikaren, welche sich 14 Tage vorher (am $4/16$ ten Jänner 1833) noch mit den Französischen Truppen in Argos geschlagen hatten. Allein als Truppen der Administrativ-Commission nur einige Tausend Generale, viele Tausende von Officiern, und etwa 150 Gemeine von den ehemaligen regulären Bataillonen, und diese dazu noch halb verhungert und ganz zerlumpt.

Zweites Kapitel.

Von dem Seewesen.

§. 203.

Vor dem Freiheitskampfe hatte zwar der Ruf der Griechischen Matrosen ihnen den Zutritt zu den Türkischen Handels- und Kriegsschiffen eröffnet, allein eine Griechische Flotte gab es begreiflicher Weise noch keine. Als daher der Ruf zur Freiheit ertönte, bewaffneten die durch den bis dahin blühenden Handel reich gewordenen Capitäne, zumal von Hydra, Spezzia und von Ipsara, ihre Handelsschiffe. Mit ihnen

griffen sie die größten Türkischen Kriegsschiffe an, und retteten durch die Kühnheit ihrer Thaten mehr als einmal das nahe an den Abgrund gedrängte Vaterland.

Ein alter Ipsariote, der schon am 26sten Juli 1770 zu jenem furchtbaren Schauspiele bei Tschesmé mitgewirkt hatte, ²¹⁾ führte zuerst die Brander in die Griechische Marine ein. Ein anderer Ipsariote, Namens Papa Nikolaus, sprengte das erste Türkische Linienschiff in die Luft. ²²⁾ Und ein dritter Ipsariote, der berühmte Kanaris, indem er sieben Mal sein Leben einsetzte, verbrannte allein 2 Kapudan Pascha's, nebst 3 Türkischen Fregatten und 2 Korvetten. Und wer kennt nicht die Heldenthaten von Tombazis, Sachtouris, Kriezis, Miaoulis und von so vielen Anderen mehr? Die brillantesten Pagina's einer künftigen Geschichte von Hellas werden sicherlich von den Wundern der neueren Griechischen Marine erzählen.

Dennoch gab es, in den ersten Jahren des Kampfes, nur bewaffnete Fahrzeuge von Hydrioten, Spezzioten, Ipsarioten und Anderen, eine Staatsmarine fehlte damals noch ganz. Die ersten wahren Nationalschiffe erhielt die Griechische Nation erst bei Gelegenheit der Englischen

21) S. über diese Schlacht. Choiseul Gouffier, I. p. 94 — 96.

22) Alexandre Soutzo p. 113 — 116.

Anleihe, nämlich die Fregatte Hellas, nebst einigen Dampfbooten. Dazu kam später noch eine Korvette, welche Lord Cochrane von den Arabern erbeutet hatte.

§. 204.

Statt der Schiffe fand aber Capodistria desto mehr Admirale und Capitäne vor, 9 Admirale und über 100 Capitäne! Für sie nun aber auch eine Marine zu schaffen, war wenigstens sein ernstes Bestreben. Allein auch hierbei kamen wieder die Hindernisse von den Primaten, diesmal von den Primaten der Inseln.

So lange nämlich der Staat keine eigene Marine hatte, musste er zum öffentlichen Dienste stets Handelsschiffe nolisiren. Viele Schiffseigenthümer waren daher schon deswegen gegen eine Staatsmarine, weil sie dann ihren eigenen Verdienst zu verlieren befürchteten. Dazu kam noch das Interesse der Freunde und Verwandten dieser Primaten. Jedes Handelsschiff war nämlich bemannt mit Matrosen von derselben Insel, wo auch der Capitän zu Hause war; viele Schiffe sogar ausschliesslich mit Familiengliedern und Freunden des jedesmaligen Capitäns, so dass Freundschaft und Verwandtschaft die Haupttitel zur Aufnahme waren. Um nun dieses System noch fester zu begründen, liess man die Matrosen laut erklären, dass sie nur unter einem ihrer

Primaten dienen könnten und wollten. Dieses Freundschafts- und Verwandtschafts-System wurde anfangs sogar auf die Bemannung der Kriegsschiffe zur Anwendung gebracht. Die Fregatte Hellas z. B. war, da sie von Miaoulis commandirt ward, blos mit Hydrioten, grosentheils Verwandten und Freunden des Admirals, bemannt. Dasselbe galt von der Corvette, welche gleichfalls von einem Hydrioten, Sachini, befehligt worden ist.

Zu allen diesen, von Seiten der Primaten herrührenden, Schwierigkeiten kamen nun noch die vielen Admirale und Schiffscapitäne hinzu. Von denen ein jeder das Vaterland wenigstens einmal gerettet und daher ganz gleiche Ansprüche auf Entschädigung und Belohnung zu haben behauptete. Und von denen die Meisten auch der That sich um das Vaterland sehr verdient gemacht hatten.

§. 205.

Zur Beseitigung aller dieser Schwierigkeiten und Hindernisse versuchte der Graf zu die Bildung einer Marine. Zu dem Ende gründete er in Poros ein Arsenal, und die Flotte ward nach und nach bis zu 4 Corvetten, 5 Brigs und 6 Goeletten vermehrt.

Besass der Staat aber einmal Schiffe, hatte er auch grössere Auswahl bei der Bei-

nung. Man nahm zu Commandanten nach dem Vertrauen und dem Verdienste. Eben so die Matrosen, ohne auf Freundschaft oder Landsmannschaft ausschliesslich zu sehen. Diese Amalgamirung ging, wiewohl schwer, dennoch voran. Die National-Flotte durchkreuzte die Griechischen Meere, und reichte zu deren Sicherheit hin.

Um aber insbesondere die Bewohner von Hydra, Spezzia und Ipsara zu Frieden zu stellen, ward ihnen von dem National-Congress zu Argos, wie es frühere Versammlungen schon öfters gethan hatten, abermals hinreichende Entschädigung zugesagt, und die Untersuchung ihrer Rechtstitel angeordnet. ²³⁾

Allein — die Hydrioten begehrten für sich allein die enorme Entschädigungssumme von einer Million und 200,000 Span. Thalern. Die Spezzioten eine Million und die Ipsarioten 700,000. Das Decret des National-Congresses blieb daher ohne Vollzug. Dazu kam noch das unselige Jahr 1831, und setzte, wie so vielem Anderen, so namentlich auch dem Aufschwung der Griechischen Marine sein trauriges Ziel. Die Herrschaft Capodistria's neigte sich zu ihrem Untergang. Miaoulis ward zur Verbrennung der Griechischen Flotte in Poros getrieben. Wegen Man-

23) 5tes Decret vom 29ten Juli (10ten August) 1829 art. 1 und 6.

gel an Geld verfiel die Marine des Staates, das Arsenal aber ward geleert. Statt des Mittelpunktes für den Handel wurde nun Hydra und später Spezzia das Centrum für die Opposition gegen die jedesmal bestehende Regierung. Daher fand der König und die Regentschaft bei ihrer Ankunft ein leeres Arsenal, die Schiffe des Staates theils verfault, theils wenigstens gänzlich unbrauchbar, die Meere aber mit Seeräubern bedeckt.

Sechster Titel.

Von der Finanzverwaltung.

§. 206.

Vor dem Freiheitskampfe, da es noch keinen Griechischen Staat gegeben hat, konnte es auch im Grunde genommen noch keine Griechische Einnahmen und keine Griechische Finanz-Verwaltung geben. Jede Griechische Gemeinde pflegte, wie dieses schon bemerkt worden ist, zur Deckung ihrer Gemeindebedürfnisse sich selbst die nöthigen Steuern aufzulegen oder sie aus dem Gemeinde-Vermögen zu tilgen. Ausserdem bezahlte jeder Grieche an die Türkische Regierung das Kopfgeld, den Charads und die übrigen von derselben auferlegten Steuern. Bei ausserordentlichen Steuern p

ten die Griechischen Primaten zugezogen, und ihnen sodann die Vertheilung der auferlegten Steuern, so wie deren Erhebung, überlassen zu werden.

Seit der Befreiung von der Türkischen Herrschaft hörten die an diese zu bezahlenden Steuern und Abgaben von selbst auf, und es musste nun für die neue Griechische Regierung ein neuer Staatsschatz gegründet werden.

Gleich der erste National-Congress zu Epidaurus im Jahre 1822 legte Hand an das Werk. Es ward der Grundsatz der gleichen Besteuerung decretirt. ²⁴⁾ Nationalgüter sollten mit Zustimmung des gesetzgebenden Körpers veräußert werden dürfen. ²⁵⁾ Es sollten im In- und Auslande Anleihen unterhandelt ²⁶⁾, allein ohne Gesetz keine neue Steuer erhoben werden. ²⁷⁾ Aber auch alle späteren Nationalversammlungen, zumal die zu Argos im Jahre 1829 ²⁸⁾, so wie die früheren und späteren Regierungen waren mit diesem wichtigen Gegenstande beschäftigt. Dennoch blieben die Staatskassen leer.

Die Hauptrevenue der neuen Regierung bestanden in Nationalgütern, Staatsauflagen,

24) Constitution von 1822 art. 8.

25) Constitution art. 62.

26) Constitution art. 61.

27) Constitution art. 8.

28) 3tes Decret vom 26ten Juli (7ten August) 1829.

Anleihen, endlich in freiwilligen Beiträgen und Geschenken.

§. 207.

Es ist schon bemerkt worden (§. 13), dass im Peloponnese und auf dem Griechischen Festlande fast alles Grundeigenthum dem Sultan gehörte. Dieser sehr bedeutende Grundbesitz der Türkischen Regierung ging seit dem Freiheitskampfe auf die Griechische Nation, oder vielmehr richtiger gesagt, auf den Griechischen Staat über. Auf wie hoch er sich belaufen hat, kann mit Bestimmtheit nicht angegeben werden. In jedem Falle betrug er aber über die Hälfte der gesammten Grundfläche. Manche sind sogar so weit gegangen, dass sie, mit Einschluss der Kirchen- und Klostergüter, der Griechischen Nation sogar 18 bis 19 Theile des Ganzen zugeschrieben, also nur den 20ten Theil für Privateigenthum erklärt haben.

Diese Nationalgüter wurden nun sehr sonderbarer Weise in zwei grose Massen geschieden, in **zerstörbare** (*propriétés périssables*) und **unzerstörbare** (*propriétés impérissables*) Güter der Nation.

Zu den **zerstörbaren** wurden gerechnet die Mühlen, Häuser und anderen Gebäude. Durch den National-Congress zu Epidaurus vom Jahr

1826 ²⁹⁾ ward ihr Verkauf der damaligen Staatsregierung gestattet. Nun wurden schnell nacheinander die meisten von ihnen verkauft, aber nicht bezahlt. Oder sie kamen in früheren oder späteren Zeiten wenigstens faktisch in Privat-Hände. Um nun die Gültigkeit der Rechtstitel der Besitzer, so wie die Richtigkeit der behaupteten Zahlungen zu constatiren, waren zu verschiedenen Zeiten Commissionen ernannt worden. Diese pflegten zwar jedesmal viel zu schreiben und viel zu kosten, allein zu keinem anderen Resultat zu führen, als zur Gewissheit, dass noch Millionen geschuldet werden. Zu keiner Zeit erhielt jedoch die Staatskasse davon auch nur einen Para.

Auch von der, nach der Abdankung des Grafen Augustin Capodistria eingesetzten, Administrativ-Commission wurden fortwährend dergleichen Staatsdomänen veräussert, und mit angeblichen Forderungen an den Staat der Kaufschilling getilgt. Baares Geld bezog auch jetzt noch der Staatsschatz keinen Para.

§. 208.

Zu den unzerstörbaren Nationalgütern zählte man folgende:

1. Das dem Staate zugefallene, sehr bedeu-

29) Instruction für die Regierungscommission vom 13ten April 1826 art. 2. (alten Styls.)

tende und sehr ausgedehnte, Grundeigenthum.

Das meiste davon lag öde und uncultivirt da. Daher hatte schon die erste Nationalversammlung zu Epidaurus die Veräußerung eines Theiles der Nationalgüter, jedoch nur mit Zustimmung des gesetzgebenden Körpers, beschlossen. ³⁰⁾ Gegen diese klaren Bestimmungen wurden jedoch viele Staatsgüter veräußert. Noch weit mehr waren aber, ohne allen Rechtstitel, in die Hände von Privaten, zumal von Primaten, gekommen. Aber auch in den Privathänden blieb das Meiste uncultivirt, denn diejenigen, die erworben oder sonst zugegriffen hatten, hatten zu viel erworben und konnten daher nicht alles bebauen. Sie ließen bald hier, bald da säen, und die uncultivirten oder brach da liegenden Felder benutzten sie als Weide.

Um nun die gegen die Bestimmungen der Verfassungsurkunde von Epidaurus veräußerten Güter wieder zu erlangen, wurden die Verkäufe von dem zweiten National-Congress zu Epidaurus im Jahre 1826 ³¹⁾ für null und nichtig erklärt. Dessen ungeachtet blieb jedoch ein jeder im Besitze seines Erwerbes.

Unter Graf Johann Capodistria wurde ein

30) Constitution von 1822 art. 62.

31) Decret vom 15ten April 1826 art. 2. (alten Styls).

neuer Versuch gemacht, um den Verschleuderungen der Nationalgüter ein Ziel zu setzen, und zu gleicher Zeit jedem rechtmässigen Besitzer Sicherheit für die Zukunft zu geben. Es sollten nämlich, nach einem Beschlusse des Nationalcongresses zu Argos vom Jahre 1829, zu dem Ende zwei Commissionen niedergesetzt werden. Die Eine von ihnen sollte die Rechtstitel untersuchen und die Anstände in Güte beilegen, die Andere aber, wenn die Erste nicht zum Ziele käme, entscheiden. ³²⁾ Die Commissionen wurden zwar niedergesetzt ³³⁾, im Uebrigen blieb jedoch Alles beim Alten.

Zwei andere Beschlüsse desselben Nationalcongresses über die Veräusserung von Nationalgütern zu Gunsten der Militäre und Seeleute ³⁴⁾, so wie zu Gunsten der Gemeinden und zum Zweck der Regulirung der Gemeindemarken ³⁵⁾ blieben gleichfalls ohne allen Vollzug. Es erschien nämlich zwar unterm 26. August (7. September) 1830 eine Verordnung über die Vertheilung von Grund und Boden an die Bewohner der Gemeinden, allein auch sie blieb unvollzogen. Nicht viel besser erging es einem weiteren Beschlusse

32) 3tes Decret vom 26ten Juli (7ten August) 1829, art. 9.

33) Decret vom 13/2,ten November 1830. Nr. 244.

34) 5tes Decret vom 29ten Juli (10ten August) 1829, art. 4 Nr. 3.

35) 3tes Decret vom 26ten Juli (27ten August) 1829, art. 7.

eben dieses National-Congresses, welcher die Constatirung der Nationalgüter und die Vorbereitung eines allgemeinen Cadasters zum Gegenstand hatte. ³⁶⁾ Es wurde zwar eine Commission niedergesetzt, um für jede Provinz ein Verzeichniss über die daselbst vorhandenen Nationalgüter zu verfertigen. Allein nach dem Resultate ihrer Arbeiten hätte z. B. der Peloponnes neun Zehntheile seines früheren Flächeninhaltes verloren! Es wurde daher verordnet, die Arbeiten von Neuem zu beginnen, und bei dieser Verordnung behielt es sein Bewenden.

Die Nationalversammlung zu Pronia im Juli 1832 endlich ging sogar so weit, dass sie die Vertheilung sämtlicher Nationalgüter noch vor Ankunft des Königs und der Regentschaft beschloss. Da jedoch die Residenten der drei Großmächte im Namen der Hohen Alliirten sich dagegen setzten, so führte jener Beschluss zwar zu langen Discussionen im National-Congress, während der Monate Juli und August, — im Uebrigen blieb aber Alles beim Alten.

Zu den unzerstörbaren Nationalgütern gehören ferner:

2. Die Olivenpflanzungen, Weinberge und insbesondere noch die ausgedehnten Korinthenpflanzungen.

³⁶⁾ 3tes Decret vom 26sten Juli (7ten August) 1827, art. 7.

. Sie waren vor Capodistria wenig ergiebig. Einentheils weil es an Pressmaschinen und anderen Geräthschaften mangelte. Anderentheils und hauptsächlich aber wegen des fortwährenden Kampfes zuerst mit den Türken, dann mit den Aegyptiern, und zuletzt unter den sich feindselig bekriegenden Hellenen selbst. Denn während dieser Zeit sind ganz unendlich viele völlig zerstört worden.

Erst mit der unter Johann Capodistria zurückkehrenden Ruhe wurden sie ergiebiger. Eine wesentliche Verbesserung im Interesse der Staatskasse sowohl als der Pächter war es auch, dass der Graf im December 1830 anfang, dergleichen Nationaldomänen auf 10 Jahre zu verpachten, während dieses bis dahin immer nur auf ein Jahr geschehen war.

Zu den unzerstörbaren Nationaldomänen wurden weiter gerechnet:

3. Die Salinen.

In den ersten Zeiten des Freiheitskampfes pflegten auch sie jedes Jahr verpachtet zu werden. Sie trugen aber in jenen Zeiten der Anarchie wenig ein. Um sie ergiebiger zu machen, machte Capodistria den Versuch, dieselben in Regie zu nehmen. Allein sehr bald überzeugte man sich, dass zwar viel Salz gewonnen wurde, die Staatskasse aber dennoch leer blieb. Man

kehrte daher wieder zum Systeme der Versteigerung zurück.

Es wurden endlich

4. auch noch hierher gezählt die Fische-
reien und der Ertrag der Münze, welche wir
nach unseren Begriffen zu den Regalien zählen
würden.

Die Fischerei pflegte gleichfalls jedes
Jahr verpachtet zu werden, allein wenig einzu-
tragen.

Weit ergiebiger war die Münze. Denn um
Münzen schlagen zu können, wurde schon in
den ersten Zeiten des Freiheitskampfes verordnet,
dass die Kirchen und Klöster ihre Gold- und
Silbergefässe in den Schatz einliefern sollten.³⁷⁾
Dennoch wurde kein Gold und nur sehr wenig
Silber gemünzt, nur etwa 12,000 Silberphönixe.
Man schlug vielmehr hauptsächlich nur Kupfer-
münzen, nämlich 1, 5, 10 und 20 Leptastücke.
Der Ertrag der Münze ward indessen durch die
sehr überhandnehmende Falschmünzerei wieder
bedeutend vermindert.

Die gesetzlichen Münzen waren in damali-
gen Zeiten Phönixe und Para's. Allein in
Circulation waren blos Para's. Auch rechnete
niemand nach Phönixen. Die gewöhnliche Rech-
nung im gemeinen Leben geschah vielmehr in

37) Decret vom 5ten April 1822, art. 1 — 12 (alten Styls).

Türkischen Piastern oder in Spanischen Thalern, d. h. in Kolonaten.

Auch **Papiergeld** endlich wurde leider in den letzten Zeiten der Noth gemacht, nachgemacht und ausgegeben.

§. 209.

In die **Kategorie der Staatsauflagen** gehören hauptsächlich die **Zölle, Zehnten, Weidesteuer und Gerichtsgefälle**. Die **Einführung einer Personalsteuer**, zu wenigstens ein **Piaster für die Person**, wurde zwar gleichfalls schon früh verordnet, ³⁸⁾ allein nie zur **Ausführung** gebracht.

Was nun erstlich die **Zölle, die Douane**, betrifft, so wurden sie schon in den ersten Jahren des **Freiheitskampfes** eingeführt. Sie waren sehr lästig und drückend, da von der **Ausfuhr** wie von der **Einfuhr**, und zwar nicht bloß von der **Aus- und Einfuhr von und in das Ausland**, sondern sogar von einer **Provinz in die andere**, **12 per Cent** erhoben zu werden pflegten. Diese hohen **Zollansätze** führten zu einem sehr bedeutenden **Schmuggel**, und dieser eben nicht zur **Sittenverbesserung**.

Der **Graf Johann Capodistria** änderte den **Zolltarif** zuerst dahin ab, dass, mit wenigen

38) Decret vom 19ten Jänner 1822, art. 1 — 9 (alten Styls).

Ausnahmen, für die Einfuhr 10 per Cent, für die Ausfuhr aber nur 6 per Cent zu erheben seyen. ³⁹⁾ Nach einer späteren Verordnung sollten aber nur noch von Gegenständen des Luxus jene hohen Ansätze, im Uebrigen aber nur 6 per Cent für Aus- und Einfuhr erhoben werden. ⁴⁰⁾ Hinsichtlich der Besteuerung der Aus- und Einfuhr aus einer Provinz in die andere blieb es jedoch bei der alten Vorschrift.

Das Zollwesen wurde von je her auf Rechnung der Regierung verwaltet, dabei jedoch in den ersten Zeiten weder ein Register, noch auch nur eine Rechnung gehalten. In die Staatskasse floss darum nur wenig. Um daher eine Art von Controle zu begründen, führte Capodistria Bücher und Etats ein, von denen jedoch bei der Ankunft des Königs und der Regentschaft nur sehr wenig noch sichtbar war; ohne dass mit Bestimmtheit gesagt zu werden vermag, ob sie nie existirt haben, oder die existirenden wieder verschwunden sind. Gewiss ist nur so viel, dass bei der Ankunft des Königs und der Regentschaft alle Zollkassen leer waren.

§. 210.

Ein Zehnte wurde schon im Jahre 1822

39) Ordonnanz vom 25ten März (6ten April) 1830. art. 3 und 4.

40) Ordonnanz vom 3ten November 1830. art. 1 u. 2. (alten Styls.)

eingeführt. Und zwar ein wirklicher Zehnte (10 per Cent) von dem Ertrage des Grund und Bodens von Privaten, und ein dreifacher Zehnte (*τρίτο δέκατον*, also 30 per Cent) von dem Ertrage der Nationalgüter für die Inhaber solcher Güter. Nur für Reis und Oliven wurde der Zehnte niedriger angesetzt, und die zum Hausbedarf bestimmten Gärten von Privatleuten ganz zehntfrei erklärt. ⁴¹⁾

Auch diese Zehnten wurden, wie die übrigen Einkünfte des Staates, jährlich verpachtet. Da man jedoch den Zehnten von einer ganzen Provinz auf einmal zu verpachten pflegte, so kam derselbe in die Hände von Gesellschaften, gewöhnlich der Primaten der Provinz, entweder unter eigenem, oder gewöhnlicher unter anderen vorgeschobenen Namen. Dadurch nun ward schon der Zehntertrag für die Staatskasse bedeutend vermindert. Allein dies war noch nicht Alles! Wenn der Zahlungstag kam, so fehlte es auch dann wieder nicht an Motiven, um theils eine neue Verminderung zu bewirken, theils die Zahlung wenigstens neuerdings, oft sogar auf unbestimmte Zeit hinaus zu schieben. Bald hatte man den Ausrufer nicht richtig verstanden, bald fehlte das Geld, oder andere Ausflüchte wurden eronnen.

41) Decret vom 26sten April 1822, art. 1—7. (alten Stils)

Der Nationalcongress zu Argos im Jahre 1829 ermächtigte den Präsidenten hinsichtlich des Zehntens, ohne der Staatskasse zu schaden, Erleichterungen eintreten zu lassen. ⁴²⁾ Um dieses zu bewerkstelligen, setzte derselbe im Jahre 1830 den dreifachen Zehnten bei Nationalgütern auf 25 per Cent, oder auf einen zweifachen und einen halben Zehnten, herab. ⁴³⁾ Er gestattete ferner den Zehntpflichtigen, die schuldigen Zehntfrüchte, statt in Natur, in Geld zu einer gewissen Taxe zu entrichten. ⁴⁴⁾

Durch die gestatteten Erleichterungen glaubte man den Ackerbau zu heben, und dadurch auch die Staatskasse besser zu füllen. In der Wirklichkeit brachten sie aber weder den Zehntpflichtigen, noch dem Staate, irgend einen Nutzen. Der Grund lag in der fortdauernden Art und Weise der Zehntverpachtung selbst. Die Primaten wollten dieses Mittel, schnell zu grossem Reichthum zu gelangen, nicht aus der Hand gehen lassen. Die zur Zeit der Zehntverpachtung gespielten Intriguen wurden daher zahllos. Man suchte das Volk, insbesondere durch Ausstreuung falscher Gerüchte und durch Loslassen von Räubern, auf jegliche Weise zu beunruhigen. Man präparirte Volksaufstände

42) Drittes Decret vom 26ten Juli (7ten August) 1829. art. 6.

43) Ordonnanz vom 18ten Februar 1830. art. 1. (alten Styls.)

44) Ordonnanz vom 8ten März 1830 art. 4. (alten Styls.)

u. dergl. mehr. War aber die Zehntverpachtung vorüber, so trat wieder die alte Ruhe ein. Die Ansteigerer waren natürlich die Primaten der Provinz, entweder allein oder in Gesellschaft mehrerer. Und auch bei der Zehnterhebung wieder übten sie Vexationen jeder Art, um den wohlfeil gepachteten Zehnten gewiss recht ergiebig zu machen. Hülfe gegen die geübte Willkühr und Eigenmacht war aber deshalb nicht zu erlangen, weil die Gouverneure den Pacht zu erheben hatten, diese aber gewöhnlich direct oder indirect selbst bei der Verpachtung betheiligt waren.

Während der im Jahre 1832 eingetretenen Anarchie ward nun der Zehnte, — nebst den Zöllen die Hauptrevenüe des Staates, — vollends verschleudert. Denn er wurde den unbezahlten Palikaren, oder vielmehr ihren Chefs zum Unterhalte angewiesen. Und um den Druck des Volkes ja bis zum Unglaublichen zu steigern, wurden die Palikaren auch noch in den verschiedenen Provinzen vertheilt; angeblich zur Erleichterung der Zehnterhebung; in der That aber, um auch noch von den armen und unglücklichen Zehntpflichtigen ernährt zu werden. Während die Militärchefs den Zehnten für sich selbst behielten.

§. 211.

Eine Weidesteuer kommt erst seit dem Jahre 1829 vor.

Die sehr ausgedehnten Weiden in Griechenland, auf denen viele Tausende von Schaafe, Ziegen, Pferden, Mauleseln, Ochsen, Schweinen u. s. w. weiden, und auf denen sogar heute noch Nomaden mit ihren Heerden ein herumziehendes Leben führen, gehören fast sämmtlich dem Staate. Um dieselben nun auch für die Staatskasse zu benutzen, wurde der Graf von Capodistria von dem Nationalcongress in Argos autorisirt, eine Weidesteuer zu erheben. ⁴⁵⁾ Der Ertrag sollte für die Provinzialkassen seyn. ⁴⁶⁾ Für die Schaafe und Ziegen sollten jährlich per Stück 20 Para, etwa 4 Kreuzer, erhoben werden. Für die Pferde, Maulesel, Ochsen u. s. w. aber per Stück jährlich 40 Para, etwa 8 Kreuzer. Die zum Ziehen bestimmten Pferde, Maulesel und Ochsen, so wie die Schaafe und Ziegen unter einem Jahre, sollten aber ganz frei seyn. Und diese, ohnedies schon mässige Abgabe, wurde im nächsten Jahre 1830 noch um den vierten Theil weiter herabgesetzt.

Aber auch die Erhebung dieser Steuer hatte mit Tausend Hindernissen zu kämpfen. Man fand zwar nicht die Taxe selbst zu hoch, gegen sie ward nichts eingewendet. Allein die Anzahl des auf der Weide befindlichen Viehes blieb stets

45) Drittes Decret des Nationalcongresses vom 26sten Juli (7ten August) 1829. art. 8.

46) Ordonnanz vom 18ten October 1829 (alten Styls).

streitig; und jeder Schäfer bezahlte für so viele Stücke als er wollte. Die Staatskasse bezog daher so gut, wie nichts. Und im stürmischen Jahre 1832 gar war der Betrag dieser Steuer äqual null.

§. 212.

Die Gerichtsgefälle bestanden in gewissen, nach Procenten zu berechnenden, Taxen von jedem Urtheile.

Eine Verordnung Capodistria's vom $1\frac{5}{2}$ sten August 1830 verordnete in dieser Beziehung:

Art. 26. Die Urtheile der Tribunale erster Instanz sollen auf folgende Weise taxirt werden:

Wenn der Werth der Klage beträgt:

40 bis 400 Phönixe	3 per Cent.
400 — 1200	{ die 400 Ph. 3 per Cent. die 800 Ph. $1\frac{1}{2}$ per Cent.
1200 — 2000	{ die 400 Ph. 3 per Cent. die 800 Ph. $1\frac{1}{2}$ per Cent. die anderen 800 Ph. 1 per Cent.
2000 und mehr	{ die 400 Ph. 3 per Cent. die 1sten 800 Ph. $1\frac{1}{2}$ per C. die 2ten 800 Ph. 1 per Cent. der Rest der höheren Summe $\frac{1}{2}$ per Cent.

Art. 27. Die durch Schiedsrichter gesprochenen Urtheile sollen, wenn sie durch das Tribunal erster Instanz einregistriert worden sind, auf dieselbe Weise taxirt werden.

Art. 28. Jedes auf eine Incidentklage erlassene Urtheil zu 4 Phönixen.

Art. 33. Die Kosten der Appellationsgerichte betragen den dritten Theil mehr, als die der ersten Instanz.

Art. 34. Die Kosten des höchsten Gerichtshofes betragen die Hälfte mehr, als diejenigen der Tribunale erster Instanz.

Doch auch diese Finanzquelle war wenig ergiebig, da die Gerichte, in den Jahren 1830, 1831 und 1832, Schattenbildern ähnlich, nur dahin schwebten, in der Wirklichkeit aber kaum existirten. Und ganz versiegte diese Quelle, nachdem, schon im Oktober 1832, wieder alle Gerichte geschlossen worden waren.

§. 213.

Eine Hauptfinanzquelle waren seit den ersten Zeiten der Griechischen Revolution auch die im In- und Auslande contrahirten Anleihen.

Schon nach der Constitution von 1822, Art. 61, wurde die damalige Regierung autorisirt, im In- oder Auslande Anleihen zu contrahiren und dafür Nationalgüter zu versetzen. Dem gemäss sollte nach einer Verordnung vom 18ten Jänner 1822 ein Anleihen von 5 Millionen Türkischer Piaster, und da man dieses noch nicht für hinreichend fand, nach einer weiteren Verordnung vom 20sten Jänner 1822, noch ein zweites An-

leihen von 2 Millionen Piaster, und zwar beide im Inlande, negotiirt worden. Nachdem sich jedoch weder zu dem Einen noch zu dem Andern Liebhaber gefunden hatten, so wurde durch eine weitere Verordnung vom 4ten März 1822 das erwähnte Anleihen von 5 Millionen für ein gezwungenes Anleihen erklärt, wozu die Geistlichkeit, die Grundeigenthümer, Kaufleute und überhaupt alle reichen Leute beitragen sollten.

Da indessen auch das gezwungene Anleihen nicht die hinreichenden Geldmittel zur Deckung der laufenden Bedürfnisse lieferte, so ward unterm 9ten März 1822 auch noch die Contrahirung eines Anleihe von einer Million Spanischer Thaler im Auslande beschlossen. Erst in den Jahren 1824 und 1825, unter der Präsidentschaft Georg Conduriottis und in Verbindung mit seinem Freunde Mavrokordatos, kam man aber zum Ziel. Es ward nämlich eine aus dem Schwager von Canduriottis, Johann Orlando, aus zwei Creaturen von Mavrokordatos, Andreas Luriotis, und Johann Zaïmis, und, nach des letzteren Zurücktritt, aus Spaniolakis, bestehende Gesandtschaft nach London geschickt. Diese brachte binnen kurzer Zeit nach einander zwei Anleihen zu Stande, das erste zu 59 und das zweite zu 55 per Cent. Allein nicht genug diese Anleihen zu so niedrigen Preisen abgeschlossen zu haben. Es wurden auch noch ganz unerhörte

Summen als Provision abgezogen. Es wurden ferner 700,000 Spanische Piaster für eine einzige Fregatte nach Amerika gesendet. Sodann 150,000 Pfund Sterling für ein schlechtes Dampfboot, 36,000 Pfund Sterling an Lord Cochrane u. s. w. bezahlt! Jedermann, der mit den beiden Anleihen zu thun hatte, gewann, nur allein die Hauptperson dabei — das arme Griechenland — ging leer aus. Nicht einmal 250,000 Pfund Sterlinge sollen in Griechenland angekommen und sogar diese nicht vollständig in die Staatskasse geflossen seyn. Während der bedrängte Staat Schuldner von 2,400,000 Pfund Sterlinge geworden war.

Diese beiden Anleihen brachten daher in der That keine grose Hülfe, darum ward schon in den Jahren 1828 und 1829 wieder von einem neuen Anleihen gesprochen. Capodistria wurde sogar von dem Nationalcongress in Argos beauftragt, ein neues Anleihen von 60 Millionen Franken, entweder unter der Garantie der alliirten Mächte, oder, wenn dieses nicht zu Stande kommen sollte, direct bei auswärtigen Banquiers zu contrahiren. Damit sollten denn auch die beiden ersten Anleihen abgetragen werden. ⁴⁷⁾

Dieses Anleihen kam bekanntlich unter den provisorischen Regierungen nicht mehr zu Stand, ward aber die erste Veranlassung zu dem letzten,

47) 3tes Decret vom 26ten Juli (7ten August) 1829. art. 3-5

im Londoner Staatsvertrag vom 7ten Mai 1832
Art. 12 stipulirten, Anleihen.

§. 214.

Eine weit ergiebigere Finanzquelle, als die beiden im vorigen §. erwähnten Anleihen, waren die freiwilligen Beiträge und Geschenke von Inländern eben sowohl wie von Ausländern.

Nicht ohne tief ergriffen zu seyn, kann man von dem, mit der grösten Bereitwilligkeit von den Griechen selbst dargebrachten, Opfern lesen. Die beiden Brüder Lazarus und Georg Condu-riottis allein gaben z. B. eine Million 500,000 Franken; die Brüder Stamatis und Basilius Boudouris jeder 550,000; die Familie Tzamados 400,000; die Brüder Jakob und Emanuel Tom-bazis 350,000; Johann Orlandos 300,000; Andreas Miaoulis 250,000; Demetrius Bulgaris eben so viel; seine beiden Onkel Johann und Franz Bulgaris 200,000; die Gebrüder Anagnostis und Nikolaus Oekonomos dieselbe Summe; Anagnostis Phonos 150,000; der Schwiegervater des Kapitäns Sachinis 250,000 Franken und viele andere mehr.⁴⁸⁾ Allein wer auch kein baares Geld zu geben hatte, gab wenigstens andere Habe. — Die Insulaner ihre Schiffe; die Bewohner des

48) Alex. Soutzo p. 107 u. 108.

festen Landes ihre Kostbarkeiten; viele ihr gesammtes Vermögen; alle ihre streitbare Mannschaft, zum Kampfe für die Freiheit des Glaubens und des Vaterlandes selbst.

Allein nicht blos die Griechen, — die ganze Christenheit war entflammt von dem heiligen Kampfe der Griechen für ihr Höchstes und Bestes. Allenthalben bildeten sich Griechische Comite's, in London, Paris, München, in allen Haupt- und anderen Städten Europens bis nach Amerika hin. An der Spitze dieser Comite's aber standen Herzoge, Grafen, Beamten, Gelehrte, Handelsleute. Kurz die Ersten und Besten des Volkes, die Ersten und Ausgezeichnetsten eines jeden Standes. Zweck dieser Comite's waren Geld- und andere Beiträge für die Helden des jungen Hellas zu sammeln, und junge studirende Hellenen in ihren Studien und Reisen zu unterstützen. Vor Allen thaten sich in dieser Beziehung hervor, die Comite's von Paris, Genf und München.

König Ludwig von Bayern war jedoch der erste Fürst, welcher die Sache von Hellas mit wahrer Liebe, ja mit gröster Begeisterung umfasste. Wie vieles geschah nicht schon in damaligen Zeiten in München durch die Königliche Gnade und Freigebigkeit. Zumal für die Erziehung junger Griechen?! Wie viel bares Geld floss nicht aus der Königlichen Privatkasse!

nach dem heissgeliebten Hellas?! Tapfere Officiere, unter ihnen auch Schnitzlein, Asch, Hügler und Heideck, wurden sogar zum Kampfe selbst gesendet. Und dies Alles zu einer Zeit, in welcher jener Kampf bei anderen Höfen noch mit ganz anderen Augen betrachtet worden ist.

König Ludwigs grosses Beispiel hat Epoche gemacht, und die Sache der Griechen wenigstens eben so sehr gefördert, wie die Schlacht von Navarin selbst. Darum prangt auch mit Recht die neue Königskrone auf dem Haupte König Otto's, dem edlen und trefflichen Sohne des Königlichen Philhellenen.

Allein auch unter Privatleuten traten die schönsten Charactere hervor! Der alte, eben nicht reiche, Johann Heinrich Voss unterzeichnete 1000 fl. als kleinen Beitrag, wie er sagte, zur Abtragung jener grossen Schuld der Menschheit für die von Hellas erhaltene Bildung. Und wer kennt nicht den grossen Philhellenen Friedrich Thiersch, dessen ganzes Leben mit dem neuen Hellas aufs Innigste verwachsen ist?! Wer nicht Eynard, dessen glühendem Eifer, so wie dessen Geldsendungen, und zum Theil aus seinem eigenen Vermögen genommenen, Vorschüssen allein, Hellas zu einer gewissen Zeit seine Erhaltung verdankt?!

Viele Millionen flossen auf diese Weise in

jenes Wunderland. Was jedoch aus ihnen geworden, in welche Hände und Säcke sie gekommen sind, danach sucht und erkundigt man sich vergebens an Ort und Stelle selbst. Höchstwahrscheinlich stürzten auch sie in denselben Meereschlund, in welchem schon die beiden ersten Anleihen verschlungen worden waren. Die wahrhaft Bedürftigen erhielten auch davon am wenigsten.

§. 215.

Eine Nationalbank endlich wurde gleichfalls, und zwar im Jahre 1828, von Capodistria errichtet. Der Nationalcongress zu Argos bestätigte dieselbe im Jahre 1829 und verordnete, dass für die eingeschossenen Gelder Nationalgüter als Hypothek bestellt werden sollten, überliess im Uebrigen aber deren weitere Organisation dem Präsidenten selbst.⁴⁹⁾ Wirklich wurden auch die zu verhypothecirenden Grundstücke durch Verordnung vom $1/_{13}$ ten Februar 1830 bestimmt; und durch eine weitere Verordnung vom $3/_{15}$ ten Februar 1830 das Institut weiter organisirt.

Ein groser Theil der im vorigen § erwähnten freiwilligen Beiträge floss nun in diese Nationalbank. Und auch hier muss wieder vor Allen König Ludwig von Bayern gerühmt

49) Drittes Decret vom 26sten Juli (7ten August) 1829 art. 1.

werden. Die Königliche Munificenz liess 50,000 Franken in diese Bank einwerfen. Auch Eynard und Capodistria selbst thaten ein Gleiches. Andere für Schulen und ähnliche Anstalten von wohlthätigen Griechen gegebene Gelder wurden ebenfalls hineingeworfen. Und binnen wenigen Monaten waren über 100,000 Spanische Piaster in der Kasse baar vorhanden.

Die Errichtung einer Griechischen Nationalbank hatte einen doppelten Zweck. Einen Theils sollte dadurch zu Gunsten der armen Landleute eine Creditanstalt zu wohlfeilen Zinsen begründet werden. Andern Theils hatte sie aber den Zweck, der Staatskasse baares Geld zu liefern. Denn es sollte damit eine Actienanstalt verbunden werden. Allein nur der letzte Zweck ward vollständig erreicht. Der Staat, in seiner Finanznoth, nahm sämmtliche Gelder nach und nach in Anspruch. Und da man versäumt hatte, die Bank auf ein solides Hypotheken-System zu bauen, so schwand mit dem baaren Gelde auch aller Credit der Anstalt, — alle Garantie für die eingeschossenen und wieder einzubringenden Gelder. Als daher der König und die Regentschaft ankamen, fanden sie zwar viele Reclamationen und Forderungen an die Nationalbank. Allein statt des Fonds, zu ihrer Tilgung, noch viele Gehalte der bei der Bank Angestellten zu bezahlen.

§. 216.

Nach einer Verordnung vom Jahre 1822 sollte zur Erhebung der Steuern in jeder Provinz ein Finanzintendant, und in jeder Gemeinde wieder ein Finanzunterintendant angestellt werden.⁵⁰⁾ Allein zur Ausführung kamen diese Dispositionen nicht. Vielmehr wurden die Lokaldemogeronten mit der Besorgung des Finanzwesens in den einzelnen Gemeinden, die Provinzial-Demogeronten aber mit dem Finanzwesen in der ganzen Provinz beauftragt.⁵¹⁾

Im Jahre 1829 beschloss der Nationalcongress zu Argos die Revision aller Rechnungen durch eine zu dem Ende niederzusetzende Commission.⁵²⁾ Diese Commission wurde auch wirklich eingesetzt unter dem Titel Rechnungshof und verordnet, dass alle Trimester an denselben die Rechnungen zur Prüfung eingesendet werden sollten.

Durch an die Administrativ-Behörden erlassene Instructionen wurde die Beitreibung der Staatsgefälle angeordnet und Vorschriften zur Sicherung der Rechte des Staatsschatzes ertheilt.⁵³⁾

50) Decret vom 30sten April 1822 art. 8, 10, 18 u. 22 (alten Styls).

51) Ordonnanz vom April 1828 art. 2.

52) Drittes Decret vom 26sten Juli (7ten August) 1829 art. 1.

53) Instructions à toutes les autorités administratives de l'Etat. 19/31ten October 1830.

Zur Aburtheilung von finanziellen und administrativen Streitigkeiten bestand eine sogenannte Finanzcommission. Diese ward unterm 20sten Aug. (1. Septbr.) 1830 durch eine Art von Gericht ersetzt. Nämlich in erster Instanz sollten die Gouverneure, nach Vernehmung der Partheien und unter Einhaltung der gerichtlichen Formen entscheiden, in zweiter und letzter Instanz aber der Präsident Capodistria nach Vernehmung des Ministerrathes und unter Einhaltung der für die Appellationsgerichte vorgeschriebenen Formen. ⁵⁴⁾

Zur Entscheidung endlich von Streitigkeiten zwischen den Pächtern von Staatsgütern mit dem Fiscus wurde unterm 22sten December 1829 eine eigene Commission niedergesetzt. Es wurde derselben unterm 11ten November 1830 das Recht eingeräumt, ihre eigenen Urtheile revidiren zu dürfen. Mittelst Decrete vom 19. December 1830 wurde sie aber aufgehoben, und ihre Functionen

54) Le secrétariat au département de la justice le 20. Août (1. Septbr.) 1830 :

Dans les contestations administratives le gouverneur, s'étant entendu avec la commission des finances pour en recevoir les instructions nécessaires, examine et prononce.

Le gouvernement, entendu le conseil de ses ministres, confirme ou casse la sentence prononçant sans appel.

Le gouverneur suivra la procédure fixée pour le tribunal de première instance, et le gouvernement celle de la cour d'appel.

auf die so eben erwähnten Administrativrichter übertragen.

S i e b e n t e r T i t e l .

Von dem Gerichtswesen.

E r s t e s K a p i t e l .

Von den Rechtsquellen.

§. 217.

Da seit dem Freiheitskampfe der Rechtszustand der Griechen ein ganz anderer geworden ist, so musste auch mit den Rechtsquellen eine durchgreifende Reform vorgenommen werden.

Gleich der erste Nationalcongress in Epidaurus verordnete, dass eine Commission zur Entwerfung eines Civil-, Straf-, Handelsgesetzbuches u. s. w. niedergesetzt werden, ⁵⁵⁾ bis zur Publication jener Gesetze aber die G e s e t z e der Byzantinischen Kaiser (les lois de nos ancêtres, promulguées par les Empereurs Grecs de Bysance d'éternelle memoire), das Französische Handelsgesetzbuch, und die weiter noch zu gebenden Gesetze gelten sollten. ⁵⁶⁾

Seit dieser Zeit blieb das Französische Han-

⁵⁵⁾ Constitution von 1822 art. 90.

⁵⁶⁾ Constitution art. 91.

delsgesetzbuch in Wirksamkeit. Man hatte dasselbe schon vor dem Freiheitskampfe ins Neugriechische übersetzt. Die Uebersetzung war jedoch fehlerhaft, daher wurde nun eine bessere veranstaltet, allein auch sie war nicht zum aller Besten gerathen. Dazu kam noch, dass dieser Codex Einrichtungen und Verhältnisse voraussetzt, welche in Griechenland nicht vorhanden sind. Nichtsdesto weniger wurden die drei ersten Bücher neuerdings und zwar ganz unverändert vom Grafen Capodistria bestätigt. ⁵⁷⁾

§. 218.

Was man eigentlich unter den von den Byzantinischen Kaisern promulgirten Gesetzen, welcher in der Constitution von 1822 gedacht worden war, verstanden hat, ist schwer zu sagen, zumal da auch Harmenopoulos von den Neugriechen zuweilen mit diesem Titel beehrt zu werden pflegt (§. 33, 41). Wahrscheinlich verstand man darunter die Basiliken und die späteren Novellen. Der Graf von Capodistria wenigstens verstand darunter die Basiliken und die Novellen der späteren Kaiser. Er verordnete, dass man daraus die Civilgesetze auswählen, und dieselben in eine passende Ordnung bringen solle. ⁵⁸⁾

57) Ordonnanz über die Gerichtsorganisation vom 1⁵/₂,ten August 1830. art. 148.

58) Ordonnanz vom 4¹/₁₆,ten Februar 1830. art. 1. Le secré-

In der Verordnung endlich über die Gerichtsorganisation von 1830⁵⁹⁾ ward noch einmal von einer zu machenden Sammlung von Gesetzen der Byzantiner gesprochen. Allein wer hätte ein solches Werk unternehmen können, wer diese schwierigen Quellen bearbeiten sollen? Dazu kam noch, dass kein einziges vollständiges Exemplar der dazu nothwendigen Sammlungen, insbesondere des Justinianeischen Rechtes, der Basiliken, Novellen und ihrer späteren Bearbeitungen, in ganz Griechenland aufzufinden gewesen wäre. Auch blieb die Sache beim bloßen Project, und Harmenopoulos stillschweigend im Gebrauch. Er wurde in der Verordnung über die Gerichtsorganisation sogar ausdrücklich wieder bestätigt.⁶⁰⁾ Wie es übri-

taire du gouvernement pour la justice procédera à une révision générale des basiliques, ainsi que des nouvelles des postérieurs Empereurs de Byzance, pour en recueillir toutes les lois civiles, et les classer d'après l'ordre requis.

59) Ordonnanz vom 15/2,sten August 1830. art. 148.

60) Ordonnanz vom 15/2,sten August 1830. art. 148. Les tribunaux suivront en matière civile les lois des Byzantins, et jusqu'à la publication de leur collection, ils consulteront les lois contenues dans le manuel d'Arménopoulos etc. Es wird hier ein Unterschied zwischen befolgen und consultiren, d. h. zu Rath ziehen gemacht, als wenn Harmenopoulos nicht mehr als eigentliches Gesetz hätte gelten sollen. Dies war aber doch offenbar die Meinung des Gesetzgebers nicht. Diese vage Art sich auszudrücken mag im Gegentheile nur wieder als ein neuer Beweis hinsichtlich der nachlässigen Redaction der Gesetze und Verordnungen dieser Zeit dienen.

gens mit seinem Gebrauch beschaffen gewesen seyn mag, erhellt schon daraus, dass in ganz Griechenland keine drei Exemplare davon existirten und niemand da war, der ihn verstanden hätte. Erst gegen Ende dieser Periode, als die Griechen angefangen hatten, auch Jurisprudenz im Auslande zu studiren, ward auch die Bekanntschaft mit Harmenopoulos wieder häufiger. Allein auch jetzt noch war an eine genaue Bekanntschaft mit ihm nicht zu denken, und die wenigen Juristen des Landes würden kein sehr brillantes Examen bestehen, wollte man sie aus Harmenopoulos prüfen. Das übrige Volk aber kannte ihn nach wie vor auch nicht einmal dem Namen nach.

§. 219.

Des k a n o n i s c h e n R e c h t e s geschieht nirgends Erwähnung. Stillschweigend blieb es jedoch nach wie vor im Gebrauch.

Eben so wenig ward irgendwo des T ü r k i s c h e n R e c h t e s erwähnt. Den Bestrebungen jener Zeit gemäss war es jedoch offenbar, dasselbe nicht mehr zur Anwendung zu bringen, als Ueberbleibsel der so verhassten Türkischen Herrschaft.

Auch des Gewohnheitsrechtes wird nirgends in einem Gesetze, sondern nur gelegentlich ein-

mal in den Motiven zu einer Verordnung ⁶¹⁾ Erwähnung gethan. Sowohl die Constitution von 1822 (art. 91), als die Ordonnanz über die Gerichtsorganisation vom ¹⁵/₂₇sten August 1830 (art. 148) sprechen nur vom Römischen Recht, vom Französischen Handelsgesetzbuch und von den etwa noch zu gebenden Gesetzen. Daher argumentirte man daraus insgemein, dass das Gewohnheitsrecht ganz abgeschafft worden sei. Sogar die Gerichte nahmen keine Rücksicht mehr darauf. (S. §. 139.)

Da jedoch der Mensch seine hergebrachten Sitten und Gewohnheiten so leicht nicht ablegt; da ferner auch die damalige Staatsregierung nicht entgegen war, so blieben die alten geschriebenen und ungeschriebenen Gewohnheitsrechte stillschweigend im Gebrauch; nicht allein die in §. 62—145 erwähnten Gewohnheiten, und die Sitten und Gebräuche der Mainoten (§. 56—61), sondern sogar — das Faustrecht in der Maina!

Noch in dieser Zeit kommen schriftliche Contrakte über die Blutrache, ganz in derselben Art und Weise, wie derselben früher im §. 59 und 61 erwähnt worden ist, vor. Ich

61) Ordonnanz vom ⁴/₁₆ten Februar 1830. Désirant enfin qu'au moyen de la comparaison des lois écrites avec les lois coutumières, dont on se propose de faire une collection, l'expérience dicte quels sont les changements que le bien public pourront exiger.

theile hier einen solchen mit zur Vergleichung desselben mit unseren altgermanischen Urkunden ähnlichen Inhaltes :

„Wir Unterschriebene versprechen und stehen gut dafür, und geben unseren übrigen Verwandten, Landsleuten und Bauern absolute und unwiderrufliche Vollmacht, damit sie Alles, was sie gut finden, und vermögen werden, thun mögen, um Ruhe, Einigkeit und Frieden herbeizuführen. Und wer von uns Unterschriebenen entweder jetzt oder später die mindeste Veränderung oder Einrede vorbringen wird, soll alle Landsleute, Verwandten und Bauern gegen sich haben, (besser: alle sollen gegen ihn auftreten, wenn etc.) und wir sollen ihnen 5000 Piaster und zwei Mörder schuldig seyn.

„1828 October 29 in Tzimova.

„Georg Mavromichalis bestätige.

„Nikolaus P. Mavromichalis verspreche.

„Helias Mavromichalis bestätige.

„Georg K. Mavromichalis versichere.

Wie bei unseren germanischen Vorfahren, eben so ward auch noch von den heutigen Spartanern, bei der Beilegung solcher Familienfehden, die Religion mit in's Spiel gezogen. Hinsichtlich der so eben erwähnten, in der berühmten Familie der Mavromichalis bestehenden Fehde, lautet eine von dem Bischofe der Maina, und den

übrigen Verwandten ausgestellte, Urkunde von demselben Jahre, wie folgt:

„Nach der Uns von den Herrn Mavromichalis
„gegebenen absoluten und unwiderruflichen Voll-
„macht, damit Wir die übrigen Verwandten,
„Bauern und Landsleute erkennen, Kraft also der
„gegebenen unwiderruflichen Vollmacht, welche
„sie uns mit guter Gesinnung und mit Willen ge-
„geben haben. Daher beschliessen Wir Unter-
„schriebener Folgedes. Die zwischen den ent-
„zweiten Mavromichalis bestehende Feindschaft
„soll gänzlich aufhören, und sie sollen jetzt und
„zukünftig Brüder und einig seyn, ohne dass ei-
„ner unter ihnen, wenn sie auch je zusammen
„kommen würden, etwas zu sagen, noch zu un-
„ternehmen wagen sollte. Und bis der Heilige
„N. vorbei seyn wird, werden beide Partheien
„frei seyn, herum zu gehen, wo sie wollen. Sie
„sind ohnedem bestimmt verpflichtet, nachdem
„der Heilige N. vorbei seyn wird, beide Theile
„unserem, des Unterzeichneten, Erkenntniss zu
„gehören. Von diesem Entschlusse, den wir
„fassen, dürfen weder wir uns, noch die
„Mavromichalis sich entfernen, und anders
„thun. Deswegen schwören wir bei dem
„Bilde von Jesus Christus gegen
„den zu seyn, wer die mindeste Widerrede
„oder Entfernung davon unternehmen wird.
„Uebrigens bekennen Wir, dass wir als Unser

„Haupt zuerst das Haus des Bey (Fürsten), und
„hernach die übrigen Verwandten der Reihe
„nach anerkennen. Und so unterschreiben Wir

„Der Bischof von Maina: J o s e p h.“

Nun folgen die übrigen Unterschriften.

In einer anderen, bei eben dieser Gelegen-
heit ausgestellten, Urkunde heisst es:

„Da auch wir, die Oestlichen Spartaner, bei
„dem Unglück in Tzimova gegenwärtig waren,
„so haben wir den übrigen Landsleuten nach
„Kräften Beistand geleistet und werden auch zu-
„künftig helfen, so viel wir können, einstimmig
„mit den anderen.“

§. 220.

Um dieses Faustrecht in der Maina zu be-
kämpfen, und die übrigen Eigenthümlichkeiten
zu berücksichtigen, wurden schon unterm
28sten August 1830 von Capodistria, also bald
nach seiner neuen Gerichtsorganisation vom 15ten
August, Ausnahmsgerichte, sogenannte S p e-
cialgerichte, in derselben niedergesetzt.
Sie erhielten von dem damaligen Justizministe-
rium eine Instruction, welche in doppelter Hin-
sicht merkwürdig ist. Einentheils, weil auch
sie noch das Gewohnheitsrecht als gültig voraus-
setzt, anderentheils, da sie als Maasstab von der
Dürftigkeit der damals in Griechenland, sogar
in den höheren Regionen, vorfindlichen Gelehr-
samkeit dienen kann.

Ich theile sie daher vollständig mit:

„Hellenischer Freistaat.

„An die Präsidenten der Gerichte in Sparta.

**„Die Regierung hat in Sparta die Gerichte,
„bei welchen Ihr den Vorsitz führet, mit Zustim-
„mung des Senates errichtet, und durch die
„Verordnung unter Nr. 184 ihre Organisation ge-
„ordnet.“**

**„Der Zweck dieser Verordnung, und der be-
„sonderen Organisation dieser Gerichte, wurde
„weder von einer anderen Ursache veranlasst, noch
„zielt er zu etwas Anderem als im Einklange mit
„dem Zustande des Landes, wo diese Gerichte
„eingesetzt sind, zu seyn, und damit die Spar-
„taten so viel als möglich eher die süssesten
„Früchte der Gerechtigkeit geniessen sollen.**

**„Obgleich die Nation, als sie zum ersten
„Male eine Nationalversammlung berief, die
„Nothwendigkeit, ihre Regierung ganz nach dem
„Muster der gesetzmässigen Verfassung habenden
„Völker zu bilden, erkannt hat, und hiezu noch
„eine Gesetzgebung anzunehmen, nach welcher
„Recht unter den Bürgern gesprochen werden
„sollte. Wir können jedoch nicht behaupten, dass
„dieser Entschluss der Nation, in wie fern er die
„Civil- und peinliche Gesetzgebung betrifft, nach
„Wunsch vollbracht sey. Der Drang der Um-
„stände, und die Schwere der Leiden, welche
„die Nation viele Jahre hindurch vielfältig ge-**

„quält haben, sind hinlängliche Entschuldigung
„für die Nicht-Vollführung dieses Entschlusses.

„Die Bestrebungen der gegenwärtigen Re-
„gierung die nöthigen Institutionen in allen Krei-
„sen einzuführen, hat sie auch dazu gebracht,
„auch in Sparta die Gerichte, denen Ihr vorsitzet,
„zu errichten, und wie sie dieselben nach Re-
„geln, die dem Zustande jener Provinz gemäss
„sind, errichtet hat, so seyd Ihr auch verpflich-
„tet, bei der Erfüllung Eurer Pflichten diejeni-
„gen Prinzipien zu befolgen, welche mit der
„Natur und dem Zwecke ihrer Errichtung ein-
„stimmen.

„Wir können nicht voraussetzen, dass in
„Sparta die angenommenen Byzantinischen Ge-
„setze (die Basiliken) ⁶²⁾ vor dem Ausbruche
„des Krieges bekannt waren, sondern die Spar-
„taner der allgemeinen Begierde der Menschen
„folgend, bei ihrer, sey es auf welche Art es
„wolle, gebildeten Gesellschaft, was erlaubt und
„was unerlaubt sey zu bestimmen, haben so
„manches angenommen, welches sie zur Ge-
„wohnheit errichtet haben, und mit dessen Un-
„terweisung unterschieden sie, was Recht oder
„Unrecht war.

62) Auch dieses ist ein Irrthum des Herrn Justizministers, denn die Basiliken waren nicht als Gesetz angenommen, sondern sie sollten erst, nachdem die gehörige Auswahl für das Civilrecht getroffen worden, angenommen werden. S. oben §. 218.

„Selbst die angenommenen Gesetze erkennen
„dieses und gestatten es. Basil. lib. 2 und L. 6 Ul-
„pian: Das bürgerliche Recht ist ent-
„weder geschriebenes oder unge-
„schriebenes, und was ist dieses bürgerliche
„Recht? erklärt es sich weiter L. 9 Cajus: bür-
„gerliches Recht ist, was jede Stadt
„für sich bestimmt hat, und ihr eigen
„ist, deswegen so oft bei den Streitsachen, die
„ihr zu schlichten habet, die Rede von Gewohn-
„heit kommt, dasselbe Gesetz gebietet Euch ihr
„zu folgen, und nach ihr abzuurtheilen. Aber
„was ist diese Gewohnheit, nämlich das bürger-
„liche Recht? Das Ministerium hält es eben so
„schicklich, Euch an andere Gesetze zu erin-
„nern, und Eure Aufmerksamkeit darauf zu rich-
„ten, welche sie deutlich bestimmen.

„Das Gesetz sagt 31 Ulpian: worüber
„kein Gesetz da ist, muss man die
„Sitte und Gewohnheit beobachten.
„Wenn aber auch diese fehlt, so folge
„man gleichartigen Handlungsweisen,
„die dem Gegenstande des Streites
„gleichförmig sind. — Dieses Gesetz
„spricht von der Gewohnheit im Allgemeinen.
„Es wird aber weiter hinzugesetzt: Die von
„langer Zeit her bestehende Gewohn-
„heit hat Gesetzes Kraft, und wird
„als solches beobachtet. Es wird noch

„hinzugesetzt L. 42 Ulpian: Die lange Gewohnheit gilt anstatt des Gesetzes, wo kein geschriebenes ist, und endlich L. 43: Dann ist Gebrauch von der Gewohnheit irgend einer Stadt oder Provinz zu machen, wenn sie im Gericht bestritten und bestätigt worden ist. Richten Sie, meine Herren; Ihre Aufmerksamkeit auf diese Kapitel des Gesetzes, und Sie werden finden, dass Forderung und Verweigerung allemal von der Gewohnheit gerechtfertigt wird. Nur soll diese Gewohnheit von langer Zeit, und von Sentenzen bestätigt seyn. Wenn aber die Rede von Gewohnheit ist, so versteht es sich, dass dabei eben so wohl der Gegenstand des Streites, als auch die Form der Urkunden, welchen die Bürger ihre Verträge und gegenseitigen Rechte anvertrauen, verstanden werden.

„Wenn Ihr gemäss der Gewohnheit über etwas zu urtheilen habt, so nehmet vor Augen auch das Gesetz 44 Hermog., welches sagt: auch das durch eine lange Gewohnheit Geprüfte und viele Jahre hindurch Beobachtete gilt nicht weniger als das Geschriebene, und dieses erfordert wieder Eure ganze Aufmerksamkeit. Denn Ihr werdet viele Schwierigkeiten haben, um Euch des von langer Zeit her bestehenden Ge-

„wohnheitsrechtes da zu versichern, wo keine
„öffentliche Archive sind, und wo vielleicht die
„Urkunden der Einzelnen nicht in befriedigen-
„der Ordnung sich befinden. ⁶³⁾

„Es ist dem Ministerium bekannt, dass wäh-
„rend der Vergangenheit, in Ermangelung der Ge-
„richte in Sparta, die Spartaner ihre Streitigkei-
„ten durch Schiedsrichter beizulegen pflegten.

„Diese Sprüche der Schiedsrichter, in wie
„fern sie die Gewohnheit betreffen, können Eure
„Meinungen leiten. (§. 59.)

„Aber weder die Gewohnheit wird gestattet,
„wenn sie nicht ihre eigene Charaktere hat, noch
„sind die Resultate der Gewohnheit unbeschränkt,
„denn auch sie hat ihre Gränzen.

„Das 50ste Gesetz Ulpians sagt: Der Ma-
„gistrat soll das beobachten, was in
„der Stadt am öftesten rücksichtlich
„einer Sache geschieht. Denn die vo-
„rige Gewohnheit und der Grund, wes-
„wegen sie eingeführt ist, sind zu
„beobachten. Wie dieses Gesetz einerseits
„ermahnt, die Gewohnheit zu beobachten, und
„den Grund, der sie eingeführt hat, so geht
„auch weiter und sagt L. 51: Die Herrschaft

63) Der Herr Justizminister wusste also auch nicht, daß öffentliche Archive aus früheren Zeiten her gar nirgends in Griechenland existiren. Sieht es ja mit den heutigen Archiven bis zu den Ministerien hinauf, noch kläglich genug aus.

„der Gewohnheit und des Gebrauches
„hat keine solche Kraft, dass sie über
„der Vernunft und dem Gesetze steht.
„Richtet, meine Herren, Eure Aufmerksamkeit
„auf das Wort des Gesetzes: der Grund ih-
„rer Einführung, d. h. der Grund, wess-
„wegen die Gewohnheit eingeführt worden ist.
„Und zu dieser Bemerkung setzt noch hinzu
„das, was das 51ste Gesetz gebietet, dass die
„Herrschaft der Gewohnheit, d. h. die Gewohn-
„heit selbst, nicht über der Vernunft und dem
„Gesetze stehen kann.

„Das Ministerium kennt wohl, dass in Sparta
„während der Vergangenheit das Verbrechen des
„Mordes nur in so weit belangt wurde, als es
„blos auf den Ersatz des Schadens, den die
„Familie des Ermordeten litt, ankam, und dess-
„wegen war es Sitte, die Partheien durch Geld
„auszugleichen, und manchmal Mord für Mord
„zu verabreden. ⁶⁴⁾

„Es glaubt aber nicht, dass Jemand zukünf-
„tig, gestützt auf solche Verträge, sich wegen
„eines solchen Verbrechens zu entschuldigen
„suchen werde. Die Klugheit der Spartaner und
„ihr fester Wille, sich nach den moralischen
„Prinzipien der übrigen Nation einzurichten,

64) Wie confus und unlogisch ist doch diese Darstellung
des, dem Alt-Germanischen Rechte durchaus ähnlichen, Sy-
stems der Blutrache und der Composition.

„versichert das Ministerium, dass sie Euch niemals mit so etwas beschäftigen werden. Und da auch die Entschädigung für den zugefügten Schaden ein Resultat der peinlichen Gesetze ist, in so fern wird auch, wenn ihr in den Fall kommen solltet, über Geldentschädigung wegen Mordes zu urtheilen, Euer Spruch, gestützt auf die Verträge, gerecht seyn.“

„Nauplia, den 15ten December 1830.

„Der provisorisch die Stelle des Secretärs der Justiz vertretende

„A. Capodistrias.

§. 221.

Eine wahre Gesetzgebung hat es in früheren Zeiten im heutigen Griechenland gar nicht gegeben; denn erst mit der Freiheit des Griechischen Volkes konnte eine solche entstehen. Allein auch gleich in den ersten Jahren des Freiheitskampfes ward Hand an's Werk gelegt, und zumal seit der Ankunft Capodistria's kam sehr grose Thätigkeit in das Gesetzgebungswesen.

Schon in den ersten Jahren der Freiheit wurden Normen für das Gerichtswesen und ein Strafgesetzbuch gegeben. Seit Capodistria folgte aber eine Gerichtsordnung schnell auf die andere. Es wurde ferner ein Gesetz über den Civilprozess, mehrere Gesetze über das Strafverfahren, ein Gesetz über das Notariat, wieder

ein anderes über die Testamente u. s. w. gegeben. Da indessen Niemand mit dem Gegebenen zufrieden war, und die Klagen über dessen Unzweckmässigkeit im Gegentheile mit jedem Tage lauter wurden, so ward schon wieder von dem Nationalcongress in Pronia am 1sten August 1832 beschlossen, neue Gesetzbücher zu entwerfen. Von diesen verschiedenen Gesetzen soll jedoch erst in den folgenden §§. das Weitere bemerkt werden.

Eine sehr bedenkliche Rechtsquelle endlich wurde noch in der Verordnung vom $1\frac{5}{27}$ sten August 1830, über die Gerichtsorganisation ⁶⁵⁾ geschaffen, nämlich sogar auch in Strafsachen, die gesunde Vernunft und die Billigkeit!

Diese, zumal für schlechte Juristen, sehr bequeme Rechtsquelle, ward sehr bald zur Regel. Die Richter setzten ihre Vernunft an die Stelle des Gesetzes. Und die nothwendige Folge davon war ein allgemeiner Schrei des Unwillens über solche Gesetze, und über die in Gemässheit derselben geübte Willkühr.

65) art. 148. — et en matière criminelle la collection pénale en vigueur, droite raison et l'équité, ainsi que les autres lois pénales etc.

Z w e i t e s K a p i t e l.

Von der Gerichtsorganisation.

§. 222.

Zur Zeit der Türkischen Herrschaft gab es keine Griechischen Gerichte, denn die Bischöfe Primaten und Gemeindevorsteher waren blose Schiedsrichter bei Civilstreitigkeiten, an welche man sich wenden konnte, wenn man wollte. Wahrer Richter war blos der Türkische Kadi. Daher entstand schon in den aller ersten Zeiten des Freiheitskampfes das Bedürfniss und Streben nach Griechischen Gerichten.

Die Constitution von Epidaurus vom Jahre 1822 ⁶⁶⁾ verordnet unter Anderem, dass an dem Sitze der Regierung ein hohes Tribunal für ganz Griechenland, an den Hauptorten einer jeden Provinz aber General-Tribunale, in jedem Bezirk ein Untertribunal, und in jeder Gemeinde ein Friedensgericht errichtet werden solle.

Ein späteres Decret des gesetzgebenden Körpers vom 30sten April 1822 (alten Style) verordnet, dass in jeder Gemeinde ausser dem Friedensrichter auch noch ein Notar angestellt werden, das Untertribunal aus drei Mitgliedern bestehen, den Titel Tribunal erster In-

66) art. 85 — 89.

stanz führen, und alle Civil-, Handels- und Criminalsachen aburtheilen; in jeder Provinz aber ein aus 5 Mitgliedern bestehendes Tribunal unter dem Titel eines Appellationshofes errichtet werden solle. ⁶⁷) Von einem obersten Tribunale ist in diesem Decrete keine Rede.

Um die so eben erwähnte Organisation der Gerichte möglich zu machen, erschien unterm ²/₁₄ten Mai 1822 ein weiteres Decret des gesetzgebenden Körpers zur Regulirung des gerichtlichen Verfahrens und der Competenz der Gerichte. Dieses unter Nr. 13 bekannte Decret wurde die Grundlage für alle späteren Einrichtungen im Justizfache. Daher theile ich es in dem Anhange in Französischer Uebersetzung mit.

Nach diesem in Griechenland berühmten Decrete sollten die Friedensrichter in geringen Civil- und Handelssachen sprechen, und zu gleicher Zeit die ganze correctionnelle Polizei besorgen. In Civil- und Handelssachen sollte die Appellation an die Tribunale erster Instanz gehen, in Correctionssachen dagegen, wiewohl bis auf 3 Monate Gefängnisstrafe und 250 Türkische Piaster Geldstrafe erkannt werden durfte, in erster und letzter Instanz vom Friedensrichter gesprochen werden.

67 a.) Décret sur l'organisation des provinces Grecques du 30. Avril 1822. art. 24 — 28.

Die Tribunale erster Instanz sollten über alle übrigen Civil- und Handelssachen erkennen, die nicht von der Competenz der Friedens-Gerichte waren. Von ihnen sollte immer an die Appellations-Gerichte appellirt werden können. In Criminalsachen hatten sie indessen nur die Untersuchung und nach deren Beendigung die Sache an das Appellationsgericht zu verweisen.

Die Appellations-Gerichte erhielten die Entscheidung über alle Appellationen in Civil- und Handelssachen, und zwar bis zur Summe von 4000 Piaster in letzter Instanz. Bei höheren Summen fand Appellation an das General-Tribunal von ganz Griechenland statt. In Criminalsachen hatten die Appellations-Gerichte über die endliche Entscheidung und nur bei Capitalstrafen fand Appellation an das General-Tribunal von ganz Griechenland statt.

In allen Civilsachen sollte ein kurzes schriftliches Vorverfahren der Verhandlung in der Audienz vorhergehen, diese aber öffentlich und mündlich statt haben. Eben so in Strafsachen, in welchen jedoch die Voruntersuchung, wenn von Criminalsachen die Rede war, vor dem versammelten Tribunal erster Instanz vorgenommen werden sollte.

Die Notare endlich waren angewiesen, die

Contracte und Testamente für die Partheien niederzuschreiben, und zu dem Ende Register zu halten und getrennte Minuten (Originalien) zu verfertigen.

§. 223.

Dieses im vorigen §. erwähnte Decret Nr. 13 wurde noch mehrmals Gegenstand der Berathung, zuerst beim Nationalcongress zu Astros unterm $1\frac{2}{24}$ sten April 1823, und dann später noch beim gesetzgebenden Körper unterm 21sten October 1825 (alten Styls). Nichts desto weniger, und wiewohl auch der Nationalcongress von Trözen wieder die Errichtung von Tribunalen decretirt hatte, erhielt Griechenland — keine Gerichte!

Nachdem Capodistria die Zügel der Regierung ergriffen hatte, betrieb auch er die Errichtung von Gerichten. Allein erst am Ende des Decembers 1828 kam eine Verordnung über deren Organisation zu Stande, in welcher das Decret Nr. 13 zur Basis genommen worden war.

Nach dieser zu Aegina unterm $1\frac{5}{27}$ sten December 1828 erschienenen Verordnung sollte es Friedensrichter, Tribunale erster Instanz, ein Handelsgericht und ein Appellationsgericht geben. Die Hauptbestimmungen waren folgende:

I. F r i e d e n s g e r i c h t e.

In jeder Stadt und Burg, so wie in jedem Dorf, sollte der Demogeront die Functionen des Friedensrichters machen.

In letzter Instanz sollte der Dorffriedensrichter nur bis zur Summe von drei Spanischen Piastern erkennen dürfen; der Burgfriedensrichter bis zu 5; und der Stadtfriedensrichter bis zu 7 Spanischen Thalern. Bei jeder höheren Summe konnte appellirt werden.

In erster Instanz konnte indessen der Burgfriedensrichter bis zur Summe von 40, und der Stadtfriedensrichter bis zu 60 Spanischen Thalern erkennen.

Bei jeder höheren Summe durfte man sich nur zum Zweck einer Vergleichsverhandlung bei dem Friedensrichter präsentiren.

Ausser den angeführten Civilsachen sollte der Friedensrichter auch noch über alle Correctionsachen erkennen, zu denen indessen wieder manche reine Civilsachen, insbesondere auch alle Besitzstreitigkeiten gerechnet worden sind. Man zählte nämlich dazu:

- 1) die Gränzverrückungen;
- 2) jede Beeinträchtigung des Wasserlaufs;
- 3) jeder von Menschen oder Thieren im letzten Jahre einem Felde, Weinberge oder Garten verursachte Schaden;
- 4) alle Injurien, Raufereien und Schlägereien, welche keine Verwundung zur Folge hatten;
- 5) alle Vergehen, welche bloße Gefängniß- oder Geldstrafe nach sich zogen.

Von solchen Correctionsurtheilen sollte nur dann appellirt werden dürfen, wenn:

a) eine mehr als 5tägige Gefängniß-Strafe ausgesprochen worden war, oder

b) die Geldstrafe die Summe von zwei Spanischen Thalern, oder die Civilentschädigung 10 Spanische Thaler überstieg.

2. Tribunale erster Instanz.

Ein Präsident, zwei Richter, zwei Suppleanten und ein Gerichtsschreiber sollten das Tribunal erster Instanz bilden.

Im Fall der Abwesenheit oder sonstigen Verhinderung traten die Suppleanten statt der Richter ein mit deliberativer Stimme.

In letzter Instanz sollte das Tribunal in allen Civilstreitigkeiten erkennen, welche nicht die Summe von 60 Spanischen Thalern überstiegen, in jedem anderen Falle aber die Appellation zulässig seyn.

In Criminalsachen sollte einer der Richter die Functionen des Untersuchungsrichters machen, und der Präsident mit zwei Suppleantrichtern das Urtheil sprechen, von ihrem Urtheile aber appellirt werden dürfen.

In Correctionssachen endlich sollten diese Tribunale immer in letzter Instanz sprechen.

Sieben solcher Tribunale sollten im Peloponnes, sechs auf den Inseln und zwei auf dem Griechischen Festlande errichtet werden.

3. H a n d e l s t r i b u n a l.

In ganz Griechenland sollte nur ein einziges Handelstribunal, und zwar in Syra, errichtet werden. An jedem anderen Ort sollten die Civiltribunale auch über die Handelssachen erkennen.

Das Handelsgericht in Syra sollte bestehen aus einem Präsidenten, einem Gerichtsschreiber und aus vier aus Handelsleuten, welche während zehn Jahren ihr Gewerbe auf eine honette Weise betrieben hatten, zu wählenden Richtern.

Dieses Handelsgericht sollte in letzter Instanz bis zur Summe von 120 Spanischeu Pia- stern erkennen, bei höheren Summen aber die Appellation an den Appellationshof zulässig seyn.

4. A p p e l l a t i o n s h o f.

Ein erster Präsident, ein Präsident, 7 Richter, ein Staatsprokurator und ein Gerichtsschreiber sollten den Appellationshof bilden. Er bestand aus zwei Sectionen, einer Civil- und einer Criminal-Section.

Drei Demogeronten der Stadt, wo der Appellationshof seinen Sitz hatte, sollten die Suppleantrichter seyn.

Dieser Gerichtshof sollte über alle an ihn gelangten Appellationen in letzter Instanz sprechen.

§. 224.

So hatte denn Griechenland wieder eine Verordnung über die Organisation der Gerichte, allein Gerichte selbst sah es so bald noch nicht. Erst nach vielen Monaten kamen einige Wenige zum Vorschein. Das Griechische Festland, die Sporadischen Inseln und mehrere andere Provinzen erhielten erst im October und November 1829 Tribunale erster Instanz, Syra sein Handelsgericht sogar erst am 26sten Jänner 1830 (alten Styls). Bei dem Mangel an guten Gesetzen und tüchtigen Richtern befanden sich diese wenigen Gerichte dazu noch in einem solchen Zustande, dass schon wenige Monate nach ihrer Errichtung Klagen über sie laut wurden, und die Nationalversammlung von Argos im Jahre 1829 den Präsidenten zu neuen Verbesserungen autorisirte. ^{6 7 b)}

Nun drängte eine Verordnung die andere, ein Decret das andere, und eine Verfügung folgte der anderen auf dem Fusse nach. Allein — bei deren Entwerfung war kein tieferer Plan, und bei deren Ausführung nicht die nöthige Umsicht bemerkbar.

Unterm 25sten September 1829 (alten Styls) erschien eine Verordnung über die Advocaten und Bevollmächtigten, über deren Ernennung und Functionen. ^{6 8)} Sie wurde aber nicht be-

67 b.) 2tes Decret vom 22sten Juli (3ten August) 1829. art. 8.

68) Ordonnanz vom 25sten Septbr. 1829. Nr. 5.

folgt. Eine weitere Verordnung verfügte, dass Bevollmächtigte, welche kein Advocaten-Diplom erhalten haben, von der mündlichen Verhandlung ausgeschlossen seyn, Gerichtsschreiber aber den armen Partheien ihre Klagen und Einreden umsonst niederschreiben sollten. ⁶⁹⁾ Wegen Mangel an Advokaten ward ferner den Partheien erlaubt, schriftlich und mündlich selbst bei Gericht verhandeln zu dürfen. ⁷⁰⁾

Ein anderes Dekret handelt von den bei Gericht einzureichenden Copien und von der Art ihrer Legalisation. ⁷¹⁾ Wieder ein anderes ermächtigt die Friedensrichter, auch über ihre Competenz hinaus, conservatorische Akte vornehmen zu dürfen. ⁷²⁾ Noch ein anderes bestimmt die Gerichtsferien. ⁷³⁾ Eine weitere Verordnung gibt den Friedensrichtern das Recht, schiedsrichterliche Urtheile zu vollziehen. ⁷⁴⁾ Und eine spätere bestimmt das Verfahren vor Schiedsrichtern und deren Wahlart, wenn die Partheien nicht einig darüber werden könnten. ⁷⁵⁾

Auch ein **P r i s e n g e r i c h t** wurde angeord-

69) Ordonnanz vom 6/18ten Mai 1830. Nr. 103.

70) Ordonnanz vom 6/18ten Mai 1830. Nr. 102.

71) Decret vom 24sten December 1829 (alten Styls) Nr. 4.

72) Ordonnanz vom 20sten Septbr. (2ten Octbr.) 1829. Nr. 4.

73) Ordonnanz vom 10/22sten Juli 1830.

74) Decret vom 24sten December 1829 (alten Styls) Nr. 3.

75) Ordonnanz vom 14/26sten Juli 1830.

net ⁷⁶⁾ und ein dem Französischen Recht nachgebildetes Notariatsgesetz ⁷⁷⁾ erlassen, welches, da es auch als Maasstab für die damalige Gesetzgebungsweisheit dienen kann, in dem Anhange mitgetheilt werden soll.

Die Funktionen der Polizeicommissäre wurden näher bestimmt. ⁷⁸⁾ Ein Hauptgesetz aber war wieder die Gerichtsorganisation vom Jahr 1830.

§. 225.

Unter dem Vorwande der Verbesserung, zu deren Vornahme er von dem National-Congress in Argos autorisirt worden war, führte Capodistria ganz neue Institutionen ein. Dies hat späterhin zu grossen Beschwerden, und zu sehr vielen Reclamationen Veranlassung gegeben, und am Ende gar zur gänzlichen Auflösung der Gerichte geführt.

Die Hauptbestimmungen der, im Anhange mitgetheilten, Gerichtsorganisation vom ¹⁵/₂₇sten August 1830 sind folgende:

I. Friedensgerichte.

In Jeder Provinz sollte ein, in grösseren Provinzen aber zwei Friedensgerichte errichtet werden, und jedes Friedensgericht aus einem Frie-

76) Ordonnanz vom ²/₁₄ten November 1829. Nr. 9.

77) Gesetz vom ¹¹/₂₃sten Februar 1830. Nr. 67.

78) Decret vom 29ten December 1829 (alten Styls) Nr. 46.

densrichter, Gerichtsschreiber und Gerichtsboten bestehen. Neben ihnen sollten noch in den Burgen und Dörfern ein Demogeront die Funktionen des Friedensrichters versehen. (art. 8—12.)

In Civilsachen sollten die Provinzial-Friedensrichter in erster Instanz bis zu 300 Phönix, in letzter Instanz aber nur bis zu 40 Phönix sprechen. Die Burg- und Dorf-Friedensrichter dagegen in erster Instanz bis zu 60, in letzter Instanz aber nur bis zu 20 Phönix.

Ausserdem durften sie, ohne Rücksicht auf die Summe, erkennen über:

- 1) Miethzins und vermiethete Gegenstände,
- 2) Miethlohn,
- 3) während des letzten Jahres vorgefallene Eingriffe in den Besitzstand,
- 4) Gränzverrückungen, und
- 5) Beeinträchtigungen des Wasserlaufs (art. 13—15).

In Correktionssachen, zu welchen auch jetzt wieder manche Civilsachen gezählt worden sind, sollten die Friedensrichter erkennen über:

- 1) Gränzverrückungen,
- 2) gewaltsame oder betrügerische Beeinträchtigungen des Wasserlaufs,
- 3) gewaltsame Occupation oder ungestörtes Wegweisen von gemietheten Sachen,

4) durch Thiere oder Menschen einem Grundstück zugefügten Schaden,

5) Viehdiebstahl,

6) Injurien,

7) Schläge, wenn sie keine Wunden zur Folge und ohne Waffen statt hatten,

8) Drohungen,

9) am Tage stattgehabte Diebstähle, deren Werth 40 Phönix nicht übersteigt,

10) im letzten Jahre vorgefallene Störungen.
(art. 51—53.)

Die von den Provinzialfriedensrichtern auszusprechenden Strafen sollten seyn:

1) Geldstrafe bis zu 20 Phönix,

2) Verurtheilung in Schadensersatz bis zu 40 Phönix,

3) dreimonatlicher Hausarrest,

4) Gefängnisstrafe bis zu 3 Monaten,

5) provisorische Verbannung (hört!!)
bis zu einem Jahr.

Sogar in letzter Instanz durften sie diese Strafen aussprechen:

a) bei Gefängnisstrafe bis zu 10 Tagen,

b) bei Geldstrafen bis zu 10 Phönix,

c) bei Schadensersatz bis zu 20 Phönix. (art. 54 und 55.)

Die Burg- und Dorf-Friedensrichter durften aber nur folgende Strafen erkennen:

1) Geldstrafen bis zu 10 Phönix,

2) Schadensersatz bis zu 20 Phönix.

Und zwar in letzter Instanz Geldstrafen bis zu 5 Phönix und Schadensersatz bis zu 10 Phönix. (art. 54 und 56.)

In dem Peloponnes wurden nach und nach 27 Provinzialfriedensgerichte errichtet, auf den Inseln 23 und auf dem Griechischen Festlande 12.

II. Tribunale erster Instanz.

Zwei bis drei kleinere Provinzen sollten zu einem Gericht vereinigt werden. Jede grössere Provinz aber ihr eigenes Gericht haben. Jedes Tribunal sollte aus einem Präsidenten, zwei Räten und zwei Gerichtsschreibern bestehen. Die Räte sollten in der Regel keine entscheidende Stimme haben, und von den Partheien selbst aus einer, von der Regierung zu entwerfenden Liste gewählt werden. (art. 16 bis 24.)

In Civilsachen sollten sie in allen, nicht ausdrücklich an ein anderes Gericht gewiesenen Sachen entscheiden, in letzter Instanz jedoch nur bis zum Belauf von 300 Phönix. (art. 25—37.)

In Criminalsachen hatten sie die Untersuchung und Entscheidung mit einziger Ausnahme der Majestätsverbrechen, der Prävarikationen öffentlicher Beamten, und der Militärvergehen. (art. 58—83.)

III. Handelsgerichte.

Jedes Handelsgericht sollte aus einem Prä-

sidenten, zwei Richtern, zwei Suppleanten und zwei Gerichtsschreibern bestehen. Der Präsident und der Gerichtsschreiber sollten von der Regierung ernannt, die Richter und Suppleanten aber von den Handelsleuten unter sich selbst gewählt werden. (art. 36—46.)

Alle Handelssachen gehörten vor diese Gerichte. In letzter Instanz sollte jedoch nur bis zur Summe von 480 Phönix erkannt, bei höheren Summen aber an das Appellationsgericht appellirt werden dürfen. (art. 47—50.)

IV. Appellationsgerichte.

Es sollen drei Appellationsgerichte, eines für den Peloponnes, ein anderes für die Inseln und wieder ein anderes für das Griechische Festland errichtet werden. Ein jedes von ihnen sollte aus einem Präsidenten, zwei Räthen, einem Generaladvokaten, aus einem Gerichtsschreiber und zwei Untergerichtsschreibern bestehen. (art. 88 bis 93.)

Das Appellationsgericht für das Griechische Festland kam jedoch nie zu Stand.

Diese Appellationsgerichte sollten in Civilsachen die Appellations- und Cassationsinstanz für die Tribunale erster Instanz seyn, und zwar bei zwei gleichlautenden Urtheilen in letzter Instanz bis zur Summe von 8000 Phönix. In jedem anderen Falle hatte weitere Appellation an den hohen Gerichtshof statt. (art. 94—99.)

In Criminalsachen sollte gleichfalls an die appellirt, und von ihnen bis zur Gefängnißstrafe von drei Monaten und bis zur Geldstrafe von 400 Phönix in letzter Instanz entschieden werden können. Bei höheren Strafen fand noch eine dritte Instanz beim hohen Gerichtshof statt. (art. 100.)

V. Hoher Gerichtshof.

Derselbe sollte aus 5 Mitgliedern, einem Generalprokurator, einem Gerichtschreiber und zwei Untergerichtschreibern bestehen, und die dritte und letzte Instanz, nach Umständen auch das Cassationsgericht bilden (art. 101 — 110).

VI. Exceptionsgerichte.

Solche, ganz willkürlich gebildete und von der Regierung ganz abhängige, Ausnahmengerichte sollten für Amtsvergehen und Majestätsverbrechen bestehen (art. 111 — 129).

VII. Generalprokuratoren und Generaladvokaten

Die Generaladvokaten bei den Appellationsgerichten sollten in Civilsachen schriftlich ihre Conclusionen geben. Sie sollten ferner bei Zuwiderhandlungen gegen ein Gesetz oder gegen die Billigkeit (?!) an den Hohen Gerichtshof referiren. Endlich sollten sie die Aufsicht über das Vormundchaftswesen führen.⁷⁹⁾

⁷⁹⁾ art. 130 — 133. Gesetz über das Civilverfahren vom 15/27sten August 1830. art. 384 — 386.

In Criminalsachen sollten sie gleichfalls ihre Conclusionen abgeben. Dann wegen Gesetzesverletzungen von den Tribunalen erster Instanz an das Appellationsgericht, oder auch von dem Appellationsgerichte an den hohen Gerichtshof appelliren. Endlich die Aufsicht über die Polizeicommissäre führen. ⁸⁰⁾

Der Generalprokurator hat am hohen Gerichtshof dieselben Functionen, wie die Generaladvokaten an den Appellationsgerichten, und ausserdem noch die Aufsicht über die Generaladvokaten. ⁸¹⁾

VIII. Polizeicommissäre.

Diese sollten die Vergehen und Verbrechen constatiren, die Zeugen und Beschuldigten vernehmen, und die gesprochenen Urtheile exequiren. ⁸²⁾

§. 226.

Auch die in den beiden vorhergehenden §§. angeführten Verordnungen waren noch nicht vollständig, daher erschienen zu ihrer Ergänzung sehr bald wieder mehrere nachträgliche Verfügungen.

Zwei Ordonnanzen vom $15/27$ sten August

80) art. 134 — 141. Criminalinstruction vom $15/27$ sten August 1830. art. 163, 164, 169 — 171, 173, 175, 176, 178, 180 u. 183.

81) art. 142.

82) art. 143 — 147.

1830 ⁸³⁾ bestimmten den Gehalt der richterlichen Beamten und das Kostentarif. Durch eine weitere Verordnung ward das Verhältniss der Gerichte zu den Administrativbehörden näher bestimmt, ⁸⁴⁾ und bald nachher ein Réglement über die innere Einrichtung der verschiedenen Gerichte publicirt. ⁸⁵⁾

Ausser den, schon in dem Organisations-decret vom $1\frac{5}{2}$ sten August 1830 angeordneten, Ausnahmsgerichten wurden noch drei andere niedergesetzt. Ein Specialgericht für die Strassenräuber ⁸⁶⁾ und zwei Specialgerichte für Sparta. ⁸⁷⁾ Die beiden letzten sind aber sehr bald nach der Ermordung des Grafen wieder ausser Wirksamkeit gesetzt worden. ⁸⁸⁾

Die übrigen Gerichte hinkten auch nach dem Tode des Präsidenten noch eine Zeit lang fort, bis auch sie, wegen Mangel an Richtern und guten Gesetzen, im Oktober 1832 geschlossen werden mussten. Dieser merkwürdige Akt lautet, wie folgt:

Considérant, que la difficulté des circonstan-

83) Nr. 154 und 155.

84) Ordonnanz vom 20sten August (1sten Sept.) 1830.

85) Reglement vom $1\frac{1}{2}$ sten November 1830.

86) Decret vom $\frac{8}{20}$ sten September 1830. Nr. 168.

87) Decret vom 28sten August 1830 (alten Styls) Nr. 184.

88) Decret vom 20sten Jänner (1sten Februar) 1832. Nr. 88.

ces a rendu sans effet tous nos efforts pour la réforme des tribunaux;

Considérant, que l'absence totale des conseillers suspend leur action, et que présentement il n'est pas possible de maintenir les anciens tribunaux ni d'en créer de nouveaux;

Que l'organisation des tribunaux, telle qu'elle existe, a été reconnue par l'expérience incompatible avec la situation et les besoins du pays;

Que l'assemblée d'Argos, tout en prescrivant expressement le maintien de l'ordre judiciaire établi, n'avait permis d'y faire que de légères modifications, et que la réforme qui s'y opéra ultérieurement introduisit des changemens et des innovations contraires à ses dispositions;

Considérant enfin que la loi rejette évidemment l'organisation actuelle, que la force des choses la rend inutile et la laisse sans effet et sans action;

ordonne :

Art. 1. La cour suprême, les deux tribunaux d'appel, ainsi que ceux de première instance suspendront leurs travaux.

2. Les membres et autres employés de ces tribunaux sont déchargés de leurs fonctions publiques.

3. Ils remettront selon la règle établie les

archives au préfet du lieu, ou à son défaut à la démogérontie locale.

Nauplie le $8/_{20}$ octobre 1832.

La commission administrative.

D r i t t e s K a p i t e l .

Von dem Strafrecht.

§. 227.

Zur Zeit der Türkischen Herrschaft hatten nur die Türkischen Gerichte Strafgewalt. Es galt daher der Türkische Strafcodex. Unmittelbar nach der Befreiung Griechenlands von der Türkischen Herrschaft entstand nun aber das Bedürfniss nach Griechischen Strafgesetzen, sin-temal kein Staat ohne Strafgewalt zu bestehen vermag. Schon im Jahre 1824, unter der Präsidenschaft Georg Conduriottis, erhielt das befreite Griechenland seinen eigenen Strafcodex. Allein was für einen?! — Er ist zwar dem Französischen Strafgesetzbuch nachgebildet, allein so mangelhaft und lückenhaft, dass er eher einer Parodie auf ein Strafgesetzbuch, als einem wirklichen Strafcodex zu vergleichen ist.

Ein allgemeiner Theil fehlt ganz, was in einem Lande, das so gut wie keine Juristen hat, nur um so fühlbarer ist. Die einzigen Strafarten sind unbedeutende Geldstrafen, Gefängnisstra-

fen, Interdiction der bürgerlichen Rechte, bei Beamten Entlassung vom Amte, Kettenstrafe von einem bis zu 6 Monaten, ⁸⁹⁾ ja, wer sollte es glauben, sogar Stockschläge! ⁹⁰⁾ Im §. 65 endlich wird auch noch das Exil vorausgesetzt, allein nirgends im ganzen Codex ist diese Strafart angedroht.

Dazu kommt, dass viele Vergehen gar nicht vorgesehen sind, z. B. gegen Unterschleife von Beamten finden sich fast gar keine Bestimmungen. Die wirklich vorhergesehenen Vergehen sind aber mit beispielloser Nachsicht behandelt, z. B. Fälscher sollen mit zwei und mehr Monaten Gefängnisstrafe ⁹¹⁾ belegt werden; beim Ehebruch entweder Gefängnis oder eine Geldstrafe eintreten. ⁹²⁾ Beim Aufruhr Kettenstrafe von einem bis zu 6 Monaten ⁹³⁾ u. s. w. Viele Strafbestimmungen sind ganz vag, so dass der Richter vollends thun kann, was er will, z. B. bei Wein- und ähnlichen Verfälschungen. ⁹⁴⁾

Kurz das Ganze ist ein wahres Meisterstück im negativen Sinn, das man im Anhang nachlesen muss.

89) Strafgesetz §. 33.

90) Supplement ch. 1. Nr. I und II.

91) Strafgesetz §. 18 ff.

92) Strafges. §. 59.

93) Strafges. §. 33.

94) Strafges. §. 72. Les voituriers, bateliers, ou leurs préposés, qui auraient altéré des vins ou tout autre espèce de liquides, seront punis proportionnellement au dommage qu'ils auront causé.

Dass solche Strafgesetze unzureichend seyen, hatte jedermann erkannt, auch Capodistria, und daher mittelst Decrets vom $18/30$ sten December 1828 ein neues Strafgesetzbuch versprochen. Allein wer hätte es entwerfen sollen?

Nur über einzelne, dringend nothwendige, Gegenstände erschienen noch einige gleichfalls nicht hinreichende Strafgesetze. Nämlich, wegen der überhandnehmenden Falschmünzerei, ein Gesetz über die Falschmünzer, ⁹⁵⁾ und wegen der zügellos gewordenen Presse, ein Pressgesetz, ⁹⁶⁾ das schlecht concipirt, und noch schlechter exequirt, dem Uebel natürlich nicht gewachsen war.

V i e r t e s K a p i t e l .

Von dem Strafverfahren.

§. 228.

Die ersten Vorschriften über das Verfahren in Strafsachen finden sich im Decret vom $2/14$ ten Mai 1822 Nr. 13. (§. 223). Es sind jedoch mehr Andeutungen als wirkliche Bestimmungen über das zu beobachtende Verfahren. Dennoch genügten diese Vorschriften, denn man hatte ja keine Gerichte.

Erst im Jahre 1828, als man unter Capodi-

95) Gesetz vom $17/2$ sten Februar 1830.

96) Gesetz vom 26sten April 1831 (alten Styls).

stria ernstlicher an Gerichte dachte, begann man auch wieder an die Entwerfung eines Strafverfahrens zu denken. Clonaris ward damit beauftragt. Allein nur langsam rückte die Arbeit voran, und konnte endlich am 6/18ten Mai 1829 publicirt werden. Man findet es im Anhange mitgetheilt.

Auch dieses Gesetz ist nach dem Muster des Französischen Rechts geformt. Allein in der Ausführung in der Art verunglückt, dass man hin und wieder das Original gar nicht mehr zu erkennen vermag.

Es ist eingetheilt in zwei grose Theile, in allgemeine Verfügungen von art. 1 — 4, und in Setzung in Anklagestand. Unter der letzten Rubrik kommt, in 10 Kapitel vertheilt, das ganze übrige Verfahren, die ganze Execution und Begnadigung mit einbegriffen, vor. Die meisten Kapitel haben nicht einmal Ueberschriften zur Bezeichnung dessen, was darin abgehandelt werden soll. Um jedoch nicht zu weitläufig zu werden, erwähne ich nur noch zweier Punkte, der Corrections- und der Criminalgerichte; oder der correctionellen und der criminellen Justiz, wie diese Gerichte im Gesetze selbst genannt worden sind.

Die ganze Zuchtpolizeigerichtbarkeit, d. h. die Anwendung aller Strafen, die nicht gerade Criminalstrafen waren, wurde den Friedensrich-

tern übertragen. Diese sollten, ohne alles Vorverfahren, und wenn nicht zufälliger Weise der Verletzte selbst als Ankläger auftreten wollte, ohne Anklage in der öffentlichen Audienz erkennen. Von ihrem Urtheile sollte jedoch an das Tribunal erster Instanz appellirt werden dürfen.⁹⁷⁾

Hinsichtlich der Verbrechen verhielt es sich anders. Ihre Untersuchung und Bestrafung war an die Tribunale erster Instanz gewiesen worden.

Der Verletzte sollte sich nämlich schriftlich an das Tribunal selbst wenden, darauf der Beschuldigte in Anklagestand gesetzt, und einer der Richter zum Untersuchungsrichter ernannt werden.⁹⁸⁾

Der Untersuchungsrichter hatte nun die ganze Voruntersuchung zu besorgen, die Zeugen und Beschuldigten zu verhören, die nöthigen Verhaftungen, Beschlagnahmen u. s. w. vorzunehmen.⁹⁹⁾ Nach beendigtem Vorverfahren sollte er aber die Sache dem Gerichte selbst vortragen.¹⁾

Hierauf entschied das Gericht, ob der Beschuldigte in der öffentlichen Audienz zu erscheinen habe, oder ohne weiters frei seyn solle,

97) art. 8 — 30.

98) art. 33 u. 34.

99) art. 35 — 73.

1) art. 74 — 76.

wobei jedoch dem Untersuchungsrichter ein überwiegender Einfluss zugewiesen war.²⁾ In der Audienz wurden in der Regel keine Zeugen mehr vernommen, sondern nur der schriftliche Rapport des Untersuchungsrichters verlesen, der als Anklageakt zu dienen hatte. Auf Begehren konnten jedoch auch noch Zeugen vernommen werden.³⁾ Bei der Verhandlung in der Audienz selbst galt Anklageverfahren. Allein wieder der allmächtige Untersuchungsrichter hatte die Anklage zu machen, worauf sodann das Urtheil erfolgte.⁴⁾

Von diesem Urtheile konnte jedoch an das Appellationsgericht appellirt werden. Aber auch der Untersuchungsrichter wieder, gleichsam als öffentlicher Ankläger, hatte das Recht der Appellation.⁵⁾

§. 229.

Dass ein solches Strafverfahren nicht genügen konnte, lag in der Natur der Dinge. Zumal der Mangel einer im Namen des Staates anklagenden Behörde bei öffentlich mündlichem Verfahren wurde auf der Stelle gefühlt. Daher trug schon der Nationalcongress zu Argos im Jahre

2) art. 75, 77 u. 78.

3) art. 80 — 85.

4) art. 86 und 87.

5) art. 108 — 116.

1829 dem Präsidenten auf, eine solche Behörde zu schaffen. ⁶⁾ Es ward sogar verordnet, dass das Bestehen derselben in die zu entwerfende Constitution aufgenommen werden solle. ⁷⁾ Außerdem wurde noch von dem Nationalcongress von Argos dem Präsidenten gestattet, die nothwendigen Modificationen selbst vornehmen zu dürfen. ⁸⁾

Unter diesem Vorwand nun ward schon im December 1829 durch eine Verordnung bestimmt, in welchen Fällen der Beschuldigte, sogar nicht einmal gegen Caution, nicht in Freiheit gesetzt werden könne. ⁹⁾ Und das folgende Jahr wurde ein ganz neues Verfahren selbst eingeführt, unter dem Titel einer Criminalinstruction. ¹⁰⁾

Nach dieser sogenannten Instruction erhielt die Polizei die Untersuchung, und zu dem Ende bis ins Kleinlichste gehende Instructionen. Unter Anderem über das Verfahren bei Diebstäh-

6) Zweites Decret vom 22sten Juli (3ten August) 1829. art 8. Le gouvernement devra pourvoir à ce que — le ministère public soit organisé.

7) Bases d'après lesquelles le gouvernement devra procéder à la révision des actes constitutionnels etc. art. 5. — le ministère public, dont les officiers seront amovibles, sera organisé.

8) Zweites Decret cit. art. 8. Provisoirement l'ordre judiciaire sera maintenu d'après le système actuel, sauf les modifications que l'expérience pourra conseiller.

9) Decret vom 24sten December 1829 (alten Styls) Nr. 38.

10) Instruction criminelle vom 15/27ten August 1830. Nr. 153. S. im Anhang.

len, bei Verwundungen, bei Todtschlägen u. s. w. Diese Vorschriften, so minutiös sie auch im Einzelnen gewesen sind, waren dennoch bei weitem nicht erschöpfend, sie waren dazu noch zu sehr mit Formalitäten überfüllt, und gehörten in jedem Falle nicht dahin.¹¹⁾ Auch über den Beweis in Strafsachen finden sich die kleinlichsten Vorschriften in art. 212 — 291, wovon die art. 251 — 291 allein vom alibi handeln, während auf der anderen Seite die aller nothwendigsten und wesentlichsten Bestimmungen ganz fehlen.

Die correctionelle Gerichtsbarkeit war von der Competenz der Friedensrichter, allein ohne die Anklage des Verletzten, sollte nicht eingeschritten werden. Die Vorladung und Verhandlung war voller Formalitäten.¹²⁾ Eben so die Verhandlung in der Appellationsinstanz vor dem Tribunal erster Instanz.¹³⁾ Die Execution stand wieder der Polizei zu.¹⁴⁾

In Criminalsachen bestand auch noch ein Instructor, welcher Zeugen von Neuem vernehmen, die schriftliche Vertheidigung, die Recapitulation des Privatanklägers, die Replik und Duplik von beiden Theilen in Empfang neh-

11) art. 16 — 79.

12) art. 80 — 101.

13) art. 102 — 108.

14) art. 109.

men, und dann mit einem schriftlichen Rapport die Sache dem Tribunal erster Instanz vorlegen sollte. ¹⁵⁾

Fand das Gericht, dass die Untersuchung nicht erschöpft oder nicht gut geführt sey, so konnte es eine weitere Untersuchung vornehmen, oder dieselbe ganz von vorn anfangen. War die Untersuchung aber erschöpft, so erfolgte das Urtheil. Neue Zeugen durften beim Schlussverfahren nicht mehr gehört werden. Auch hing es von dem Gerichte ab, ob überhaupt noch eine mündliche Verhandlung statt haben solle oder nicht. Im bejahenden Falle hatte aber der Instructor beizuwohnen und das Recht, gleichsam als öffentlicher Ankläger Bemerkungen zu machen und Conclusionen abzugeben. ¹⁶⁾

Von dem gesprochenen Urtheile konnte an das Appellationsgericht, und von diesem wieder an den hohen Gerichtshof appellirt werden. Und auch dort sollte wieder viel geschrieben und wenig gesprochen werden. Auch wohnten bei diesen Gerichten, wiewohl es gerade hier am aller wenigsten nothwendig war, Staatsprokurenatoren als öffentliche Ankläger bei. ¹⁷⁾

Die Execution endlich der Criminalurtheile

15) art. 110 — 132.

16) art. 133 — 162.

17) art. 163 — 180.

stand gleichfalls wieder der, unter Capodistria allmächtigen, Polizei zu. ¹⁸⁾

Nach der Verordnung über die Gerichtsorganisation ¹⁹⁾ sollte der Gerichtsschreiber die Functionen des Instructors besorgen. Da er es nun auch war, der nach beendigter Verhandlung das Urtheil niederzuschreiben, sehr häufig sogar abzufassen hatte, so war es im Grunde der Gerichtsschreiber, der untersuchte, anklagte und bestrafte; — der also Herr über Leben und Tod seiner Mitbürger gewesen ist!

Der Verfasser dieser merkwürdigen Criminalinstruction war der bekannte J. Genatas, unter Capodistria der Hauptgesetzgeber.

Nach diesem grossen Werk folgte hinsichtlich des Strafverfahrens nur noch ein Reglement über die Staatsgefängnisse. ²⁰⁾

Fünftes Kapitel.

Von dem Civilrechte.

§. 230.

Eine vollständige Civilgesetzgebung lag zwar seit den ersten Jahren des Freiheitskampfes in

18) art. 329 ff.

19) Verordn. vom ¹⁵/₂₇sten August 1830, Nr. 60 u. 61.

20) Reglement vom ¹⁴/₂₆sten December 1830. Nr. 278.

den Absichten des Griechischen Volkes, allein es erschien in dieser Beziehung weiter nichts, als ein Gesetz von Capodistria über die Testamente. ²¹⁾ Es ist im Ganzen dem Französischen Recht nachgebildet, allein dennoch den Bestimmungen des Griechischen Gewohnheitsrechtes nicht ganz fremd.

Nach diesem Gesetze gibt es öffentliche, geheime, holographische und mündliche Testamente. ²²⁾

Öffentliche Testamente hat der Notar in Gegenwart des Erblassers zu schreiben und mit dem Erblasser selbst zu unterschreiben. Kann derselbe nicht schreiben, so muss zu dem Ende noch ein vierter Zeuge zugezogen werden. ²³⁾

Zur Gültigkeit eines geheimen Testamentes ist nothwendig, dass dasselbe vom Erblasser geschrieben und unterschrieben, oder wenn es von einem Anderen geschrieben ward, von diesem und dem Erblasser unterschrieben ist. Dieses so beschaffene Testament soll ausserdem vom Erblasser einem Notar übergeben, von diesem die Erklärung des Erblassers, dass die Urkunde sein Testament sey, auf dieselbe geschrieben, und sodann das so verfertigte Te-

21) Gesetz über die Testamente vom 11/23sten Februar 1830.

22) art. 1.

23) art. 3 — 19.

stament dem Archivar der Provinz zur Aufbewahrung übergeben werden. ²⁴⁾

Das holographische Testament ist nur dann gültig, wenn es ganz vom Erblasser geschrieben und unterschrieben, mit Tag und Datum versehen, und unter den Papieren des Verstorbenen gefunden worden ist. ²⁵⁾

Mündliche Testamente erfordern die Gegenwart von 5 Zeugen, welche den vernommenen letzten Willen, ohne von der Stelle zu gehen, nieder zu schreiben und zu unterzeichnen haben. Dergleichen mündliche Testamente sollten jedoch bloß auf dem Todesbette und in Ermangelung eines Notars gemacht werden dürfen. ²⁶⁾

Ausser diesen vier gewöhnlichen Testamentsformen sind bei Militären ²⁷⁾, zur Pestzeit oder während anderer ansteckender Krankheiten, ²⁸⁾ und bei Seereisen ²⁹⁾ auch noch andere ausserordentliche Testamentsformen erlaubt.

24) art. 20 bis 30.

25) art. 31 — 34.

26) art. 35 — 42.

27) art. 43 — 46.

28) art. 47 — 49.

29) art. 50 — 60.

Sechstes Kapitel.

Von dem Civilverfahren.

§. 231.

Die Grundlage für ein Verfahren in Civilsachen wurde ebenfalls schon in dem berühmten Gesetze vom $2/_{14}$ ten Mai 1822 Nr. 13 gegeben. (§. 223.) Dann ruhte aber dieser wichtige Gegenstand bis zur Ankunft des Grafen Capodistria. Gleich im Jahre 1828 erhielt Clonaris den Auftrag, auch einen Codex für das Civilverfahren zu entwerfen. Allein damit kam er nicht zu Stand.

Das von Genatas entworfene, und unterm $15/_{27}$ sten August 1830 publicirte Gesetz über die Civilprocedur ist das erste, welches über das Civilverfahren in Griechenland erschienen ist. (S. den Anhang.)

Die ersten Artikel handeln von der Recusation der Richter (art. 2 — 23). Dann folgt das Verfahren vor den Friedensrichtern. In demselben kommt kein schriftliches Vorverfahren vor, auch sollen Advokaten und Bevollmächtigte ausgeschlossen seyn. Das Verfahren soll mit der Ladung in die Sitzung beginnen. Wenn Zeugen vorgeschlagen werden, soll die Sitzung zu deren Vorladung und Vernehmung vertagt werden. Ist der Fall von der Art, dass der Friedensrichter in letzter Instanz sprechen darf, so

soll er kein Zeugenprotokoll abhalten, sondern nur summarisch die Klagen, Einreden, Rechtsgründe der Partheien und die Aussagen der Zeugen schriftlich auseinander setzen und an dem Ende das Urtheil beifügen. Ist aber von seinem Urtheile Appellation zulässig, so soll ein förmliches Zeugenverhör über die Aussage eines jeden Zeugen niedergeschrieben werden. (art. 24 bis 46.)

Die Appellation durfte mündlich und schriftlich eingelegt werden, und ging an das nächste Tribunal erster Instanz. (art. 47—54.)

Ueber das Verfahren vor den Tribunalen erster Instanz finden sich weitläufige Vorschriften. Zuerst über das Vorverfahren in Art. 55—236. Allein in diesem Vorverfahren findet sich unter Anderem ein Kapitel über Incidentsachen (des indicens, art. 70 ff.); und später noch einmal ein Kapitel über Incidentacten (des actes incidents, art. 235 ff.). Es wird hier ferner von den Beweismitteln gehandelt. Nämlich vom Schriftenbeweis in art. 84—96, vom Zeugenbeweis in art. 97—124, von Kunstverständigen in art. 125—144, und sehr sonderbarer Weise auch von dem Beweise durch Excommunication in art. 145—152. Es ist nämlich in Griechenland eine sehr verbreitete Sitte, dass diejenigen, die keine Beweismittel haben, um eine gewisse Thatsache zu beweisen, sich an die

Geistlichkeit wenden, um diejenigen, die nicht reden oder nicht eingestehen wollen, excommuniciren zu lassen, bis sie sprechen. Oder, wenn man die Zeugen oder die Thäter gar nicht kennt, lässt man über eine ganze Gemeinde die Excommunication in der Art aussprechen, dass nur die Schuldigen oder die widerspenstigen Zeugen davon getroffen werden sollen.³⁰⁾ Diese kirchliche Strafe nun in ein weltliches Gesetz aufzunehmen und näher zu reguliren, ist allerdings eine seltsame Erscheinung! — Von Augenschein, Ortsbesichtigungen u. dergl. mehr findet sich gar nichts. Und einiges Wenige nur über den Eid an einer Stelle, wo man es nicht suchen sollte. (art. 286—297.)

Auch über Intervention (art. 158—167), über conservatorische Akte (art. 168—214) und andere Dinge mehr kommt Einiges mitten in dem Vorverfahren erster Instanz vor. Bei den conservatorischen Maasregeln spielen die Verhaftungen der Schuldner eine grose Rolle. (art. 211—213.)

30) Mit diesen Excommunications pflegt überhaupt ein sehr groser Unfug getrieben zu werden. Wegen der grösten Kleinigkeit lässt der Grieche seinen Nachbar oder sonstigen Feind, und dieser umgekehrt wieder jenen excommuniciren. Oft wird von demselben Priester die eine und die andere Excommunication besorgt. Und da der Priester nichts umsonst zu thun pflegt, so bilden diese Excommunicationsgelder ein Haupteinkommen der Priester. Saint Sauveur, voyage II, p. 22—24.

Daher sind die Griechischen Gefängnisse stets mit Civilgefangenen wohl besetzt.

Ist nun das Vorverfahren, in welchem der Chikane Thür und Thor geöffnet ist, glücklich zu Ende, so soll die Sache auf die Rolle gesetzt werden. Dies führt aber zu neuen Weitläufigkeiten und, wenn man will, zu neuen Chikanen. Dann kommt das Contumacialverfahren, das wegen der vielen Wiederholungen der Ladungen gar kein Ende nimmt. Endlich die Verhandlung in der Audienz, die aber erstlich von dem guten Willen des Richters abhängt ³¹⁾ und in jedem Falle in einer bloßen Recapitulation besteht. Denn ein mündliches Verfahren war nicht mehr Regel, und die Oeffentlichkeit ganz ausgeschlossen. (art. 237—281.)

Auch über das Verfahren bei Handelsgerichten findet man einige wenige Bestimmungen. (art. 330—345.) Eben so über das Verfahren bei den Appellationsgerichten, (art. 346—361.) und beim hohen Gerichtshofe. (art. 362—383.)

Ueber die Execution der Urtheile finden sich Verfügungen in art. 298 bis 329, und später in art. 402 und 403 noch einige Bestimmungen über

31) art. 265. Si les parties sont présentes et elles ont donné leurs récapitulations, le juge, s'il veut, les entend, recueille leurs moyens et rend son jugement.

die Execution gerichtlicher Akte. Ueber Tutoren und Curatoren zuerst **Bestimmungen** in art. 223 ff., und dann wieder in art. 404 ff. Ausserdem kommen bald hier bald da eine Menge Dispositionen über einzelne Klagen und andere Gegenstände vor. Unter Anderem über Erbschaftsklagen in art. 501 ff., über die Expulsion von Miethsleuten in art. 488 ff., über die Unterbrechung von angefangenen Baulichkeiten in art. 473 ff., über Gerichtsferien in art. 495 ff. u. dergl. mehr. Namentlich auch über **Schiedsgerichte**. Diese sind theils gezwungene (*arbitrage forcée*) bei Streitigkeiten unter nahen Verwandten (art. 426—465), theils freiwillige **Schiedsgerichte** (*arbitrage volontaire*), wenn es von dem freien Willen der Partheien abhängt, ob sie dieselben eingehen wollen oder nicht. (art. 466—472.)

Das Ganze ist dem Französischen Civilprocedurcodex nachgebildet, allein ohne Ordnung, ohne tieferen Plan, voller Förmlichkeiten, dabei in der Hauptsache unvollständig, ja sogar lückenhaft, in Nebendingen dagegen sehr weitschweifig und dazu noch ohne alle Präcision und äusserst vag redigirt.

Die Lücken und Mängel wurden in der Anwendung sehr bald fühlbar. Dem kaum erst gegebenen Gesetze fügte man daher neue Verordnungen hinzu, z. B. über die **Verification**

der Identität von Privaturkunden.³²⁾ Und noch andere würden nothwendiger Weise gefolgt seyn, wenn die Gerichte hätten in Gang kommen sollen. Allein der Tod des Grafen und die Auflösung aller Gerichte liess es dazu nicht kommen.

S i e b e n t e s K a p i t e l.

Von dem Resultat dieser gerichtlichen Einrichtungen und Gesetze.

§. 232.

In allen öffentlichen Blättern erhob man grose Beschwerden und laute Klagen wurden geführt gegen die getroffenen Einrichtungen, wie gegen die gegebenen Gesetze. Statt des so nothwendigen Straf- und Civilgesetzbuchs, statt eines tüchtigen Civil- und Strafverfahrens habe man, und zwar gegen die Beschlüsse des Nationalcongresses von Argos, schlechte Ordonnanzen gemacht, die Oeffentlichkeit der gerichtlichen Verhandlungen abgeschafft, und zwei Drittheilen der Richter das Stimmrecht entzogen.

Die ganze Justiz sey eine Slavinn der Politik der öffentlichen Gewalt, die Freiheit und Ehre, das Leben und das Vermögen

32) Decret vom 1¹/₂,sten März 1831. Nr. 359.

der Bürger die Beute der Machthaber des Tages und der Willkühr geworden.

Die Untersuchung der Vergehen und Verbrechen sey in die Hände einer verhassten Polizei gekommen. Von der Regierung abhängige Richter, von denen dazu noch nur einer ein Stimmrecht habe, entscheiden über Leben und Tod. An die Stelle des Gesetzes sey der Wille des Richters — reine Willkühr — getreten. Dazu käme noch ein Heer von Ausnahms- und Specialgerichten, welche nichts Anderes, als nach Willkühr niedergesetzte Gerichtscommissionen seyen, um Leute verurtheilen zu lassen, deren Verurtheilung man auf geradem Wege nicht hätte erwarten dürfen.

Die Civilrechtspflege sey aber eine langsame Schneckenanstalt, bei welcher alles in Kosten aufgehe, die Hauptsache aber der vielen Förmlichkeiten wegen nicht voranrücke.

Doch man kann nichts Besseres sagen, als was der Justizminister selbst, unterm $1/_{13}$ ten August 1832 im Nationalcongress von Pronia, im Namen der damaligen Regierung öffentlich ausgesprochen hat:

Telle était la législation criminelle. La police remplissait les principales fonctions du ministère public; des secrétaires dépendans remplaçaient les juges d'instruction; des juges amovibles, dont l'un seulement avait le droit de

voter, jugeaient des citoyens réputés libres, en appliquant, au lieu de loi, leur bon plaisir, ou en d'autres termes leur volonté. Voilà comment était décidé le sort de chacun !

Mais la procédure civile était-elle plus équitable ? Promptitude dans la marche des procès et économie dans les frais, telle est la maxime universelle et fondamentale, sur laquelle repose le vaste édifice de cette partie de la législation. Au lieu de cela, que rencontrons-nous dans l'oeuvre arbitraire dont nous parlons ? A chaque pas, mille obstacles ; dans chaque acte judiciaire des retards inattendus. Tout cela, en faisant perdre aux juges et aux parties un tems précieux, accablait ces dernières sous le poids de frais insupportables.

Aurais-je besoin de parler de ces fameuses commissions que le langage habile de la politique s'est efforcé de cacher sous le nom plus décent de tribunaux exceptionnels ? En examinant leur organisation, leur composition, et leurs attributions, on n'hésitera pas à les qualifier de cours de condamnation. Ici, les législateurs hardis ne se sont pas contentés de tribunaux spéciaux, ils ont réservé à l'arbitraire le droit d'organiser, toutes les fois que le besoin de sa politique inquiète l'exigerait des commissions personnelles contre chaque vic-

time, que ses soupçons, sans cesses éveillés, livreraient à une poursuite criminelle. ³³⁾

§. 233.

Die Folge dieser Rede des Justizministers war der, in derselben Sitzung — es war die 11te des Nationalcongresses in Pronia — gefasste Beschluss, eine aus Juristen bestehende Commission niederzusetzen, zur Redaction eines so dringend nothwendigen Gesetzbuches für das Civil- und Strafverfahren, so wie für das Civil- und Strafrecht.

Allein statt der zur Berathung so wichtiger Gesetzbücher nothwendigen Ruhe trat immer grössere Anarchie ein. Wegen mangelnder Bezahlung verliessen die Richter die Gerichte, so dass am Ende wegen Mangel an guten Gesetzen und Richtern die Gerichte selbst geschlossen werden mussten, in der Hoffnung der baldigen Ankunft des Königs und der Regentschaft. Das bei dieser Gelegenheit vom Justizministerium an die Gerichte erlassene Schreiben verdient mitgetheilt zu werden. ³⁴⁾

Depuis longtemps de graves plaintes se sont élevées de toutes parts contre le système judiciaire, qui n'était conforme ni aux principes de la justice, ni

33) Le Moniteur Grec. du 3/1, ten Septembre 1832. Nr. 9.

34) Le Moniteur Grec. du 10. novembre 1832. Nr. 15.

aux besoins de l'état. La loi concernant les tribunaux, œuvre de l'assemblée nationale d'Argos, ne repoussait pas moins ce système d'organisation mal digéré. Ce sont ces motifs plus que tout autre, qui ont provoqué les secousses intérieures, que nous déplorons, dont l'état ne peut encore se relever.

Le gouvernement dès qu'il prit les rênes de l'état, s'appliqua avec prévoyance à entreprendre par la voie régulière, la réforme des tribunaux, que les vœux de la nation, et la loi elle-même, réclamaient depuis long-tems avec impatience. Sans interrompre le cours de la justice, le gouvernement espérait par le concours des autorités compétentes, ramener dans les tribunaux l'ordre désiré unanimement par la nation ; mais des obstacles inattendus, des circonstances fâcheuses, qui ne vous sont que trop connus, ont rendu malheureusement inutiles ses espérances fondées ; de plus les tribunaux manquant entièrement des conseillers, qui doivent y être attachés, l'organisation actuelle réprouvée de tous, a été tout-à-fait paralysée dans son action même, et a cessé d'avoir son effet.

C'est ce qui a obligé le gouvernement à suspendre provisoirement les tribunaux par son ordonnance ci annexée. (S. oben §. 226).

En vertu de cet acte vous êtes invités à re-

remettre les archives de votre tribunal, au préfet du lieu ou à son défaut à la démogerontie locale. Vous préviendrez en même temps tous les citoyens dont les affaires et les intérêts étaient pendant devant les tribunaux, que nous touchons à l'heureux moment où la Régence à son arrivée parmi nous, viendra ouvrir le vaste temple des lois, et que chacun y trouvera la réparation prompte et entière des torts, dont il aurait à se plaindre.

Nauplie le $11\frac{1}{2}_3$ octobre 1832.

Le secrétaire pour la justice
Ch. Clonaris.

§. 234.

Griechenland war demnach, seit dem October 1832 wieder ohne alle Gerichte, und so schreckbar uns übrigen Europäern ein solcher Zustand zu seyn scheint, so wurde dieser Act dennoch, in Griechenland wenigstens, als eine Rückkehr zum Zustande der Gesetzlichkeit betrachtet, und von der Regierung selbst dafür erklärt.

Das Gesamtministerium erklärte nämlich unterm $10\frac{1}{2}_2$ sten December 1832³⁵⁾ wie folgt:

La suspension des tribunaux que la gérousie

35) Le Moniteur Grec. du 6 janvier 1833. Nr. 19.

traite d'illégale, est un véritable retour à la régularité et à la légalité que les lois prescrivent. L'assemblée nationale d'Argos avait expressément arrêté que l'organisation judiciaire alors établie serait maintenue et immuable jusqu'à la prochaine réunion des plénipotentiaires, et n'avait permis d'y faire que des légères modifications. La gérousie foullant aux pieds ce que l'assemblée souveraine avait décrété, a fait une nouvelle organisation des tribunaux dans laquelle elle a introduit, au lieu de légères modifications des changemens et des innovations téméraires et illégales.

Par cette organisation ce conseil consultatif a enlevé aux tribunaux la publicité, ôté aux deux tiers des juges le droit de suffrage, supprimé les degrés légaux de juridiction, détruit la précieuse indépendance des tribunaux, introduit l'horrible système des commissions d'exception, et commis tant d'illégalités qu'il serait trop long de les énumérer ici.

L'établissement des tribunaux contre l'illégalité desquels le peuple lui-même indigné éleva les plus fortes imprécations, était une violation manifeste, un renversement des lois de l'assemblée, et des principes judiciaires. Non seulement ces tribunaux étaient nuls par eux-mêmes, sans force et sans action, mais encore la loi su-

périeure à toutes, la loi de l'assemblée les avait déjà aboli de fait avant même leur création. Le gouvernement en suspendant l'action de ces tribunaux n'a fait qu'exécuter la loi, que la géroisie avait impudemment violée.



MANNHEIM,

Buchdruckerei des katholischen Bürgerhospitals.



